3 1761 07487976 8

ENCYCLOPÉDIE SOCIALISTE

SYNDICALE & COOPÉRATIVE

DE

L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE

Encyclopédie Socialiste

SYNDICALE ET COOPÉRATIVE

de l'Internationale Ouvrière

Tous droits réservés pour tous les pays
y compris la Hollande et la Scandinavie.

Copyright by ARISTIDE QUILLET, éditeur, Paris, 1913.

Encyclopédie Socialiste

Syndicale et Coopérative

de l'Internationale Ouvrière

Publiée sous la direction technique de

COMPÈRE-MOREL

AVEC LA COLLABORATION DE

BRACKE, député, **P. BRIZON**, député, **HUBERT-ROUGER**, député
JEAN LONGUET, de " l'Humanité ",
PAUL LOUIS, **CHARLES RAPPOPORT**, **SIXTE-QUENIN**, député,
J.-B. SÉVERAC, du " Mouvement Socialiste ",
de nombreux Secrétaires de **Bourses du Travail**, de **Fédérations Socialistes**, de **Syndicats et Coopératives**
et de militants de tous les **Partis socialistes du monde entier.**

DIRECTEUR-PROPAGATEUR :

JEAN-LORRIS

Toute la Pensée Socialiste.

Toute l'Action Ouvrière.

Aristide QUILLET
ÉDITEUR
278, Boulevard Saint-Germain, 278
PARIS

LIBRARY
MAY 24 1977
UNIVERSITY OF TORONTO

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

HX
21
E6
v.5

http://www.archive.org/details/encyclopdiesoc05comp

LE MOUVEMENT SOCIALISTE INTERNATIONAL

PAR

JEAN LONGUET

S'il est un mouvement politique et social dont l'ampleur a dépassé les espérances de ceux-là même qui en ont été les instigateurs, c'est bien le « Mouvement Socialiste International ».

Si l'on avait dit à la poignée de militants réunis à Bâle, en 1869, dans une des modestes maisons bâties sur les bords du Rhin, à l'entrée de la vieille ville, que trente-quatre ans après des millions et des millions de travailleurs, aussi solidement groupés qu'admirablement organisés, formeraient le plus grand parti politique du monde, tant par le nombre de ses adhérents que par son esprit de combativité et son incessante action de propagande et de recrutement, ils ne l'auraient probablement point cru !

Et pourtant nous pouvons le dire et le redire avec orgueil : le Parti socialiste est le seul parti dont les membres, éparpillés sur la planète tout entière, sont de toutes les races, parlent toutes les langues, mais dont l'idéal est commun, la doctrine identique et le programme semblable.

A ceux qui en doutent encore, je recommande le présent volume, dû à la bonne plume de notre ami et collaborateur Jean Longuet.

Dans un style facile mais plein, coulant mais nourri, Longuet vient d'écrire un des meilleurs livres qui ait jamais paru sur l'Internationale Ouvrière et Socialiste.

Après des considérations d'ensemble et générales sur l'Action socialiste dans le monde, après avoir fait l'historique concis, mais lumineux, des divers Congrès internationaux, où la pensée socialiste et les revendications de la classe ouvrière s'affirment et se précisent, Longuet nous donne la monographie de chacune des sections de l'Internationale : l'histoire de leur constitution et de leur organisation comme les résultats de leur action politique et économique.

Quelle belle et quelle admirable leçon de choses pour tous les militants !

Avec quelle ardeur accrue continueront-ils la bataille engagée et avec quelle passion exaltée se lanceront-ils à nouveau dans la mêlée, quand ils connaîtront par le détail, non seulement l'effort donné, mais les sacrifices consentis et les souffrances éprouvées par tous nos amis de l'étranger!

Oui, la France socialiste peut être — et doit être — fière de son histoire ! Bien des héros obscurs ont fait l'abandon de leur vie pour leurs idées et si les pavés de Paris ont été arrosés du sang des insurgés, le sol de nos terroirs a été, lui aussi, fécondé par celui de nos paysans révoltés ! Et depuis Saint-Simon jusqu'à Blanqui, en passant par Babeuf Enfantin, Bazard, Fourier, Considérant, Proudhon, Buchez, Leroux, Cabet, etc., — pour ne parler que des morts — une pléiade de belles intelligences, de novateurs hardis, de penseurs profonds ont donné le meilleur d'eux-mêmes dans la lutte sans merci, livrée aux forces de mensonges et d'iniquités sociales.

Mais il en a été de même dans les autres pays, et l'histoire des différentes sections de l'Internationale est faite, tout comme chez nous, de dévouement et de courage, d'hé-

roïsme et d'abnégation, de désintéressement et de sacrifices.

Et s'il nous fallait connaître le nombre de ceux et de celles qui sont tombés victimes de la répression bourgeoise et capitaliste et dresser la nomenclature des années de prison octroyées aux militants de l'Internationale par les juges de classe qui opèrent pour le compte et aux profits des possédants, c'est par centaines de mille de têtes et par milliers d'années qu'il faudrait compter !!

Passé de larmes! Passé de sang! Passé de douleur et de souffrances!

Mais c'est ce passé lugubre, ce passé de terreur, où la fusillade, la pendaison, et la guillotine fermaient la bouche à nos penseurs et couchaient dans la tombe ou dans la fosse commune ceux-là mêmes qui, à leur appel, étaient descendus de leurs faubourgs ou sortis de leurs chaumières, c'est ce passé-là qui a enfanté le présent fécond et gros d'espoir pour l'avenir.

Oui, présent fécond et gros d'espoir pour l'avenir que cette Allemagne subversive où des milliers de prolétaires — groupés dans des organisations politiques et économiques étroitement unies entre elles — montent en cohortes serrées et disciplinées à l'assaut des pouvoirs publics détenus par une insolente aristocratie terrienne et une bourgeoisie industrielle assoiffée de profits et de dividendes!

Oui, présent fécond et gros d'espoir pour l'avenir que cette Belgique ouvrière — petite par son territoire, mais grande par la situation stratégique qu'elle occupe entre deux Etats capitalistes armés jusqu'aux dents — où les forces socialistes, syndicales et coopératives concourrent toutes, et d'un commun accord, à l'acte révolutionnaire ultime.

Oui, présent fécond et gros d'espoir pour l'avenir que cette Angleterre, dont les puissantes Trades-Unions et les colossales coopératives comprennent de plus en plus la nécessité de mener une action politique de classe en vue de substituer la propriété collective, sociale, à la propriété privée et capitaliste !

Oui, présent fécond et gros d'espoir pour l'avenir que cette Autriche-Hongrie, cette Russie, ce Danemark, ces Etats Scandinaves, ces Etats-Unis et tous ces pays du vieux continent enfin — où le capitalisme effectue ses ravages, mais prépare en même temps les fondements d'une société nouvelle — dont le prolétariat, en qui s'éveille une conscience de classe, s'organise politiquement et syndicalement afin, lui aussi, de mener une action déterminée contre les possédants oisifs et parasitaires.

Et Longuet a eu raison dans ses monographies, de donner le plus de détails possible sur la façon dont nos amis de l'Internationale entendent mener l'action parlementaire et extra-parlementaire, politique, syndicale et coopérative contre leur propre bourgeoisie. Nous pourrons en faire notre profit. Ce ne sera pas inutile, puisque nous ne savons pas encore qu'une des premières conditions que doit remplir un corps d'armée devant l'ennemi, c'est d'être un, *et de ne pas donner ce spectacle lamentable — et dangereux — de rivalités intestines qui l'amoindrissent fatalement et diminuent d'autant sa puissance d'attaque et de défense.*

Du reste, nous ne nous étonnons pas de la façon magistrale dont Longuet a su mener à bien son travail.

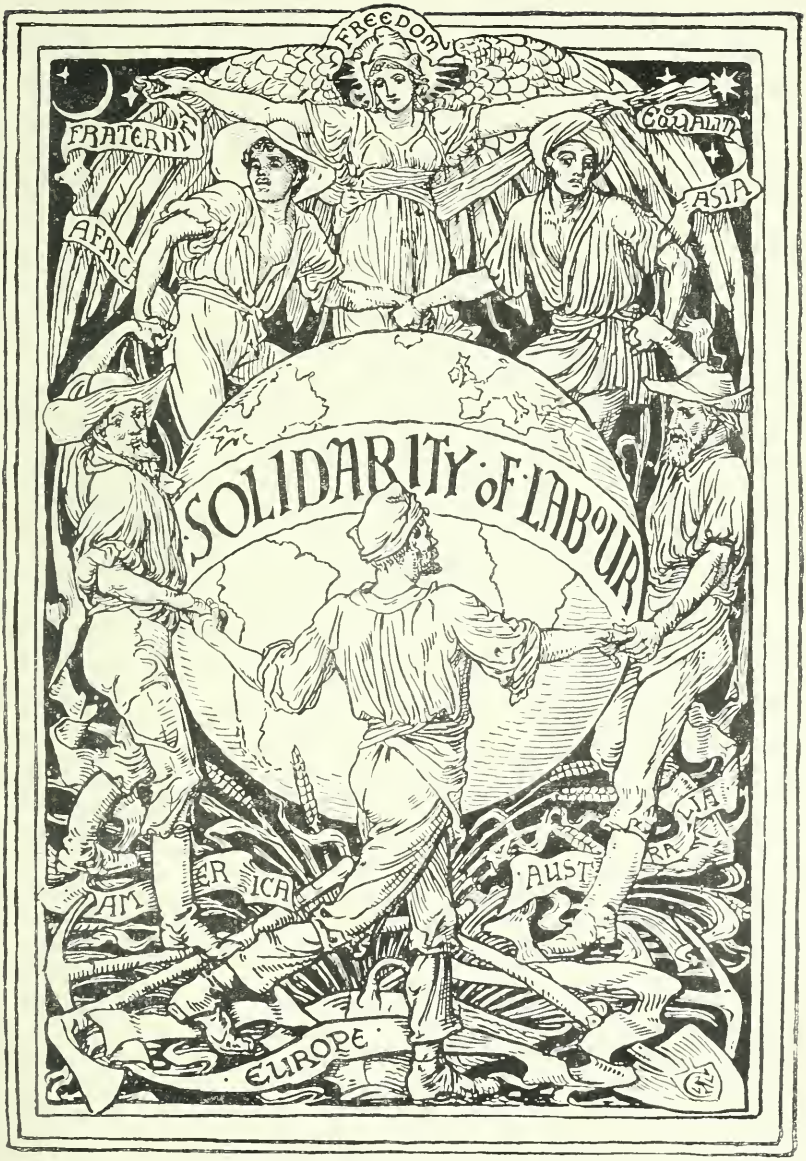
Il tient de race. Il n'est pas le petit-fils de Marx pour rien.

Et c'est parce que nous savions que notre collaborateur

avait fait de fortes études, qu'il n'avait cessé de prendre une part active à la vie socialiste avant et après l'Unité en tant qu'orateur et que journaliste, qu'il était au courant, comme pas un, du mouvement socialiste international, que nous lui avons demandé de collaborer à notre œuvre d'éducation et de vulgarisation socialiste, syndicale et coopétive en rédigeant ce volume, dont on peut dire sans hésitation : il est bon, beau et utile.

N'est-ce pas là le plus bel éloge qu'on puisse en faire?

COMPÈRE-MOREL.



LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE.

Dessin de Walter Crane.

INTRODUCTION

Lorsque se formèrent de 1870 à 1890, dans la plupart des pays d'Europe et en Amérique, les premiers groupements socialistes modernes, qui devaient constituer le noyau des vastes organismes prolétariens s'étendant aujourd'hui d'un bout à l'autre de ces vastes continents, leurs initiateurs, les vaillants ouvriers de la première heure, auraient pu prendre comme devise l'héroïque parole de Guillaume le Taciturne : « *Il n'est pas besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer* ». Du moins, leur fallait-il autre chose que l'espérance du succès immédiat pour commencer la besogne de Titans qu'ils s'étaient proposée et y persévérer, malgré les insultes et les railleries de la classe possédante et de ses domestiques intellectuels. Mais l'indifférence, l'apathie, voire l'hostilité des travailleurs, de ceux-là même qu'ils s'étaient proposé d'affranchir, étaient pour eux des obstacles plus pénibles encore à surmonter que les persécutions des gouvernants capitalistes.

Les difficultés que le mouvement socialiste rencontra sur sa route à son aurore, dans les différentes nations d'Europe et aux États-Unis, étaient d'ordre multiple — infiniment variées.

La répression brutale, l'emprisonnement, la déportation en des terres sauvages et glacées, les condamnations les plus cruelles, la mort même qu'on opposait à la propagande des socialistes des pays de monarchie absolue ou semi-absolue, à constitution féodale et moyenâgeuse, étaient souvent des

obstacles moins redoutables à l'expansion des idées nouvelles, à leurs progrès dans les masses, que la force des illusions démocratiques bourgeoises, la foi aveugle au progrès indéfini et à l'affranchissement individuel, dans le cadre de la société capitaliste — croyance savamment entretenue par la bourgeoisie dans le cerveau et le cœur des plus malheureux — dans les grandes nations « progressistes » de l'Occident, telles que la France, l'Angleterre et les Etats-Unis.

Dans les deux grandes nations anglo-saxonnes surtout, les illusions libérales et démocratiques, la croyance en la bienfaisance politique et sociale du régime, l'opinion que le « socialisme, c'était bon pour les peuples opprimés du continent européen », la prospérité matérielle aussi réalisée grâce à des conditions économiques exceptionnelles, devaient suffire à paralyser pendant plus d'un quart de siècle la croissance de l'idée socialiste, empêcher les masses ouvrières de se constituer en vastes partis de classe, pénétrés des conceptions du socialisme moderne.

Et c'est ainsi que l'Angleterre, berceau de l'industrialisme moderne, l'Angleterre qui avait connu le régime capitaliste dès la fin du XVIIIe siècle et dont le développement économique intense avait servi de base aux recherches et aux découvertes des fondateurs du socialisme moderne, de Marx et d'Engels, devait voir s'écouler tout le XIXe siècle sans que sa classe ouvrière s'éleva à la conception socialiste, constitua un parti puissant, en face des deux grands partis bourgeois traditionnels qui se disputaient les adhésions des ouvriers.

Un vaste mouvement corporatif, un puissant mouvement coopératif, mais un minuscule petit mouvement socialiste, telle est la situation étrange que nous offre ce grand pays jusqu'au début de ce siècle.

De même, les Etats-Unis, quoique parvenus depuis quarante ans à un développement économique formidable — immense République des trusts et des milliardaires — n'ont pas, pour ainsi dire, de Parti socialiste qui compte, de classe

ouvrière consciente, jusqu'aux premières années du XXe siècle. Là aussi existe un puissant mouvement corporatif, mais constitué dans le cadre de la société actuelle, en reconnaissant la permanence et la légitimité. Le socialisme n'a sur lui aucune action.

Chez nous, en France, dans la terre classique du socialisme, là même où il était né et où se produisaient toutes les premières grandes convulsions révolutionnaires du prolétariat, la classe ouvrière demeurait impuissante pendant bien longtemps, se perdant dans le romantisme révolutionnaire ancien ; passant tour à tour de la croyance aveugle au coup de force et à l'émeute, à la pleine confiance en la bienfaisance de la démocratie bourgeoise épuisée par les terribles saignées de 1848 et de 1871, où tout entière prise par la lutte républicaine.

Lorsque, pour la première fois, il apparaît avec éclat sur la scène politique en 1893, le socialisme français reste très divisé et il lui faudra douze années encore pour atteindre à son unité politique de classe et en cueillir bientôt le fruit savoureux : un mouvement ouvrier pénétré des conceptions socialistes modernes, constituant un organisme robuste, avec ses moyens d'action autonomes.

En revanche, l'Allemagne, malgré le caractère demi-absolutiste de son régime, l'absence de quelques-unes des libertés politiques les plus élémentaires, voyait se développer graduellement, et d'une façon presque ininterrompue depuis 40 ans, un admirable mouvement prolétarien — le plus puissant mouvement socialiste et syndical du monde entier. Toutes les persécutions gouvernementales, le régime du Chancelier de fer et sa législation anti-socialiste, la prédominance des hobereaux, le régime de castes et de classe, le militarisme et l'impérialisme ne pouvaient arrêter un seul instant la croissance irrésistible d'un prolétariat assez conscient pour avoir constitué dès 1875 sa pleine unité de classe au sein du Parti Démocrate Socialiste, créant bientôt après

son unité syndicale et réalisant entre ces deux grandes formes d'action ouvrière une parfaite harmonie.

L'Autriche, qui subissait un régime politique à peine plus supportable et où le mouvement se heurtait aux plus terribles difficultés ethniques, voyait, elle aussi, grandir d'une façon constante depuis un quart de siècle, une des plus vigoureuses sections de l'Internationale, numériquement le premier parti de la monarchie dualiste.

Il n'était pas jusqu'à la Russie, l'immense empire du knout, où sous le plus sauvage régime politique, malgré une oppression barbare et l'absence des garanties les plus élémentaires de liberté pour l'homme et le citoyen, le mouvement socialiste ne grandit d'une incroyable façon — feu révolutionnaire de plus en plus intense qui couvait sous la cendre de l'absolutisme. Et soudainement, les premières possibilités que ce grand peuple de 130,000,000 d'âmes avait de manifester sa volonté, se traduisaient par l'élection de plus de cent députés socialistes à la deuxième Douma !

Dans le sang des milliers de militants qu'il a massacrés, le tsarisme croyait avoir noyé ce grand mouvement et déjà il apparaît, à la lumière du dernier 1er Mai, comme partout plus vivace et plus prêt à recommencer la grande bataille pour la liberté politique immédiate et l'affranchissement économique total.

Ailleurs encore, dans les petites nations à régime démocratique et à constitutions libérales analogues à celles des pays anglo-saxons, telles la Belgique, la Suède, la Norvège et le Danemark, la croissance du socialisme est aussi intense, aussi constante, aboutit à d'aussi superbes succès que dans les grandes nations du centre de l'Europe. La proportion des votes socialistes, des ouvriers syndiqués et coopérateurs y est même souvent plus forte encore.

Suivant la parole si profonde du professeur Sombart « le socialisme moderne, le marxisme, c'est la tendance à *rendre le mouvement ouvrier plus internationaliste, à l'unifier mon-*

dialement ». C'est d'ailleurs au moment même où les économistes et les sociologues bourgeois s'en allaient proclamant la « décomposition », la décadence du marxisme, que nous voyons la pensée de Marx « méthode féconde de recherches vivantes et d'investigation » (Kautsky) réaliser partout dans le prolétariat, par son influence toujours plus profonde et plus généralisée, l'unité d'action et d'organisation — par l'élimination des « particularités nationales ».

M. Georges Sorel, un sociologue qui, jadis, exerça en France une légitime influence sur les intellectuels du socialisme, mais dont l'âge a aujourd'hui affaibli la vigueur intellectuelle pour en faire — à la grande tristesse de ses anciens admirateurs — le jouet de décadents de la politique ou de la littérature, et l'écho complaisant des stercoraires de la presse clérico-monarchiste, observait un jour, très justement, que dans la mesure où les idées marxistes avaient pénétré la classe ouvrière d'un pays, le socialisme y était fort et uni (1). C'est là une vérité qui s'affirme avec une clarté éblouissante à tout observateur attentif au mouvement ouvrier contemporain. A la lumière de toute l'histoire contemporaine, il apparaît indiscutablement que Marx, suivant une belle formule de Jaurès, « s'est parfois trompé de vitesse, mais jamais de direction ».

Cette action des idées essentielles du socialisme moderne, elle apparaît particulièrement féconde depuis dix ans dans ces deux grandes communautés anglo-saxonnes, l'Angleterre et les Etats-Unis, où partout la pensée socialiste, hier encore complètement ignorée ou méconnue, pénètre aujourd'hui les masses profondes du prolétariat, donnant naissance à de remarquables organisations ouvrières et socialistes qui, demain, dans la grande armée de l'Internationale, occuperont

---

(1) Préface à la première édition de la *Conception matérialiste de l'Histoire*, de Antonio LABRIOLA.

une place aussi considérable que les plus puissants partis socialistes du Continent européen.

Cette communauté de pensée et d'action, cette « catholicité » du socialisme est le grand et merveilleux phénomène qui ne manquera pas de frapper tout observateur attentif du mouvement ouvrier international et, nous l'espérons, tous les lecteurs de ce livre. Fréquemment, on se figure dans le grand public (et combien de fois même n'avons-nous pas entendu cette erreur formulée par des socialistes dans notre pays !) qu'il existe entre les socialistes des différentes nations, entre leurs conceptions essentielles, leurs méthodes de lutte, des différences spécifiques, fondamentales. Il n'est pas d'erreur plus grossière.

L'observateur superficiel s'arrêtera à des différences ethniques secondaires, il sera frappé des tempéraments divers et des conditions particulières de la bataille socialiste dans telle ou telle partie du monde. Mais, celui qui ira plus au fond des choses et s'efforcera de pénétrer la pensée intime des militants de tous les pays, leurs préoccupations doctrinales les plus essentielles, leurs controverses de tactique les plus courantes, ne pourra pas ne pas être profondément frappé par l'unité profonde, essentielle du socialisme universel.

Dans les immenses usines de la Saxe ou de la Westphalie, dans les vastes tissages du Lancashire ou du Nord de la France, comme dans les formidables fabriques de Chicago ou de Milwaukee, parmi les métallurgistes de Commentry ou de Lodz, les mécaniciens de la banlieue parisienne ou de Glascow, les bûcherons du Cher ou les fermiers du Far West américain, dans la mine galloise ou pensylvanienne ; chez le paysan italien ou hongrois ou le mineur japonais — partout où la pensée socialiste a allumé jusque chez les plus malheureux des prolétaires la flamme de l'espérance et de l'idéal, c'est la même conscience de leurs intérêts de classe, les mêmes préoccupations politiques, sociales, morales qui

les hantent et les animent pour la grande lutte quotidienne. Ce sont les mêmes conceptions, issues de la critique maîtresse de Marx et d'Engels, qui les guident vers leur émancipation. Ce sont les mêmes problèmes de tactique qu'ils discutent et résolvent chaque jour.

Il suffit de suivre l'historique des Congrès socialistes internationaux depuis 23 ans, que nous avons résumé plus loin, pour se convaincre de l'élimination graduelle des tendances étrangères ou hostiles et de l'homogénéité croissante du socialisme universel.

Lorsque l'Internationale socialiste se reconstitue en 1889 à Paris, les pays de l'Europe centrale, l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche et la Scandinavie ont seuls atteint l'unité organique et l'unité doctrinale. En face de ce noyau homogène, nous trouvons une masse nébuleuse et hétérogène.

C'est le mouvement ouvrier du sud de l'Europe, d'Espagne et d'Italie, entièrement aux mains des anarchistes ; le mouvement ouvrier anglo-saxon attaché aux conceptions du corporatisme trade-unionisme, la masse de ses adhérents confiants aux partis bourgeois avancés, niant toute action politique de classe ; le mouvement socialiste français divisé en sectes rivales, incapable de contrôler sa presse et ses élus, livré à tous les hasards des tempêtes politiques ; c'est à partir de 1893, le mouvement hollandais en grande majorité aux mains des antiparlementaires anarchisants.

Vingt ans après, les mouvements ouvriers espagnol, italien et hollandais sont complètement arrachés aux influences anarchistes. Ils ont créé trois puissantes confédérations syndicales qui agissent en pleine harmonie avec les organismes politiques socialistes ; l'Angleterre a vu se constituer un puissant parti du travail, qui compte plus de 40 élus au Parlement, ses trades-unions sont de plus en plus pénétrées par l' « endosmose » socialiste, de plus en plus dirigée par des militants socialistes, membres du Parti ; la France enfin a réalisé depuis 1905 son unité socialiste, précisant sans cesse

davantage ses méthodes d'action, bien près aussi, malgré les apparences, de réaliser bientôt son unité ouvrière complète, par l'harmonie enfin réalisée, — comme partout ailleurs — entre son Parti socialiste, sa C. G. T. et ses coopératives.

Et à mesure que le mouvement ouvrier et socialiste s'unifie davantage par-dessus les frontières, malgré les différences de race, de religion, de climat, grâce à ce « grand rouleau égalisateur » qu'est le capitalisme amenant à la civilisation et à la vie moderne les peuples les plus antiques et les plus isolés dans leur particularisme — hier la Russie, aujourd'hui la Chine — l'*interdépendance* des différents mouvements socialistes nationaux devient plus grande. Plus nous allons et plus les événements d'un pays ont un contre-coup plus considérable sur les autres, plus les batailles des « partis-frères », des autres nations européennes ou même des peuples d'autres continents, sont nos batailles, leurs victoires, nos victoires, leurs défaites nos défaites.

Il suffit de rappeler l'influence profonde de la Révolution russe sur la politique allemande et autrichienne, le contre-coup considérable qu'a actuellement sur les Etats-Unis le magnifique essor du socialisme britannique.

Aussi n'est-il pas d'étude qui s'impose plus fortement à un militant conscient que celle du mouvement ouvrier et socialiste universel. Puisse ce volume donner à ses lecteurs le désir de pousser plus avant l'étude du mouvement international. Il serait à souhaiter que de même qu'on a créé pour les jeunes universitaires bourgeois des bourses de voyage, leur permettant d'aller compléter *de visu* leurs études, les principales grandes organisations socialistes et syndicales envoyassent chaque année à leurs frais, quelques-uns de leurs militants se documenter sur l'action socialiste dans les principales grandes nations et en organisent méthodiquement l'échange. Ils en reviendraient mieux armés pour les luttes quotidiennes. J'espère que ce livre contribuera, lui aussi, à mieux faire comprendre le caractère internationaliste du

socialisme, qu'il fera réfléchir les plus aveugles de nos adversaires sur la grandeur incomparable d'un mouvement qui est aujourd'hui, dans cinq continents, « l'Espoir du Monde », et qui peut, comme Charles-Quint, dire — beaucoup plus exactement — « que le soleil ne se couche pas sur son empire ».

PREMIÈRE PARTIE

L'INTERNATIONALE, SON HISTORIQUE, SES CONGRÈS

IV. Congrès de la Vieille Internationale, à Bâle (1869).

Photo Koch, Bâle.

CHAPITRE PREMIER

LA FIN DE LA VIEILLE INTERNATIONALE (1872-1876)

La vieille Internationale des travailleurs tint son dernier Congrès à La Haye, du 22 au 29 septembre 1872. Elle avait rempli sa mission historique. En faisant décider son transfert à New-York, dans le Nouveau Monde, où le mouvement ouvrier était encore dans l'enfance, Marx et Engels savaient bien qu'ils décrétaient sa fin. Mais ne constituant plus que le grand état-major brouillon et déchiré par les querelles personnelles d'une armée dont les bataillons et les divisions étaient encore partout d'une extrême faiblesse, quand ils existaient (1), elle ne pouvait plus qu'entraver la formation des cadres de la grande armée prolétarienne dont elle avait si vaillamment sonné le ralliement pendant neuf années à travers le monde.

Les anarchistes expulsés à La Haye, le russe Bakounine et le français James Guillaume, tentaient de continuer la série de ses Congrès en Europe, en Suisse, dans des conférences qui n'eurent plus aucun retentissement, ni aucune portée. Ainsi se tint un Congrès en septembre 1873, à Genève. La fraction de l' « Internationale » qui y était représentée se composait presque exclusivement des groupements bakouninistes de la « Fédération Jurassienne », situés dans la Suisse romande, et des autres petits groupes anarchisants d'Italie, de France et d'Espagne, ayant à leur tête des hommes qui, comme Andrea Costa et Paul Brousse, ne devaient

(1) Le professeur WERNER SOMBART, dans sa remarquable et si impartiale étude sur *Le Socialisme et le Mouvement social au XIXe siècle*, a pu ainsi écrire très justement : « L'Association internationale ne fut en définitive qu'un groupement de représentants et de secrétaires ; les masses figurent à peine sur le papier ». Page 227.

pas tarder d'ailleurs à rentrer dans le giron de la grande famille socialiste internationale, pour s'y placer d'ailleurs dans la fraction la plus modérée. En 1881, les mêmes éléments tentaient de fonder à Londres, une nouvelle « Internationale » anarchiste qui ne vécut pas.

En Amérique, l'organisation régulière de l'Internationale n'eut qu'une existence éphémère et factice. Ses sections se composaient exclusivement de réfugiés, principalement allemands et français. Le plus connu était A. Sorge, un vétéran de la Révolution de 1848, réfugié depuis 1852 aux Etats-Unis, ami personnel et confident de Marx, qui avait bien voulu assumer les fonctions de secrétaire général. Le « Conseil Général » comprenait 12 membres, dont quatre étaient Allemands, trois Français, deux Irlandais, un Suédois, un Italien et un seul Américain.

F. A. Sorge
Dernier Secrétaire de la vieille Internationale
Photo May, Hoboken

Parmi les membres de la Section française de New-York, se trouvait le grand poète prolétarien, Eugène Pottier, ancien membre et réfugié de la Commune, qui, au lendemain même des effroyables massacres de 1871, venait de donner à la classe ouvrière universelle son hymne de combat, l'*Internationale*, inspiré du nom et de l'idée de la grande association.

Le dernier « Congrès » de l'Internationale se tint le 15 juillet 1876, à Philadelphie. Elle comprenait 10 délégués des Etats-Unis et un seul venu d'Europe — d'Allemagne. L'organisation s'était visiblement survécue à elle-même. Sans

racine en Amérique, sans lien avec l'Europe où ses membres étaient partout traqués par les gouvernants, son existence n'était plus que nominale, il ne pouvait plus être question de la continuer et sa dissolution fut officiellement prononcée, ses archives et ses documents furent remis à Sorge et Speyer avec la mission de les transmettre aux successeurs et aux continuateurs de son œuvre. Le Congrès de Philadelphie ne se séparait cependant pas sans avoir voté un appel à la classe ouvrière, dont nous extrayons ce passage :

« L'Internationale est morte ! » va s'écrier à nouveau la bourgeoisie de tous les pays, et elle montrera avec ironie et joie les séances de ce Congrès comme la preuve matérielle de la défaite du mouvement ouvrier mondial. Ne nous laissons pas influencer par les cris de nos ennemis !

Nous avons renoncé à l'organisation de l'Internationale pour des raisons qui ont leur origine dans la situation politique présente de l'Europe, mais en revanche nous voyons de plus en plus les principes de notre organisation adoptés par les travailleurs émancipés de tout le monde civilisé.

Donnons à nos camarades travailleurs d'Europe quelque temps pour renforcer leurs organisations nationales et bientôt ils seront assez forts pour renverser les barrières qu'on a élevées entre eux et les ouvriers des autres parties du monde !

Camarades ! vous avez embrassé les principes de l'Internationale de tout cœur et vous parviendrez à élargir le cercle de vos adhérents, même sans notre organisation. Vous gagnerez de nouveaux champions qui lutteront pour la réalisation de nos buts. Les camarades d'Amérique vous promettent de garder fidèlement et de chérir ce qu'ils doivent à l'Internationale, jusqu'à ce que des circonstances plus favorables unissent à nouveau les ouvriers de tous les pays dans une lutte commune et que plus fort que jamais retentira notre cri de ralliement : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » (1).

Treize années plus tard, la prédiction du Congrès de Philadelphie était réalisée. La nouvelle Internationale était reconstituée dans le Congrès tenu en 1889 à Paris, et auquel assistaient 391 délégués, venus de tous les points de l'Europe, d'Amérique et d'Australie. Mais retraçons d'abord sommairement la période intermédiaire.

(1) *History of Socialism in the United States*, by Morris Hillquit, page 206.

CHAPITRE II

LES TENTATIVES D'ORGANISATION INTERNATIONALE (1876 à 1889)

Dans la période qui s'étend de 1876 à 1889, diverses tentatives fragmentaires, isolées, sans effets bien décisifs, furent faites pour assembler les représentants du prolétariat international en Europe. Ainsi se réunirent une série de conférences sans liens les unes avec les autres, ne comprenant généralement que les délégués de deux, trois ou tout au plus quatre pays, votant des résolutions qui restaient à l'état de vœux pieux, assemblées de quelques jours, ne maintenant ensuite aucun lien permanent entre les embryons d'organisations nationales qu'elles représentaient. L'organisation régulière et méthodique était préalablement nécessaire dans chacun des grands pays du monde pour que, sur cette base solide et puissante, put s'élever, comme son couronnement naturel, la Nouvelle Internationale.

Il suffit de mentionner les fantômes de Congrès internationaux qui se tinrent en 1874 à Bruxelles, à Berne en 1876.

En 1877, se réunit un « Congrès socialiste universel » à Gand, un peu plus notable, dans lequel se retrouvèrent en présence marxistes et anarchistes. Les victoires éclatantes que le Parti socialiste allemand venait de remporter aux élections pour le Reichstag — il avait réuni 493.000 voix et avait conquis 12 mandats — montraient aux travailleurs de tous les pays quelle était la bonne voie, celle qui menait à la

victoire. A une forte majorité, le Congrès adoptait les solutions socialistes et repoussait les idées bakouninistes (2).

L'année suivante, en 1878, au moment de l'Exposition Universelle, une tentative de réunion d'un Congrès international est faite à Paris. Le deuxième Congrès national ouvrier français en avait voté le principe. Mais ce Congrès qui, d'ailleurs, ne pouvait guère compter comme étrangers que sur la présence de délégués anglais, fut interdit en vertu de la loi Dufaure, votée en 1872 par l' « Assemblée du Jour de Malheur » — loi non encore abrogée à l'heure actuelle — et qui punit de trois mois de prison et 50 à 1,000 francs d'amende la seule adhésion à l'Internationale. Devant le veto de la préfecture de police, les timides Chambres syndicales de l'époque renoncèrent à leur projet. Mais alors le mandat abandonné par elle fut repris par Guesde et les militants du naissant Parti Ouvrier. Ils décidaient de tenir quand même le Congrès. Lorsque les délégués se présentèrent au domicile d'Isidore Finance, où il devait se réunir, ils trouvèrent la maison gardée par la police. Les organisateurs — parmi lesquels avec Guesde nous trouvons les noms de Deville, Massard, Lavy, Paulard et Marie Bonnevial — furent arrêtés et poursuivis. En leur nom à tous, Guesde prononça devant la 10e Chambre correctionnelle, une éloquente défense qui était tout l'exposé du but socialiste poursuivi par les travailleurs du monde entier.

Le retentissement en fut énorme dans le prolétariat de notre pays et la victoire du socialisme au Congrès de Marseille, l'année suivante, en résulta dans une large mesure.

Le dernier Congrès se réclamant de la vieille Internationale eut lieu à Coire, en Suisse, en octobre 1881. Il comprit une assez importante délégation allemande et se prononça

(2) Au même moment, les bakouninistes tenaient leur « Congrès » à Verviers. On en trouvera le compte rendu dans l'ouvrage sur *L'Internationale*, de James Guillaume, précieux à consulter pour la somme considérable de documents et de souvenirs personnels qu'il contient en dépit de sa puérile partialité.

nettement pour la tactique du socialisme moderne et la nécessité d'organiser partout le prolétariat sur de solides bases nationales, avant de songer à l'unir internationalement. Les éléments anarchistes étaient absents. Avec le concours de Kropotkine, ils avaient tenté — vainement — dans un Congrès tenu en juillet, à Londres, de former une Internationale bakouniniste.

En 1883, une « Conférence ouvrière internationale » eut lieu rue Jean-Jacques-Rousseau, à Paris, sous les auspices des syndicats ouvriers parisiens. Mais en dehors de 7 délégués des trades-unions anglaises qui, tels Burnett et Mawdsley, représentaient l'esprit corporatif étroit du vieux trade-unionisme britannique, elle ne comprenait que des délégués français et belges, et quelques militants isolés d'Allemagne et d'Autriche. La seule résolution de quelque intérêt prise par cette conférence, fut le vote d'une motion décidant de convoquer pour 1889, année de l'Exposition Universelle, un « Congrès international socialiste ».

En 1888, un « Congrès corporatif international » était tenu à Londres, comprenant surtout des délégués de syndicats parisiens et des trades-unions anglaises. Ses délibérations n'ont guère eu de retentissement. Notons cependant qu'il se prononça à nouveau pour la tenue d'un grand Congrès international en 1889 à Paris.

CHAPITRE III

LE CONGRÈS DE PARIS (1889)

(1er *Congrès de la Nouvelle Internationale*)

Le socialisme français n'était malheureusement pas encore sorti à cette époque de ses funestes divisions intestines. Elles eurent leur contre-coup sur le premier Congrès de la Nouvelle Internationale. Les groupements du Parti Ouvrier « possibiliste » d'un côté, avec Brousse, Lavy, Allemane et les syndicats ouvriers parisiens, où leur influence était prédominante ; les groupes du Parti Ouvrier de Guesde, du Comité révolutionnaire central (blanquistes), avec Vaillant, et la Fédération nationale des syndicats, avec Lavigne et Dormoy d'autre part, se disputèrent l'organisation du Congrès international.

Les Allemands tentèrent de réunir une conférence préparatoire qui devait avoir lieu d'abord à Nancy, et qui se tint finalement à La Haye pour élire un Comité commun d'organisation du Congrès international. Les possibilistes refusèrent d'y participer, comme aussi de s'aboucher dans la suite avec les autres groupements français. Ceux-ci constituèrent alors, en dehors d'eux, un Comité d'organisation comprenant entre autres : Guesde, Lafargue et Deville pour le Parti Ouvrier ; Vaillant et Chauvière pour les « blanquistes » ; Camélinat, Malon, Basly, Charles Longuet pour les « indépendants » ; Boulé et Roussel pour la Fédération des Syndicats.

C'est sous ses auspices que se réunit à Paris, du 14 au 21 juillet 1889, en la salle Pétrelle — aujourd'hui disparue — rue Rochechouart, le premier grand *Congrès Socialiste Inter-*

national qu'on eut vu depuis la fin de la vieille Internationale.

En dehors de ses 221 délégués français, il comprenait une imposante délégation allemande. Nos camarades d'Outre-Rhin, qui étaient encore en pleine réaction bismarckienne, sous le régime de la loi contre les socialistes, dont toute la presse avait été supprimée, dont les militants remplissaient les prisons impériales, mais dont l'organisation superbe était sortie victorieuse de toutes les épreuves, avaient envoyé 81 délégués. En leur nom à tous, le vieux « Soldat de la Révolution », Wilhelm Liebknecht, souligna le caractère de cette manifestation :

C'est l'Allemagne ouvrière et la France ouvrière, s'écria-t-il, qui s'unissent en ce moment ! Ce n'est pas un Congrès d'idéologues, c'est un pacte d'alliance que nous contractons et qui aura son effet dans le monde entier !

L'Allemagne comptait dans sa délégation, outre Liebknecht, Bebel, Bernstein, Molkenbuhr, Vollmar, Clara Zetkin et la plupart des élus socialistes au Reichstag.

L'Angleterre avait 22 délégués, dont un certain nombre de représentants des Trades-Unions, le grand poète William Morris et le premier élu aux Communes, ce généreux et candide idéaliste Cunningham Graham ; Eleanor Marx, la fille cadette du fondateur de la première Internationale, qui remplit avec un inlassable dévouement les fonctions pénibles d'interprète ; Keir Hardie, tout jeune militant encore, délégué par ses camarades de travail, les mineurs écossais du Ayrshire ; John Burns.

La Belgique avait 14 délégués, dont Anseele, César de Paepe, Jean Volders, Defuisseaux ; l'Autriche 8 délégués, dont Victor Adler ; l'Espagne 2 délégués, dont Pablo Iglesias ; la Hollande 4 délégués, dont Domela Nieuwenhuis et Vliegen ; l'Italie 5 délégués, dont Andrea Costa et A. Cipriani ; la Russie 6 délégués, dont Pierre Lavroff et Georges Plekha-

noff. En outre, le Congrès comptait 3 camarades suédois, 1 Bulgare, 5 Roumains, 5 Américains, 3 Norvégiens, 3 Danois, 1 Portugais, 1 Tchèque, 5 Polonais, dont L. Winiarsky, 3 Hongrois, dont l'ancien ministre du travail de la Commune, Leo Franckel.

Jamais encore Assemblée aussi « représentative » du prolétariat de tous les pays n'avait été réunie. Jamais l'Internationale n'était apparue plus vivante, plus vigoureuse au sortir de la tombe où la bourgeoisie la croyait à jamais enfouie.

Le Congrès essaya tout d'abord de réaliser sa fusion avec celui qui était réuni au même moment par les « possibilistes » à la salle Lancry. En dehors des délégués belges, italiens, hollandais (1) communs aux deux assemblées, ce deuxième Congrès ne comprenait guère que les Anglais de la « Social-Democratic Federation » avec Hyndman (2), les trades-unionistes de la vieille école, tels Fenwick et Burt et des Français. On ne parvint pas à réaliser la fusion, par suite de l'intransigeance des « possibilistes » qui prétendaient recommencer préalablement la vérification de tous les mandats. Et les deux Congrès continuèrent à se réunir séparément.

Mais un seul Congrès international compte pour l'histoire du mouvement socialiste : le Congrès de la salle Pétrelle, dont la tenue marque la naissance de la Nouvelle Internationale, et qui prit une résolution d'une incalculable portée en décidant la Manifestation universelle du 1er Mai.

L'historique de cette idée nous entraînerait trop loin ; qu'il nous suffise de rappeler qu'elle a une origine française, ayant été conçue par la « Fédération des Syndicats ouvriers », la première organisation centrale du mouvement syndical dans notre pays, constituée en 1886 à Lyon, et dont

---

(1) La plupart de ces délégués, après l'échec des tentatives de fusion, restèrent à la salle Pétrelle.

(2) Quoique marxistes, Hyndman et ses amis étaient en très mauvais rapports personnels avec Engels, Eleanor Marx et leur milieu. D'où leur rapprochement des possibilistes » français.

les principaux militants appartenaient en même temps au Parti Ouvrier « guesdiste ».

Ses « leaders » étaient Dormoy, de Montluçon, et Raymond Lavigne, de Bordeaux, auteurs de la proposition de Manifestation internationale, dont la date seule fut empruntée à l'Amérique. Au reste, voici la proposition qui fut votée à l'unanimité par le Congrès :

Il sera organisé une grande *manifestation internationale à date fixe*, de manière que, *dans tous les pays* et dans *toutes les villes à la fois*, le *même jour convenu*, les travailleurs mettent les Pouvoirs publics en demeure de réduire légalement *à huit heures la journée de travail* et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris.

Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1er Mai 1890, par l'*American Federation of Labour* dans son Congrès de décembre 1888 tenu à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale.

Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays.

CHAPITRE IV

LA PÉRIODE CONSTITUTIVE DE L'INTERNATIONALE (1889 à 1900)

I. — Le Congrès de Bruxelles.

(2e Congrès de la Nouvelle Internationale)

L'Internationale était en fait reconstituée. Mais il faut attendre encore plus de dix ans pour la voir se donner un organisme permanent.

Le Congrès de Paris, en 1889, fut suivi par le *Congrès de Bruxelles,* du 16 au 23 août 1891 (*2e Congrès de la nouvelle Internationale*), qui réalisa l'union des éléments séparés en deux Congrès à Paris. Pour la première fois depuis 1882, délibérèrent ensemble — malheureusement pour quelques jours seulement — les fractions socialistes antagonistes de la Section française, qui devaient attendre quatorze années encore la réalisation de leur nécessaire unité.

Avec le Congrès de Bruxelles commence une lutte prolongée — continuation de l'ancien conflit de la vieille Internationale — sur la question de l' « admission des anarchistes ». Déjà le problème s'était posé d'une manière fragmentaire et incidente au premier Congrès de Paris, à propos de quelques anarchistes italiens et espagnols, entre autres Merlino. Il avait été rapidement résolu par la négative. A Bruxelles le débat fut un peu plus prolongé sur cette question, mais il devait occuper davantage encore le Congrès de Zurich, deux ans plus tard, et surtout le Congrès de Londres, en 1896, qui régla définitivement la difficulté, de telle sorte que la nouvelle Internationale fut désormais constituée avec ses frontières doctrinales et politiques bien définies.

Le Congrès de Bruxelles se contenta de refuser l'entrée à quelques délégués anarchistes espagnols et italiens sans discuter à fond le problème de l'action politique. A propos de la législation protectrice du travail, il prenait une résolution importante, par laquelle il affirmait hautement qu'il « se plaçait sur le terrain de la lutte des classes et dans la conviction *qu'il ne peut être question de l'émancipation de la classe ouvrière aussi longtemps qu'il y a des classes dirigeantes* ».

Cette résolution fut votée à l'unanimité, y compris les délégués des trades-unions anglaises. L'éloquent leader du socialisme belge, Emile Vandervelde, alors tout jeune militant de son Parti, s'en réjouissait en ces termes :

Pour la première fois, socialistes révolutionnaires et trade-unionistes se sont trouvés d'accord pour proclamer la nécessité de la lutte des classes. Il y a là un fait nouveau, sans précédent ; les socialistes du monde entier sont groupés, suivant la parole de Karl Marx : « Prolétaires du monde, unissez-vous ! »

Deux débats importants sont encore à relever dans les séances du Congrès de Bruxelles. Saisi de la question de *l'antisémitisme* par les groupements ouvriers juifs de New-York, le Congrès fut unanime à dire, par la bouche de Jean Volders, le mépris du socialisme international pour cette diversion, « la campagne antisémitique étant sortie de la haine du capitalisme chrétien contre le capitalisme juif, plus habile que lui ».

Il vota à l'unanimité une résolution où il proclamait :

Que les partis socialistes et ouvriers de tous les pays ont toujours affirmé qu'il ne pouvait y avoir pour eux d'antagonisme ou de *combats de races ou de nationalités*, mais seulement *la lutte de la classe des prolétaires de toutes les races contre les capitalistes de toutes les races*. Il condamnait les excitations anti-sémitiques et philo-sémitiques (1) comme une des *manœuvres par lesquelles la classe*

(1) Allusion au nationalisme juif ou sionisme, *que les ouvriers juifs auteurs de la motion demandèrent au Congrès de condamner* en même temps que l'antisémitisme lui même.

capitaliste et les gouvernants cherchent à faire dévier le mouvement socialiste et à diviser les travailleurs.

D'autre part, à propos du militarisme, le Congrès se trouva en présence d'une proposition de Domela Nieuwenhuis, alors le leader des socialistes hollandais, mais qui, à la suite de son échec aux récentes élections pour la Chambre, évoluait de plus en plus vers l'antiparlementarisme, ainsi conçue :

Le Congrès déclare que les socialistes de tous les pays répondront à la proposition d'une guerre par un appel au peuple, pour proclamer la grève générale.

Une proposition analogue était déposée par un délégué anglais, Gilles. La tactique de la grève générale, de la « grève de masse » ainsi que l'appellent les Allemands, était encore toute nouvelle dans le mouvement socialiste et ouvrier international et quelque peu compromise par le patronage que lui avaient donné les anarchistes. Aussi la proposition de Domela fut-elle accueillie très fraîchement.

Tout en proclamant bien haut l'internationalisme prolétarien, qui fait que « l'ennemi du travailleur allemand n'est pas le prolétaire français, mais le bourgeois allemand », W. Liebknecht s'éleva fortement contre des propositions dont « les auteurs ne couraient aucun risque à les apporter, puisque appartenant à de petits pays neutres, ils ne subissent pas le poids écrasant du militarisme ».

De son côté, Jean Volders fit observer qu'en se spécialisant dans un seul moyen « on diminuait la portée générale de la résolution qui permet aux partis socialistes *d'employer tous les moyens qu'ils jugent propres et efficaces* ». La résolution présentée par W. Liebknecht et E. Vaillant (1), votée

(1) La motion anglaise à laquelle s'était ralliée Domela, avait obtenu, comme amendement, les voix de l'Angleterre, de la France et de la Hollande.

par 15 nationalités, contre une abstention (celle de la Hollande) affirmait :

Que le militarisme qui pèse en ce moment sur l'Europe, est le résultat fatal de l'état permanent de guerre ouverte ou latente, imposé à la société par le régime d'exploitation de l'homme par l'homme et la lutte des classes qui en est la conséquence ; il ajoutait que *seule la création d'un ordre socialiste mettant fin à l'exploitation de l'homme mettra fin au militarisme* et assurera la paix définitive ; par suite le *devoir et l'intérêt de ceux qui veulent en finir avec la guerre est d'entrer dans le Parti socialiste international qui est le véritable et unique parti de la Paix.*

En conséquence, le Congrès faisait appel à tous les travailleurs « pour *protester par une agitation incessante* contre toutes les velléités de guerre et les alliances qui les favorisent et pour hâter, par le développement de l'organisation internationale du prolétariat, le triomphe du socialisme ».

II. — Le Congrès de Zurich.

(3e *Congrès de la Nouvelle Internationale*).

Le Congrès de Zurich se tint en août 1893, c'est-à-dire au moment des élections générales en France, de telle sorte que la délégation française n'était pas très importante — 38 délégués — et ne comprenait presque exclusivement que les « allemanistes » et les « blanquistes », à l'exclusion du Parti Ouvrier « guesdiste », représenté par le seul Charles Bonnier, tous ses principaux militants étant engagés dans la bataille électorale. En revanche, il y avait une nombreuse délégation anglaise — 65 membres — dont, pour la première fois, des représentants des plus grandes trades-unions, et une importante délégation allemande, 165 représentants de la Sozial Demokratie ; au total 450 délégués.

La discussion des « conditions d'entrée » posa avec une acuité nouvelle le problème de l'admission des anarchistes.

Il se compliquait en Allemagne du fait de la scission des « indépendants », les « jeunes socialistes » antiparlementaires, sortis du Parti après le Congrès d'Erfurt (1891), et qui allaient réclamer, eux aussi, leur admission. Le débat fut violent et absorba les deux premières journées du Congrès. Après un vigoureux discours de Bebel, qui se demanda « pourquoi on allait perdre trois journées à bavarder avec des gens qu'il faudrait mettre à la porte à la fin du troisième jour », et qui définit ainsi l'action politique « *l'utilisation des droits politiques et de la machinerie législative pour la conquête par le prolétariat de la puissance politique* », le Congrès vota, par 16 nationalités contre 2 (Espagne et France) la motion restée fameuse sous le nom de « résolution de Zurich », et dont voici la teneur :

Sont admis au Congrès tous les Syndicats professionnels ouvriers, ainsi que ceux des partis et associations socialistes *qui reconnaissent la nécessité de l'organisation ouvrière et de l'action politique.*

Pour la définition de l'action politique, le Congrès s'en référait à l'interprétation donnée par Bebel.

Et ainsi furent exclus les anarchistes et les « indépendants » allemands, jusqu'au prochain Congrès de Londres, qui en finit avec cette controverse irritante.

Une importante motion en faveur de la journée de huit heures fut votée, déclarant que :

La limitation de la journée de travail doit continuer à faire l'objet des efforts incessants de tous les travailleurs; le Congrès engage les organisations ouvrières à poursuivre l'obtention de cette réforme en agissant d'une manière progressive et *en unissant l'action syndicale à l'action politique.*

La question de l'attitude en face d'une guerre fut à nouveau posée par Domela Nieuwenhuis, qui, à l'idée de la grève générale apportée au précédent Congrès, joignit la conception de la « grève militaire ». Le rapporteur, Georges Plekhanoff — seul délégué de la Russie à ce Congrès — repoussait

la proposition hollandaise parce qu' « elle livrerait le pays le plus socialiste sans défense au pays le plus retardataire. Et le cosaque régnerait sur l'Europe. »

Aux critiques amères de Domela, qui avait reproché à son Parti « de faire des concessions au militarisme », le vétéran de la démocratie socialiste allemande, W. Liebknecht, vint répondre en un discours émouvant :

Dire que la démocratie socialiste allemande a passé à la cause du militarisme et du chauvinisme, c'est dire une contre-vérité, que nous avons réfutée d'avance par nos paroles et par nos actes ! Contre le militarisme, nous n'avons pas reculé de l'épaisseur d'un cheveu.

L'annexion de l'Alsace-Lorraine ? Nous l'avons condamnée comme une faute, nous l'avons flétrie comme un crime. (*Applaudissements enthousiastes.*) Je l'ai dit au Reichstag devant l'Allemagne militaire, je l'ai répété devant le peuple, je le confirme solennellement ici devant le prolétariat universel assemblé. Cette opinion nous l'avons payée, mes compagnons et moi, par des années de prison, dont le nombre, si on fait le total, s'éléverait à un millier ! *Pas un homme, pas un sou !* tel est notre programme. *Depuis qu'elle existe nous n'avons accordé à l'armée allemande ni un homme, ni un sou !* (*Enthousiastes acclamations de la délégation allemande.*)

Et le « vieux soldat de la Révolution » passe tout de suite à l'offensive :

Si la proposition hollandaise était réalisable, nous la voterions des deux mains. Elle n'est qu'un vœu pie, elle est irréalisable. Dans la Hollande neutre une proposition semblable pouvait se produire. Elle ne peut prendre pied dans l'Allemagne militariste. On dit que notre proposition est de la phrase. Je crains que ce ne soit le cas pour la vôtre.

Non, vous ne lutterez pas contre le Moloch du militarisme en gagnant quelques individus isolés, en provoquant de puériles émeutes de casernes : vous livreriez au Moloch quelques malheureux, vous lui donneriez quelques victimes de plus ! C'est la propagande infatigable qu'il faut. C'est notre esprit qu'il faut implanter dans l'armée. Quand la masse sera socialiste le militarisme aura vécu ! (*Applaudissements prolongés.*)

C'est à cela que nous autres Allemands, nous avons travaillé, que nous travaillons, que nous travaillerons sans relâche. C'est ici devant les représentants du prolétariat international, que j'en prends l'engagement solennel ! (*Applaudissements enthousiastes.*)

A l'unanimité moins deux nationalités (France et Hollande) la résolution hollandaise fut repoussée, et la motion allemande fut votée. Elle comportait les mêmes affirmations que la résolution votée à Bruxelles.

A propos du Premier Mai, Victor Adler regretta que les camarades allemands n'eussent pas mieux répondu à l'appel du prolétariat international par le chômage, et, malgré les réserves de Bebel, le Congrès réitéra ses résolutions précédentes en affirmant qu'il y aurait lieu « d'avoir une démonstration unique pour les travailleurs de tous les pays ; que cette démonstration aura lieu le 1er mai, et recommande le chômage partout où cela n'est pas impossible ».

La manifestation du 1er mai pour la journée de 8 heures, doit en même temps affirmer en chaque pays l'énergique volonté de la classe ouvrière de mettre *fin par la transformation sociale aux différences de classes* et de *manifester sa volonté de maintenir la paix internationale.*

D'importantes résolutions furent votées sur le rapport de Clara Zetkin sur le travail des femmes (journée maxima de huit heures pour les adultes et de six heures pour les jeunes filles de moins de 18 ans ; repos ininterrompu de trente-six heures par semaine ; suppression du travail de nuit ; défense du travail aux femmes enceintes deux semaines avant et quatre semaines après l'accouchement, etc.).

A propos de la tactique du Parti, les Hollandais se heurtèrent à nouveau à l'immense majorité du Congrès. Ils demandaient que le Congrès recommandât aux partis ouvriers de tous les pays de ne « se servir des élections que dans un but d'agitation », et de « défendre aux élus du prolétariat de se mêler aux travaux parlementaires ».

Liebknecht réfuta avec force ces étranges conceptions :

La tactique est une question d'un ordre essentiellement pratique : il n'y a pas de tactique réactionnaire et de tactique révolutionnaire, il y a une seule tactique, c'est le but seul qui est révolutionnaire. La tactique varie d'une époque à l'autre, d'un pays à l'autre. Si l'Allema-

gne était aujourd'hui dans la situation de la Russie, les socialistes allemands n'emploieraient pas d'autre tactique que celle des terroristes russes...

Comme la tactique, la puissance politique n'est en elle-même ni réactionnaire, ni révolutionnaire. Elle est ce que sont ceux qui la détiennent. Elle n'est qu'un instrument qui fait ce que veut le parti qui la manie... Croyons aux actes plus qu'aux paroles ! Si le prolétariat veut s'émanciper du joug capitaliste, il faut d'abord qu'il s'émancipe du joug de la phrase révolutionnaire !

Sans doute celui qui agit peut se tromper et se trompe : celui-là ne se trompe jamais, comme le jeune muscadin qui m'a interrompu (1), qui n'a jamais rien fait.

La résolution votée proclamait :

Le Congrès, rappelant les décisions de Bruxelles au sujet de la lutte des classes, déclare :

1° Il est nécessaire que les ouvriers de tous les pays *s'organisent nationalement et internationalement en associations syndicales* et autres pour lutter contre leurs exploiteurs ;

2° *L'action politique est nécessaire* tant au point de vue de l'*agitation et de l'affirmation intégrales des principes socialistes,* qu'au point de vue de la *réalisation des réformes d'intérêt immédiat.* Il recommande par conséquent aux ouvriers de tous les pays de conquérir leurs droits politiques et de s'en servir dans tous les corps législatifs et administratifs pour réaliser les revendications du prolétariat et *s'emparer des pouvoirs politiques,* qui ne sont aujourd'hui que les instruments de la domination capitaliste, pour les *transformer en moyen d'émancipation du prolétariat;*

3° La forme de la lutte économique et politique doit être *déterminée, d'après les circonstances,* pour les diverses nationalités. Mais dans tous les cas il importe de *mettre en première ligne le but révolutionnaire du mouvement socialiste,* qui poursuit la transformation intégrale de la société actuelle, au point de vue économique, moral et politique.

En aucun cas l'action politique ne peut servir à des compromissions ou des alliances qui porteraient atteinte aux principes et à l'indépendance des partis socialistes.

---

(1) C'était le délégué hollandais Cornelissen.

Cette résolution fut adoptée par toutes les nationalités sauf la Hollande. Elle fut complétée par un amendement soutenu, entre autres, par Jean Allemane, au nom des Français, en faveur du *droit d'initiative*, du *referendum* et de la *représentation proportionnelle* (1).

Le Congrès renvoya à une étude plus approfondie des Congrès suivants la question agraire. D'autre part, il adopta une proposition féconde de Jean Volders en faveur des fédérations nationales et internationales de métiers et d'industries, reliées entre elles par les *Secrétariats du Travail*, dont le Congrès de Bruxelles avait décidé la création. Les Secrétariats eurent une vie éphémère, mais dans chaque pays se constitua graduellement un organisme national central du mouvement syndical.

Une scène émouvante se produisit à la fin du Congrès de Zurich, à la séance du 12 août. Le compagnon et le collaborateur fidèle de Marx, l'homme qui, avec lui, avait donné au prolétariat moderne sa philosophie et sa tactique, le co-signataire et co-auteur du *Manifeste des Communistes*, Frédéric Engels, parut à la tribune de ce Congrès, dont il avait suivi en délégué modeste et silencieux tous les travaux. Une ovation enthousiaste l'accueillit. En quelques paroles, Engels salua avec joie « la nouvelle, plus forte, invincible Internationale ! » Jetant un regard en arrière sur les cinquante-deux années écoulées, regardant les cités de Vienne, de Berlin, de Paris, il pouvait proclamer « que Marx et lui n'avaient pas lutté en vain, et qu'ils pouvaient regarder en arrière sur leur œuvre avec orgueil et satisfaction ! » Il continuait :

Il n'y a pas un pays, pas un seul grand État où la démocratie socialiste n'est pas aujourd'hui un pouvoir avec lequel tous doivent compter. Nous sommes nous aussi une « Grande Puissance » que l'on craint. L'avenir dépend bien plus d'elle et de nous, que de n'importe laquelle des « grandes puissances » bourgeoises !

---

(1) On voit que l'idée de la R. P. avait déjà été adoptée il y a 19 années par le Socialisme international à une époque où elle était absolument inconnue des partis bourgeois.

III. — Le Congrès de Londres.

(4e *Congrès de la Nouvelle Internationale*)

Le Congrès de Londres se tint du 27 juillet au 1er août 1896, dans la magnifique salle de concerts de Queen's Hall, louée moyennant 25,000 francs par le Comité organisateur anglais, riche de l'adhésion d'un grand nombre de trades-unions, certes très éloignées encore d'une compréhension complète du socialisme moderne et de sa tactique, mais désireuses d' « aller de l'avant » et d'être en contact avec le mouvement ouvrier du continent.

La bataille sur l'action politique et l'antiparlementarisme anarchiste fut reprise avec une âpreté sans égale depuis le dernier Congrès de la vieille Internationale à La Haye, dans cette assemblée, le plus largement « représentative » que le socialisme eut encore vu. Il devait la régler définitivement.

Les anarchistes exclus à Paris, Bruxelles et surtout à Zurich, revinrent une dernière fois à la charge pour faire lever ce qu'ils considéraient comme un odieux ostracisme, les éloignant de la « communion socialiste », alors qu'il s'agissait d'une résolution d'ordre essentiellement pratique, écartant des éléments qui peuvent avoir théoriquement, dans une certaine mesure, le but communiste commun à tous les socialistes, dont la conviction et le dévouement n'étaient pas en cause, mais qui, en fait, ont une méthode radicalement différente, incompatible avec l'action universelle du socialisme organisé.

Borné jusque-là aux quelques groupements anarchistes d'Espagne et d'Italie, l'effort des antiparlementaires avait été, somme toute, peu redoutable. Mais les divisions du socialisme français avaient permis à ces mêmes éléments d'acquérir une assez forte influence, notamment à la Fédération

des Bourses du Travail, dont le secrétaire, un anarchiste, Fernand Pelloutier, était un militant d'une incontestable valeur intellectuelle et d'une incroyable ténacité. Sous ses auspices, une vingtaine d'anarchistes français obtinrent des mandats de Bourses du Travail pour venir à Londres. Ils étaient appuyés par les « allemanistes », préoccupés surtout d'assurer l'indépendance du mouvement syndical; agirent dans la même préoccupation, à laquelle il faut ajouter celle de l'unité du mouvement ouvrier qui a dominé toute sa vie, Edouard Vaillant et ses amis blanquistes. Après s'être, dans un premier vote, prononcés pour la résolution de Zurich — que la Section française repoussait par 57 voix contre 56 — Vaillant, Sembat, comme Allemane, demeuraient avec les antiparlementaires, tandis que les autres éléments du socialisme français s'en séparaient pour former une deuxième section nationale.

Le débat avait été compliqué et obscurci par les interprétations diverses et contradictoires qu'on donnait de la résolution de Zurich. Celle-ci exigeait-elle la reconnaissance de l'action politique pour les « partis et organisations socialistes » seulement, ou aussi des « syndicats professionnels ouvriers » dont elle parlait d'abord? Pour le soutenir, il suffisait de supprimer la virgule placée après « professionnels ouvriers ». Mais avait-on le droit de le faire? Placé sur ce terrain étroit, le débat était sans issue.

Ce serait sortir du cadre de ce rapide historique des luttes et de l'œuvre des Congrès internationaux que de retracer toutes les discussions si âpres et si passionnées du Congrès de Londres, qui, du reste, touchent profondément à la vie interne du socialisme français et à son évolution ultérieure, étudiées par ailleurs.

Il n'est pas douteux que de douloureux et multiples malentendus se produisirent à ce Congrès entre une partie des organisations ouvrières françaises et l'ensemble du prolétariat international — malentendus attribuables surtout aux divi-

sions du socialisme français, à l'absence de toute unité de classe dans notre pays.

Les conditions absolument anormales dans lesquelles évoluait malheureusement à cette époque le socialisme français, sans presse quotidienne lui appartenant, avec un groupe parlementaire étrange — comprenant des socialistes très authentiques à côté de simples radicaux, voire d'anciens boulangistes — sans aucun contrôle des masses organisées, ni discipline ni contact avec un grand parti dont un groupe parlementaire ne peut être qu'un organe — en un mot l'absence des conditions nécessaires d'un mouvement sain et bien équilibré, expliquaient chez les travailleurs français bien des préventions contre l'action politique elle-même — mal comprise, mal pratiquée — préventions qui n'ont plus de raison d'être le jour où existe un Parti unique de la classe ouvrière.

Mais le socialisme international, qui avait, dans presque tous les grands pays, réalisé, dès cette époque, ces conditions qui faisaient défaut à la France, ne pouvait comprendre les complexités et les contradictions de la situation française. Il ne pouvait que proclamer, à l'encontre de la confusion dont nous donnions alors le spectacle, l'unité vivante de ses conceptions. C'est par 17 nationalités contre 2 (France et Hollande) qu'il affirmait l'unanimité de ses vues, en adoptant à nouveau la résolution de Zurich.

Sur le fond même de la question, il votait la résolution suivante :

1° Le Congrès entend par action politique la *lutte organisée sous toutes les formes, pour la conquête du pouvoir politique* et son usage législatif et administratif dans l'Etat et la commune, par la classe ouvrière pour son émancipation ;

2° Le Congrès déclare que la conquête du pouvoir politique est, pour les travailleurs, le moyen par excellence par lequel ils peuvent arriver à leur émancipation, à l'affranchissement de l'homme et du citoyen, par lequel ils peuvent établir la République socialiste.

Il fait appel aux travailleurs de tous les pays et les invite à s'unir

en un parti distinct de tous les partis politiques bourgeois et à revendiquer :

Le suffrage universel de tous les adultes ;

Le droit de vote pour chaque adulte ;

Le scrutin de ballottage ;

Le droit d'initiative et le referendum, local et national ;

3° Le Congrès déclare aussi que l'émancipation de la femme est inséparable de celle du travailleur, et il fait appel aux femmes de tous les pays, à l'effet de s'organiser politiquement avec les travailleurs ;

4° Le Congrès se déclare en faveur de l'autonomie de toutes les nationalités. Il exprime sa sympathie aux travailleurs de tous les pays, souffrant actuellement sous le joug du despotisme militaire ou national et de tout autre despotisme ; et il fait appel aux travailleurs de tous les pays pour combattre côte à côte avec la classe ouvrière de tous les pays et s'organiser avec elle, afin de jeter bas le capitalisme international et d'instituer la démocratie socialiste internationale ;

5° Le Congrès déclare que, quel que soit le prétexte religieux ou soi-disant civilisateur, de la politique coloniale, elle n'est que l'extension du champ de l'exploitation capitaliste dans l'intérêt exclusif de la classe capitaliste.

D'autre part, pour en finir avec les débats irritants sur les questions d'admission, le Congrès adoptait, sur la proposition de W. Liebknecht, le texte suivant, qui dissipait toutes les équivoques et devait régler définitivement la question :

Le bureau du Congrès est chargé de rédiger l'invitation au prochain Congrès en faisant exclusivement appel :

1° Aux représentants des groupements qui poursuivent la substitution de la propriété et de la production socialistes à la propriété et à la production capitalistes et *qui considèrent l'action législative et parlementaire comme l'un des moyens nécessaires pour arriver à ce but ;*

2° Aux organisations purement corporatives qui, bien que ne faisant pas de politique militante, *déclarent reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire. En conséquence les anarchistes sont exclus.*

Les autres questions portées à l'ordre du jour du Congrès de Londres reçurent forcément un traitement sommaire, le temps

faisant défaut pour les discuter à fond. Sur la *question agraire,* il votait une résolution où, après avoir affirmé que « *les maux toujours croissants de l'exploitation capitaliste de l'agriculture ne disparaîtraient complètement que dans une société où le sol, aussi bien que les autres moyens de production, appartiendraient à la collectivité* », il ajoutait :

Le mode de possession de la propriété foncière et la division en catégories de la population agricole dans les différents pays, présentent une diversité trop grande pour qu'il soit possible d'adopter *une formule générale,* qui imposerait à tous les partis ouvriers les mêmes moyens de réalisation de leur idée commune et qui serait applicable à toutes les classes qui ont intérêt à cette réalisation.

Mais il y a, pour chaque parti ouvrier, une tâche essentielle et primordiale: *l'organisation du prolétariat rural contre ceux qui l'exploitent.*

En conséquence,

Le Congrès déclare qu'il y a lieu de laisser aux différentes nationalités le soin de déterminer les moyens d'action les mieux adaptés à la situation de chaque pays.

Sur la question de la *Grève générale,* il votait une longue résolution, dont voici l'essentiel :

Le Congrès est d'avis que les grèves et les boycottages sont des moyens nécessaires pour réaliser les buts de la classe ouvrière, mais il ne voit pas la *possibilité actuelle* d'une grève générale internationale;

Ce qui est immédiatement nécessaire, c'est l'organisation syndicale des masses ouvrières, puisque de l'extension de l'organisation dépend l'extension des grèves à des industries entières ou à des pays entiers.

Pour rendre possible une *action syndicale internationale,* il est nécessaire que soit créé dans chaque pays un *Comité syndical central.*

C'est de cette résolution que devait bientôt sortir l'*Internationale syndicale*, constituée en pleine harmonie et accord avec l'Internationale socialiste et dont le centre est à la Maison des Syndicats de Berlin.

Il faudrait encore citer *in extenso*, si la place ne nous

faisait défaut, une très intéressante résolution votée par le même Congrès et dont voici l'essentiel :

Qu'il est du devoir primordial des Pouvoirs publics de chaque pays *d'établir un système complet d'enseignement et d'éducation physique, scientifique, artistique, technique* (travaux manuels) depuis le *jardin d'enfants* jusques et y compris l'Université, établissements *absolument gratuits;* réclamant les *cantines scolaires, l'élévation à* 16 *ans* de l'âge minimum où le travail des enfants pourra être autorisé dans l'industrie; une entente internationale pour la législation ouvrière de l'enfance.

Enfin le Congrès de Londres, entrant par là dans la *phase organique,* qui va être celle des Congrès ultérieurs, décidait la création d'un ORGANISME CENTRAL, un « Comité international permanent » avec un secrétaire responsable, et aussi une *Conférence interparlementaire,* dont le secrétariat était confié à Edouard Vaillant.

Mais jusqu'au Congrès suivant de Paris, cette organisation ne devait avoir qu'une existence théorique, le Congrès de Londres, absorbé qu'il avait été par ses multiples difficultés, n'ayant rien décidé au point de vue de l'organisation matérielle du futur Comité international, ni de son fonctionnement. Il en fut de même de l'Union interparlementaire.

CHAPITRE V

LA PÉRIODE ORGANIQUE DE L'INTERNATIONALE

(Paris (1900) à Copenhague (1910)

I. — Congrès de Paris.

(5e *Congrès de la Nouvelle Internationale*)

Avec le *Congrès de Paris,* nous entrons dans la période vraiment organique des Congrès socialistes internationaux. Dans la phase précédente, nous avons vu quelle large part des travaux des Congrès est encore absorbée par la besogne purement négative de délimitation des frontières du socialisme, d'élimination des éléments hétérogènes qui s'efforcent encore de se glisser dans le mouvement et qui en nient les méthodes fondamentales. C'était le prolongement de la lutte entre marxistes et bakouninistes dans la vieille Internationale. Elle est terminée avec le Congrès de Londres. Dorénavant, les Congrès internationaux vont se consacrer au renforcement des liens qui unissent les grands organismes prolétariens nationaux et à la discussion des problèmes de tactique qui se posent simultanément aux différents partis, et dont l'importance est vitale pour le mouvement. Ils vont se donner des organismes permanents, une constitution définie, un mode de votation rationnel.

Cependant le Congrès de Paris (septembre 1900) se tint dans des conditions très défavorables, au moment où la première tentative d'unité socialiste en France allait se briser

au milieu des plus douloureuses et des plus violentes polémiques suscitées par la question ministérialiste. Fatalement les deux fractions du socialisme français furent amenées à prendre le Congrès international comme arbitre de leur querelle.

Nous n'avons pas ici à retracer les débats du Congrès de Paris, dont l'état inorganique et les divisions du socialisme français à l'époque, excusaient seuls la déplorable organisation matérielle, qui faisait le plus vif contraste avec celle des Congrès antérieurs et postérieurs tenus à l'étranger. La question de la conquête du pouvoir politique, des alliances avec les partis bourgeois, à laquelle se rattachait naturellement la question ministérielle, après un débat prolongé auquel prirent part, entre autres, Enrico Ferri, Kautsky, Auer, Guesde, Jaurès, Vandervelde, se termina par le vote d'une savante et très nuancée motion, rédigée par le plus éminent disciple de Marx, le grand théoricien de la démocratie socialiste allemande, Karl Kautsky.

En voici le texte :

Dans un Etat démocratique moderne, *la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne peut être le résultat d'un coup de main,* mais bien *d'un long et pénible travail d'organisation prolétarienne sur le terrain économique et politique,* de la *régénération physique et morale de la classe ouvrière et de la conquête graduelle des municipalités et des assemblées législatives.*

Mais dans les pays où le pouvoir gouvernemental est centralisé, il ne peut être conquis fragmentairement.

L'entrée d'un socialiste isolé dans un Gouvernement bourgeois ne peut pas être considéré comme le commencement normal de la conquête du pouvoir politique, mais seulement comme un *expédient* forcé, transitoire et exceptionnel.

Si, dans un cas particulier, la situation politique nécessite cette *expérience dangereuse,* c'est là une question de tactique et non de principe; le Congrès international n'a pas à se prononcer sur ce point, mais, en tous cas, l'entrée d'un socialiste dans un Gouvernement bourgeois ne permet d'espérer de bons résultats pour le prolétariat militant que *si le Parti socialiste, dans sa grande majorité, approuve*

un pareil acte et si le ministre socialiste *reste le mandataire de son parti.* Dans le cas, au contraire, où le ministre devient indépendant de ce parti, ou n'en représente qu'une portion, son intervention dans un ministère bourgeois *menace d'amener la désorganisation et la confusion pour le prolétariat militant;* elle menace de l'affaiblir, au lieu de le fortifier et d'entraver la conquête prolétarienne des Pouvoirs publics, au lieu de la favoriser.

En outre, Plekhanoff fit voter à cette motion l'amendement suivant :

En tout cas, le Congrès est d'avis que, même dans ces cas extrêmes, un socialiste doit quitter le ministère, lorsque le parti organisé reconnaît que ce dernier donne des preuves évidentes de la partialité dans la lutte entre le capital et le travail.

Sur la question des alliances, le Congrès déclarait :

La lutte des classes interdit toute espèce d'alliance avec une fraction quelconque de la classe capitaliste, étant admis que des *circonstances exceptionnelles peuvent rendre nécessaires par endroits des coalitions* (bien entendu *sans confusion de programme et de tactique*), coalitions que le Parti doit s'attacher *à réduire à leur minimum,* jusqu'à complète élimination; elles ne sauraient être tolérées qu'autant que leur nécessité aura été reconnue par l'organisation régionale ou nationale dont relèvent les Groupes engagés.

Une autre importante résolution votée par le Congrès de Paris concernait l'action socialiste dans les municipalités. La voici :

Attendu que par « socialisme municipal », on ne peut entendre un socialisme spécial, mais seulement *l'application des principes généraux du socialisme à un domaine spécial de l'activité politique;*

Attendu que les réformes qui s'y rattachent ne sont pas et ne sauraient être présentées comme devant réaliser la société collectiviste, mais qu'elles sont présentées comme s'exerçant dans un domaine que les socialistes peuvent et doivent utiliser pour préparer et faciliter l'avènement de cette société;

Considérant que *la commune peut devenir un excellent laboratoire de vie économique décentralisée* et en même temps une *formidable forteresse politique* à l'usage des majorités socialistes locales contre la majorité bourgeoise du pouvoir central, une fois qu'une autonomie sérieuse sera réalisée,

Le Congrès international de 1900 déclare :

Que tous les socialistes ont le devoir, sans méconnaître l'importance de la politique générale, de *faire comprendre et apprécier l'activité municipale,* d'accorder aux réformes communales l'importance que leur donne leur rôle *d'embryons de la société collectiviste,* et de s'appliquer à faire des services communaux : *transports urbains, eaux, éclairage, distribution de la force motrice, bains, lavoirs, magasins communaux, boulangeries municipales, service alimentaire, enseignement, service médical, hôpitaux, chauffage, logements ouvriers, vêtements, police, travaux communaux,* etc., de faire de ces services des *institutions modèles,* tant au point de vue des intérêts du public que de la situation des citoyens qui les desservent ;

Que les communes trop faibles pour procéder à elles seules à la réalisation de ces applications doivent s'attacher à former des *Fédérations communales ;*

Que dans les pays où l'organisation politique ne permet pas aux communes d'entrer dans cette voie, tous les élus socialistes ont pour devoir d'user de tous leurs pouvoirs, en vue de *fournir aux organismes communaux la liberté et l'indépendance suffisantes pour réaliser ces desiderata.*

Le Congrès décidait en outre qu'il y aurait lieu de convoquer un Congrès international, avec bureau central, des conseillers municipaux socialistes. Cette dernière partie de sa résolution n'a pas été, jusqu'ici, traduite dans les faits. Sa réalisation pourrait avoir le plus grand intérêt.

Le Congrès de Paris vota également une savante résolution sur la question des trusts, constatant que ces « coalitions des exploitants de l'industrie et du commerce » sont *inévitables,* constituent une « *forme plus haute de la production* », mais, d'autre part, qu'elles ont une tendance à faire à la longue « la *hausse des prix partout et toujours où l'intérêt des capitalistes coalisés le demande* et d'empêcher la *baisse des prix qui proviendrait d'une production améliorée* ». En outre, ils ont, « sinon comme but, souvent pour effet, d'augmenter l'oppression des travailleurs en opposant à leurs syndicats et à leur tentative d'organisation la puissance compacte des patrons unis ».

Il précisait en ces termes son attitude à leur égard :

Toutefois, en démontrant aux travailleurs la pression à laquelle les trusts les assujettissent, le Congrès ne recommande pas d'essayer d'empêcher la formation de ces coalitions, leur formation étant le résultat logique du système de production — une législation répressive pouvant tout au plus en modifier la forme, mais ne pourrait sérieusement en entraver l'action. Les Partis socialistes, toutefois, ne s'opposent pas à ce que les lois rendent obligatoires aux trusts la publicité de leur façon d'opérer et leurs résultats financiers.

La seule issue réelle à l'oppression actuelle de ces coalitions est la nationalisation et, dans un stade consécutif, la régularisation internationale de la production dans les branches où les trusts internationaux ont atteint leur plus haut développement.

Et le Congrès concluait que l'action politique et syndicale de classe, renforcée par l'action coopérative, pouvait seule « rapprocher l'époque de l'expropriation publique des grandes branches de la production ».

Enfin le Congrès de 1900 fit entrer dans la voie de la réalisation pratique l'idée adoptée quatre ans auparavant à Londres, d'un *organisme central permanent* du socialisme mondial dont il fixait le siège à Bruxelles. Le Parti Ouvrier belge venait d'inaugurer la magnifique Maison du Peuple qui allait servir de siège au « Grand Etat-Major » du mouvement universel d'affranchissement de la classe ouvrière.

Le Congrès fixait dans les termes suivants les attributions et le fonctionnement du nouvel organisme :

Le Congrès international socialiste de Paris, considérant :

Qu'il importe aux Congrès internationaux, destinés à devenir le Parlement du prolétariat, de prendre les résolutions qui guideront le prolétariat dans sa lutte de délivrance ;

Que ces décisions, résultat de l'entente internationale, doivent être traduites en actes ;

Décide de prendre les mesures suivantes :

1° Un Comité d'organisation sera nommé aussi vite que possible par les organisations socialistes du pays où se tiendra le prochain Congrès ;

2° Un Comité permanent international, ayant un délégué pour

chaque pays, sera formé et disposera des fonds nécessaires. Il arrêtera l'ordre du jour du Congrès suivant et demandera des rapports à chaque nationalité adhérente au Congrès;

3° Ce Comité choisira un secrétaire général salarié chargé:

a) De procurer les informations nécessaires;

b) De rédiger un code explicatif des résolutions prises aux Congrès antérieurs;

c) De distribuer les rapports sur le mouvement socialiste de chaque pays, deux mois avant le nouveau Congrès;

d) D'établir un aperçu général des rapports présentés sur les questions discutées au Congrès;

e) De publier de temps à autre des brochures et des manifestes sur les questions d'actualité et d'intérêt général, ainsi que sur les réformes importantes, et des études sur les graves questions politiques et économiques;

f) De prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'action et l'organisation internationale du prolétariat de tous les pays.

Le Congrès de Paris constituait en outre régulièrement la *Commission Interparlementaire,* dont le siège fut également fixé à Bruxelles, et il chargeait le Secrétariat International de constituer les *Archives Internationales du Socialisme,* en « centralisant les livres, documents, rapports, qui concernent le mouvement des différentes nations ».

II. — Le Congrès d'Amsterdam.

(6e Congrès de la Nouvelle Internationale)

Avec Amsterdam, et surtout Stuttgart et Copenhague, les Congrès socialistes internationaux sont de moins en moins le champ de bataille d'éléments irréductiblement antagonistes et deviennent au contraire de plus en plus ce qu'ils doivent être, les grands conseils de guerre de l'armée socialiste internationale, discutant, confrontant ses méthodes, parfois avec âpreté, mais unifiant partout, en fin de compte, sa tactique.

Peu de Congrès furent aussi féconds à cet égard que le *Congrès d'Amsterdam (6e Congrès de la nouvelle Internationale)* tenu du 14 au 20 août 1904, dans l'immense salle du

« Concert-Gebow », et qui, pour la première fois, à côté des habituelles délégations anglaises, allemandes, françaises, autrichiennes, belges, scandinaves, suisses, italiennes, comprenait un représentant du naissant prolétariat d'Extrême-Orient, J.-S. Katayama, représentant du Japon, et une imposante délégation de l'héroïque prolétariat russe : 37 militants. Des Etats-Unis, au lieu des quelques militants allemands ou russes, sans racines dans le pays, qui constituaient jadis la représentation américaine, on voyait les délégués du naissant, bien autochtone et déjà important Parti socialiste des Etats-Unis.

L'élargissement de l'horizon du socialisme s'affirmait dès la première séance en une scène émouvante, où l'on vit le japonais Katayama et le russe Plekanoff se serrer la main au milieu des acclamations frénétiques de tout le Congrès — au moment même où le capitalisme déchaînait entre ces deux peuples une effroyable boucherie — et affirmer leur commun idéal socialiste.

Comme au précédent Congrès de Paris, ce fut plus particulièrement sous son aspect français que se posa à Amsterdam le grand problème de la tactique, encore que le débat se fut engagé sur la motion votée l'année précédente par le Congrès socialiste allemand à Dresde et simplement reprise par l'une des deux grandes fractions du socialisme français, le « Parti Socialiste de France ». A vrai dire, dans l'autre fraction, le Parti Socialiste Français, la motion de Dresde avait également trouvé de chauds défenseurs, et dans la Fédération de la Seine, notamment, une forte minorité — 43 voix contre 47 — l'avait acceptée et avait obtenu une représentation spéciale, avec Renaudel, Jean Longuet, Uhry, Ducos de la Haille, Gandrille, comme délégués.

La lutte, longue, ardente, passionnée, se déroula pendant quatre journées au sein de la 5e Commission, chargée de fixer « les règles internationales de la politique socialiste » et devenue elle-même le centre vibrant de tout le Congrès. Il ne nous est pas possible de donner ici un résumé du débat

auquel prirent part Kautsky (Allemagne), De Leon (États-Unis), V. Adler (Autriche), Roubanovitch (Russie), Vandervelde (Belgique), Ferri (Italie), Plekhanoff (Russie), Racowsky (Bulgarie), Bebel (Allemagne), Mac Donald (Angleterre), Iglesias (Espagne), Hillquit (Etats-Unis), Troelstra (Hollande), Furnémont (Belgique), Renaudel (France), Belford Bax (Angleterre), Nemec (Bohême), Rapin (Suisse), Katayama (Japon), Knudsen (Danemark), Branting (Suède), Rosa Luxembourg (Pologne), Kringen (Norvège), Jaurès (France), Guesde (France).

La lutte finale s'engagea non entre des motions acceptant ou condamnant la tactique d'alliance avec les partis de gauche, pour ou contre la tactique « blocarde », mais entre la résolution de Dresde dans son texte primitif et cette même résolution légèrement amendée par Adler et Vandervelde. Leur préocupation avait été de remplacer *les sentences de condamnation* de la tactique « revisionniste » par *l'affirmation de la tactique de classe* révolutionnaire du socialisme universel. Ainsi, au lieu de dire « le Congrès *condamne* de la façon la plus énergique les tentatives revisionnistes tendant à changer notre tactique éprouvée et victorieuse basée sur la lutte des classes, etc. », il disait : « Le Congrès *affirme* de la façon la plus énergique *la nécessité de maintenir* sans faiblesse la tactique socialiste éprouvée et victorieuse, basée sur la lutte des classes ». On voit qu'il n'y avait aucune différence fondamentale entre les deux textes. Un vote, qui partagea le socialisme international entre ces deux motions à peu près équivalentes, n'aurait pas eu grand sens, si l'adhésion donnée au texte Adler-Vandervelde par Jaurès, Mac Donald et quelques autres représentants de la même tendance, ne lui en avait conféré un, cependant discutable.

Quoi qu'il en soit, à la Commission le texte Adler-Vandervelde était repoussé par 24 voix contre 16 et la motion de Dresde votée par 27 voix et 10 abstentions.

A l'issue de ce scrutin, et pour donner au vote de la motion

de Dresde par l'Internationale sa pleine signification « d'indication fraternelle donnée à des camarades » et non de « flétrissure ou de condamnation à leur endroit », Bebel, Ferri, Vandervelde, Adler, Troelstra et Kautsky déposèrent une motion dont la portée devait être incalculable pour l'avenir du socialisme français, puisqu'elle attirait l'attention de *tous* ses militants sur le *vice fondamental* de leur action depuis vingt-cinq ans, l'absence d'un grand parti de classe, unique, constituant le milieu nécessaire au développement sain et harmonieux d'un mouvement socialiste. La voici :

Le Congrès déclare que pour donner à la classe des travailleurs toute sa force dans sa lutte contre le capitalisme, il est *indispensable* que dans tous les pays, en face des partis bourgeois, *il n'y ait qu'un Parti socialiste, comme il n'y a qu'un prolétariat.*

En conséquence, tous les militants et toutes les fractions ou organisations qui se réclament du socialisme, *ont le plus impérieux devoir de travailler de toutes leurs forces à la réalisation de l'unité socialiste* sur la base des principes établis par les Congrès internationaux et dans l'intérêt du prolétariat international, *vis-à-vis de qui ils sont responsables des conséquences funestes de la continuation de leurs divisions.*

Pour arriver à ce résultat, le Bureau internaitonal et tous les partis des nationalités où l'unité existe se mettent à leur disposition et leur offrent leurs bons offices.

Dans la séance plénière, cette motion fut rapportée, au nom de l'unanimité de la Commission, par Vandervelde, en même temps qu'il s'efforçait de donner au Congrès un résumé fidèle du grand débat qui venait de se dérouler, de la « merveilleuse bataille d'idées qui s'était prolongée pendant trois jours et qui ne s'est jamais abaissée à des querelles locales ou personnelles ». Il montra « le défilé des orateurs de chaque nationalité, tous à une ou deux exceptions près, affirmant les mêmes doutes, les mêmes réserves, tous songeant à la France, où la question est surtout posée. La plupart, ajoutait-il, ont estimé qu'en luttant contre le césarisme, le cléricalisme et ceux qui veulent faire rétrograder la France, une partie des socia-

listes français ont peut-être un peu perdu de vue la lutte essentielle pour l'affranchissement autonome du prolétariat ».

Jaurès défendit sa thèse en un vaste et puissant effort oratoire qui, à maintes reprises, arracha des applaudissements même aux adversaires les plus certains de la tactique qu'il défendait alors. Il accusa la motion de Dresde de « lier par des formules de tactique étroite l'action du prolétariat universel, nécessairement divisé ». Il lui reprocha de communiquer au socialisme international « l'esprit d'incertitude, d'hésitation du socialisme allemand », et il ajoutait :

En ce moment ce qui pèse sur l'Europe et sur le monde, sur la garantie de la paix, sur la garantie des libertés publiques, sur le progrès du socialisme et du prolétariat, ce qui pèse sur tout le progrès politique et social de l'Europe et du Monde, ce ne sont pas les expériences aventureuses des socialistes français, unis à la démocratie pour sauver la liberté, le progrès, la paix du monde, ce qui pèse sur tous c'est l'impuissanse politique de la démocratie socialiste allemande. (*Profonde sensation.*) (1).

Et il reprochait au socialisme allemand de n'avoir « ni l'action révolutionnaire, ni l'action parlementaire ».

Bebel répliqua dans un discours d'une vigoureuse dialectique. Après s'être affirmé républicain, bien nettement républicain, il ajouta :

Mais même dans notre Allemagne de militarisme, de hobereaux, de bourgeoisie, nous avons des institutions qui pour votre république bourgeoise sont encore un idéal. Regardez le système des impôts en Prusse et dans d'autres Etats fédérés et regardez-le en France !

Je ne connais pas en Europe de pays qui ait un système d'impôts aussi misérable, aussi réactionnaire, aussi exploiteur que la France. En face de ce système de succion, avec un budget de trois milliards et demi de francs, nous avons au moins l'impôt progressif sur le revenu et la fortune (2).

Examinant la question des alliances même, il disait :

Si dans ces dernières années en France, la République a été mise

(1) Sixième Congrès socialiste international tenu à Amsterdam, du 14 au 20 août 1904 : compte rendu analytique officiel, page 77.
(2) Idem, page 86.

en danger — j'admets cela comme un fait — vous avez eu parfaitement raison si vous l'avez sauvée de concert avec ses défenseurs bourgeois. Nous aurions fait de même. Nous ne vous faisons pas non plus un reproche de la lutte contre le cléricalisme. Alliez-vous, si vous êtes trop faibles pour lutter contre lui tout seul, avec les libéraux : nous le faisons aussi, *mais après le combat nous sommes des étrangers....*

Bebel flétrit l'attitude des gouvernants bourgeois radicaux, ne sachant offrir aux travailleurs en grève que trois arguments : artillerie, infanterie, cavalerie. Etait-il tolérable que des élus socialistes français leur donnent ensuite leur vote ou se divisent lamentablement en deux ou trois tronçons ? Il terminait ainsi :

Jadis Victor Hugo a pu appeler la bourgeoisie française la « lumière du monde ». *Voilà la mission que les socialistes français devraient assumer aussi pour le socialisme international.* Malheureusement la démocratie socialiste française offre un spectacle qui est tout le contraire d'un modèle. Nous devons tout faire pour mettre un terme à ce spectacle dont nous sommes responsables devant le monde entier, pour qu'*enfin le socialisme français prenne la place qui lui revient d'après ses forces intellectuelles et matérielles.*

Votez donc pour la résolution de Dresde! Je ne crains pas les conséquences. Au contraire, le prolétariat français ne serait pas ce qu'il est, selon ma ferme conviction, s'il n'avait pas égard à l'avertissement de ce Congrès. Que l'unanimité, si possible, accepte la résolution de Dresde ! (*Tempête d'applaudissements, un grand nombre de délégués se sont levés et agitent leurs mouchoirs.*) (1).

Adler vint préciser le sens de la motion qu'il avait déposée avec Vandervelde. La tactique de la majorité du « Parti Socialiste Français » lui apparaissait très critiquable, mais, ajoutait-il, « nous regardons ces socialistes comme des amis qui sont en danger de quitter le terrain sur lequel ils veulent rester ; en compagnons de lutte, nous leur disons : « en arrière, mais pas dehors! » Et il ajoutait :

Si nous ne voulons pas, Jaurès, vous infliger une remontrance,

(1) Idem, pages 93 et 94.

Congrès socialiste international d'Amsterdam (Août 1904).

nous voulons encore moins vous donner un passeport pour une tactique qui nous donne la plus grande inquiétude, à tel point que nous la croyons fatale pour le prolétariat en France et pour son action parlementaire. Pour ces raisons, je regrette que Jaurès ait voté notre amendement.

Mais d'autre part, le leader respecté de la démocratie socialiste autrichienne ajoutait :

J'aime mieux commettre une faute d'accord avec mon frère que d'avoir raison séparé de mon frère. Il y en a qui croient que le Parti ne peut jamais être trop pur ni trop unanime, mais l'histoire nous a appris qu'il vaut mieux regarder un peu moins les idées et un peu plus les faits.

Après Enrico Ferri, Edouard Vaillant définissait, en un discours concis et substantiel, sa position et celle d'un grand nombre de militants de sa fraction :

Il y a une raison pratique et nécessaire de rejeter l'amendement Adler-Vandervelde et d'adopter la motion de Dresde. Le souvenir de 1900 le démontre. Alors, on nous disait, et le texte voulait le dire aussi, que la participation d'un socialiste au pouvoir était condamnée avec Millerand sans appel ; tant les exceptions prévues étaient hors de probabilité. Nous répondions qu'il en pouvait être ainsi, mais que le fait de les prévoir et celui du vote favorable des amis de Millerand suffiraient à l'annuler en leur faveur, c'est ce qui est arrivé. A cette époque, les socialistes de la nouvelle méthode avaient un délégué au ministère, au gouvernement. Aujourd'hui, ce sont eux-mêmes qui, par leur entrée dans le bloc, participent au gouvernement de la bourgeoisie et à ses responsabilités. La résolution de Dresde condamne en France et partout cette participation et affirme la nécessité de la tactique du Parti socialiste distinct sans lien aucun avec les partis de la bourgeoisie.

Par cela même, la résolution de Dresde crée les seules conditions possibles que nous acceptions de l'unité socialiste que nous venons de voter (1). Nous unir aux socialistes du bloc serait nous unir à l'aile gauche de l'armée de la bourgeoisie, ce serait contracter la même alliance. Que ces socialistes sortent du bloc de la bourgeoisie, entrent dans le bloc socialiste et l'unité sera faite sur les

(1) A la Commission

seules bases où elle se peut faire, sur les bases affirmées par la motion de Dresde.

Enfin Anseele vint prononcer, au nom de ce qu'on aurait pu appeler, par certain côté, la droite des partisans de la motion Adler-Vandervelde, une harangue passionnée, dans laquelle il critiquait surtout l'attitude des militants de pays comme la Russie, l'Espagne, la Pologne, le Japon, condamnant une tactique « qu'ils étaient trop faibles pour appliquer dans leur pays ».

On passa ensuite au vote.

La motion en faveur de l'unité fut adoptée à l'unanimité.

La résolution Adler-Vandervelde est repoussée au vote par nationalité par 21 voix contre 21.

Avaient voté pour : Angleterre 2, Australie 2, Argentine 2, Autriche 2, Belgique 2, Danemark 2, France 1, Hollande 2, Norvège 1, Suède 2, Suisse 2, Pologne 1. Total : 21.

Contre : Allemagne 2, Bohême 2, Bulgarie 2, Espagne 2, Etats-Unis 2, France 1, Hongrie 2, Italie 2, Japon 2, Norvège 1, Pologne 1, Russie 2. Total : 21.

On vota ensuite sur la motion dite de Dresde, dont l'*Encyclopédie* a donné le texte dans le volume sur « le Parti Socialiste en France » (1).

Elle fut adoptée par 25 voix contre 5 et 12 abstentions, se répartissant ainsi :

Pour : Angleterre 1, Allemagne 2, Bulgarie 2, Espagne 2, Etats-Unis 2, Suisse 1, Hollande 2, Hongrie 2, Italie 2, Japon 2, Norvège 1, Autriche 2, Russie 2, Pologne 2. Total : 25.

Contre : Angleterre 1, Australie 2, France 1, Norvège 1. Total : 5.

Abstentions : Argentine 2, Belgique 2, Danemark 2, Hollande 2, Suisse 2, Suède 2.

Ce vaste débat avait absorbé presque tous les instants du Congrès d'Amsterdam. Dans sa dernière journée, il ratifia

(1) Page 67.

sans longues discussions les résolutions de ses Commissions sur les autres grandes questions portées à son ordre du jour.

A propos des assurances sociales, il avait adopté une intéressante résolution rapportée par le grand spécialiste du Parti socialiste allemand, Hermann Molkenbuhr, dont voici les conclusions :

Les travailleurs de tous les pays *doivent exiger des institutions propres à prévenir autant que possible la maladie, les accidents et l'invalidité, et par des lois d'assurance obligatoire leur donner le droit d'obtenir des moyens suffisants de vie et d'assistance* pendant le temps où il leur est possible de profiter de leur force de travail, à raison de maladie, d'accident, d'invalidité, de vieillesse, de grossesse, de maternité ou de chômage.

Les frais des assurances et en première ligne ceux de l'invalidité et de la vieillesse, et pour les veuves et les orphelins, seront à prélever par des impôts sur le capital, le revenu et les successions. Où cela n'est pas le cas, les frais d'assurances retombent sur le salaire des ouvriers, quand bien même les patrons interviendraient. *C'est alors le devoir des ouvriers de réparer cette perte de salaire par le renforcement de leurs organisations syndicales.*

Les travailleurs doivent *exiger que les institutions d'assurance* soient confiées à l'administration des assurés eux-mêmes, et que les mêmes avantages soient accordés à tous les ouvriers du pays et aux étrangers y résidant.

Le débat sur la grève générale renouvela, sous une forme plutôt affaiblie, les discussions de Zurich et de Londres. La motion présentée par Roland Holst (Hollande), au nom de la Commission, montrait cependant l'évolution qui s'était produite à cet égard dans l'Internationale. Si elle repoussait, en effet, la conception anarchiste traditionnelle, elle déclarait en revanche que « *l'augmentation de la puissance des organisations ouvrières*, le raffermissement de leur unité, en développant leurs organisations de classe, *créaient les conditions dont dépend le succès de la grève de masses*, le jour *où celle-ci se trouverait être nécessaire et utile* ».

A cette résolution, un délégué allemand, d'ailleurs complètement isolé, continuant la tradition des « jeunes », le Dr Friede-

berg, opposa la conception antiparlementaire. La motion de la Commission fut également critiquée, comme trop modérée, par... M. Aristide Briand, qui envisagea l'hypothèse de la suppression du suffrage universel (1) et se demanda quelle arme le Congrès offrirait à sa place au prolétariat...

Sur la question de l'émigration, un débat assez vif se produisit, auquel les délégués américains surtout prirent part. Tout en étant d'accord pour accepter les résolutions de la Commission « *condamnant toute mesure législative ayant pour objet d'empêcher l'émigration* », les délégués américains et australiens voulaient — d'accord avec les trades-unions de leurs pays — que le Congrès déclarât condamner l'importation « d'ouvriers de nationalités arriérées comme les Chinois, les nègres, importés par les capitalistes pour nuire aux ouvriers indigènes, et qui vivent dans une sorte d'esclavage ».

Vivement combattue au nom des principes mêmes de l'internationalisme, « qui ne connaît ni différence de races, ni différence de nationalités », la proposition américaine fut finalement rejetée et la motion de la Commission votée.

Sur les trusts, le suffrage des femmes, le Premier Mai, le Congrès d'Amsterdam renouvela les décisions des précédents Congrès.

Après six jours de débats ardents, le Congrès d'Amsterdam se terminait dans une pensée d'union, apportée au nom des deux fractions françaises par Renaudel et Vaillant, dont Bebel salua avec joie les déclarations « dépassant notre espoir » et conclut, au milieu des acclamations unanimes, que « la lutte contre l'ennemi commun ferait bien vite oublier les différends du passé ».

---

(1) Allusion anticipée sans doute au recours à l'illégalité qu'il devait si bien pratiquer quelques années plus tard... Ce discours d'Amsterdam fut la dernière manifestation socialiste de M. Briand.

III. — Le Congrès de Stuttgart.

(*7e Congrès de la Nouvelle Internationale*)

Le *Congrès de Stuttgart* se tint, du 18 au 24 août 1907, dans la vaste et somptueuse « Liederhalle ». Jamais encore l'Internationale n'avait réuni un aussi grand nombre de délégués. Ils étaient 884, dont 289 d'Allemagne, 123 pour l'Angleterre, 78 pour la France, 75 pour l'Autriche, 63 pour la Russie, 41 pour la Bohême, 30 pour la Pologne, 27 pour la Belgique, 25 pour la Hongrie, 22 pour les États-Unis, 21 pour la Suisse, 19 pour la Suède, 17 pour le Danemark, etc.

Le système de vote par nationalité — conférant également deux voix à toutes les nations, grandes ou petites, vivement critiqué déjà lors du Congrès de Londres, l'avait été si âprement au lendemain d'Amsterdam, que le Bureau International avait élaboré tout un nouveau système de représentation proportionnelle, dont l'adoption marque un nouveau stade dans le développement organique du socialisme universel. Il répartissait ainsi les voix de chaque section :

20 voix : Allemagne, Autriche-Bohême, France, Grande-Bretagne, Russie.
15 — Italie.
14 — États-Unis.
12 — Belgique.
10 — Danemark, Pologne, Suisse.
8 — Australie, Finlande, Suède, Hollande.
6 — Espagne, Hongrie, Norvège.
4 — Afrique du Sud, Argentine, Bulgarie, Japon, Roumanie, Serbie.
2 — Luxembourg.

Le Congrès fut ouvert par une grandiose manifestation populaire à Cannstatt, le grand faubourg ouvrier de Stuttgart, dans la vaste plaine qui s'étend le long du Neckar :

60.000 travailleurs participèrent au défilé et au meeting en plein air.

L'action du prolétariat international contre la guerre, objet des débats ardents du Congrès français de Nancy, donna lieu à Stuttgart à une vaste controverse sur les moyens à employer par le prolétariat contre la guerre et notamment

Jean Jaurès parlant au Meeting d'ouverture du Congrès de Stuttgart (20 août 1907).

comme moyen final « la grève générale et l'insurrection » accepté par la majorité du Parti socialiste en France, incorporée dans la motion Vaillant, et dont Gustave Hervé était la personnification vivante. L'*Encyclopédie* traite par ailleurs largement ces problèmes, nous n'y reviendrons donc pas longuement ici (1). Analysons brièvement le débat.

(1) *La France socialiste*, page 177.

Bebel opposa tout d'abord à Hervé la nécessité de maintenir à chaque peuple liberté et indépendance, et affirma qu'il était parfaitement possible de distinguer entre une guerre offensive et une guerre défensive. Il reprocha à la motion de Vaillant de faire de trop grandes concessions à la thèse hervéiste. Il condamna finalement des « méthodes de combat qui pourraient être dangereuses pour le développement du Parti, peut-être pour son existence même ».

Hervé répondit avec sa fougue et son âpreté habituelles. Il reprocha au socialisme allemand de n'être qu' « une admirable machine à voter et à cotiser ».

Vaillant montra les distinctions qu'il fallait faire entre sa motion — celle du Congrès de Nancy — et la motion d'Hervé.

Jaurès en précisa ainsi le sens :

Nous demandons à l'Internationale une entente concertée contre le capitalisme belliqueux. Est-ce utopique? Est-ce contraire à l'essence du socialisme?

L'essence du capitalisme est de produire des guerres. C'est la loi d'airain de la guerre, mais le socialisme peut y mettre le hola. Il dépend du prolétariat de tenir en échec les forces de brigandage et de conflit. C'est d'autant plus facile que le mobile capitaliste des guerres apparaît mieux à découvert.

Le prolétariat serait criminel s'il hésitait....

Nous ne demandons aucun moyen nouveau. Nous vous demandons de mettre au service de l'antimilitarisme la force politique et parlementaire du prolétariat. Mais l'action parlementaire ne suffit plus au prolétariat, dans aucun domaine.

Et il terminait par ces paroles enflammées :

Disons aux gouvernants: Vous parlez d'arbitrage, pas de comédie! Le prolétariat socialiste a empêché la guerre de Fachoda et du Maroc par l'arbitrage: eh bien, faites de l'arbitrage la loi de la paix!

Ce qui est certain, c'est que le prolétariat ne proclamera pas sa propre déchéance.

Nos adversaires sont épouvantés devant les forces incalculables du prolétariat. Nous qui avons si orgueilleusement proclamé la faillite de la bourgeoisie, ne permettons pas que la bourgoisie puisse parler dans cette question de la faillite de l'Internationale!

Vollmar, au nom de la fraction la plus modérée du socialisme allemand, répondit surtout à Hervé, développant l'idée que international ne voulait pas dire antinational et que c'était une « piteuse utopie » de croire que les nations devront se résoudre en « une vague et informe purée d'agglomérations humaines ».

Vandervelde, tout en critiquant vivement l'antipatriotisme, estima que si « tout se tient et se ramène aux antagonismes économiques », il n'y « a cependant pas déviation quand nous prenons nettement position contre le militarisme, sans attendre le lendemain de la Révolution ». Il ajoutait que « la démocratie socialiste allemande, que tous nous admirions, a cependant à apprendre de la pratique des autres pays ».

Dans un discours remarquable, Adler montra toute la complexité du problème et en même temps la ferme volonté des socialistes allemands et autrichiens de *tout tenter* contre la guerre :

Nous ferons tout notre possible contre la guerre. Ferons-nous la grève générale? Je ne sais! Je sais cependant *que nous ferons tout pour empêcher la guerre.*

Mais pas d'énumération, pas d'inventaire de nos moyens antimilitaristes. Nous voulons dire nettement que l'Internationale doit poursuivre l'*organisation et l'éducation ouvrière antimilitaristes.* La chose la plus importante c'est le travail quotidien d'éducation socialiste, *c'est de donner au prolétariat une conscience telle que la guerre devienne impossible*, en *empêchant la guerre — plutôt que de l'arrêter quand elle aurait éclaté.*

Il faut une *résolution unanime du prolétariat universel concentrant toute sa force dans le sens de la solidarité des peuples.* (*Longs applaudissements.*)

Rosa Luxembourg insista fortement sur la leçon de la Révolution russe, montrant quelle arme la grève générale, la grève des masses pouvait être aux mains du prolétariat. Elle rappela que le Congrès d'Iéna avait déclaré que « *la grève générale longtemps considérée comme anarchiste, était un moyen qu'il était possible d'utiliser dans certaines circonstances* ».

Les principaux Délégués au Congrès Socialiste de Stuttgart (1907).

Dans sa réplique, Bebel, après avoir d'abord répondu à Hervé, montrant la somme des sacrifices faits par le socialisme allemand, telle que « pas un seul pays, la Russie exceptée, ne connaît autant de persécutions et d'emprisonnements », revint sur cette idée qu'en présence du cataclysme d'une guerre européenne, il ne s'agirait pas d'insurrection et de grève de masses, mais du chômage, de la misère, de la famine même.

Finalement, toutes les motions furent renvoyées à une Sous-Commission de 15 membres, qui rapporta, à l'unanimité, une motion très complète où après avoir, dans une série de considérants savants, analysé les causes économiques des conflits dans la société moderne, l'attitude de l'Internationale socialiste contre la guerre était ainsi précisée :

L'Internationale *ne peut pas enfermer d'avance, dans des formules rigides, l'action nécessairement diverse,* selon les temps et les milieux des divers partis nationaux, mais elle a le devoir *d'intensifier et de coordonner le plus possible les efforts de la classe ouvrière contre le militarisme et contre la guerre.*

En fait, depuis le Congrès international de Bruxelles, le prolétariat, tout en poursuivant sa lutte incessante contre le militarisme par le refus des dépenses militaires et navales, par l'effort de démocratisation de l'armée, *a recouru avec une vigueur et une efficacité croissantes aux moyens les plus variés pour prévenir les guerres ou pour y mettre un terme,* ou *pour faire servir à l'affranchissement de la classe ouvrière l'ébranlement* communiqué par la guerre à toutes les couches sociales; ainsi, notamment, *l'entente des trades-unions anglaises et des syndicats ouvriers français* après la crise de Fachoda pour assurer la paix et rétablir les bons rapports entre la France et l'Angleterre; *l'action du Parti socialiste au Parlement français et au Parlement allemand* dans la crise du Maroc; *les manifestations populaires organisées à cet effet par les socialistes de France et d'Allemagne;* l'action concertée *des socialistes autrichiens et des socialistes italiens réunis à Trieste* pour prévenir un conflit entre les deux états; *l'intervention vigoureuse de la classe ouvrière de Suède pour empêcher une attaque contre la Norvège;* enfin, les *héroïques sacrifices et combats de masse des socialistes, des ouvriers et des paysans de Russie et de Pologne* pour empêcher la guerre déchaînée par le tsarisme, pour y mettre un terme et pour faire jaillir de la crise la

liberté des peuples de Russie et du prolétariat; tous ces efforts donc attestent la puissance croissante de la classe ouvrière et son souci croissant de maintenir la paix par d'énergiques interventions.

L'action de la classe ouvrière sera d'autant plus efficace qu'une propagande incessante aura préparé les esprits à un vigoureux effort et que l'action des divers partis nationaux sera plus fortement stimulée et coordonnée par l'Internationale.

Le Congrès est convaincu en outre, que sous la pression du prolétariat, la pratique sérieuse de l'arbitrage international se substituera, pour tous les litiges, aux pitoyables tentatives des gouvernements bourgeois et qu'ainsi pourra être assuré aux peuples le bienfait du désarmement général qui permettra d'appliquer aux progrès de la civilisation les immenses ressources d'énergie et d'argent dévorées par les armements et par les guerres.

Le Congrès déclare:

Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts POUR EMPÊCHER LA GUERRE PAR TOUS LES MOYENS QUI LEUR PARAISSENT LES MIEUX APPROPRIÉS ET QUI VARIENT NATURELLEMENT SELON L'ACUITÉ DE LA LUTTE DES CLASSES ET LA SITUATION POLITIQUE GÉNÉRALE.

Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, *ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement* et d'*utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.*

Rapportant cette motion au nom de l'*unanimité* de la Commission, Vandervelde fit un appel éloquent aux « baïonnettes intelligentes » de l'avenir et indiqua que par l'énumération de tous les moyens employés dans un passé récent par le prolétariat, montrait que « les travailleurs de tous les pays sont décidés à faire *tout ce qui est humainement possible* pour empêcher la guerre », et dans sa traduction de ce discours. Adler ajouta : « Nous sommes d'avis que *la lutte du prolétariat contre le militarisme et la guerre a en réalité des possibilités illimitées,* et que personne ne peut prévoir quelles possibilités peuvent devenir des réalités ».

C'est à l'unanimité et au milieu d'un grand enthousiasme que la résolution fut votée par acclamations.

Le deuxième grand problème sur lequel le Congrès de Stuttgart fut appelé à se prononcer et vota une résolution d'une importance considérable, était celui des *rapports du Parti socialiste et des Syndicats.*

Pour comprendre avec quelle autorité le Congrès pouvait trancher cette question primordiale, il faut ne pas oublier, que, sauf pour la France et les Etats-Unis, dans toutes les autres nations du monde, il était une assemblée *pleinement représentative de toutes les grandes organisations syndicales,* aussi bien que politiques. Les Congrès de l'Internationale socialiste, à côté des représentants des Partis socialistes de tous les pays, comprennent en effet aujourd'hui les mandataires des Commissions générales des Syndicats (ou C. G. T.) d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, de Belgique, de Danemark, de Suède, de Suisse, de Hollande, de Norvège, la C. G. T. d'Italie, les grandes Trades-Unions anglaises, l' « Union générale des Travailleurs » d'Espagne et tout ce que la Pologne, la Russie, la Bulgarie, la Serbie comptent de forces syndicales aussi bien que politiques.

Nous n'entrerons pas dans l'analyse du débat de la Commission syndicale, auquel prirent part de Brouckère et Roméo (Belgique), Beer (Autriche), R. Schmidt (Allemagne), Olsen (Danemark), Laudier (France), Mary Mac Arthur (Angleterre), Premoli (Italie), Marius André (France), Kautsky (Allemagne), Simons et De Leon (Etats-Unis), Voinoff et Roubanovitch (Russie), Nemec (Bohême), Faas (Suisse), Plekhanoff (Russie), Kalaïeff (Bulgarie), Renaudel (France) et dans lequel d'ailleurs des nuances, somme toutes très faibles, séparaient les orateurs. Il se termina par le vote, à l'unanimité, moins 7 voix, de la résolution suivante :

Pour affranchir entièrement le prolétariat des liens du servage intellectuel, politique et économique, *la lutte politique et la lutte économique sont également nécessaires.* Si l'activité du Parti socia-

liste s'exerce surtout dans le domaine de la lutte politique du prolétariat, celle des Syndicats s'exerce principalement dans le domaine de la lutte économique de la classe ouvrière. *Le Parti et les Syndicats ont donc une besogne également importante à accomplir dans la lutte d'émancipation prolétarienne.*

Chacune des deux organisations a son domaine distinct déterminé par sa nature et dans lequel elle doit régler son action d'une façon absolument indépendante. Mais il y a aussi un domaine toujours grandissant de la lutte des classes prolétariennes, dans lequel on ne peut obtenir davantage que *par l'accord et la coopération du Parti et des Syndicats.*

Par conséquent, *la lutte prolétarienne sera d'autant mieux engagée et d'autant plus fructueuse, que les relations entre les Syndicats et le Parti seront plus étroites, sans compromettre la nécessaire unité du mouvement syndical.*

Le Congrès déclare qu'*il est de l'intérêt de la classe ouvrière* que dans tous les pays *des relations étroites soient créées entre les Syndicats et le Parti,* et rendues permanentes.

Le Parti et les Syndicats doivent *s'aider et se soutenir moralement l'un l'autre dans leurs efforts* et ne doivent se servir dans leur lutte que de moyens qui puissent aider à l'émancipation du prolétariat. Quand des divergences de vues se manifestent entre les deux organisations, sur l'opportunité de certaines méthodes d'application, *elles doivent discuter entre elles un accord.*

Les Syndicats ne rempliront pleinement leur devoir dans la lutte d'émancipation des ouvriers que si leurs actes s'inspirent d'un esprit entièrement socialiste. Le Parti a le devoir d'aider les Syndicats dans leur lutte pour l'élévation et l'amélioration de la condition sociale des travailleurs. Dans son action parlementaire, le Parti doit mettre en valeur les revendications syndicales.

Le Congrès déclare que le progrès du mode de production capitaliste, l'union croissante des employeurs, la dépendance croissante des métiers particuliers, vis-à-vis de l'ensemble de la société bourgeoise *réduirait l'organisation syndicale à l'impuissance si celle-ci se préoccupait uniquement des intérêts de métier,* se plaçait sur le terrain de l'égoïsme corporatif et admettait la théorie de l'harmonie des intérêts entre le capital et le travail.

Le Congrès est d'avis que les Syndicats obtiendront d'autant plus de profits dans la lutte contre la spoliation et l'oppression que *leur organisation sera plus unifiée et centralisée,* que leur système de secours sera plus parfait, que les caisses destinées à la lutte syndicale seront mieux remplies, que leurs adhérents auront une

plus claire conscience de la conjecture économique, et que *seront plus grands leur enthousiasme et leur esprit de sacrifice inspiré de l'idéal socialiste.*

Dans un autre débat fort intéressant, pour la première fois à Stuttgart, on approfondit la question de la *politique coloniale.* Il mit aux prises les partisans de la traditionnelle flétrissure socialiste de la barbarie coloniale, la condamnation de l'idée même de la subjection des races dites inférieures, et ceux qui estimaient que le socialisme international devait, suivant l'expression du rapporteur Van Koll, « renoncer au point de vue purement négatif », réclamer « une politique coloniale socialiste » et qui croyaient que tous les peuples devaient nécessairement passer par la phase du capitalisme.

La première thèse fut défendue par Ledebour (Allemagne), Bracke (France), Wurm (Allemagne), Karski (Pologne), Quelch (Angleterre), Kautsky (Allemagne), Simons (Etats-Unis) ; la seconde « opportuniste » par Van Koll (Hollande), David (Allemagne), Rouanet (France), Bernstein (Allemagne), Pernerstorfer (Autriche), Mac Donald (Angleterre). Vainqueurs à la Commission, ces derniers furent battus devant le Congrès au vote par nationalités, par 127 voix contre 108 et 10 abstentions. Une motion fut votée finalement à l'unanimité des nationalités, moins une abstention, dont voici les parties essentielles :

Le Congrès est d'avis que *la politique coloniale capitaliste, par son essence même, mène nécessairement à l'asservissement, au travail forcé et à la destruction des populations indigènes* dans le domaine colonial. La mission civilisatrice dont se réclame la société capitaliste ne lui sert que de prétexte pour couvrir sa soif d'exploitation et de conquête. Seule la société socialiste pourra offrir à tous les peuples *la possibilité de développer pleinement leur civilisation.*

Le Congrès condamne les méthodes barbares de colonisation capitaliste et réclame, dans l'intérêt de l'expansion des forces productives, une *politique garantissant le développement pacifique de la civilisation* et *mettant par toute la terre les richesses du sol au service du progrès de l'humanité tout entière.*

Ennemi de toute exploitation de l'homme par l'homme, défenseur de tous les opprimés sans distinction de races, *le Congrès condamne cette politique de vol et de conquête* et constate que la politique coloniale *augmente le danger de complications internationales et de guerre entre les peuples colonisateurs.* ....

Il concluait :

Le Congrès déclare que les élus socialistes ont le devoir de s'opposer irréductiblement, dans tous les Parlements, à ce régime d'exploitation à outrance et de servage qui sévit dans les colonies existantes, en exigeant des réformes pour améliorer le sort des indigènes, en veillant au maintien des droits de ceux-ci, en empêchant toute exploitation et tout asservissement et en travaillant, par tous les moyens dont ils disposent, à l'éducation de ces peuples pour l'indépendance.

A signaler encore les résolutions votées à Stuttgart, celles qui concerne l'*émigration et l'immigration ouvrière*, et qui proclame que « tout en reconnaissant les difficultés créées dans beaucoup de cas pour le prolétariat par l'immigration en masse d'ouvriers inorganisés, habitués à un niveau de vie inférieure », il considère en se plaçant du point de vue de la solidarité prolétarienne internationale « *l'exclusion d'individus de nationalités ou de races déterminées comme une mesure inadmissible* ».

Il préconise la défense de l'importation ou de l'exportation d'ouvriers à contrats ; législation ouvrière active ; l'accès sans restriction des émigrants dans les syndicats de tous les pays, des accords étroits entre ces syndicats et une série de mesures en faveur des émigrants « afin qu'ils ne soient pas livrés à leur arrivée à l'exploitation des corsaires du capitalisme ».

Sur la question du *suffrage féminin*, le Congrès, après avoir entendu un vibrant et documenté discours de Clara Zetkin, proclama, une fois de plus, que « les partis socialistes de tous les pays *ont le devoir de lutter énergiquement pour l'introduction du suffrage universel des femmes* ». Il se prononça à la quasi-unanimité contre toute législation accordant un suf-

frage limité à certaines catégories de femmes (système préconisé par les suffragettes anglaises, comme mesure « immédiatement réalisable »). Il adopta une série de résolutions de sympathie pour les révolutionnaires russes; les socialistes roumains persécutés; les mineurs de l'Ouest américain, Haywood et ses amis, victimes d'une monstrueuse poursuite. On sait qu'il ne fallut rien moins que l'effort de tout le prolétariat pour les sauver de la chaise d'électrocution.

IV. — Le Congrès de Copenhague.

(8e *Congrès de la Nouvelle Internationale*)

Le Congrès de Copenhague (8e Congrès de la Nouvelle Internationale), se tint du 28 août au 3 septembre 1910, dans la magnifique salle du « Palais des Concerts ».

L'affluence des délégués venus de tous les points du globe vers cette assemblée de la « catholicité socialiste », malgré qu'elle eut lieu dans une ville plus éloignée que toutes les précédentes du centre de l'Europe, fut encore plus grande qu'à Stuttgart. Il n'y avait pas moins de 896 délégués à Copenhague, dont 189 d'Allemagne, 146 du Danemark, 86 de Suède, 84 d'Angleterre, 65 d'Autriche, 49 (1) de France, 44 de Bohême, 39 de Russie, 31 de Norvège, 26 de Belgique, 24 des États-Unis, 24 de Pologne, 19 de Finlande, 14 de Hollande, 14 de Hongrie, 13 de Suisse, 9 d'Italie, 7 de Bulgarie, 5 d'Espagne, 3 de Serbie, 2 de Turquie-Arménie, 2 de Roumanie, 1 de l'Argentine.

Le Congrès de Copenhague fut surtout un Congrès de travail pratique, auquel s'applique par excellence la définition de « grand Conseil de guerre de l'Internationale » que nous avons donnée plus haut. En dehors des difficultés assez pé-

(1) La représentation de la France souffrit de la date du Congrès qui, se réunissant quatre mois seulement après nos élections générales, trouvaient beaucoup de nos groupements hors d'état de faire les frais d'envoi de délégués.

nibles qui s'étaient produites entre le Parti socialiste tchèque d'une part, et le Parti socialiste allemand d'Autriche, appuyant la Commission générale des Syndicats de Vienne, de l'autre, aucun débat « irritant » ne s'y produisit à proprement parler.

La principale question théorique et pratique mise à l'ordre du jour était celle des *rapports du Socialisme et de la Coopération*. Elle fut certainement discutée avec beaucoup de sérénité.

Deux grandes thèses se trouvaient en présence. D'une part, celle de la majorité du Parti socialiste en France, du Parti socialiste allemand, des Italiens et des Scandinaves, soutenant la nécessité de maintenir au mouvement coopératif sa pleine autonomie à côté du Parti et des Syndicats, thèse qui fut particulièrement défendue par Von Elm, l'élu socialiste de Hambourg, qui est à la tête du mouvement coopératif allemand, et par Héliès, le directeur du Magasin de Gros français. Le même point de vue fut également représenté par Albert Thomas pour la France, Tchnernoff pour une des fractions russes, et Wurm pour l'Allemagne. Ce dernier résuma fortement la première thèse en ces termes :

La classe ouvrière n'est pas encore une. Comment, dans ces conditions, créer une organisation unique? J'ai l'impression que les résolutions belge et française (minorité) ne visent pas le bien de la coopération, mais le renforcement du Parti. On veut enrégimenter de force dans le Parti : celui qui achèterait à la Coopérative serait, par ce fait, affilié au Parti. Je n'aime pas ce procédé. Il faut conserver l'autonomie du mouvement coopératif si on ne veut pas l'enrayer. La coopération doit son efflorescence au socialisme, et elle n'est qu'un instrument de la lutte des classes.

En même temps, les partisans de ce point de vue et surtout Von Elm et Héliès proclamaient que la Coopération avait *par elle-même* une valeur socialiste, par les œuvres qu'elle créait.

D'autre part, se dressait la thèse du rattachement des Coo-

pératives au Parti, représentée principalement par le Parti Ouvrier belge et la minorité socialiste française, dont Guesde fut l'éloquent représentant à la Commission.

Le père de la Coopération belge, fondateur du « Vooruit », Anseele, défendit avec sa chaude éloquence qu'il fallait « rapprocher le plus possible socialisme et coopération, parce qu'il faut dans la pensée ouvrière de l'unité et de la clarté ». Il affirma que « la coopération ne se suffisait pas à elle-même ». Vandervelde parla dans le même sens. Il opposa la coopérative neutre de Bâle, groupant presque toute la population de la ville, mais ayant fait mille fois moins pour le socialisme au « Vooruit », moins puissant, mais qui ne comprend que les ouvriers socialistes de Gand. Et Guesde résumait de son côté la même thèse avec son habituelle rigueur dialectique :

Si la coopération n'est pas auxiliaire, elle n'est rien. C'est l'école bourgeoise, à la suite de la Commune, qui jadis a prêché la coopération contre le socialisme prêchant la socialisation des moyens de production. La production n'est pas en soi du socialisme. C'est du mercantilisme. Des sociétés marchandes dans un milieu marchand. La coopération peut ne pas être un instrument de combat des classes; elle peut n'être qu'un moyen d'amélioration immédiate du sort de quelques ouvriers associés. Ce qu'il faut, c'est aller aux Coopératives et en faire des citadelles socialistes, des refuges pour les militants boycottés, comme nous avons fait dans le Nord de la France !

Une conception intermédiaire était représentée par le leader des coopérateurs socialistes autrichiens, Karpeles qui, tout en acceptant la thèse neutraliste, estima cependant qu'on devait tendre à se rapprocher le plus possible du « système belge ».

Une Sous-Commission fut nommée, qui aboutit à la rédaction d'une résolution unique, finalement votée à l'unanimité par le Congrès. Elle formulait pour la première fois la position de l'Internationale en face de la coopération. La voici *in extenso* :

Considérant que les Sociétés coopératives de consommation ne

procurent pas seulement des avantages matériels immédiats à leurs membres, mais sont destinées :

1° A augmenter la puissance du prolétariat par la *suppression des intermédiaires et par la création de services de production* dépendant des consommateurs organisés;

2° *A améliorer les conditions de la vie ouvrière;*

3° *A éduquer les travailleurs* pour le *règlement en pleine indépendance de leurs affaires* propres et les aider ainsi à *préparer la démocratisation et la socialisation* des forces d'échange et de production.

Considérant que la *coopération à elle seule serait impuissante à réaliser le but poursuivi par le socialisme*, qui est la conquête des pouvoirs publics pour l'appropriation collective des moyens de travail;

Le Congrès, tout en *mettant les travailleurs en garde contre ceux qui soutiennent que la coopération se suffit à elle-même*, déclare que la classe ouvrière *a le plus grand intérêt à utiliser dans sa lutte de classe l'arme coopérative.*

Il engage donc tous les socialistes et tous les syndiqués à participer activement au mouvement coopératif, afin d'y *développer l'esprit du Socialisme et d'empêcher que les Coopératives ne dévient* de leur rôle d'éducation et de solidarité ouvrières.

Les coopérateurs socialistes ont pour devoir de lutter :

1° Pour que les trop-perçus *ne soient pas exclusivement restitués aux membres*, mais qu'une part en soit affectée, soit par les Coopératives elles-mêmes, soit par les Fédérations ou Magasins de Gros, au *soutien de leurs membres*, au *développement de la production* coopérative, *à des buts d'éducation et d'enseignement;*

2° Pour que *les conditions de salaire et de travail* des Coopératives *soient réglées d'accord avec les Syndicats:*

3° Pour que *l'organisation du travail y soit exemplaire*, et que les achats de marchandises y soient effectuées en tenant compte des conditions de travail de ceux qui les ont produites.

Il appartient aux diverses Coopératives dans chaque pays de décider si, et *dans quelle mesure, elles aideront directement de leurs ressources le mouvement politique et syndical.*

Etant donné que les *services que la coopération peut rendre seront d'autant plus grands que le mouvement coopératif lui-même sera plus fort et plus uni*, le Congrès déclare que les Coopératives de chaque pays qui sont constituées sur la base de la présente résolution doivent *former une seule Fédération.*

Il déclare que *la classe ouvrière, dans sa lutte contre le capitalisme, a le plus grand intérêt à ce que les Syndicats, les Coopératives et le Parti socialiste,* tout en conservant leur autonomie et leur unité propre, *soient unis par des relations tous les jours plus intimes.*

La *question syndicale,* réglée à Stuttgart, ne se trouva soulevée à nouveau que pour la Bohême. Le problème posé par le *conflit tchéquo-autrichien* était des plus délicats. Comme on le verra plus loin, l'organisation du socialisme autrichien a pour base le groupement par nationalités et c'est ainsi qu'on y trouve des sections allemandes, tchèques, polonaises, italiennes. Mais au point de vue syndical, tous ces éléments étaient jusqu'à ces temps derniers groupés en des syndicats ignorant les distinctions de nationalités et confédérés dans la Centrale Syndicale de Vienne. Les Tchèques, dans leur préoccupation passionnée d'autonomie nationale, avaient été amenés à constituer une Centrale Syndicale tchèque, à Prague. Celle-ci s'était dressée en rivale de la Confédération de Vienne et les syndicats de Bohême s'étaient déchirés entre les deux « Centrales ».

Un débat long et passionné se produisit sur cette question, si grave pour les Autrichiens, à la Commission syndicale. Il se termina par le vote à l'unanimité, moins les voix des Tchèques, d'une résolution proclamant que si « dans les Etats polygottes, les syndicats unis doivent évidemment *tenir compte des besoins linguistiques* de tous leurs membres », le Congrès, d'autre part, « déclare que *toute tentative pour morceler les syndicats internationalement unis,* en parties nationalement séparatistes, *va à l'encontre des résolutions des Congrès internationaux* ».

Le Congrès de Copenhague adopta une série de résolutions longuement motivées *contre la peine de mort,* contre les attentats commis par le tsarisme russe *contre la Finlande, contre la Perse;* par les gouvernants de Turquie, d'Espagne, du Japon contre les organisations ouvrières et socialistes de ces pays; contre les violations du droit d'asile (à propos de l'af-

faire du réfugié hindou Savarkar, livré par la police marseillaise à l'Angleterre), contre l'aventure marocaine.

La grande grève générale de Suède en 1909, avait posé, avec beaucoup de force, le problème de la *Solidarité internationale*. Alors que l'Allemagne, le Danemark, la Norvège, la Finlande même, envoyaient des centaines de milliers de francs aux Suédois, la France, l'Angleterre et la Belgique n'apportèrent que des secours dérisoires. Les représentants des différentes nations furent unanimes à penser qu'en écartant toute récrimination sur le passé, il importait d'empêcher que la même situation ne se reproduisit dans l'avenir. La résolution votée par le Congrès recommande par dessus tout, comme moyen efficace de développement de la solidarité internationale, « *l'amélioration et l'extension des relations internationales de la presse socialiste et ouvrière* », le *renforcement de la presse socialiste* elle-même, sans laquelle il est impossible de renseigner les masses et de « *les libérer de l'influence et de la suggestion de la presse bourgeoise* ».

Sur *la lutte contre la guerre*, après avoir renouvelé le vote de la résolution de Stuttgart, le Congrès décidait, en présence d'une proposition déposée par Vaillant (France) et Keir Hardie (Angleterre), préconisant la grève générale des grandes industries des transports, des mines et des arsenaux pour paralyser des deux côtés de la frontière la mobilisation, de renvoyer cette question à l'étude des différentes sections nationales pour le prochain Congrès international, qui se tiendra en 1913, à Vienne, et où le problème sera étudié à fond.

D'un bout à l'autre de ses séances, le Congrès de Copenhague fut pénétré d'un admirable souffle de fraternité socialiste. Il s'ouvrit avec un éclat tout particulier et dans des conditions impressionnantes de grandeur par l'exécution par 500 choristes d'une magnifique cantate, composée par un militant socialiste danois et comprenant des motifs empruntés aux chants socialistes de tous les pays, qui se confondirent fina-

lement en un immense chant d'ensemble de l' « Internationale ».

Dans la même journée, 100,000 socialistes danois, en un immense cortège, se dirigeaient du centre de Copenhague vers

Manifestation d'ouverture du Congrès de Copenhague.
Photo Randa.

le parc de Sondermarken, où eut lieu un immense meeting en plein air.

Aucun de ceux qui y ont participé n'oublieront cette admirable démonstration et le souvenir de sa marche triomphale à travers les larges voies de la capitale danoise, au milieu des acclamations enthousiastes de tout un peuple ouvrier, ovationnant sans relâche les délégués de l'Internationale. Femmes, enfants, vieillards à toutes les fenêtres, agitant des mouchoirs, lançant des fleurs, arborant des drapeaux rouges, acclamant le socialisme libérateur, en la personne des 900

délégués des organisations ouvrières et socialistes de tous les pays.

Et le Congrès de Copenhague se termina dans la même impression de joie et de force, par la magnifique réception offerte aux délégués à l'Hôtel de Ville de Copenhague. Tous pouvaient rentrer chez eux — même ceux qui appartenaient aux pays où le socialisme rencontre encore les plus cruels obstacles, même ceux dont tout le lot quotidien est la persécution, l'emprisonnement, le bagne sibérien, la geôle japonaise ou le cachot de Montjuich — en répétant les belles paroles que le camarade Bang, député de Copenhague, prononçait à l'ouverture du Congrès : « *Derrière nous, c'est l'obscurité, devant nous, c'est la lumière !* »

V. — Le Congrès extraordinaire de Bâle.

(*9e Congrès de la Nouvelle Internationale*)

Le neuvième Congrès de l'Internationale devait avoir lieu normalement en 1913 à Vienne, ainsi qu'il en avait été décidé à Copenhague. Cependant, au cours de l'année 1912 une proposition fut formulée par le Parti socialiste hollandais, tendant à ajourner le Congrès de Vienne à 1914, année qui présentait le double avantage d'être le 25e anniversaire de la nouvelle Internationale, fondée en 1899 à Paris, et le 50e anniversaire de la vieille Internationale, fondée en 1864 à Londres.

Cette proposition d'ajournement rencontrait d'ailleurs une vive opposition, notamment de la part des Français et des Anglais. C'est dans ces conditions que se produisaient en Orient les graves événements que l'on sait : la guerre des Balkans et l'effondrement de la puissance ottomane. En présence des dangers que ces complications faisaient courir à la paix du monde, le Bureau socialiste international décidait, dans sa réunion du 28 octobre, sur la proposition d'Emile Vandervelde et de la Section belge, aussitôt appuyée par Jaurès, de convoquer de suite un Congrès extraordinaire, à

Bâle, pour le dimanche 24 et le lundi 25 novembre 1912. En même temps et par une conséquence logique, le renvoi du Congrès de Vienne à 1914 était accepté à peu près unanimement.

La proposition primitive de Vandervelde comportait la réunion d'une « *Conférence des Partis socialistes européens* ». Afin de donner à cette démonstration contre la guerre toute sa portée, Jaurès et Vaillant demandèrent et obtinrent que ce fut un Congrès proprement dit et non une simple conférence. Mais, en fait, convoqué à l'improviste dans le court délai de trois semaines, le Congrès de Bâle ne donnait pas aux organisations ouvrières et socialistes d'Amérique, pour ne pas parler des organisations d'Asie et d'Océanie, la possibilité matérielle de participer à ses travaux. Même la classe ouvrière et les organisations socialistes britanniques (auxquelles leur formalisme traditionnel et leur fonctionnement quelque peu lourd, ne permettent pas ces improvisations) furent très sommairement représentées à Bâle — quant au nombre des délégués du moins, car leur valeur représentative égalait celle des représentants du trade-unionisme et du socialisme anglais à Copenhague ou à Stuttgart.

Ce Congrès de Bâle restera, dans l'histoire du Socialisme, comme une des plus émouvantes et des plus harmonieuses manifestations de la puissance de l'Internationale.

A vrai dire, il fut non l'occasion de vastes controverses sur les grands problèmes de tactique qui se posent partout à la classe ouvrière organisée, comme les Congrès internationaux habituels, — mais essentiellement un Congrès démonstratif et qui fut la plus vigoureuse, la plus éclatante des démonstrations contre la guerre faite par les socialistes de toutes les nations, dont les gouvernants envisageaient froidement l'entr'égorgement. A la face des barbares, le Congrès affirmait la civilisation plus noble et plus haute du Socialisme.

Il y avait 555 délégués à ce Congrès, se décomposant ainsi : 75 pour l'Allemagne, dont 43 pour le Parti et 32 pour les Syndicats — les deux millions de syndiqués de la « Commis-

sion générale » ; 50 pour l'Autriche, dont un tiers pour les syndicats, le reste pour le Parti ; 32 de Belgique, dont 8 pour les syndicats ; 70 de Bohême, délégués de deux fractions « autonomistes » tchèques et « centralistes » et se partageant à peu près également en délégués des syndicats et de l'organisation politique ; 1 de Bosnie ; 3 de Bulgarie, dont 1 des syndicats ; 2 d'Espagne, délégués du Parti, mais porteur du « mandat moral » de la grande organisation syndicale, « l'Union générale des Travailleurs » ; 3 du Portugal ; 8 du Danemark, dont 4 des syndicats et 4 du Parti ; 2 de Finlande ; 8 de Suède, représentant le Parti et les syndicats ; 3 de Norvège, également délégués de l'organisation politique et économique du prolétariat ; 9 de Hollande, dont 3 des syndicats ; 3 du Luxembourg ; 11 d'Italie ; 20 de Russie, dont 10 du Parti social-démocrate, 8 du Parti socialiste-révolutionnaire et 2 des syndicats ; 50 de Suisse, dont 25 du Parti et 25 des syndicats ; enfin, 127 de France, représentant 70 Fédérations du Parti.

Le Congrès, dans sa séance d'ouverture du dimanche matin, se vit souhaiter la bienvenue par le citoyen Wullschleger, un des deux membres socialistes du gouvernement du canton de Bâle et aussi par l'ensemble des membres de ce gouvernement, qui, unanimement, salua le « noble but » d'action contre la guerre poursuivi par les congressistes.

Après lui, Anseele, président, au lieu et place de Vandervelde, que la maladie avait, pour la première fois, retenu loin d'un Congrès de l'Internationale, caractérisa en un fougueux et vigoureux discours l'objet du Congrès qui plaçait devant le monde le Socialisme international, comme le plus énergique et le plus décisif facteur de la paix universelle.

A — LE MEETING DE LA CATHÉDRALE

Il ne nous est pas possible ici de donner même une description sommaire de la manifestation grandiose, inoubliable, qui, l'après-midi, à travers les rues de la cité et surtout dans

l'antique et magnifique cathédrale, affirma la puissance et le rayonnement incomparable de l'idée socialiste. Aucun de ceux qui y ont assisté ne perdra jamais le souvenir de cette journée et des discours prononcés dans l'antique « Munster », par Blocker, président socialiste du gouvernement du canton, au nom des Bâlois; par Haase, député de Kœnigsberg, au nom de la Démocratie socialiste allemande; par Keir Hardie, membre de la Chambre des Communes, au nom du socialisme anglais; par Greulich, député de Zurich, au nom du socialisme suisse; par Sakazoff, député de Sofia, au nom du socialisme bulgare; par Victor Adler, député de Vienne, au nom de la Démocratie socialiste autrichienne; par Dascinsky, député de Cracovie, au nom du socialisme polonais; enfin par Jaurès, au nom de la France socialiste. Dix mille auditeurs entassés dans l'immense vaisseau, le chœur flamboyant de drapeaux rouges, le grand orgue répandant les notes puissantes de ses chants d'espoir sur une foule sur laquelle flotte non l'esprit de résignation, mais un esprit de révolte conscient et fécond. Puis les grandes voix de l'Internationale appelant l'Humanité à la lutte pour le plus noble idéal qui ait jamais fait battre des cœurs humains.

Le puissant, l'admirable orateur qui parla au nom de la Section française, sut trouver des accents adéquats au moment unique et jamais peut-être Jaurès n'atteignit à l'éloquence que lui inspira l'inscription de la cloche de Schiller « *Vivos voco, mortuos plango; fulgura frango* ».

J'appelle les vivants pour qu'ils se défendent contre le monstre qui apparaît à l'horizon; *je pleure sur les morts* innombrables couchés là-bas vers l'Orient et dont la puanteur arrive jusqu'à nous comme un remords; *je briserai les foudres* de la guerre qui menacent dans les nuées.

Oui, j'ai entendu cette parole d'espérance. Mais cela ne suffit pas pour empêcher la guerre. Il faudra toute l'action concordante du prolétariat mondial.

B — LA RÉSOLUTION ACCEPTÉE UNANIMEMENT

Toute la soirée et une partie de la nuit, la Commission et le Bureau socialiste international siégèrent pour aboutir à un texte commun, qui put être adopté dans un mouvement unanime par les représentants des 8 millions de socialistes européens, unis dans un même effort contre le « monstre de la guerre». Ils y réussirent.

Et lundi matin, ce ne fut, jusqu'au vote de la résolution — présentée au Congrès par Jaurès, pour les pays de langue française, par Victor Adler, pour les pays de langue allemande ; par Keir Hardie, pour les pays anglo-saxons — qu'un défilé d'orateurs apportant leurs adhésions : Haase, pour l'Allemagne ; Sukup, pour les Tchèques ; Troelstra, au nom des petites nationalités de Belgique, Hollande, Suisse, Finlande, Norvège, Suède, Danemark ; Clara Zetkin, au nom des 100,000 femmes socialistes organisées ; Sakazoff, au nom des Bulgares ; E. Vaillant, au nom de la Section française ; Agnini, au nom des trois nations latines : Espagne, Portugal, Italie, éloquemment traduit en allemand, français et anglais par la citoyenne Balabanoff.

Et le vote a lieu. Le vétéran suisse Greulich met la résolution aux voix.

Pour donner plus de solennité au vote, il invite tous les délégués à se lever s'ils sont en faveur de la motion. En un mouvement unanime, grandiose, tout le Congrès — vingt races et vingt nations confondues — se lève pour pour affirmer sa volonté de lutter contre la guerre.

Des applaudissements frénétiques éclatent de tous les côtés ; dans les tribunes qui sont bondées d'auditeurs, s'élèvent des « hourrahs ».

C'est une minute d'émotion indescriptible.

Les Belges entonnent la première mesure de l'*Internationale*, les Français la reprennent, et c'est bientôt le Congrès tout entier qui s'associe au refrain.

Greulich constate que l'Internationale est unanime à proclamer qu'elle emploiera tous les moyens pour empêcher la guerre.

Les acclamations redoublent, l'émotion est à peine calmée que Greulich donne la parole à Bebel.

Le « grand vieillard » de l'Internationale, accueilli par une ovation formidable, dit la haute signification, l'affirmation sans égale que ce Congrès apportait de la puissance du socialisme universel. Et pour terminer, Greulich, dans un très beau mouvement oratoire, revenant sur l'évocation des paroles de Schiller, faites par Jaurès, la veille à la cathédrale, rappelle à son tour l'admirable symphonie de Bach sur la résurrection :

Je n'en ai compris pleinement le sens, dit-il, que du jour où j'ai été socialiste. La résurrection pour nous, c'est l'appel à la vie socialiste des millions et des millions de prolétaires, qui sont encore loin de nous dans l'obscurité et l'esclavage.

Et il termine par ce cri qu'il répète en français, en anglais, en allemand et qui avait été le mot d'ordre et la raison du *nous, c'est la lumière!* »

C — LA RÉSOLUTION DE BALE

La résolution votée par l'Internationale à Bâle, au lieu de se borner comme généralement on le fait dans les motions de Congrès à quelques formules, s'est efforcée de préciser toute la politique internationale du prolétariat européen à l'heure actuelle. Et c'est un fait remarquable et qui, en dehors même de nos rangs, ne manquera pas de frapper tous les esprits impartiaux, qu'en entrant dans de semblables détails, sur tant de problèmes internationaux, qui mettent aux prises dans une lutte farouche gouvernants et Etats bourgeois, les socialistes de toute l'Europe aient pu si aisément et si complètement réaliser leur entente.

Voici in-extenso cet important document :

L'Internationale a formulé dans ses Congrès de Stuttgart et de Copenhague les règles d'action du prolétariat de tous les pays pour

la lutte contre la guerre: « Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir pour la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements, avec l'aide du Bureau socialiste international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraîtront le mieux appropriés, et qui varient naturellement, selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est leur devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste ».

Plus que jamais, les événements font une loi au prolétariat international de donner à son action concertée toute la vigueur et l'énergie possibles; d'une part, la folie universelle des armements, en aggravant la cherté de la vie, a exaspéré les antagonismes de classe et créé dans la classe ouvrière un intolérable malaise.

Elle veut mettre un terme à ce régime de panique et de gaspillage; d'autre part, les menaces de guerre qui reviennent périodiquement sont de plus en plus révoltantes; les grands peuples européens sont constamment sur le point d'être jetés les uns contre les autres sans qu'on puisse couvrir ces attentats contre l'humanité et contre la raison du moindre prétexte d'intérêt national.

La crise des Balkans, qui a déjà causé tant de désastres, deviendrait, en se généralisant, le plus effroyable danger pour la civilisation et pour le prolétariat.

Elle serait, en même temps, un des plus grands scandales de l'histoire, par la disproportion entre l'immensité de la catastrophe et la futilité des intérêts qu'on invoque.

L'UNANIMITÉ OUVRIÈRE ET SOCIALISTE

C'est donc avec joie que le Congrès constate la pleine unanimité des partis socialistes et des syndicats de tous les pays dans la guerre contre la guerre.

Partout les prolétaires se sont élevés en même temps contre l'impérialisme.

Chaque section de l'Internationale a opposé au gouvernement de son pays la résistance du prolétariat, et mis en mouvement l'opinion publique de sa nation contre les fantaisies guerrières.

Ainsi s'est affirmée une grandiose coopération des ouvriers de tous les pays, qui a déjà contribué beaucoup à sauver la paix du monde menacée.

La peur des classes dirigeantes devant une révolution prolétarienne qui serait la suite d'une guerre universelle a été une garantie essentielle de la paix.

Le Congrès demande aux partis socialistes de continuer vigoureusement leur action par tous les moyens qui leur paraîtront appropriés. Pour cette action commune, il assigne à chaque parti socialiste sa tâche particulière.

AUX SOCIALISTES DES BALKANS

Les socialistes des Balkans devront s'opposer au renouvellement des anciennes inimitiés.

Les partis socialistes de la péninsule des Balkans ont une lourde tâche.

Les grandes puissances de l'Europe ont contribué, par l'ajournement systématique de toutes les réformes, à créer, en Turquie, un désordre économique et politique et une surexcitation des passions nationales qui devait conduire nécessairement à la révolte et à la guerre contre l'exploitation de cet état de choses par les dynasties et par les classes bourgeoises.

Les socialistes des Balkans ont dressé avec un héroïque courage les revendications d'une Fédération démocratique. Le Congrès leur demande de persévérer dans leur admirable attitude. Il compte que la démocratie socialiste des Balkans mettra tout en œuvre, après la guerre, pour empêcher que les résultats conquis au prix de si terribles sacrifices soient confisqués et détournés par les dynasties, par le militarisme, par une bourgeoisie balkanique avide d'expansion.

Le Congrès demande particulièrement aux socialistes des Balkans de s'opposer avec force, non seulement au renouvellement des anciennes inimitiés entre Serbes, Bulgares, Roumains et Grecs, mais à toute oppression des peuples balkaniques qui se trouvent à cette heure dans un autre camp : les Turcs et les Albanais.

L'AUTONOMIE DE L'ALBANIE ET DE LA SERBIE

Les socialistes des Balkans ont le devoir de combattre toutes violences faites aux droits de ces peuples, et d'affirmer contre le chauvinisme et les passions nationales déchaînées la fraternité de tous les peuples des Balkans, y compris les Albanais, les Turcs et les Roumains.

Les socialistes d'Autriche, de Hongrie, de Croatie, de Slavonie,

de Bosnie et d'Herzégovine ont le devoir de continuer de toutes leurs forces leur opposition énergique à toute attaque de la monarchie du Danube contre la Serbie.

C'est leur devoir de résister comme ils l'ont fait jusqu'ici à la politique qui tend à dépouiller la Serbie, par la force des armes, des résultats de son effort pour la transformer en une colonie autrichienne et, pour des intérêts dynastiques, à impliquer les peuples de l'Autriche-Hongrie, et avec eux toutes les nations de l'Europe, dans les plus graves périls.

Les socialistes d'Autriche-Hongrie doivent lutter aussi dans l'avenir pour que les fractions des peuples sud-slaves, dominés maintenant par la maison des Habsbourg, obtiennent à l'intérieur même de la monarchie austro-hongroise le droit de se gouverner eux-mêmes démocratiquement.

Les socialistes d'Autriche-Hongrie comme les socialistes d'Italie donneront une attention particulière à la question albanaise. Le Congrès reconnaît le droit du peuple albanais à l'autonomie, mais il n'entend pas que, sous prétexte d'autonomie, l'Albanie soit sacrifiée aux ambitions austro-hongroises et italiennes.

Le Congrès voit là, non seulement un péril pour l'Albanie elle-même, mais encore dans un temps peu éloigné une menace pour la paix entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. C'est seulement comme membre autonome d'une Fédération démocratique des Balkans que l'Albanie peut mener vraiment une vie indépendante.

Le Congrès demande donc aux socialistes d'Autriche-Hongrie et d'Italie de combattre toute tentative de leur gouvernement d'envelopper l'Albanie dans leur sphère d'influence, il leur demande de continuer leurs efforts pour assurer des relations pacifiques entre l'Autriche et l'Italie.

CONTRE LE TSARISME

C'est avec une grande joie que le Congrès salue les grèves de protestation des ouvriers russes; il y voit une preuve que le prolétariat de Russie et de Pologne commence à se remettre des coups que la contre-révolution tsariste lui a portés.

Le Congrès voit dans cette action ouvrière la plus forte garantie contre les criminelles intrigues du tsarisme qui, après avoir écrasé dans le sang les peuples de son empire, après avoir infligé des trahisons nombreuses aux peuples des Balkans, livrés par lui à leurs ennemis, vacille maintenant entre la peur des suites qu'une

guerre aurait pour lui et la peur du mouvement nationaliste que lui-même a créé.

Quand donc, maintenant, le tsarisme s'essaie à paraître comme un libérateur des nations balkaniques, ce n'est que pour reconquérir, sous un hypocrite prétexte et par une injure sanglante, sa prépondérance dans les Balkans.

Le Congrès compte que la classe ouvrière des villes et des campagnes de Russie, de Finlande et de Pologne, usant de sa force accrue, déchirera ce voile de mensonges, s'opposera à une aventure guerrière du tsarisme, à toutes entreprises, soit sur l'Albanie, soit sur Constantinople, et concentrera toutes ses forces dans un nouveau combat de libération contre le despotisme tsariste.

Le tsarisme est l'espérance de toutes les puissances de réaction de l'Europe, le plus terrible ennemi de la démocratie européenne, comme il est le plus terrible ennemi du peuple russe. L'Internationale considère qu'amener sa chute est une de ses tâches principales.

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE, D'ALLEMAGNE ET D'ANGLETERRE

Mais la tâche la plus importante dans l'action internationale incombe aux travailleurs d'Allemagne, de France et d'Angleterre.

En ce moment, les travailleurs de ces pays doivent demander à leurs gouvernements de refuser tout secours à l'Autriche-Hongrie et à la Russie, de s'abstenir de toute immixtion dans les troubles balkaniques et de garder une neutralité absolue. Si, entre les trois grands pays qui guident la civilisation humaine, une guerre éclatait pour la querelle serbo-autrichienne au sujet d'un port, ce serait une criminelle folie. Les travailleurs d'Allemagne et de France n'acceptent pas que des traités secrets puissent jamais leur faire une obligation d'entrer dans le conflit des Balkans.

Si dans la suite, l'effondrement militaire de la Turquie ébranlait la puissance ottomane en Asie-Mineure, c'est le devoir des socialistes d'Angleterre, de France et d'Allemagne de s'opposer de toutes leurs forces à une politique de conquête en Asie-Mineure, qui mènerait droit à la guerre universelle.

Le Congrès considère comme le plus grand danger pour la paix de l'Europe l'hostilité artificiellement entretenue entre la Grande-Bretagne et l'empire allemand.

Il fallut les efforts de la classe ouvrière des deux pays pour

apaiser cet antagonisme. Il estime que le meilleur moyen à cet effet sera la conclusion d'un accord sur la limitation des armements navals et sur l'abolition du droit de prise maritime.

Le Congrès demande aux socialistes d'Angleterre et d'Allemagne leur propagande en vue de cet accord. L'apaisement des antagonismes entre l'Allemagne d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre, écarterait le plus grand péril pour la paix du monde.

Il ébranlerait la puissance du tsarisme qui exploite cet antagonisme, il rendrait impossible toute attaque de l'Autriche contre la Serbie, et il assurerait la paix universelle; tous les efforts de l'Internationale doivent tendre vers ce but.

SOMMATIONS AUX GOUVERNEMENTS

Le Congrès constate que toute l'Internationale socialiste est unie sur ces idées essentielles de la politique extérieure.

Il demande aux travailleurs de tous les pays d'opposer à l'impérialisme capitaliste la force de la solidarité internationale du prolétariat; il avertit les classes dirigeantes de tous les pays de ne pas accroître encore par des actions de guerre la misère infligée aux masses par le mode de production capitaliste. Il demande, il exige la paix.

Que les gouvernements sachent bien que dans l'état actuel de l'Europe et dans la disposition d'esprit de la classe ouvrière, ils ne pourraient, sans péril pour eux-mêmes, déchaîner la guerre.

Qu'ils se souviennent que la guerre franco-allemande a provoqué l'explosion révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japonaise a mis en mouvement les forces de révolution des peuples de la Russie; qu'ils se souviennent que le malaise provoqué par la surenchère des dépenses militaires et navales a donné aux conflits sociaux en Angleterre et sur le continent une acuité inaccoutumée et déchaîné des grèves formidables.

Ils seraient fous s'ils ne sentaient pas que la seule idée d'une guerre monstrueuse soulève l'indignation et la colère du prolétariat de tous les pays.

Les travailleurs considèrent comme un crime de tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties ou les combinaisons des traités secrets.

Si les gouvernements, supprimant toute possibilité d'évolution régulière, acculent le prolétariat de toute l'Europe à des résolutions désespérées, c'est eux qui porteront toute la responsabilité de la crise provoquée par eux.

LA MISSION HISTORIQUE DU PROLÉTARIAT INTERNATIONAL

L'Internationale redoublera d'efforts pour prévenir la guerre par sa propagande toujours plus intense, par sa protestation toujours plus ferme.

Le Congrès charge à cet effet le Bureau socialiste international de suivre les événements avec un redoublement d'attention et de maintenir, quoi qu'il advienne, les communications et les liens entre les partis prolétariens de tous les pays.

Le prolétariat a conscience que c'est sur lui que repose à cette heure tout l'avenir de l'humanité et il emploiera toute son énergie pour empêcher l'anéantissement de la fleur de tous les peuples menacés de toutes les horreurs des massacres énormes, de la famine et de la peste.

Le Congrès fait appel à vous tous, prolétaires et socialistes de tous les pays, pour que, dans cette heure décisive, vous fassiez entendre votre voix et affirmiez votre volonté sous toutes les formes et partout.

Elevez de toute votre force votre protestation unanime dans les Parlements; unissez-vous dans des manifestations et actions de masses, utilisez tous les moyens que l'organisation et la force du prolétariat met entre vos mains, de telle sorte que les gouvernements sentent constamment devant eux la volonté attentive et agissante d'une classe ouvrière résolue à la paix.

Opposez ainsi au monde capitaliste de l'exploitation et du meurtre les masses du monde prolétarien de la paix et de l'Union des peuples.

DEUXIÈME PARTIE

LE BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

CHAPITRE PREMIER

LE BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

I. — La constitution de l'organisme central.

Nous avons vu comment l'Internationale ouvrière et socialiste reconstituée en fait au Congrès de Paris en 1889, s'était, pour la première fois depuis la fin de la vieille Internationale, redonnée un organisme central, au deuxième Congrès de Paris en 1900.

Voici en quels termes ce Congrès de 1900 formulait sa décision :

Le Congrès Internationai socialiste de Paris, considérant

Qu'il importe aux congrès internationaux destinés à devenir le Parlement du prolétariat de prendre les résolutions qui guideront le prolétariat dans sa lutte de délivrance.

.. ..

En même temps, le Congrès de Paris fixait à *Bruxelles* le siège du Comité permanent et du secrétariat général. Il avait choisi le Parti ouvrier belge et la magnifique Maison du Peuple de sa capitale, pour en faire le centre de la nouvelle Internationale. Evidemment, d'abord, parce que placés dans un pays qui jouissait de larges libertés politiques et où on

Maison du Peuple de Bruxelles. — Vue générale.

pouvait escompter pour l'organisme nouveau une sécurité de mouvements qu'on n'aurait pu rencontrer ni en Allemagne ou en Autriche, ni même en France — encore qu'elle fut une République « démocratique » et que la Belgique fut une monarchie, et une monarchie où depuis près d'un quart de siècle, les conservateurs catholiques sont au pouvoir. Mais les mœurs de liberté, les traditions nationales de la Belgique compensaient amplement cet inconvénient. Et l'avenir montra que le Congrès de Paris ne s'était pas trompé à cet égard, le Bureau international ayant toujours pu évoluer en toute liberté à Bruxelles.

D'autre part, le Congrès de Paris s'était évidemment préoccupé entre les trois grandes nationalités socialistes principales, l'Allemagne, la France et l'Angleterre, de faire choix d'un pays neutre et d'un Parti socialiste capable de jouer avec efficacité le rôle de centre et de lien, parce que participant à la fois de la culture française et de la culture germanique.

A ce point de vue encore, le choix de la Belgique et de Bruxelles fut excellent.

II. — Le Secrétariat et le Comité exécutif.

Décidé en principe dès le Congrès de Londres en 1896, constitué en fait seulement après le Congrès de Paris en 1900, le Bureau socialiste international passa par une première période de tâtonnements et ne commence vraiment à fonctionner avec efficacité qu'après le Congrès d'Amsterdam en 1904.

Ainsi que l'avait décidé le Congrès de Paris, il comprenait premièrement un *Secrétariat*. Le premier titulaire fut le citoyen Serwy, le dévoué militant de la coopération socialiste belge, qui remplit avec beaucoup de dévouement ses fonctions pendant la période difficile des commencements. A partir du début de 1905, il fut remplacé par le citoyen Camille Huysmans, qui depuis sept années s'est donné tout entier à son absorbante tâche, encore qu'il soit en même temps un des principaux militants du Parti Ouvrier belge, qui depuis 1908, en a fait un des députés de Bruxelles.

HUYSMANS

Huysmans, grâce à sa connaissance de l'allemand, de l'anglais, du français, de la plupart des langues germaniques, de l'italien et de l'espagnol, a pu entrer plus directement en contact avec les différents partis socialistes du monde entier et approfondir leurs conceptions et leurs conditions particulières de lutte et de développement.

Le secrétariat international, sous sa direction, s'est graduellement accru des organes nécessaires à son bon fonctionnement. Il comprend à l'heure actuelle plusieurs employés, qui dans une vaste salle de la Maison du Peuple, tiennent à jour la nombreuse correspondance avec toutes les parties du monde. Il a méthodiquement constitué des archives, comprenant les collections des principaux journaux socialistes quotidiens et hebdomadaires de tous les pays. Il a créé une *bibliothèque*, qui comprend notamment le stock important de documents et de livres laissés par César de Paepe. Il s'est, d'autre part, préoccupé de réunir les archives de la première Internationale, qui, ainsi que nous l'avons indiqué, avaient été confiées, après le dernier Congrès de Philadelphie, en 1896, aux vieux militants Sorge et Speyer pour être transmis à l'Internationale nouvelle.

Le secrétariat, d'autre part, publie méthodiquement en de forts volumes bourrés de renseignements, les rapports présentés aux différents Congrès d'Amsterdam, de Stuttgart et de Copenhague par les différents partis socialistes nationaux.

Le *Comité exécutif permanent* est composé, avec le Secrétaire, des délégués de la Belgique au Bureau socialiste international. Ce sont depuis de nombreuses années déjà : Emile Vandervelde, Edouard Anseele et Furnemont, comme délégué adjoint, pour le Groupe parlementaire. Le secrétariat et le Comité exécutif prennent fréquemment l'initiative de circulaires et de manifestes aux différentes sections de l'Internationale.

Bureau Socialiste International (1904).

III. — Les réunions plénières du Bureau.

Enfin, le *Bureau socialiste international* lui-même comprend les délégués de toutes les nations affiliées au mouvement.

Voici, d'après la dernière décision du Congrès de Stuttgart, les bases sur lesquelles il fonctionne :

Le Bureau Socialiste International, constitué sur la base de la représentation des sections nationales aux Congrès internationaux, continuera les fonctions de ceux-ci. Chaque section pourra envoyer au Bureau deux délégués mandatés. Les délégués peuvent se faire remplacer par des suppléants, mandatés par des partis affiliés. Les secrétaires nationaux de la Commission inter-parlementaire auront qualité de *délégué adjoint* au Bureau Socialiste International et pourront, en cette qualité, assister aux réunions du B. S. I.

On voit que, par conséquent, contrairement à ce qui existe pour les Congrès internationaux, on n'a pas établi jusqu'ici de proportionnalité dans la représentation des différentes nations au B. S. I. où chaque Parti a indifféremment deux délégués, un délégué adjoint et un ou deux suppléants.

Voici la liste des délégués actuels du B. S. I. qui se réunit environ tous les 10 mois en moyenne :

ANGLETERRE :

Keir Hardie, député (Labour Party), à Londres.
H. Quelch (parti socialiste britannique), à Londres.
Ramsay Mac Donald, député (Groupe parlementaire), à Londres.
Bruce Glasier, suppléant, à Londres.

ALLEMAGNE :

Bebel, député, à Berlin.
Kautsky, à Berlin.
Molkenbuhr, député (Groupe parlementaire), à Berlin.
Haase, député, suppléant.

AUTRICHE :

Victor Adler, député, à Vienne.
Skaret, secrétaire du Parti, à Vienne.
Pernerstorfer, député (Groupe parlementaire).

BOHEME :

A.-B. Kolar, secrétaire du Parti, à Prague.
Anton Nemec, député.
Skaret, député (Groupe parlementaire).

HONGRIE :

Jacob Weltner, à Budapest.
Vilim Buksey, à Budapest.
Desideer Bokanyi, suppléant, à Budapest.

BOSNIE et HERZEGOVINE :

Branko Hirsafovic, secrétaire du Parti, à Sarajevo.
Sreten Jaksic, à Sarajevo.

FRANCE :

Jean Jaurès, député, à Paris.
Edouard Vaillant, député, à Paris.
Jules Guesde, député, à Paris.
Marcel Sembat, député (Groupe parlementaire).
Jean Longuet et *Angèle Roussel*, suppléants.

ITALIE :

Angelica Balabanoff, à Teri.
Lazzari, secrétaire du Parti, à Milan.
G. Agnini, député (Groupe parlementaire), à Modène

Bureau du Secrétariat du Bureau Socialiste International de Bruxelles.

ESPAGNE :

Francisco Mora, Madrid.
Pablo Iglesias, député, Madrid.

RUSSIE :

G. Plekhanoff, à Genève.
E. Roubanovitch, à Paris.
Progrovsky, député (Groupe parlementaire), à Saint-Pétersbourg.
Lenime, suppléant.

FINLANDE :

Walpas, député, à Helsingfors.
Kunsinen, député, à Helsingfors.
Vaino Tanner, député (Groupe parlementaire), à Helsingfors.

POLOGNE :

Diamand, député, à Lemberg.
Rosa Luxembourg, à Berlin.

NORVÈGE :

J. Vidnes, à Christiania.
E. Nissen, à Christiania.
Magnus Nilssen, député (Groupe parlementaire).

SUÈDE :

E. Soderberg, secrétaire du Parti, à Stockholm.
F. Strom, député, à Stockholm.
H. Branting, député (Groupe parlementaire).

DANEMARK :

C. Madsen, à Copenhague.
Stauning, député (Groupe parlementaire).

HOLLANDE :

H. Van Kol, à La Haye.
P. Troelstra, député, à La Haye.
Ter Laan, député (Groupe parlementaire), à Sevenin-gen.

SUISSE :

Fœhndrich, à Zurich.
Karl Moor, à Berne.
H. Greulich, député (Groupe parlementaire), à Zurich.

TURQUIE :

Nahum (sous-section turque).
Varandian (sous-section arménienne).

SERBIE :

D. Popovitch, secrétaire du Parti à Belgrade.
R. Pavlovitch, secrétaire des syndicats, à Belgrade.
Katzlerowitsch, député (Groupe parlementaire).

BULGARIE :

Sakasoff, député,à Sofia (fraction des « Larges »).
Kyrkoff (fraction des « Etroits »).

ROUMANIE :

J.-C. Fremu, à Bucarest.
Ch. Racowsky, à Mangalia (Roumanie).

ETATS-UNIS :

Kate Richards O'Hare, à Saint-Louis.
Daniel de Leon, à New-York.
Victor Berger, député, à Milwaukee.

ARGENTINE :

Manuel Ugarte, à Buenos-Ayres.
E. Dickmann.
Dr Justo, député, à Buenos-Ayres.
Emile Dumas, suppléant, à Paris.

Les ressources du Bureau international sont constituées par les cotisations des différents partis affiliés. Elles sont de 2,500 francs par an pour chacun des grands pays ayant droit à 20 voix dans les Congrès et pour les autres pays proportionnées à l'importance de leur représentation.

IV. — La Commission interparlementaire.

A côté du B. S. I. a été constituée en 1904, la *Commission socialiste interparlementaire,* se composant d'un délégué par nation. Le principe en avait été voté dès le Congrès de Londres, en 1896, sur une proposition d'Edouard Vaillant, lui donnant pour but « d'uniformiser le travail parlementaire dans tous les pays » et d'après le Congrès de Paris en 1900 « de faciliter une action commune sur les grandes questions politiques et économiques internationales ».

Chaque groupe parlementaire socialiste doit par correspondance et documents tenir la Commission interparlementaire au courant de ses travaux et, en particulier, lui faire parvenir tous les projets de loi déposés par ses membres.

La Commission interparlementaire a tenu plusieurs conférences à la veille ou au cours des Congrès internationaux, la dernière eut lieu à Stuttgart. Cet organisme ne paraît pas, à l'heure actuelle, rendre au mouvement tous les services qu'on en pourrait attendre.

V. — L'Organisation des Congrès.

Le bureau socialiste international, mandaté par les différents Congrès, a établi le règlement de ses grandes assises internationales de la « Catholicité socialiste », que sont les Congrès socialistes internationaux. Il est facile de comprendre combien est important et délicat le parfait fonctionnement d'aussi vastes assemblées d'hommes appartenant aux races les plus diverses et parlant 15 à 20 langues différentes. Ce n'est que lentement et en passant par des épreuves souvent pénibles, ainsi qu'on vient de le voir par le bref historique que nous en avons donné, que les Congrès socialistes internationaux sont parvenus « de l'inorganique à l'organique » et de la confusion et du désordre des premières assemblées à la magnifique harmonie dont les vastes réunions de Stuttgart, Copenhague et Bâle nous ont donné le réconfortant spectacle.

Sur la question de l'admission si âprement et si violemment débattue dans les quatre premiers Congrès, aucune difficulté ne se présente plus. Les pseudo socialistes non groupés sur le terrain de la lutte des classes, aussi bien que les anarchistes adversaires de l'action politique ont compris qu'il n'y avait plus place ni pour les uns, ni pour les autres, dans les Congrès de l'Internationale et ils ne tentent même plus d'y pénétrer.

Aussi les travaux des Commissions de vérification des mandats jadis pénibles, violents et tumultueux ne sont-ils presque plus maintenant que l'accomplissement d'une formalité. Leur fonction se borne à enregistrer la présence des représentants des grands partis politiques prolétariens des Deux-Mondes et des délégués de tous les grands syndicats ouvriers (à l'exception de ceux de la France et des États-Unis).

Pour le « mode de votation » les âpres controverses sur l'inégalité de la valeur représentative des différents pays soulevées par les antiparlementaires, lors du Congrès de Lon-

Bureau du Secrétariat du Bureau Socialiste International de Bruxelles.

dres, et les « réformistes » après le Congrès d'Amsterdam, ont perdu leur raison d'être depuis par le Congrès de Stuttgart, qui a établi un système de représentation proportionnelle approximatif.

Voici comment il répartit les voix :

20 voix aux 5 Sections d'Allemagne, d'Autriche-Bohême, de France, d'Angleterre et de Russie.

15 voix à la Section d'Italie.

14 voix à la Section des Etats-Unis.

12 voix aux 2 sections de Belgique et de Suède.

10 voix aux 3 Sections de Danemark, Pologne et Suisse.

8 voix aux 3 Sections de Finlande, Hongrie-Croatie et Hollande.

6 voix aux 2 Sections de Norvège et d'Espagne.

5 voix à la Section de Turquie-Arménie.

4 voix aux 4 Sections de l'Argentine, de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Serbie.

2 voix à la Bosnie-Herzégovine et au Luxembourg.

Pour les répartitions de voix à l'Australie, au Canada, le problème est actuellement pendant, en raison des controverses soulevées par les demandes d'adhésions d'organisations antagonistes de ces grandes communautés anglo-saxonnes. Les persécutions gouvernementales ont empêché ces temps derniers le socialisme japonais d'assurer sa représentation.

On s'est efforcé, dans cette répartition des voix, de tenir compte du nombre des membres cotisants du Parti, du chiffre des habitants du pays, de l'importance de la nationalité, de la force de l'organisation syndicale et coopérative et de la puissance politique du Parti (résolution de Stuttgart.)

Le vote a lieu habituellement par têtes. Mais chaque fois que le vote par nationalités est demandé au moins par trois sections de l'Internationale, il doit avoir lieu sous cette forme.

Les Congrès de l'Internationale ont trois langues officielles : l'*allemand*, le *français* et l'*anglais*. Après que chaque discours

a été prononcé dans l'une de ces trois langues, il est aussitôt après traduit dans les deux autres. Exceptionnellement, des militants espagnols ou italiens prononcent leurs discours dans leur langue, ce qui oblige alors à trois traductions au lieu de deux. Les délégués russes ou polonais parlent presque toujours soit le français, soit l'allemand. De même les Bulgares, les Serbes, les Arméniens, les Turcs. Les Scandinaves parlent l'allemand et les Japonais généralement l'anglais.

Les traducteurs sont des militants éprouvés, désignés par la confiance du B. S. I. Quelques-uns sont célèbres par les longs services qu'ils ont ainsi rendu dans les Congrès internationaux depuis quinze ou vingt ans. Citons parmi ces camarades l'Anglais Adolph Smith ; parmi les Allemands, Clara Zetkin et Grumbach ; parmi les Belges, De Man et Huysmans ; parmi les Russes et les Polonais, Rosa Luxembourg et A. Balabanoff ; parmi les Suisses, Jean Sigg.

KARL MARX (1861).

TROISIÈME PARTIE

LE MOUVEMENT SOCIALISTE INTERNATIONAL

CHAPITRE PREMIER

LE PARTI OUVRIER BELGE

Pour celui qui étudie l'évolution et les phases essentielles de l'histoire du socialisme belge, un fait apparaît tout de suite caractéristique.

Ce grand parti prolétarien réalise peut-être plus étroitement que n'importe lequel des partis socialistes internationaux, non seulement l'union, mais la fusion complète des organismes politiques et économiques de la classe ouvrière — Parti, Syndicats et Coopératives. Il est un grand organisme économique presque autant qu'un parti purement politique. Syndicats, Coopératives, Mutualités y adhèrent directement et leurs préoccupations forment nécessairement une importante partie de ses préoccupations.

Et en même temps, toute la vie politique de ce parti tourne autour d'un même objet, toutes ses luttes décisives depuis 27 ans ont un même but fondamental : la conquête des droits politiques, par dessus tout du suffrage universel, toujours refusé aux travailleurs par une bourgeoisie extrêmement orgueilleuse et âpre au gain, décidée dans sa majorité conservatrice à maintenir avec une incroyable obstination ses privilèges politiques de classe, même s'il lui faut pour cela verser à flots le sang ouvrier.

Elle masque d'ailleurs ses préoccupations purement économiques d'un prétexte idéologique : elle s'intitule catholique encore que ces chefs soient souvent indifférents à toute croyance. Mais ainsi elle peut s'appuyer sur la partie fanatique et ignorante du pays ; sur les provinces flamandes où ne

s'est à peine fait sentir l'influence anticléricale de la culture française.

Combinant périodiquement son action pour la conquête des libertés politiques avec la fraction libérale de la bourgeoisie belge, la moins nombreuse, qui se trouve surtout dans le pays wallon et la ville de Bruxelles, le Parti Ouvrier belge n'en a pas moins toujours maintenu, en face du parti libéral, son autonomie absolue de parti de classe, avec ses institutions propres. Acharné à la conquête des libertés politiques depuis près d'un demi-siècle, il a néanmoins donné le meilleur de son effort quotidien à ses institutions économiques.

Section I

HISTORIQUE DU MOUVEMENT

I. — Les origines.

Le Parti Ouvrier a été fondé à Bruxelles le 9 avril 1885. Mais le socialisme a naturellement une origine beaucoup plus ancienne en Belgique. Parmi les premières organisations prolétariennes, on cite la Société des Tisserands de Gand, fondée en 1857, qui devait constituer en 1867, la Section gantoise de l'Internationale et treize ans plus tard, jeter les fondements de la grande coopérative, le « Vooruit ».

A partir de 1868, un assez grand nombre de sections de l'Internationale se constituent et les grèves se multiplient de 1871 à 1873.

Le leader du mouvement à cette époque, son véritable fondateur, est le doux et généreux idéaliste César de Paepe, sociologue aux conceptions un peu nuageuses, mais à l'âme noble et désintéressée, véritable figure d'apôtre. Ouvrier typographe, il parvint, tout en gagnant sa vie, à poursuivre et à

achever ses études médicales et à devenir l'idéal « médecin des pauvres ». Il fut pour le socialisme belge le plus infatigable des vulgarisateurs et par sa personne le lien vivant entre les éléments « intellectuels » et les « manuels » du mouvement. Dans l'Internationale, de Paepe poursuit la généreuse chimère de concilier les marxistes et les bakouninistes. Il amène au mouvement des intellectuels distingués : Hector Denis et Guillaume Greef, très imbus des idées proudhoniennes, qui sont aujourd'hui vétérants du Parti, savants réputés, professeurs à l'Université de Bruxelles.

Cæsar de Paepe
Fondateur du Socialisme belge

En 1876, s'était constitué à Gand, sous l'influence de Edouard Anseele, l'admirable tribun flamand, et du regretté Van Beveren, un « Parti Ouvrier socialiste flamand », tandis que vers la même époque, les Bruxellois fondaient un « Parti socialiste brabançon ». En 1879, les deux organismes fusionnaient. Ils adoptaient le titre de « Parti socialiste belge ». Ce n'était encore qu'une ébauche.

II. — Fondation du Parti Ouvrier.

C'est à partir de ce moment que le mouvement belge s'établit sur des bases permanentes : le mouvement coopératif socialiste date en effet de la fondation du « Vooruit », en 1880 à Gand, et l'agitation pour le suffrage universel commence à la même époque.

Mais cette première organisation laissait en dehors d'elle bien des groupements ouvriers, qui n'osaient se dire ouvertement socialistes. C'est ce que fit valoir avec force, dans le Congrès qui se tint le 5 avril 1885, à Bruxelles, l'énergique militant bruxellois qu'était Jean Volders. Il proposa la dénomination de *Parti Ouvrier*. Les Gantois, plus ardents, plus décidés, préféraient « Parti Socialiste ». Le titre proposé par les Bruxellois finit par l'emporter « d'autant plus facilement, écrit Vandervelde, que l'appellation choisie marquait nettement l'intention de créer un parti de classe ». César de Paepe se ralliait au nouveau titre en ces termes :

Parti Ouvrier, quoi de plus large, de plus précis et de plus simple à la fois? Q'ajouteraient les mots : socialiste, collectiviste, communiste, rationaliste, démocrate, républicain et autre épithètes limitatives? Qui dit Parti Ouvrier, dit parti de classe. Et dès que la classe ouvrière se constitue en parti, que voulez-vous qu'elle soit autre chose dans ses tendances et dans ses principes que socialiste et républicaine, (1).

Jean Volders

Il faut ajouter que le titre choisi était particulièrement bien approprié à un pays de grande industrie, couvert de mines, d'usines métallurgiques, de verreries, où la population ouvrière est extrêmement dense et où toute sa fraction consciente accepte dès le début la discipline des idées socialistes. En même temps d'ailleurs, le socialisme belge montrait qu'il n'était pas étroitement « manuéliste ». A une énorme majo-

(1) Lettre au Congrès de Louvain, en 1890.

rité, il repoussait une proposition qui ne fut plus jamais renouvelée depuis lors — tendant à en écarter les travailleurs intellectuels.

Beaucoup d'éléments ouvriers étaient encore en dehors du nouveau Parti Ouvrier. Dans le pays de Charleroi existaient un certain nombre d'unions professionnelles qui, chose curieuse, s'étaient, sous l'influence de camarades verriers ou mineurs ayant travaillé en Amérique, affiliées aux Chevaliers du Travail des Etats-Unis. Ils ne devaient adhérer qu'en 1895 au Parti. D'autres éléments, wallons également, dans le Borinage, de tradition blanquiste, avec les frères Defuisseaux, se séparaient, en 1887, du Parti, pour constituer un « Parti Socialiste Républicain » qui préconisait la grève générale immédiate pour la conquête de la République, accusant de tiédeur et de modérantisme les dirigeants du Parti Ouvrier et son organe le *Peuple*, de Bruxelles.

Cependant, au cours des années 1886 et 1887, celui-ci avait connu de dures épreuves. En juin, Anseele avait été condamné à 6 mois de prison pour avoir demandé aux soldats de ne pas tirer sur leurs frères ouvriers; Alfred Defuisseaux était, de son côté, condamné à 1 an de prison pour son « Catéchisme du Peuple », et à la suite d'une grève violente et tragique de verriers, leur organisateur, Falleur, était condamné à 15 ans de travaux forcés.

Vers la fin de 1888, le « Parti Socialiste Républicain » décidait la grève générale pour la conquête du suffrage universel et de la République, malgré l'opposition du Parti Ouvrier.

Bruxellois et Gantois reprochaient à Defuisseaux et à ses amis d'entraîner les ouvriers insuffisamment préparés dans de terribles aventures.

Quelques jours après, les leaders du Parti Républicain Socialiste, Georges Defuisseaux, Marville, Malengret étaient arrêtés et traduits pour « complot » devant la Cour d'assises du Hainaut. Le grand jour de l'audience mit en pleine lumière le rôle ignoble des agents provocateurs pour lesquels le révo-

lutionnarisme naïf des Borains avait été un excellent champ de culture. Le plus célèbre de ces misérables instruments du pouvoir était le fameux Pourbaix, dont le nom est resté à jamais exécré dans la mémoire des ouvriers belges (1). Après de très belles plaidoiries des deux grands avocats de la gauche, Paul Janson et Edmond Picard, tous les inculpés étaient acquittés. Mais la leçon avait porté. « Les impatients et les exaltés apprirent à se méfier de ceux qui leur conseillaient de chimériques coups de force ». D'autre part, il apparut qu'en Belgique, encore moins qu'ailleurs, il n'y avait place pour deux partis socialistes.

Le 6e Congrès du Parti Ouvrier belge, tenu à Louvain, en avril 1890, constate la rentrée au bercail de tous les membres de l'ancien Parti socialiste républicain. Et le père du mouvement, César de Paepe, sur sa fin, envoyait au Congrès, de son lit de mort, ces observations profondes :

Permettez à un vieux socialiste sur la brèche depuis plus de trente-trois ans, et qui a déjà vu tant de hauts et de bas, de vous donner un conseil : celui de viser avant tout, dans toutes vos délibérations et résolutions à maintenir parmi les différentes fractions du Parti et les diverses tendances plus ou mois accentuées ou modérées, l'union la plus étroite possible et éviter même tout ce qui pourrait constituer un soupçon de division pour l'avenir.

Jamais conseils ne furent aussi religieusement suivis.

III. — La première lutte pour la réforme électorale.

En 1890, le Parti était donc définitivement constitué. Trois ans plus tard, il recueillera encore l'adhésion de la gauche du « Parti progressiste » ou radical-socialiste, le groupe d'étu-

(1) Le premier ministre belge était alors M. Bernaert et cet épisode honteux est certes une tache ineffaçable dans la carrière de cet homme politique qui est cependant un des esprits les plus distingués et sans doute le plus remarquable des hommes d'Etat belges.

diants, avocats et professeurs, originaires de familles aisées de la capitale qui comprend Furnémont, Grimard, Max Hallet, La Fontaine. Un apport de forces intellectuelles, plus important encore, fut fait au mouvement par le Cercle des Etudiants et anciens Etudiants socialistes de Bruxelles, constitué dès 1891 et auquel appartiennent, dès l'origine, Emile Vandervelde et Louis de Brouckère, deux militants aujourd'hui universellement estimés, sortis l'un et l'autre de la haute bourgeoisie bruxelloise et dont la science et la culture socialiste n'ont d'égale que la conviction et le dévouement à la cause prolétarienne.

C'est à partir de cette époque que le Parti Ouvrier apparaît sur la scène politique comme un facteur décisif de la vie nationale. Le système censitaire qui prive de tous droits politiques l'immense majorité de la population ouvrière avait jusqu'alors mis le socialisme dans l'impossibilité de s'affirmer autrement que dans des manifestations électorales sans portée et sans résultats. Aussi commence-t-il une agitation vigoureuse pour la *revision*, pour le suffrage universel. Le 10 août 1890, la démonstration nationale organisée à Bruxelles réunit 75,000 manifestants. L'agitation se continue intense, sur tout le pays.

Le 5 mai 1891, le Congrès réuni à Bruxelles, sous la présidence de Léon Defuisseaux, décidait à l'unanimité que le prolétariat belge ferait la *grève générale* pour conquérir ses droits politiques. C'était la première fois que des travailleurs recouraient à ce puissant moyen d'action. On réservait la date. Le 1er Mai, cent mille mineurs du Borinage n'attendaient pas le signal convenu, proclamaient la grève. Le mouvement n'aboutit pas et pendant deux ans encore le gouvernement s'efforça d'ajourner la réforme. Cependant, la pression de la classe ouvrière se faisait sentir de plus en plus fortement sur les dirigeants.

Toute la presse discutait les différents systèmes électoraux. C'est alors qu'on commença à proposer la Représentation

proportionnelle, dont la Belgique devait faire la première l'expérience. Dès son Congrès de Namur, tenu les 29 et 30 mai 1892, le Parti Ouvrier se prononçait en faveur de la R. P. qui, par conséquent, n'a pas été, en Belgique, comme le disent souvent nos « arrondissementiers » une « invention cléricale ».

Cependant, la résistance des gouvernants continuait ; les socialistes se préparaient à nouveau et partout à la grève générale. Le 11 avril 1893, la Chambre repoussait par 115 voix contre 26 la proposition du député radical Janson, en faveur du suffrage universel.

Le lendemain, le Conseil général du Parti Ouvrier proclamait la grève générale ; quelques jours après, 300,000 ouvriers entraient dans la lutte. Des incidents graves se produisaient. A Mons, la situation devenait tragique et, finalement, les fusillades coûtaient la vie à 6 ouvriers ; à Gand, les bagarres et les charges de cavalerie se multipliaient. Dans cette même journée, la majorité capitulait — du moins partiellement. Elle donnait le droit de suffrage à tous les citoyens belges — mais « corrigé » par le système du *vote plural*, qui conférait deux voix aux pères de famille et trois voix aux électeurs riches. On ajournait la question de la R. P. Tout de même le progrès était énorme.

IV. — Les élections de 1894 et la R. P.

Le Parti Ouvrier, qui n'avait jusque-là aucun représentant au Parlement, engagea la bataille dans 20 arrondissements sur 26 que compte la Belgique. Il déploya une extraordinaire activité, donnant plus de 4,000 réunions, distribuant plus de deux millions de brochures. Il réunissait aux élections de septembre 1894, environ 300,000 suffrages, contre un million aux catholiques et 600,000 aux libéraux. Il faut ajouter que les votes de privilège doubles et triples étaient beaucoup plus

nombreux chez les deux partis bourgeois. Le Parti avait 27 élus, dont tous les principaux militants de ses organisations coopératives, syndicales et politiques : Anseele, Alfred et Léon Defuisseaux, Cavrot, Demblon, Hector Denis, Destrée, Furnemont, Marville, Pépin, Emile Vandervelde.

Devenu une grande force parlementaire, le socialisme belge n'en continuait pas moins son action sur tous les autres terrains : coopératif, syndical, mutualiste. La propagande antimilitariste de ses « Jeunes Gardes » se traduisait par la publication d'un journal, *Le Conscrit*, qui, en mars 1896, valait à de Brouckère et à Lekeu, pour des articles invitant les soldats à ne pas tirer sur leurs frères de misère, six mois du dur régime des geôles belges. Tandis que les élus luttaient pour les retraites ouvrières, la loi sur les accidents, l'assurance contre la maladie, la lutte se poursuivait toujours pour la conquête du suffrage universel pur et simple et contre le vote plural.

Jules Destrée
D'après une gravure d'Aug. Danse.

Aux élections de 1898, le Parti Ouvrier perdait en fin de compte un siège, mais ses 28 élus représentaient au moins 80.000 voix de plus que les élus de 1894.

C'est à partir de cette époque que se posa avec force en Belgique la question de la R. P. Les gouvernants cléricaux alarmés par les échecs qu'ils avaient subi du fait des coalitions des libéraux et des socialistes voulurent établir partout, à la place du scrutin de liste, le scrutin uninominal. Cependant, ils n'étaient pas unanimes. Il y avait chez eux des partisans

— à côté de beaucoup d'adversaires — de la R. P. Les socialistes déclaraient de leur côté ne pouvoir accepter la R. P. sans le suffrage universel pur et simple. Les socialistes borains étaient cependant opposés à la R. P. de toute manière.

Au Congrès de Louvain (1899), 219 voix furent accordées à l'ordre du jour erpéiste de Vandervelde, contre 45 à la motion majoritaire de Pépin.

Une vive agitation se produisit à nouveau dans le pays contre le projet du premier ministre clérical, Vandenpereboom, établissant la R. P. dans les grands arrondissements et maintenant le système majoritaire dans les circonscriptions élisant moins de six députés. Ce gouvernement dut démissionner devant les manifestations véhémentes de l'opinion. Celui de M. de Smet de Neyer, qui lui succéda, faisait voter, en décembre 1899, la R. P., mais en maintenant le vote plural exécré par les travailleurs, malgré la violente opposition des socialistes. En outre, le projet gouvernemental laissait subsister nombre de petites circonscriptions où la R. P. ne pouvait jouer — pour le plus grand profit des cléricaux. C'était néanmoins le triomphe d'un nouveau principe dans le droit public européen, fécond en résultats heureux. Les principes de la réforme pouvaient ainsi se résumer :

Les candidats étaient présentés au corps électoral dans un ordre déterminé par un nombre fixe de parrains (les partis politiques). L'électeur exprime son vote unique, en votant soit en tête de liste, ce qui équivaut à l'acceptation du classement fait par les partis, soit en marquant par son *vote de préférence*, le désir qu'il a de voir élire sur la liste de son parti plutôt tel candidat que tel autre placé avant par le parti lui-même. Les votes de listes et de préférence étant additionnés pour déterminer le chiffre électoral du parti. Ce chiffre est alors divisé par 2, 3, 4, 5 etc., et les mandats sont attribués aux plus forts quotients, jusqu'à épuisement des sièges à conférer.

Le Parti Ouvrier belge engagea la lutte avec une belle ardeur pour les élections de 1900, et il se préoccupa sur ses listes de placer en bon rang les candidats ouvriers manuels,

devant lesquels s'effacèrent des « millionnaires », tels que Grimard, etc. Le scrutin eut lieu le 27 mai. Sur 2,052,000 suffrages, les cléricaux en obtenaient 995,000 (avec 85 élus); les socialistes 467,000 (avec 32 élus), les libéraux 449,000 (avec 31 élus), les radicaux avancés 47,783 (avec 3 élus), les démocrates-chrétiens avaient 55,000 voix, mais éparpillées de telle sorte qu'ils n'avaient qu'un élu, le fondateur même de leur parti, le courageux abbé Daens, qui étaient alors, certes, l'homme le plus exécré des cléricaux.

Pendant que se déroulaient ces événements électoraux, la vie du Parti socialiste était aussi intense sur tous les terrains. La puissance de ses institutions économiques avait éclaté aux yeux émerveillés des socialistes de tous les pays, le 2 et 3 avril 1899, jour de l'inauguration de la magnifique *Maison du Peuple* de Bruxelles, qui allait être bientôt le siège du Bureau socialiste international.

V. — Les événements de 1902 et la période de recueillement.

Mais bientôt la bataille reprenait au Parlement et dans le pays contre le vote plural. Devant l'échec de la proposition de revision déposée par les socialistes, des troubles graves se produisirent à Bruxelles, dans le Hainaut, où plusieurs manifestants furent tués, les 10 et 11 avril 1912. A la suite de cette tuerie, le Parti proclamait, le 13 avril, *la grève générale*.

Plus de 300,000 travailleurs répondirent à son appel, désertant usines, chantiers, ateliers et fabriques; partout des démonstrations imposantes eurent lieu, mais toute l'agitation ouvrière se heurta à la ténacité des cléricaux, appuyé sur les masses somnolentes des Flandres, et la revision étant repoussée le 18 avril à la Chambre, par 84 voix cléricales contre 64 voix socialistes, libérales et démocrates-chrétiennes. Le 20 avril, le Conseil général décidait la reprise du travail.

Les élections générales pour le renouvellement d'une moitié

de la Chambre qui eurent lieu cette même année, et pour l'autre moitié en 1904, montrèrent que l'échec de son courageux effort de 1902 avait légèrement entamé les forces du Parti. De 33 il descendait à 28 élus, avec 463,000 voix, soit un recul d'environ 15,000 voix sur les chiffres additionnés de 1900 et de 1902, et une perte de cinq sièges.

Momentanément vaincu, le socialisme belge va se recueillir, tout en se remettant à son œuvre quotidienne et patiente d'organisation économique, d'éducation socialiste. De 1904 à 1912, il va poursuivre avec une admirable méthode le renforcement de ses institutions coopératives et surtout l'organisation syndicale de ses travailleurs, si nécessaire dans ce « pays des longues journées de travail et des bas salaires ». Il constituait dans son but son organisme central, sa *Commission syndicale* qui groupe, outre les syndicats directement adhérents au Parti, un certain nombre de Syndicats autonomes, mais reconnaissant et la lutte des classes et la nécessité de l'action politique.

Nous étudierons plus loin les résultats qu'ils ont dès maintenant obtenus.

En même temps, l'autre forme de l'organisation économique, celle dans laquelle le prolétariat belge a toujours excellé — la coopération socialiste — suivait un développement continu et consolidant ses institutions existantes, en créait sans cesse de nouvelles.

Petit à petit cependant, à chaque nouvelle élection, la majorité du parti conservateur-clérical décroissait. Elle descendait successivement à 12, à 8, à 6 voix. Tout permettait d'espérer que les élections de juin 1912 donneraient au Parti Ouvrier et aux libéraux coalisés, la majorité. A partir de 1910, on envisageait beaucoup chez les socialistes l'hypothèse d'une participation possible au pouvoir, conçue, il est vrai, non selon la détestable expérience française de Millerand et de ses imitateurs, mais comme une action de classe de délégués mandatés par le Parti lui-même dans le pouvoir central, n'y entrant qu'avec sa permission, soumis à son contrôle tant

qu'ils y demeureraient, en sortant le jour où il aurait jugé que l'expérience avait assez duré.

C'était la conception soutenue principalement par deux vieux militants ouvriers, Louis Bertrand, député de Bruxelles, et Anseele, député de Gand. Elle rencontrait comme opposant irréductible, Louis de Brouckère.

LOUIS BERTRAND

Photo Bertraud, Ixelles

LOUIS DE BROUCKÈRE

Photo E. Bauwens, Bruxelles

Au Congrès tenu en février 1910, à Bruxelles, le Parti déclarait, d'une part, qu'il :

mettait la classe ouvrière en garde contre les *dangers d'une politique qui, sous prétexte de bloc* ou de coalition anticléricale, *portait atteinte à l'indépendance du Parti Ouvrier;* attirait l'attention des militants sur la nécessité d'affirmer, en toutes circonstances, qu'au lendemain de la victoire des partis d'opposition, *le Parti Ouvrier gardera sa pleine et entière liberté d'action;* que sa politique sera ce qu'elle a toujours été, une *politique de classe.*

D'autre part, sur la question même de la participation ministérielle, le Congrès proclamait :

Le Parti se *refuse à admettre comme possible la participation individuelle* de certains socialistes, *sans l'assentiment du Parti Ouvrier, à un ministère quelconque,* lesdits socialistes, s'il pouvait s'en rencontrer, devant *s'exclure, par ce seul fait,* du Parti et de l'Internationale Ouvrière.

Pour le surplus, la question de la *participation gouvernementale* est « une question de tactique et non de principe » (résolution de Paris) qui *devra être résolue par un Congrès* du Parti, le *jour où elle sera pratiquement posée.*

Que la mission politique du Parti Ouvrier, qui est principalement de défendre les intérêts de la classe des travailleurs et de proposer les solutions les plus radicales et les plus rapprochées de son idéal révolutionnaire de transformation sociale, a été remplie jusqu'ici *sous son aspect critique* et d'opposition, mais que le *jour viendra où elle aura à se manifester sous son aspect constructif et gouvernemental;* que ce jour le *Parti Ouvrier saura assumer les responsabilités du pouvoir* et traduire dans les réalités, par approximations de plus en plus parfaites, son programme immédiat et son programme idéal.

VI. — Les élections de juin 1912 et la prochaine lutte.

Mais les élections générales de juin 1912 ôtèrent pour un certain nombre d'années son intérêt pratique immédiat au problème en donnant au parti clérical une majorité surprenante, dont il fut le premier surpris. Dans les Flandres, la masse rurale lui était restée aveuglément attachée. Dans les villes, une partie de la bourgeoisie libérale modérée, par crainte des socialistes, avait résolument voté pour le maintien des catholiques au pouvoir. Au lieu d'une majorité de 6 voix, ils revenaient avec une majorité de 16 sièges.

Voici quelles étaient, en effet, les résultats obtenus :

Les cléricaux avaient, avant les élections, 86 voix de droite, contre 44 libéraux, 35 socialistes, 1 démocrate-chrétien, soit 80 voix de gauche.

Emile VANDERVELDE.

Photo Buyle, Bruxelles.

Aux élections nouvelles, l'augmentation de la population portait le nombre des députés de 166 à 186.

Là-dessus les cléricaux obtenaient 101 sièges, les libéraux restaient avec leurs 44 sièges, les socialistes en obtenaient 39, soit 4 de plus. Par conséquent, si un échec sérieux était subi par la gauche, il atteignait surtout les libéraux, tandis que les socialistes voyaient, au contraire, s'accroître et leurs suffrages et le nombre de leurs élus.

Le Congrès extraordinaire tenu le 30 juin par le Parti Ouvrier à la Maison du Peuple n'en réfléta pas moins le bouillonnement ardent des colères prolétariennes, exaspérées par la victoire obtenue une fois encore par ce parti clérical qui, depuis 28 ans, se maintenait au pouvoir, d'ailleurs sans avoir obtenu, même avec le vote plural, la majorité des voix, mais qui bénéficiait du mauvais fonctionnement de la R. P. dans un certain nombre de circonscriptions trop restreintes. En un élan unanime, il décidait de se préparer à nouveau à la grève générale, non pas improvisée, hâtive, violente, mais méthodiquement organisée, pour arracher aux gouvernants cléricaux le suffrage universel. Il affirmait sa volonté en ces termes, dans une résolution présentée par Vandervelde, Destrée, de Brouckère, Pastur et Anseele :

Le Congrès,

Proclame que dans la recherche de la volonté nationale, il importe, à la fois, d'instaurer l'égalité politique (S. U.), et une exacte loyauté de la R. P.

Confirme ses résolutions antérieures au sujet de sa volonté de conquérir l'égalité politique. Il charge ses mandataires de déposer une proposition de revision, au plus tard à la rentrée parlementaire de novembre prochain. Il soutiendra cette propositoin par tous les moyens en son pouvoir, notamment par la grève générale.

Il adopte, comme commentaire de cette résolution, les conclusions suivantes, proposées par le Conseil général :

« Nous voulons la grève générale, nous la préparerons formidable et irrésitible; mais nous la voulons pacifique, en dépit de toutes les provocations et de tous les incidents possibles; il ne peut être

question de la décréter dès juillet prochain; il faut qu'un vaste Comité soit constitué qui réunira les délégués de toutes les grandes organisations politiques et économiques; ce Comité agira sans relâche et, par toutes les mesures utiles, préparera la grève; il la décrétera aussitôt qu'il aura acquis la conviction que la masse ouvrière étant prête, le moment est propice ».

Le Comité National du S. U. et de la Grève générale sera composé :

1° *Du Conseil général;*

2° *De la Commission Syndicale;*

3° *Du Comité de la Fédération des Coopératives;*

4° *Des Comités des Fédérations nationales de métier.*

A l'heure même où nous écrivons, la bourgeoisie belge assiste profondément impressionnée aux préparatifs formidables du Parti Ouvrier, pour arracher aux classes possédantes les droits politiques du prolétariat.

Délégués auprès des partis frères de l'extérieur, Vandervelde, Bergmans, Huysmans se sont assurés l'appui effectif des grandes organisations ouvrières et socialistes de Scandinavie, d'Allemagne, d'Angleterre, de France.

La Commission décidée par le Congrès du 30 juin a été constituée. Emanation de toues les forces organisées du prolétariat, elle prépare méthodiquement la grande lutte. On réunit des fonds permettant de soutenir 500,000 grévistes, c'est-à-dire 300,000 familles ouvrières. Partout dans le monde du travail, on économise sou à sou pour soutenir la grande bataille — la grève générale de six à huit semaines, qui, en paralysant toute l'industrie, en arrêtant tous les corps de métier, depuis les mineurs et les métallurgistes jusqu'aux dockers et aux marins, acculera la bourgeoisie à la nécessaire capitulation.

C'est dire que le mouvement socialiste belge est appelé à attirer sur lui plus que jamais, dans un avenir prochain, l'attention de tous ceux qui s'intéressent aux grandes batailles politiques et socialistes du monde moderne.

Section II

L'ORGANISATION DU PARTI OUVRIER

I. — Ses forces numériques.

« Ce sont les multiples applications du principe coopératif, écrivent Vandervelde et Destrée dans leur si riche étude sur « le Socialisme en Belgique », qui donnent au Parti Ouvrier belge sa physionomie propre, ses caractères originaux. Les Mutualités, les Syndicats, les Groupes politiques, les réunions rurales, qui se rattachent à nos grandes Coopératives de consommation, n'en sont, pour ainsi dire, que des accessoires, des dépendances — les chaloupes d'un transatlantique, les torpilleurs qui accompagnent un cuirassé ».

L'organisation économique, surtout l'organisation coopérative constitue, en effet, la véritable armature du socialisme belge. La majorité des affiliés du Parti Ouvrier belge est affiliée par l'intermédiaire des Coopératives ou des Syndicats.

Voici une statistique récente montrant les progrès continus du Parti depuis dix ans seulement :

	Membres
1905	117.083
1906	124.519
1907	174.113
1908	178.467
1909	185.318
1910	194.782
1911	222.669

Les 222.000 adhérents du Parti se décomposent ainsi :

Coopérateurs	78.463	ou 36,7 o/o
Syndiqués	63.035	ou 29,5 o/o
Mutualistes	53.050	ou 24,7 o/o
Ligues politiques et autres...	19.500	ou 9,1 o/o

En réalité, le nombre des citoyens qui adhèrent au Parti est évidemment inférieur à celui qui nous est fourni, puisqu'un grand nombre de militants appartiennent à deux, quand ce n'est pas à trois, ou même aux quatre organisations. D'un autre côté, comme la cotisation est proportionnée au nombre de membres, beaucoup d'organisations déclarent un chiffre inférieur à leur chiffre réel pour payer des cotisations moins élevées.

II. — Le Conseil général.

A la tête du Parti Ouvrier se trouve le *Conseil Général*, qui se compose de trois éléments : le Bureau, les délégués des Fédérations régionales ou corporatives et les membres du Groupe parlementaire. Ces trois éléments constituent la représentation du socialisme belge dans ses trois formes d'existence :

1° Le *Bureau* est l'émanation du Congrès national annuel, émanation du millier de groupes que compte le Parti. Le Bureau est chargé de « l'administration générale du Parti ». Ses 9 membres sont choisis parmi les membres du Parti habitant la ville (Bruxelles) où siège le Conseil ;

2° Les *élus socialistes*, représentant la grande masse des électeurs socialistes. Ils comprennent actuellement 39 députés membres de la Chambre des Représentants et 7 sénateurs ;

3° Les délégués des 29 *Fédérations régionales* et des *Fédérations nationales corporatives* (métallurgie, ouvriers du bois, cigariers, mineurs, textiles, etc.).

Seuls les membres du Bureau et les délégués des Fédérations ont droit de vote. Les députés, comme tels, n'ont que voix consultative. Vandervelde écrivait, il y a quelques années :

C'est dans l'Assemblée plénière du Conseil Général que se trouvent en contact les deux éléments représentatifs du Parti : le Groupe parlementaire, émanation du corps électoral, les délégués des Fédérations et du Congrès, émanation du prolétariat organisé. Les députés sont naturellement les hommes les plus en vue, les plus connus du gros public, mais il faut avoir assisté comme nous depuis plus de vingt ans aux séances du Conseil Général pour connaître l'importance capitale, le rôle essentiel de l'autre élément, des prolétaires — pour la plupart obscurs — qui représentent au Conseil le Congrès, les Fédérations régionales et les grandes Fédérations de métier.

Tandis que les députés n'ont jamais été à l'atelier, ou plus fréquemment n'y vont plus depuis leur élection, les autres membres du Conseil sont pour la plupart des travailleurs manuels, quotidiennement en contact avec leurs camarades, et entièrement dégagés de préoccupations électorales.

C'est à l'union féconde de ces deux éléments que la direction du Parti doit cette autorité morale qui force l'admiration de nos adversaires. « Quand votre Conseil Général a parlé — nous disait dernièrement un député catholique — il est mieux obéi que tous nos évêques ensemble ! »

Si le Parti Ouvrier belge, dans ses organisations multiples, possède, surtout grâce à ses coopératives, des ressources importantes, celles de son organisme central sont assez limitées. La cotisation annuelle versée par les Fédérations régionales ne représentant que 10 centimes par membre et par an, ne donne qu'un total de 20.000 francs.

D'après le rapport que son secrétariat adressait au dernier Congrès international, en dehors des appointements du fonctionnaire permanent, son secrétaire général, actuellement le camarade Georges Maës, ancien ouvrier typographe, les dépenses comportaient environ 1.000 francs de frais de bureau, les imprimés (affiches, manifestes, brochures) en représentaient environ 10.000. Le reste est dépensé à des interventions dans les grèves et crises industrielles.

III. — La Coopération socialiste. — Les Maisons du Peuple.

Nous avons déjà dit le rôle capital que les grandes Coopératives ouvrières ont joué dans la formation et le développement du Parti Ouvrier et la physionomie bien particulière qu'elles lui donnent. Vandervelde a pu dire que leurs locaux, les « Maisons du Peuple », étaient pour le socialisme belge à la fois « des temples et des forteresses ». Il n'est guère de cités, ou même de villages importants, de centres industriels, qui ne possèdent la sienne. Ce sont à la fois des locaux pour la boulangerie, l'épicerie et les autres services commerciaux des Sociétés et les centres de toute la vie sociale de la classe ouvrière, avec de vastes salles pour les réunions publiques, de nombreux bureaux où siègent les « permanents » des Syndicats et des organisations socialistes. C'est là que l'on sent palpiter et vibrer tout le prolétariat de la Belgique, pays petit, mais un des plus industrialisés du monde, et où le prolétariat de la grande industrie représente une énorme proportion de la population totale.

Les Coopératives les plus connues et les plus importantes sont : la *Maison du Peuple* de Bruxelles, le *Vooruit* de Gand, le *Progrès* de Jolimont, la *Populaire* de Liège.

La *Maison du Peuple* de Bruxelles est aujourd'hui connue dans l'univers socialiste, puisqu'elle sert de siège à son organisme central, le Bureau Socialiste International.

Cependant, lorsqu'elle fut fondée, en 1881, par Louis Bertrand, alors ouvrier marbrier, et quelques camarades, elle débutait avec un capital de 600 francs. Lors de l'inauguration de son premier four, en septembre 1882, elle ne comptait encore que 84 familles. Mais avec Louis Bertrand, elle comptait parmi ses fondateurs ces militants d'élite qu'étaient Cesar de Paepe, Jean Volders, Désirée Brismée, G. Defnet, C. Standaert. Grâce à eux, grâce au concours de milliers de militants obscurs, la modeste petite association d'il y a

trente ans est devenue la puissante association actuelle, qui fait près de *six millions* d'affaires par an, dont les immeubles, le mobilier, le matériel, représentent la somme énorme de *trois millions de francs*, dont les adhérents se chiffrent par plus de 20.000.

La *Maison du Peuple* possède deux grandes boulangeries, situées dans de vastes locaux. Elle y emploie, sans compter les chefs de service, 185 ouvriers. Sa production annuelle est de plus de 12.000.000 de kilogrammes de pain.

Il faut encore citer ses superbes boucheries, ses magasins de confection, ses magasins. Au total, elle a 25 succursales dans l'agglomération bruxelloise.

Son vaste immeuble central, situé rue Joseph-Stevens, domine Bruxelles de ses drapeaux rouges. Il couvre une superficie de 17 ares, et le terrain seul a coûté 300.000 francs. Le fer et l'acier employé dans la construction représente 600.000 kilogrammes. Il y a eu 2.000 mètres cubes de maçonnerie, 250 mètres cubes de pierre blanche. L'édifice est surmonté par une vaste terrasse d'où on a une vue splendide sur toute la ville. Il a coûté *un million et demi* de francs (1).

Au rez-de-chaussée, se trouvent divers magasins de confection et le vaste café qui a une superficie de 328 mètres et une hauteur de 9 mètres ; 800 consommateurs peuvent y trouver place. Sa recette annuelle atteint 1.800.000 francs, quoiqu'on n'y vende aucun alcool, mais seulement du café, de la bière, du jambon et des viandes froides. Au premier étage se trouvent les différents locaux des organisations ouvrières, et notamment les six secrétariats permanents, qui sont les citoyens *Huysmans*, député de Bruxelles, secrétaire du Bureau Socialiste International ; *Vandermissen*, secrétaire du Parti Ouvrier belge ; *Elbers*, secrétaire de la Fédération Bruxelloise ; *Solau*, secrétaire de la Fédération des Métallurgistes ; *Bergmans*, secrétaire de la Commission Syndicale ;

(1) Au moment où nous écrivons ces lignes, la Maison du Peuple fait construire de nouveaux bâtiments dont le coût, avec l'achat du terrain, dépassent le million.

Baeck, secrétaire de la Fédération provinciale des Métallurgistes; *Van Loey*, secrétaire de la Fédération des Mutuelles.

A côté se trouve la salle du Conseil. Au-dessous, diverses salles de réunion, la bibliothèque, le service médico-pharmaceutique. Enfin, au-dessus encore, occupant toute la largeur de l'édifice, la vaste *Salle des Fêtes*, ayant 65 mètres de profondeur, 17 mètres de largeur, pouvant contenir 3.000 personnes, et dans laquelle se sont fait maintes fois entendre les plus éminents militants du socialisme mondial.

ANSEELE
Photo Van der Sypt-Ponte (Gand)

On a pu reprocher à la *Maison du Peuple* de Bruxelles de faire de la propagande extensive plutôt qu'intensive. Beaucoup de nouveaux adhérents sont surtout attirés par le prix très bas du pain et ne consomment pas dans les autres branches de ses magasins.

Au contraire, le *Vooruit*, la célèbre coopérative de Gand, qui est en quelque sorte la Société mère de la coopération socialiste universelle, fait une propagande intensive : son chiffre d'affaires et le nombre de ses branches d'exploitation augmentent beaucoup plus vite que son effectif numérique même.

L'ensemble des Coopératives, formant la Fédération des Coopératives, affiliée au Parti Ouvrier, compte 180 Sociétés adhérentes, avec 150.000 membres ayant versé un capital de plus de 2 millions. Le chiffre d'affaires total de ses Sociétés dépasse 45 millions de francs par an. La valeur immobilière possédée par elles dépasse 15 millions de francs, et

leur personnel est de 2.430 ouvriers et employés. Toutes les Coopératives socialistes belges abandonnent une part de leurs trop-perçus à la propagande et à l'organisation du Parti dans leurs régions respectives. En principe, elles doivent, en outre, abandonner 1/2 pour cent de leurs trop-perçus à la propagande générale par la presse, mais cette décision votée par elles n'est pas très exactement observée.

Les Coopératives belges présentent toutes ces caractères communs :

1° Leurs livrets-règlements rappellent aux coopérateurs « que *la Société est avant tout un groupe politique socialiste* et *que par leur inscription* sur les livres de la Coopérative, *ils font adhésion au programme du Parti Ouvrier;*

2° Pour être admis il faut remplir ces trois conditions :

a) Adhérer au programme du Parti Ouvrier;

b) Payer un droit d'entrée qui va de 0 fr. 25 à 0 fr. 50;

c) Souscrire une action (généralement de 10 francs). La libération de l'action s'opère au moyen du prélèvement sur les bénéfices ou trop-perçus.

IV. — La Presse. — Les Œuvres éducatives. — L'École socialiste.

Le plus important et le plus ancien organe du Parti Ouvrier est *Le Peuple*, qui fut fondé le 12 novembre 1885, à Bruxelles, par Jean Volders et Louis Bertrand, dans les conditions les plus modestes. Aujourd'hui c'est un grand quotidien paraissant sur six pages, installé dans un vaste immeuble qui lui appartient, ayant de confortables bureaux pour sa rédaction et son administration, possédant ses machines linotypes et ses machines à tirer. *Le Peuple* publie une édition réduite à deux centimes, *l'Echo du Peuple*.

Le Parti Ouvrier belge possède en outre six autres quoti-

diens, dont *le Vooruit*, à Gand, publié en flamand; *le Journal de Charleroi* et *l'Avenir du Borinage*. Ces quatre quotidiens ont ensemble un tirage d'environ 150.000 exemplaires. En outre, il y a 26 organes syndicaux et 20 journaux socialistes hebdomadaires. *Le Peuple*, s'inspirant de l'exemple fécond de la presse socialiste allemande, publie depuis peu un supplément hebdomadaire illustré et littéraire pour la famille.

A la presse proprement dite, il faut ajouter la publication *Germinal*, à Gand, qui publie à des intervalles réguliers d'excellentes brochures de propagande et à laquelle 20.000 membres du Parti sont abonnés.

Le Parti Ouvrier belge s'est toujours préoccupé de l'éducation intellectuelle, morale, esthétique de ses membres. Dans toutes les Maisons du Peuple il a créé des bibliothèques; de nombreuses organisations ont créé un enseignement populaire supérieur; avec vigueur il a lutté contre l'alcoolisme, constituant même des Sociétés d' «abstinents socialistes »; enfin il a toujours développé la préoccupation artistique chez les travailleurs, créant des sections d'art — on en compte actuellement 30 environ — dans lesquels, en lui faisant connaître et aimer les grands maîtres de la littérature, de la peinture, de la musique, on s'efforce de montrer au peuple « qu'il a droit à la Beauté ».

La « Section d'Art » de la Maison du Peuple de Bruxelles est justement célèbre. D'illustres écrivains, tels que Camille Lemonnier, Verhaeren, Georges Eekhoud, des musiciens tels que Octave Maus, des orateurs du Parti qui sont en même temps de purs artistes, tels que Vandervelde et Jules Destrée, se sont particulièrement consacrés à cette éducation esthétique du prolétariat belge. On a souvent cité le noble effort du Parti Ouvrier de Gand, organisant, le jour même du Mardi-Gras, au Grand Théâtre, une représentation du *Tannhaüser* afin d'opposer aux orgies stupides du carnaval l'action purificatrice du pur génie de Richard Wagner.

Les socialistes belges ont été les premiers en Europe à

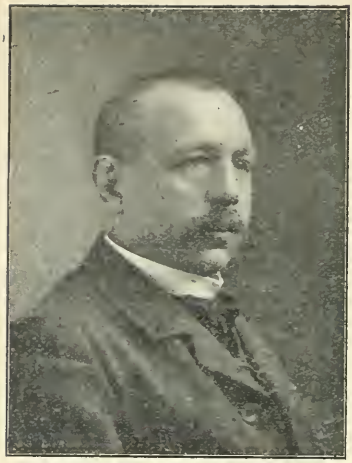
organiser des groupes de *jeunesse* : les *Jeunes Gardes Socialistes,* constitués spécialement pour la propagande antimilitariste, dès 1892, pour enseigner aux jeunes prolétaires qui partent pour la caserne quel est leur devoir de classe, en face de leurs frères les travailleurs contre lesquels la bourgeoisie les enverra peut-être demain sur les champs de grève ou lors de démonstrations pour le suffrage universel. Depuis près de vingt ans, ils impriment un organe spécial, au moment du départ de la classe, *le Conscrit,* dont la propagande repose principalement sur le caractère de classe de la loi militaire belge, encore basée sur le système du remplacement. La *Fédération des Jeunes Gardes Socialistes* est admise, avec sa représentation propre, au Conseil Général du Parti Ouvrier.

Mais dans ces dernières années, le socialisme belge s'est surtout préoccupé de la culture socialiste de ses militants, de ceux qui sont destinés à former les cadres de la grande armée prolétarienne. Il s'est particulièrement inspiré à cet égard de l'exemple de l'Allemagne, en constituant une « Centrale Education », établie d'abord à Bruxelles, puis également à Gand, Huy et Liège, et qui a créé de nombreuses « Ecoles Socialistes » dans le pays. Citons parmi les militants qui ont été appelés à y professer : nos amis Compère-Morel, Albert Thomas, Charles Rappoport, Hubert Lagardelle, E. Bernstein, L. Jouhaux, Sassenbach.

V. — L'organisation syndicale.

L'organisation syndicale a été longtemps le côté le plus faible du groupement ouvrier en Belgique.

Un effort considérable a été tenté par les meilleurs militants dans ces dernières années pour mettre un terme à cette situation fâcheuse. S'inspirant là encore des résultats magnifiques obtenus par le mouvement allemand, on s'est efforcé de réorganiser l'action syndicale sur la base des grandes



JEAN BERGMANS
Secrétaire de la C. G. T. belge
(Commission générale)
Photo-Comp. Belge. Bruxelles

Unions centralisées de « Syndicats nationaux », ayant de hautes cotisations et des institutions multiples, à la place des petits Syndicats épars réunis par un lien fédéral assez lâche, suivant la vieille méthode généralement pratiquée chez nous.

Son organisme central est constitué par la *Commission Syndicale,* qui comprend les délégués des organisations des métallurgistes, mineurs, travailleurs du bois, relieurs, cigariers, textiles, bâtiment, boulangers, employés de commerce. Elle reçoit une subvention du Conseil Général du Parti Ouvrier, et la majorité de ses syndiqués y adhèrent par son intermédiaire.

Les chiffres suivants montrent ses progrès :

En 1906	elle avait	.....	49.490	syndiqués
En 1907	—	.....	57.840	—
En 1908	—	.....	66.953	—
En 1909	—	.....	64.193	—
En 1910	—	.....	68.844	—
En 1911	—	.....	77.104	—
En 1912	—	.....	95.700	—

Le chiffre total des syndiqués organisés sur le terrain de la lutte des classes était de 127.000 en 1906, 139.000 en 1907, 125.000 en 1908, 145.000 en 1910, 150.000 en 1912. On compte

26 journaux corporatifs, dont *le Métallurgiste* tire à 20.000. *le Mineur* à 12.000.

Entre le Parti Ouvrier et la Commission Syndicale, les rapports sont très étroits. Le secrétaire de l'organisme central syndical, Bergans, est un militant très dévoué du Parti. Même les partisans de la neutralité qui, tels combattent l'affiliation des Syndicats au Parti, reconnaissent sa capacité de représentant de la classe ouvrière sur le terrain politique. L'opposition de l'action syndicale à l'action politique est un phénomène inconnu des travailleurs belges.

Guillaume Solau
Secrétaire de la Fédération métallurgiste
Photo Gustave Narcisse.

Section III

LA FORCE NUMERIQUE DU SOCIALISME BELGE.

I. — Les résultats électoraux.

Nous avons déjà indiqué dans la dernière partie de notre aperçu historique, les résultats généraux obtenus par le Parti Ouvrier aux dernières élections législatives, et qui nous donnent quelque idée de son importance numérique dans le pays. Il nous faut y revenir.

Observons tout d'abord que la force du socialisme belge relativement aux autres partis est supérieure à ce qu'indiquent

les scrutins, puisque le vote ayant lieu au vote plural, les travailleurs n'ont généralement qu'une ou tout au plus deux voix, tandis que quantité de bourgeois en possèdent trois et même quatre (aux élections municipales).

Voici les chiffres que dans son rapport au Congrès de Copenhague le secrétariat du Parti donnait sur la croissance de ses forces aux élections depuis 1900 :

En 1900	443.676	voix.
En 1902-1904	463.967	—
En 1904-1906	469.094	—
En 1906-1908	483.241	—

Pour les élections de 1910, et surtout pour les dernières élections générales de juin 1912, il devient très difficile d'établir d'une façon exacte le total des voix socialistes, la coalition s'étant faite entre socialistes et libéraux, dans des « cartels » malgré la R. P., afin de « ne laisser perdre aucun siège ». On est d'ailleurs en droit de se demander si, dans sa préoccupation légitime d'en finir à tout prix avec la domination cléricale, le socialisme belge n'a pas été un peu loin en se confondant ainsi, dans un certain nombre de circonscriptions, dans le seul tour de scrutin que comporte la R. P., avec le libéralisme bourgeois.

Dans certaines circonscriptions, ce cartel se fait par simple juxtaposition des listes (système analogue à l'apparentement) et dans ce cas on connaît les chiffres particuliers de chaque parti. Mais ailleurs, par exemple à Charleroi, à Soignies, à Thuin, à Anvers, à Malines, à Namur, on ne nous indique que le chiffre de voix total obtenu par la liste commune aux deux partis. Ainsi, à Charleroi, les socialistes ont 6 élus et les libéraux 2, ou à Anvers les libéraux 5 et les socialistes 2. Au total, sur 736.000 voix réunies par les listes de cartels, il en est 520.000 dont il est impossible de dire exactement combien représentent ainsi des voix socialistes et combien des voix libérales. On pourra, d'ailleurs, se rendre

compte de la répartition des voix dans les différentes régions du pays par les tableaux ci-joints, qu'a bien voulu collationner pour l'*Encyclopédie Socialiste* le secrétaire du Parti Ouvrier belge, le citoyen Vandermissen, que nous tenons à remercier ici pour ses recherches tant au greffe de la Chambre qu'au Ministère de l'Intérieur.

Sur les 520.000 voix obtenues par les cartels complets, on peut évaluer sans crainte d'exagération à *240.000* le nombre des suffrages socialistes. Si on ajoute ce chiffre aux *350.000* voix obtenues par les listes socialistes, on obtient un total de *590.000* suffrages socialistes contre 1.323.000 suffrages cléricaux-conservateurs et *630.000* suffrages libéraux. Même avec le vote plural, le socialisme représente par conséquent en Belgique près de 25 pour cent du chiffre total des votants. En réalité, il représente très probablement 30 pour cent du chiffre total des citoyens ayant exprimé une opinion politique. C'est une des plus fortes proportions de suffrages socialistes qui ait été atteinte dans n'importe quel pays.

II. — Les Élus parlementaires et municipaux.

Les forces ainsi groupées ont donné au Parti Ouvrier belge 39 élus sur 186 à la Chambre des Représentants. Ses leaders y sont *Emile Vandervelde,* un des orateurs socialistes les plus éloquents et un des théoriciens les plus estimés de l'Internationale; *Edouard Anseele,* le fougueux tribun gantois, l'admirable organisateur du *Vooruit;* le savant professeur et économiste *Hector Denis;* le propagandiste de la libre pensée, *Léon Furnemont; Camille Huysmans,* le secrétaire du Bureau Socialiste international, qui, avec une admirable ténacité, s'est consacré depuis huit années à l'unification du monde ouvrier mondial; *Maroille, Pepin; Callewaert;* les députés des mineurs, *Troclet,* l'actif député de Liège, etc.

Le Parti Ouvrier compte également 7 représentants sur 110 au Sénat belge, dont le distingué collaborateur du *Peuple* qu'est *Jules Lekeu*, *Emile Vinck*, le spécialiste des questions municipales, et l'ouvrier métallurgiste *Elbers*.

Son action politique se manifeste également dans les Con-

HUYSMANS MAES
SOLAU BERGMANS
Les Secrétaires permanents des organisations socialistes et syndicales belges

seils provinciaux, où il a créé, organisé et développé l'enseignement professionnel.

Son action communale, malgré les obstacles que lui oppose une législation électorale encore plus inique que celle qui existe pour les élections parlementaires, s'est traduite par l'élection de 850 conseillers socialistes, qui se sont particulièrement consacrés à la défense et à l'extension des régies municipales. Dans 40 municipalités les socialistes ont la majorité, et dans 40 autres une importante minorité.

Quels que soient les obstacles qu'il rencontre devant lui, le socialisme belge peut regarder avec fierté le chemin par-

couru, les victoires remportées, les œuvres par lui créées. Son action offre de précieux enseignements aux socialistes des autres pays. Il peut se vanter d'avoir « créé un ensemble d'institutions qui tend à satisfaire tous les besoins de l'ouvrier, à s'emparer de toutes les formes de son activité sociale et à créer un petit univers socialiste où le membre trouvera tout ce qui peut l'intéresser ou lui être utile » (1). C'est déjà un État socialiste dans l'État capitaliste, qu'il a réalisé.

On peut dire que nulle part dans le monde, ce que le prolétariat possède, comme institutions économiques ou comme liberté politique, il le doit autant qu'en cette Belgique, que Marx appelait « le paradis des capitalistes » à son seul effort autonome, à son action de classe. Pas un pas en avant qui n'ait été fait par lui au prix de cruelles souffrances, de sacrifices sans nombre des plus humbles, des plus misérables, des plus obscurs d'entre les prolétaires.

Aussi nulle part la classe ouvrière n'est demeurée, tout au cours de ces 30 ans de luttes, aussi étroitement unie, ne connaissant pas une seule division profonde et durable depuis la fondation de son organisation — ni entre ses « tendances » socialistes, ni entre son organisation politique et son organisation économique — négligeant les discussions théoriques et les querelles de méthode, se préoccupant pardessus de tout l'œuvre féconde et durable de réalisation.

---

(1) L. Varlez. *La Fédération ouvrière gantoise*, publiée par *Le Musée social*.

CHAM

ÉLECTIONS DE 1908

	Arrondissements	NOMBRE DE VOIX							NOMBRE D'ÉLUS				
		Cath.	Lib.	Soc.	Cart.	Diss. et spéc.	Dém. Chrét.	Quor.	Cat.	Lib.	Soc	Aut.	Total
Flandre Orientale	Alost.	35.333	»	»	13.209	»	15 396	11.777	3	1	»	B. C. 1	5
	Audenærde . .	22 077	13.221	»	»	»	»	11.068	2	1	»	»	3
	Gand Eecloo. .	78.865	39.788	23.118	»		2 278	11.559	6	3	2	»	11
	Saint-Nicolas. .	38.610	»	»	12.581	»	132	12 581	3	1	»	»	4
	Termonde . . .	29.950	11.908	170	»	»	915	11 908	2	1	»	»	3
Hainaut	Charleroi. . . .	17.463	29.871	81.288	»	933	»	15.721	3	1	5	»	9
	Mons.	28.895	20.409	49.863	»	»	639	11.447	2	1	3	»	6
	Soignies	27.515	»	»	39.170	»	»	13 757	2	1	1	»	4
	Thuin	18.711	19.423	18.276	»	521	»	18 276	1	1	1	»	3
	Tournai Ath. .	43.306	»	»	56.308	990	»	11.435	3	2	1	»	6
Liège	Liège.	11.558	40.538	77.396	»	9 301	»	12 899	3	3	6	»	12
	Huy-Waremme	21 575	»	»	10.068	102	»	13 356	1	1	2	»	4
	Verviers . . .	25.971	15.211	18.929	»	»	»	9.461	2	1	2	»	5
Limbourg	Hasselt.	24 980	9.932	»	»	»	»	9.932	2	1	»	»	3
	Tongres. Maeseyck.	30 570	10.409	»	»	Cl 68 112	Dis 79	10 409	2	1	2	»	3
	A reporter.	»	»	»	»	»	»	»	37	20	23	1	81

BRE

ÉLECTIONS DE 1912

NOMBRE DE VOIX								NOMBRE D'ÉLUS				
N. S.	V. a dép. pour gagner siège	Cat.	Lib.	Soc.	Cart. lib soc.	Dém. Chrét.	Quor.	Cat.	Lib.	Soc.	Aut.	TOTAL
»	»	41 402	V. tête de liste et préf. 8.761	1.217	12.811	12 735	»	3	1	»	1	5
»	»	23.876	V. tête de liste et préf. 9.415	2 383	11 828	761	»	2	1	»	»	3
1	»	87.786	39 276	22.829	»	Ham. 2.613	»	7	3	2	»	12
»	»	42.754	»	»	11.986	»	»	3	1	»	»	4
1	»	32.318	9.938	1.288	11.986	»	»	3	1	»	»	4
2	»	50.695	»	»	126.921	»	»	3	2	6	»	11
1	»	31 502	23.321	51.335	»	»	»	2	1	1	»	7
»	1.050	27.630	»	»	12.676	»	»	1	1	2	»	4
»	»	23.098	»	»	38.329	»	»	1	1	1	»	3
»	716	46.930	36.051	20.948	56.999	»	»	3	2	1	»	
1	11.606	56.489	39.986	91.796	»	»	»	4	3	6	»	13
			6.676									
»	»	29 881	11.115	21.893	39.724	»	»	2	1	1	»	4
»	»	30.645	»	»	31.622	»	»	2	1	2	»	5
»	»	21 194	7.762	»	»	»	»	3	»	»	»	3
1	»	13.738	10.070	»	»	»	»	4	»	»	»	4
»	»	592 961	195 541	219 789	387.122	16 142	»	13	19	25	1	88

ÉLECTIONS DE 1910

	Arrondissements	NOMBRE DE VOIX							NOMBRE D'ÉLUS				
		Cath.	Lib.	Soc.	Cart.	Diss. et spéc.	Dém. Chrét.	Quor.	Cat.	Lib.	Soc.	Aut.	Total
	Report.	»	»	»	»	»	»	»	37	20	23	1	81
Anvers	Anvers.	82.878	65.511	16.722	»	282	»	11 839	7	5	1	»	13
Anvers	Malines	41.632	20.862	3.956	21 818	»	»	13.877	3	1	»	»	4
Anvers	Turnhout. . . .	38.795	7.787	1.261	9.018	»	»	12.931	3	»	»	»	3
Brabant	Bruxelles. . . .	129.159	99.634	68.601	»	339 4.148 W 1.148 C	5 510	13.720	9	7	5	»	21
Brabant	Louvain.	51.219	»	»	35.479	2.902	»	12.804	1	1	1	»	6
Brabant	Nivelles.	29 497	22.277	16.658	46 259	»	»	15.419	1	2	1	»	4
Flandre Occidentale	Bruges.	31.012	»	»	15.736	»	2.726	10 357	3	1	»	»	4
Flandre Occidentale	Furnes, Dixmude Ostende . . .	36.140	20.297	»	»	»	»	12.015	3	1	»	»	4
Flandre Occidentale	Roeclers, Thielt	15 963	»	»	9.162	682	1.048	11.490	4	»	»	»	4
Flandre Occidentale	Courtrai. . . .	11.802	7.505	11 911	22.791	»	3.804	11.395	3	1	1	»	5
Flandre Occidentale	Ypres.	38.503	13.245	»	»	»	»	13.245	2	1	»	»	3
Luxemb.	Arlon, Marche, Bastogne . .	25.294	»	2 191	20.259	1 288	»	12 647	2	1	»	»	3
Luxemb.	Neufchâteau, Virton. . . .	23.055	»	2 509	18 033	»	»	18.033	1	1	»	»	2
Namur	Namur.	40.806	»	»	15 390	922	»	15.130	2	1	2	»	5
Namur	Dinant, Philippeville. . . .	31.096	»	»	30.034	7.388	»	15 017	2	1	1	»	4
	TOTAUX.	»	»	»	»	»	»	»	49	24	12	»	166

ÉLECTIONS DE 1912

NOMBRE DE VOIX								NOMBRE D'ÉLUS				
N. S.	V. à dep. pour gagner siège	Cat.	Lib.	Soc.	Cart lib. soc.	Dém. Chrét.	Quor.	Cat.	Lib.	Soc.	Aut.	TOTAL
»	»	592 961	195 541	219 786	387.122	16.142	»	18	19	25	1	88
2	»	93 256	»	»	81 318	»	»	8	5	2	»	15
1	»	44.367	»	»	21.806	»	»	3	2	»	»	5
1	»	40 772	»	»	9 946	»	»	1	»	»	»	4
5	»	150.052	101 176	72.865	»	2 787	»	11	9	6	»	26
1	»	56.865	»	»	36 557	»	»	1	2	1	»	7
			3 729									
»	»	33 751	21 638	15 610	13.977	»	»	2	1	1	»	4
»	2 200	32 537	»	»	17.914	»	»	3	»	»	D ch 1	4
1	»	38.017	18.411	15228	19 629	»	»	3	2	»	»	5
1	30	49.254	»	»	7.932	»	»	5	»	»	»	5
			3 881									
1	»	16 739	6 811	10.612	21.337	1.570	»	1	»	1	»	
»	»	20.089	11.429	1.443	»	»	»	2	1	»	»	3
»	»	26 632	»	»	20.478	»	»	2	1	»	»	3
1	»	23 682	»	»	18.451	»	»	2	1	»	»	3
»	»	43.343	»	»	16.653	»	»	2	1	2	»	5
»	»	30.201	»	28 750	»	Cousot 11 845	»	2	1	1	»	4
14	2 230	730.566	165.498	130.508	349 020	16 202	»	58	25	14		89
Total général.		1.323.527	361.039	350.297	736.150	32 244	»	101	11	39	2	186

CHAPITRE II

LE SOCIALISME EN ANGLETERRE

SECTION I

APERÇU HISTORIQUE

I. — Les origines du mouvement.

L'Angleterre est « la terre classique du capitalisme ». Alors que toutes les autres grandes nations de l'Europe en étaient aux formes anciennes de la production, alors que l'agriculture y dominait partout la production industrielle et que celle-ci en était restée à la phase de la petite artisanerie, du petit atelier, l'Angleterre entrait la première dans la voie d'un développement capitaliste intense. Depuis plus d'un siècle, de vastes industries y sont nées qui, pendant longtemps, lui ont assuré dans le monde un véritable monopole économique.

Aujourd'hui encore, malgré la marche conquérante du capitalisme à travers le monde, malgré le formidable développement de l'industrie allemande et de l'industrie américaine, l'Angleterre est demeurée le pays le plus complètement industriel de l'univers. Lors du dernier recensement de 1911, sur une population de 36 millions d'habitants que compte la Grande-Bretagne (Angleterre proprement dite, Galles et Ecosse), 28 millions vivent dans les villes. Sur 15 millions (exactement 14.962.511) personnes travaillant dans le Royaume-Uni (Grande-Bretagne et Irlande), à peine 2 millions étaient occupées dans l'agriculture, alors que 13 millions étaient occupées dans l'industrie.

C'est par conséquent en Angleterre que se sont trouvées réunies d'abord les conditions les plus favorables à une organisation de classe du prolétariat. Et nous voyons le mouvement syndical y naître et se développer dès la fin du XVIIIe et le commencement du XIXe siècle sous l'aspect du *trade-unionisme*. Il lui fallut d'abord traverser une phase extrêmement pénible pour conquérir le droit à l'existence. « Pendant longtemps, écrivent les savants historiens du trade-unionisme, Sydney et Beatrice Webb, les coalitions et les grèves de la « classe inférieure » étaient considérées comme des tentatives vaines et séditieuses pour échapper à la subordination naturelle ». Considérés comme des groupements illicites, criminels, les trades-unions rencontrèrent, jusqu'en 1824, la plus cruelle répression. A cette époque, elles conquerraient leur reconnaissance légale par le Parlement.

Le trade-unionisme anglais passe pendant ces vingt-cinq premières années d'existence par une phase violente et révolutionnaire instinctive. C'est d'abord sous l'inspiration du grand utopiste Robert Owen, l'agitation ardente de la « Grande Union Nationale consolidée des métiers », qui s'efforce, en 1834, de préparer un grève générale révolutionnaire, et dont l'action fut cruellement réprimée. C'est ensuite, à partir de 1837, l'intense agitation du « Chartisme » pour la conquête du suffrage universel, premier grand mouvement politique du prolétariat moderne, qui, dans « l'Association des Travailleurs », mobilise par centaines de mille, et même par millions, les ouvriers anglais en d'immenses meetings, dans de vastes démonstrations. Il prend même l'aspect d'un mouvement insurrectionnel, mais les principaux militants, arrêtés les armes à la main, furent condamnés à mort ou à la prison perpétuelle, et le chartisme finalement écrasé. Il avait du moins abouti au vote de la journée de dix heures par la Chambre des Communes, en 1842, qui fait époque dans l'histoire de la législation ouvrière internationale.

II. — Le trade-unionisme conservateur.

A partir de 1848, nous entrons dans la période classique du mouvement ouvrier anglais, qui s'étend jusqu'à l'éclosion du « nouvel unionisme » en 1889, et on pourrait même dire jusqu'à la formation du Parti du Travail, en 1901. C'est le trade-unionisme proprement dit, qui réalise le type d'organisation ouvrière tant vanté par les économistes bourgeois, et d'où toute pensée socialiste est exclue. Les causes de cet état de choses sont multiples. Mais on peut considérer qu'il a eu pour origine essentielle la situation économique privilégiée de l'Angleterre, seul centre industriel, autour duquel sont groupées des nations presque uniquement agricoles.

L'Angleterre est maîtresse du marché mondial, jouit d'un monopole de fait, pendant presque tout le XIXe siècle. Après la crise de 1824-1848, une ère de prospérité économique formidable commence pour elle, grâce au libre-échange. Entre une classe ouvrière, à l'esprit positif, pratique, ayant renoncé à ses aspirations socialistes instinctives de la période précédente — ou plutôt la fraction organisée de cette classe ouvrière composée d'ouvriers « skilled » (ayant un métier) — et une bourgeoisie également positive, toujours prête aux compromis, sachant céder à temps, une sorte de transaction permanente intervint. On arrive à supprimer — du moins dans certaines industries privilégiées — les abus les plus intolérables de l'industrialisme primitif, que Marx a dépeint en des pages célèbres du *Capital*. La classe ouvrière organisée ne conteste plus la légitimité du régime capitaliste : elle est fortement influencée par les doctrines de l'économie politique classique, par le radicalisme individualisme de l'école de Manchester — ardemment libéral, pacifiste et libre-échangiste, mais en même temps fermé à toutes les conceptions socialistes.

En vain le fondateur même du socialisme moderne, pendant trente ans réfugié dans cette classique « mère des proscrits », y élabore ses conceptions grandioses qui devaient donner au prolétariat universel l'arme sûre de sa libération, en vain les leaders du trade-unionisme à cette époque, les Applegarth, les Odger, adhérents à l'Internationale des travailleurs, « signèrent ses manifestes à côté de Marx. Ils n'en demeurent pas moins — et tout le trade-unionisme avec eux — des radicaux ouvriers individualistes, auxquels les fins communistes de la grande association étaient complètement étrangers.

III. — Fondation de la " Social-Democratic Federation "

De la défaite du Chartisme, en 1842, jusqu'aux années 1880-1881, nous ne trouvons plus trace d'aucune vie, d'aucune action, d'aucune organisation socialiste en Angleterre. A partir de cette époque, un certain nombre d'intellectuels d'origine bourgeoise, notamment H.-M. Hyndman, alors journaliste distingué et de tendances avancées, qui avait mené à travers le monde la vie mouvementée d'un « gentleman » adorant les voyages, ainsi que plusieurs autres écrivains, journalistes et artistes, évoluent vers le socialisme. Hyndman a lui-même raconté dans sa curieuse autobiographie (1), récemment publiée à Londres, comment il avait été, à 40 ans passés, converti aux idées marxistes par la lecture du *Capital* et de démocrate admirateur de Mazzini était devenu socialiste.

La première pensée des adeptes de l'Idée nouvelle ne fut pas de fonder une organisation « spécifiquement » so-

(1) *Record of an Adventurous Life* (Histoire d'une vie aventureuse), by H.-M. Hyndman. Macmillan, Londres et New-York.

cialiste, mais de constituer un groupement démocratique mi-socialiste, mi-républicain, appelé à recueillir tous les éléments libéraux avancés dégoûtés du libéralisme, voire les tories démocrates, à la manière de lord Churchill, pour constituer un parti radical- socialiste. C'est ainsi que fut créé, en mars 1881, à Londres, la « Fédération démocratique » qui, avec Hyndman, comptait parmi ses adhérents Joseph Cowen, le type du libéral d'extrême-gauche de l'époque, ami de Mazzini et de Garibaldi ; Helen Taylor, la nièce du grand philosophe positiviste John Stuart Mill ; le professeur Beesley, également un positiviste, qui avait présidé, en 1864, à la réunion inaugurale de l'Internationale, et aussi deux écrivains socialistes qui le sont restés, Herbert Burrows et Belford Bax. Peu après, la nouvelle organisation recevait l'adhésion du grand poète William Morris, du pur et noble artiste Walter Crane, de l'écrivain Edward Carpentier. En septembre 1884, elle se proclamait nettement socialiste et s'intitulait Social Democratic Federation (Fédération Sociale démocratique). Vers la même époque, la nouvelle « S. D. F. » recevait l'adhésion de deux jeunes militants de l'une des plus importantes organisations trade-unionistes, l' « Amalgamée » des mécaniciens, John Burns et Tom Mann, et d'un autre agitateur ouvrier qui devait consacrer son existence à la défense des sans-travail, Jack Williams. Elle publiait en même temps le premier organe socialiste qu'eut vu l'Angleterre, *Justice*, fondé avec les fonds de Carpentier et de William Morris.

H.-M. Hyndman

Pendant un quart de siècle la « S. D. F. » allait maintenir haut et ferme le drapeau socialiste, en dépit des échecs répétés, de l'indifférence ou des railleries des travailleurs, plus cruelles encore que l'opposition et la haine de la classe capitaliste. Quelles que soient les graves critiques qu'on puisse adresser à sa méthode, quelles que soient les lourdes fautes qu'elle ait certainement commises, elle conserve le très grand honneur d'avoir commencé et continué avec un admirable courage, sans un moment de découragement, la propagande socialiste en Angleterre, semé sans jamais se lasser le grain qui paraissait toujours tomber sur un sol stérile, et ainsi préparé dans une large mesure les riches moissons qui se sont levées vingt ans plus tard.

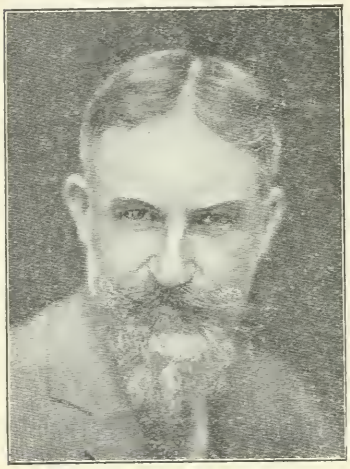
D'ailleurs, ainsi que l'a observé fort justement Robert Hunter, un jeune écrivain socialiste américain de grand talent, si la « Federation Sociale-Democratic » se montra incapable d'atteindre la classe ouvrière anglaise en tant que masse, elle eut du moins le grand mérite de faire l'éducation socialiste de quelques-uns des meilleurs militants du mouvement ouvrier actuel (1).

A la fin de cette même année 1884, une scission se produisait dans les rangs cependant bien clairsemés de la Fédération. Tandis que Harry Quelch, alors un jeune typographe londonien, qui devait diriger pendant 20 ans *Justice*, Burrows, John Burns demeuraient avec Hyndman; William Morris, Belford Bax et la fille du fondateur de l'Internationale Eleano Marx, formaient la *Ligue Socialiste*, qui publiait le *Commonweal*, dans lequel parurent quelques-uns des plus beaux poèmes socialistes de Morris et des articles de Frédéric Engels, réfugié comme Marx à Londres et depuis sa mort le plus grand théoricien de l'Internationale Le nouveau groupement n'eut d'ailleurs qu'une existence éphémère. Une partie de ses adhérents évoluèrent vers l'anti-

(1) *Socialis at Work*, by Robert Hunter, New-York, Macmillan, 1908, page 99.

parlementarisme anarchiste et bientôt il disparut. Quinze ans plus tard, la plupart de ses fondateurs et notamment Morris, Bax et Eleanor Marx devaient rejoindre la Fédération Sociale Démocratique.

Vers la même époque un autre groupement socialiste, composé celui-là exclusivement d'intellectuels et de « bourgeois», la SOCIÉTÉ FABIENNE se constituait à Londres. Elle se donnait comme méthode la tactique de temporisation, d'opportunisme, dirions-nous, de l'illustre général romain vainqueur d'Hannibal, Fabius Cunctator, d'où son nom. Elle se proposait non de constituer un parti de classe, mais de « pénétrer » d'idées socialistes les partis et la presse gourgeoise. Parmi ses fondateurs et ses premiers adhérents se trouvaient Sydney et Beatrice Webb, les futurs historiens du mouvement *trade-unioniste ; Bernard* Shaw, le plus illustre dramaturge de l'Angleterre contemporaine; Hubert Bland, romancier de talent; Sydney Olivier, aujourd'hui gouverneur de la Jamaïque.



BERNARD SHAW

Nous voyons par conséquent que l'idée socialiste, dès son apparition en Angleterre, avait rallié à elle quelques-uns des plus grands noms de la littérature, de l'art, de la sociologie. A côté de William Morris, de Walter Crane, d'Edouard Carpentier et Sydney Webb, de Bernard Shaw, il fallait encore placer celui du plus éminent disciple du grand Darwin, le professeur Wallace, qui proclamait à la même époque son adhésion au socialisme. Et il ne s'agissait pas chez ces hommes éminents d'une adhésion superficielle, d'un « em-

ballement » momentané. Tous sont demeurés des adeptes fidèles de l'Idéal nouveau.

Et cependant, après avoir fait cette brillante entrée sur la scène politique, il apparut très clairement que le mouvement était sans action sur les masses et que surtout il n'en exerçait aucune sur les puissantes organisations syndicales, déjà vieilles de près d'un siècle. En vain les Social-Démocrates et surtout Hyndman, Burns, Williams et Henri Champion prenaient une part active à l'agitation des Sans-Travail en 1887, et jouaient un rôle prépondérant dans les fameuses manifestations du « Dimanche sanglant », à Trafalgar Square, en vain les Fabiens se multipliaient pour glisser de la « copie » socialiste dans les journaux libéraux avancés. La masse demeurait rétive. Les premières candidatures posées par les Social-Démocrates, en 1885, obtenaient réciproquement 598 voix (sur le nom de John Burns) 27 et 32 voix dans trois circonscriptions londoniennes! La S. D. F. était une petite secte d'hommes dévoués, héroïques, mais non le noyau d'un grand parti prolétarien; la Société Fabienne un groupement d'intellectuels, mais non de militants.

IV. — Le nouvel unionisme et la fondation de l' " Independant Labour Party " (1889-1893).

Cependant plus en contact avec la classe ouvrière organisée, participant à la vie même du trade-unionisme, John Burns et Tom Mann continuaient leur propagande. Leur effort à Londres se portait particulièrement sur les masses d'ouvriers « unskilled », non qualifiés, sans métiers, que le trade-unionisme avait jusqu'alors laissé en dehors de son action et qui vivaient dans un atroce dénuement. Leur propagande, celle de deux autres jeunes militants ouvriers, également adhérents alors de la S. D. F., William Thorne, un gazier, et Ben Tillett, un docker, aboutissait, en 1889, à

un grand mouvement de ces deux corporations restées jusqu'alors complètement inorganisées et dont l'éveil allait constituer ce qu'on appela alors le « nouvel unionisme ». La grève des dockers de Londres fut surtout importante. Elle comprit 100,000 ouvriers, rencontra des sympathies considérables dans toutes les classes de la population, y compris l'adhésion du célèbre cardinal Manning. Remarquablement dirigée par John Burns, Tom Mann, Ben Tillett, Champion, William Thorne, admirablement soutenue par les ouvriers australiens qui envoyèrent 750,000 francs, elle aboutit à une complète victoire.

On avait cru jusqu'alors à l'impossibilité, pour les ouvriers non qualifiés, de faire grève avec succès, puisqu'il semblait extrêmement facile pour les patrons de trouver des remplaçants aux grévistes dans *l'armée de réserve* du capitalisme, parmi les nombreux sans-travail. La victoire des dockers eut pour résultat d'appeler à la vie syndicale des couches profondes de la classe ouvrière jusqu'alors inorganisée.

En même temps, un courant nouveau se dessinait parmi les trade-unionistes en faveur d'une législation protectrice du travail, contre les doctrines jusqu'alors incontestées du « laisser-faire ». Le Congrès international de Paris venait de se prononcer en faveur de la journée légale de 8 heures. Une forte agitation en ce sens fut organisée et la manifestation du 1er Mai 1890 — préparée avec une grande habileté par un petit groupe socialiste londonien la « Blomsbury Socialist Society », qui comptait parmi ses adhérents Eleanor Marx, l'ardente propagandiste et digne fille de Karl Marx, dont la fin tragique et prématurée quelques années plus tard fut une perte cruelle pour le mouvement anglais — réunit 100,000 travailleurs dans Hyde Park. Au Congrès annuel des Trades-Unions tenu quelques mois après à Liverpool, Burns et Mann, délégués des mécaniciens, enlevaient, par 193 voix contre 155, le vote d'une motion en

faveur des trois-huit, — malgré l'opposition acharnée des vieux unionistes.

Les mineurs jetaient en même temps les bases de leur puissante Fédération nationale. Elle ne comprenait, pour commencer, que les districts du Yorkshire, du Lancashire et quelques districts écossais, tandis que le Durham et le Northumberland avec leurs leaders de la vieille école, Burt et Fenwick, aussi bien que les districts gallois restaient isolés, fidèles au vieux système de « l'échelle mobile des salaires », qui faisaient dépendre leur fixation de commissions mixtes, se basant sur le prix du charbon. La Fédération nationale, au contraire, dès sa fondation, proclamait le principe du *minimum de salaire*, affirmant que le salaire ouvrier minimum devait, suivant la forte expression du professeur Raoul Jay, constituer « une *partie irréductible du taux de production* » qui ne pouvait dépendre du cours du charbon.

Pour la défense de ce principe, ils engagèrent, dès 1893, une grève de 250,000 hommes, qui ne dura pas moins de dix-huit semaines et qui aboutit à une première victoire de ce principe fécond, pour lequel le prolétariat minier de la Grande-Bretagne devait dans l'avenir engager de bien plus vastes batailles encore.

Parallèlement le besoin se faisait sans cesse sentir plus fortement d'une organisation socialiste répondant mieux que la « Social-Democratic Federation » aux nécessités du milieu anglais, ayant avec les masses organisées sur le terrain économique le contact que la S. D. F. n'avait jamais su réaliser, possédant des racines profondes dans le mouvement socialiste qui commençait à se dessiner fortement sur toute la surface du pays, mais qui était surtout puissant dans le Nord — dans de grands centres industriels, comme Bradford, Manchester, Glascow, où la S. D. F., concentrée à Londres, n'avait aucune action. Une organisation moins attachée à la *lettre* de la doctrine marxiste, mais en compre-

nant davantage l'*esprit* — même lorsqu'elle se proclamera, par ignorance, anti-marxiste.

Au Congrès annuel des Trades-Unions de 1892, à Bradford, le plus populaire des militants socialistes du Nord, Keir Hardie, en lançait l'idée parmi les amis de la « gauche » du Congrès. C'était un mystique et ardent mineur écossais du Lanarkshire, où il avait travaillé depuis son enfance dans les puits et qui joignait à la ferveur des anciens prophètes de la Réforme, un sens très aigu des réalités du mouvement ouvrier moderne. Simple propagandiste de la tempérance, il avait été appelé à 20 ans au secrétariat de son syndicat, ce qui lui avait valu d'être chassé de la mine par des employeurs qui n'avaient pas encore été obligés au respect du trade-unionisme. La persécution patronale en fit un socialiste enthousiaste et décidé.

Et c'est ainsi que l'Indépendant Labour Party (Parti ouvrier indépendant) était constitué en janvier 1893, dans cette « ville rouge » de Bradford, et tout de suite appelait à sa tête Keir Hardie. Celui-ci donnait comme but à l'I. L. P. — il fut dès le début familièrement nommé d'après ses initiales — la conquête socialiste des trades-unions avec leur million et demi de membres — la formation d'un grand parti politique de la classe ouvrière. Parmi les fondateurs de la nouvelle organisation se trouvaient Tom Mann, qui pendant cinq ans en sera le secrétaire; Bruce Glasier, le rédacteur de son organe, le *Labour Leader*, tout de suite appelé à un certain succès; Eleanor Marx et Edward Aveling; Robert Blatchford qui venait de fonder un autre hebdomadaire socialiste extrêmemenn goûté des masses, le *Clairon;* toute une série de militants influents du monde syndical : Pete Curran, des Gaziers; Ben Tillett et Sexton, des Dockers; Smillie, des Mineurs, etc.

Deux ans après sa fondation, l'I. L. P. avait groupé des forces beaucoup plus nombreuses que la S. D. F. après dix ans d'existence. Il comptait déjà 200 groupes et participait

KEIR HARDIE.

Photo L. Russell and Sons, London

vaillamment aux élections de 1895, posant 28 candidatures, malgré les dépenses énormes qu'entraîne la participation à une élection parlementaire en Angleterre. Aucun de ses candidats n'était d'ailleurs élu et Keir Hardie, qui avait été depuis deux ans député de South West Ham dans la banlieue de Londres, perdait son siège. Mais le nouveau parti réunissait 44,000 voix. Le socialisme cessait d'être un objet de raillerie pour les partis bourgeois. Il montrait que, malgré des difficultés dont on ne trouve l'équivalent dans aucun pays du continent européen, il était possible en Angleterre d'engager la bataille sur le terrain politique en dehors et contre les deux grands partis politiques séculaires — les libéraux ou radicaux et les tories ou conservateurs.

Une terrible réaction se dessine cependant, à cette époque, dans l'opinion anglaise. Les conservateurs prennent le pouvoir qu'ils conserveront pendant onze années. Les libéraux qui avaient éprouvé un gros échec dans ces élections de 1895, n'hésitaient pas à en rendre les socialistes responsables. La vieille calomnie des « partis de gauche » contre les socialistes : « Vous faites le jeu de la réaction, vous êtes payés par les réactionnaires ! » était alors couramment employée et l'auteur de ces lignes a gardé le souvenir des cris outrageants de « tory gold » (l'or tory) par lesquels on interrompait, vers 1896 dans Hyde Park ou Regent Park, les orateurs socialistes acharnés à cathéchiser dans des meetings en plein air un auditoire hostile. Dans le Congrès des Trades-Unions tenu cette même année, à Cardiff, les vieux trades-unionistes se livraient à un véritable coup d'Etat en faisant décider par le « Comité parlementaire » ou Comité exécutif, que l'on voterait dorénavant suivant un système rigoureux de proportionnelle, à raison de une voix par mille syndiqués, et que seraient seuls admis comme délégués aux Congrès ceux qui travaillaient encore dans la profession qu'ils représentaient ou qui étaient fonctionnaires salariés de leur union. Burns, dont l'évolution rétro-

grade commençait, sorti de la S. D. F. et aussi mal que possible avec Keir Hardie et l'I. L. P., avait appuyé cette proposition — s'excluant lui-même ainsi des congrès mais en excluant Hardie.

La réaction est d'ailleurs générale à ce moment. C'est la pire période du chauvinisme impérialiste. Pendant les sombres journées de la guerre Sud-africaine les socialistes et les trades-unionistes sont à peu près seuls à lutter contre le nationalisme déchaîné qui entraîne une partie de la classe ouvrière organisée, et contre lequel la majorité des leaders libéraux n'ose même pas combattre.

Il n'est pas douteux qu'à cette époque, dans les dernières années du XIXe siècle surtout, malgré la création de l'I. L. P. et ses succès relatifs, la situation n'apparut extrêmement sombre à nos amis anglais, et on conçoit la morne désespérance qui avait fini par saisir un certain nombre d'entre les plus dévoués des militants. « Décidément, se disaient-ils, l'Angleterre est une terre ingrate pour le socialisme. Il semble bien qu'il ne peut pas y grandir». C'est alors que Hyndman annonce qu'il donne sa démission de l'organisation qu'il avait fondée et ne consent à la reprendre que sur les supplications de ses camarades; que Tom Mann quitte l'I. L. P. et après les tentatives infructueuses de constitution de f[illegible]taisistes « ligues démocratiques » avec des radicaux avancés — très diminué d'ailleurs par des difficultés privées, que le puritarisme et le *cant* britannique jugent avec une excessive sévérité — quitte la mère patrie, pour aller s'établir pendant dix ans aux antipodes, en Nouvelle Zélande, puis en Australie.

Triomphalement, sur le Continent, les écrivains bourgeois opposaient l'Angleterre à nos propagandistes, y trouvant le plus éclatant démenti à la doctrine de Marx, puisque le socialisme n'était nulle part aussi faible que dans ce pays type de la grande industrie. N'ayant alors pas un seul élu au Parlement — John Burns passe décidément à cette époque au

libéralisme qui, bientôt va en faire un ministre — n'ayant pas de presse quotidienne, n'ayant pour ainsi dire aucune action sur la vie nationale, le socialisme apparaissait dans l'opinion publique comme un « produit étranger », une marchandise « fabriquée en Allemagne » — dont le peuple anglais ne voulait à aucun prix.

V. — Les Trades-Unions décident de former un parti politique.

Et brusquement, la situation va se modifier du tout au tout. L'œuvre féconde poursuivie par Keir Hardie et ses camarades de l'U. L. P. d'une part, l'évolution capitaliste et la force même des événements de l'autre, vont entraîner toute la masse prolétarienne du Royaume-Uni, d'abord vers l'action politique de classe, vers le socialisme ensuite, avec une telle force que parti méconnu, impuissant, bafoué il y a moins de dix ans, il va devenir soudainement un facteur décisif dans la vie nationale, sujet discuté passionnément par toute la presse, objet de terreur pour une classe capitaliste qui, jusque-là, affectait d'ignorer jusqu'à son existence.

En 1897, la grande grève des mécaniciens échouait après avoir coûté 25 millions à la puissante « amalgamée », montrant aux vieux unionistes les limites de l'action coopérative, même avec les plus fortes encaisses. Mais ce n'était pas suffisant.

La classe capitaliste britannique, perdant maintenant de plus en plus son monopole mondial, obligée de lutter difficilement sur le marché universel contre la concurrence formidable des industries allemandes et américaines, devient de moins en moins conciliante et se montre au contraire sans cesse plus âpre et plus combattive dans ses relations avec ses salariés.

Elle accuse le trade-unionisme de ses difficultés, de ses

déboires et sous son influence, une audacieuse offensive va être dirigée contre les organisations ouvrières, par une magistrature de classe, fidèle reflet de ses aspirations et de ses intérêts.

D'après la loi votée en 1874, il avait été jusqu'alors admis que les trades-unions ne pouvaient « ester en justice », ni être rendues civilement responsables de leurs actes collectifs ou des actes de leurs membres. Ainsi, les vastes encaisses des grandes trades-unions étaient à l'abri des emprises des tribunaux bourgeois. Cet état de choses était complètement renversé à partir de 1899, par le jugement rendu par le juge Farwell, confirmé en juillet 1901, en dernier ressort, par la Chambre des Lords — siégeant comme Cour suprême — et déclarant que l' « Amalgamée » (ou Syndicat national) des cheminots était rendue responsable du dommage qu'elle avait causé au cours d'un grève longue et agitée à une petite compagnie de chemins de fer, la Compagnie de la vallée de la Taff, dans le Pays de Galles. Et le Syndicat était finalement obligé de verser à la « Taff Vale », une indemnité de 575.000 francs !

Ce jugement de la « Taff Vale » fut le coup de clairon qui réveilla les trades-unions de leur sommeil léthargique. Il leur montra que leurs organisations les plus riches pouvaient, avec la nouvelle jurisprudence, être rapidement ruinées par les décisions d'une magistrature très hostile à la classe ouvrière organisée et dont la liberté d'appréciation était très large — les actes que le législateur permet aux ouvriers en cas de grève étant fort mal définis par la loi anglaise — comme d'ailleurs par la législation de la plupart des nations capitalistes modernes.

Pour remédier à cette situation, il n'y avait qu'un moyen, le vote par le Parlement de mesures législatives protégeant les caisses syndicales. Mais ces mesures, pour les obtenir, il fallait que la classe ouvrière fit sentir sa force aux partis bourgeois — aux libéraux « démocrates », aussi bien qu'aux

« unionistes » et conservateurs, qu'elle s'affirma dans les élections comme une force autonome, fit pénétrer ses propres représentants dans le Parlement, contre ceux des deux autres grands partis traditionnels.

Et c'est ainsi que naquit et grandit rapidement dans les Trades-Unions, le puissant mouvement qui aboutit, dès 1900, à la formation du « Comité pour la Représentation ouvrière », aujourd'hui le LABOUR PARTY (parti du travail). Dès son origine, il groupait 300,000 syndiqués ou socialistes, et l'année suivante, 456,000. Il comprenait alors quatre éléments. Tout d'abord 41 Trades-Unions importantes qui y avaient adhéré dès l'abord, ensuite les trois organisations socialistes nationales, l'I. L. P., la Société fabienne et aussi la S. D. F.

Mais les social-démocrates ne restèrent pas longtemps dans le nouveau groupement. Oubliant les indications si précises du *Manifeste Communiste,* les conseils si clairement donnés par Marx et Engels aux socialistes, de toujours se tenir en contact étroit avec la classe ouvrière organisée, ils prétendaient imposer dès 1902 au nouveau parti une reconnaissance formelle de tous les principes et de toute la tactique du socialisme international, proposition que Keir Hardie et tous les initiateurs du nouveau groupement considéraient comme tout à fait prématurée et de nature à amener sa dislocation à l'heure même où il venait de se constituer.

Leur proposition fut repoussée et ils se retirèrent. Dorénavant, le nouveau Parti du Travail va grandir et se développer sans eux. On ne peut que le regretter. Il y avait certainement un très beau rôle à jouer dans ce grand parti de la classe ouvrière anglaise pour le groupement dans lequel on trouve certainement le plus grand nombre de militants ayant une solide culture socialiste, la connaissance des principes et du mouvement international. Mais, ainsi que l'écrivait dernièrement Kautsky « le marxisme en Angleterre fit son apparition en opposition avec Marx et jugea nécessaire, dès le début, de combattre avec une telle âpreté le mouvement

trade-unioniste qu'il fut impossible à Engels lui-même de manifester de la sympathie pour la S. D. F. ». Ses militants s'en tenaient à leur point de vue traditionnel. Sans leur concours, le Parti du Travail va devenir un puissant facteur de la vie nationale et évoluer de plus en plus dans le sens socialiste, quoique moins rapidement, certes, que si tous les socialistes anglais avaient, de l'intérieur de ses rangs, favorisé cette évolution.

VI. — Le Labour Party et les élections de 1906.

Le Labour Party, définitivement constitué, se préparait méthodiquement aux élections générales qui eurent lieu en 1906. Un grand enthousiasme pour une action politique de classe avait saisi partout les travailleurs syndiqués. Toutes les grandes organisations corporatives versaient des cotisations considérables au nouveau groupement, dont le nombre des affiliés atteignait, dès 1903, 847.000, comprenant les grandes trades-unions des fabricants de chaudières (49.000 syndiqués), des cordonniers (28.000), des menuisiers et charpentiers (62.000), des mécaniciens (84.000), des textiles (103.000), des maçons (20.000), des chemins de fer (alors 56.000, aujourd'hui 100.000 syndiqués),et l'I. L. P. avec 13.000, et la Société fabienne avec 853 membres.

Dès l'origine, le Labour Party avait choisi pour secrétaire général un militant appartenant à la fraction modérée de l'I. L. P., mais remarquable tacticien, habile diplomate et orateur d'une grande puissance, J. Ramsay Mac Donald, qui en demeura le plus influent militant et qui, depuis, est devenu son leader officiel au Parlement.

Les élections de 1906 virent la première grande victoire remportée par la classe ouvrière en Angleterre sur le terrain politique, comme parti de classe. Alors que la vie politique paraissait devoir éternellement s'y limiter aux victoires alter-

nées et périodiques des deux partis bourgeois, maîtres de la représentation de toutes les circonscriptions du Royaume-Uni, et n'ayant à compter qu'avec le groupe des Irlandais — formé sur le seul terrain de la lutte nationaliste — on vit pour la première fois pénétrer dans l'antique et grandiose Palais de Westminster une représentation autonome de la classe ouvrière, entièrement composée d'hommes venus de l'usine, de l'atelier, de la mine, du bureau, secrétaires et présidents de leurs organisations syndicales respectives.

Aux élections de 1900, deux candidats « travaillistes », Keir Hardie, dans le Pays de Galles, et Richard Bell, des cheminots, à Derby, avaient seuls triomphé. Cette fois, le Parti du Travail avait une représentation totale de 29 députés, dont Mac Donald, Snowden, Keir Hardie, militants de l'I. L. P. et, parmi les représentants des principales Unions, Henderson, des métallurgistes; Shackleton, des textiles; Bowerman, des typos; Barnes et Duncan, des mécaniciens; Will. Thorne et Clynes, des gaziers. Parmi les nouveaux élus, 13 étaient des socialistes, membres de l'I. L. P.; un (Thorne) appartenait à la « S. D. F. ». Les mineurs, dont les leaders étaient le plus profondément attachés aux conceptions du vieil unionisme, et dont les rapports avec le libéralisme étaient étroits, avaient, de leur côté, 14 élus, mais qui n'adhéraient pas au Labour Party.

Tandis que celui-ci remportait cette importante victoire, les candidats de la « S. D. F. » échouaient partout. Seul son chef Hyndman n'était battu qu'à quelques douzaines de voix, à Burnley, dans le Lancashire, tandis que ses autres candidats n'obtenaient que de faibles minorités. Thorne, élu à South West Ham, l'était comme candidat travailliste et non comme social-démocrate.

Au Parlement, le Labour Party joua tout de suite un rôle considérable. Il obtint immédiatement du gouvernement libéral, de sir H. Campbell-Bannerman, une nouvelle législation mettant formellement les fonds des Trades-Unions à l'abri des

atteintes de la magistrature. Dans les grands débats parlementaires qui s'engagèrent dans la suite au sujet de la Chambre des Lords, il prit une part considérable, aux côtés des libéraux, à ses grandes luttes contre le privilège héréditaire.

William Thorne
Député, Secrétaire général des Gaziers.
Photo Barratt.

Il est, d'autre part, évident que, parti essentiellement ouvrier et corporatif, mais sans but socialiste nettement défini et précisé, le Labour Party a comme point faible son manque d'idéalisme révolutionnaire. L'absence de contact entre les représentants les plus éminents des intellectuels du socialisme, tels Hyndman, Bax, Bernard Shaw, et cette puissante mais un peu lourde machine, est pour lui une cause d'infériorité par rapport aux groupes socialistes parlementaires du continent. Il n'en demeure pas moins le grand fait social du début du XXe siècle en Angleterre.

VII. — Le mouvement de grèves de 1911-1912 et la situation actuelle.

Il semble que, comme par le balancement d'un pendule, le mouvement ouvrier oscille, dans presque tous les pays, d'une confiance exagérée en l'action parlementaire à une confiance aussi exagérée dans les vertus spécifiques de la grève, de l' « action directe ». L'Angleterre nous en offre un nouvel exemple actuellement.

Lors du grand effort et des victoires de 1906, tout était, en Angleterre, à l'action parlementaire. Dans les grandes Trades-Unions, on ne voulait plus entendre parler de grèves, l'action politique, l'action parlementaire devait suffire à tout : on y consacrait le temps, la peine, l'argent des Syndicats.

Et c'est ainsi que de 1897, date de la grande grève des mécaniciens, à 1910, on ne compte presque plus, en Angleterre, un seul grand mouvement revendicatif sur le terrain économique. Une réaction devait se produire. Elle était fatale.

L'état de choses nouveau a, d'ailleurs, des causes multiples. Les conditions contemporaines de la bataille sociale y étaient pour beaucoup. Ainsi que l'écrivait dernièrement Keir Hardie :

Les leaders des Trades-Unions ont dû reconnaître que si le travail est organisé, le capital l'est aussi. L'ancien employeur individuel, connu de ses ouvriers et les connaissant, a presque complètement disparu et les grandes Compagnies et coalitions de Compagnies avec des dizaines de millions derrière elles ont pris sa place. Des Fédérations patronales sont nées au moyen desquelles les firmes dont les ouvriers sont en grève, sont soutenues financièrement à un tel degré qu'il arrive que pendant une grève les actionnaires touchent les mêmes dividendes, que si leurs ouvriers continuaient à travailler (1).

Aussi avait-on, partout, de 1897 à 1910, multiplié les « Mutual Agreement and Conciliation boards » (Comités de conciliation), où se débattaient, entre délégués ouvriers et patronaux, le taux des salaires. Ceux-ci, en conséquence, demeuraient stationnaires, mais, pendant ce temps, le prix de la vie, en Angleterre, comme partout, ne cessait de monter. Les aliments coûtent 13 pour cent de plus qu'au début du XXe siècle, et le prix du loyer a augmenté dans une proportion encore plus grande. Ainsi l'ouvrier qualifié se sent lié lui-même sans cesse « pris davantage entre les meules des prix crois-

(1) *Revue Socialiste* : La leçon des grèves anglaises, par Keir HARDIE, page 386.

sants et les salaires décroissants ou tout au moins stationnaires » (2).

D'autre part, la classe capitaliste, un moment surprise par l'éveil politique des travailleurs, se ressaisissait. Sa magistrature, dans un jugement presque aussi célèbre que celui de la « Taff Vale », dans le cas Osborne, déclarait, en 1908, qu'il était illégal pour une Trade-Union de prendre part à l'action politique et d'y consacrer ses fonds.

Le « labour unrest » (malaise ouvrier) ne tarda pas à prendre une forme aiguë à partir du commencement de 1911, dans un prolétariat où, de plus en plus, l'idée socialiste pénétrait et avec elle la conscience croissante de l'iniquité du régime capitaliste. Il aboutissait à des soulèvements des masses prenant cette forme moderne du combat des classes sur le terrain économique qu'est la grève, s'étendant à des branches de plus en plus étendues d'une industrie, voire à une industrie nationale tout entière.

Et c'est ainsi qu'au début de 1911 les marins déclaraient la grève pour une augmentation de salaire, et qu'on vit, pour la première fois dans l'histoire industrielle de l'Angleterre, toutes les catégories des travailleurs des ports se solidariser avec eux, sous la direction de Ben Tillett, d'Orbell, de Gosling, à Liverpool sous celle de Tom Mann, depuis peu revenu d'Australie. Une admirable solidarité se manifestait entre toutes les catégories de travailleurs.

C'est ainsi qu'en juillet 1911 les cheminots refusèrent de manipuler les marchandises destinées aux ports où la grève continuait encore. Ils furent, en conséquence, lock-outés. Ils étaient alors appuyés par toute leur corporation et, en août de la même année, les quatre organisations des cheminots (dont la plus importante était l' « Amalgamée » ou Syndicat National, ayant à sa tête ses députés Thomas et Wardle),

---

(2) *Revue Socialiste* (15 Novembre 1909) : La leçon des grèves anglaises, par Keir Hardie, page 386.

décidaient la grève générale, à laquelle, en vingt-quatre heures, 250.000 cheminots sur 370.000 répondaient. Après quatre jours de grève, le travail était repris sur la base d'un compromis négocié par le gouvernement, mais l'effet produit sur la bourgeoisie était énorme.

Ce fut ensuite le vaste mouvement des textiles du Lancashire, ayant pour but d'obliger les derniers récalcitrants à

J.-M. Thomas
Photo Barratt

Robert Smillie
Président de la Fédération des Mineurs

l'organisation à se syndiquer et, enfin, en mars 1912, la plus vaste mobilisation ouvrière que le monde capitaliste ait encore vue, la grève générale des mineurs, comprenant 800.000 grévistes et entraînant la cessation du travail pour *un million* de travailleurs. Dans cette corporation, jusque-là une des plus attachées à ses anciens chefs modérés, tout le mouvement était dirigé par les jeunes éléments socialistes gallois, Hatshorn, Barker et Stanton, membres de l'I. L. P. ou de la S. D. F., et surtout par le vice-président de la Fédération Nationale,

un fervent socialiste écossais, camarade d'enfance de Hardie, Robert Smillie, qui, de l'aveu de toute la presse bourgeoise, fut le cerveau de cette grève colossale.

Elle aboutit au vote par le Parlement d'une loi établissant le principe du minimum de salaire — interdisant au patronat de payer à ses ouvriers un salaire inférieur au chiffre établi par les Commissions mixtes instituées par la loi et présidées par un représentant du gouvernement — législation insuffisante, certes, ne comportant surtout pas, comme le désiraient les mineurs, les chiffres minima de 6 fr. 25 par jour pour les adultes et 2 fr. 50 pour les garçons, mais constituant néanmoins une formidable atteinte à l'absolutisme patronal, au vieux principe que « charbonnier était maître chez lui ».

Pendant l'été de 1912, une nouvelle grève du port de Londres éclata et se prolongea pendant sept semaines, causant de terribles souffrances chez ses travailleurs et aboutissant finalement à un échec partiel, qui, après la série des grands conflits victorieux de l'année précédente, venait montrer que l' « action économique », comme l'action politique, avait ses limites fatales, et que ni l'une ni l'autre ne constituait de panacée absolue, qu'au contraire elles se complétaient nécessairement, ainsi que Keir Hardie le proclamait éloquemment au dernier Congrès du socialisme français, à Lyon.

A l'exception de Tom Mann — dont le tempérament très combattif et les facultés remarquables de propagandiste s'accompagnent, malheureusement, d'un esprit quelque peu versatile et chimérique — tous les principaux leaders des grands mouvements de 1911 et de 1912 sont, d'ailleurs, des militants aussi fermement convaincus de la nécessité de l'action politique que de l'action économique, voulant unir et non opposer ces armes parallèles du combat ouvrier.

Section II

LES ORGANISATIONS POLITIQUES DU PROLÉTARIAT BRITANNIQUE

I. — " L'Independant Labour Party ".

Nos lecteurs connaissent déjà les conditions dans lesquelles l'I. L. P. fut constitué, en 1893, à Bradford. Dans sa déclaration inaugurale, il déclarait qu'il avait pour but « la possession collective de tous les moyens de production, de distribution et d'échange » et pour fin immédiate « la représentation politique indépendante du travail dans toutes les assemblées, législatives, dirigeantes et administratives ».

L'I. L. P. compte, à l'heure actuelle, environ 800 groupes, comprenant environ 60.000 membres cotisants. L'importance des groupes varie naturellement, depuis ceux qui ne comptent qu'une ou deux douzaines d'adhérents, jusqu'à la section de Bradford, qui en compte 1.400. La cotisation est, en général, de 6 pence (soit 60 centimes) par mois. Chaque groupe doit verser annuellement 1 shilling (soit 1 fr. 25) par membre à l'organisme central. Beaucoup de groupes possèdent leurs salles de réunions et un cercle avec bibliothèque. Ils sont groupés en dix Fédérations régionales, chacune ayant à sa tête un secrétaire appointé.

La PROPAGANDE de l'I. L. P. est extrêmement active. Chaque section tient chaque semaine au moins un meeting public de propagande, et beaucoup de groupes tiennent deux, trois, quatre et jusqu'à six meetings. Pendant la saison d'été, le nombre des meetings de propagande — principalement en plein air, dans les parcs, ou même au coin des rues, où la loi anglaise les autorise pourvu qu'ils « ne nuisent pas à la cir-

culation » — atteint jusqu'à 2.000 et 2.500 chaque semaine dans toute l'Angleterre — un chiffre qui dépasse le nombre de réunions tenues par tous les autres partis ensemble.

D'après le rapport que l'I. L. P. a présenté au Congrès de Copenhague, les RECETTES reçues au Bureau Central s'étaient accrues de 3.051 livres (76.275 francs) en 1906 à 10.242 livres (soit 256.050 francs) en 1910. On évalue pour tous ses groupes ses ressources annuelles totales à 50.000 livres (1 million 250.000 francs).

W. C. ANDERSON
Président de l'Independant Labour Party

L'I. L. P. a à sa tête un CONSEIL NATIONAL, élu par le Congrès annuel, et qui comprend 17 membres. Longtemps son président fut Keir Hardie; Bruce Glasier, Philip Snowden et Ramsay Mac Donald lui succédèrent. Depuis plusieurs années c'est W.-C. Anderson, un jeune militant de l'Union des employés, remarquablement doué au point de vue oratoire, qui occupe le poste de « chairman ». Son trésorier depuis de longues années est T.-D. Benson. Son secrétaire est Francis Johnson. Les autres membres du Conseil National sont actuellement : Lansbury, ex-député de Londres; Bruce Glasier; Mary Mac-Arthur Anderson; Jowett, député de Bradford; Mac Kerrell, bailie (adjoint au maire); E. Moll; Ben Riley; J.-W. Holmes Harry Dubery pasteur Geoffroy A. Ramsey; Henry Davies; R.-C. Wallhead; J.-M. Mac Lachlan. Son siège est dans le centre de Londres, dans la Cité, dans des locaux confortables situés 23, Bride Lane, Salisbury Square.

Au PARLEMENT, l'I. L. P. compte dans le groupe du Parti

du Travail, sept élus, relevant directement de son organisation. Ce sont : les citoyens *Clynes* (Manchester Nord-Est); *Keir Hardie* (Merthyr Tedyl); *Jowett* (Bradford); *Ramsay Mac Donald* (Leicester); *Parker* (Halifax); *Richardson* (Whitehaven, dans le Durham), *Snowden* (Blackburn), élus lors des élections de décembre 1910. Il eut en outre à ces élections quatre autres candidats non élus : *Badley* (Leeds, Sud); *Kessack* (Camlachie, près Glascow), *Mac Kerrell* (Kirkdale); *F. Smith* (Chatham). Les sept élus de l'I. L. P. sont l'élément dirigeant du Labour Party à la Chambre des Communes.

Voici les résultats obtenus par l'I. L. P. depuis sa fondation aux élections générales :

ANNÉES	CANDIDATS	VOIX OBTENUES en moyenne par Candidat	VOTE TOTAL
1895	28	1.395	44.594
1900	10	3.720	37.207
1905	10	7.649	76.494
1910 (Janv.)	15	6.138	92.081
1910 (Déc.)	12	5.824	69.884

Il ne faut pas oublier, d'une part, les énormes difficultés financières que rencontre en Angleterre la participation aux élections (20 à 25.000 francs en moyenne par circonscription); d'autre part, le fait que dans un grand nombre de circonscriptions les candidats trade-unionistes du Labour Party sont soutenus par les membres de l'I. L. P., auquel une forte proportion sont d'ailleurs affiliés.

Sur le TERRAIN MUNICIPAL, l'I. L. P. compte 1.019 repré-

sentants dans les corps municipaux, dont 307 dans les conseils municipaux des grandes cités. Leur action est particulièrement grande dans les municipalités de Glascow, de Bradford, de Manchester, où leur influence a été prépondérante dans la réalisation des régies municipales — du gaz, des tramways, de l'électricité, les maisons ouvrières, etc. — qui font l'admiration de tous ceux qui les ont étudiées.

La PRESSE de l'I. L. P. comprend tout d'abord son organe central, le *Labour Leader,* qui est un organe hebdomadaire, très brillamment rédigé, et certainement de tous les journaux anglais celui qui donne à l'heure actuelle le reflet le plus complet du mouvement ouvrier du Royaume-Uni. Le *Labour Leader* a un tirage de 50.000.

Sous la direction de Ramsay Mac Donald, paraît depuis deux ans la *Socialist Review,* revue mensuelle, contenant souvent des études substantielles, mais à laquelle on peut seulement reprocher un réformisme extrême.

L'I. L. P. possède divers organes hebdomadaires en province : *Forward* (En Avant!), à Glascow ; *the Worker* (le Travailleur), à Hudderfield ; le *Weekly Citizen* (le Citoyen hebdomadaire), à Manchester ; le *Pioneer,* (le Pionnier), à Leicester ; le *Pioneer,* à Woolwich ; *Llais Llafur,* publié partie en langue gaélique, dans le Pays de Galles.

Depuis le mois de mai paraissait, à Londres, le premier quotidien qu'ait eu la classe ouvrière anglaise, le *Daily Herald* (le Courrier quotidien), créé par un certain nombre de militants appartenant soit à l'I. L. P., soit aux Trades-Unions, soit aux autres organisations socialistes. Fondé avec des ressources relativement très modestes, au moment où l'ensemble des organisations du Labour Party et de l'I. L. P. préparaient, dans un très gros effort, la fondation d'un grand quotidien ouvrier, le *Daily Citizen,* dont nous parlerons plus loin, le *Daily Herald* est apparu à beaucoup de militants comme une entreprise téméraire et inconsidérée. Il est néanmoins parvenu jusqu'ici à se maintenir et à rendre quelques services, notamment pendant

la dernière grève des ports de Londres. Il observe une attitude « unioniste » entre les différentes fractions du mouvement, mais accueille volontiers les critiques formulées contre le Labour Party, soit qu'elles viennent des socialistes intransigeants de l'école de Hyndman, soit qu'elles proviennent des néo-syndicalistes de l'école de Tom Mann, soit qu'elles aient pour auteur les « suffragettes ».

L'I. L. P. a pris, dans ces dernières années, l'initiative des principales manifestations de l'activité socialiste. Il faut citer notamment sa belle campagne *contre la guerre et pour l'affirmation de la solidarité internationale* des travailleurs.

Au Congrès de Copenhague, Keir Hardie se joignait à Vaillant pour préconiser la grève générale comme moyen suprême d'action du prolétariat contre une boucherie internationale. Quelques mois après, l'I. L. P. entreprenait une campagne de propagande sur tous les points du pays, dont le couronnement fut la manifestation internationale grandiose organisée le 10 décembre 1910 à Albert Hall, devant 12.000 personnes. Jaurès, Molkenbuhr et Vandervelde y prenaient la parole, à côté de Keir Hardie, de Mac Donald, de Lansbury, d'Anderson, comme représentants des « partis frères » de France, d'Allemagne et de Belgique.

En pleine crise marocaine, l'an passé, l'I. L. P. fut à maintes reprises l'interprète de toute la classe ouvrière anglaise, dans son action pacifiste et internationaliste. C'est ainsi qu'en décembre 1911 un manifeste signé par les quarante-deux élus du Labour Party était adressé au groupe socialiste du Reichstag allemand, leur assurant que « l'hostilité présente entre les deux pays (Angleterre et Allemagne) était due non à la classe ouvrière, mais à des intérêts politiques et économiques qui ne sont tout puissants que parce qu'ils sont secrets. Nous vous demandons, ajoutaient-ils, de transmettre à la classe ouvrière allemande l'assurance des sentiments amicaux des travailleurs anglais ».

Il faut encore signaler la vigoureuse campagne poursuivie

par la même organisation, au cours de l'année 1911, en faveur *du minimum de salaire de* 30 *shillings* (37 fr. 50) par semaine pour tous les travailleurs.

Elle fut ouverte par un grand meeting à Bradford, où parlèrent Keir Hardie, Will Crooks, Henderson, et continué dans des centaines et des milliers d'autres réunions. Elle contribua dans une large mesure au mouvement revendicatif des cheminots et des mineurs.

George Lansbury
Ancien député de Londres
Photo Harrison

Lorsque l'I. L. P. fut constitué, il y a 19 ans, ses fondateurs opposaient leurs conceptions « britanniques », leur socialisme inspiré de l'Evangile, de Ruskin ou d'Henry George, hostile à la lutte des classes, au « socialisme allemand », à l' « étroitesse» des doctrines marxistes, incompatibles, pensaient-ils, avec la mentalité du prolétariat anglais.

Aujourd'hui, une étude plus approfondie des conceptions maîtresses de Marx, une connaissance plus complète de sa méthode et de ses idées fondamentales ont montré aux principaux militants de l'I. L. P. que souvent ils avaient « fait du marxisme sans le savoir » et avaient combattu comme marxiste des méthodes que Marx lui-même eut repoussées. Keir Hardie analysant récemment la très attachante, quoique parfois inexacte, biographie de Marx publiée par John Spargo, se proclamait très nettement marxiste. A plusieurs reprises, ces temps derniers, le *Labour Leader*, organe central de l'I. L. P., publiait des études du socialiste américain Hunter,

pour démontrer que l'action de l'I. L. P., ses efforts pour former un grand parti du travail, étaient en complet accord avec les écrits et la pensée de Marx.

D'autre part, des militants de l'I. L. P., tels que Keir Hardie Barnes, Lansbury, Jowett, Robert Smillie, Glasier, Anderson, Richardson, font de plus en plus entendre un langage qui est absolument à l'unisson de celui des militants du socialisme international, plaçant nettement leur action sur le terrain de classes.

Pour celui qui connut la propagande de l'I L. P. lors de ses débuts et qui en constate le caractère actuel, le progrès vers la doctrine et les méthodes générales du socialisme moderne est tout à fait notable. On peut dire qu'aujourd'hui sa propagande ne diffère plus de celle des autres Sections de l'Internationale.

II. — " Le British Socialist Party ".

Nous avons retracé l'historique de la « Social Democratic Federation », la plus ancienne des organisations socialistes anglaises, fondée en 1884, et rappelé ses principaux états de service.

Depuis 1909, elle avait changé son titre en celui de « Social Democratic Party ». En même temps, elle renouvelait auprès de l'I. L. P. ses démarches en vue de la réalisation de l'unité socialiste en Angleterre, conformément au vœu du Congrès d'Amsterdam, renouvelé par l'Internationale à son dernier Congrès de Copenhague.

Mais visiblement l'I. L. P., dans ses éléments les plus influents, envisageait sans enthousiasme la fusion proposée. De toutes façons, il posait comme condition préalable absolue l'adhésion au Parti du Travail, qui constituait déjà, à son avis, une forme supérieure et plus vaste d'unité ouvrière. Les social-démocrates décidèrent alors de passer outre et con-

voquèrent, pour le 30 septembre 1911, à Manchester, une conférence « unitaire », à laquelle participèrent les 86 groupes que comptait alors le « Social-Democratic Party », 41 groupes de l'I. L. P. — sur près de 800 — 32 groupes autonomes formés autour du journal de Blactchford, le *Clarion* devenu récemment un critique acerbe du Labour Party ; 11 groupes d'une petite organisation constituée par Victor Gayson, un moment élu de l'I. L. P. ; enfin 40 petits groupements et associations socialistes indépendantes. Les organisateurs du Congrès estimèrent à 35.000 le nombre des citoyens organisés qui étaient représentés à la Conférence de Manchester. Ces chiffres sont d'ailleurs contestés dans l'I. L. P. Mais ils paraissent être assez voisins de la vérité. Etant donné que le S. D. P. n'avait que 17 à 18.000 adhérents, on voit que la nouvelle organisation formée en septembre 1911, et qui a pris le titre de British Socialist Party (Parti socialiste britannique) constitue sinon le « Parti socialiste unifié » d'Angleterre, du moins un fort « morceau d'unité », un groupement respectable de forces socialistes. Il représente un assemblage d'éléments particulièrement enthousiastes et militants, et comme noyau la « vieille garde » social-démocratique, des hommes qui, comme Hyndman, Harry Quelch, Hunter, Watts, Jack Williams, Dan Irving, à Burnley, ont, suivant le refrain du chant du *Red flay* (le Drapeau rouge), qu'ils ont popularisé dans tout le prolétariat anglais, « maintenu le drapeau rouge flottant

H. Quelch

envers et contre tous » pendant plus d'un quart de siècle en Angleterre, contre vents et marées.

La nouvelle organisation compte, d'autre part, des éléments dissidents de l'I. L. P., tels que Russel Smart, Victor Gayson, C.-B. Stanton, Ben Tillett, Leonard Hall, qui représentent un élément très combattif, mais d'un révolutionnarisme quelque peu confusionniste. C'est parmi eux que se manifeste une tendance quelque peu antiparlementaire, à la mode française.

C. B. Stanton
Leader des mineurs socialistes révolutionnaires gallois
Photo Barratt

Dans le Congrès constitutif de Manchester, le « B. S. P. » a ainsi défini ses principes, dans une déclaration directement inspirée de celle qui servit de base à la constitution de l'unité socialiste française :

Le Parti socialiste est l'expression politique du mouvement de la classe ouvrière, agissant en étroite coopération avec les organisations industrielles pour la socialisation des moyens de production et d'échange — c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste.

Aussi bien par son but, son idéal, que par les moyens qu'il emploie, le Parti socialiste n'est pas un parti réformiste, mais un parti révolutionnaire, qui estime que la liberté et l'égalité économiques ne peuvent être conquises qu'en poursuivant la guerre des classes jusqu'au bout, afin d'obtenir ensuite la suppression de toutes distinctions de classe.

Le texte proposé par la Commission comportait, en outre, comme celui du Parti socialiste de France, « ...le Parti socialiste — *tout en luttant pour la réalisation des réformes so-*

ciales réclamées par la classe ouvrière — n'est pas un parti réformiste, etc... » Le membre de phrase que nous avons souligné fut supprimé après un débat très vif par 85 voix contre 77, ce qui montre la prédominance des éléments les plus intransigeants dans le B. S. P.

Elle est d'ailleurs apparue encore dans son deuxième Congrès, tenu à Pâques 1912, également à Manchester. La lutte y fut assez acharnée entre les nouveaux venus, partisans de « l'action directe », préconisant la grève comme principal, sinon unique moyen d'action, et les anciens du S. D. P., opposant les résultats féconds de l'action politique socialiste. Dans l'ensemble, il apparut que le nouveau parti comportait un certain nombre d'éléments qui manquent de maturité d'esprit — défaut que le temps corrigera.

Dans le B. S. P., l'élément le plus important, le plus stable, et dont l'action peut seule être examinée avec un suffisant recul, est constitué par les social-démocrates. Nous avons déjà retracé au début de ce chapitre l'odyssée mouvementée de leur organisation, depuis ses origines. Nous avons déjà dit ses efforts valeureux, mais infructueux pour faire pénétrer au Parlement britannique, en dehors du Parti du Travail, comme candidats « spécifiquement socialistes » des membres de son organisation.

Aux élections de janvier 1910, il engagea la lutte dans huit circonscriptions du Royaume-Uni. Ses candidats étaient : Hyndman, à Burnley ; Herbert Burrows, à Haggerston (Londres) ; Dan Irving, à Rochdale ; Quelch et Gribble, à Northampton ; Hartley, à East-Brad Ford ; Kennedy, à Aberdeen ; Lapworth, à Sheffield. D'autre part, d'autres de ses membres, Will Thorne, à South West Ham ; Ben Tillett, à Swansea ; Purcell, à Salford, et Small, à North-West Lanark, étaient candidats des groupements locaux du Parti du Travail.

Ces 13 candidats ont obtenu ensemble 32.540 voix, contre 29.000 voix réunies en 1906 et 6.900 en 1900. Seul William Thorne fut élu, comme candidat du Labour Party, d'ailleurs,

à South West Ham, qu'il représentait déjà à Westminster depuis quatre ans.

On sait comment la Chambre des Communes, élue en janvier 1910, fut dissoute en décembre de la même année, afin de permettre au corps électoral de se prononcer sur la question de l'abolition du droit de *veto* de la Chambre des Lords. Les social-démocrates, qui ne peuvent pour la bataille électorale, compter sur le Parti du Travail, sur les énormes ressources des Trades-Unions, étaient hors d'état de renouveler, à dix mois de distance, le gros effort qu'ils avaient fait en janvier. Aussi n'engagèrent-ils la lutte que dans deux circonscriptions, à Burnley, avec Hyndman, qui n'obtint, cette fois, que 3.810 voix, soit près d'un millier de moins qu'au début de l'année, et à Rochdale, avec Dan Irving, qui en réunit 1.900.

Les différentes assemblées municipales (Conseils municipaux, Conseils des écoles, etc.) qu'on compte en Angleterre, sont d'un accès beaucoup plus facile pour un parti prolétarien que le Parlement. Aussi les social-démocrates y ont-ils obtenu des résultats supérieurs. Ils y comptent environ 200 élus ayant obtenu 114.000 voix.

D'après son rapport au dernier Congrès, le S. D. P. avait un budget d'environ 75.000 francs, sans comprendre les recettes et dépenses de ses deux coopératives, l'imprimerie la « Twentieth Century Press » (imprimerie du XXe siècle), que dirige depuis sa fondation Quelch, et qui publie l'organe central *Justice;* et la coopérative de production de chaussures, fondée à Northampton, par Gribble, et dont les bénéfices vont tout entiers à la caisse du Parti. Ces ressources appartiennent actuellement au nouvel organisme dans lequel le S. D. P. s'est fondu, et dont *Justice* est le principal organe. Ils publient également une revue mensuelle, *The Social-Democrat*, qui, maintenant, a transformé son titre en *The British Socialist*.

Les social-democrates ont incontestablement le mérite

d'avoir fait la propagande la plus tenace, la plus vigoureuse, en faveur des idées essentielles du socialisme moderne au moyen de brochures, de *leaflets,* de manifestes. Citons parmi leurs écrivains les plus distingués : Hyndman, Belford Bax, Quelch, Rothstein. Pendant les trois dernières années, ils n'avaient pas écoulé moins de 600.000 volumes et brochures socialistes dans le public anglais, ils avaient imprimé et distribué plus de deux millions de manifestes et de leaflets. Ils ont ainsi répandu les principales productions de la littérature socialiste internationale.

Le siège du B. S. P. est à Londres. Son secrétaire est l'ancien secrétaire du S. D. P., W. Lee. Il a à sa tête un Comité exécutif, dont le président est H. M. Hyndman, et les membres Leonard Hall (Birmingham), Dan Irving (Burnley), Victor Grayson (Londres), Hunter Wath (Londres), Ben Tillett (Londres), Russell Smart (Southport), G. Simpson (Manchester), T. Groom (Gloucester), C. Fairchild (Londres), Kennedy (Aberdean).

Le socialisme anglais est particulièrement redevable à Hyndman et à ses amis, en dehors de leur œuvre générale de propagande des principes socialistes, de leurs efforts pour associer le prolétariat anglais à l'action du prolétariat universel.

Dans les manifestations qu'ils organisèrent en faveur de la Révolution russe, pour la Finlande, contre le meurtre de Ferrer, ils rencontrèrent d'ailleurs toujours le concours cordial de tous les autres socialistes anglais. Au moment de la guerre sud-africaine, ils surent s'élever avec un courage intrépide contre le chauvinisme déchaîné.

Il nous faut, d'autre part, relever les malheureuses déclarations, quelque peu entachées de chauvinisme, faites par Hyndman, en faveur de l'augmentation de la flotte pour résister à la « menace de l'invasion allemande ». Ces déplorables affirmations ont d'ailleurs provoqué une violente protestation dans tout le socialisme anglais. Un des fondateurs

de la S. D. F., Herbert Burrows, démissionnait à la suite de ces incidents et au sein même du parti social-démocrate, Hyndman, en dépit de son énorme et légitime crédit, était

Le Banquet offert a Hyndman pour son 70e Anniversaire
(Londres, mars 1912)

mis en minorité, le referendum des adhérents adoptant la motion contraire proposée par Rothstein (1).

A l'actif de la plus ancienne des organisations anglaises, on peut, d'autre part, citer encore sa belle campagne pour les *repas gratuits aux enfants des écoles publiques*, leur entretien complet par l'Etat « responsable de l'avenir de la race » ; son action en faveur des *sans-travail,* menée avec ténacité depuis un quart de siècle par un de ses fondateurs,

(1) La presse bourgeoise qui, naturellement, avait fait grand bruit autour des déclarations chauvines de Hyndman, s'est bien gardée de faire connaître à ses lecteurs le résultat de ce referendum.

Jack Williams; sa propagande pour les *milices nationales*, qui a cependant, en raison des circonstances particulières à l'Angleterre, l'inconvénient de servir les desseins des militaristes qui veulent établir le service militaire obligatoire, dans un pays où le citoyen ne conçoit pas qu'il puisse être appelé à revêtir un uniforme, si cela ne lui convient point, et où on n'a jusqu'ici connu que des soldats de métier.

Les Social-Democrates et leurs nouveaux alliés fêtaient, en mars 1912, dans un banquet particulièrement réussi, à Londres, le 70e anniversaire de leur leader Hyndman. Ce banquet, présidé par le grand artiste socialiste Walter Crane, assisté de Bernard Shaw, le plus grand dramaturge de l'Angleterre contemporaine, de H.-G. Wells, son plus brillant romancier, de représentants des principaux partis socialistes d'Europe, fut l'occasion d'une émouvante démonstration de gratitude, à l'égard d'un militant, qui avec toutes ses erreurs, n'en a pas moins été l'initiateur de l'idée socialiste de l'autre côté de la Manche.

III. — " La Fabian Society " et les autres petits groupements.

Nous avons déjà exposé les conditions dans lesquelles avait été fondé dès 1884, la Société Fabienne et son programme essentiellement opportuniste et réformiste de « pénétration » socialiste dans les milieux et les partis bourgeois.

Quelles que soient les justes critiques qu'on puisse adresser aux Fabiens, à leur pédantisme, à leur modérantisme systématique, à leurs idiosyncrasies britanniques, comme à leur ignorance du mouvement international, on doit incontestablement reconnaître leur intégrité et les services qu'ils ont rendu un moment par leur propagande écrite — surtout par la brochure. Leurs fameux « tracts » ont eu souvent un succès énorme. Ils forment actuellement une série qui atteint 200

petits volumes. Le plus célèbre « Facts for socialists », fut tiré à des centaines de milliers d'exemplaires.

A l'heure actuelle, la Société Fabienne a d'ailleurs subi fortement l'influence du Labour Party. Elle ne croit plus à l'impossibilité, en Angleterre, de constituer un parti politique de la classe ouvrière, en face des autres partis.

Elle a adhéré d'ailleurs au Labour Party depuis sa fondation et quatre de ses membres sont parmi les élus du Parti du Travail (dont trois sont en même temps membres de l'I. L. P.).

Elle a encore cependant un certain nombre d'adhérents qui sont demeurés membres du parti libéral, voire même du parti conservateur ou du parti irlandais. C'est ainsi qu'elle compte parmi ses affiliés, 4 élus libéraux, à tendance collectiviste d'ailleurs très caractérisée, notamment le distingué économiste Chiozza-Money, député de Londres.

La Société Fabienne comprend actuellement 2,664 membres, répandus dans 53 groupes et son revenu annuel n'est pas inférieur à 82,000 francs. Groupement composé presque exclusivement d'intellectuels, son action est particulièrement féconde dans le milieu universitaire. Dans les grandes Universités d'Oxford et de Cambridge, chacun de ses groupes ne compte pas moins de cent membres.

Dans un but d'étude, déclare son rapport au Congrès de Copenhague, les membres de la Société se réunissent en groupes qui discutent entre eux des sujets spéciaux, tels que l'instruction publique, l'administration locale, la biologie, la position légale et économique de la femme, le tout relativement à l'Etat socialiste pour l'avènement de laquelle la Société travaille.

La Société possède une bibliothèque de 5 à 6,000 volumes, traitant de l'histoire, de l'économie politique, des conditions socialistes et du socialisme, lesquels sont à la disposition de ses membres et constituent aussi une bibliothèque circulante. Tous les ans près de deux cents caisses de volumes sont prêtées, moyennant une faible rétribution, aux Groupes socialistes, aux Trades-Unions, aux Sociétés coopératives ou à toute autre Société qui en fait la demande.

La Société Fabienne croit que l'ignorance est l'ennemi principal

qui s'oppose aux progrès du socialisme et qu'une connaissance étendue et correcte de l'histoire sociale et des conditions industrielles doit, tôt ou tard, conduire au triomphe du socialisme.

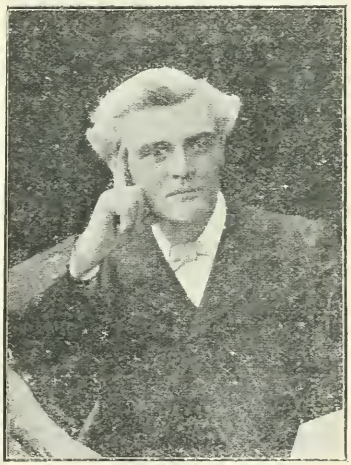
La Société Fabienne a toujours eu des rapports très cordiaux avec l'I. L. P. Depuis 1911, elle a constitué un Comité permanent d'entente avec celui-ci, composé de six membres et dont le rôle principal est l'organisation en commun de la propagande.

Longtemps, les Fabiens eurent la spécialité dans le socialisme international de combattre, avec un extrême entêtement, le concept de la lutte des classes qu'ils paraissaient d'ailleurs interpréter dans son sens le plus étroit. Ils semblent aujourd'hui avoir quelque peu évolué, si on en juge d'après les récentes déclarations de leur plus spirituel, mais quelque peu paradoxal et fantaisiste représentant Bernard Shaw. Parmi leurs autres adhérents les plus connus, restés fidèles depuis sa fondation à la Société, il faut citer Sydney Webb, dont nous avons déjà dit le rôle comme historien des trades-unionistes, et qui est, en outre, un des « municipalisateurs » les plus compétents du « County Conseil » ou Conseil général du Comté de Londres, Beatrice Webb-Potter, l'historienne du mouvement coopératif ; son secrétaire E.-R. Pease. (Siège central : 3, Clement's Inn Strand, Londres W. C.).

Nous avons déjà mentionné les « *Clarion fellowship* » groupements de propagande, formés par les lecteurs du journal socialiste le *Clarion*, et qui constituèrent principalement des escouades de cyclistes pour aller tous les dimanches propagandiser à travers les petites villes et les villages du Royaume-Uni. Aujourd'hui, la plupart de ces groupes ont adhéré au B. S. P.

Le *Clarion* lui-même est un journal socialiste indépendant, auquel collaborent un certain nombre de militants connus de l'I. L. P. ou du B. S. P. et surtout un journaliste d'un incontestable talent littéraire, Robert Blatchford, malheureusement enclin de temps en temps à des accès de chauvinisme

— c'est ainsi qu'en 1909-10, il se joignait à Hyndman, dans sa déplorable campagne pour la flotte, qui fut blâmée par la plupart de ses amis, d'ailleurs. Blatchford n'en a pas moins rendu d'incontestables services à la cause. Le *Clarion*, qui a aujourd'hui une vingtaine d'années d'existence, a un tirage moyen de 80,000 exemplaires. Blatchford est, en outre, l'auteur de brochures socialistes qui ont eu un succès considérable. La plus célèbre, publiée il y a une quinzaine d'années, sous le titre ironique de « Merry England » (la Joyeuse Angleterre), atteignit un tirage de plus d'un million d'exemplaire, tant en Angleterre qu'aux États-Unis.



Le Pasteur K. J. Campbell
Leader des socialistes chrétiens
Photo by Haines

Le « non-conformisme », la tendance à former des organisations dissidentes fut toujours une caractéristique du mouvement religieux anglais. Il semble se manifester de même dans le milieu socialiste par la création d'une série de petites organisations « nationales » à côté des principales que nous venons déjà d'énumérer. C'est ainsi qu'il faut citer le « *Socialist party of Great Britain* », groupement comptant en tout deux ou trois cents membres et qui publie un petit journal mensuel, le *Socialist Standard*; le *Socialist Labour Party*, dont le siège est à Edimbourg, et qui paraît se confiner à l'Ecosse. Il publie un petit organe mensuel *The Socialist*. L'une et l'autre de ces organisations sont surtout composées de dissidents de l'organisation social-démocratique, à laquelle ils reprochaient, en dépit de son intransigeance, d'être « por-

tée aux compromissions » et insuffisamment orthodoxe. Ce sont d'ailleurs l'un et l'autre des groupements sans aucune influence.

Il faut encore citer la *Church Socialist League* (Ligue socialiste de l'Eglise), formée par un certain nombre de membres de l'Eglise anglicane et qui compte parmi ses adhérents un assez grand nombre de ministres anglicans, voire des évêques. Dans plusieurs des récentes batailles électorales, ou des grandes grèves, elle est intervenue avec vigueur en faveur des candidats ouvriers et socialistes.

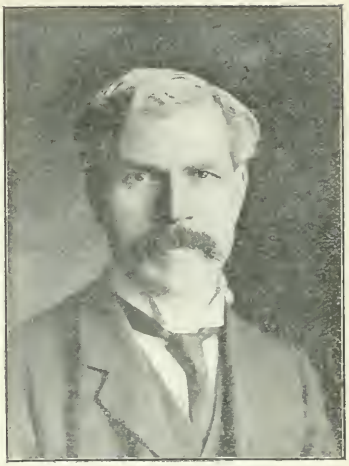
IV. — Le Labour Party.

Nous avons exposé les conditions dans lesquelles le *Labour Party* ou Parti du Travail, fédération politique de syndicats et de partis socialistes, avait été constitué en 1900, par la formation d'un « Comité pour la Représentation ouvrière », réunissant les délégués d'importantes trades-unions et les représentants de deux organisations socialistes sur trois (après le retrait des Social-Democrates).

Le Labour Party n'a cessé de voir grandir ses forces depuis sa création, ainsi que le montre la statistique suivante :

ANNÉES	NOMBRE de Trades-Unions affiliées	NOMBRE D'ADHÉRENTS des Unions et des Organisations socialistes
1900	41	375.000
1901	65	469.000
1902	127	861.000
1903	165	969.000
1904	158	900.000
1905	158	921.000
1906	174	997.000
1907	181	1.072.000
1908	176	1.158.000
1909	172	1.486.000
1910	172	1.430 000

Il y a eu un léger fléchissement dans le chiffre des trades-unionistes adhérents depuis le jugement Osborne, qui prétend interdire aux organisations syndicales britanniques la participation à l'action politique. Néanmoins, le Labour Party a conservé le bloc de ses adhérents syndiqués, qui représente la très grande majorité du nombre total des travailleurs organisés du Royaume-Uni, à côté des adhérents de l'I. L. P., qui forme comme sa colonne vertébrale et dont les leaders sont ses propres chefs.



Ramsay Mac Donald
Député de Leicester
Photo Barratt

Lors de sa formation, le Labour Party définit ainsi son but :

L'établissement d'un groupe autonome du Travail dans le Parlement, groupe qui aura ses propres secrétaires, sa politique autonome, qui inclura une action combinée avec tout parti disposé à établir une législation en faveur du travail et une opposition acharnée à toutes mesures de tendances opposées.

Depuis, à son Congrès de Hull, en 1908, il adoptait par 514.000 voix contre 469.000, la résolution suivante proposée par l' « Amagalmated » des mécaniciens :

La Conférence déclare que le temps est venu pour le Labour Party d'affirmer qu'il *a pour but défini la socialisation des moyens de production, de distribution et d'échange,* devant être contrôlés par un Etat démocratique dans l'intérêt de toute la communauté, et *l'émancipation complète du travail de la domination du capitalisme et de la propriété foncière, par l'établissement de l'égalité politique et sociale des deux sexes.*

Il faut d'ailleurs observer que la minorité comprend un assez grand nombre de socialistes, qui estimaient qu'il était

encore prématuré de donner un but socialiste nettement défini au Labour Party et, qu'en outre, un certain nombre d'unions étaient représentées par leurs anciens fonctionnaires, trades-unionistes de la vieille école qui, au fur et à mesure de leur disparition, sont partout systématiquement remplacés par des militants socialistes, appartenant principalement à l'I. L. P.

Les ressources du Labour Party consistent :

1° Dans le fonds général constitué par la cotisation de 20 francs par an et par mille membres adhérents, due par chaque trade-union nationale, fédération ou parti socialiste; de 20 francs par an et par mille membres pour toute union locale de syndicats jusqu'à 5,000 et de 36 francs par an, lorsque le nombre de ses membres est plus élevé.

2° Dans le *fonds parlementaire*, constitué par un versement de 20 centimes par an et par membre par chaque organisation adhérente. Jusqu'au vote par le Parlement de la loi qui accorde à chaque député anglais 10,000 francs d'indemnité annuelle, c'était sur ce fonds que le Labour Party devait payer ses 40 élus. Il leur accordait 5,000 francs d'appointements.

Le *fonds général* s'élevait l'an passé, pour les recettes, à 5,427 livres (135,675 francs), et pour les dépenses à 4,625 livres (115,500 francs); le *fonds parlementaire*, pour les recettes, à 27,236 livres (680,900 francs), et pour les dépenses à 18,824 livres (470,600 francs).

A la suite du vote de l'indemnité parlementaire, le dernier Congrès du Labour Party, tenu en février, à Birmingham, a décidé de réduire à 10 centimes par an et par membre la cotisation due pour le fonds parlementaire.

Le Labour Party a à sa tête un *Comité Exécutif*, qui est actuellement composé de Ben Turner (Textile), Walker (Charpentiers), Henderson, député (Mouleurs de fer), Anderson (I. L. P.), Clynes, député (Gaziers), Tom Fox (Unions de syndicats), Keir Hardie, député (I. L. P.), Hodge, député (Fondeurs d'acier), Orbell (Dockers), Onions (Mineurs),

Photo Barratt.

La devise placée sous la tribune proclame : « They conquer who believe they can ». (Ceux-là sont vainqueurs qui croient à la victoire).

LE CONGRÈS DU PARTI DU TRAVAIL.

Au Bureau : TURNER, des Textiles, parle, ayant à sa droite RAMSAY MAC DONALD, MOLKENBUHR, Délégué de la Sociale Démocratie allemande ; HODGE et ROBERTS, Député, et à sa gauche, plusieurs Délégués, dont KEIR HARDIE.

Pease (Société Fabienne), Roberts, député (Typographes), Robinson (Textile), Stevenson (Mécaniciens), Wilson (Employés de Coopératives). Son secrétaire était jusqu'à ces temps derniers, Ramsay Mac Donald, qui est en même temps son leader à la Chambre des Communes. L'excès de travail que représentait ces occupations multiples l'a obligé à abandonner le secrétariat.

Depuis le dernier Congrès, il a été remplacé par A. Henderson. Il a pour secrétaire adjoint, non parlementaire, J.-S. Middleton, qui a occupé ces fonctions depuis la formation du Parti.

Son siège central est à Londres, 28, Victoria Street, Westminster.

Le Labour Party a obtenu les résultats suivants, dans les batailles électorales auxquelles il a participé :

ANNÉES	NOMBRE des Candidats	NOMBRE des Elus	NOMBRE de voix obtenues	POURCENTAGE du chiffre au chiffre votant
1900	15	2	62.698	40.5
1906	51	30	331.280	36.9
1910 (Janv.)	78	40	505.690	36.6
1910 (Déc.)	56	42	370.802	40.8

Il importe de rappeler que les élections dernières survenant 10 mois après la précédente consultation, qui avait déjà coûté un très gros effort au Parti du Travail, n'ont pu lui permettre d'engager la lutte — étant donné les dépenses considérables — que là où il était assuré de garder ou de conquérir des sièges, le moindre chiffre de voix d'une élection à l'autre ne s'explique que par ce motif.

Le Labour Party a actuellement 42 élus (le siège de Enoch

Edward, décédé, ayant été perdu en juin 1912, à Hanley), dont 14 appartiennent à la Fédération des Mineurs; 8 à l'I. L. P.; 3 au Syndicat national des Cheminots; 2 à celui des Mécaniciens; 2 aux Textiles; 2 aux Typographes et 1 à chacune des organisations des Mouleurs de fer, des Charpentiers, des Fondeurs d'acier, de l'Ameublement, des Constructeurs de navire, des Chauffeurs-mécaniciens, des Dessinateurs-mécaniciens, des Instituteurs et de la Société Fabienne.

Le Groupe du Parti du Travail a la Chambre des Communes

Voilà la liste de ces élus : *A. Henderson* (Barnard Castle); *Ch. Duncan* (Barrow); *Ph. Snowden* (Blackburn); *A.-H. Gill* (Bolton); *F.-W. Jowett* (Bradford Ouest); *J. Haslam* (Chesterfield); *Taylor* (Chester-le-Street); *Bowerman* (Londres); *J.-H. Thomas* (Derby); *J.-C. Hancock* (Mid-Derbyshire); *Harvey* (North-Derbyshire); *Wilkie* (Dundee); *Adamson* (Fifeshire); *W. Brace* (Glamorgan, Pays de Galles); *G.-N. Barnes* (Glascow); *Hodge* (Gorton); *J. Williams* (Gower); *J. Parker* (Halifax); *Wadsworth* (Hallamshire, Pays de Galles); *Stephen Walsh* (Ince); *O'Grady* (Leeds, Est); *Ramsay*

Mac Donald (Leicester); *Sutton* (Manchester, Est); *Clynes* (Manchester, Nord-Est); *Keir Hardie* (Merthyr Tydvil, Pays de Galles); *T. Richards* (Monmouth, Pays de Galles); *Walter Hudson* (Newcastle); *G.-H. Roberts* (Norwich); *Fr. Hall* (Normanton); *W. Johnson* (Nuneaton); *Abraham* (Rhonda, pays de Galles); *J. Pointer* (Sheffield); *G.-J. Wardle* (Stockport); *A. Smith* (Clitheroe); *A. Stanley* (Staffs); *Goldstone* (Sunderland); *Will Thorne* (South West Ham, Londres); *W.-T. Wilson* (Westhougton); *T. Richardson* (Whitehaven); *Will Crooks* (Woolwich, Londres).

Un grand nombre de ces élus sont en même temps secrétaires généraux ou présidents de leurs organisations syndicales; c'est notamment le cas de Henderson, pour les mouleurs de fer; de Duncan, pour les manouvriers et « travailleurs généraux »; de Bowerman, pour les typos; de Thomas et Wardle, pour les cheminots; de Barnes, pour les mécaniciens; d'Abraham, Harvey, Stanley, Richards, pour les mineurs; de Thorne et Clynes, pour les gaziers.

Les présidents ou leaders du Labour Party ont été successivement Keir Hardie, Henderson, Barnes et Mac Donald.

Dans les Assemblées municipales, le Labour Party compte plusieurs centaines d'élus, qui sont très fréquemment en même temps ceux de l'I. L. P. On estime qu'au total ces représentants de la classe ouvrière atteignent le chiffre de 2,000.

A la Chambre des Communes, le Labour Party prend une part active à la vie parlementaire. Il suffit de rappeler son action continue en faveur des Sans-Travail, pour la reconnaissance du principe du « droit au travail » par l'État, qui a abouti au dépôt par M. Lloyd George, et au vote d'une loi établissant l'assurance contre le chômage, contre la maladie et l'invalidité; sa campagne pour « l'enfance affamée », qui a abouti à faire nourrir dans les écoles des milliers d'enfants; son action répétée pour la réforme de l'impôt, la nationalisation des chemins de fer, la journée de 8 heures pour les

mineurs (votée), le salaire minimum de 30 shilings (36 fr.) par semaine ; la reconnaissance du droit des Trades-Unions de participer à l'action politique (un projet de loi a été déposé par le Gouvernement) ; contre le militarisme et pour la paix internationale ; pour la réduction des armements ; contre les crédits pour la flotte ; pour la Perse et contre l'entente anglo-russe pour écraser ce malheureux peuple ; pour la Finlande ; pour l'Inde ; pour le rapprochement avec l'Allemagne, etc., etc.

ROBERTS
Secrétaire du Groupe parlementaire du Parti du Travail

Photo Barratt

Le Labour Party s'est prononcé très nettement en faveur du vote des femmes et l'attitude énergique de ses principaux militants Keir Hardie, Snowden, Mac Donald, à ces égards lui a valu les chaleureuses sympathies des militantes du très important mouvement féministe qui existe en Angleterre, à la suite du vote du dernier Congrès de Birmingham, qui déclarait que tout projet de réforme électorale qui ne comporterait pas le suffrage universel pour tous les adultes, sans distinction de sexe, serait *inacceptable* pour les travaillistes. En conséquence, la « National Union of Women's Suffrage Societie », fédération de toutes les Sociétés féministes anglaises, dans un Congrès tenu en mai 1912, décidait que dorénavant, dans toutes les circonscriptions où une candidature travailliste serait posée, elle recevrait tout l'appui moral et matériel des suffragettes.

Le Labour Party possède, d'autre part, une annexe fémi-

nine active dans la *Women's Labour League* (Ligue féminine du travail), constituée en 1906 sur l'initiative intelligente de la regrettée et dévouée compagne du leader du Parti, la citoyenne Margaret Mac Donald, prématurément enlevée l'année dernière au mouvement ouvrier et à l'affection des siens.

La Ligue compte actuellement 112 sections et 5,000 adhérentes. Sa secrétaire permanente est la citoyenne Margaret Bondfield, une très energique adhérente du Syndicat des Employés ; ses principales militantes sont, avec elle, les citoyennes Mary-Mac Arthur Anderson et Bruce Glasier.

Mary R. Mac Arthur Anderson

Jusqu'ici, la classe ouvrière anglaise a été particulièrement infériorisée dans ses luttes par l'absence de quotidiens. L'étude de la presse anglaise et des conditions particulières de son développement nous entraînerait trop loin. Qu'il nous suffise de constater les difficultés matérielles extrêmes que présentait pour un parti prolétarien en Angleterre, la création d'une *presse quotidienne,* comme d'ailleurs l'action électorale et parlementaire.

Après de longues hésitations, dont son rapport au Congrès de Copenhague portait encore la trace, le Labour Party, aiguillonné par l'initiative de Keir Hardie, qui poursuivit une vigoureuse campagne pour le quotidien ouvrier dans le *Labour Leader,* s'est décidé depuis un an et demi environ à tout faire pour se donner cette arme nécessaire et perfectionnée du

combat moderne des classes et des partis. L'initiative prise par l'I. L. P. a rencontré le plein appui des Trades-Unions, et il a été décidé de réunir l'énorme capital de 150,000 livres (soit 3,750,000 francs) pour fonder le *Daily Citizen* (le *Citoyen Quotidien*), ce grand organe qui paraît depuis le 8 octobre 1912, à Manchester. Dès maintenant, plus de 2 millions ont été souscrits, dont 125,000 francs par les mécaniciens, 62,000 francs par les cheminots, 50,000 francs par les fondeurs d'acier ; deux riches adhérents de l'I. L. P. avaient, à eux seuls, souscrits pour 500,000 francs. Le *Daily Citizen* qui paraît sur 8 pages, est un grand organe, pourvu de tous les perfectionnements de la presse moderne, a eu immédiatement un grand succès dans les masses ouvrières anglaises. Ses premiers numéros tiraient à 400,000. Il y avait évidemment là, dans une certaine mesure, un succès de curiosité. Mais depuis, son tirage normal a été de 200,000 par jour et tout permet d'espérer son succès et l'établissement d'une nouvelle grande force dans la lutte prolétarienne outre-Manche.

Parmi les œuvres créées par ou autour du Labour Party, il convient de mentionner le *Ruskin Collège* et le *Central Labour College*, dans lesquels les grandes Trades-Unions envoient à leurs frais, pendant une année ou deux, des jeunes militants appelés à recevoir une culture intellectuelle, scientifique et sociologique supérieure. Le *Ruskin College*, à Oxford, est le plus ancien. On a critiqué, non sans raison, l'enseignement purement littéraire et classique qui y est donné, et surtout son enseignement économique et sociologique tout inspiré d'idées bourgeoises et antisocialistes. Il en résulta, il y a trois ans, une scission et la création du *Central labour College*, également installé au début à Oxford, mais maintenant placé à Londres, où, sous la direction du professeur Georges Sims, socialiste très ardent, les jeunes étudiants ouvriers, appartenant principalement aux organisations des mineurs gallois et des cheminots, reçoivent un enseignement purement socialiste et marxiste. On a attribué

dans une large mesure la récente évolution socialiste des mineurs du Pays de Galles à l'influence exercée par les jeunes secrétaires de syndicats, sortis du *Central Labour College*. Ceui-ci publie une petite revue mensuelle *The Plebs Magazine*, pénétrée du plus pur esprit socialiste et destinée à faire connaître l'œuvre du Collège et en a créé de semblables dans tous les grands centres du pays.

Quelles que soient les réserves qu'on puisse apporter à l'action du Labour Party, il n'est pas douteux qu'il ne soit la mise en application des idées de Marx et d'Engels. quand il y a un demi-siècle, ils pensèrent que, « malgré tout, la seule manière de créer en Angleterre un parti ouvrier socialiste était de répandre le socialisme dans les Trades-Unions, de les détacher des partis capitalistes et de les unir en un seul parti indépendant ». et quand ils proclamaient « qu'en Angleterre, un parti ouvrier en dehors des Trades-Unions, ne pouvait pas être un parti encadrant les masses, mais serait condamné à rester confiné dans un petit cercle et à demeurer en ce sens une secte » (Kautsky).

Aussi, n'est-il pas douteux que le nouvel esprit de solidarité et d'enthousiasme socialistes qui pénètre les masses britanniques, ne puisse être attribué, ainsi que l'écrit Keir Hardie, dans une large mesure, à ce fait que « le Parti du Travail a uni la classe ouvrière pour des buts politiques, qu'il a brisé les anciennes haines et divisions corporatives et montré à tous depuis le plus pauvre et le plus mal payé des ouvriers non qualifiés, jusqu'au mieux rétribué et au plus habile des artisans, qu'ils ont un intérêt commun. »

Section III

LES ORGANISATIONS ÉCONOMIQUES DU PROLÉTARIAT ANGLAIS

I. — Les Trades-Unions.

Nous avons déjà suffisamment fait connaître à nos lecteurs, l'histoire, la mentalité, les idées directrices des grandes organisations syndicales britanniques qui ont constitué sur le terrain politique le Parti du Travail.

Sur le terrain économique, elles sont fédérées en plusieurs organisations centrales que nous allons énumérer. Mais voyons tout d'abord quelle est la force actuelle du trade-unionisme britannique. Les dernières statistiques nous permettent de suivre sa marche ascendante, depuis six ans, après une période de stagnation qui s'étend de 1895 à 1904 :

ANNÉES	NOMBRE D'UNIONS	NOMBRE DE SYNDIQUÉS
1901	1.269	1.971.000
1902	1.232	1.957.000
1903	1.218	1.937.000
1904	1.888	1.900.000
1905	1.181	1.925.000
1906	1.200	2.118.000
1907	1.173	2.412.000
1908	1.165	2.375.000
1909	1.153	2 347.000
1910	1.154	2.426.000
1911	1.115	2.892.000

Cette statistique permet de constater les progrès réalisés depuis 1908 surtout.

Les trades-unionistes étaient au nombre de 2,383,000 en 1908. L'année suivante, il y avait un léger fléchissement, leur chiffre passant à 2,362,000.

Mais ce chiffre rebondissait à 2,435,000 en 1910, soit un accroissement de 73,000 syndiqués. Ce n'était encore rien auprès des progrès que devait voir 1911, l'année des grandes batailles économiques des dockers, des textiles et des cheminots.

L'organisation syndicale britannique a gagné, l'année dernière, 466,000 membres — *soit un peu plus que le chiffre total des adhérents de notre C. G. T. française.*

Voici comment se répartit cette croissance :

Mineurs et carriers : 189,000.
Textiles : 133,000.
Transports : 63,000.
Mécaniciens : 31,000.
Industrie du Livre : 16,000.

Seule l'industrie du Bâtiment voit décroître ses effectifs, dans une forte proportion — 86,000 syndiqués de moins depuis 1901.

Les militants de cette organisation attribuent ce résultat fâcheux au chômage intensif qui a sévi depuis 10 ans dans leur industrie en Angleterre.

En revanche, le nombre des femmes syndiquées a augmenté en trois ans de 16,700. Elles étaient 221,000 en 1910 ; plus des trois quarts appartiennent à l'industrie textile.

Tandis que le nombre des syndiqués augmentait dans cette superbe proportion, le nombre des syndicats a très heureusement diminué de près de 150, par suite de la concentration des forces ouvrières.

On calcule que les 100 principales Unions possèdent des fonds s'élevant à environ 100 francs par membre. De 1892

à 1910 ces cent principales organisations ont distribué 5 millions de livres sterling (soit 125 millions de francs), en secours de grève, 9 millions de liv. st. (soit 225 millions de francs en secours de chômage et 14 millions de liv. st. (soit 350 millions de francs) en autres secours. Notons que ces institutions mutualistes sont moins développées chez les Unions les plus combattives telles que celles des mineurs et des industries des transports.

Les Trades-Unions sont groupées nationalement sous trois formes. C'est le *Congrès des Trades-Unions*, qui est la plus ancienne et pendant longtemps, ce fut le seul lien entre les organisations. Le premier fut tenu en 1868, à Manchester; il réunissait 34 délégués, représentant 118,000 syndiqués. Le dernier, à Newcastle, réunissait plus de 500 délégués représentant 1,700,000 syndiqués.

Son organisme permanent est le *Comité Parlementaire*, composé de 16 représentants d'Unions, élus au scrutin de liste par les Congrès annuels. Son président actuel est Will Thorne, secrétaire général des gaziers et député de South West Ham, un militant socialiste de vingt-cinq ans. Son secrétaire est Bowerman, des typographes, également membre de la Chambre des Communes, un trade-unioniste plus modéré.

Le deuxième organisme national est la *Federation Generale des Trades-Unions*, qui fut créée en janvier 1899, afin d'unir ensemble les Unions pour les batailles économiques, inaugurer une politique d'entente et d'action commune entre elles et leur permettre de se soutenir mutuellemnt dans les grands conflits. Depuis sa fondation, la Fédération n'a pas versé moins de 315,000 livres sterling (7,900,000 francs) en secours de grève aux organisations fédérées.

Elle compte actuellement 800,000 trades-unionistes. Elle s'est récemment employée, sous la direction de son très habile secrétaire général, Appleton, à réaliser la fusion d'un certain nombre de petits syndicats de métier en vastes syn-

dicats d'industrie. C'est par l'intermédiaire de la Fédération que les Trades-Unions sont reliées au Bureau syndical international de Berlin.

Le plus grand obstacle au développement de la Fédération, a été jusqu'ici l'ignorance et l'égoïsme d'un assez grand nombre d'Unions, même parmi celles qui ont adhéré au Labour Party.

Celui-ci constitue la troisième organisation nationale des Trades-Unions, pour leurs fins politiques. Nos lecteurs connaissent déjà son organisation et son action.

APPLETON
Secrétaire de la Fédération Générale des Trades-Unions

II. — Le mouvement coopératif.

Ce serait dépasser les cadres de notre étude et anticiper sur un futur volume de l'*Encyclopédie*, que d'étudier en détail le mouvement coopératif anglais. Qu'il nous suffise d'en résumer les caractéristiques.

On sait qu'il a pour père, l'un des grands représentants du socialisme utopique, Robert Owen, dont les enseignements inspirèrent en 1844, les sept tisserands de Rochdale, fondateurs de la modeste Société les « *Equitables Pionniers* », dont est sorti tout le puissant mouvement coopératif moderne.

Le rapport soumis au dernier Congrès coopératif de Bradford, établit qu'il y a à l'heure actuelle, en Angleterre, 1,557 coopératives de consommation et de production, avec un chiffre total de 2,661,000 sociétaires, ce qui représente en

réalité, 10,000,000 de personnes, soit un quart de la population totale du Royaume-Uni.

Leur capital-actions est de 35 millions de livres sterling (soit 875,000,000 de francs); leurs marchandises en magasins représentent une valeur de 12 millions de livres (soit 300 millions de francs); leurs bâtiments, terrains, machinisme, une valeur de 16,500,000 livres (soit 412,500,000 fr.). Leur personnel est de 71,000 employés dans leurs magasins et 60,000 ouvriers dans leurs usines et fabriques.

Leurs ventes annuelles s'élèvent à 70 millions de livres (soit 1 milliard 750,000,000 de francs) pour les Sociétés de vente au détail, et 41 millions de livres (soit 1 milliard 025,000,000 de francs) pour les ventes du Wholesale (Magasin de Gros) et des Sociétés de production.

Jusqu'à ces dernières années, le mouvement coopératif anglais, à la différence du mouvement coopératif du Continent, n'eut absolument aucun contact avec le mouvement socialiste, ni même avec le mouvement ouvrier. Du moins se préoccupa-t-il toujours de payer les salaires syndicaux à ses ouvriers et employés.

Dans ces dernières années, le puissant courant socialiste qui s'est dessiné partout en Angleterre, a fait sentir ses effets sur la coopération elle-même.

Dans son récent Congrès de Bradford, le président, George Thorpe terminait son discours inaugural par ses paroles caractéristiques, qui en disent long sur l'évolution de la coopération anglaise vers le socialisme, — déterminée dans une large mesure aussi par les contacts qui se sont établis dans ces dernières années dans les Congrès coopératifs internationaux entre coopérateurs neutres d'Angleterre et coopérateurs socialistes d'Allemagne, de France et de Belgique :

S'il est sage de nationaliser les chemins de fer, il ne peut être mauvais de nationaliser les mines et s'il est raisonnable de les nationaliser, il le serait autant de nationaliser tous les moyens de pro-

duction et d'échange, dans l'intérêt commun de chaque nation et il serait aussi sage de les internationaliser dans l'intérêt de l'humanité.

De semblables affirmations, longuement applaudies par des centaines de délégués des Coopératives, d'autre part, l'intérêt de plus en plus grand que les socialistes prennent au mouvement coopératif — encore plus dans le mouvement du Wholesale écossais à Glascow, que dans le Wholesale anglais à Manchester — permettent de prévoir que le jour n'est peut-être pas loin où les grandes Coopératives rejoindront, dans le Parti du Travail, les grands syndicats qui y adhèrent déjà.

III. — Vers l'unité ouvrière et socialiste.

Aussi peut-on envisager avec grand optimisme l'avenir du mouvement socialiste en Angleterre. Il est peu de pays au monde où il ait, à l'heure actuelle, réuni autant de dévouements et d'enthousiasmes, où il apparaît comme ayant aussi certainement « le vent en poupe ». Les résultats électoraux obtenus, tant par le Parti du Travail que par les groupements socialistes, ne traduisent que très imparfaitement ses progrès, étant donné les obstacles que le mécanisme électoral anglais offre à son action. Ses forces réelles dépassent de beaucoup les voix comptées aux derniers scrutins.

Une des faiblesses les plus certaines du mouvement ouvrier anglais, si on le compare à celui de l'Allemagne, par exemple, est son manque d'unité. L'Angleterre est à cet égard une des rares nations du monde — la seule grande nation avec la Russie (1) — où le prolétariat n'ait pas encore réalisé son unité de classe sur le terrain politique et compte plusieurs organisations socialistes nationales, à un certain degré antagonistes. Il importe cependant d'observer qu'il est

(1) Aux Etats-Unis, ainsi qu'on le verra plus loin, l'unité socialiste est un fait à peu près réalisé dans le sein de l'organisation de beaucoup la plus importante.

peu de pays où, dans son action quotidienne, dans ses grands mouvements revendicatifs, dans ses affirmations de solidarité internationale, la classe ouvrière soit dans sa quasi-unanimité aussi complètement unie. Aucune opposition à l'action politique ne se rencontre dans ses organisations syndicales, et même les quelques adhérents au « syndicalisme » à la mode française, qui se sont récemment affirmés sous la direction de Tom Mann, déclarent ne pas être opposés à l'action politique, mais lui attribuer seulement un rôle secondaire (2).

D'autre part, les idées essentielles du socialisme moderne n'ont pas cessé de faire, dans ces dernières années, les plus remarquables progrès dans tous les milieux. Là aussi, nous assistons à l'élimination de plus en plus complète de ses fâcheuses « particularités nationales » — partout l'un des principaux obstacles que celui-ci rencontre sur sa route et qu'il lui faut préalablement écarter. — A mesure que cette pénétration des conceptions socialistes fondamentales se poursuit, la possibilité de l'unification de toutes les forces se rapproche, en dépit des polémiques et des rivalités personnelles — moins fortes d'ailleurs en Angleterre que dans certains pays du continent où l'unité est déjà réalisée.

Jusqu'ici le plus grand obstacle a été la question de l'affiliation au Parti du Travail, dont l'I. L. P. a fait une condition préalable à toute fusion avec les amis de Hyndman, récemment. Cet obstacle ne paraît pas insurmontable et, au jour que nous espérons prochain où il sera surmonté par

---

(2) Nous ne pouvons à cet égard que renvoyer le lecteur aux déclarations décisives qui nous furent faites au moment de la grève des mineurs par les *leaders* de la " gauche " : Stanton, Barker et Hatshorn, et que nous avons publiées dans *l'Humanité* (nos des 25 et 30 mars 1912). Barker, notamment, nous disait : « Nous avons certes nos divergences de tactique, mais tous les syndiqués admettent la nécessité de l'action politique et tous les socialistes la nécessité de l'action syndicale. Tous les nouveaux leaders du mouvement sont membres d'une organisation socialiste politique ». Et Hatshorn, de son côté, nous déclarait : « Je puis vous affirmer qu'il n'est pas un seul militant « responsable », occupant dans une organisation une position sérieuse, qui, actuellement en Angleterre, repousse l'action politique »

l'adhésion au Labour Party de la fraction la plus intransigeante du socialisme britannique, rien ne s'opposerait plus à la réalisation complète de son unité politique.

KEIR HARDIE PARLANT DANS UN MEETING A TRAFALGAR SQUARE
Photo Barrett

Il lui suffira pour la réaliser de s'inspirer de ces paroles fécondes que Hardie prononçait en 1892 au Congrès de Bradford, lorsqu'il s'écriait : « Le mouvement ouvrier n'est ni un programme, ni des statuts, mais l'expression d'un grand principe, la *détermination des travailleurs d'être les arbitres de leur propre destinée* ».

CHAPITRE III

LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE ALLEMANDE

Section I

LE MILIEU

I. — Le milieu économique.

Il serait absolument impossible de comprendre le développement formidable du Socialisme allemand, si on faisait abstraction du milieu économique et social dans lequel il a grandi et qui a été la condition nécessaire de sa merveilleuse croissance. Jamais encore la doctrine marxiste n'a reçu plus éclatante confirmation que dans ce maximum d'organisation et de puissance socialiste atteint par le pays qui, en ses quarante dernières années, nous a montré le maximum de progrès économiques, d'expansion industrielle et commerciale.

Au début du siècle dernier, l'Allemagne était dans son immense majorité une nation de paysans : 80 o/o de la population était occupée dans l'agriculture en 1800. Un demi-siècle après, cette proportion était encore de 55 o/o. Mais en 1882 elle n'était plus que de 42,51 o/o ; en 1890 elle n'était plus que de 35,7 o/o ; en 1905 enfin, les ruraux ne représentaient plus que 25 o/o, soit seulement le quart de la population totale de l'Empire.

En raison directe de cette diminution de l'importance relative de l'agriculture, l'industrie grandit, les grandes agglomérations urbaines ne cessent de devenir plus vastes et plus riches. En dehors de quelques régions de la Prusse orientale,

dans le duché de Posen et de la basse Bavière, partout le facteur économique absolument dominant est le facteur industriel et commercial urbain.

En 1840, deux villes seulement, Berlin et Hambourg, avaient plus de cent mille habitants. On en compte aujourd'hui plus de 50. C'est Berlin même qui dépasse deux millions d'habitants, Hambourg qui atteint le million, Leipzig qui en a 600,000 ; vingt autres cités magnifiques, poussées comme des champignons et qui offrent aux regards stupéfaits de l'étranger leur vastes agglomérations couvertes d'immeubles imposants, d'une incroyable richesse, aux façades coquettement fleuries, d'une propreté et d'un confort remarquables, des villes fort belles avec tous les perfectionnements d'une édilité vraiment moderne, des parcs verdoyants, des terrains de jeux — toutes choses presque inconnues de nos cités françaises.

En 1872, le chiffre des importations et des exportations allemandes était légèrement inférieur à 6 milliards, il est en 1910 supérieur à 16 milliards, soit une augmentation de près de neuf milliards ! Et il faut se représenter ce que ces chiffres dans leur froideur représentent de vigueur, de ténacité, d'initiative et d'audace, d'accroissement de la fortune publique, de progrès économiques et sociaux de toute nature ! Les dépôts dans les caisses d'épargne ont passé en cinq ans de 10 à 16 milliards. Les revenus imposés — l'impôt sur le revenu existe en Prusse — qui étaient en 1892 de 4 milliards, s'élevaient en 1910 à 8 milliards 375 millions. Les contribuables assujettis à cet impôt étaient en 1892 au nombre de 2,400,000 ; en 1910, ils étaient 6,200,000.

Les statistiques des principales grandes industries germaniques permettent d'apprécier la puissance de son essor économique. C'est la production houillère qui, pour ses quatre grands bassins de la Ruhr, de la Haute-Silésie, de la Saxe, de la Moselle, atteignait 37 millions de tonnes en 1870, qui était de 55 millions en 1880 et qui dépasse actuellement 160 millions de tonnes. C'est la production de fer qui de 8 mil-

lions et demi de tonnes en 1886, atteignait 12 millions en 1896, et 25 millions en 1909. C'est la production de la fonte passant de 2 millions de tonnes en 1880 à 6,800,000 tonnes en 1886 et à 14 millions et demi de tonnes en 1910. C'est enfin la production de l'acier, dont les progrès en trente années ont été plus considérables encore, puisqu'ils passaient de 658,000 tonnes en 1879 à 11 millions de tonnes en 1908. Parallèlement s'accroissait le nombre des ouvriers occupés dans chacune de ces industries. C'est la toute puissante métallurgie, dont les salariés passent de 170,000 en 1870 à plus d'un million en 1910, ce sont les produits chimiques — industrie pour laquelle l'Allemagne tient la tête sur tous ses rivaux dans le monde — qui en 1886 encore ne faisaient vivre que 70,000 ouvriers et qui en employent actuellement plus de 200,000.

Le mouvement des exportations est la traduction fidèle de cette prodigieuse expansion économique :

En 1880	il est de	3.200.000.000	de francs.
En 1896	—	4.342.000.000	—
En 1911	—	10.125.000.000	— .

Parallèlement le tonnage du port de Hambourg inférieur à celui du Havre en 1850, atteignait 6,229,000 tonnes en 1894, soit déjà trois fois celui du Havre et 24,000,000 en 1906. En même temps se sont développées les voies ferrées — de 20,000 kilomètres en 1870 à 55,000 kilomètres en 1908, les bureaux de poste — de 4,037 en 1872 à 47,600 en 1907.

Toute cette organisation industrielle est dirigée par de « grands capitaines » d'industrie, audacieux, pleins d'initiative, débarrassés de préjugés, ayant su constituer de vastes cartels, dont l'action se développant parallèlement à celle des trusts américains, tend, avec certaines différences, à réaliser cependant un même but : l'élimination des crises économiques produites par le jeu désordonné de la production capitaliste primitive, la concurrence effrenée et sans règles.

Nous ne pouvons, faute de place, que donner au lecteur

une notion sommaire de ce développement économique prodigieux de l'Allemagne. Nous le renvoyons au surplus aux livres si vivants et si colorés que M. Jules Huret a écrit sur l'Allemagne moderne : « De Hambourg aux marches de Pologne », « le Rhin et la Wesphalie », « Berlin », « La Bavière et la Saxe ». A tous ceux qui n'ont ni le loisir, ni la possibilité de lire les travaux allemands purement scientifiques consacrés à ces questions, les ouvrages du brillant journaliste donneront une suffisante notion de cet essor extraordinaire. Il nous montre comment l'Allemagne peut se développer parce qu'elle a les capitaux dont est privée notre propre industrie — par l'esprit routinier de nos petits capitalistes et la politique criminelle des grands établissements de crédit, exportant tous les capitaux français à l'étranger et réduisant notre pays à n'être plus que l'usurier de l'univers.

Dans son rapport au Congrès de Stuttgart, le Parti socialiste allemand, lui-même, caractérisait ainsi ce développement :

Ainsi la concurrence libre a presque entièrement disparu dans de nombreuses branches de la production. Les derniers débris de la petite industrie seront vite broyés et absorbés. Les armées du prolétariat deviennent de plus en plus nombreuses et puissantes et elles s'opposent à la formidable organisation capitaliste (1).

Et par conséquent la besogne du socialisme se trouve d'autant plus simplifiée :

Gagner ces masses, les organiser politiquement et économiquement, élever leur intelligence et leur moralité, les mettre en état de diriger à leur tour la production arrachée aux capitalistes : voilà ce qui est et ce qui reste la tâche essentielle du Parti socialiste (2).

On verra plus loin comment le Socialisme allemand a su pleinement remplir ce magnifique programme que lui trace son plus illustre savant contemporain.

---

(1) *L'Internationale Ouvrière et Socialiste* : Rapports adressés au Congrès de Stuttgard, page 223.
(2) Kautsky, *la Politique agraire du Parti Socialiste*, page 16.

II. — Le milieu politique.

L'Allemagne unifiée à la suite des guerres de 1866 et de 1870-71 ne devint pas un état unitaire, comme le sont, depuis des siècles déjà, la France et l'Angleterre et comme l'est devenu au XIXe siècle l'Italie. A la place de la Confédération germanique s'est créé un « empire allemand avec casque prussien ». Ce fut d'abord au lendemain de la défaite de l'Autriche à Sadowa, la constitution d'une « Confédération de l'Allemagne du Nord », dans laquelle la Prusse prédominait complètement. On sait comment au cours de la guerre avec la France, les Etats de l'Allemagne du Sud entrèrent à leur tour dans cette confédération qui reçut alors le nom d'Empire d'Allemagne.

Le roi de Prusse porte, en sa qualité de président de la Confédération, le titre d'*empereur allemand*. D'après la constitution impériale en date du 16 avril 1871, les constitutions des 26 Etats particuliers subsistent à côté de la constitution d'empire, tout en étant limitées par elle, qui prévaut sur le pouvoir de chaque Etat parcellaire. Cependant dans ce pays essentiellement particulariste, chacun des royaumes, grand duché ou principauté qui font partie de la Confédération — si pêtits soient-ils — conserve une grande autonomie avec son Parlement local ou landtag (diète). Les régimes politiques de chaque Etat diffèrent beaucoup entre eux, allant d'un régime constitutionnel libéral comme dans le Wurtemberg et la Hesse à un demi-absolutisme comme en Prusse.

D'une manière générale le Sud a un régime et des mœurs beaucoup plus démocratiques, tandis que dans l'Est, l'Etat est demeuré mi-bureaucratique et mi-féodal, avec le règne de la police, la dictature de l'administration, cependant en décroissance marquée depuis 15 à 20 ans.

Au point de vue religieux la diversité est d'ailleurs la même :

la Prusse rhénane, la Westphalie, le grand duché de Bade, la Bavière, la Silésie sont catholiques, tandis que le reste de l'Empire — les deux tiers — est protestant. Et c'est ainsi que s'explique la lutte violente entre le gouvernement impérial, ayant à sa tête Bismarck, et les catholiques, demeurés pour cette raison longtemps un parti d'opposition et menaçant de temps en temps de le redevenir.

Le « Kaiser » représente l'empire au point de vue du droit des gens, il déclare la guerre et fait la paix, conclut des alliances et d'autres traités avec les États étrangers. Pour déclarer la guerre il doit obtenir le consentement du *Conseil fédéral*, c'est-à-dire des délégués des 25 gouvernements qui constituent l'empire. La Prusse a 17 voix, la Bavière, 6, la Saxe et le Wurtemberg, 4, Bade et la Hesse, 3, le Meklembourg-Schwérin et le Brunswick, 2 ; les autres 17 États ont chacun un représentant. L'ensemble des voix auxquelles chaque État particulier a droit ne peuvent être divisées. Les membres du Conseil fédéral dépendent du gouvernement de chaque État, dont ils reçoivent les instructions.

Bien que la Prusse n'ait que 17 voix sur 58, elle dispose aussi en réalité des voix des petits États de l'Allemagne du Nord, placés complètement sous son influence et elle est par conséquent toujours assurée d'avoir la majorité. Seuls les changements à la Constitution seraient considérés comme rejetés si 14 voix du Conseil s'y opposaient.

La présidence du Conseil fédéral est dévolue au *chancelier impérial*, qui est nommé par l'empereur et responsable devant lui et non pas devant le Reichstag ou Parlement impérial. Le Chancelier de l'empire est en même temps président du Conseil des ministres de Prusse.

Le Reichstag se compose de 397 députés, élus au suffrage universel de tous les citoyens adultes mâles, âgés de plus de 25 ans. La Prusse a 236 députés, la Bavière 48, la Saxe 23, le Wurtemberg 17, Bade 14, la Hesse 9, le Swerin 9, etc. Chaque État élit un député au minimum. Chaque agglomération de 100,000 habitants a droit à un député. Mais les cir-

conscriptions ayant été systématiquement maintenues, telles qu'elles avaient été créées en 1871, présentent aujourd'hui les plus monstrueuses inégalités — inégalités dont sont exclusivement victimes les centres ouvriers et socialistes, ainsi qu'on le verra plus loin.

Le Reichstag est un corps législatif qui est loin de posséder les droits et privilèges des parlements anglais, français de la plupart des États constitutionnels modernes. Il ne peut pas renverser le chancelier et les interpellations ne sont pas sanctionnées par l'acceptation ou le refus d'un ordre du jour de confiance au gouvernement.

III. — Les partis politiques bourgeois.

Les *partis politiques* bourgeois sont très nombreux : on peut les ramener cependant à cinq grands groupements, tous profondément antagonistes, mais d'accord dans leur commune hostilité contre le parti de la classe ouvrière, contre la Social-Démocratie :

1° *Les Conservateurs* et agrariens, comprenant le *Parti Conservateur* proprement dit, le *Parti de l'Empire* ou parti conservateur libre, les *Antisémites* ou « Chrétiens Sociaux ». Ces éléments représentent par excellence l'influence des hoberaux prussiens, de ces junkers, « orientés tout entiers vers le passé, aspirant au rétablissement de leurs privilèges féodaux, donnant pour fondement à la vie sociale la tradition, le droit historique, l'autorité de l'État, incarnée dans le monarque « le premier de la caste » (1).

C'est sur ses éléments réactionnaires que s'est toujours appuyé l'État prussien et quand on comprend la psychologie de ce hobereau on comprendra mieux sa politique :

Il possède « ses » terres ; il a son von (de) entre son prénom et son nom de famille ; il connaît ses ancêtres depuis plusieurs siècles ;

(1) Edgard Milhaud, la *Démocratie Socialiste Allemande*, page 10

il répand une odeur de cuir, qui n'émane pas de reliures de livres, mais de sa selle et de son fouet; il aime les vins de Champagne et son nationalisme se tait en face de tout ce qui sort des cuisines; il est rusé et aime le geste tyrannique; il se croit supérieur aux membres de toutes les autres classes et l'habitude de gouverner lui a donné la conviction que le bon Dieu lui-même désire qu'il gouverne; régner, dominer le reste du peuple est sa « religion » et il défend cette soif divine, avec un fanatisme « religieux », qui est aussi tranchant et aussi brutal que de courte vue. Sa conscience de classe est arrivée au plus haut degré de l'égoïsme. L'empereur, politiquement et économiquement, est son chef-né; il est aussi son prisonnier (1).

A coté de ces éléments purement agrariens du vieux parti conservateur, le « parti conservateur libre » ou « d'Empire » comprend un certain nombre de grands industriels. A la différence des conservateurs purs s'il veut que l'Ecole donne l'enseignement confessionnel, il n'entend pas que le pasteur luthérien y ait la haute main.

Les *Antisémites* ou chrétiens sociaux qui sont divisés en quatre ou cinq fractions: « parti allemand-social », « parti chrétien-social », « union des agriculteurs », se distinguent des conservateurs, avec lesquels ils font campagne et pour lesquels ils se désistent toujours, en ce qu'ils attachent plus d'importance à la question du petit commerce et de la petite industrie. Ils s'efforcent, comme leurs coreligionnaires des autres pays, de diriger contre les seuls capitalistes juifs les colères des petits possédants, écrasés par le jeu fatal des forces économiques.

2° Les *Nationaux-Libéraux* constituent la fraction de droite de l'ancien parti progressiste allemand, dont ils se séparaient en 1866, sous l'influence de Bismarck. C'est d'eux surtout qu'on pourrait dire, avec le rapport du parti socialiste allemand, au Congrès de Stuttgart, « qu'ils sont aussi peu libéraux que les radicaux-socialistes de France sont socialistes ». Ils sont par excellence le parti de la grande bourgeoisie, des

(1) Les Elections Allemandes, par S. Grumbach dans le *Mouvement Socialiste* de Mars 1912, page 181.

grands industriels et des grands commerçants qu'avait complètement domestiqué le « chancelier de fer ». Chauvins, nationalistes, ils n'ont pour ainsi dire pas cessé jusqu'à ces temps derniers d'être un parti gouvernemental, quelque réactionnaire que fut le gouvernement. Il y a eu cependant tendance chez eux, à la suite des dernières élections et sous la direction de leur leader Bassermann, à se rapprocher des libéraux progressistes. Même l'idée d'une union des partis de gauche allant « de Bassermann à Bebel » fut émise. Elle ne paraît guère avoir de chance de se réaliser en raison du réactionnarisme décidé d'une partie de leurs adhérents. Elle se manifestait encore lors de l'élection du président du Reichstag, l'été dernier, où l'on vit une fraction de ce parti préférer au candidat libéral progressiste le candidat conservateur. Cependant sur le terrain économique les nationaux-libéraux sont généralement opposés à la politique agrarienne des conservateurs. Mais, parti de la grande bourgeoisie industrielle, leur hostilité contre la classe ouvrière organisée empêcherait la réalisation d'un semblable « bloc », en admettant, ce qui est impossible, que les socialistes renoncent à leur tactique de classe « éprouvée et glorieuse ».

3° Les *Libéraux-Progressistes,* qui comprenaient « l'Association libérale » et le « Parti libéral progressiste » aujourd'hui fondus et desquels on peut rapprocher également « l'union démocratique » de l'Allemagne du Sud. Ces éléments ont des tendances un peu plus « avancées » que les nationaux-libéraux. Ils votent parfois avec les socialistes contre les mesures les plus réactionnaires du gouvernement et notamment contre les incessantes augmentations de dépenses pour l'armée et la marine. Mais s'ils acceptent volontiers aux ballottages les suffrages socialistes, on les a vus bien souvent s'unir au « bloc des partis bourgeois » qui en Allemagne se constitue plus cyniquement encore qu'ailleurs, sous cette étiquette même, chaque fois que la puissance du socialisme s'affirme plus redoutable.

Même dans leur lutte contre l'absolutisme, contre la « poli-

tique personnelle » de l'empereur, pour faire prédominer les droits du Reichstag, les libéraux allemands de toutes nuances se sont toujours montrés incapables d'une action un peu courageuse ; la bourgeoisie libérale allemande, à la différence des éléments semblables d'Angleterre ou de France, ne put jamais que jouer un rôle historique misérable « à la suite ».

4° Le *Centre catholique*, présente des caractéristiques particulières. C'est à la fois un parti confessionnel, subissant les « hautes directions » des évêques et du pape et un parti semi-populaire, comprenant nombre de « petites gens » — petits paysans, artisans et aussi ouvriers catholiques, en Westphalie par exemple — éléments dont il est, de temps en temps obligé, dans une certaine mesure, de traduire les aspirations. Traqué par Bismarck au cours de sa « Kulturkampf » (lutte pour la civilisation) il fut longtemps un parti d'opposition. Depuis la dissolution du « bloc bleu-rose » (union des conservateurs et des libéraux) de Bülow, il forme avec les conservateurs, dans le Reichstag actuel, la majorité gouvernementale — d'ailleurs assez incertaine de M. de Bethmann-Hollweg.

5° Les *Groupements nationaux*, polonais, alsaciens-lorrains, danois et guelfes hanovriens. Ils représentent la résistance des populations brutalement annexées et toujours traitées en ennemis par les gouvernements prussiens. Les plus importants de ces groupements sont les Polonais et les Alsaciens-Lorrains ; dans l'un et l'autre groupement l'influence du clergé catholique est considérable. En Alsace-Lorraine, ils se sont divisés en Lorrains et Alsaciens. Tandis que le « bloc lorrain » demeure indépendant, le groupement alsacien s'est de plus en plus rattaché au Centre catholique.

Section II

APERÇU HISTORIQUE

I. — Les origines.

Quoique n'ayant pas atteint l'ampleur qu'il connut en France et en Angleterre, un premier mouvement socialiste utopique se produisait en Allemagne pendant les dix ou douze années qui précédèrent la grande commotion de 1848. Son foyer initial fut la « Fédération des Justes », société secrète de propagande fondée en 1836 à Paris par des ouvriers communistes allemands, dont le plus connu était le tailleur Wilhelm Weitling. Elle était elle-même issue d'une société républicaine secrète de réfugiés jacobins, la « Fédération des bannis ».

La « Fédération des Justes » était affiliée à la « Société des Saisons » de Barbès et Blanqui dont les conceptions eurent alors une grande influence sur les réfugiés et résidents allemands de Paris. Sa propagande se fit surtout par les ouvriers ambulants qui, à travers les centres suisses ou de l'Allemagne du Sud, répandaient les idées de Weitling et constituaient des « sociétés d'éducation ouvrière » dans les principaux grands centres. Weitling subit fortement l'influence de Fourier, à partir de 1842, ainsi que celle de Cabet. Sa doctrine est sentimentale, utopique et révolutionnariste. La « Fédération des Justes » prenait part en 1839 à l'insurrection de Barbès et Blanqui. Ses adhérents furent, comme les autres émeutiers de la « Société des Saisons », victimes de la répression cruelle qui suivit. Weitling dut s'enfuir en Suisse (1).

---

(1) Sur toute cette période nous renvoyons le lecteur, comme d'ailleurs pour toute l'histoire du Parti en Allemagne, au magistral ouvrage de Franz Mehring : *Geschishte der deutschen Sozialdemokratie*. On consultera également, avec intérêt, sur toute la période primitive « l'Introduction historique » au « Manifeste Communiste » de Charles Andler. D'une manière générale, nous renvoyons le lecteur français au beau livre d'Edgard Milhaud la « Démocratie Socialiste Allemande », qui est l'ouvrage le plus complet qui ait été écrit en notre langue sur la question et qui, quoique, publié il y a maintenant près de dix ans, conserve tout son intérêt.

La Fédération se reconstitua à Londres. Ses adhérents entrent dès 1843 en contact avec Marx et Engels, dont ils vont rapidement subir la puissante influence intellectuelle. Bientôt les fondateurs du socialisme moderne acceptaient d'entrer à la Fédération qui prend le nom de « Fédération Communiste ». Elle tenait pendant l'été de 1847 un congrès qui chargeait Marx et Engels de rédiger son programme. Ce fut l'immortel *Manifeste des Communistes*.

× Maison où est né Karl Marx, à Trèves

Quelques semaines après éclatait la révolution de 1848. Marx, Engels et leur jeune disciple Ferdinand Lassalle prenaient la tête du mouvement révolutionnaire des provinces rhénanes qui unissait, dans une lutte commune contre la réaction, les nouveaux éléments socialistes et les démocrates bourgeois.

Marx avait été appelé à diriger leur organe commun la *Neue Reinische Zeitung* (la « Nouvelle Gazette du Rhin »). Marx à Cologne, Lassalle à Dusseldorf, essayaient de préparer la résistance, le refus de l'impôt pour appuyer la lutte de l'Assemblée nationale de Prusse contre la

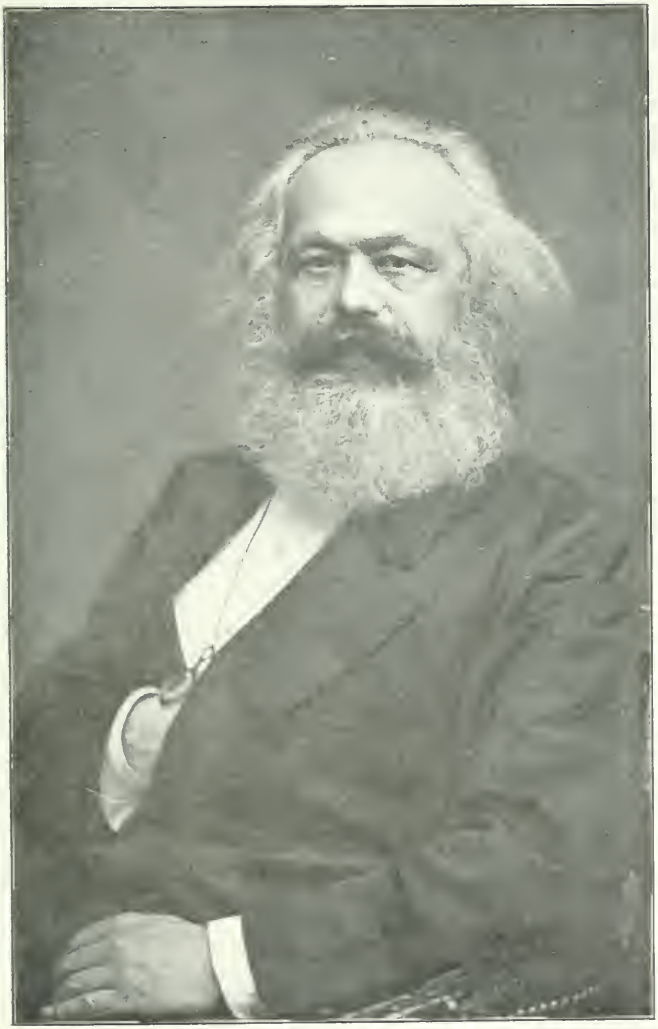
couronne, la lutte à main armée, tandis que Engels allait organiser d'abord à Elberfeld, puis dans le grand duché de Bade, l'insurrection, à laquelle prenait également part avec Engels, Johann Philipp Becker et le jeune Wilhelm Liebknecht.

Marx traduit devant la Cour d'assises de Cologne qui devait l'acquitter, sous l'inculpation « d'excitation publique à la rebellion », montrait éloquemment que son seul crime était d'avoir défendu contre les féodaux la révolution bourgeoise. Celle-ci était partout vaincue. Les insurgés badois, saxons et rhénans se dispersèrent à travers l'Europe.

Bientôt les organisations prolétariennes et notamment les « Arbeiterverbrüderung » (fraternités ouvrières) qui s'étaient constituées pendant la révolution à Berlin, à Hambourg, à Leipzig étaient dissoutes par les gouvernants de tous les États de la Confédération germanique, sur l'initiative de la Prusse et de l'Autriche d'accord pour pourchasser les communistes. En 1857, douze militants du Comité de Cologne, dont le poète Freiligrath et le tailleur Lessner, étaient poursuivis pour haute trahison. Ce fut le fameux « procès des communistes de Cologne », à la suite duquel six d'entre eux furent frappés de peines de trois à six ans de forteresse. Le premier mouvement socialiste allemand était écrasé. Et les gouvernants croyaient bien en avoir à jamais fini avec les « communistes maudits ».

II. — La campagne de Lassalle, le parti d'Eisenach; les luttes des deux fractions.

Vers 1860, la réaction conservatrice toute puissante depuis 1849, commença à être fortement battue en brèche par les libéraux bourgeois, qui se sentaient en plein essor économique et dont la richesse avait crue dans de fortes proportions pendant cette période. Les libéraux sentaient bien qu'en face de la réaction monarchiste et féodale, ils seraient im-



KARL MARX (1878).

Photo Mayall London.

puissants sans l'appui de la classe ouvrière. Mais ils entendaient bien réduire les travailleurs au rôle de simples auxiliaires de leur action — se servir d'eux et non les servir. C'est dans ce but qu'ils constituaient en diverses villes, vers cette époque, des « sociétés d'éducation ouvrières ».

Ainsi fut formée en 1861, à Leipzig, la grande cité industrielle de la Saxe, une « société d'instruction » qui, parmi ces membres compta, dès le jour de sa fondation, Auguste Bebel, alors un jeune ouvrier tourneur, d'une remarquable intelligence. Il travaillait depuis moins d'un an dans cette ville, après avoir été pendant sept années jeune apprenti, puis « sur le trimard » à travers l'Allemagne du Sud, la Saxe et l'Autriche. Bebel qui avait alors 21 ans était le fils d'un très pauvre sous-officier. Il était lui-même né dans les casemates de la forteresse de Deutz-Kœln, dans les provinces rhénanes et, resté à 13 ans orphelin, était parti faire son « tour d'Allemagne ».

A cette époque il n'avait encore aucune opinion politique bien définie. « Les mots de socialisme et de communisme, écrit-il dans ses *Mémoires*, n'avaient en fait aucune signification alors pour nous, ceux de la jeune génération. Peut-être quelques-uns d'entre nous avaient-ils lu les écrits de Weitling sur le Communisme, mais ils étaient l'exception. Je n'ai pas souvenance qu'un seul de mes camarades à cette époque à Leipzig, eut connaissance du *Manifeste Communiste* ou du rôle joué par Marx et Engels dans le mouvement révolutionnaire. Les ouvriers n'étaient pas alors conscients de leurs intérêts de classe, ni même de l'existence d'une « question sociale ». Ils regardaient les libéraux comme leurs amis les plus dévoués ».

Cependant à l'intérieur de la nouvelle société une lutte ne tarda pas à s'engager entre ses dirigeants et fondateurs, libéraux bourgeois, qui voulaient toujours maintenir les ouvriers dans une position de subordination et les éléments prolétariens les plus énergiques du club, qui avaient à leur tête Fritzsche et Vahlteich. Ceux-ci ne songeaient pas en-

core à constituer un parti de classe, opposé aux libéraux ; ils voulaient seulement obtenir pour les ouvriers une influence sérieuse au sein du parti libéral et décider celui-ci à lutter pour le suffrage universel, auquel il avait été jusque là très hostile. Même lorsqu'ils se séparaient de la Société d'instruction pour former sous le titre de « Vorwærts » (En Avant !) un groupe de propagande politique. Fritzche et Vahlteich, ne songeaient encore qu'à poursuivre une action plus énergique au sein du parti progressiste. Bebel était resté dans la société primitive, qui peu après l'élisait comme vice-président. Bientôt cependant des relations s'établissaient entre les militants de Leipzig et ceux de Berlin. L'idée d'un congrès ouvrier germait, mais préalablement on voulut s'assurer des dispositions des dirigeants libéraux. On les trouva irréductiblement hostiles au suffrage universel et au paiement mensuel des cotisations — seul moyen de permettre aux ouvriers d'adhérer au parti progressiste et d'y jouer un rôle.

C'est alors que le Comité s'adressait à Ferdinand Lassalle lui demandant de lui exposer ses idées. On a lu dans le premier volume de l'*Encyclopédie*, la biographie et l'exposé des conceptions essentielles du grand agitateur socialiste allemand. Encore que sa carrière politique ait été très courte — une des plus courtes que l'on connaisse — elle fut extrêmement brillante et c'est de son agitation de deux années que date la fondation du grand parti politique de la classe ouvrière allemande.

Lassalle développait ses idées dans sa « Réponse Ouverte » au Comité central pour l'organisation d'un congrès ouvrier à Leipzig. Il y affirmait la nécessité pour la classe ouvrière de se constituer en parti politique indépendant. Comme but immédiat à ses efforts il donnait la conquête du suffrage universel et la fondation de grandes coopératives de production, avec le concours financier de l'Etat. On voit que tout en se proclamant disciple de Marx, Lassalle avait des conceptions étatistes qui le différenciait beaucoup du marxisme.

Tout au cours de l'année 1863, Lassalle poursuivit à travers l'Allemagne une campagne brillante de grandes réunions publiques, où grâce à ses grandes qualités oratoires, à son étonnant prestige, il faisait acclamer ses idées par de grandes foules ouvrières.

Le 23 mai il constitue à Leipzig l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein* (l'Association générale des Ouvriers allemands) qui ne compta guère plus de 3,000 adhérents dans toute l'Allemagne, mais fortement disciplinés, donnant à son président, élu pour cinq ans, des pouvoirs dictatoriaux. Un an à peine après, Lassalle était tué en duel, à Genève, par un hobereau roumain Janko de Rakowitz, son rival auprès d'Hélène de Dœmniges.

Ferd. Lassalle

La fin romanesque et prématurée du brillant agitateur laissait sa naissante organisation sans chef. Bientôt cependant la direction en passait à Jean-Baptiste von Schweitzer qui, pendant plusieurs années devait l'exercer d'une manière très autoritaire et très fâcheuse pour le mouvement. Schweitzer appartenait à une vieille famille aristocratique de Francfort. Après avoir été un démocrate avancé, il connut en 1863 Lassalle et se déclarait socialiste. De suite, il commençait une violente campagne contre les libéraux, dans son organe le *Social-Demokrat*, fondé le 15 décembre 1864 à Berlin.

Marx et Engels avaient accepté d'y collaborer de Londres et aussi Wilhelm Liebknecht, depuis 1862 rentré d'Angle-

terre, à la suite de l'amnistie proclamée à l'occasion de l'avènement de Guillaume Ier. Liebknecht, qui avait alors près de 40 ans, était originaire d'une famille saxonne de professeurs et de fonctionnaires, avait déjà pris une part importante au mouvement de 1848, et avait vécu ensuite dans l'exil aux côtés de Marx et d'Engels, où il s'était profondément pénétré de la nouvelle philosophie socialiste.

Mais la collaboration du groupe marxiste au journal des Lassalliens fut courte. Avec sa théorie du « bloc réactionnaire » des partis bourgeois, Lassalle avait abouti à diriger surtout ses coups contre les libéraux, à la grande satisfaction de Bismarck. De leur coté, les libéraux avaient attaqué Lassalle avec véhémence, tandis que les conservateurs affectaient à son égard un ton plus objectif. Des entrevues avaient eu lieu entre Lassalle et Bismarck, ce dernier s'efforçant de persuader le leader socialiste de ses sympathies pour la classe ouvrière et de son intention d'introduire en Allemagne le suffrage universel.

La parfaite bonne foi du grand agitateur ne peut être mise en doute. Il eut seulement le tort, ainsi que l'observe Bebel, dans ses *Mémoires*, de croire qu'il pouvait négocier avec l'astucieux homme d'État de « puissance à puissance » — alors qu'il n'avait encore aucune force réelle derrière lui. Mais il est certain que Bismarck, qui déclara plus tard que « Lassalle était un des hommes les plus sympathiques et les plus spirituels qu'il eut jamais rencontré », avait nettement laissé entendre à son interlocuteur qu'il était disposé à jouer pour la réforme électorale allemande le même rôle que Robert Peel pour la réforme électorale anglaise et instaurer le suffrage universel.

Ces contacts entre le pouvoir et les socialistes prirent un tout autre caractère avec von Schweitzer. Quelques semaines après l'apparition du *Social-Demokrat*, il y publiait une série d'articles sur le « ministère Bismarck » dont il vantait la « politique remarquable », concluant que deux forces seulement comptaient alors en Allemagne : « les baïonnet-

Wilhelm LIEBKNECHT.

Photo Vorwärts Berlin.

tes prussiennes et les poings des prolétaires allemands ». Aussitôt Marx, qui dès le premier numéro avait demandé qu'on s'exprima en termes au moins aussi sévères sur le parti réactionnaire et féodal que sur le parti progressiste, décida, ainsi que ses amis, de cesser toute collaboration dorénavant. Entre Lassalliens et Marxistes, la lutte va commencer.

Liebknecht était peu après expulsé de Prusse — il était d'origine saxonne — et il allait s'établir à Leipzig, où il ne tardait pas à entrer en rapports avec la « Société d'instruction ouvrière» que présidait Bebel. Celui-ci qui était encore fort attaché aux libéraux, venait de prendre part au Congrès des Sociétés ouvrières, composé surtout d'éléments progressistes, en 1863, à Francfort.

Pour combattre les Lassalliens, il avait fait venir à Leipzig Schulze-Delitzsch, dont le froid doctrinarisme manchestérien avait d'ailleurs peu enthousiasmé les masses. Liebknecht qui, ainsi que l'écrit Bebel, « avait alors à 40 ans la vivacité et le feu d'un jeune homme de 20 ans » commença une campagne systématique d'éducation socialiste parmi ses amis de Leipzig et s'attacha spécialement à la critique du libéralisme bourgeois, dont ses camarades étaient encore si entichés. Bientôt, des liens étroits unirent Liebknecht à Bebel. Pendant 35 ans, ces deux admirables militants devaient confondre leurs existences dans la commune bataille pour le socialisme et l'émancipation prolétarienne — leurs tempéraments se complétaient merveilleusement et dans la mesure où le Parti socialiste allemand est l'œuvre d'individualités, ce fut par eux surtout qu'il fut mis sur pied et porté à son degré actuel de puissance.

Cependant, avant de devenir pleinement marxiste, Bebel subit encore profondément l'influence de Lassalle et il a lui-même raconté qu'il n'avait lu le « Capital » que beaucoup plus tard, en prison. Dès 1866, cependant, il adhérait à l'« Internationale ».

Les événements se précipitaient, conformément aux cal-

culs de Bismarck. La guerre de 1866 se terminait par l'écrasement de l'Autriche et la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, sous l'hégémonie de la Prusse. Le nouveau Parlement devait être élu au suffrage universel — le « Chancelier de fer » savait mêler habilement à ses plans impérialistes et réactionnaires des apparences de réformes populaires. Les sociétés ouvrières saxonnes constituaient à Chemnitz un *Parti démocrate*, dont le programme était à tendances nettement socialistes et les adhérents à peu près exclusivement des prolétaires.

Aux élections de 1867, pour la première fois, neuf élus socialistes pénétraient dans le Parlement de l'Allemagne du Nord — 4 adhérents du Parti démocrate, dont Liebknecht et Bebel et 5 Lassalliens, 3 orthodoxes, dont von Schweitzer, et 2 dissidents. Entre les deux fractions socialistes, l'antagonisme va devenir aigu.

Leur attitude en face de la Prusse triomphante caractérise leurs tactiques respectives et accentue leur opposition. Tandis que Liebknecht et Bebel considéraient comme une nécessité première de combattre sans répit l'œuvre et le gouvernement de Bismarck, Schweitzer s'accommodait du cadre que le « chancelier de fer » vient de construire, prétendant seulement y organiser l'action sociale du prolétariat. Entre le *Socialdemokrat,* organe des Lassalliens et le *Demokratisches Wochenblatt* (l'hebdomadaire démocratique), le journal dirigé à Leipzig par Liebknecht, les polémiques devinrent acerbes.

Les Lassalliens reprochaient aux Saxons de n'être qu'un « parti de petits bourgeois » radicaux, les accusaient de vouloir livrer le prolétariat à la bourgeoisie, tandis que Liebknecht et Bebel stigmatisaient le « socialisme impérialiste », le « césarisme bismarckien » de Schweitzer. Bientôt, la « Fédération des Sociétés ouvrières », présidée par Bebel, jusque-là imbue d'idées libérales, acceptait en septembre 1868, à son Congrès de Nuremberg, les principes de l'Internationale. Le même Congrès se prononçait en faveur de

la fondation de syndicats ouvriers, en s'inspirant des leçons de l'expérience anglaise, mais les divisions socialistes allaient se répercuter au sein même des syndicats et paralyser jusqu'à la réalisation de l'unité, leur développement qui devait être plus tard si remarquable.

Les polémiques entre les deux fractions devenaient plus violentes. Nettement Liebknecht et Bebel accusaient von Schweitzer « pour de l'argent ou par goût personnel » de faire le jeu de Bismarck. Le 28 mars 1869, au Congrès des Lassalliens, tenu à Barmen-Elberfeld, Bebel et Liebknecht étaient invités à motiver leurs attaques. Pendant une heure et demie, Liebknecht résuma toutes ses accusations contre Schweitzer, et Bebel les répéta, en déclarant nettement et en maintenant, malgré des interruptions violentes, que von Schweitzer était un « agent du gouvernement ». Schweitzer ne répliqua pas : il se contenta de réclamer un vote de confiance, qu'il obtint de délégués représentant 6.500 voix. Mais il y eut 4.500 voix qui s'abstinrent, et Schweitzer avait été obligé d'accepter une réorganisation de son parti sur des bases démocratiques. Le chef des Lassalliens songea alors à se rapprocher de ses adversaires et on convint d'un traité de paix. Il dura peu. Schweitzer en appela bientôt au plébiscite de ses adhérents. Par celui-ci il obtint la majorité dans toutes les circonscriptions. Il recouvrait sa puissance dictatoriale.

En un manifeste retentisssant, le 23 juin 1869, Bebel et Liebknecht dénonçaient la « corruption », la « bassesse », le « sectarisme » des Lassalliens et surtout de leur chef von Schweitzer. Un certain nombre de ses partisans, dont Bracke, de Hambourg, se séparaient de lui pour constituer, en août 1869, avec Liebknecht, Bebel et leurs amis, à Eisenach, le *Sozial-Demokratische Arbeiterpartei* (Parti Ouvrier Social-Démocrate) qui, en opposition avec le système autocratique des Lassalliens, se donnait une organisation démocratique, ayant à sa tête non un Président mais un Comité de cinq militants, lui-même placé sous la surveillance d'une Commission de contrôle de onze membres. L'organe central,

le *Demokratisches Wochenblatt*, prenait le nom de *Volksstaat* (l'Etat du Peuple).

Entre les *Eisenachiens* — c'est ainsi qu'on désignait maintenant les membres du parti fondé à Eisenach — et les Lassalliens, la lutte devint si âpre qu'on vit le Comité directeur des Lassalliens proclamer qu'on avait le devoir de s'abstenir lorsqu'au deuxième tour de scrutin on avait le choix entre un « Eisenachien » et un réactionnaire. En revanche, les Eisenachiens décidaient de soutenir les candidats Lassalliens à l'exception de von Schweitzer.

III. — La Guerre de 1870-71 et les Socialistes allemands.

Mais c'est à ce moment qu'éclata la guerre avec la France. La situation terrible où allaient se trouver les socialistes des deux fractions placées en pleine « orgie patriotique » pour employer l'expression de Bebel (1) et osant seuls s'y opposer, devait rejeter au second plan leurs luttes intestines.

Lors de la déclaration de la guerre, tandis que les Lassalliens votaient les crédits, considérant l'Allemagne comme en butte à l'agression de Napoléon III, Liebknecht et Bebel, seuls de toute l'Assemblée, s'abstenaient pour manifester leur défiance au gouvernement qui avait en tous cas, par sa politique antérieure, préparé les événements. Au milieu des hurlements de la majorité, Liebknecht lut une fière protestation :

Adversaires de toutes guerres dynastiques, comme socialistes et républicains, membres de l'Internationale qui combat toutes les oppressions de nationalités, et s'efforce d'unir par un lien fraternel tous les opprimés, nous ne pouvons pas, ni directement, ni indirectement, accepter la guerre actuelle. Nous nous abstenons par conséquent, de

(1) *Ma Vie*, par A. Bebel, traduction anglaise, pages 204 et 205.
(2) Idem, page 213.

prendre part au vote, certains que les peuples d'Europe, éclairés par les terribles événements actuels, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour conquérir le droit de se gouverner eux-mêmes, par l'abolition de l'actuelle domination des classes, cause de tous les maux politiques et sociaux.

Bebel indique, dans ses *Mémoires,* que s'il eut connu alors le « coup de la dépêche d'Ems » et les autres manœuvres scélérates de Bismarck pour déclancher le conflit, il eut certainement voté contre les crédits

Après Sedan, tous les socialistes, les Lassalliens comme les Eisenachiens, se prononcèrent énergiquement contre la continuation de la guerre « devenue une guerre offensive contre le peuple français ». Mais l'attitude des Eisenachiens fut la plus énergique. C'est les larmes aux yeux, raconte Bebel (2), que Liebknecht s'était précipité dans son atelier pour lui apprendre que la République venait d'être proclamée la veille à Paris.

Le 17 septembre, le Comité directeur du Parti, qui résidait à Brunswick, lançait un « Manifeste aux Ouvriers allemands », que le *Volksstaat* publiait en tête de ses colonnes et qui contenait ces lignes :

Il faut que l'on accorde au Gouvernement français une paix honorable ! C'est le devoir du peuple allemand d'accorder une paix honorable à la République française... Avant tout c'est le devoir des ouvriers allemands, en qui l'unité des intérêts du peuple allemand et du peuple français, est devenue une conviction sacrée, *qui ne voient dans les ouvriers français que des frères,* auxquels ils sont unis par un sort commun et des aspirations communes, c'est le devoir des ouvriers allemands de réclamer pour la République française une telle paix... *Il est absolument nécessaire que le Parti organise en tous lieux, en accord avec notre Manifeste, des démonstrations populaires, aussi imposantes que possible contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et pour une paix honorable avec la République française* (1).

A la suite de la publication de cette courageuse protestation, le général Vogel von Falckenstein — au mépris de la

(1) *Handbuch des Socialismus* art. Eisenacher. p. 179.

légalité, ainsi que le déclarèrent plus tard les tribunaux impériaux eux-mêmes — fit arrêter les membres du Comité et les fit conduire, les chaînes aux mains, jusqu'à la forteresse de Loetzen, sur la frontière russe.

Le 24 novembre, à l'ouverture du Parlement de l'Allemagne du Nord, le gouvernement demandait de nouveaux crédits pour poursuivre la guerre et l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Au milieu d'une Assemblée exaltée, parmi les injures et les poings tendus, Liebknecht et Bebel renouvelèrent la noble protestation de la Social-démocratie et, en termes véhéments, s'élevèrent contre toute idée d'annexion d'une parcelle quelconque du territoire français. Leur motion en ce sens recueillait 5 voix socialistes.

Dans une des séances suivantes du Reichstag, le conseiller privé Wagener, un des confidents de Bismarck, donnait lecture d'une lettre que le consul de France à Vienne, M. Lefèvre de Behaine, avait adressée à Liebknecht et à Bebel « au nom de la République française, qui l'avait désigné comme son envoyé spécial auprès de la démocratie allemande », et dans laquelle il les remerciait des « nobles paroles qu'ils avaient fait entendre dans le Parlement de Berlin au milieu d'une Assemblée fanatisée par l'esprit de conquête et l'ivresse du militarisme » et saluait en eux les « représentants de cette grande nation allemande que nous entourons d'une affection véritablement fraternelle et que nous n'avons jamais cessé d'aimer ». « La France vous salue, disait en terminant le représentant de la République, et vous remercie, car elle voit en vous *l'avenir de l'Allemagne et l'espoir d'une réconciliation entre les deux peuples.* »

Le 17 décembre on arrêtait Bebel à son atelier et Liebknecht dans les bureaux du *Volksstaat*. Après trois mois et demi d'instruction, ils étaient remis en liberté. Leur procès pour « haute trahison » ne devait venir qu'en mars 1872 devant la Cour d'assises de Leipzig. Il dura quatorze jours et permit aux militants poursuivis de faire pénétrer pour la première fois auprès de milliers de lecteurs par les longs

comptes rendus que publiait la presse, les vérités socialistes. Dans un admirable discours, Liebknecht proclama qu'il était un « soldat de la Révolution ». La Cour condamna Bebel et Liebknecht à deux ans de forteresse.

IV. — Réalisation de l'Unité : le Congrès de Gotha.

Entre temps, en mars 1871, les élections pour le Reichstag du nouvel empire allemand avaient eu lieu « au milieu, écrit Bebel, des salves d'artillerie et des sonneries de cloches célébrant les préliminaires de la paix de Versailles ». Aussi furent-elles peu favorables aux socialistes et surtout aux Eisenachiens, auxquels leur courageuse attitude pendant la guerre avait porté un préjudice certain, du moins pour le moment. D'ailleurs Liebknecht et Bebel étaient en prison pendant la campagne. Leur parti n'obtint que 39.000 voix, avec deux élus, dont Bebel ; Liebknecht avait été battu. Les Lassalliens avaient, de leur côté, 63,000 voix et aucun élu. En joignant à ces chiffres les quelques milliers de voix obtenues par des Lassalliens dissidents, on obtenait un total de 124.000 voix socialistes, inférieur par conséquent à celles qui avaient été réunies avant la guerre.

Schweitzer avait été battu à Barmen-Elberfeld et très dépité, il annonça qu'il allait se retirer de la vie publique. Il sentait que, malgré ses échecs, la fraction d'Eisenach gagnait en autorité et que ses militants avaient l'avenir pour eux. L'année suivante, à son Congrès de 1872, le parti Lassallien exécutait son ancienne idole : Schweitzer était exclu de l'Union par 5.595 voix contre 1.177, et accusé, entre autres, d'avoir détourné à son profit les fonds du Parti.

Le principal obstacle à l'union de tous les socialistes allemands — l'homme que Bebel accuse formellement dans ses *Mémoires*, d'avoir été au service de Bismarck — était donc écarté de la scène politique. En même temps les persécutions gouvernementales devenaient de plus en plus âpres et bru-

tales, obligeant tous les militants à faire front contre l'ennemi commun, qui lui, ne distinguait pas entre eux, lorsqu'il s'agissait de dissoudre leurs organisations, d'emprisonner leurs membres. Cependant, de 1872 à 1873, la lutte entre les deux fractions demeurait très âpre.

Les élections de janvier 1874, qui malgré les persécutions accusaient de magnifiques progrès, amenèrent les gouvernants inquiets à redoubler de vexations. De 124,000 voix socialistes, on passait à 358,000, dont 180,000 pour les Lassalliens et 178,000 pour les Eisenachiens, soit une augmentation de 227,000 voix ou de 200 pour cent. Le parti d'Eisenach avait 6 députés et les Lassalliens 3, soit en tout 9 élus.

Dès juin 1874, le procureur impérial Tessendorf obtenait des tribunaux à sa dévotion, la fermeture provisoire de la Section de Berlin de l'Association générale et faisait subir le même sort à diverses sociétés ouvrières et syndicats formés par les Eisenachiens.

La communauté des persécutions fit comprendre aux deux fractions la communauté de leurs intérêts : les Lassalliens à eux seuls avaient vu 82 de leurs adhérents condamnés à 212 mois de prison pendant l'année 1874. Sans cesse, les rédacteurs du *Volksstaat* se succédaient en prison.

Des négociations pour l'unité furent engagées auprès de Liebknecht — Bebel était encore en prison pour une nouvelle condamnation de lèse-majesté — qui aboutirent à la formation d'une Commission d'unification. Elle parvint à se mettre d'accord sur un projet de programme et d'organisation, dont Marx, dès qu'il le connut, fit une sévère critique, en raison des nombreuses hérésies lassalliennes qu'il contenait. C'était, écrivit-il à Bracke, un « retour déshonorant à un point de vue scientifiquement dépassé » (Voir « Lettre sur le programme de Gotha »). Bebel déclara qu'il manifesta de suite son opposition lorsque Liebknecht lui fit connaître dans sa prison le texte sur lequel on s'était mis d'accord.

Mais on lui affirma que l'union était à ce prix. Et il ne semble pas douteux que si, suivant la parole même de Marx

« toute action, toute démarche positive importe plus qu'une douzaine de programmes » (Lettre sur le programme de Gotha, p. 9) les marxistes allemands furent alors bien inspirés en acceptant momentanément — malgré Marx — pour obtenir l'unité, un programme quelque peu hétéroclite.

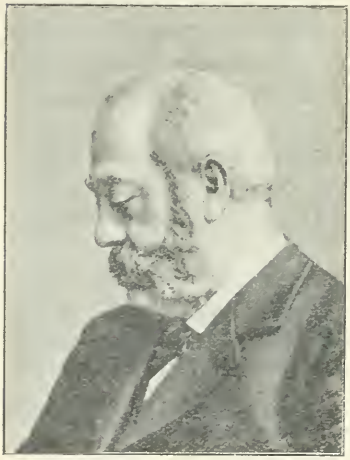
L'unité se fit au Congrès de Gotha, qui se tint du 22 au 27 mai 1875. Il y avait 127 délégués représentant 25,657 membres, dont 71 Lassalliens, représentant 16,538 membres et 56 Eisenachiens, représentant 9,121 adhérents. Le Congrès les confondit dans un parti unique qui prit le titre de *Socialistische Arbeiterpartei Deutschlands* (Parti ouvrier socialiste d'Allemagne). Le système d'organisation était celui des Eisenachiens, c'est-à-dire qu'il s'inspirait de principes démocratiques et non des méthodes autoritaires de l'organisation lassallienne. Dorénavant, une grande organisation politique du prolétariat est créée en Allemagne. Elle constituera l'armature puissante que rien ne parviendra à entamer — indestructible, en dépit de tous les assauts du pouvoir et des espérances de division toujours caressées par ses ennemis et vingt fois démenties par les faits. Elle permettra de réaliser en Allemagne l'*unité ouvrière*, aussi bien que l'unité socialiste parmi les travailleurs, tous pénétrés dans toutes leurs organisations politiques ou économiques du même esprit socialiste.

V. — La lutte de Bismarck contre le socialisme : les lois d'exception.

L'unité socialiste était à peine réalisée que Bismarck se préparait à poursuivre contre elle une guerre à mort. Dès l'automne de 1875, il proposait au Reichstag des textes législatifs, punissant de peines sévères tous « ceux qui exciteraient à la haine des classes et attaqueraient le mariage, la famille et la propriété ». Et son ministre de l'intérieur, le comte d'Eulenbourg, avouait franchement qu'il ne s'agissait que d'atteindre la Social-Democratie. Bismarck, à cette occasion,

attaquait violemment la Commune, dont Bebel défendit le rôle avec éloquence et courage (1). Le Reichstag repoussa les textes proposés par le Chancelier.

Cependant, le procureur général Tessendorf, l'âme damnée de Bismarck, en l'absence de textes nouveaux, multipliait les persécutions. Il devait continuer jusqu'à sa mise à la retraite en 1890, après la chute de son maître. Il obtint une décision des tribunaux de Berlin, ordonnant la dissolution du Parti nouvellement unifié, à Berlin et dans toute la Prusse.



PAUL SINGER

(Vorwærts)

Les socialistes prussiens se reconstituèrent en sections locales nominalement indépendantes et pour permettre aux membres de payer leurs cotisations, on créa un petit journal d'une valeur de quelques centimes l'*Electeur*, dont chaque adhérent devait acheter un numéro moyennant 25 centimes.

Pour la première fois, en 1877, les socialistes abordèrent la bataille des élections, unis. Le résultat fut brillant, puisqu'ils réunissaient 493.000 voix, soit 141.000 de plus qu'en 1874, et avaient conquis 12 sièges. En Saxe seulement, le Parti avait obtenu 124.000 voix sur 318.000 votants. Au Congrès,

(1) Fréquemment à cette époque, en Allemagne, des polémiques avaient lieu à propos de la Commune, dont les socialistes et Bebel, en particulier, ne manquèrent jamais de faire l'apologie.

tenu à nouveau à Gotha, en mai 1877, on constata que l'organisation socialiste avait fait de brillants progrès : le Parti comptait plusieurs journaux quotidiens et une trentaine d'hebdomadaires. A côté de Liebknecht, Bebel, Singer et Auer, un militant socialiste bavarois, ancien officier, qui avait été blessé pendant la guerre de 1870, G. von Vollmar, joua un certain rôle dans ce Congrès. Il devait devenir bientôt, avec Auer, le plus connu des militants de la « droite » du Parti.

Le 12 juin 1877, Bebel était à nouveau condamné à 6 mois de prison, sur les réquisitions de Tessendorf « pour avoir calomnié le Chancelier » dans une brochure où il avait stigmatisé ses procédés césariens.

Cependant, Bismarck n'était pas encore satisfait. En mai et juin 1878, deux attentats ayant été commis contre l'empereur, par deux déséquilibrés, Hœdel et Nobiling, il en prit prétexte pour dissoudre le Reichstag et diriger toute la campagne électorale contre la Social-Democratie. Il avait réclamé de la nation une législation d'exception anti-socialiste. La lutte extrêmement âpre, fut engagée sur ce terrain et se termina par une grosse victoire pour Bismarck, qui bénéficiait encore de l'exaltation de la victoire de 1870 et de l'expansion économique qui en était résultée pour tout l'Empire.

Le Parti n'obtint que 437,000 voix, soit 56,000 de moins que l'année précédente et il perdait en même temps 3 sièges, puisqu'il n'avait plus que 9 élus. Les nationaux-libéraux, qui avaient timidement résisté à Bismarck, étaient réduits de 137 à 106, les progressistes de 39 à 26 — au profit des conservateurs et dans une certaine mesure du centre catholique.

Le nouveau Reichstag était ce que Bismarck avait désiré. Immédiatement, on lui soumit un texte intitulé : « *loi contre les aspirations offrant un danger général de la démocratie socialiste* », qu'on appela par abréviation la Socialistengesetz (loi des socialistes). Il fut voté le 21 octobre de cette même année.

La nouvelle loi déclarait dès son premier paragraphe :

Sont interdites les Associations qui, par des aspirations démocrates-socialistes, socialistes ou communistes, visent au renversement de l'ordre politique et social actuel. Sont assimilées à ces Associations, toutes celles dans lesquelles de semblables aspirations se manifestent d'une manière qui met en péril la paix publique et en particulier la concorde des classes. Les réunions dans lesquelles de telles tendances se font jour, doivent être dissoutes.

Tout écrit socialiste était interdit, la presse supprimée. Les journaux devaient être saisis là où ils se trouvaient.

Contre les « délinquants » des peines féroces étaient édictées. Les « agitateurs professionnels » pouvaient être condamnés à de longs emprisonnements, suivis d'interdiction de séjour en tels ou tels lieux.

S'ils étaient restaurateurs, cabaretiers, petits commerçants, imprimeurs, libraires, propriétaires de bibliothèques, prêtant des livres ou tenant des cabinets de lecture, l'interdiction de leur industrie pouvait être prononcée. Dans toutes les localités où les autorités des États fédéraux estimaient que « la sûreté publique était menacée de dangers » elles pouvaient décider :

1° Que des réunions ne pourraient avoir lieu sans le consentement de la police — à la seule exception des réunions tenues pendant les périodes électorales pour le Reichstag ou le Landtag ;

2° Que la distribution d'imprimés sur la voie publique et autres lieux ne pouvait avoir lieu ;

3° Que le séjour dans les districts ou localités en question pouvait être interdit aux personnes dont on peut redouter un danger pour la sûreté ou l'ordre publics ;

4° Que la possession, le port, l'introduction et la vente d'armes sont interdits, limités ou subordonnés à certaines conditions.

C'était le fameux paragraphe 28. La loi était votée pour une période de trois ans, mais à plusieurs reprises, Bismarck la fit proroger — jusqu'à sa chute.

A peine était-elle votée, que le *Vorwœrts*, la *Berliner Freie Presse* et le *Hamburg-Altonaer Volksblatt*, les trois principaux journaux du Parti étaient supprimés. Quelques semaines

après, Berlin était soumis au régime du petit état de siège; 67 des militants les plus en vue étaient frappés d'arrêtés d'expulsion. En moins d'une année, 217 sociétés avaient été fermées, 127 organes périodiques et 278 écrits non périodiques interdits.

La terreur bismarckienne jeta tout d'abord la confusion et le trouble dans les rangs du Parti. Bientôt, on se ressaisit et clandestinement, sans cadres officiels, l'organisation se reconstitua.

A l'étranger, à Zurich, un journal parut, le *Socialdemokrat*, qui servit de lien entre les camarades. Il était rédigé par un militant qui devait devenir célèbre, Edouard Bernstein :

Il était naturellement interdit de l'introduire et de le répandre en Allemagne: mais, en dépit de la surveillance des policiers, il franchissait régulièrement la frontière, dissimulé dans des colis d'apparence tout à fait innocente et allait rejoindre très sûrement, quelquefois après avoir passé par les mains d'une série d'intermédiaires, chacun de ses destinataires (1).

Le groupe socialiste du Reichstag que Bismarck ne pouvait atteindre, servait de Comité directeur et les Congrès du Parti se tenaient à l'étranger, soit en Suisse, soit au Danemarck :

Toutes les mesures qui frappaient soit les individus, soit les groupements, ne faisaient que renforcer et qu'exalter les sentiments de solidarité, l'esprit de dévouement et de sacrifice. Librement, joyeusement, chacun se pliait à une discipline que nul règlement, nuls statuts ne commandaient, mais dont tous comprenaient la nécessité (1).

Cependant, Bismarck put croire d'abord qu'il avait atteint son but, non seulement arrêté les progrès du socialisme, mais même sérieusement entamé ses forces. Si le Parti avait perdu 56,000 voix aux élections de 1878, en 1881, la diminution de ses suffrages fut bien plus sensible encore. De 437,000 voix, on tombait à 311,961, soit près de 125,000 voix de moins. Le

(1) E. Milhaud, ouvrage cité page 48.

Parti était redescendu au-dessous du chiffre atteint sept ans auparavant. Cependant il passait de 9 à 12 sièges.

Mais ce ne fut qu'un affaissement d'un moment. Contre vents et marées, malgré les efforts enragés de ses adversaires, malgré les réformes habiles comme celles des Assurances sociales, aussi bien que les persécutions, la classe ouvrière demeure fidèle à son Parti, vient de plus en plus vers lui. Bientôt, il reprend vigoureusement sa marche en avant. Aux élections de 1884, il atteint 549,000 voix, avec 24 mandats, dépassant de 52,000 voix le chiffre le plus élevé qu'il eut jamais atteint.

Et dorénavant, rien ne l'arrête plus. Si, en 1887, Bismarck parvient par la coalition des partis bourgeois à lui arracher la moitié de ses sièges, il n'en demeure pas moins que la montée des voix continue avec 763,000 suffrages et c'est 1.427,000 voix et 35 mandats en 1890.

Décidément, il apparut que Bismarck avait complètement échoué dans sa besogne de destruction de « l'hydre rouge ». Ne voulant pas s'avouer battu, le rude lutteur réclamait du Reichstag des lois plus féroces encore, mais la majorité refusait de le suivre. Un mois après l'éclatant triomphe remporté par le Parti, et qui lui donnait près d'un million et demi de suffrages, le jeune empereur Guillaume II congédiait Bismarck.

Dans la lutte exterminatrice qu'il avait engagé contre le socialisme, le Chancelier de fer avait été vaincu par lui.

VI. — La période organique : luttes internes ; le programme d'Erfurt.

Le Parti socialiste était rentré dans le droit commun : le gouvernement renonçait à demander le renouvellement de la loi d'exception dont le terme était expiré. D'autres difficultés s'offraient à lui. Au milieu des terribles persécutions de la période précédente, le Parti n'avait pas eu de peine à main-

tenir son unité. Il y avait bien eu quelques défections individuelles, ainsi celles de Johann Most et Hasselmann, anciens députés au Reichstag, qui, affolés par les persécutions, tournèrent à l'anarchisme, perdirent d'ailleurs bientôt toute influence et durent s'expatrier aux Etats-Unis où Most publia un journal anarchiste *Freiheit* (Liberté) (1). Mais c'était là des faits isolés sans portée générale.

Comment, en revanche, le socialisme devenu un grand Parti supporterait-il l'épreuve sinon de la liberté complète, du moins de la vie au grand jour et des difficultés quotidiennes de la lutte ?

Georg von Wollmar
Député de Munich
(Vorwærts)

La question était d'autant plus grave qu'en son sein se manifestèrent aussitôt des tendances extrêmes : à droite, le modérantisme et l'opportunisme de von Vollmar, à l'extrême gauche l'opposition anarchisante du petit groupe d'intellectuels qu'on appela les « jeunes » comprenant le typographe berlinois Werner, Wildberger, les écrivains G. Landauer, G. Kampfmeyer, et dont la critique acerbe aboutissait à des conceptions qui offrent la plus frappante analogie avec celle des syndicalistes antiparlementaires français.

Il est piquant de relire aujourd'hui les jugements que for-

(1) Bebel dans ses *Mémoires* exprime amèrement le regret qu'un homme de la valeur de Most, dont il loue hautement le dévouement et la combativité ait été dévoyé par la terreur bismarckienne, perdu pour le Parti et qu'il soit sombré misérablement enfin dans l'alcoolisme

mulèrent à cette époque, avec suffisance, les écrivains bourgeois qui passaient pour le mieux connaître les choses du socialisme. C'est ainsi que M. de Wyzewa, dans son livre sur le « Mouvement socialiste en Europe » édité en 1892, et dans les articles publiés à la même époque, dans le *Figaro,* exposait doctement que le parti socialiste allemand était en « pleine décomposition ».

Contre la vieille tactique de Liebknecht et Bebel, il dressait avec complaisance et sympathie les deux oppositions de « droite et de gauche » et proclamait que ce parti « jadis si homogène » allait incessamment se diviser « en trois partis distincts et fatalement condamnés à lutter l'un contre l'autre » (1).

Or, en fait, le socialisme allemand sortit complètement victorieux de ses difficultés, comme de toutes celles qui se présentèrent depuis à lui. Il n'a cessé depuis ces 22 années de maintenir indestructible sa magnifique unité, déjouant toutes les espérances haineuses de ses ennemis, accroissant sans cesse davantage ses forces.

Le Congrès d'Erfurt, en 1891, qui devait voter le remarquable programme théorique et minimum rédigé par Kautsky et que nous allons analyser plus loin, en finit aussi avec l'opposition anarchisante.

Il proclama que rien ne justifiait les attaques violentes portées par les « Jeunes » contre Bebel et Liebknecht. Les « Jeunes » démissionnèrent du Parti et prétendirent constituer un parti à côté, les « Indépendants ». Il n'eut aucune vitalité. La plupart de ses adhérents rentrèrent bientôt dans les rangs de la Democratie socialiste, qui fut indulgente à leurs « erreurs de jeunesse », les autres très peu nombreux devinrent anarchistes et n'exercèrent d'ailleurs plus aucune influence sur le mouvement.

Quant aux exagérations dans l'autre sens, déjà vivement

(1) Le Mouvement Socialiste en Europe, par T. de Wyzewa, p. 272.

August BEBEL, député au Reichstag.

(Social-Démocratie allemande).

Photo Vorwärts Berlin.

critiquées par Liebknecht, Bebel et Singer, en la personne de Vollmar au Congrès d'Erfurt, et aux suivants chez Schippel et Auer, elles devaient surtout être l'objet des longs débats soulevés par les écrits « revisionnistes » de Bernstein, à partir du Congrès de Stuttgart en 1898, et de Hanovre, en 1899.

Nous ne pouvons nous étendre longuement ici sur les conceptions de Bernstein, et les polémiques auxquelles elles ont donné lieu. Dans le 4e volume de l'*Encyclopédie*, Charles Rappoport a d'ailleurs consacré près de 80 pages à leur exposé et à la réfutation qu'en apporta Kautsky. Qu'il nous suffise de rappeler que Bernstein qui avait été pendant la période des lois d'exception le rédacteur de l'organe du Parti, le *Socialdemokrat*, qui avait vécu de longues années d'exil en Angleterre, aux côtés d'Engels, dont il avait été l'un des exécuteurs testamentaires, commença à partir de 1898, à publier des articles de revue et bientôt tout un livre consacré à une critique fort âpre de quelques-unes des idées fondamentales du Parti, idées dont il demandait la « revision » ; de la concentration capitaliste, dont il niait qu'elle fut aussi rapide que l'avaient prévu les fondateurs : du mouvement, de la théorie de la lutte des classes à laquelle il opposait les progrès de la démocratie, enfin de la « catastrophe » révolutionnaire et du « blanquisme » insurrectionnel dont il découvrait « l'influence fâcheuse » sur la pensée de Marx et d'Engels.

Edouard Bernstein
Photo Kaufh. d. Westens, Berlin

La social-démocratie ne devait pas s'absorber dans la vision

du but final, mais ne se préoccuper que du *mouvement,* organiser politiquement la classe ouvrière et transformer l'Etat dans le sens de la démocratie.

Quelles qu'aient pu être les erreurs et les fautes des « revisionnistes », on ne saurait sans injustice les comparer à nos tristes « socialistes-indépendants » français et aucune assimilation ne peut être faite entre le caractère désintéressé, la conviction profonde d'un Bernstein et l'arrivisme cynique, d'un Briand ou d'un Millerand abandonnant les intérêts prolériens et piétinant tous les principes socialistes. Jamais, d'ailleurs, les revisionnistes ne se déclarèrent en faveur d'un confusionnisme semblable à celui qui est préconisé et pratiqué pas nos anciens socialistes. Il suffit à cet égard de citer les paroles prononcées au Congrès de Dresde par Auer, qui était alors et de beaucoup le militant le plus influent de la « droite » du Parti. Après avoir dit qu'il avait trouvé cette définition du revisionniste « que c'était un homme qui reniait la lutte de classe et cherche à rapprocher la social-démocratie de l'aile gauche des partis bourgeois », il déclarait :

Je concède qu'un tel revisionniste serait *un traître au Parti* et je proteste contre l'application qu'on m'a faite du titre de revisionniste. C'est une calomnie. Il arrive, dans certaines circonstances, qu'on agisse de concert avec les gauches. C'est nécessaire. *Mais se rattacher à elles serait notre perte. Notre force réside dans la conscience de classe* et dans la classe où nous recrutons nos adhérents. Lorsque, jeune ouvrier, je vins à Hambourg, on gagnait ainsi les voix. On disait à un ouvrier : « Tu es ouvrier ? — Oui ! — Alors, il faut voter pour un candidat ouvrier. » Cette parole agissait plus que toutes les théories sur la loi des salaires, la plus-value, etc. J'ai compris, à ce moment, ce qu'était la conscience de classe. *Et celui qui m'accuse de vouloir en faire fi me croit vraiment plus bête que je ne suis.* (1).

Longuement débattues de 1898 à 1903, ces questions furent définitivement closes à ce Congrès de Dresde en 1903 par la célèbre motion devenue depuis Amsterdam, la charte du so-

(1) « Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Social-Demokratischen Partei zu Dresden », page 364.

cialisme international et qui « repousse de la façon la plus énergique les tentatives revisionnistes tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse, basée sur la lutte des classes et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concessions à l'ordre établi ».

D'ailleurs, pendant ces vingt années, l'intérêt du mouvement est moins dans des incidents sensationnels, de grands débats théoriques que « dans l'effort admirable de sa propagande, son expansion régulière et puissante, dans le spectacle de sa vie intérieure, dans le travail de sa pensée ». (E. Milhaud.)

VII. — La victoire de 1903.

La croissance continue des forces socialistes que nous avons constatée jusqu'ici, ne s'est pas démentie un seul instant dans la suite, mais s'est au contraire accentuée dans des proportions formidables, à la fois par le nombre des électeurs socialistes, des membres du Parti, des syndiqués, des coopérateurs, ainsi qu'on le verra plus loin — même lorsque l'effort coalisé de ses ennemis ont fait perdre au prolétariat une partie de ses mandats.

Les voix socialistes étaient au nombre de 1,786,000 en 1893, et le nombre des élus atteignait 44. En 1898, c'était 2,107,000 voix et 56 élus. Dans ces deux périodes 1890-1893 et 1893-1898, la croissance forte et continue avait été chaque fois de plus de 300,000 voix. Les progrès réalisés de 1898 à 1903 eurent une bien autre ampleur. Le Parti réunissait en effet, 3,011,000 voix aux élections de juin 1903. C'est-à-dire qu'il avait gagné en ces cinq années près d'*un million* de suffrages — exactement 904,000 voix — tandis que le nombre de ses élus atteignait 81.

L'enthousiasme fut alors très vif dans toute l'Allemagne socialiste et la presse du Parti proclamait « *Unser das*

Reich ! » (l'Empire est à nous !) Mais même après cette belle victoire, le Parti ne possédait pas plus du cinquième des mandats quoiqu'il eut près du tiers des voix et l'Allemagne demeurait un pays demi-absolutiste où l'empereur n'était pas obligé de choisir ses ministres d'après les indications du Reichstag.

En présence des progrès formidables du socialisme, les gouvernants songeaient d'ailleurs sérieusement à revenir à une violente politique de répression et on entendait même proférer des menaces contre le suffrage universel qu'en 1896, on avait enlevé aux travailleurs de Saxe pour les élections au Landtag du royaume, au moment même où ils étaient sur le point d'y conquérir la majorité.

Le prolétariat allemand affirma alors fortement sa volonté de recourir aux moyens les plus extrêmes pour défendre ses droits politiques. L'idée de la grève générale, onsidérée longtemps comme une « panacée anarchiste » avait été jusque-là peu sympathique en Allemagne et le mot d'Auer « grève générale, ineptie générale » était demeuré longtemps proverbial. A partir de cette époque et principalement devant la leçon de la révolution russe, une évolution se produisit dans l'esprit des militants. A vrai dire, on ne parle pas de grève générale au sens révolutionnaire, « catastrophique » du mot, mais de « grève de masses » comme du recours suprême de la classe ouvrière, privée des moyens de lutte pacifique.

Et au Congrès d'Iéna, en 1905, le Parti, par 287 voix contre 14, adoptait une vigoureuse motion de Bebel, proclamant :

En cas d'un attentat contre le suffrage universel, ou contre le droit de coalition, le devoir de la classe ouvrière tout entière est d'user pour se défendre de tout moyen possible. Dans ce cas, le Congrès considère comme un des moyens les plus efficaces, pour éviter un semblable crime contre la classe ouvrière ou pour conquérir un droit essentiel à sa libération, *l'emploi le plus étendu possible de la cessation du travail par les masses.*

Et par la résolution votée l'année suivante au Congrès de Mannheim, le Parti spécifiait que la grève générale politique

serait organisée en commun par le Comité directeur du Parti et la Commission générale des Syndicats.

Cependant, contre la marche conquérante de la Démocratie socialiste, le chancelier de Bülow constituait le bloc des partis bourgeois et pour lutter contre elle, il usait très habilement du moyen habituel des partis bourgeois aux abois, l'argument patriotique. Contre ces « hommes indignes de porter le nom d'Allemands » ainsi que les avait qualifiés Guillaume II, une campagne chauvine furibonde fut entreprise qui atteignit son point culminant à la fin de 1906, lorsqu'une majorité du Reichstag s'étant rencontrée — composée des socialistes, du centre catholique et des Polonais — pour refuser les crédits réclamés par le gouvernement pour l'expédition coloniale des Herreros dans l'Afrique du Sud, on décida brusquement la dissolution du Reichstag et de nouvelles élections pour janvier 1907.

VIII. — Les élections de 1907 : L'échec socialiste et la marche en avant.

Pour lutter contre la Social-Démocratie, on créa un groupement spécial, la « Reichsverband » (coalition impériale), à laquelle des millions furent versés par la réaction agrarienne et les grands industriels, à laquelle tous les pouvoirs publics, depuis l'Empereur et le Chancelier, jusqu'aux simples agents de police, apportèrent leur appui. Cette « organisation systématique du mensonge bourgeois » pour « empoisonner l'opinion publique » ne distribuait pas moins de 10 millions de brochures et de pamphlets anti-socialistes pendant la campagne électorale de 1907, envoyait gratuitement un « journal de correspondance » rempli de calomnies contre les socialistes, à un millier de journaux, inondait le pays de ses « orateurs » mercenaires.

Dès le premier tour, les partis bourgeois avaient presque partout réalisé leur coalition cynique contre le parti du

prolétariat. On fit un appel frénétique à la masse des indifférents, des « non-votants » aux élections habituelles. Parallèlement à la « Reichsverband », la « Flottenverein » (l'Union de la flotte) faisait un appel véhément au sentiment chauvin, distribuant de son côté 20 millions de brochures.

En même temps, la magnifique croissance du mouvement syndical, qui inquiétait le petit patronat, et les vigoureux progrès du mouvement coopératif atteignant les petits commerçants, constituaient des raisons d'hostilité de ces éléments, jusque-là à demi sympathiques.

Les élections de janvier 1907 aboutirent à enlever au Parti 46 des 81 mandats qu'il avait conquis en 1903. Avec 35 élus, sa représentation politique redescendait au niveau de 1890. Mais cependant, au moment même où ses adversaires proclamaient l'écrasement du socialisme, le nombre de ses suffrages s'était encore accru. Alors que le Parti avait perdu plus de la moitié de ses élus, il avait obtenu un quart de million de voix de plus, gagnant exactement 248.000 suffrages sur la précédente élection, avec *3.259.000 voix*. S'il y avait eu un système équitable de R. P., ce parti vaincu obtenait non pas 43 mais 115 sièges.

Loin de se laisser décourager par son échec momentané, la Social-Démocratie redoublait d'énergie et de ferveur dans la propagande. Dans les mois qui suivaient son prétendu écrasement, ceux dont Guillaume II avait proclamé qu'ils étaient abattus, « foulés aux pieds de son cheval », montraient une prodigieuse vitalité. C'était par dizaine et par dizaine de milliers que s'augmentaient partout et les abonnés des journaux socialistes et les membres du Parti, et les syndiqués.

D'ailleurs, les plus grandes difficultés politiques assaillaient bientôt le gouvernement du chancelier de Bülow et décomposait son bloc « rose-bleu » unissant conservateurs et libéraux. Entre les industriels libéraux et les agrariens conservateurs il y avait de violents antagonismes économiques, qui aboutirent à une rupture et au retrait de Bülow. Le

nouveau chancelier, de Bethman-Holweg, constitua alors une nouvelle majorité *noire-bleue*, par l'union des conservateurs et du centre catholique. Ainsi les libéraux se trouvaient rejetés dans l'opposition et étaient amenés à combattre avec les socialistes les lourds impôts indirects proposés par le gouvernement et qui avaient, dans une large mesure, contribué au renchérissement de la vie.

C'est dans ces conditions que s'engagea la bataille électorale, terminée, le 12 janvier 1912, par le triomphe le plus éclatant, le plus formidable que le socialisme eut jamais remporté dans aucun pays du monde, par la conquête de 110 mandats et l'obtention de 4.250.000 voix, soit un million de voix gagnées en cinq années.

Section III

L'ORGANISATION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

I. — Le Parti.

On a pu dire que parallèlement à ses progrès *quantitatifs, démocratiques,* le Parti Social-Démocrate d'Allemagne a développé sa valeur *qualitative, révolutionnaire.*

Et c'est ainsi que, d'après le rapport présenté à son dernier Congrès national de Chemnitz, il ne comptait pas moins de *970.000* membres, soit en chiffres ronds *un million* d'adhérents, contre 836.000 à la même époque de l'année précédente, soit une augmentation de 134.000 membres en une seule année.

En 1909, le Parti avait 633.000 membres, en 1907, il en comptait 530.000 et en 1905 400.000. C'est dire qu'en six années il a plus que doublé le chiffre de ses membres, *progres-*

sion beaucoup plus forte encore que celle de ses voix électorales. Ses contingents actuels se répartissent ainsi :

Berlin	120.000	membres dont	20.000	femmes.
Région de Breslau	19.600	—	3.000	—
Région de Magdebourg	24.000	—	4.200	—
Hanovre	31.000	—	4.800	—
Westphalie	43.000	—	5.500	—
Provinces rhénanes	55.800	—	8.000	—
Région de Francfort	26.900	—	3.200	—
Saxe	150.000	—	18.000	—
Bavière	73.000	—	5.900	—
Wurtemberg	36.000	—	2.700	—
Bade	21.000	—	1.900	—
Hesse	20.500	—	1.500	—
Alsace-Lorraine	6.500	—	300	—

D'autre part, au moment du Congrès de Copenhague, la Direction du Parti publiait la statistique suivante sur la répartition de ses adhérents par circonscription :

L'effectif des adhérents était :

Moins de	100	membres	dans	77	circonscriptions.
De	100 à	200	dans	42	circonscriptions.
»	200 à	300	»	22	»
»	300 à	400	»	28	»
»	400 à	500	»	14	»
»	500 à	600	»	13	»
»	600 à	700	»	12	»
»	700 à	800	»	12	»
»	800 à	900	»	16	»
»	900 à	1.000	»	8	»
»	1.000 à	1.500	»	27	»
»	1.500 à	2.000	»	25	»
»	2.000 à	3.000	»	23	»
»	3.000 à	4.000	»	22	»
»	4.000 à	5.000	»	6	»
»	5.000 à	6.000	»	9	»
»	6.000 à	7.000	»	3	»
»	7.000 à	8.000	»	2	»
»	8.000 à	9.000	»	2	»
»	9.000 à	10.000	»	2	»
»	10.000 à	11.000	»	2	»
»	11.000 à	12.000	»	3	»

Il y avait ensuite sept circonscriptions avec plus de 14.000, dont une ayant de 14.000 à 15.000, une de 15.000 à 16.000, une de 19.000 à 20.000, une de 22.000 à 23.000, une de 23.000 à 24.000, une de 24.000 à 25.000, enfin une de 26.000 à 27.000.

Les RECETTES totales du Parti avaient été pour l'année 1911-1912 de 1.690.000 mark, soit 2.112.000 francs, contre 1.200.000 marks en 1910 et 852.000 en 1908. Mais en raison de la bataille électorale, les dépenses avaient été très élevées, de près de 1.800.000 marks, dont 910.000 marks, soit 1 million 137.000 francs pour les élections. Les fonds de réserve s'élevaient à 233.000 marks, soit 291.000 francs.

Pendant longtemps l'organisation du Parti en Allemagne eut une forme particulière, déterminée par la très réactionnaire législation impériale interdisant les coalitions de Sociétés politiques. C'était le système des *personnes de confiance*. Les membres du Parti dans chaque ville étaient reliés à l'organisme central par des militants élus par eux en réunions publiques et qui étaient leurs « personnes de confiance » auprès de l'organisme central, comme elles étaient les représentants de celui-ci auprès d'eux. Ce système n'empêchait pas l'existence de groupes politiques locaux, mais ceux-ci n'étaient pas considérés comme faisant partie de l'organisation générale de la Social-Démocratie. Les éléments de l'organisation établie au lendemain de la chute du régime bismarkien, au Congrès de Halle, en 1890, étaient : 1° Les *personnes de confiance;* 2° un *Congrès annuel, composé* de délégués élus, comme les personnes de confiance et pour les mêmes raisons légales, en réunion publique; 3° une *Direction du Parti*, composée de militants élus par le Congrès national; 4° un journal central : le *Vorwærts*.

La législation devint graduellement moins oppressive, et la loi de 1899 permit les coalitions de groupements politiques. Mais au Congrès de Mayence, en 1900, on rejetait la proposition d'une organisation centrale rigide et le système antérieur devait se continuer en partie jusqu'à la nouvelle loi impériale sur les Associations du 15 mai 1908. Celle-ci,

beaucoup plus libérale, permit de donner enfin au Parti Social-Démocrate une organisation normale, analogue à celle des autres pays, et dans laquelle l'entrée des femmes était enfin permise.

Sont considérées comme MEMBRES DU PARTI toutes les personnes qui acceptent ses principes, son programme et paient régulièrement la cotisation. Ne peuvent appartenir au Parti toutes personnes portant atteinte à ses principes fondamentaux ou se rendant coupables d'actes contraires à l'honneur. (Le texte allemand dit textuellement : d'une « action infâme ».)

A la base de l'organisation est l'UNION SOCIAL-DÉMOCRATE DE CHAQUE CIRCONSCRIPTION, composée de tous les citoyens habitant cette circonscription. Si elle comprend un grand nombre de communes, on peut, dans tous les endroits où il y a des membres du Parti, et où les circonstances le permettent, constituer des groupes locaux, mais qui ne seront qu'une section de l'Union générale de la circonscription.

Le montant de la cotisation est déterminé par les organisations nationales ou régionales. Le minimum de la cotisation est de 30 pfennigs (environ 35 centimes) et pour les femmes 15 pfennigs par mois. Au minimum 20 pour cent des cotisations doit être versé à la caisse centrale du Parti. Mais l'organisme directeur peut, chaque fois qu'il s'agit d'organisations très faibles, décider qu'il y a lieu de lui abandonner une partie de ce qu'elles doivent lui remettre.

L'année fiscale s'étend de juillet à juillet ; les présidents de chaque Union doivent, avant le 15 juillet de chaque année, soumettre un rapport au Comité Central. Ce rapport, préparé d'après un questionnaire uniforme, donnera des détails sur les méthodes et l'extension de la propagande, le nombre des camarades affiliés, le montant de la cotisation régulière, le taux des recettes, l'emploi de la quote-part restée à la disposition de l'organisation locale.

Au-dessus des Unions de circonscription, se sont de

plus en plus constituées des FÉDÉRATIONS RÉGIONALES OU D'ÉTATS.

Ce sont les Partis Social-Democrates de Prusse, de Bavière, de Wurtemberg, du Grand Duché de Bade, d'Alsace-Lorraine, etc. Chacun de ces partis ou fédérations régionales a son Congrès, qui s'occupe des questions intéressant particulièrement sa région, organise la propagande pour les élections à son Parlement local ou Landtag, élit un Comité directeur particulier. Le Parti comprend actuellement 45 de ces organisations régionales. Chacune a un Conseil ayant un ou deux secrétaires permanents appointés. Le nombre de ces *permanents régionaux ou nationaux* s'élève actuellement à une soixantaine.

Les Conseils régionaux ou d'Etat sont en relations constantes avec le « Vorstand » ou Comité directeur du Parti. Leur avis doit toujours être sollicité lorsqu'il s'agit des questions importantes qui touchent à leur champ d'activité. Le « Vorstand » organise, en cas d'événements d'un importance générale, des conférences ou réunions spéciales des représentants des Conseils régionaux ou d'Etat.

Le CONGRÈS NATIONAL forme la représentation suprême du Parti. Y participent :

1° *Les délégués du Parti de chaque circonscription.* Jusqu'en 1909, chaque circonscription, quel que fut le nombre de ses membres, avait droit à un chiffre maximum de trois délégués. Depuis, on a établi une proportionnalité nécessaire.

Les Unions ayant moins de 1.500 membres ont droit à 1 délégué; celles comptant de 1.500 à 3.000 membres, à 2 délégués; celles de 3.000 à 6.000 membres, à 3 délégués; celles de 6.000 à 12.000 membres, à 4 délégués; celles de 12.000 à 18.000 membres, à 5 délégués; en enfin celles de plus de 18.000 membres à 6 délégués.

Autant que possible chaque Union de circonscription doit déléguer au moins une femme.

2° Les membres du *Groupe socialiste au Reichstag.*

3° Les *membres du « Vorstand »* (Comité directeur) et la *Commission de contrôle.*

Dans les questions parlementaires, les membres du groupe du Reichstag n'ont que voix consultative ; il en est de même des membres du « Vorstand » dans les questions d'administration du Parti.

Il appartient au Congrès :

1° De recevoir les rapports sur l'activité du Comité directeur, de la Commission de contrôle et du groupe parlementaire.

2° De fixer la tactique et de prendre toutes les résolutions qu'il juge nécessaire pour la vie du Parti.

3° De désigner le lieu où résidera le Comité directeur ; d'élire celui-ci ainsi que la Commission de contrôle.

Le VORSTAND, ou Comité directeur, constitue l'organisme central permanent du Parti. Le nombre de ses membres est fixé par chaque Congrès. Il comprend actuellement 9 membres, dont 2 présidents, 1 trésorier, 3 secrétaires, 1 déléguée des femmes et deux autres membres. Il est élu par le Congrès. Il veille aux affaires du Parti, contrôle la politique de son organe central, le *Vorwœrts*, tranche les différends qui pourraient se produire dans la présentation des candidats pour le Reichstag. C'est par lui que sont organisées les actions d'ensemble, les grands mouvements d'agitation, de protestation, qui vont d'une extrémité du territoire à l'autre, éveillant l'attention des masses, remuant l'opinion publique.

Pour contrôler le Comité directeur, le Parti possède une COMMISSION DE CONTRÔLE, nommée également par le Congrès et composée de neuf membres.

La Commission de contrôle inspecte l'état de la caisse et l'état des livres du Vorstand, examine les comptes du *Vorwœrts* et de la librairie du *Vorwœrts*, qui est la librairie du Parti. Des séances communes du Comité et de la Commission peuvent avoir lieu sur le désir de l'un ou l'autre.

Tel est l'organisme à la fois fort et souple qui constitue

l'armature du socialisme allemand. Loin d'avoir à sa base, nous ne savons quel « caporalisme », ainsi qu'on l'a lourdement écrit parfois, il nous offre au contraire l'exemple le plus complet de libre discussion, de contrôle et de critique s'exerçant en toute fraternité, mais en pleine indépendance sur les actes, les discours, les agissements des militants honorés d'un mandat quelconque par la confiance de leurs camarades. Il est par excellence une organisation démocratique, ne connaissant à aucun degré ni la confiance aveugle, ni l'obéissance passive à un « chef » quelconque, un milieu que domine la liberté d'examen, la discussion toujours renouvelée des questions controversées, où chacun a le droit de faire entendre sa voix et où la masse des travailleurs organisés se dirige vraiment elle-même, grâce aux institutions qu'elle s'est donnée. Mais en même temps, tous ses éléments si nombreux et si riches qui composent la très belle organisation de la Social-Democratie, ont un *ciment moral* indestructible, c'est la discipline qui y règne, l'acceptation par la minorité, comme règle de conduite, des décisions de la majorité. Quand la réunion est terminée et la discussion close, ils restent des *Genossen* (camarades) quelles que soient les divergences d'appréciation. Ainsi, malgré les différences fatales d'opinion, la Social-Democratie demeure « une et indivisible ».

II. — L'organisation des femmes et des jeunes.

C'est certainement l'honneur de la Social-Democratie de s'être attachée avec un zèle tout particulier à l'organisation et à l'éducation socialistes des FEMMES de la classe ouvrière. Par là encore, elle a montré combien elle se différenciait des partis politiques vulgaires, uniquement préoccupés de réunir des électeurs.

C'est par-dessus tout à la ferveur révolutionnaire indomptable et au dévouement sans bornes de Clara Zetkin qu'est

dû le puissant mouvement socialiste féminin d'Allemagne, auquel elle s'est consacrée sans relâche depuis 30 ans.

La tâche qu'elle s'était imposée était d'autant plus pénible que jusqu'à ces dernières années — jusqu'en 1908 — il était formellement interdit par la loi d'admettre les femmes dans les groupements politiques. Malgré cela, par le système des « personnes de confiance », la propagande se faisait. Elle s'adresse d'abord aux ouvrières, à leur sentiment de classe ; elle fait aussi appel aux femmes en tant que telles, leur montrant que c'est l'intérêt de leur sexe de devenir socialistes. « Dans la famille, a dit Engels, l'homme est le bourgeois, tandis que la femme représente le prolétariat ». Et c'est en s'inspirant de cette idée, pour montrer que le socialisme seul pourra aussi bien délivrer la femme de l'oppression masculine, que le prolétaire de l'oppression capitaliste, que Bebel écrivit son beau livre « La Femme et le Socialisme », qui se vendit à des dizaines de milliers d'exemplaires.

Clara Zetkin

(*Vorwærts*)

A côté de Clara Zetkin, Ottilie Baader et Louise Zietz ont joué un rôle important dans ce mouvement, qui, dans ces dernières années surtout, a fait d'énormes progrès. Alors que le nombre des femmes socialistes n'atteignait pas 10,000 en 1904, il dépassait 62,000 en 1909, 107,000 en 1911, 130,000 en 1912, c'est-à-dire qu'en la dernière année seulement, l'augmentation était de 21 0/0 alors que celle des hommes n'était que de 15 0/0. L'organe socialiste féminin *Die Gleichheit*

(l'Égalité), dirigé avec un grand talent par Clara Zetkin, compte 107.000 abonnés.

Des soirées de lecture, des cours spéciaux ont été organisés à Berlin, en Saxe, à Brême, où le nombre des femmes adhérentes au Parti est particulièrement grand. On a vu qu'à Berlin seulement, elles étaient 20,000. Les organisations féminines ont constitué en commun avec les syndicats des *Commissions pour la protection des enfants.*

Le Parti ne s'est pas moins occupé de l'organisation de la JEUNESSE, spécialement depuis le Congrès de Nuremberg, en 1908, qui vota une résolution « engageant les organisations à faire tout leur possible pour que la jeunesse ouvrière soit éduquée dans l'esprit prolétarien ». L'œuvre d'organisation des jeunes est l'un des meilleurs exemples des résultats féconds obtenus en Allemagne par la collaboration des syndicats et du Parti.

Avant même la décision du Congrès de Nuremberg, les syndicats avaient voté une résolution similaire dans leur Congrès de Hambourg, et en conséquence une *Centrale de la Jeunesse Ouvrière* avait été constituée à Berlin, composée de 4 délégués du Vorstand, 4 délégués de la Commission générale des Syndicats et 4 délégués des jeunesses. Des Commissions semblables ont été constituées dans 330 villes d'Allemagne, et ainsi, malgré les obstacles que lui impose la loi de 1908, qui interdit aux jeunes gens de moins de 18 ans la participation à une réunion publique, le mouvement de la jeunesse a fait de rapides progrès. Il publie tous les 15 jours sur 16 pages un organe, l'*Arbeiter Jugend* (la jeunesse ouvrière), qui compte actuellement 80.000 abonnés.

La Centrale de Berlin a publié des feuilles volantes, des brochures, des guides pour l'activité des « Commissions pour la jeunesse ».

Le Parti et les Syndicats soutiennent en commun les frais du mouvement de la jeunesse ouvrière. La « Centrale » de Berlin avait dépensé à elle seule, 20,000 marks, pour sa propagande, en 1910.

Les Jeunesses socialistes allemandes se sont particulièrement occupées de la propagande contre le militarisme et l'alcoolisme. Dans le nord de l'Allemagne, où les tracasseries policières leur rendent plus difficile toute action politique, elles se sont spécialement consacrées à la protection des apprentis contre la honteuse exploitation dont ils sont victimes.

III. — La presse.

Ce contrôle du Parti sur lui-même, cette perpétuelle libre controverse des grands problèmes de doctrine et de méthode que nous signalions tout à l'heure s'exercent surtout par l'intermédiaire de sa puissante presse, qui est en même temps son arme la plus formidable dans le combat quotidien contre l'ennemi capitaliste — l'artillerie à tir rapide de l'armée prolétarienne.

De même que l'organisation du Parti Social-Démcorate est la plus puissante, la presse socialiste allemande est la plus importante du monde.

Elle comprend actuellement 89 journaux quotidiens, dont les abonnés étaient au nombre de *un million et demi* — exactement 1.478.000 numéros par jour — lors du Congrès de Chemnitz, ce qui était un accroissement de 171.000 depuis l'année précédente et représente au minimum deux millions de lecteurs par jour. Le nombre des quotidiens du Parti était de 74 en 1910, de 65 en 1907, 54 en 1903, 19 en 1890.

Le principal de ces journaux est le *Vorwärts* (« En Avant ! ») l'organe central paraissant à Berlin et dont le tirage quotidien actuel est de 170.000. Il appartient à l'organisation nationale du Parti. Ses bénéfices, importants depuis longtemps, n'ont cessé chaque année de s'accroître. Pour l'exercice annuel dernier, ils étaient de 375.000 francs, dont 350.000 furent versés dans la caisse de l'organisme central. Les principaux rédacteurs sont Henrich Cunow, Rodolf Hilferding, Stadhagen et Ledebour, députés de Berlin. L'ad-

ministrateur est Richard Fischer, également député de Berlin. Son correspondant parisien est le citoyen Otto Pohl.

Les autres quotidiens sont la propriété des organisations locales ou régionales du Parti, auxquelles ils versent leurs bénéfices. Les principaux sont : l'*Hamburger Echo*, qui tire à 70,000, la *Leipziger Volkszeitung* à 50.000, la *Dresdener Volks Zeitung*, à Dresde, la *Volkstimme*, à Francfort, la *Münchener Post*, à Munich, etc.

RICHARD FISCHER
Député de Berlin
Administrateur du *Vorwærts*
(*Vorwærts*)

A côté de ces organes quotidiens, le Parti possède une série de journaux hebdomadaires ou bi-hebdomadaires centraux qui sont également la propriété de son organisme national. C'est le *Wahre Jacob*, de Stuttgart, et le *Postillon*, de Munich, journaux de caricatures qui, à eux deux, tirent à 400,000 ; c'est le journal littéraire illustré la *Neue Welt* (le Monde nouveau), pour la famille, et que la plupart des quotidiens donnent en supplément hebdomadaire. Il tire à 500.000. L'organe des femmes, le *Gleichheit* (l'Égalité), compte 107.000 abonnés, et le journal de la jeunesse, *die Arbeiter-Jugend* (la Jeunesse ouvrière), en compte 80.000.

A côté de ces organes à grand tirage, le Parti publie, pour l'élite des militants ouvriers, pour ses mandataires et ses propagandistes, un organe scientifique d'une haute tenue doctrinale, la *Neue Zeit*, que dirige Karl Kautsky. Elle publie régulièrement des chroniques de ce savant théoricien et de Franz Mehring, le plus brillant écrivain de la presse socia-

liste allemande et le remarquable historien du mouvement, ainsi que des études des principaux écrivains socialistes internationaux qui examinent les faits et les idées à la lumière de la critique marxiste. La *Neue Zeit*, qui est dans sa trentième année, a environ 10.000 abonnés.

A côté de cet organe théorique officiel du Parti se placent les *Socialistische Monatshefte* (les Cahiers Socialistes), revue mensuelle, luxueusement éditée par des militants appartenant surtout à la « droite » du Parti. Les *Monatshefte* publient fréquemment des études intéressantes quoique empreintes de tendances quelque peu « hétérodoxes », de revisionnistes tels Schippel, W. Heine, E. Bernstein, Hugo Lindemann, Kampfmeyer — l'ancien « indépendant » anarchisant devenu aujourd'hui un revisionniste « extrême ». C'est chez elle qu'ont paru les études « impérialistes » et chauvines de l'économiste Hildebrandt, dont le Parti a répudié avec éclat les doctrines en prononçant, à une très forte majorité, son exclusion à son dernier Congrès de Chemnitz (1).

D'une manière générale, les « déviations » des *Socialistische* ne représentent que l'opinion d'une petite minorité d'intellectuels, et il ne serait même pas utile d'en tenir compte si cette revue ne donnait aussi assez fréquemment des articles de Robert Schmidt, de Legien, de Von Elm, militants influents des syndicats et des coopératives.

A côté des revues doctrinales, il faut citer la *Kommunale Praxis*, dirigée par Albert Sudeküm, député de Nuremberg, spécialiste des questions municipales. Elle est spécialement destinée aux édiles du Parti et contient de nombreuses études sur la politique communale, les municipalisations. D'autre part, le Parti a une librairie officielle, celle du *Vorwärts*, qui a publié un grand nombre de brochures, d'almanachs, de gravures, de portraits, etc. Son chiffre d'affaires

(1) C'est dire qu'on ne peut mettre au compte du Parti des doctrines qu'il a aussi vigoureusement flétries, sans donner une interprétation étrangement tendancieuse des faits. Ceci dit à propos d'articles récents de Charles Andler, généralement mieux inspiré et qu'en l'occurence notre presse bourgeoise a complaisamment cité.

dépasse un demi-million de mark par an, tandis que la librairie Dietz, de Stuttgart, a publié une magnifique série de volumes, contenant tous les classiques du socialisme et quantité d'œuvres originales et fortes.

Enfin le *Social-Democratisches Pressbüro* (agence de nouvelles de la presse sociale-démocrate), constituée en 1908, transmet à tous les organes du Parti les nouvelles politiques et syndicales et des extraits des projets de loi. Elle a établi un service spécial par fil télégraphique et téléphonique. Il se propose, en un mot, d'affranchir la presse socialiste et ses deux millions de lecteurs quotidiens, des informations suspectes et partiales des agences bourgeoises et en particulier de la « Wolff », qui joue en Allemagne le même rôle que l' «Havas » en France.

L'agence a un budget annuel d'environ 50.000 mark, dont 35.000 sont remboursés par les journaux du Parti, le restant étant fourni par une subvention de l'organisme central.

A côté de ces journaux et des « Correspondances » hebdomadaires sur diverses questions (« politique générale », « questions syndicales », « législation sociale », « mouvement international ») publiées par des écrivains du Parti et adressées aux journaux qui s'y abonnent, la *propagande écrite* se fait par de nombreuses feuilles volantes, tracts, brochures, tirés à des centaines de milliers d'exemplaires, vendus ou distribués gratuitement.

A propos du caractère si sérieux de la presse socialiste allemande, de sa préoccupation éducatrice et de son niveau intellectuel et moral élevé, Edgard Milhaud écrit :

Le trait qui frappe à la lecture des journaux socialistes allemands, c'est que les articles y sont le plus souvent des études; ils sont nourris de faits et de chiffres; ils se proposent de convaincre en instruisant. Un autre trait essentiel, c'est la très grande place qu'occupent dans ces journaux toutes les questions qui intéressent la vie ouvrière. Un rapport de l'inspection du travail vient il d'être publié ? Des séries d'articles de tête traitent des résultats de l'inspection pendant l'année écoulée, des conclusions qui se dégagent du rapport, de l'intérêt qu'a pour la classe ouvrière ou pour la propagande, telle ou

telle constatation du rapporteur, des mesures administratives ou législatives, dont la nécessité ressort des faits officiellement constatés. Un projet amendant, même sur un point d'importance secondaire, l'une des lois d'assurance ou de protection ouvrière est-il déposé sur le bureau du Reichstag ? Aussitôt, de toute part, des séries d'articles sont publiés qui mettent en lumière le sens des modifications proposées, leur utilité ou leur danger.

Tous les mouvements de la vie politique, sociale et administrative sont de même minutieusement notés et commentés. Et ainsi, tandis que par la brochure, par la conférence, le Parti s'accroît de nouveaux adhérents, pénètre dans de nouvelles régions, *les journaux sont comme des forteresses qui servent à garder les territoires conquis* (1).

Ses journaux quotidiens et hebdomadaires sont bien, en effet, les « forteresses » du Parti, comme toutes ses institutions politiques et économiques. Toutes visent à encadrer solidement les masses, à pénétrer sans cesse davantage de pensées socialistes chacun de ces millions d'adhérents dont un instinct de classe a souvent suffi pour faire des électeurs et dont il s'agit de faire des citoyens conscients.

IV. — Les œuvres d'éducation.

Le Congrès de Mannheim (1906) votait une motion déclarant que « la Social-Démocratie a le devoir *de veiller toujours davantage à la culture générale de ses membres et en premier lieu à leur culture théorique par la diffusion systématique des principes du socialisme scientifique* ».

C'est en s'inspirant de ces idées que la Social-Democratie a créé diverses institutions remarquables soit pour répandre dans un cercle assez large de membres du Parti les idées essentielles du socialisme et la connaissance étendue de sa doctrine, soit pour donner à une élite de militants, destinés à occuper les postes de confiance dans le Parti, un enseigne-

(1) E. Milhaud. Ouvrage cité, pages 144-145.

ment socialiste supérieur. Il s'agit de fournir aux intellectuels du prolétariat, aux ouvriers intelligents et studieux, une culture doctrinale qui égale celle des « intellectuels » proprement dits, originaires de la petite ou de la moyenne bourgeoisie, qui, dans les pays latins et slaves, occupent trop souvent une place disproportionnée dans la direction du mouvement socialiste.

Pour la première œuvre il a été créé une Commission d'Éducation, composée de sept membres, chargée d'encourager les efforts d'éducation faits par les organisations du Parti. Cette Commission permanente est à la disposition des organisations pour procurer des professeurs et artistes pour les conférences scientifiques et artistiques. Elle organise des tournées de propagande purement doctrinale, où des conférences scientifiques sont données sur les « théories de Marx », le « développement de la vie économique », « l'histoire de la civilisation » et aussi les sciences physiques et naturelles. Les cours, auxquels participent généralement trois villes rapprochées, durent quatre semaines, soit huit soirées pour chaque ville; 250 à 300 camarades des deux sexes assistent régulièrement à ces séries de conférences; les cours scientifiques sont ordinairement suivis par 30 à 40 camarades. En 1909, par exemple, 57 grandes villes et 144 autres localités avaient profité de ces cours. Les 19 cours scientifiques et 38 séries de conférences de la même année avaient été suivis par 8.969 camarades, dont 666 femmes.

La Commission d'Education ne borne pas là son activité. Avec l'aide de Commissions semblables, constituées dans les différentes grandes villes, composées de délégués du Parti et des Unions de Syndicats, et qui ont constitué entre elles des fédérations régionales, elle organise aussi l'*éducation esthétique* des masses. La Social-Democratie estime en effet qu' « elle doit éveiller et développer le sens artistique par la publication de livres, à l'occasion de fêtes, ou de publications illustrées, l'édition de gravures des maîtres, et d'une littérature d'agrément, ayant une valeur artistique; l'organisa-

tion de concerts, de conférences, les visites communes aux musées, etc. » (1).

Aussi la Centrale d'éducation publie-t-elle des programmes d'hiver pour l'arrangement de soirées artistiques, les introductions aux drames, opéras, pièces de musique. Elle a rédigé également un catalogue-type de *bibliothèque ouvrière,* avec collection de livres et brochures depuis 10 jusqu'à 500 marks.

Elle a publié un catalogue illustré de peintures et fresques artistiques, indiquant de belles lithographies à bon marché de grands artistes. Aucun des militants français qui ont visité les Maisons du Peuple ou Maisons des Syndicats en Allemagne n'a manqué de remarquer les belles reproductions de Constantin Meunier, de Puvis de Chavannes, de Gustave Doré (particulièrement sa saisissante « Marseillaise », qu'on trouve partout), les bustes et médaillons de Dante, Gœthe, Richard Wagner, à côté des portraits de Marx, Engels et Lassalle.

Une liste de *livres pour la jeunesse* est adressée annuellement pour la Noël aux organisations du Parti. La dernière de ces listes ne comprenait pas moins de 200 volumes, qu'on avait estimé, après examen, devoir recommander comme cadeaux pour la jeunesse prolétarienne. Cette liste d'ouvrages fut reproduite dans la plupart des journaux du Parti et des Syndicats.

L'Ecole du Parti, qu'on a parfois appelée son « Ecole supérieure de guerre », a été fondée à l'automne de 1906. Elle se propose, comme nous l'indiquions plus haut, de créer une élite de militants ayant une connaissance approfondie de la doctrine. Ce ne sont plus des cours donnés le soir à des travailleurs, après leur journée de travail, mais une véritable *Université prolétarienne.* Elle reçoit pendant six mois,

(1) Résolution du Congrès de Mannheim.

à Berlin, des *étudiants ouvriers* qui, libérés du travail et des soucis de tous les jours, ou de la propagande journalière, nourris et logés par le Parti, peuvent se consacrer entièrement à l'étude des problèmes sociaux.

Les jeunes militants qui postulent pour être admis à l'Ecole du Parti sont proposés par les Fédérations régionales ou d'Etat, parmi les camarades activement engagés dans la propagande du Parti ou par les Fédérations d'industrie et de métiers parmi leurs permanents. Leurs demandes d'admission sont ensuite soumises au choix du « Vorstand » ou de la Commission générale des Syndicats, après que le corps enseignant a émis son avis. L'Ecole comprend environ une trentaine d'élèves. Ils reçoivent de 780 à 800 leçons par semestre. Le programme des études est pourtant très limité. « Le but, dit le rapport du Parti au Congrès de Copenhague, n'est pas de pousser les élèves à apprendre beaucoup et sans système, mais de leur donner une solide éducation théorique ».

Voici les sujets traités dans les cours : économie politique, sociologie, histoire de l'Allemagne depuis le moyen âge, histoire du socialisme, droit ouvrier, droit criminel, droit civil, physique, politique communale, style, réthorique, technique du journalisme. Parmi les militants éminents du Parti qui professent à l'Ecole, citons Kautsky, Mehring, Cunow. Les frais matériels d'entretien, les rémunérations des professeurs, ainsi que l'indemnité accordée aux étudiants pendant leur séjour à Berlin, sont payés par la caisse centrale du Parti. Cela représente en moyenne 100.000 marks (soit 125.000 francs) par an au Parti.

Les familles dont l'étudiant ouvrier est le soutien, touchent pendant son absence une indemnité régulière de leurs Fédérations régionales respectives.

C'est par dessus tout à la doctrine marxiste et à sa profonde influence sur le prolétariat allemand, que la Social-Democratie doit la noble préoccupation intellectuelle, la curiosité scientifique que révèlent des œuvres comme celles-

ci et consent sans hésiter, pour leur réalisation, des sacrifices aussi considérables. Ainsi que l'écrit Milhaud :

Dans la doctrine marxiste, écrit-il, le socialisme n'est que *la conclusion d'un vaste ensemble de connaissances.* Il se rattache à une *conception générale de l'histoire* et à une *conception du monde.* Ce qu'il y a derrière les formules souvent philosophiques et hégeliennes de Marx et d'Engels, c'est *le système des résultats essentiels de la science de leur temps,* c'est-à-dire les grandes conceptions du XIXe siècle. Derrière leur « vue dialectique des choses » il y a la théorie générale de l'évolution et les théories particulières, dont l'évolution est la systématisation : théorie de la réduction des forces physiques à l'unité, théorie de la nébuleuse, de Kant et de Laplace, darwinisme, etc..., et enfin les séries de faits, de données positives, dont ces théories diverses sont la systématisation. Ces théories et ces données positives sont en quelque sorte le substratum du marxisme et de toute la littérature marxiste ; par suite, dans le marxisme, *des connexités innombrables rattachent le socialisme aux résultats généraux de toutes les branches du savoir* et *l'étude du socialisme conduit naturellement de proche en proche à l'étude de ces résultats généraux.* La culture socialiste devient, par un développement nécessaire, *une culture générale* (1).

Notre étude des œuvres d'éducation scientifique, littéraire et esthétique de la Social-Democratie serait incomplète si nous ne mentionnions pas le rôle joué par la musique, les belles *chorales ouvrières* qui exécutent les œuvres des grands maîtres ; les conférences sur la littérature moderne et spécialement sur Zola, Ibsen, Tolstoï, Gorky, Bjornson, Gerhardt Hauptmann, Dostoïewsky, Tchernichewsky, Bernard Shaw, Ruskin, fréquemment données dans les Syndicats et les Groupes ; enfin les divers essais de « Théâtre libre populaire » faits à Berlin, toutes tentatives unissant, suivant la formule de Richard Wagner, « l'Art et la Révolution » et toutes directement inspirées du mouvement socialiste prolétarien.

---

1) E. Milhaud. Ouvrage cité, page 519. (Les passages soulignés l'ont été par nous.)

V. — Les Syndicats.

Il existe en Allemagne diverses espèces de syndicats ouvriers : des *syndicats libéraux Hirsch-Duncker* (ainsi nommés d'après les fondateurs, le Dr Hirsch et le député Franz Dunker) qui se placent sur le vieux terrain du libéralisme manchestérien ; des *unions patriotiques* ou syndicats jaunes ; des *syndicats chrétiens*, fondés par le Centre catholique, et qui fonctionnent sous sa direction, sans être cependant des syndicats jaunes, ainsi que le montrent les nombreuses grèves qu'ils ont soutenues ; divers *syndicats indépendants*, soit de groupements d'employés ou ouvriers de l'Etat, auxquels la loi ne permet pas de s'unir à l'organisation économique générale, et enfin les SYNDICATS LIBRES, que leurs adversaires appellent « syndicats social-démocrates », quoiqu'ils n'exigent de leurs adhérents aucune profession de foi politique, mais qui sont pénétrés d'esprit socialiste et qui agissent toujours en harmonie avec le Parti.

KARL LEGIEN
Secrétaire de la Commission Générale
(C. G. T. allemande)

(Vorwærts

Les Syndicats libres, réunis entre eux par la COMMISSION GÉNÉRALE à Berlin, sont, et de beaucoup, les plus importants. On peut même dire que, d'une manière générale, ils sont les seuls avec lesquels le patronat compte vraiment dans la

grande bataille des classes. Ils comprenaient, d'après leurs dernières statistiques de la fin de 1911, *2.421.000* membres, tandis que les « Hirsch-Dunker » n'ont environ de 107.000 membres, en décroissance de 15.000 membres depuis un an, les syndicats chrétiens, surtout répandus dans les provinces rhénanes, 340.000 membres; les jaunes 160.000 — grâce à une formidable pression patronale.

Les syndicats indépendants, comprenant les organisations d'ouvriers d'Etat, les cheminots, employés et ouvriers des P. T. T., comptent 272.000 membres, très rapprochés de la Commission générale et qui en sont écartés seulement par les tracasseries policières et gouvernementales.

Les syndicats libres sont en même temps que les plus importants, les plus anciennes organisations économiques du prolétariat allemand. Leur naissance date de 1868, quoique trois ou quatre années auparavant des syndicats eussent été constitués à Berlin par les ouvriers des tabacs et les typos. A cette date, un Congrès, tenu à Berlin, sous les auspices des Lassalliens, constituait une « Alliance des Syndicats allemands » (*Deutscher Gewerkschaftsbund*). Mais cette organisation, en raison même de cette origine, entra en lutte avec les éléments de l'autre fraction marxiste qui, sous la direction de Bebel, constitua des « syndicats internationaux ». Leur premier Congrès se tint en 1872, à Francfort, et Bebel y marquait avec force l'importance de l'organisation des syndicats : « L'avenir de la classe ouvrière, déclarait-il, est dans le mouvement syndical; c'est par l'intermédiaire des syndicats que les masses prennent conscience de leurs intérêts de classe, apprennent à combattre les capitalistes et ainsi deviennent naturellement socialistes » (1).

En 1875 l'unité socialiste était réalisée et l'unité entre les deux fractions syndicales se réalisait trois ans après. Pendant la période de la loi contre les socialistes, ils étaient

(1) *Ma Vie*, par A. Bebel, traduction anglaise, page 125.

presque aussi persécutés et traqués que le Parti. Avec le nouveau régime de 1891, ils entraient, au contraire, dans une période de progrès indéfinis, mais qui ne devait, cependant, devenir décisive qu'à partir de 1900 et surtout de 1906.

Un problème important se posa tout de suite à eux : allaient-ils se grouper en vastes syndicats nationaux, puissamment centralisés, ainsi que le voulaient les *centralistes*, et renoncer à toute action politique ouverte, interdite dans ce cas par la loi? ou bien rester isolés en syndicats locaux, reliés tout au plus par un lien fédéral assez lâche, ainsi que le voulaient les *localistes*, qui souvent comprenaient, à l'origine, quelques-uns des militants les plus ardents du Parti?

La majorité se prononça nettement pour le système de la centralisation, qui réunit 227.000 syndiqués sur 350.000. Les *localistes* restèrent groupés en petits syndicats isolés, voyant sans cesse diminuer leur influence.

Les grands syndicats nationaux adhérents à la Commission générale ne tardèrent pas à réaliser des progrès formidables après une période de dépression de 1891 à 1895. A cette époque ils étaient 259.000. En 1900 ils atteignaient 680.000; en 1904, 1.052.000; en 1907, 1.865.000; enfin aujourd'hui *2.121.000*. Au contraire, les petites Unions locales végétaient. Bientôt le Parti se prononçait nettement pour les centralistes et invitait tous ses adhérents localistes à rentrer dans les grands syndicats nationaux. Les localistes adoptaient de plus en plus la tactique anarcho-syndicaliste. A la suite des décisions du Congrès de Mannheim et des efforts du Parti à Berlin, 5.000 socialistes, membres des syndicats localistes, rentraient dans les grandes organisations, de telle sorte que le mouvement localiste ne comprend plus aujourd'hui que 8 à 9.000 membres dans toute l'Allemagne et n'exerce plus aucune action dans la lutte industrielle.

Il ne nous est pas possible de donner ici même un exposé sommaire du magnifique développement du syndicalisme allemand et de toutes les institutions qu'il a créées. Il nous suffira de donner quelques chiffres.

Alors qu'en 1910, les Unions syndicales adhérentes à la Commission générale avaient une moyenne de 2.017.298 cotisants, la moyenne, en 1911, est montée à 2.320.986. Au 31 décembre 1911, 2.421.465 cotisants adhéraient à la Centrale syndicale de Berlin, contre 2.128.021 à la fin de 1910, soit une augmentation de 293.444 membres. Jamais, depuis sa fondation, la Commission générale n'avait eu à enregistrer pareil accroissement de ses forces, sauf en 1906. Depuis 1893, elle a décuplé ses effectifs.

THEODOR BŒMELBURG
Ancien Secrétaire général de l'Union du Bâtiment
(*Vorwærts*)

La plus forte des Unions centralisées, qui adhèrent à la C. G. T. allemande, est celle des ouvriers des métaux, avec le chiffre formidable de 494.177 membres, dont plus de 80.000 de la seule section berlinoise. C'est la plus puissante fédération ouvrière du monde entier.

L'Union des ouvriers du bâtiment, sans les charpentiers, les tailleurs de pierre, les peintres et les couvreurs, qui ont des organisations spéciales, groupe 290.000 cotisants; l'Union des ouvriers d'usine, 182.902; les ouvriers des transports et les marins, 181.570; les ouvriers du bois, 176838; les ouvriers du textile 126.547; les mineurs, 120.975; les typographes, 63.903; les charpentiers, 58.745; les peintres, 47.315.

Les Unions les plus faibles sont les gardes- magasins (2.628 membres), les coiffeurs (2.170), les musiciens (1.886), les asphalteurs (1.113), les fleuristes (1.076), les xylographes (453). Enfin, deux grandes nouvelles Unions, celles des ouvriers agricoles et des gens de maison, avec 13.228 et

5.571 cotisants, viennent d'adhérer à la Commission générale.

Les progrès de l'organisation syndicale des femmes vont de pair avec les progrès de leur organisation politique.

En 1911, elles étaient 191.332 adhérentes à la Commission générale, contre 161.512 en 1910, soit une augmentation de 30.000 en une seule année. L'Union du textile en comptait le plus fort contingent : 45.651. Viennent ensuite les métaux (25.103), les ouvriers d'usine (21.853), ceux des tabacs (16.870), les relieurs et imprimeurs (14.127).

Le total des recettes de toutes les Unions se monte pour 1911 à 72.086.957 marks (90.108.696 fr.), contre 64.372.190 marks (80.465.237 francs) en e910. Le total des dépenses est de 60.025.800 marks (75.032.250 francs), contre 57.926.566 (72.408.207 francs) l'année précédente. Les encaisses des différentes Unions atteignent le chiffre formidable de 62 millions 105.821 marks (77.632.276 francs) contre 52.575.505 marks (65.719.381 francs) en 1910. Une augmentation du fonds de réserve de près de 12 millions de francs a ainsi été réalisée en une année.

Les plus fortes dépenses ont été occasionnées par les grèves. Une somme de 20.875.000 francs a été répartie entre les grévistes des différentes corporations. Plus de 25 millions ont été versés aux syndiqués sous forme de viaticum, de secours, de maladie ou de chômage, en cas de décès, etc. Le rapport constate que 42 Unions syndicales ont créé des caisses de chômage; 39 payent le viaticum. En 20 ans, les Unions ont dépensé près de 74 millions pour leurs services de mutualité et ont réussi ainsi à retenir dans les organisations l'immense majorité des ouvriers qui y étaient entrés.

La presse syndicale est extrêmement riche et puissante. Tous les grands syndicats nationaux ont leurs organes hebdomadaires, que doit recevoir chaque syndiqué. Le plus important de tous, *Metallarbeiter* (l'Ouvrier métallurgiste), tire à 545.000 exemplaires.

VI. — Les Maisons des Syndicats.

A côté des Unions nationales ont été constituées des Unions de Syndicats par localités. C'est à elles qu'on doit surtout la création des Maisons des Syndicats qui couvrent aujourd'hui l'Allemagne de leurs édifices imposants et qu'on trouve, plus modestement installés, même dans les plus petits centres. Les plus vastes et les plus luxueuses sont celle de Berlin, qui a coûté plus de 3 millions de francs, celle de Hambourg, qui a coûté près de 3 millions, celle de Leipzig, qui a coûté plus de 2 millions. C'est un merveilleux effort autonome de la classe ouvrière qui a permis leur édification. Nous ne croyons, d'ailleurs, pouvoir mieux faire que de reproduire à cet égard les impressions que nous recueillîmes lors de notre visite à la Maison des Syndicats de Berlin il y a deux ans.

L'effort qui a présidé à l'édification des immeubles monumentaux que sont les Maisons des Syndicats de Hambourg et de Berlin, est d'autant plus remarquable qu'il prend tout entier sa source dans l'action libre et spontanée du prolétariat, sachant se bâtir ses demeures par ses propres moyens, sans faire appel à l'humiliant et asservissant concours des Pouvoirs publics bourgeois. C'est vraiment là de l' « antiétatisme » — non abstrait, idéologique, livresque, — comme chez nous — mais concret, réel, vivant !

La « Gewerkschaftshaus » ou Maison des Syndicats de Berlin est l'immeuble le plus vaste que possède sans doute à l'heure actuelle dans le monde, le proletariat organisé. Il nous fut donné de la visiter à deux reprises au retour du Congrès de Copenhague, accompagné une première fois par Baumeister, secrétaire adjoint du Bureau Syndical International, remplaçant Legien, qui était souffrant, une deuxième fois par Sassenbach, secrétaire général de l'Union des Syndicats berlinois, et conseiller municipal de Berlin.

Dès l'abord, nous sommes profondément impressionné par la façade imposante de la maison des travailleurs berlinois. Imaginez un superbe immeuble de quatre très hauts étages, ayant au moins 50 mètres de

largeur et dont, des le bas, neuf larges baies laissent apercevoir la vaste salle de restaurant, claire, joyeuse, presque luxueuse.

« Voilà, certes, fais-je observer à mes « cicérones », un logis qui a dû vous coûter « chaud », comme nous disons en France ?

« — A l'heure actuelle elle nous a exactement demandé 2 millions 100,000 marks, soit *deux millions six cent vingt-cinq mille francs*...

« — Et c'est la classe ouvrière berlinoise toute seule qui est parvenue par ses propres moyens à réunir une semblable somme ?

« — A l'origine, nous avons eu recours à deux hypothèques importantes, mais qui bientôt seront intégralement remboursées. Un militant socialiste berlinois bien connu, le docteur Arons, qui est fort riche, voulut bien nous avancer sur une première hypothèque un demi-million de marks (625,000 francs). C'était en 1899 et nous n'avions encore réuni que 80,000 francs environ de souscription dans nos Syndicats. Une Société financière fut alors constituée avec les représentants des principales organisations ouvrières. Les travaux commençaient l'année suivante et, en 1902, pour poursuivre la construction, nous obtenions de la Caisse des Assurances Sociales (impériales) une nouvelle hypothèque de 700.000 marks (875.000 francs)...

« — Comment le Gouvernement le toléra-t-il ?

« — Le directeur des Assurances impériales est un homme très fin, très indépendant et qui prétendit agir dans la plénitude de son droit... depuis, cependant, mécontent de réunions où des paroles violentes avaient été prononcées, il voulut reprendre l'argent. Nous en fûmes quitte pour transférer l'hypothèque à la Ville de Berlin...

« Depuis 1903, pour les nouvelles constructions les Syndicats ont encore versé près de 700,000 francs... »

LA RUCHE EN LABEUR

Cependant nous commençons le « tour du propriétaire ». Parmi les visiteurs français — j'étais accompagné des camarades Dubreuilh, Renaudel, Hélies, Poisson, Morizet, Waseige, Thompsen, secretaire de la Fédération de l'Ameublement, lors de ma première visite et de Beuchard, Gallon, mon frère le Dr Edgar Longuet quelques jours après — les exclamations se succèdent : « Quel confort ! » « Quelle propreté ! » « Quelle organisation moderne ! » Dans les escaliers, dans les couloirs, dans les bureaux, partout sur le sol du linoléum ; des murs vernis, lavés sans cesse à grande eau, des machines à écrire dans chaque bureau, des dactylographes partout au travail, d'innombrables casiers pleins de fiches, des tiroirs où règne l'ordre le plus méthodique et où s'entassent les documents, les renseignements, les

statistiques. Du haut en bas, tout ce premier immeuble qui fait face à la rue n'est qu'une vaste ruche sans cesse en activité.

Successivement nous visitons les locaux de deux organisations importantes : les travailleurs du bois et les typographes. Dans de vastes bureaux une foule d'ouvriers se pressent pour faire pointer leurs cartes syndicales ; à côté, dans une autre salle, une longue file de sans-travail vient pour toucher les secours en cas de chômage. Tout cela se fait méthodiquement, avec un ordre admirable que l'organisation capitaliste la plus perfectionnée pourrait envier à ses simples prolétaires.

En même temps l'idée, la pensée révolutionnaire, l'enseignement et l'exemple des grands maîtres du socialisme moderne se fait sentir partout. Pas un bureau de Syndicat où, au mur, on n'aperçoive de magnifiques portraits de Marx, d'Engels, de Liebknecht, de Bebel, et aussi, souvent, la « Marseillaise » de Doré, cette admirable composition si goûtée à juste titre par les camarades allemands.

L'organisation des typographes est particulièrement forte : elle compte 60,000 syndiqués, dont 11,000 seulement à Berlin. Elle se glorifie d'avoir 90 pour 100 des membres de la corporation groupés dans son sein.

L'organisation « mammouth », la très puissante Union des Métallurgistes — forte dans l'ensemble de l'Empire de 400.000 membres, — a fait construire sa Maison syndicale pour elle toute seule, ne trouvant plus place dans la Gewerkschaftshaus, devenue trop « petite ». Le nouvel immeuble lui a coûté près de 500,000 marks !

Cependant nous arrivons aux locaux de la Commission Générale — correspondant au Comité confédéral de la C. G. T. française — A elle seule, elle n'occupe pas moins de quinze fonctionnaires syndicaux. Dans ses bureaux sont concentrés et classés tous les journaux syndicaux de l'Empire. A côté, un département spécial de la statistique avec deux spécialistes expérimentés et le Secrétariat ouvrier central de toute l'Allemagne, dont le titulaire est le citoyen Paul Umbreit. Puis, le bureau du secrétaire général, qui est en même temps le secrétaire international syndical, le camarade Legien, actuellement éloigné par la maladie. Sur son bureau, un superbe buste de Dante.

Le grand poète florentin n'est pas le seul indice des préoccupations esthétiques du prolétariat germanique. Tout à l'heure, dans le charmant « studio » du secrétaire général de la Maison des Syndicats, le camarade Sassenbach, nous verrons sur les murs de la demeure de cet ancien ouvrier sellier de superbes fresques de Constantin Meunier, glorifiant le labeur, un admirable portrait d'Albert Dürer, des Rembrandt, des Raphaël.

Voilà qui vaut mieux, n'est-ce pas, que les affreux dessins à pré-

tention plus ou moins révolutionnaire et dont les figures grimaçantes et laides « ornent » trop souvent les murs de nos locaux en France ? La classe ouvrière allemande entend ne pas laisser aux seuls bourgeois la jouissance des chefs-d'œuvre, le culte de la beauté !

Dans la « Gewerkschaftshaus » il n'y a pas moins de 150 employés ou fonctionnaires syndicaux, tous payés *par les organisations ouvrières elles-mêmes, par les 240,000 syndiqués berlinois, sans aucune subvention* de l'Etat ou de la Ville. Dans l'ensemble de l'Empire allemand on ne compte pas moins de 2.000 fonctionnaires syndicaux à l'heure actuelle qui, tous, ne dépendent que des cotisations de leurs camarades pour leur salaire quotidien... (1).

En outre, chaque Maison des Syndicats comprend des salles de restaurant où les syndiqués peuvent trouver des repas à très bas prix, des salles de bain et de douches, des dortoirs où le trimardeur peut, après avoir pris un bain, pour quelques sous, se procurer un bon lit, bien propre.

VII. — Le Parti et les Syndicats.

Entre le Parti Social-Democrate et les deux millions et demi de syndiqués de la Commission générale des rapports étroits existent grâce à cette bienfaisante *union personnelle,* ainsi que l'appellent les Allemands, qui fait que ce sont les mêmes camarades qui militent dans les deux mouvements et constituent, par conséquent, entre eux le *lien de leur personne.*

Cela n'empêche pas les syndicats libres d'être officiellement neutres et de ne pas demander au salarié qui vient se syndiquer une profession de foi politique préalable. Mais il est admis par tous les syndiqués de la Commission générale que le Parti est la représentation politique de la classe ouvrière, comme le syndicat est sa représentation économique.

L' « union personnelle », dont nous parlions plus haut, est

(1) *Coming Nation.* Décembre 1910.

d'autant mieux assurée qu'il est admis que *les syndiqués ne choisiront comme secrétaires, permanents, et d'une façon générale comme fonctionnaires, que des membres du Parti.*

Tous les principaux militants du mouvement syndical sont en même temps des militants du Parti et généralement des élus parlementaires, notamment Karl Legien, secrétaire général de l'organisme central syndical, la « Commission générale de l'organisme central syndical, la « Commission générale ». Bœmelburg, secrétaire général du bâtiment, récemment enlevé au mouvement, et dont la perte est vivement ressentie, Hué et Sachse, secrétaires généraux des mineurs, Robert Schmidt, permanent de la Maison des Syndicats, Schumann, secrétaire de la Fédération des transports, Spieger, un des permanents des métallurgistes, sont députés au Renchstag, tandis qu'une très forte proportion des élus du Parti — au moins 80 o/o sont des travailleurs syndiqués.

Otto Hué
(*Vorwærts*)

Aussi la possibilité d'une guerre fratricide entre les Syndicats et le Parti ne peut-elle même pas être envisagée par la classe ouvrière allemande. Cela n'empêche pas qu'il se soit produit parfois entre militants socialistes des syndicats et militants socialistes du Parti de petits « frottements » inévitables, ne serait-ce qu'en raison des appels simultanés, et conséquemment un peu rivaux, qu'ils font à l'effort militant et aux cotisations des mêmes salariés. Jadis le professeur Arons caractérisait ainsi cette rivalité en disant « que

le Parti et les Syndicats sont comme le ministère de la marine et le ministère de la guerre se disputant les faveurs du ministre des finances ».

En dehors de cette rivalité secondaire et en quelque sorte fatale entre militants spécialisés par la loi de la division du travail, des difficultés plus sérieuses se produisirent lors de la création de la Commission générale et, plus tard, en 1905, après le vote par le Congrès d'Iéna de la résolution sur la grève générale.

Il n'est pas douteux qu'à un moment donné — entre 1890 et 1900 — les principaux militants du Parti, et notamment Bebel, qui, à l'origine, en 1872, s'était prononcé en des termes si enthousiastes sur le mouvement syndical, en étaient arrivés à ne pas croire à son avenir ; il voyait « l'action syndicale de plus en plus réduite et condamnée par la force des choses, la fatalité de l'évolution sociale, à l'échec final » (1). Les événements ont complètement démentis ces prévisions, et, aujourd'hui, Bebel écrit dans ses *Mémoires:*

Après 1890, il me semblait que le développement du mouvement syndical était complètement dépassé par celui du Parti socialiste, principalement en raison de la loi des Assurances sociales, qui diminuait grandement le cercle de son action. Je parlais en ce sens au Congrès du Parti à Cologne en 1893. Mais mon pessimisme n'était pas justifié. Les faits ont prouvé que j'avais tort ; au contraire, l'opinion que je m'étais formée à l'origine même du rôle du mouvement syndical a été magnifiquement justifiée et j'ai été encouragé à redoubler d'efforts pour favoriser ses progrès (2).

Les difficultés qui se produisirent onze ans plus tard eurent leur origine dans la vigoureuse campagne menée en faveur de la grève générale politique par Rosa Luxembourg, l'énergique et passionnée militante socialiste polonaise qui, dans ces quinze dernières années, a joué un rôle si important dans l'activité de la gauche du socialisme allemand, campagne qui

(1) Protokoll du Congrès de Cologne (1893), page 201.
(2) Bebel, *Ma Vie*, page 125.

recueillit les adhésions de Kautsky et de Bebel lui-même et se traduisit par le vote de la motion d'Iéna, en 1905.

Les militants de la Commission générale ne l'envisagèrent pas sans inquiétude, encore que dès 1893 Legien, dans l'organe central des Syndicats, le *Correspondenzblatt* (le journal des correspondances), eut parlé de la « suspension générale du travail » comme « du seul moyen qu'eut la classe ouvrière de conquérir les droits politiques qu'on lui refusait » (1). Mais ils craignaient surtout qu'un mouvement inconsidéré ne vint compromettre les résultats patiemment obtenus par leurs efforts prolongés, les contrats collectifs avantageux imposés par eux au patronat. Le Congrès de Mannheim s'efforça de résoudre le problème et y parvint.

Depuis cette époque, il a été entendu que les plus importantes questions, qui engagent le Parti et les Syndicats, *seraient tranchées en commun par les deux organisations centrales*, Vorstand et Commission générale. Et le rapport du Parti au Congrès de Copenhague pouvait, à cet égard, conclure par ces mots : « Cette coopération du Parti et des Syndicats a donné les meilleurs résultats ».

VIII. — Les Coopératives.

L'Allemagne est un pays où longtemps le mouvement coopératif est resté le plus complètement étranger au mouvement socialiste et ouvrier. On sait le rôle que Lassalle attribuait aux Coopératives de production subventionnées par l'Etat. Il ne s'intéressait nullement, en revanche, à ce qui devait être par excellence la forme moderne de la coopération, la coopérative de consommation.

Marx, dans la fameuse *Adresse inaugurale* de l'Internationale, rendait pleinement hommage à l'importance sociale du

(1) *Correspondenzblatt*, du 2 octobre 1893.

mouvement coopératif « *Le prix de ces grandes entreprises sociales*, écrivait-il, *ne peut être exagérée* » et il leur était par-dessus tout reconnaissant d'avoir démontré que la production sur une grande échelle et en accord avec les progrès de la science moderne n'est pas liée à l'existence d'une classe de maîtres, qui emploie une classe de salariés ». D'autre part, en opposition à Lassalle, il proclamait dans sa lettre sur le programme de Gotha que « *les coopératives n'ont de prix qu'en tant qu'elles sont des créations ouvrières indépendantes auxquelles ne viennent en aide ni les gouvernements ni les bourgeois* » (1).

Or, dans une très large mesure, les coopératives allemandes furent, jusqu'au début de ce siècle, sous l'influence des libéraux bourgeois et portaient, aux yeux des socialistes, la tare anti-socialiste de leur fondateur, Schulze-Delitsch. Et lorsque le Congrès du Parti tenu à Berlin en 1892 fut amené à en parler, il le fit avec de fortes réserves, voire même avec quelque dédain. Auer, comme rapporteur, avait proclamé que c'était une profonde erreur de croire « qu'elles pussent contribuer en quoi que ce fut à la solution de la question sociale ».

Bientôt, cependant, une évolution se produisit dans l'esprit des militants lorsqu'on eut connu les résultats obtenus par la coopération socialiste en Belgique et que le livre de Mme Sydney Webb sur la *Coopération* en Angleterre eut été traduit en allemand. Surtout le développement extrêmement puissant de grandes coopératives ouvrières en Saxe, et en particulier la Société de Leipzig qui, dès 1895, avait 8.000 membres et faisait près de 3 millions de francs d'affaires par an, montra l'arme puissante que la coopération pouvait être aux mains du prolétariat.

Bientôt, d'ailleurs, devant le nombre et la richesse croissante des coopératives ouvrières, c'était l'organisme central

(1) Marx. Lettre sur le programme de Gotha, traduit par Platon, publié par G. Jacques, page 34.

coopératif bourgeois, composé surtout de coopératives de crédit, la « Fédération générale des Sociétés d'achat et de coopération », qui s'effrayait et prenait elle-même l'initiative de la rupture en excluant, en 1902, de son Congrès de Kreuznach, 99 Sociétés de consommation ouvrières.

Ce fut, pour la coopération prolétarienne, le commencement d'une ère nouvelle. Elle constituait son organisme national le 18 mai 1903, à Dresde, la *Fédération Centrale des Coopératives allemandes*, dont presque tous les éléments dirigeants sont des socialistes, notamment le directeur de son Magasin de Gros, la colossale *Produktion*, de Hambourg, Kauffmann, et son militant le plus connu, von Elm, député de Hambourg et vieux militant du Parti. La Fédération compte actuellement plus d'un *million* de coopérateurs et son chiffre d'affaire dépassait l'année dernière 137 millions de francs.

Section IV

LA FORCE POLITIQUE DU SOCIALISME ALLEMAND

I. — La montée continue.

Les résultats électoraux extrêmement brillants que la Social-Democratie a pu enregistrer en janvier 1912, le chiffre formidable de ses voix, le nombre imposant de ses élus au Reichstag, la foule croissante de ses mandataires dans les Landtag et les municipalités, tout cela ne nous apparaît que comme le couronnement ou, si l'on préfère, la résultante, la traduction du prodigieux effort d'organisation et de propagande que nous venons d'esquisser. Et c'est ce qui donne toute sa valeur aux victoires remportées sur le terrain politique par les socialistes allemands.

Ce ne sont pas des succès électoraux éphémères, ne traduisant que des courants passagers, des enthousiasmes irréfléchis ou des dégoûts momentanés de la foule. C'est le fruit normal et régulier de toute l'action socialiste, de l'éducation systématique des masses.

Et c'est ce qui explique que, depuis 1871, sauf pendant les six premières années de la terreur bismarckienne, nous assistions à ce phénomène extraordinaire d'une montée continue, d'une progression des voix socialistes, qui jamais ne se dément depuis 28 années. Car, ainsi qu'on pourra s'en rendre compte par les chiffres et les tableaux que nous avons collationnés, s'il y a pu y avoir depuis 1884 pour la Social-Democratie des échecs passagers, des reculs au Parlement, ils ont eu pour cause unique les manœuvres des adversaires bourgeois, leurs coalitions cyniques pour écarter du Reichstag les représentants du prolétariat, mais jamais, depuis quarante-et-un ans, sauf de 1877 à 1884, la progression des suffrages socialistes ne s'est arrêtée dans le pays.

Voici, du reste, les chiffres et les schémas qui y correspondent :

Electeurs socialistes, de 1871 à 1912.

Années	Voix	Années	Voix
1871	124.000	1890	1.427.000
1874	351.000	1893	1.787.000
1877	493.000	1898	2.107.000
1878	437.000	1903	3.010.000
1881	311.000	1907	3.250.000
1884	549.000	1912	4.250.000
1887	763.000		

Voici, d'autre part, le mouvement des élus :

1871	2	1890	35
1874	10	1893	44
1877	13	1898	56
1878	9	1903	81
1881	13	1907	43
1884	24	1912	110
1887	11		

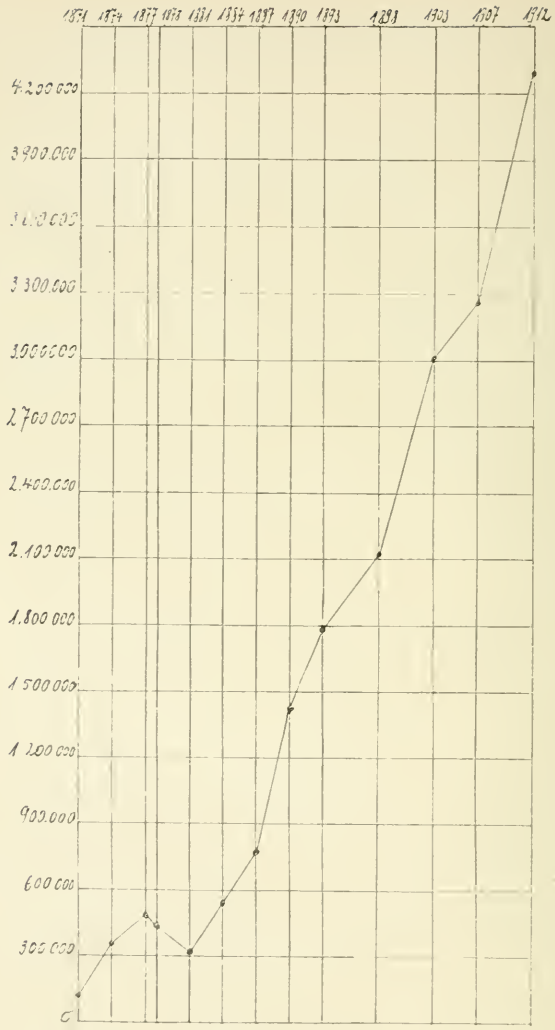


SCHÉMA DE LA PROGRESSION DES VOIX SOCIALISTES
DE 1871 A 1012

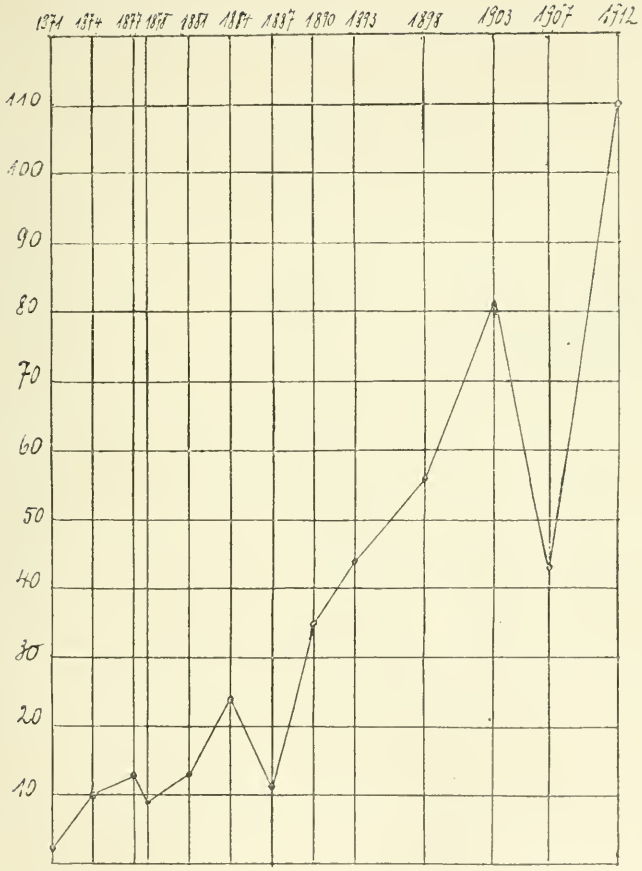


Schéma de la progression des Élus socialistes au Reichstag de 1871 à 1912

Car la classe ouvrière allemande est unanime à penser avec Kautsky

Jamais il n'a été plus clairement démontré combien l'organisation économique et l'organisation politique du prolétariat se complètent l'une l'autre dans leur développement, combien il est important pour les luttes futures du prolétariat que les deux sortes d'organisation, qui représentent les mêmes intérêts s'appliquent *ensemble* à les défendre de toutes leurs forces.

Cet accord peut-être obtenu si chaque membre du Parti socialiste remplit son devoir comme membre de son Syndicat; s'il a conscience que sa participation à la lutte politique, loin de l'empêcher d'être un bon syndiqué, le rend plus énergique et plus capable d'agir comme le meilleur des syndiqués; s'il s'applique, dans son Syndicat, à faire comprendre la signification de la politique socialiste.... L'exemple de l'Allemagne où le Parti et les Syndicats agissent en pleine intelligence et obtiennent les résultats les plus brillants, montre l'importance de ce que nous venons de dire (1).

Tandis que le « leader » même du mouvement syndical allemand, Karl Legien, déclarait tout récemment encore, au cours de la tournée de propagande qu'il fit au printemps aux Etats-Unis: « Partisan d'une action ouvrière centralisée, n'admettant pas que le syndicat s'occupe de politique, en même temps nous maintenons sans cesse dans l'esprit des syndiqués, l'idée que le Parti Social-Démocrate est leur représentation sur le terrain politique. Chaque membre du Parti a sa carte de syndiqué et chaque syndiqué est un Social-Démocrate avéré. *Aucun camarade ne sera élu fonctionnaire de son syndicat s'il n'est pas un socialiste, un membre du Parti* » (2).

II. — Les Élections de 1912.

Les élections de janvier 1912 ont été le couronnement magnifique de cette progression, de cette montée ininterrompue des forces socialistes pendant près d'un demi-siècle.

---

(1) Kautsky « Le Parti et les Syndicats » dans l'*Humanité* du 1er mai 1912.
(2) *Social-Democratic Herald* de Milwaukee, 27 avril 1912.

Il y a 399 circonscriptions en Allemagne. Dans les 399 circonscriptions il y avait un candidat socialiste. Aucun parti bourgeois, si riche, si puissant qu'il fut, n'avait pu en faire autant. Malgré la violence de la campagne menée par ces partis bourgeois et surtout par le bloc « bleu-noir » (conservateurs protestants et centre catholique) contre la Social-Démocratie, malgré l'appel désespéré de l'organe officieux du gouvernement, la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, affirmant avec force qu'il était du devoir de « tout citoyen honnête de voter contre l'ennemi essentiel, la Social-Democratie, qui ne reconnaît ni Dieu, ni patrie, ni roi, ni armée », le scrutin du 12 janvier sur 12 millions de votants, donnait 4.250,000 voix aux socialistes.

POURVU QUE NOTRE TABLE SOIT BIEN SERVIE !
(Caricature de propagande électorale socialiste)

Tandis que les partis antisémitiques (« chrétiens-sociaux » et autres) perdaient 126,000 voix, que le parti conservateur indépendant ou de l'Empire en perdait 101,000, que le centre en perdait 144,000 (compensés en partie, il est vrai, par les 70,000 gagnés par ses alliés conservateurs, devant lesquels il s'était parfois effacé), qu'au total le bloc noir-bleu avait perdu 300,000 voix, que les nationaux-libéraux restaient à peu près stationnaires, les progressistes gagnaient 300,000 voix et les socialistes *un million*. Au reste, voici quels ont

été les résultats d'ensemble pour tous les partis dans les deux dernières élections :

PARTIS	1907	1912
Conservateurs	1.060.209	1.129.274
Conservateurs libres ou Parti de l'Empire	471 862	370.387
Chrétiens-Sociaux et autres groupes antisémites	472.530	356.195
Centre catholique	2.179.743	2 635.290
Nationaux-Libéraux	1.637.048	1.672.618
Progressistes	1.238.930	1.558.330
Alsaciens-Lorrains	103.626	104.921
Polonais	453.858	441.736
Guelfes (Hanovriens)	78.232	90.607
« Sauvages »	15.425	17.289
Voix disséminées	208.042	86 292
Socialistes	3 259.020	**4.250.329**

Naturellement la progression des voix socialistes s'était manifestée d'une manière plus ou moins accentuée dans les différentes régions de l'Empire, ainsi que le montre la statistique suivante :

	1907		1912		
	Voix Socialistes	% des voix valables	Voix Socialistes	% des voix valables	augmentation du %
Prusse orientale	44.739	13.5	51 479	14.8	1.5
Prusse occidentale	19.925	7.0	28.230	9.7	2.7
Berlin	251.215	66.2	307.762	74.9	8.7
Brandebourg	291.939	40.6	418.846	49.1	8.5
Poméranie	60.474	19.9	77.390	24.0	4.1
Posen	6.510	1.9	12.967	3.8	1.9
Silésie	166.029	30.6	236.332	27.7	7 3
Saxe prussienne	206.654	35.7	265.991	42.7	7 0
Schleswig-Holstein	113.348	38 9	127.375	49.3	1.4
Hanovre	142.767	26.5	187.156	31.8	5.3
Westphalie	160.640	23.7	221.641	28.8	5.1
Hesse-Nassau	111.079	28.7	149.381	34.6	5.9
Province rhénane	238.355	18 5	322.936	23.7	5.2
Royaume de Prusse	1.815.969	26.4	2.407.498	32.1	5.7

Bavière	237.892	20.9	331.271	27.2	6.3
Saxe	418.570	48.5	513 216	55.0	6.5
Wurtemberg	115.724	27.9	153.335	32.5	5.6
Bade	93.386	23.9	117.155	28.2	4.3
Hesse	76.992	32.7	93.074	39.3	6 6
Mecklembourg	44.271	34.3	50 210	37.4	4.1
Saxe-Weimar	28.736	38.2	37.570	45.9	7.7
Mecklembourg-Stelitz	6.059	29.9	6.490	30.7	0.8
Oldenbourg	21.705	27.1	26.799	31.1	6.0
Thuringe	92 049	40.0	119.586	49.2	9.2
Brunswick	37.203	40.1	48.200	48.6	8.7
Anhalt	27.641	42.7	31.465	46.2	3.5
Lippe	8.424	23.7	11 227	29.4	5.7
Lubeck	11 575	50.6	13.353	52.5	1.9
Brême	27.362	48.4	35.862	53.4	5.0
Hambourg	112.892	60.6	138.343	61.2	0.6
Alsace-Lorraine	81.589	23.7	110.675	31.7	8.0
Empire allemand	3.259 029	28.9	4.250.329	34.9	6.0

On voit que ce sont les trois villes hanséatiques, Brême, Hambourg et Lubeck et la Saxe, « le royaume rouge », qui tiennent la tête de toute l'Allemagne, avec réciproquement 53, 61, 52 et 55 pour cent du chiffre total des suffrages exprimés, du moins si l'on tient compte des Etats seulement, car comme ville, la capitale, Berlin conserve le premier rang avec 307,000 suffrages, soit 74 pour cent. Le pourcentage de l'augmentation y demeure toujours aussi considérable, malgré l'énorme chiffre de voix déjà recueillies en 1907. Après Berlin, c'est le Brandebourg qui est la plus solide forteresse du socialisme en Prusse avec 418.000 voix et 49 0/0 des votes. Dans les provinces rhénanes et la Westphalie, malgré l'emprise qu'y possède encore le centre catholique, nous voyons le nombre des suffrages socialistes passer de 238,000 à 322,000 et de 160,000 à 221,000.

Parmi les autres Etats, le « royaume rouge » de Saxe donne maintenant 513,000 suffrages contre 418,000 il y a cinq ans; la Thuringe 119,000 au lieu de 92,000; Hambourg 138,000 au lieu de 112,000; la Bavière, malgré la force du Centre catholique, passe de 237.000 à 331,000; le Wurtem-

berg de 115,000 à 153,000; Saxe-Weimar de 28,000 à 37,000; le Brunswick de 37,000 à 48,000.

La progression des forces socialistes a été considérable en Alsace-Lorraine, et c'est là un fait qui mérite que nous le soulignions. Longtemps il parut que les luttes nationales, la

JOSEF LEOPOLD EMMEL
Député de Mulhouse
(*Vorwærts*)

GEORGES WEILL
Député de Metz
Correspondant de l'*Humanité*

revendication contre l'annexion et la domination allemande paralyseraient toute expansion des idées socialistes dans les pays annexés, la « Terre d'Empire », et empêchaient tout groupement de ses prolétaires sur le terrain de classe. Mais graduellement, cet état de choses s'est modifié dans ces dernières années. Déjà en 1907, les candidats socialistes avaient obtenu 81,000 voix et conquis deux sièges. Cette fois la poussée socialiste a été beaucoup plus marquée encore. C'est 110,000 voix réunies, soit le tiers du chiffre total. Non seulement Mulhouse réélisait son député socialiste Emmel et Strasbourg le citoyen Boehle, mais la capitale de la Lorraine, Metz élisait Georges Weill, un strasbourgeois d'origine, qui vécut

longtemps en France et fit partie du Groupe des Étudiants collectivistes de Paris, tandis que Colmar envoyait au Reichstag un militant d'origine marseillaise Peirotes, rédacteur de son organe la *Freie Presse* et que la deuxième circonscription de Strasbourg élisait un autre socialiste, Fuchs.

III. — Les sièges conquis.

Après le ballottage, la Social-Démocratie avait conquis la première place de tous les partis de l'Empire, aussi bien par le nombre de sièges que par le chiffre des voix. Elle avait 110 élus.

Cette représentation parlementaire de la Social-Démocratie, si importante qu'elle soit, est cependant bien inférieure à celle que son nombre de suffrages devait lui donner. Mais, ainsi que nous l'avons indiqué, la répartition des électeurs dans les différentes circonscriptions est monstrueusement inégale. Elle n'a pas été modifiée depuis 1871, alors que les immenses agglomérations industrielles actuelles n'existaient pas ou existaient à peine. Systématiquement les gouvernants de la majorité bourgeoise, pour priver la classe ouvrière de sa représentation réelle, ont maintenu des divisions qui ne correspondent plus à aucune justice électorale. Ainsi telle circonscription de la Prusse orientale avec 70,000 habitants a un député et de même telle circonscription berli-

Philip Scheidemann
Ex-Vice-Président socialiste du Reichstag
(*Vorwärts*)

noise avec un million d'habitants; 27 élus conservateurs du premier tour avaient 306,000 voix, à peine autant que les 2 élus socialistes des deux immenses circonscriptions berlinoises de Teltow et de la 4e de Berlin! Et le citoyen Grumbach pouvait écrire à ce propos « que l'esclave d'un hobereau de la Prusse orientale a 14 fois plus de droits électoraux que l'ouvrier éclairé de Berlin » (1). Avec un système de représentation proportionnelle les socialistes allemands auraient non pas 110, mais 140 sièges.

Si l'on tient compte de la répartition des voix d'après leur origine, il apparaît que la Social-Démocratie qui recueillait 10 o/o des voix ouvrières en 1881, 30 o/o en 1893, 45 o/o en 1907, en a 50 o/o, soit la moitié, en 1912 (2). C'est dire que l'immense majorité des voix de la Social-Démocratie sont des voix prolétariennes et que les autres éléments ayant voté pour elle, représentent tout au plus 250 ou 300,000 électeurs.

Il en est de même des ÉLUS. Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, sur les 110 députés socialistes, on ne compte pas moins de 83 anciens ouvriers, on pourrait même dire 88 anciens salariés, en comptant les 5 instituteurs et seulement 22 « intellectuels ». Voici comment se répartissent les députés ouvriers :

17 ouvriers métallurgistes, militants de la puissante Union des Métallurgistes; 9 ouvriers du bois, 8 cigariers, 6 cordonniers, 5 tailleurs, 4 typographes, 4 ouvriers du bâtiment, 3 imprimeurs, 3 employés de commerce, 3 ouvriers du textile, 2 ouvriers des transports, 2 employés de bureau, 1 jardinier, 1 lithographe, 1 boulanger, 1 opticien, 1 potier, 1 mineur, 1 verrier, 1 sellier, 1 tapissier, 1 peintre, 1 relieur, 1 horloger, 1 tourneur sur ivoire, 1 sculpteur sur bois, 1 meunier, 1 matelot.

En dehors des 5 instituteurs, les 22 intellectuels se répar-

---

(1) Grumbach dans le *Mouvement Socialiste* de Mars 1912. Il n'y a guère que le mode d'élection du Sénat français pour nous offrir l'exemple d'une aussi scandaleuse inégalité.

(2) Idem, page 217.

tissent ainsi : 8 avocats, 7 écrivains, 4 journalistes, 1 ancien prêtre, 1 ancien officier, 1 licencié en droit.

Parmi les militants ouvriers on compte les principaux fonctionnaires de la Commission générale des Syndicats, notamment son secrétaire *Karl Legien*, *Robert Schmidt*, *Bauer* et les militants des grands syndicats ou des Maisons des Syndicats, le secrétaire général et l'âme du Syndicat national du bâtiment, *Silberschmidt*, depuis la mort de *Bœmelburg*, *Spiegel*, etc. Beaucoup de ces militants ouvriers sont devenus depuis des années déjà journalistes du Parti. Jusqu'en 1906 les députés allemands ne recevaient aucune rémunération et c'était le Parti qui devait faire vivre ses élus — ainsi il eut jusqu'à 81 élus (en 1903) auxquels il lui fallut assurer des appointements pendant les sessions du Reichstag. Depuis 1906, les députés reçoivent une indemnité annuelle, fort modeste d'ailleurs, de 3,000 marks, soit 3,750 francs, dont on déduit les jours d'absence. Ils ont en outre un libre parcours sur tous les chemins de fer de l'Empire, valable huit jours avant et jusque huit jours après la session parlementaire.

De tous les élus, le plus connu est *Bebel*, député de Hambourg, le vétéran glorieux du Parti, le « grand vieillard » de l'Internationale, qui, à 73 ans passés, conserve encore une étonnante vitalité et dont de récents et cruels deuils de famille ont seul pu diminuer quelque peu l'indomptable énergie. Bebel est en même temps que le « leader » reconnu le plus éminent, représentant de la gauche « radicale », c'est-à-dire révolutionnaire du Parti, qui comprend également, parmi ses membres les plus notoires *Lebedour*, député de Berlin, *Karl Liebknecht*, député de Charlottenburg, fils de l'illustre et regretté Wilhelm Liebknecht, *Molkenbuhr*, député de Magdeburg, le spécialiste de la législation ouvrière, *Haase*, député de Kœnigsberg, président du « Vorstand », *Wurm*, *Zubeil*, *Dr Lensch*, *Stadhagen*, etc. En dehors des élus, les représentants les plus éminents de la tendance « radicale » qui dans le congrès obtint toujours une forte majorité, sont Karl Kautsky, Rosa Luxembourg et Clara Zetkin.

Dans l'autre « courant » revisionniste et réformiste, il faut d'abord citer *Von Vollmar,* député de Munich, le militant bavarois bien connu, précurseur pratique de ce « revisionnisme » dont *Bernstein,* député de Breslau, fut, à partir de 1897-1898, le théoricien; *David,* député de Mayence; *Francke,* député de Mannheim; *Heine,* député de Berlin;

GEORG LEDEBOUR
Député de Berlin
(Vorwærts)

DR. KARL LIEBKNECHT
Député de Charlottenburg
(Vorwærts)

Sudekum, député de Nuremberg; *Noske,* député de Chemnitz; *Quarck,* député de Francfort.

Il ne faut d'ailleurs donner qu'une importance très relative au classement des socialistes allemands en « radicaux » et en « revisionnistes ». Au Reichstag, en particulier, devant l'ennemi bourgeois, le bloc socialiste se présente toujours comme un tout solide, sans fissures, et « revisionnistes » comme « radicaux » proclament qu'ils ne confondent pas « le travail de réformes immédiates que le Parti doit accom-

plir avec le socialisme lui-même ». D'ailleurs fréquemment beaucoup d'entre les militants, sur telle ou telle question, se rangent soit à « gauche », soit à « droite », dans des groupements et tendances qui ne sont pas rigides, ni séparés par des cloisons étanches.

IV. — La représentation dans les Landtags.

Dans les Landtags ou Diètes des différents Etats, la conquête de sièges par les socialistes présentait des difficultés beaucoup plus grandes que pour le Reichstag, étant donné leur mode d'élection, variant à vrai dire assez suivant les régions, et presque toujours étroitement censitaire. C'est ainsi qu'existait pour la plus importante de toutes les Diètes, le Landtag de Prusse, le système électoral des trois classes que Bismarck lui-même qualifiait de « système misérable » et qui semblait devoir rendre si vaine toute tentative de pénétration des socialistes, que longtemps les social-démocrates prussiens se refusèrent systématiquement à prendre part à ce scrutin falsifié. Aujourd'hui, malgré l'iniquité du système qui donne à 3,36 o/o de la population (la plus riche fraction), placée dans la première classe, les mêmes droits qu'à 12,07 o/o placés dans la seconde (la moyenne bourgeoisie), et à 84,57 o/o — la classe ouvrière et la petite bourgeoisie — placés dans la troisième, les socialistes participent à cette lutte et sont parvenus à y conquérir 6 sièges. Ils poursuivent d'ailleurs une ardente campagne pour l'établissement du suffrage universel pour le Landtag.

Dans les Etats du sud les Constitutions sont beaucoup moins réactionnaires et c'est ainsi que dans le Grand Duché de Bade, le Wurtemberg, la Bavière, et aussi, d'après sa nouvelle constitution, en Alsace-Lorraine, les Diètes sont élues au suffrage universel.

Voici quels sont les mandats conquis par la Social-Démocratie des différents États, dans les Landtags :

ÉTATS	ÉLUS socialistes	CHIFFRE TOTAL des Élus
Royaume de Prusse	6	443
— de Bavière	30	163
— de Saxe	26	91
— de Wurtemberg	16	92
Grand Duché de Bade	20	73
— de Hesse	8	58
— d'Oldenburg	12	45
— de Saxe-Weimar	4	38
Duché de Saxe-Cobourg Gotha	8	30
— Saxe-Altembourg	7	35
— Saxe-Meiningen	9	15
— Anhalt	1	36
Principauté de Schwarzbourg		
— Rudolstaat	9	16
— de Schambourg-Lippe	1	15
— de Reusse	5	16
— de Lippe	1	21
Ville libre de Hambourg	20	160
— de Lubeck	12	120
— de Brême	16	150
Alsace-Lorraine	11	60
	206	1 585

Il n'y a que cinq petits Etats fédérés dans lesquels la Social-Démocratie n'a pas d'élus.

Il importe de remarquer que les 6 élus socialistes du Landtag prussien sur 443, représentant 598,000 électeurs sur 2,500,000 votants, les 26 élus saxons sur 91, 492,000 voix sur moins de 1,200,000 électeurs et ainsi de suite.

V. — Les élus municipaux.

La représentation de la classe ouvrière dans les municipalités n'offre pas de moindres difficultés, les conseils municipaux des villes allemandes étant presque toujours élus par un système très censitaire. Aussi le Parti réclamait-il dans son congrès de Brême, en 1904, « la constitution d'un corps électoral d'après les principes de la communauté des habitants, l'abolition de tous les privilèges de la propriété, la constitution d'une représentation communale par le suffrage universel, égal, direct et secret ».

A l'heure actuelle, la législation existante met encore le Parti dans l'impossibilité de conquérir le pouvoir dans les Hôtels de Ville, même dans les cités où il possède une énorme majorité. Là où, par extraordinaire, des échevins socialistes ont été élus, le gouvernement central refuse généralement de sanctionner leur élection. Le Parti comptait néanmoins, en 1910, 1,368 représentants dans 300 conseils municipaux de communes urbaines, 4,789 dans 1,779 communes rurales. Il avait en outre 115 membres du « magistrat », c'est-à-dire adjoints, dans 35 villes.

Quoique presque partout en minorité dans les municipalités, les élus socialistes y ont joué un rôle fécond. Ils ont partout largement contribué aux réformes hardies, que les municipalités bourgeoises d'Outre-Rhin, beaucoup moins retardataires et misonéistes que les nôtres, ont réalisées dans la voie des régies directes, de l'hygiène publique, des espaces libres et de toute l'édilité moderne.

Section V

LA MÉTHODE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE

I. — Le programme.

Nous avons indiqué quelles critiques vigoureuses le programme voté au Congrès de Gotha, en 1875, lors de l'unification du Parti, avait soulevé chez Marx qui, dans sa fameuse lettre à Bracke, accablait d'amères railleries les hérésies scientifiques qu'il contenait, son acceptation de points de vue « scientifiquement dépassés» et ses concessions « à la servile croyance des partisans de Lassalle à l'Etat ou, ce que ne vaut pas mieux, à la foi au surnaturel démocratique et au compromis entre ces deux sortes de foi surnaturelles, également éloignées du socialisme » (1).

On avait fait surtout à cette époque des concessions provisoires de mots, aux Lassaliens, pour réaliser l'unité. En réalité, la pratique du Parti unifié avait été dès l'abord beaucoup plus marxiste que lassallienne. Mais après la fin des lois d'exception et l'entrée du mouvement dans une phase de développement régulier et normal, on résolut immédiatement de mettre la lettre du programme d'accord avec l'esprit du Parti et d'en éliminer des erreurs que personne ne défendait plus. Ce fut au plus éminent théoricien contemporain du marxisme, à Karl Kautsky, que le Parti Social-Démocrate s'adressa pour rédiger son programme et le savant commentaire qui devait l'accompagner, qui constitue un des exposés les plus remarquables et les plus lumineux de la doctrine

(1) K. Marx. Lettre sur le programme de Gotha, page 11.

socialiste qu'on puisse trouver dans toute notre littérature internationale. Il est à souhaiter que cette belle synthèse qui, jusqu'ici, n'avait pas été traduite en français, aujourd'hui qu'elle vient d'être publiée par un éditeur parisien, trouve place dans toutes les bibliothèques socialistes (2).

Le programme rédigé par Kautsky fut accepté par le Congrès d'Erfurt, d'où son nom de programme d'Erfurt. Il comprend deux parties. Dans la première sont posées les tendances de la société bourgeoise, les règles générales de l'action du prolétariat, le but socialiste; dans la seconde, en conformité avec ces principes et avec cette fin, sont formulées les revendications préalables du Parti, les réformes dont il demande tout d'abord la réalisation, réformes politiques, démocratiques et réformes sociales, économiques.

Voici le texte du programme proprement dit :

L'évolution économique de la société bourgeoise conduit, avec la nécessité des lois de la nature, à la ruine de la petite exploitation dont le fondement est la propriété privée que le travailleur possède de ses instruments de production. Elle sépare le travailleur de ses moyens de production et le transforme en un prolétaire ne possédant rien; les moyens de production deviennent le monopole d'un nombre relativement petit de capitalistes et de grands propriétaires.

A cette monopolisation des moyens de production sont intimement liés l'élimination par les exploitations colossales des petites exploitations morcelées, la transformation de l'outil en machine, enfin un prodigieux accroissement du travail humain. Mais tous les avantages de cette transformation sont monopolisés par les capitalistes et les grands propriétaires fonciers. Pour le prolétariat et les couches intermédiaires submergées — petits-bourgeois, paysans — elle signifie une augmentation croissante de l'insécurité de leur existence, de misère, d'oppression, d'avilissement, d'abaissement, d'exploitation.

Toujours plus grand devient le nombre des prolétaires, toujours plus considérable l'armée des ouvriers inutilisables, toujours plus profonde l'opposition des exploiteurs et des exploités, toujours plus exaspérée la lutte de classes de la bourgeoisie et du prolétariat, lutte qui sépare la société moderne en deux camps hostiles et qui est la caractéristique commune de tous les pays industriels.

---

(2) Le Programme Socialiste, par Karl Kautsky. Paris. Marcel Rivière.

L'abîme qui sépare les possédants et les non-possédants est encore élargi par les crises qui ont leur principe dans l'ensemble du mode de production capitaliste, crises qui deviennent toujours plus étendues et plus dévastatrices, qui font de l'insécurité générale l'état normal de la société, et fournissent la preuve que les forces productrices de la société actuelle ont trop grandi pour cette société, que la propriété privée des moyens de production est devenue inconciliable avec un sage emploi et avec le plein dévloppement de ces moyens de production.

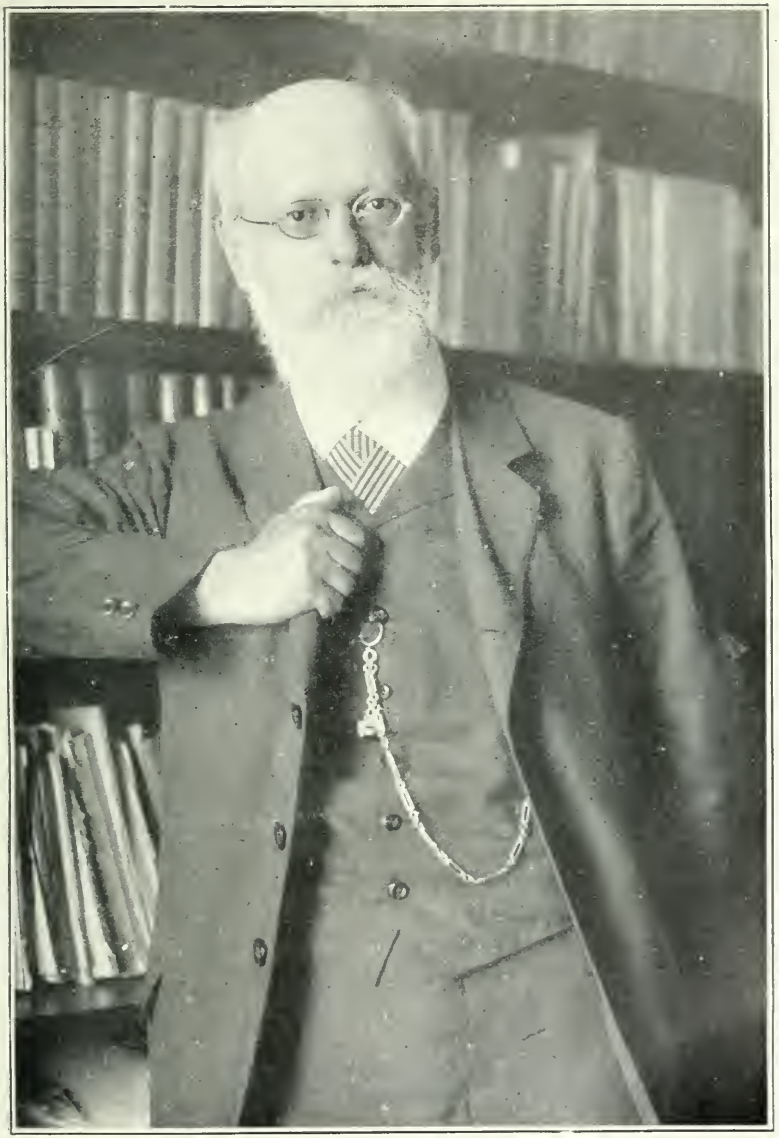
La propriété privée des moyens de production, qui servait autrefois à assurer au producteur la propriété de son produit sert aujourd'hui à exproprier les paysans, les artisans et les petits commerçants et à mettre les non-travailleurs — capitalistes, grands propriétaires — en possession du produit des travailleurs. Il n'y a que la transformation de la propriété privée capitaliste des moyens de production — sol, mines, matières premières, outils, machines, moyens de transport — en propriété sociale, et la transformation de la production de marchandises en production socialiste, en production effectuée pour et par la société, qui puisse faire que la grande exploitation et la productivité constamment croissante du travail social deviennent, pour les classes jusqu'ici exploitées, de sources de misère et d'oppression qu'elles sont aujourd'hui, sources du plus grand bien-être et d'un perfectionnement harmonique et universel.

Cette transformation sociale signifie l'émancipation non seulement du prolétariat, mais de l'ensemble du genre humain qui souffre de l'état présent. Mais elle ne peut-être que l'œuvre de la classe ouvrière, parce que toutes les autres classes, malgré les querelles d'intérêt qui les divisent, sont placées sur le terrain de la propriété privée des moyens de production, et ont pour but commun le maintien des fondements de la société actuelle.

La lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste est nécessairement une lutte politique. La classe ouvrière ne peut pas mener ses luttes économiques et ne peut pas développer son organisation économique sans droits politiques. Elle ne peut pas réaliser le passage des moyens de production en la possession de la collectivité sans être entrée en possession de la puissance politique.

Rendre cette lutte de la classe ouvrière consciente et unitaire et lui montrer son but nécessaire — telle est la tâche du Parti démocrate socialiste.

Les intérêts de la classe ouvrière sont les mêmes dans tous les pays où existe le mode de production capitaliste. A mesure que s'étend le commerce international et que se développe la production pour le marché du monde, la situation des ouvriers d'un pays dépend



Karl KAUTSKY.

toujours davantage de la situation des ouvriers des autres pays. L'émancipation de la classe ouvrière est donc une œuvre à laquelle sont également intéressés les ouvriers de tous les pays civilisés. En connaissance de ce fait, le Parti Démocrate-Socialiste d'Allemagne se déclare en parfaite union avec les ouvriers de tous les autres pays qui ont la conscience de classe.

Le Parti Démocrate-Socialiste d'Allemagne ne lutte donc pas pour de nouveaux privilèges de classe, mais pour la suppression de la domination de classe et des classes mêmes et pour des droits égaux et des devoirs égaux de tous, sans exception de sexe, ni de race. Partant de ces idées, il combat dans la société présente non seulement l'exploitation et l'oppression des travailleurs salariés, mais toute espèce d'exploitation et d'oppression, qu'elle soit dirigée contre une classe, un parti, un sexe ou une race.

Pénétré de ces principes, le Parti Démocrate-Socialiste d'Allemagne réclame tout d'abord :

1° Le suffrage universel égal, direct et le scrutin secret pour tous les citoyens de l'Empire âgés de plus de 20 ans, sans distinction de sexe, dans toutes les élections et tous les votes. Système de représentation proportionnelle et, jusqu'à ce qu'il soit établi, nouveau remaniement légal des circonscriptions électorales après chaque recensement. Périodes législatives d'une durée de deux ans. Jour d'élections et des votes fixés au jour de repos légal. Indemnité pour les représentants élus. Suppression de toute limitation des droits politiques, sauf pour les personnes interdites.

2° La législation directe par le peuple au moyen du droit d'initiative et de veto. Autonomie administrative du peuple dans l'Empire, l'État, la province et la commune. Élection des fonctionnaires par le peuple, leur responsabilité pénale. Vote annuel des impôts.

3° Éducation militaire universelle. Milices à la place des armées permanentes. La représentation populaire seule appelée à décider de la guerre et de la paix. Règlement de tous les conflits internationaux par voie d'arbitrage.

4° Abolition de toutes les lois qui suppriment la libre expression de l'opinion et le droit d'association et de réunion.

5° Abolition de toutes les lois qui, au point de vue du droit public et privé, mettent la femme en état d'infériorité vis-à-vis de l'homme.

6° La religion déclarée chose privée. Suppression de toutes les dépenses faites au moyen des fonds publics pour des buts ecclésiastiques ou religieux. Les communautés ecclésiastiques ou religieuses doivent être considérées comme des associations privées qui règlent leurs affaires en pleine indépendance.

7° Laïcité de l'école. Fréquentation obligatoire des écoles populaires publiques. Gratuité de l'enseignement, des fournitures scolaires et de l'entretien dans les écoles populaires publiques, ainsi que dans les établissements d'instruction supérieure pour ceux des écoliers et écolières qui, en vertu de leurs capacités, sont jugés propres à recevoir une instruction plus élevée.

8° Gratuité de la justice et de l'assistance judiciaire. Justice rendue par des juges élus par le peuple. Appel en matière pénale. Indemnités pour les personnes accusées, arrêtées et condamnées reconnues innocentes. Suppression de la peine de mort.

9° Gratuité des soins médicaux y compris les accouchements et les remèdes. Gratuité des enterrements.

10° Impôt progressif sur le revenu et la fortune pour couvrir toutes les dépenses publiques, dans la mesure où elles doivent être couvertes par des impôts. Obligation de se taxer soi-même. Impôt progressif sur les successions, d'après l'importance de l'héritage et d'après le degré de parenté. Abolition de tous les impôts indirects, douanes et autres mesures économiques qui sacrifient les intérêts de la collectivité aux intérêts d'une minorité privilégiée.

Pour la protection de la classe ouvrière, le Parti Démocrate-Socialiste d'Allemagne réclame tout d'abord :

1° Une législation protectrice du travail efficace, — nationale et internationale, — sur les bases suivantes :

a) Fixation d'une journée de travail normale de huit heures au maximum ;

b) Interdiction du travail industriel pour les enfants au-dessous de quatorze ans ;

c) Interdiction du travail de nuit, sauf pour les branches d'industrie qui, en vertu de leur nature, soit pour des raisons techniques, soit pour des raisons de bien-être général, exigent le travail de nuit ;

d) Un intervalle de repos ininterrompu d'au moins trente-six heures, une fois par semaine, pour chaque ouvrier ;

e) Interdiction du truck-système (paiement des ouvriers en marchandises).

2° Surveillance de toutes les exploitations industrielles, enquêtes sur les conditions du travail à la ville et à la campagne, et réglementation des conditions du travail par un office impérial du travail, des offices du travail de district, et des chambres de travail. Hygiène industrielle rigoureusement observée.

3° Même situation juridique pour les ouvriers agricoles et les domestiques et pour les travailleurs industriels; suppression des règlements concernant les domestiques.

4° Le droit de coalition assuré.

5° L'assurance ouvrière tout entière à la charge de l'Empire, les ouvriers participant à son administration, avec une part d'influence prépondérante.

II. — La tactique.

La Social-Démocratie allemande est une gigantesque « machine éducative ». Elle a, en effet, non seulement créé le plus puissant et le plus nombreux de tous les partis politiques du monde, mais, en même temps, elle fait une merveilleuse besogne d'éducation de ses membres, éveillant leur conscience socialiste, la fortifiant, la rendant indestructible. Nous pouvons affirmer qu'elle est par conséquent profondément révolutionnaire, puisqu'elle a constitué dans le monde le plus vaste organisme qui soit en état de réaliser une transformation révolutionnaire du mode de production capitaliste, et dire avec Grumbach qu'elle est « pratiquement révolutionnaire » puisque voulant la propriété collective des moyens de production, actuellement propriété privée, « loin de cacher cette revendication, elle la souligne systématiquement, la fait pénétrer dans le cerveau des masses, approuve tout ce qui peut aider à la réaliser et s'efforce d'en écarter les obstacles — autant que possible, par les moyens légaux ».

On a parfois critiqué dans les milieux anarchistes le « légalisme », le « parlementarisme » du Parti Social-Démocrate. Et, en Allemagne même, les « Jeunes » aimaient à lui opposer une conférence célèbre prononcée jadis par Liebknecht à Berlin et où ils relevaient notamment ces paroles : « le socialisme n'est pas une question de théorie, mais simplement une question de force qui *ne peut pas être résolue dans le Parlement*, mais seulement dans la rue, sur un champ de bataille, comme toute autre question de force.... Pour les

peuples comme pour les princes, c'est la violence qui dit le dernier mot ».

Même en se plaçant pour un instant dans l'hypothèse qu'une majorité socialiste put jamais être envoyée dans cette assemblée, Liebknecht disait alors :

Admettons que le gouvernement, par suite de sa force ou par calcul, ne fasse pas usage des ressources dont il dispose et que l'on réussisse, comme le rêvent quelques hommes politiques fantasques du socialisme, à avoir au Reichstag une majorité socialiste. Que devrait faire la majorité?.... Maintenant c'est le moment de transformer la société et l'Etat. La majorité prend la grande décision, les temps nouveaux sont enfantés — ah non! une compagnie de soldats chasse la majorité socialiste et si ces messieurs n'acceptent pas tranquillement l'aventure, quelques sergents de ville les conduisent à la prison communale où ils ont le temps de réfléchir à leur don quichottisme (1).

Ces choses étaient dites en 1869, alors que les socialistes étaient une poignée. Même à l'époque, Bebel déclare que cette position « purement négative » n'était pas la sienne. Il était dès lors d'avis qu'il fallait faire une action positive et qu'on pouvait utilement participer au travail parlementaire (2).

Quoi qu'il en soit le Parti tout entier renonça rapidement à ce point de vue simpliste et dès 1887 Liebknecht le proclamait avec force au Congrès de Saint-Gall. Et au Congrès d'Erfurt, répondant aux «Jeunes », il donnait de l'action parlementaire du Parti cette remarquable définition : « Nous entendons par parlementarisme, non pas une pseudo-représentation parlementaire comme sous Louis-Philippe, mais *l'utilisation d'une puissance qui nous est fournie par les voix qui sont derrière nous* ». Et il ajoutait ces fortes paroles :

Si nous accordions une importance capitale au facteur de la puissance mécanique, nous nous placerions au point de vue de nos ennemis. *Bismarck était l'homme de la force brutale, l'homme de la politique de sang et de fer. Personne n'a disposé de plus grands moyens, ni n'en a fait un usage moins scrupuleux. Et le résultat? Où est-il?*

---

(1) W. Liebknecht. *Ueber die politische Stellung der Sozialdemokratie insbesondere mit Bezug auf den Reichstag*, page 16.
(2) *Mémoires* de Bebel, pages 201 et 202.

Il a eu à sa disposition absolue, pendant plus d'un quart de siècle, la police, l'armée, le capital, la puissance de l'Etat, bref tous les moyens de force mécanique; — *nous ne pouvions lui opposer que notre bon droit, notre bonne conviction, la poitrine nue et c'est nous qui avons vaincu!* Nos armes étaient les meilleures. *Avec le temps la puissance brutale doit céder aux facteurs moraux, à la logique des choses.* Bismarck gît foudroyé à terre — et la démocratie socialiste est le parti le plus fort d'Allemagne!.... *L'essence du révolutionnarisme ne réside pas dans les moyens, mais dans le but. La violence est, depuis des milliers d'années, un facteur réactionnaire....* (1).

De son côté, Kautsky écrit dans son commentaire du Programme d'Erfurt :

Une révolution peut recevoir les formes les plus diverses, suivant les circonstances où elle se produit. *Il n'est pas nécessaire qu'elle soit accompagnée de violences et d'effusion de sang.* Il s'est trouvé des cas dans l'histoire où les classes régnantes furent particulièrement intelligentes ou.... particulièrement faibles et lâches, de sorte que, se voyant placées dans un état de contrainte, elles abdiquèrent spontanément (2).

Mais si le Parti s'est toujours élevé contre l'emploi *individuel* de la violence, contre son adoption *exclusive* — il a reconnu par là même le recours *possible*, dans *certains cas*, à la *force collective*. Seulement, il s'est toujours préoccupé de ne pas fournir aux gouvernants, par de folles provocations, l'occasion de pratiquer l'effroyable saignée, la « solution militaire » du socialisme, dont parlait cyniquement Bismarck, qui aurait permis aux classes possédantes d'ajourner d'un demi-siècle la victoire de plus en plus sûre et de plus en plus prochaine du prolétariat organisé. Somme toute, il lui suffit de savoir que, en dernière analyse, « toutes les institutions, tous les pouvoirs établis, *reposent, lorsque l'on y regarde de près, sur le consentement et l'adhésion du pays. Travailler à faire cesser ce consentement et cette adhésion, c'est saper les bases de l'édifice, c'est en préparer la ruine* » (3).

Par sa puissante organisation, par l'encadrement des masses

(1) Congrès d'Erfurt. Protokoll, page 206.
(2) K. Kautsky. Le Programme Socialiste, page 103.
(3) Edgar Milhaud, ouvrage cité page 194.

dans toutes ses institutions — ses groupes politiques, ses syndicats, sa presse, ses coopératives — le Socialisme allemand constitue un formidable Etat prolétarien dans l'Etat capitaliste. D'une marche relativement lente mais extrêmement sûre, il se rapproche chaque jour davantage de son but. Jamais, du reste, il ne s'est limité à l'emploi des moyens parlementaires et depuis les Congrès de Iéna en 1905 et de Mannheim en 1906, il a nettement envisagé, nous l'avons vu plus haut, le recours suprême à la grève générale, non pas en contradiction mais comme complément harmonieux de son action politique et économique.

Dr Rosa Luxemburg
(*Vorwärts*)

III. — L'internationalisme de la Social-Démocratie

La classe ouvrière allemande n'a pas oublié qu'elle a eu l'honneur de donner au prolétariat international ses grands théoriciens, les fondateurs même de sa doctrine, les guides sûrs dont les enseignements immortels éclairent encore à travers le monde la marche conquérante de l'Internationale. Son internationalisme est resté aussi profond, aussi sincère et aussi agissant qu'aux jours mêmes où Marx et Engels lançaient leur fameux cri de ralliement : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! » Et il faut toute la mauvaise foi ou l'ignorance de nos adversaires pour mettre en doute ces sentiments des masses prolétariennes d'Outre-Rhin.

L'internationalisme de la Social-Démocratie allemande, il se manifeste d'abord par l'intérêt passionné et intelligent

que ses militants, depuis les plus illustres jusqu'aux plus obscurs, apportent à suivre, à encourager les luttes de leurs frères les travailleurs des autres pays. Il n'est pas un prolétariat dans le monde qui, à cet égard, ait des états de service comparables à ceux des travailleurs allemands. L'organe

LEDEBOUR AU GRAND MELTING CONTRE LA GUERRE, A BERLIN
(20 octobre 1912)
(Photo Berl. Ill. Gesellschaft)

quotidien du socialisme hollandais, *Het Volk*, n'a été fondé, dans une large mesure, que grâce à leur appui ; l'organe central du socialisme français l'*Humanité*, aux jours de ses plus grandes difficultés, recevait le cordial vivifiant des 25,000 francs envoyés par le « Vorstand » du Parti Social-Démocrate.

Mais ce ne sont là que les moindres efforts faits par les ouvriers socialistes d'Allemagne pour leurs camarades du dehors. Pendant la révolution russe, de 1905 à 1908, ils versèrent plus d'un *demi-million* de francs pour aider les mili-

tants qui luttaient contre le tsarisme. Lors de la grande grève générale de Suède, en 1909, alors que l'argent était, par excellence, le « nerf de la guerre », les Syndicats et le Parti réunissaient plus de *un million et demi* de francs pour les camarades suédois.

D'autre part l'internationalisme de la Social-Démocratie s'extériorise bien plus encore par ses efforts puissants et in-

Meeting contre la guerre, a Berlin (octobre 1912)
(Photo Berl. Ill. Gesellschaft)

lassables pour le maintien de la paix et contre les dépenses militaires. Au Reichstag, depuis le premier jour où elle y est entrée, son mot d'ordre n'a pas cessé d'être « ni un homme! ni un sou pour le militarisme! ». Toujours ses élus votèrent contre les crédits militaires, contre les dépenses pour la flotte et les colonies.

C'était là son action traditionnelle et à laquelle jamais elle

n'avait manqué. Dans ces dernières années, et particulièrement en 1911 et en 1912, en présence des dangers que les folles convoitises des classes dirigeantes font courir à la paix du monde, la Social-Democratie a complété son action parlementaire par une puissante action extra-parlementaire, par des démonstrations grandioses dans la rue, pour affirmer sa haine de la guerre et sa volonté de maintenir à tous prix la paix du monde. Au moment du fameux « coup d'Agadir », pendant l'été de 1911, elle réunissait à Berlin 200,000 manifestants dans l'immense parc de Treptlow. Il y a quelques mois, à l'occasion de la guerre d'Orient et des nouvelles et plus graves menaces de conflit international, elle renouvelait en octobre 1912 le même effort. Dans des meetings enthousiastes, Ledebour et les autres militants du Parti faisaient acclamer par des foules ouvrières innombrables « la guerre à la guerre », montrant aux gouvernants, comme le dernier acte certain de toute conflagration, un mouvement révolutionnaire du prolétariat.

Il n'est pas douteux que si, comme on peut aujourd'hui l'espérer, la paix est maintenue sur le continent européen et si l'effroyable danger d'une conflagration européenne est écarté, nul n'y aura plus contribué que le prolétariat allemand.

CHAPITRE IV

LE MOUVEMENT SOCIALISTE EN HOLLANDE

I. — Historique.

Un développement économique intensif créa dès le XVIIe siècle, dans la république marchande et ploutocratique qu'était alors la Hollande, des capitalistes et des prolétaires. Mais le Socialisme n'y devait naître qu'avec le XIXe siècle. Il y eut un primitif et assez insignifiant mouvement en 1848, puis l'Internationale eut quelques faibles attaches à Amsterdam et dans quelques autres centres.

En 1878 se fondait, à Amsterdam, la première organisation socialiste proprement dite, parmi les quelques militants qui avaient essayé mais en vain, au sein de l'organisation corporatiste neutre l' « Algemeen Nederlandsch Werkliedenverbond » (l'Association générale des Ouvriers néerlandais), de faire triompher les conceptions que la Social-Démocratie allemande venait d'adopter à Gotha. L'initiateur était un tailleur, H. Gerhardt, ouvrier instruit et énergique. Ce petit groupement reçut, peu après, une adhésion qui fit grand bruit, celle d'un jeune pasteur luthérien ardent et mystique, Domela Nieuwenhuis, qui fondait au début de 1879 un journal *Recht voor Allen* (le Droit pour Tous) et devient le chef du mouvement. En 1881, les quatre petits groupes qui existaient à Amsterdam, Rotterdam, La Haye et Haarlem constituaient le *Socialdemocratische Bond* (Fédération sociale démocratique), la première organisation nationale du socialisme hollandais. Celui-ci dut alors traverser une période longue et pénible de cruelles persécutions. Plus encore que

les gouvernants, la foule inconsciente se montrait très violemment hostile aux pionniers de l'idée nouvelle. Leur propagande est sans cesse entravée par les attaques, les injures, les violences et les brutalités des masses, surexcitées par la presse chauvine « orangiste » autant que par les persécutions policières et gouvernementales. Au milieu de cette hostilité brutale de la population, le premier mouvement socialiste hollandais se développa dans des conditions très spéciales. Il prit un caractère extrêmement sectaire, fanatique et surexcité, exaltant sans cesse la violence révolutionnaire à laquelle répondent de nouvelles violences réactionnaires des gouvernants et de la foule aveugle contre les militants. On frappait les propagandistes, on pillait leurs maisons et leurs locaux, ils ne pouvaient plus tenir une réunion (1).

Cependant, en 1888, la Constitution était revisée et le droit de suffrage étendu — on portait de 130,000 à 300,000 le nombre des électeurs — et Domela Nieuwenhuis était élu par une circonscription de la Frise. Mais son séjour au Parlement fut court. Battu en 1891, l'action parlementaire lui apparut décidément mauvaise et l'organisation dont il était l'âme retombait en plein utopisme anarchisant. En même temps, dans les congrès internationaux, à Bruxelles en 1891, à Zurich en 1893, il se heurtait violemment au mouvement international. Il ne cessera plus de critiquer, dans son organe, les grands partis socialistes voisins de Belgique et surtout d'Allemagne avec la plus âpre partialité, ne reculant même pas devant les plus tristes calomnies, contre le « Vooruit » de Gand notamment, calomnies que la presse catholique et capitaliste belge recueillait soigneusement et mettait en relief.

Bientôt le *Socialdemokratische bond*, déviait nettement vers l'anarchisme et votait à son Congrès de Noël 1893, à Gronin-

(1) Voir Vliegen « Le Socialisme en Hollande » dans le *Mouvement Socialiste*, 1er et 15 septembre 1900, pages 282-288 et 340-354.

gue, une résolution déclarant que « le Parti ne prendrait plus part aux élections, pas même comme moyen d'agitation ». C'était la rupture ouverte avec l'Internationale. Les socialistes conscients le comprirent et, en juillet 1894, douze militants, dont des hommes qui, comme Vliegen, Troelstra, Polak, avaient lutté depuis de nombreuses années pour la cause, se décidaient à une scission devenue inévitable. Un mois après ils constituaient le *Social-Demokratische Arbeiterpartei* (Parti Ouvrier Social-Democrate). Ils n'étaient qu'une poignée. Presque tous les groupements socialistes, la quasi-unanimité des syndicats, étaient aux mains des éléments anarchisants, groupés derrière Domela. Pied à pied, au jour le jour, avec une héroïque ténacité, la nouvelle section hollandaise de l'Internationale poursuivit sa lutte pénible, à la fois pour reprendre la fraction organisée du prolétariat à ceux qui l'entraînaient dans une voie funeste et pour attirer à elle les masses profondes inorganisées, demeurées complètement en dehors de toute influence socialiste ou révolutionnaire.

Cependant la désintégration, la décadence de l'ancien Parti, ne cessait de s'accentuer. Il avait modifié son titre en celui de « Socialistenbond » (Fédération des Socialistes) et se déchirait en fractions antagonistes : anarchistes-communistes, communistes-libertaires, communistes anti-parlementaires, anarchistes individualistes, etc. De 96 sections qu'il avait en 1893, il tombait à 48 en 1895, 40 en 1897. Et ainsi que l'écrit Vliegen, à tous les congrès, « l'action politique, tuée en 1893, revenait avec la ténacité d'un cadavre récalcitrant et absorbait la plus grande partie des débats ». On essayait d'apporter quelques tempéraments à la résolution de Groningue et, en 1895, on proclamait que « le Parti et les sections du Parti ne participent pas aux élections, mais *les membres sont libres d'y participer individuellement* ». Et comme on sentait que la classe ouvrière ne voulait pas renoncer à l'exercice de sa force politique, on pouvait lire dans le *Recht voor Allen*, lors des élections de 1897, ces étranges conseils : « Si vous voulez avoir des améliorations dans votre sort par des lois

protectrices, *votez pour les radicaux qui auront plus d'influence au Parlement que les social-démocrates* ».

Mais cette attitude était intenable. Bientôt Domela voulut obtenir du « Socialistenbond » qu'il se déclara nettement antiparlementaire. La majorité s'y étant refusée, il se retirait et constituait avec ses fidèles des « sociétés de socialistes libres ». Quelques mois après le « Socialistenbond », ou du moins ce qui restait de ses groupes, décidait de rentrer dans le giron du Parti Ouvrier Social-Démocrate, avec lequel il prononçait sa fusion le 24 juin 1898.

Dorénavant celui-ci devient de plus en plus la seule représentation authentique du socialisme hollandais sur le terrain politique, comme seul inspirateur théorique de la majorité de ses groupements économiques. L'action et le rôle de Domela et de son groupe deviennent insignifiants. Le plus distingué et le plus actif de ses militants, Cornelissen, sentant la partie perdue, vient résider en France, où il deviendra l'un des inspirateurs de notre syndicalisme antiparlementaire et où il est demeuré son seul lien avec les quelques petits groupements syndicaux anarchisants de l'étranger qui échappent à l'action de l'Internationale socialiste et syndicale.

Bientôt les plus importants, les plus riches syndicats, et notamment le puissant syndicat des diamantaires d'Amsterdam, remplaçaient leurs « leaders » anarchisants par des militants socialistes et entre le Parti et les Syndicats la paix se faisait, la tendance syndicaliste antiparlementaire n'étant bientôt plus représentée, en dehors des ouvriers des ports, que par quelques petites organisations sans importance, groupés autour du « Secrétariat national du Travail ».

Graduellement les forces du Parti grandissaient et en même temps son action sur la vie nationale. En 1897, il avait fait pénétrer pour la première fois dans le Parlement, ses deux militants les plus qualifiés, Troelstra et Van Kol, et peu après il gagnait un troisième siège. En même temps, il poursuivait une vigoureuse campagne en faveur du suffrage universel. Il avait réuni 11,000 voix dans les 29 circonscriptions sur 100,

où il avait engagé la lutte. En 1902, il obtient 38,278 voix et conquerrait 7 sièges. Dorénavant sa croissance ne cessera plus, malgré le système électoral réactionnaire qu'il subit. Depuis 1900, il avait un organe *Het Volk* (le Peuple) devenu quotidien depuis 1902, grâce à l'appui financier de la Social-Democratie allemande.

Une seule ombre existe au tableau brillant que nous offre la croissance de l'idée socialiste dans ce pays si intéressant à tant d'égard et qui a donné à l'Art humain ces admirables génies, dont le plus grand est l'incomparable Rembrandt. Au sein du Parti, des controverses mettaient assez fortement aux prises les « révolutionnaires » et les revisionnistes ». Une fraction marxiste considérait comme revisionnistes les fondateurs même de l'organisation : Troelstra, Van Kol, Vliegen. Elle était principalement représentée par Henriette Roland Holst, Wibaut, Polak, Mendels, Gorter. Elle publiait un organe hebdomadaire la *Tribune*, dans lequel la tactique du groupe parlementaire était souvent l'objet d'assez vives critiques. La majorité du Parti et ses leaders, en conçurent quelque ressentiment et le Congrès de Deventer, en 1908, décida que les militants de la *Tribune* seraient invités à supprimer cet organe, faute de quoi ses trois rédacteurs seraient exclus du Parti. A la suite de cette mesure, peut-être quelque peu brutale et autoritaire, une partie des éléments de la gauche faisait scission et constituait, en mars 1910, un « Parti Social-Démocrate », qui ne comprenait d'ailleurs que 9 sections avec 387 membres et qui, à l'heure actuelle, ne comprend encore guère que 500 membres. Des interventions dans la lutte électorale ont d'ailleurs montré que son action sur le prolétariat néerlandais était très faible puisqu'il a recueilli en tout moins d'un millier de voix.

Le Bureau Socialiste International s'emploie activement pour faire cesser cette scission déplorable — encore que peu importante — et il faut espérer que ses efforts aboutiront bientôt à rétablir complètement l'unité en Hollande, en faisant rentrer les dissidents « marxistes » dans le sein du

Parti. Celui-ci n'a d'ailleurs jamais cessé de se proclamer lui-même marxiste et a toujours conservé parmi ses adhérents des militants importants de la « gauche », tels que Wibaut, Polak, Roland Holst.

II. — L'Organisation du Parti ouvrier social-démocrate.

Le Parti Ouvrier Social-Démocrate place à sa base ses sections constituées dans chaque cité, ou dans les différents quartiers des grandes villes. A sa tête se trouve un *Comité exécutif* composé de sept membres, quatre élus par le Congrès et trois choisis dans une section désignée par le Congrès. Le Parti a la personnalité civile. La progression de ses forces a été ininterrompue depuis le jour où il fut constitué en 1894 par les douze membres de la section d'Amsterdam de l'ancien *Bond*, qui refusèrent de suivre Domela Nieuwenhuis dans sa déviation anarchiste.

La statistique suivante montre ses progrès depuis sa fondation :

Au début de	1894	il avait.	12	membres
—	1895	—	700	—
—	1897	—	1.900	—
—	1900	—	4.000	—
—	1903	—	5.600	—
—	1906	—	7.471	—
—	1909	—	9.504	—
—	1912	—	14.400	—

Le Parti possède une *presse* active, son principal organe *Het Volk*, qui paraît à Amsterdam, est quotidien. Ses progrès actuels sont rapides, puisque depuis un an, il a gagné 5.000 abonnés, ce qui porte son tirage à 20,000. Le léger déficit qui subsiste encore est couvert par les bénéfices de son imprimerie « Vooruitgang ». Il publie tous les dimanches un supplément illustré.

En outre, le Parti possède 14 hebdomadaires provincieux, deux périodiques bi-mensuels et cinq mensuels.

Les *élus* du Parti aux Etats-Généraux ou Parlement néerlandais sont au nombre de sept, nombre de sièges qu'il avait atteint dès 1901 et qu'il n'a pu dépasser depuis, quoique il ait plus que doublé le chiffre de ses voix, ainsi que le montre la statistique suivante :

En 1897 le Parti réunissait	. . . . .	11.000	voix
— 1901	—	36.279	—
— 1905	—	65.743	—
— 1911	—	82.494	—

De ces sept élus, les plus connus et les plus éminents sont les citoyens Troelstra, Vliegen et Schaper. Van Kol qui fut longtemps avec Troelstra le militant le plus autorisé du socialisme hollandais, a perdu son siège aux élections de 1911.

Le système électoral hollandais est demeuré jusqu'ici très retardataire et on estime que dans les grandes villes 75 o/o des ouvriers sont privés du droit de vote. Il faut, en effet, payer des contributions directes, qui varient de 20 à 60 florins (42 fr. 40 à 147 fr. 20) pour avoir le droit de suffrage. D'autre part les éléments ruraux sont très favorisés au détriment des centres industriels. Tandis qu'en effet, dans les villes de plus de 100,000 habitants, 58 o/o seulement des citoyens âgés de plus de 25 ans ont le droit de vote, dans les localités de moins de 5,000 habitants la proportion des électeurs est de 67 o/o.

Aussi les socialistes poursuivent-ils une active propagande en faveur du *suffrage universel* pour les deux sexes. Depuis plusieurs années, le Parti organise, au mois de septembre, pour le jour où la reine vient solennellement ouvrir le Parlement, à La Haye, de grandes démonstrations populaires pour la réforme électorale. C'est le *Mardi rouge* (la rentrée du Parlement a toujours lieu un mardi). En 1911, on estimait à 20.000 le nombre des manifestants qui y prenaient part, et, en septembre 1912, malgré le refus des autorités de

P. TROELSTRA.

permettre la démonstration, 30.000 personnes, hommes et femmes, y participaient, dont beaucoup étaient venus de loin, en chemin de fer, et, malgré les charges de police et de la cavalerie, ils venaient en masses compactes, clamer leur revendication jusque sous les murs du Palais législatif.

En même temps, le Parti organisait un vaste pétitionnement, qui ne recueillait pas moins de 312.000 signatures, dont celles de 114.000 femmes.

Tout permet d'espérer que le succès couronnera bientôt ces efforts tenaces du socialisme hollandais. La conquête du suffrage universel aura le double résultat de donner au Parti une importante représentation aux Etats-Généraux et d'intéresser définitivement à l'action politique la partie des masses ouvrières dont l'antiparlementarisme avait pour cause, dans une large mesure, le caractère ploutocratique du Parlement et les difficultés extrêmes que le prolétariat éprouvait à y pénétrer. Dès maintenant, malgré les difficultés qu'il rencontre, le Parti joue un rôle important au Parlement. Son leader, Troelstra, orateur puissant et incisif, remarquable agitateur et tacticien consommé, est très estimé de ses adversaires même les plus acharnés, et possède dans l'opinion générale du pays un réel crédit. C'est un des militants les plus écoutés des Congrès internationaux. Van Kol, tant qu'il fut à la Chambre, intervint avec éclat dans les questions coloniales, d'une grande importance dans cette petite nation de 6 millions d'habitants, dont les seules possessions des Indes battaves, ont 30 millions d'âmes. Sous son inspiration, le Parti avait formulé tout un programme de protection des indigènes.

Dans les *municipalités*, encore que le mode d'élection soit loin d'être parfait, les socialistes ont cependant remporté une série de victoires importantes, notamment au Conseil municipal d'Amsterdam, « la Venise du Nord », cette grande cité de 600.000 habitants, si vivante et si pittoresque, qui est la capitale réelle, sinon officielle des Pays-Bas. Le Parti y obtenait un premier siège en 1902 ; il en a

depuis conquis plusieurs autres et possède des élus dans quatre districts sur neuf et on peut envisager le jour, prochain peut-être, où la majorité du Conseil sera aux mains des Social-Démocrates.

III. — Les syndicats et le Parti.

Nous avons exposé comment, sous l'influence de Domela Nieuwenhuis et ses amis, le mouvement syndical hollandais avait été, à un moment, entièrement aux mains des anarchistes. C'est ainsi qu'au Congrès de Londres, en 1896, Domela et Cornelissen pouvaient proclamer en se retirant de de Queen's Hall, qu'ils entraînaient avec eux toute l'organisation économique du prolétariat de leur pays.

Cette situation se prolongea assez longtemps. D'un côté se trouvait le Parti et de l'autre le « National Arbeidsecretariat » (Secrétariat national du Travail), animé de sentiments très hostiles à l'action politique. Bientôt, cependant, des syndicats importants, comme ceux des diamantaires, dirigé par Polak, des chemins de fer, dirigé par Oudegeest, échappaient entièrement à l'influence anarchiste.

Graduellement l'influence du « Secrétariat » diminuait, tandis que croissait celle de la « Commission générale des Syndicats », constituée en 1906, par les organisations résolues à marcher parallèlement et harmonieusement avec le Parti, et à le reconnaître comme le représentant des travailleurs dans le domaine politique. Oudegeest en est le secrétaire général. Aujourd'hui le vieux mouvement anarchisant du « Secrétariat » ne comprend plus que 6 ou 7.000 syndiqués, tandis que la « Commission générale » des syndicats socialistes en comprend maintenant près de 60.000. Ses progrès ont été particulièrement grands depuis deux ans. Au reste, voici la statistique de ses forces publiée par son secrétariat au début de 1912 :

SYNDICATS	Nombre le 1er janvier 1910	1912
Fonctionnaires		368
Assistants pharmaciens		250
Boulangers	1.500	1.827
Ouvriers du bâtiment (maçons et aide-maçons)	1.900	1.643
Diamantaires	8.628	9.775
Distillateurs	960	1.007
Ouvriers de fabriques	580	418
Ouvriers de communes	4.055	4.950
Verriers et faïenciers	1.047	941
Employés de commerce et de bureaux	972	1.355
Ouvriers des ports	298	1.285
Garçons de café et d'hôtels		901
Tailleurs et tailleuses	797	1.471
Tonneliers		182
Ouvriers agricoles	812	1.130
Lithographes	307	423
Ouvriers en plomb et zinc	320	375
Machinistes et chauffeurs	686	1.077
Métallurgistes	2.174	3.218
Ébénistes	1.118	1.469
Mineurs	483	705
Surveillants et dessinateurs en bâtiments	343	409
Postiers (facteurs)		647
Peintres	1.614	1.911
Cigariers	3.298	3.508
Personnel des chemins de fer	2.715	2.701
Tailleurs de pierre	160	165
Stucateurs	503	604
Ouvriers textiles	1.750	2.250
Charpentiers	2.625	3.620
Ouvriers du transport	591	975
Marins		675
Total	40.028	52.235

En dehors de ces syndicats, il y en a encore qui se placent pratiquement sur le même terrain, mais qui, parce qu'ils contiennent des éléments anarchistes ou libéraux, par souci d'unité, ne s'affilient pas à la Commission générale. Par exemple, les typographes, une organisation de 3.600 membres.

Etant donné que depuis le 1er janvier 1912, le nombre des membres adhérents à la Commission générale a dépassé les 55.000, on peut donc dire qu'il y a maintenant environ 60,000 ouvriers hollandais organisés dans des syndicats pénétrés dans la méthode de l'Internationale socialiste et syndicale.

Aujourd'hui, la « Commission générale » est d'ailleurs seule reconnue par le Bureau Syndical International de Berlin comme la « Centrale syndicale » de Hollande.

Le mouvement *coopératif* hollandais est assez important. Il comprend 31 Sociétés avec un chiffre total de 128.000 coopérateurs. Un assez grand nombre de coopératives hollandaises versent une partie de leur trop-perçu au Parti ou aux Syndicats.

CHAPITRE V

LE SOCIALISME LUXEMBOURGEOIS

I. — Le milieu.

Le grand duché de Luxembourg a 2.000 kilomètres carrés. Ce tout petit Etat, peuplé de 250.000 habitants seulement, comprend deux parties : une région agricole formant les neuf dixièmes du territoire et une partie industrielle, constituée au Sud par une bande étroite d'à peine quelques kilomètres de largeur, d'une vingtaine de kilomètres de longueur, qui ne s'arrête pas aux frontières belge, française et allemande et qui constitue une des agglomérations industrielles les plus denses de l'Europe. Elle comprend les usines de Villerupt, Hussigny, Longwy en France ; de Hayange, Rombach, Aunetz, Ottange et autres en Lorraine allemande, d'Arthus, de Halanzy en Belgique ; de Dudelange, Rumelange, Esch, Diffierdange, Rodange dans le grand duché.

Au total, près de 200.000 travailleurs sont probablement employés sur cette étroite bande de territoire, répartis sur quatre Etats. Cette vaste agglomération ouvrière est une des moins organisées de l'Europe ; le principal obstacle à son groupement provenant d'ailleurs des nationalités différentes dont elle se compose : Allemands, Français, Belges, Luxembourgeois et Italiens se coudoient dans les mêmes usines, dans les mêmes chantiers, travaillent et peinent ensemble dans les immenses hauts fourneaux et autres usines métallurgiques, mais vivent dans l'isolement le plus complet — en frères ennemis plutôt qu'en compagnons de travail et de lutte (1).

(1) Voir le rapport sur le Mouvement Ouvrier et Socialiste, dans le Grand Duché du Luxembourg, présenté au Congrès d'Amsterdam, pages 134 à 141.

Les efforts d'organisation faits jusqu'ici ont été peu nombreux et peu soutenus. Le citoyen Morgari, l'entreprenant élu socialiste italien, vint, il y a dix ans, faire une tournée de propagande parmi les nombreux Italiens de la région. A Longwy, ce fut le docteur Cavalazzi, expulsé par nos gouvernants. Ce fut tout.

Dr. M. Welter
Député de Luxembourg
(Photo Berntrœft, Luxembourg)

Politiquement, le Grand Duché est une monarchie constitutionnelle, ayant un Parlement unique, une Chambre des députés comprenant 53 membres, élus d'après un système modérément censitaire — il faut payer 10 francs de contributions directes. C'est dire que la majorité des prolétaires, même des luxembourgeois, ne peuvent exercer leur pouvoir politique.

II. — Le mouvement socialiste.

Le mouvement ouvrier et socialiste dans le Luxembourg date à proprement parler de ces dix à douze dernières années. Il y avait bien eu auparavant quelques députés élus avec un programme vaguement socialiste, et un Parti ouvrier Social-Démocrate fondé en 1896. C'est en 1902 que fut définitivement constitué ce Parti, principalement grâce à la propagande et aux efforts du Dr Welter qui venait d'être élu député par le canton industriel d'Esch-sur-Alzette.

Le Parti comprend environ un millier de membres. Il possède un journal hebdomadaire publié à Luxembourg. Sous

ses auspices, divers syndicats et coopératives ont été fondés. Il a actuellement 7 élus — sur 53 — à la Chambre des députés. Le plus connu est le Dr Welter qui est le représentant du Parti au Bureau Socialiste International.

Les socialistes luxembourgeois mènent une campagne active en faveur du suffrage universel. Leurs élus à la Chambre peuvent jouer le rôle d'arbitre entre les deux partis bourgeois du pays, les libéraux au nombre de 25 et les cléricaux catholiques au nombre de 21 — avec leurs 7 mandats.

Le mouvement socialiste du Luxembourg qui est encore très faible, aurait besoin de recevoir un appui plus soutenu des trois grands partis socialistes d'Allemagne, de France et de Belgique, qui l'entourent et qui ont tous un grand intérêt à ce que la propagande et l'organisation politique et syndicale soient poursuivies dans cette région où vit une classe ouvrière horriblement exploitée et complètement inconsciente. Seule l'Internationale peut, par dessus les différences de races et de nationalités, réaliser l'unité de ces prolétaires, tous victimes de la même exploitation et leur donner la conscience de leurs intérêts communs.

CHAPITRE VI

LE SOCIALISME SUISSE

I. — Le milieu politique et social.

Le mouvement socialiste s'est développé en Suisse dans des conditions politiques et économiques particulières.

Le milieu suisse fut longtemps essentiellement rural, constitué par une communauté de petite bourgeoisie paysanne et commerçante ayant atteint un haut développement politique et réalisé la plus ancienne des démocraties et des républiques existant actuellement dans le monde. Depuis le Moyen-Age, la Suisse n'a, en effet, jamais connu que la forme républicaine, dans ses libres cantons fédérés. Aujourd'hui, au point de vue économique, une importante évolution s'est produite, depuis un quart de siècle surtout ; la grande industrie s'est largement développée dans la Suisse allemande et en particulier dans les cantons de Bâle, Zurich, Berne, et à un moindre degré dans la Suisse française, dans les cantons de Genève et Neuchatel.

Politiquement, la Confédération helvétique jouit des institutions les plus libres. Non seulement le pays possède le suffrage universel, avec un système largement fédéraliste qui assure à chacun des 22 cantons une grande autonomie, mais sa constitution comprend le droit d'*initiative populaire*, en vertu duquel il suffit que 50,000 citoyens le demandent par un pétitionnement pour que des modifications ou de nouveaux articles de la Constitution soient soumis au suffrage populaire. De même, le *referendum* permet de soumettre à la sanction du corps électoral toute loi votée par le Conseil National ou Parlement central de la Confédération, siégeant

à Berne — et à côté duquel existent dans chaque canton un Parlement local — pourvu que 30,000 citoyens réclament ce referendum.

Ces institutions de la « pure démocratie politique », dont Rittinghausen, le théoricien de la « législation directe par le peuple », fut le premier propagandiste, n'ont d'ailleurs pas donné, du point de vue social, des résultats sans mélange. Dans un pays où la majorité de la population, malgré le développement industriel intense de certaines régions, est encore composée en majorité de petits paysans propriétaires et de la classe nombreuse et assez conservatrice qui vit de l'industrie hôtelière » — si importante dans cette terre idéale du tourisme — des majorités se sont fréquemment affirmées pour repousser les projets de législation inspirés des principes socialistes et pour voter des mesures douanières, violemment combattues par la population ouvrière des grands centres, mais réclamées par les agrariens.

Il en est de même de l'organisation militaire des *milices*, si fréquemment citée par les socialistes de France et d'Allemagne, comme l'organisation militaire idéale d'une démocratie. Elle présente certes d'énormes avantages sur les armées encasernées des grandes Puissances, mais composée en majorité de paysans individualistes, très hostiles aux revendications ouvrières, on a vu fréquemment en cas de grève, cette « armée citoyenne » réprimer les mouvements ouvriers avec une rigueur digne des armées professionnelles permanentes elles-mêmes.

II. — Historique du mouvement.

La plus ancienne organisation politique ouvrière est le « Grutli Verein », (l'Union du Grutli), qui fut fondé dès 1838 et dont les membres se recrutaient parmi les éléments ouvriers et des petits artisans, inspirés de principes radicaux et progressistes, mais qui graduellement évoluèrent vers le

socialisme. Dès 1878, elle acceptait en principe le programme socialiste. En 1893, elle plaçait en tête de ses statuts cette affirmation que son but était « le développement des progrès politiques et sociaux sur la base de la Social-Démocratie ». En 1901, enfin, cette importante association votait sa fusion avec le PARTI DÉMOCRATE SOCIALISTE SUISSE qui avait été fondé en 1888 et ne comptait jusque-là que de petits groupements.

Le Parti, à partir de cette époque, devient une force considérable et intervient activement dans les principales batailles politiques. Il organise le pétitionnement pour soumettre au referendum populaire une série de lois réactionnaires : c'est ainsi qu'en 1903 il parvenait à faire repousser par 256,000 voix contre 155,000 la loi de la « muselière » par laquelle les gouvernants prétendaient limiter le droit de critique de la presse dans les questions militaires. Peu après, il parvenait, d'accord avec les partis d'opposition de gauche, à faire rejeter par 290,000 voix contre 92,000, une proposition tendant à baser la représentation au Conseil National, non sur le chiffre total des habitants, mais sur le nombre d'habitants de nationalité.

En 1906, d'accord avec la puissante Union des Coopératives de consommation, le Parti suscita un referendum contre les tarifs douaniers. Ils obtinrent un nombre de voix considérable, mais furent néanmoins battus.

Aux élections de 1902, le Parti avait obtenu environ 55,000 voix et conquis 7 sièges pour le Conseil National. Aux élections de 1905, il obtenait 70,000 voix, mais seulement 6 élus, dont, par une manœuvre cynique, la majorité bourgeoise invalidait 4, sous prétexte qu'ils n'avaient pas le droit de dire qu' « ils représentaient exclusivement la classe ouvrière ». Dans 24 circonscriptions électorales, sur 49, le Parti avait engagé la lutte, réalisant des progrès particulièrement sensibles à Zurich, Winthertür, Bâle.

Aux élections de 1908, les socialistes reconquéraient 7 siè-

ges et leur succès était particulièrement éclatant aux élections de 1911, où ils en obtenaient plus du double de sièges avec plus de 120,000 voix.

III. — L'Organisation du Parti

D'après ses statuts établis en 1901, le PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE SUISSE se compose : 1° de l'*Union du Grutli;* 2° des *Fédérations ouvrières cantonales;* 3° des *Unions ouvrières et des sociétés locales,* en tant qu'elles n'appartiennent pas déjà à une fédération cantonale; 4° de *Sociétés isolées* à condition qu'il n'existe pas dans le canton où elles se trouvent une section locale du Parti. Celui-ci a actuellement environ 23,000 membres.

Les fédérations cantonales s'étendent sur presque tous les cantons. Le Parti a à sa tête un secrétariat national qui fait une active propagande malgré les difficultés de la division linguistique de la Suisse allemande, française et italienne. La PRESSE du Parti comprend 6 *quotidiens,* dont 5 en langue allemande et un de langue française à la Chaux-de-Fonds; 2 tri-hebdomadaires et 5 bi-hebdomadaires. Il y a en outre 24 journaux corporatifs hebdomadaires.

L'ORGANISATION SYNDICALE, concentrée dans la *Fédération suisse des Syndicats professionnels,* compte actuellement environ 70,000 syndiqués, auxquels il faut ajouter environ 35,000 syndiqués non confédérés. Elle comprend 20 fédérations de métiers ou d'industrie qui encaissaient, en 1911, 1,900,000 francs et en dépensaient 1,700,000.

Les progrès de la Fédération formée en 1882, qui comptait alors seulement 450 membres, qui en avait 5,300 en 1888, 9,500 en 1893, 27,000 en 1903, 50,000 en 1907, ont été, comme on le voit, constants et particulièrement importants dans ces dernières années. Sous l'influence de leur secrétaire général qui est d'ailleurs en même temps le vétéran et le militant le plus influent et le plus respecté du Parti socialiste, Herman Greulich, les Syndicats suisses ont proclamé leur

neutralité sur le terrain politique et religieux, tout en étant en fait dirigé par des militants socialistes. Dans la Suisse française, particulièrement à Genève et à Lausanne, où se trouve un grand nombre d'ouvriers étrangers non électeurs, il existe un petit mouvement inspiré des conceptions du syndicalisme anarchisant français, mais dont l'influence et l'action sont d'ailleurs des plus minimes.

Les Syndicats et le Parti organisent ensemble la fête du Premier Mai qui, chaque année, revêt un caractère plus imposant, célébrée dans des centaines de localités par des démonstrations, le chômage et des meetings.

L'organisation de la COOPÉRATION suisse est, proportionnellement à la population, une des plus fortes du monde, presque aussi forte que celle de l'Angleterre et de l'Ecosse. Elle comprend plus de 150,000 membres dans le « Kounsumverband ». Son Magasin de Gros a fait un chiffre d'affaires de 32,000,000 de francs pour l'année 1911.

La plus importante de ces coopératives est la magnifique *Société générale de Consommation de Bâle*, qui englobe la presque unanimité de la population de la cité, puisqu'elle compte 32,000 sociétaires, dont 5,000 habitant les communes suburbaines du canton et des villages voisins d'Alsace et du Grand Duché de Bade, et à Bâle 27,500 sociétaires. N'admettant qu'un sociétaire par ménage, la Coopérative, dans une ville où on compte en tout 29,000 ménages, n'en voit par conséquent que 1,500 échapper à son action. C'est la plus forte proportion de coopérateurs qui ait jamais été atteinte dans le monde entier.

« Elle forme plus que partout ailleurs un Etat dans l'Etat, ou mieux une municipalité économique se développant librement à côté de la municipalité politique, acceptée et respectée par cette dernière, les électeurs de l'une étant les mêmes, ou à peu près, que ceux de l'autre » (1).

---

1) H. PRONIER dans l'*Almanach de la Confédération Coopérative*, p. 213.

IV. — Les forces politiques du Parti.

La force représentative politique du Socialisme suisse se manifeste sous une triple forme : au *Conseil National* ou Parlement central, dans les *Grands Conseils* ou parlements locaux de 18 cantons sur 27, enfin dans les *municipalités* de nombreuses cités.

H. Greulich
Doyen et fondateur du Parti Socialiste Suisse

Au Conseil National, les élus socialistes sont actuellement au nombre de 15 sur 189 députés (1 par 20,000 habitants) que comprend l'assemblée. Les plus connus de ces militants sont le vétéran Herman Greulich, secrétaire ouvrier, député de Zurich ; Muller, député de Bâle ; Jean Sigg, secrétaire ouvrier roman, député de Genève, organisateur habile et propagandiste vigoureux : Naine, député de la Chaux-de-Fonds, dans le canton de Neuchatel, connu par ses ardentes campagnes antimilitaristes.

L'activité parlementaire des élus socialistes, notamment au point de vue de la législation ouvrière et dans la préparation de la législation des assurances sociales, a été très grande.

Mais ainsi que l'écrivait le secrétaire du Parti, dès 1904, dans son rapport au Congrès d'Amsterdam, on se tromperait si on croyait que la classe ouvrière de Suisse ne participe aux

travaux parlementaires que dans le parlement central. « Une grande partie de notre vie parlementaire se passe dans les 25 cantons » (1).

La plupart des députés socialistes au Conseil National sont d'ailleurs en même temps députés aux Grands Conseils des cantons.

Jean Sigg
Député de Genève
Secrétaire ouvrier pour la Suisse française

Leur plus forte représentation est dans le Grand Conseil du canton de Bâle où il y a 43 socialistes sur 130 députés; puis de Zurich où ils sont 43 sur 243; de Soleure, 23 sur 125; de Neuchatel, 22 sur 110; de Schaffouse, 10 sur 86; de Genève, 11 sur 100; de Berne, 14 sur 235; de Thurgovie, 10 sur 122; de Vaud, 10 sur 236.

Au total, les socialistes ont 212 députés dans les différents grands conseils sur 2,907 membres qu'ils comptent.

Dans un certain nombre de cantons, notamment à Zurich et Bâle, les socialistes participent au pouvoir cantonal. A Bâle le président actuel du gouvernement cantonal est le citoyen Blocker qui, en cette qualité, reçut solennellement, en novembre 1912, les délégués du Socialisme International.

Cette participation ministérielle s'accomplissant d'ailleurs dans les conditions spéciales à la Suisse, avec l'élection directe des ministres par le peuple, a toujours eu lieu sous le contrôle du Parti. Elle a néanmoins donné lieu à de vives

(1) Rapport au Congrès d'Amsterdam, p. 481.

critiques, beaucoup de militants estimant que même dans ces conditions le socialisme, par les responsabilités qu'il était obligé d'assumer fatalement en régime bourgeois, perdait plus qu'il n'y gagnait à cette tactique. La situation des membres socialistes du gouvernement du canton de Zurich s'est trouvé à plusieurs reprises très pénible, en présence de réquisitions de troupes, décidées à propos de grève.

Dans les MUNICIPALITÉS de nombreuses communes, le Parti Social-Démocrate suisse exerce une forte influence, notamment à Bâle, à Zurich, où il a fortement contribué au développement considérable des *maisons municipales* et des remarquables travaux d'une édilité très moderne. Aux élections de juillet 1912, le Parti a remporté un succès considérable à la Chaux-de-Fonds, où il a conquis 21 sièges, contre 13 aux radicaux et 6 aux libéraux. A Berne, les socialistes possèdent également une forte représentation.

Les œuvres de municipalisation et d'une façon générale la régie directe se sont largement développées en Suisse. Contre la vie chère les municipalités, souvent d'accord avec les coopératives, ont pris des initiatives nombreuses et hardies dont nous ne trouvons d'équivalent dans aucune autre nation européenne. Achat en gros et vente de légumes et notamment de pommes de terre, de poisson de mer, de viandes congelées et de bœuf d'Argentine, en un mot la régie directe des services de denrées ont donné d'incontestables résultats et sont parvenus à réduire les prix de 29 à 50 0/0 (1).

Le souci de réalisation pratique du socialisme suisse n'étouffe pas chez lui la conscience de l'idéal. Il proclame bien haut dans son programme que « le Parti démocrate socialiste dépasse de beaucoup les limites d'un simple parti politique. Il est le porte-drapeau d'une grande lutte pour l'éducation de la classe ouvrière pour l'obtention de tous les

(1) Voir l'enquête faite par Edgard MILHAUD « sur l'Action des Communes suisses contre la cherté de la vie » dans les *Annales de la Régie directe* (février-avril 1912).

droits de l'homme et pour la participation aux conquêtes de la Civilisation.

« En communauté avec les partis socialistes de tous les pays civilisés, il combat au moyen de la lutte des classes, pour la suppression des classes et de l'antagonisme des classes, pour mettre à leur place la solidarité de tous. Par son triomphe, il supprimera les antagonismes de nationalités et établira la solidarité de tous les peuples. La Démocratie Socialiste veut délivrer les nations du fléau maudit du militarisme et des guerres. Par la suppression de la misère et de ses tourments, elle leur apporte la paix et la fraternité pour la culture collective du monde entier. »

C'est ce noble idéal du Socialisme international, pour lequel il a combattu sans relâche depuis 48 années, que les socialistes de la libre Helvétie célébraient le 9 avril dernier en la personne de leur vétéran Herman Greulich qui, après avoir été un des premiers adhérents de la vieille Internationale et avoir milité sans relâche depuis près d'un demi-siècle dans Zurich sa patrie adoptive — il est originaire de Breslau — a conservé à 70 ans toute la vigueur, l'éloquence et la flamme d'enthousiasme que les délégués de la nouvelle Internationale admiraient en lui, à Bâle, les 24 et 25 novembre 1912, et qui lui vaut de jouer dans le mouvement ouvrier et socialiste un rôle si considérable.

CHAPITRE VII

LE SOCIALISME SCANDINAVE

LE MILIEU SCANDINAVE

Dans trois pays scandinaves — Danemark, Norvège et Suède — le mouvement ouvrier et socialiste présente tellement de traits communs ; sa structure, sa mentalité, ses méthodes d'organisation et de lutte sont à tant d'égards semblables, qu'il était naturel de réunir en un même chapitre les trois monographies que nous devions lui consacrer. Nous aurions pu ajouter la Finlande, dont les organisations, très analogues, participent aux Congrès socialistes scandinaves, qui réunissent périodiquement des représentants des quatre nations. Nous avons expliqué par ailleurs pourquoi nous avions préféré la classer à part, étant donné sa situation politique spéciale, à l'intérieur de l'Empire russe, qui, de plus en plus, tend à la réduire à la commune servitude de tous ses sujets.

Des trois pays scandinaves réunis ici, deux sont vastes : la Norvège et surtout la Suède, tandis que le troisième, le Danemark, n'est guère plus grand que trois ou quatre départements français. Au total, ils ont une superficie de 814.000 kilomètres carrés, soit une fois et demie la France, mais leur population totale atteint à peine 10 millions d'habitants, dont un peu plus de la moitié en Suède seulement. C'est cependant dans ces régions septentrionales, dont le climat est souvent très rude, que, grâce à la fois à un développement économique intense, à une culture générale des habitants très supérieure à la moyenne (on n'y connaît pour ainsi dire pas d'illettrés) et à la méthode à la fois prudente et forte des militants, l'organisation socialiste et syndicale des travailleurs a atteint un degré extraordinaire de perfection — de telle

sorte que le Parti et les Syndicats, par le nombre des adhérents groupés et par le chiffre de voix réunies, y étaient, proportionnellement, plus puissants qu'en aucun pays du monde jusqu'à ces temps derniers, et ne sont aujourd'hui égalés — mais non dépassés — que par la formidable puissance de la démocratie socialiste allemande.

Analogues par certains côtés à l'Allemagne et à l'Autriche, les pays scandinaves sont, par d'autres, plus semblables à l'Angleterre — notamment par les libertés politiques dont ils jouissent et le libéralisme général des institutions et des mœurs. A cet égard cependant, le Danemark et la Norvège bénéficient d'un régime beaucoup plus démocratique que la Suède, et la lutte des classes y est beaucoup moins âpre, les conflits entre le capital et le travail beaucoup moins vastes et moins violents.

Mais tous les pays scandinaves offrent également au prolétariat universel un des exemples les plus féconds qui soient, de ce que la classe ouvrière peut obtenir par son propre effort, par la conscience de ses intérêts et l'harmonieuse utilisation de tous ses moyens d'action, par une organisation socialiste composée presque exclusivement de travailleurs manuels et cependant ouverte à toutes les bonnes volontés, — ayant déjà réalisé comme un État socialiste dans l'État bourgeois.

Section I

LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE DANOISE

I. — L'organisation du Parti.

C'est en 1866 que se constituait à Copenhague la première Section de l'Internationale. Quelques années, plus tard, l'écho des luttes héroïques du prolétariat parisien arrivait jusqu'en Danemark et c'est en 1871, pendant que la Commune tirait ses dernières cartouches sur les barricades, qu'inspiré par

son exemple, les travailleurs danois, sur la base du programme de l'Internationale, créaient leur première organisation socialiste. De cette organisation mère se formèrent, à l'intérieur de chaque métier, les Sections corporatives qui devaient constituer le fondement de ses puissants Syndicats actuels.

En 1873, la « Section danoise de l'Association internationale des Travailleurs » était dissoute par la police et ses chefs emprisonnés. Ce fut en vain : chacune des Sections corporatives se transformait en Syndicat national et en même temps, pour mener la lutte politique, les ouvriers danois créaient, en 1878, l'*Union Démocrate Socialiste*, à laquelle les syndiqués ne devaient cesser de prêter tout l'appui de leurs gros contingents, en même temps qu'ils constituaient le principal soutien de sa presse.

Mais l'union entre les Syndicats et le Parti fut dès l'origine tellement profonde que l'on a pu l'exprimer en cette heureuse formule que le « Parti était le bras politique des Syndicats et les Syndicats le bras économique du Parti ». En fait, ainsi que l'écrivait le Secrétariat dans son rapport au Congrès de Stuttgart :

> Nos organisations, tant politiques que professionnelles, constituent à titre égal la démocratie socialiste du pays et ne représentent point deux lignes divergentes. Elles forment les unes avec les autres *l'organisme intégral de la démocratie socialiste du Danemark*, ayant chacune leur tâche à accomplir dans la lutte des classes, mais *opérant toujours de concert*, dans les domaines corporatif et politique (1).

Par suite de ce caractère double du Parti, le nombre des inscrits aux organisations socialistes ne donne pas la mesure de la force effective de l'organisation du Parti, et, d'autre part, en additionnant les membres adhérents par les organisations politiques et les membres des Syndicats, on obtient

(1) Rapport au Congrès de Stuttgart dans l'*Internationale ouvrière et socialiste*. Vol. I, p. 185.

un chiffre évidemment trop élevé, puisqu'un assez grand nombre de travailleurs appartiennent également aux deux.

Quoi qu'il en soit, la SOCIAL DEMOKRATISH FORBUND (l'Union Social-Démocrate) compte 400 sections, comprenant environ 50,000 membres, dont 20,000 font partie des groupes de Copenhague seuls. D'autre part, les Syndicats comprennent environ 120,000 membres, dont le plus grand nombre adhère en même temps au Parti.

L'unité d'action entre les deux organismes prolétariens est si grande que le Parti élit deux représentants au Conseil Central de la Confédération syndicale, tandis que les Syndicats élisent deux représentants au Comité directeur du Parti. « De telle sorte, écrivait, il y a quelques années un des principaux militants danois, le citoyen Borgbjerg, député de Copenhague, que les deux organisations se tendent la main, tout en restant indépendantes l'une de l'autre en temps ordinaire ». En tenant compte des camarades inscrits soit d'une manière, soit de l'autre au Parti, celui-ci évalue à 120.000 le nombre de ses adhérents.

En même temps qu'il se créait, le Parti socialiste danois fondait à Copenhague son organe quotidien, le *Social-Demokraten*, qui, malgré d'énormes difficultés, parvint à vivre grâce aux subventions des Syndicats, dont le concours actif a permis d'édifier toute la PRESSE puissante du socialisme en Danemark. Le *Social-Demokraten*, son organe central, vend actuellement tous les jours 56.000 exemplaires. Toute une série de « rejetons » de ce grand journal (son format est supérieur à celui du *Temps*) ont vu le jour. Au total on n'en compte pas moins de treize, et, en y ajoutant comme autant de journaux leurs différentes éditions, trente-trois. Au total, les organes socialistes ont une vente de 120.000. Tous sont la propriété commune des Syndicats et du Parti.

D'autre part, le Parti a édité nombre de brochures; il a publié une traduction danoise du « Capital » de Marx. Il a créé une « bibliothèque socialiste » d'ouvrages théoriques,

paraissant de trois mois en trois mois. Il a créé une *Ecole Socialiste*, où on enseigne aux militants ouvriers l'économie sociale, l'histoire du socialisme, la législation ouvrière, la statistique, et des « Archives socialistes » rassemblant tout ce qui, en fait de littérature, imprimés, touche au mouvement politique, syndical et coopératif de la classe ouvrière.

Le secrétaire actuel du Parti est le citoyen Stauning, député de Copenhague, et le centre du Parti, Roemersgade, 22, Copenhague.

II. — La force électorale.

La Chambre des députés danoise ou FOLKETING, comprend 114 membres, élus au suffrage universel, mais seulement les hommes de plus de 30 ans ont le droit de vote, et tous ceux qui ont bénéficié de l'assistance publique en sont privés.

Depuis 1878, le Parti a participé à toutes les élections, et la montée de ses forces et l'accroissement du nombre de ses mandats a été constante, ainsi que le montre la statistique suivante :

ANNÉES	CANDIDATS	MANDATS	VOTANTS
1878	1	0	767
1881	2	0	1.689
1884	3	2	6.806
1887	4	1	8.406
1890	10	3	17.232
1892	15	2	20.094
1895	21	8	24.508
1898	23	12	31.872
1901	30	14	42.072
1903	55	16	55 593
1906	62	24	76.566
1909	73	24	93.079
1910	54	24	98.721

La grande force du socialisme danois est à Copenhague, grande et belle cité de plus d'un demi-million d'habitants, sur deux millions et demi que compte le pays. Les votants ayant été au nombre de 400.000 aux dernières élections, la proportion des voix socialistes est de vingt-cinq pour cent et le nombre de leurs élus est d'un cinquième. (Si nous avions la même force politique en France, cela donnerait 119 élus.) il faut ajouter que la population danoise est agricole et que les petits paysans propriétaires appartiennent presque tous au parti radical; d'autre part, tous les jeunes gens au-dessous de 30 ans sont privés du droit de vote, de telle sorte que l'on peut affirmer que l'immense majorité de la classe ouvrière industrielle est aujourd'hui, en Danemark, entrée dans les rangs socialistes.

Le plus grand obstacle aux réformes poursuivies par les socialistes danois se trouve dans le *Landsting* ou Sénat, composé de 66 membres, dont 12 nommés par le gouvernement, 27 élus par la Chambre et 27 par les plus gros contribuables, d'après un système assez compliqué. Dans cette Chambre du privilège, le Parti n'a que 4 représentants, et il poursuit la réforme de son système d'élection. Un projet de loi déposé, sous son impulsion, par le gouvernement et qui vient d'être voté par la Chambre lui donne à cet égard toute satisfaction. Il comporte pour le FORKETING, le suffrage universel, le suffrage universel complet, hommes et femmes de tous les adultes et la réforme radicale du mode d'élection eu LANDSTING.

L'ACTION DES ÉLUS danois s'est exercée en faveur de l'ensemble des réformes du programme minimum commun à tous les partis socialistes, et voici, d'autre part, quelques-unes des améliorations qu'il a obtenues pour le prolétariat :

Elévation des salaires des employés des P. T. T., des cheminots, des sylviculteurs de l'Etat. Facilité plus grande pour les laboureurs d'obtenir des prêts du Trésor pour acquisition de terre.

D'autre part, amendement aux lois relatives à l'assurance contre

les accidents des ouvriers agricoles et forestiers; à la protection des travailleurs venant de l'étranger, aux enfants illégitimes, aux droits de douane, et ainsi de suite.

Sur notre initiative, la question de l'éducation par l'Etat des enfants orphelins, difficiles ou négligés, fait l'objet des délibérations d'une Commission spéciale. Nous préparons, sur les questions des salles d'asile et du système d'éducation de la jeunesse, des projets de loi dont nous attendons des réformes importantes.

Il est vrai que les projets de notre fraction parlementaire ont rarement été menés à bonne fin; néanmoins, notre activité dans les deux Chambres a laissé des traces profondes. Outre les résultats déjà cités, il convient de noter :

Pension à partir de l'âge de 60 ans pour femmes et hommes en partie ou entièrement incapables de travailler. Ces pensions représentent pour l'Etat et les communes une dépense annuelle d'environ 8 millions de couronnes.

Subvention du Trésor aux Caisses d'assurance contre la maladie, dirigées par les intéressés eux-mêmes : 2 millions de couronnes par an.

Subvention du Trésor aux Caisses d'assurance contre le chômage, créées et dirigées par les Syndicats : environ 600.000 couronnes par an.

Subvention aux Caisses de secours, institution dont l'aide n'a point le caractère de l'assistance publique : 250.000 couronnes par an, outre des suppléments extraordinaires alloués ces dernières années à cause du chômage intense.

Assurance, aux frais des patrons, contre les accidents des personnes travaillant aux machines, au bâtiment, à l'agriculture, à la sylviculture, etc. (1).

Et, après avoir énuméré les efforts de ses élus, le Parti Social Démocrate danois ajoute : « Toutefois, la grande importance du mouvement politique de notre Parti n'est pas dans ces réformes, mais dans l'agitation que nous provoquons par notre critique de la société capitaliste et par l'indication que nous donnons par nos travaux de réformes sociales véritablement radicales ».

Les socialistes danois sont justement fiers de leur action courageuse en faveur du désarmement. Le projet de loi qu'ils

(1) Action et œuvre de la Démocratie socialiste du Danemarck : rapport au Congrès de Copenhague, page 8.

ont, à cet égard, déposé devant le Folketing fit sensation dans l'opinion publique.

Sur le terrain MUNICIPAL ils n'ont également rien négligé pour étendre l'influence prolétarienne :

Les conditions du droit de suffrage aux élections municipales, écrit le secrétaire du Parti, dans son rapport au Congrès de 1910, sont 25 ans d'âge accomplis et prestation d'impôt sur le revenu. Le minimum de revenu contributif est, à Copenhague, de 800 couronnes. Les femmes ont également droit de vote et sont éligibles; les femmes mariées sont considérées comme contribuables si leur mari l'est.

Jusqu'en 1909, le cens contributif était de 1.000 couronnes et les femmes n'avaient point voix élective.

L'Administration municipale de Copenhague comprend deux parties, c'est-à-dire le Conseil municipal et le corps des officiers municipaux, lequel est appelé « Magistrat ». Le premier se compose de 42 membres, qui sont élus au prorata.

Le second compte 9 membres, savoir : le premier président, nommé par le Gouvernement; 4 bourgmestres, élus à vie par le Conseil municipal, et 4 conseillers, élus également par le Conseil pour une période de six ans.

Aux élections de 1909 nous avons réussi, à Copenhague, à placer 20 des nôtres (17 hommes et 3 femmes) dans le Conseil municipal au moyen de 44.849 votes sur une totalité de 95.329. La présidence de ce Conseil appartient à notre Parti, de même que 2 bourgmestres et 1 conseiller au Magistrat.

En province, les démocrates socialistes ont fait passer environ 300 de leurs candidats des cités et au moins le nombre double dans les communes rurales.

Si l'on ajoute à ces chiffres celui de nos scrutateurs communaux, le nombre des représentants de la démocratie socialiste monte à environ 1,000. Pour comparer, il y a lieu de noter qu'en 1905 nous n'avions que 94 représentants communaux, en 1907 seulement 374, et aujourd'hui donc environ 1,000. Il faut encore ajouter quelque 200 membres des Commissions de détermination des contributions directes, et un nombre considérable de membres des Comités exécutifs des Caisses de secours, lesquelles, sans que cela entraîne les conséquences restrictives de l'Assistance publique ordinaire, viennent en aide aux besogneux qui sont présumés ne devoir pas à la longue recourir aux fonds publics. Les fonds de ces Caisses proviennent de l'Etat et des communes.

L'action socialiste dans les municipalités s'est affirmée dans tous les domaines d'assistance, d'enseignement, d'amélioration des conditions de travail des ouvriers municipaux, de municipalisation du gaz, de l'électricité, des abattoirs. Les résultats sont déjà très visibles, notamment dans la classe ouvrière de Copenhague, qui a atteint un degré de bien-être remarquable, et dont le niveau matériel et moral nouveau a déjà profondément modifié la mentalité. Il n'est pas un délégué ayant assisté au Congrès international de 1910, qui n'en ait remporté la profonde impression.

Nous avons déjà indiqué la force du mouvement SYNDICAL. Son organisme central est *De Samvirkende Fagforbund* (la Fédération générale des métiers ou Confédération corporative), qui comprend 53 fédérations, comptant 1.241 sections et un total de 98.643 membres. En dehors de cette Centrale, se trouvent 10 fédérations, comprenant 21.000 membres. La force totale des Syndicats danois est donc de 120.000 membres, ce qui représente certainement une proportion d'au moins 70 à 80 o/o de syndiqués.

La force financière des Syndicats n'est pas moins grande. Ils possèdent en dépôt près de 3 millions de couronnes, soit près de 4 millions et demi de francs.

Le mouvement COOPÉRATIF a un caractère double. D'une part, ce sont les nombreuses et très puissantes Coopératives agricoles de production de beurre, les laiteries et abattoirs, fondées par les paysans, et dont le succès économique a été énorme, mais qui ont été constituées en dehors du mouvement socialiste. D'autre part, ce sont les Coopératives de consommation ouvrières, créées par le Parti et les Syndicats. Les plus importantes sont, à Copenhague, la boulangerie, représentant une valeur de 800,000 francs, la brasserie, dont les constructions et les machines représentent une valeur de plus de 2.000.000 de francs.

Dans la pleine acceptation du terme, le socialisme danois est un parti de classe. L'immense masse de ses adhérents sont

des prolétaires, syndiqués, groupés, coopérateurs, lecteurs des journaux socialistes. Presque tous ses principaux militants, les Knudsen — récemment enlevé à l'affection de tous — les Stauning, les Jensen, les Olsen, sont d'anciens ouvriers, secrétaires de Syndicats en même temps que députés. C'est à peine s'il compte parmi ses 24 élus parlementaires, deux ou trois «intellectuels », qui sont, il est vrai, parmi ses plus brillants représentants, Gustave Bang et Borgbjerg. Au dernier Congrès de l'Internationale, la masse de ses délégués étaient des mécaniciens, des électriciens, des mouleurs, des céramistes, des typographes, des ébénistes, des ouvriers du bâtiment, du textile. Et son secrétaire, Stauning, pouvait terminer son rapport au Congrès de l'Internationale par ces fières paroles :

Le mouvement socialiste du Danemark repose sur la lutte des classes. Nous nous sommes toujours efforcés d'être en concordance avec la démocratie socialiste internationale, et notre Parti tire son origine des grands souffles révolutionnaires de l'Europe. Nous avons la satisfaction d'en pouvoir vérifier l'unité; notre presse et nos organisations appartiennent toutes à la démocratie socialiste, et nos différentes Sections marchent toutes vers le même but: la sublime idée du socialisme nous guide dans toutes nos entreprises, et c'est à l'unisson que nous nous acheminons vers notre commun et lumineux but.

Je termine le présent rapport en constatant qu'il *ne se produit en Danemark qu'un seul et unique mouvement ouvrier, qui est socialiste*, et prononce le vœu que, par notre coopération avec le prolétariat socialiste organisé des autres pays, nous réussissions à contribuer au remplacement du capitalisme par un ordre social reposant véritablement sur la liberté, l'égalité et la fraternité.

Section II

LE SOCIALISME EN NORVÈGE

I. — Historique du Parti Ouvrier.

Les progrès accomplis par le mouvement socialiste en Norvège sont d'autant plus remarquables que c'est la moins industrielle des trois nations scandinaves, et que l'idée n'y a pas rencontré un milieu aussi favorable à son action qu'en Danemark ou en Suède. Les Norvégiens, qui sont de la même race que les Danois et parlent à peu près la même langue (longtemps les deux pays furent unis), sont surtout des agriculteurs. La principale richesse consiste dans d'immenses forêts, qui fournissent du bois à toute l'Europe. D'importantes industries se sont créées pour son utilisation. D'autre part, la Norvège est le plus profondément démocratique des peuples scandinaves; ses habitants ont le caractère libre et fier qu'on voit si bien se manifester chez les héros de ses grands dramaturges: Ibsen et Bjœrnson. A cet égard, le socialisme répond à toutes les aspirations de la race.

L'ancêtre du mouvement, Markus Thrane, qui avait été en contact avec les socialistes de l'étranger, commençait, dès 1848, une propagande qui fut arrêtée par la persécution, mais qui laissa des traces. C'est en 1885 que les premières organisations socialistes étaient constituées dans la capitale, à Christiania, et, quelque temps après, à Bergen. Deux ans après, le Parti Ouvrier Norvégien était fondé. Ses débuts furent pénibles et lents. En 1892 il ne comptait encore que 3,000 membres. Graduellement, cependant, sa force grandissait.

En 1903, pour la première fois, il envoyait 4 de ses élus au Shorting ou Chambre des députés, et faisait, pour la première fois, entendre sa voix sur la scène politique.

En 1905, le conflit latent entre la Suède et la Norvège, alors unies comme l'Autriche et la Hongrie, par un souverain commun, le roi de Suède, prenait une forme aiguë. La bourgeoisie norvégienne ne voulait plus être sacrifiée par la bureaucratie suédoise. Les socialistes, eux, réclamaient depuis longtemps la rupture pour soustraire leur pays à l'influence de la noblesse et de la haute bourgeoisie militariste suédoises. En même temps, ils affirmaient leurs sympathies pour le prolétariat suédois, qui, ainsi qu'on le verra, aida de tout son pouvoir les Norvégiens dans leur effort de libération qui, d'ailleurs, réussit complètement, par suite du mouvement unanime de la population.

Mais alors se posa la question de la forme de gouvernement qu'adopterait le nouvel Etat indépendant. Pour des raisons de « haute politique étrangère », les bourgeois démocrates et radicaux se déclarèrent partisans du maintien de la monarchie, avec le minimum de pouvoir pour le monarque, et offrirent le trône de Norvège à un prince danois. Cependant, la question fut soumise à un plébiscite de la nation. Seuls les socialistes menèrent énergiquement campagne pour la République, et leur propagande fut assez vigoureuse pour qu'en face des 259.000 voix qui se prononcèrent en faveur du régime monarchiste, 69.000 réclamèrent le régime républicain.

« C'est dans l'intérêt du pays, mais pas du tout dans l'intérêt de mon parti, que je vous recommande de ne pas adopter la royauté, avait déclaré au Sorthing l'un des quatre élus socialistes, le pasteur Eriksen. Notre parti ne fera que gagner, si vous l'introduisez ». Et, en effet, de ce jour, le Parti ne cessa de voir, en ces sept dernières années, ses forces s'accroître dans une proportion inespérée, jusqu'aux dernières élections, qui lui donnaient 20 sièges et 126.000 voix. Le

22 août 1912, le Parti Ouvrier norvégien célébrait son 25e anniversaire et, se retournant en arrière, regardait avec satisfaction le chemin parcouru.

II. — L'organisation du Parti.

Le Parti Ouvrier Norvégien compte à l'heure actuelle 36.000 membres, répartis dans 637 groupes, dont 339 à la ville et 298 dans les campagnes, et le tableau suivant montre les progrès de son organisation depuis vingt ans :

ANNÉES	NOMBRE D'AFFILIÉS
1892	3.000
1900	10.000
1905	16.000
1907	23.000, dont 1.800 femmes
1908	27.000, — 2.000 —
1909	25.500, — 2.500 —
1912	36.000, — 3.500 —

La cotisation est de 30 centimes par mois pour les hommes et de 15 centimes pour les femmes.

Les recettes de l'organisme central s'élevaient, en 1910, à 18.515 couronnes ; les dépenses à 18.474 couronnes.

La PRESSE est importante. Elle comprend 8 quotidiens, dont le principal est l'organe central, le *Social-Demokraten*, paraissant à Christiania, qui a 30.000 abonnés ; ensuite vient l'*Arbeidet* (l'ouvrier), à Bergen, avec un tirage de 10.000. Le Parti possède aussi trois organes paraissant trois fois par

semaine, 7 journaux bi-hebdomadaires; un organe mensuel pour les femmes, *Koinden,* et un autre publié par la Fédération de la Jeunesse socialiste, *Klasse Kampen* (la lutte des classes). Le Parti publie en outre de nombreuses brochures, dont beaucoup lui sont communes avec les Danois. Il s'est entendu avec ceux-ci pour la vente de la traduction danoise-norvégienne du « Capital ».

Il a su édifier ses immeubles à lui, ses MAISONS DU PEUPLE, qui, presque autant que celles de Suède, font l'admiration de tous les camarades étrangers qui les visitent. Nous ne pourrions mieux faire à cet égard que de citer les très intéressantes observations que notre camarade Marcel Cachin adressait de Norvège à l'*Humanité*, le 8 juillet dernier, sur la Maison du Peuple de Christiania :

Sur une large place de marché, en plein centre de la ville, se dresse leur *Volkets Hus*. C'est un imposant immeuble de vingt mètres de façade, avec quatre étages amples et bien distribués. Un café et une librairie au rez-de-chaussée, de très nombreuses salles de bureaux, une salle de réunions de 1,500 personnes, l'imprimerie et la rédaction du quotidien *Le Social Demokraten*, le secrétariat national du Parti, la Section socialiste locale, la Confédération générale du Travail de Norvège, des bureaux de chacune des Fédérations nationales d'industrie, la bibliothèque de plusieurs milliers de volumes, etc.

La maison vaut 400,000 couronnes, c'est-à-dire 560,000 francs. Mais comme elle est de plus en plus insuffisante, nos camarades viennent de s'étendre en acquérant au prix de 300,000 couronnes (la couronne vaut 1 fr. 40), la maison voisine qu'ils sont en train d'aménager.

Le tout représente donc une valeur de 980,000 francs.

L'œuvre actuelle du *Volkets Hus* a été commencée en 1900. Pour la mener à bien, les socialistes et les syndiqués norvégiens, fraternellement unis, ont émis un emprunt à 4 0/0. Ils ont trouvé les sommes nécessaires chez des brasseurs de Christiania, qui fournissent la bière, du café, et dans une banque locale. Depuis douze ans, ils ont amorti 250.000 francs. Les uniques ressources, grâce auxquelles le Conseil d'administration a éteint une partie de la dette, sont: la location des salles aux diverses organisations ouvrières, et les cotisations que s'imposent tenacement depuis des années des milliers de socialistes et de syndiqués.

L'histoire de l'œuvre mériterait d'être racontée en détail pour l'édification des socialistes français.

C'est, il y a près de trente ans, en 1885, que se réunirent quelques pauvres ouvriers, membres du Parti, désireux de donner une maison aux organisations prolétariennes de la ville. A force de patience et d'ingéniosité, ils réunirent 4,000 couronnes (5,600 francs) et achetèrent une petite maison fort modeste. Mais ils jouèrent de malheur; et à la suite d'une mauvaise gestion, ils finirent par être obligés de quitter la maison et perdirent leurs 4 000 couronnes.

En 1900, de nouveaux camarades reprirent la tentative. Ils recommencèrent à verser trois sous par semaine de 1900 à 1903; et avec leurs cotisations accumulées ils achetèrent un petit bazar. De nombreux syndiqués en devinrent les clients; et en 1905, ils se trouvaient à la tête de 150,000 couronnes. C'est avec ce capital de début, auquel vinrent s'ajouter les ressources des emprunts successifs qu'ils purent depuis acheter leurs immeubles et les aménager pratiquement, confortablement, à la moderne.

III. — Les résultats électoraux.

Les progrès réalisés depuis dix ans par le Parti Ouvrier Norvégien sur le terrain électoral ont été en raison directe des progrès de son organisation; ainsi le montre la statistique suivante des élections au Storthing :

ANNÉES	VOIX	ÉLUS
1900	7.440	0
1903	24.779	4
1906	42.758	10
1909	90.000	11
1912	126.000	20

La Norvège a une constitution très démocratique comprenant une seule Chambre, à l'élection de laquelle participe tout citoyen âgé de plus de 25 ans, n'ayant pas été à la charge

de l'assistance publique, et, depuis 1907, toutes les femmes ayant un certain revenu ou dont le mari a payé l'impôt. Cette législation a été améliorée sous l'influence des socialistes. Aux dernières élections de novembre 1912, toutes les femmes ont voté dans les mêmes conditions que les hommes. Les élections ont lieu au scrutin d'arrondissement. Au deuxième tour des élections de 1909, tous les partis bourgeois se coalisèrent contre les socialistes, et c'est ainsi qu'avec le double de voix ils n'obtinrent qu'un siège de plus — 11 sièges sur 123 que compte le Storthing. Mais aux élections qui viennent d'avoir lieu, ils prirent leur revanche, réunissant 126.000 voix, soit un gain de 36.000 voix en trois ans et conquérant 20 sièges. Les conservateurs avaient réuni 165.000 voix et les libéraux 187.000.

Le secrétaire du Parti est le citoyen Magnus Willsen, ancien ouvrier bijoutier, député de Christiania. Parmi les autres élus du Parti on compte le citoyen Egide Nissen, ancien receveur des Postes, son leader parlementaire, un typographe, un cordonnier, un pêcheur, un agriculteur, un mécanicien, un pasteur et un pêcheur lapon, le citoyen Isak Sabay, le premier élu socialiste des régions glaciales du Pôle, député de la région du Finmark, située à l'extrémité septentrionale de la Norvège.

La force du socialisme ne s'est pas moins affirmée dans le domaine MUNICIPAL.

Aux élections municipales, le suffrage est universel pour les deux sexes, avec représentation proportionnelle des forces de chaque parti.

Le parti socialiste norvégien est représenté dans les communes du pays par 1.071 conseillers municipaux, parmi lesquels se trouvent 33 femmes. Dans un grand nombre de communes, le groupe socialiste est le plus nombreux ; dans sept il forme la majorité absolue.

Au Conseil municipal de Christiania, sur 84 élus, nous comptons 29 socialistes, dont 3 femmes : une domestique,

une ouvrière gantière, une journaliste, la citoyenne Nissen. Une pauvre domestique élue au Conseil municipal d'une capitale de royaume!

L'action municipale socialiste s'est révélée par la municipalisation de certains services, par la défense de la journée de 8 heures pour les travailleurs municipaux, par l'amélioration des écoles publiques, par l'établissement de cantines scolaires.

Le problème des habitations à bon marché se pose aussi en Norvège avec la même force qu'en France. Dans les villes où les socialistes ont la majorité, on a décidé de construire des maisons ouvrières municipales. En d'autres endroits, on a obtenu la municipalisation du charbon et du bois à brûler.

IV. — Les Syndicats et le Parti.

Parallèlement, le mouvement syndical a grandi et prospéré. Fin 1904, il ne comptait que 9.000 syndiqués. L'année suivante, il en avait 16.800; en 1906, 25.300; en 1909, 43.000; en 1912, 54.000 répartis en 18 Fédérations nationales et 11 Sociétés locales. A Christiania seulement, il y avait 20.000 syndiqués. Les recettes annuelles des Syndicats atteignent près de 1.800.000 couronnes. Comme dans les autres pays scandinaves, les rapports entre les Syndicats et le Parti sont si étroits en Norvège que chaque organisme délègue au Conseil Central de l'autre un de ses membres, qui y possède voix délibérative.

Les principales organisations syndicales norvégiennes sont : l'Union des ouvriers de fabriques, avec 20.000 membres; l'Union des métallurgistes, avec 10.000; les ouvriers du bois, avec 3.000.

Sur l'excellente méthode et les résultats obtenus par les Syndicats norvégiens dans leurs dernières luttes, nous ne sau-

rions mieux faire que de citer encore le témoignage oculaire de Cachin :

Les prolétaires norvégiens ont dû subir, l'an dernier, un lock-out des patrons des industries du bois qui sont les plus essentielles du pays (les forêts en occupent 25 o/o de la surface totale). Grâce à la solidarité de leur organisation, ils sont sortis victorieux de leur lutte de six semaines. Le lock-out s'est terminé par l'octroi d'une augmentation de salaires, ce qui n'est vraiment pas banal ; et on peut juger de la confusion des gros capitalistes norvégiens, fabricants de pâtes de bois pour papier, marchands de bois, exportateurs de bois raboté. On peut penser aussi que le jour de la victoire du prolétariat, le drapeau rouge flotta fièrement au sommet du *Volkets Hus*.

Section III

LE PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE SUÈDE

I. — Historique : Les origines.

A la différence de la Norvège et du Danemark, la Suède possède une puissante autocratie de nobles, de bureaucrates et de hauts industriels, classe orgueilleuse et brutale, toute pénétrée de traditions militaristes et des souvenirs du grand rôle historique joué par la monarchie suédoise, pendant plusieurs siècles, alors que maîtresse de la Finlande et de la Poméranie, ses armées faisaient trembler les tsars russes, les rois polonais, prussiens et danois, et allaient, avec Gustave Adolphe et Charles XII, promener ses étendards victorieux jusqu'au centre de l'Europe.

Dans son effort d'affranchissement politique et économique, la classe ouvrière suédoise s'est tout de suite heurtée à cette caste orgueilleuse. Dans sa bataille politique, poursuivie avec acharnement pendant près de vingt-cinq ans, pour le suffrage universel et bientôt complètement couronnée de succès, et

dans sa bataille économique pour l'élévation générale de son niveau de vie, qui devait conduire à quelques-uns des plus vastes mouvements de grève que la société moderne ait vus dans aucun pays — au plus vaste qu'elle ait même connu à ce jour si l'on tient compte de la population de la Suède, à peine 5 millions et demi d'habitants.

H. Branting
Leader du Socialisme suédois
Photo F. Feodin, Stockholm

Le premier propagandiste socialiste fut un ouvrier tailleur, August Palm, qui, à son retour du Danemark, commençait, dès 1881, à fonder des Syndicats qui, cependant, se déclaraient alors neutres.

C'est en 1885 que l'homme qui devait être, pendant plus d'un quart de siècle, le guide éclairé, probe et sûr du prolétariat suédois, notre ami Hjalmar Branting, fondait, à Stockholm le premier journal socialiste, d'abord appelé *Tiden* (le *Temps*), et qui était transformé, en 1890, en quotidien, sous le nom de *Sozialdemokraten*, tandis qu'un autre militant, Danielson, fondait, en 1887, à Malmoë, la capitale de la Suède méridionale, *Arbetet* (le Travail). En même temps les Syndicats de Stockholm passaient dans le camp socialiste.

L'action du Parti va, désormais, être tout entière concentrée sur la conquête des droits politiques du prolétariat. Le système électoral, sur 1.300.000 hommes majeurs que comptait le pays, n'accordait le droit de vote qu'à 380.000 ayant un revenu minimum de 1.300 francs par an et payant des contributions directes. Malgré cela, dès 1896, le socialisme suédois conquerrait son premier mandat sur le nom de

Branting, élu avec l'appui des libéraux avancés, dans un des faubourgs de Stockholm. Parallèlement la force syndicale se développait et tendait à constituer de grandes organisations fortement centralisées et, dès 1898, réunissait 40.000 syndiqués.

Les libéraux s'étaient un moment flattés de voir se créer en Suède un mouvement syndical « sage » à l'image du trade-unionisme anglais classique. En réponse à leurs efforts en ce sens, le Congrès syndical de 1898 votait l'affiliation obligatoire des Syndicats au Parti socialiste. Les rapports intimes entre les deux mouvements ne cesseront plus. En mai 1902, le Parti décidait d'appuyer l' « action indirecte » de Branting et des radicaux en faveur du suffrage universel par l' « action directe » de la grève générale : 120.000 ouvriers y prirent part dans tout le pays. Branting put montrer aux élus du privilège « ce soulèvement pacifique et admirable », et les deux Chambres acceptaient le principe d'une réforme électorale « ne se basant plus sur le cens, mais sur le suffrage universel ». Aux élections faites cette même année selon le vieux système, le Parti conquerrait néanmoins 4 sièges, trois ouvriers syndiqués et Branting, étaient envoyés au Riksdag. La lutte continua pour la réforme électorale. Elle était particulièrement compliquée par le fait que le système parlementaire des dirigeants suédois consiste, pour le calcul de la majorité parlementaire, à *additionner les suffrages des deux Chambres*. Or, si la Chambre des députés était bien loin d'être l'émanation des masses, du moins reflétait-elle l'opinion de 400.000 citoyens, dont beaucoup de « petites gens » et d'ouvriers qualifiés. Au contraire, la Chambre haute ou Sénat était par excellence la représentation d'une poignée de privilégiés. Elle est élue par les municipalités et les Conseils généraux, et ceux-ci étaient choisis par un corps électoral dans lequel certains capitalistes et propriétaires fonciers avaient *jusqu'à 5.000 voix*, tandis que les ouvriers en avaient une ou deux tout au plus. La majorité y était, en conséquence, ou-

trageusement réactionnaire et la réalisation d'une réforme sérieuse s'en trouvait d'autant retardée.

II. — Les socialistes empêchent la guerre avec la Norvège.

Entre temps éclatait, en 1906, le conflit avec la Norvège. Le Parlement norvégien venait, à sa quasi-unanimité, de se prononcer en faveur de la séparation d'avec la Suède, et les nationalistes et autres réactionnaires suédois, en présence de « l'outrage fait au roi et à l'État », réclamaient à grands cris la guerre contre la Norvège. Mais le prolétariat suédois mit alors le holà. Dans son Congrès tenu en février, auquel assistaient les représentants des socialistes norvégiens, il avait décidé de s'opposer par tous les moyens, y compris la grève générale, à cette « guerre fratricide ». A mesure que la situation devenait plus aiguë, l'agitation socialiste s'intensifia. Le 16 juin, une manifestation grandiose eut lieu à Stockholm, malgré les menaces et les injures de la presse conservatrice contre les « Sans-Patrie ». Bientôt les plus exaltés d'entre les « patriotards » durent se calmer, et il fut convenu qu'un referendum populaire aurait lieu en Norvège pour fixer l'opinion de la nation, qu'un traité d'arbitrage permanent serait conclu entre les deux pays et les forteresses norvégiennes de la frontière démolies (il n'y en avait pas de suédoises). Les élections qui suivirent cette intense agitation, en septembre 1905, montrait que sa noble attitude internationaliste n'avait pas fait perdre au Parti de sa force et de son influence dans le pays, car, malgré le régime censitaire, il conquerrait 15 mandats, presque tous confiés à des militants placés à la fois à la tête du Parti et des Syndicats. Les libéraux avaient 107 élus et les conservateurs 118. Le roi, en présence du « courant à gauche » décidait d'appeler au pouvoir le ministère libéral Staaf. Son attitude ne fut pas brillante, et, à l'instar de tant de gouvernements radicaux d'Europe pendant

ces dix dernières années, on vit M. Staaf prendre l'initiative d'une loi « contre la glorification des crimes anarchistes et antimilitaristes », sorte de « loi scélérate » suédoise, qui devait permettre les plus cruelles condamnations de militants. Les socialistes le combattirent avec violence. Entre temps, la droite déclarait accepter la réforme électorale, mais avec la « garantie » de la R. P. Le ministère s'y déclarait violemment opposé et il tombait peu après. Le nouveau ministère conservateur Lindman, sentant qu'il n'était plus possible de résister à la pression populaire, apportait, en 1907, un projet de loi donnant le droit de vote à tous les citoyens âgés de 24 ans (au lieu de 21 demandés par les socialistes), ayant payé leurs impositions pendant les trois années précédentes et n'ayant pas été à la charge de l'Assistance publique. Les députés étaient élus selon la R. P..

Les socialistes combattirent, naturellement, la réforme comme insuffisante, notamment en ce qu'elle refusait le droit de vote aux femmes. La situation était complexe :

Quant au mode de scrutin, la droite exigeait que la représentation proportionnelle ne s'appliquât qu'à la seconde Chambre, laissant intacte la première, entièrement entre les mains des grands propriétaires ruraux et des barons de l'industrie; les libéraux se cramponnaient au scrutin d'arrondissement pour la seconde Chambre sans changement pour la première: les social-démocrates exigeaient depuis 1906 une *revision complète de la Constitution,* permettant à la démocratie de faire prévaloir son influence dans les deux Chambres.

La crainte que ce programme ne gagnât autant de sympathies qu'avant 1902, le désir de voir se réaliser le suffrage universel pour la seconde Chambre, poussa les éléments les plus perspicaces de la droite à précipiter la solution de la question. Le président du Conseil Lindman surenchérissait sur le leader libéral, l'ex-président du Conseil Staaf, renversé en 1906, en proposant un suffrage soi-disant universel pour la seconde Chambre — avec les restrictions très considérables susnommées, — représentation proportionnelle pour les deux Chambres et en plus une réforme du suffrage *communal*, jusqu'alors l'expression la plus scandaleuse du pouvoir absolu de l'argent, réforme qui devait abaisser le nombre maximum de voix d'un électeur à 40, ce qui, à l'application, équivaudrait à 3 à 5, les ouvriers en général

obtenant de 5 à 10 voix et la part des riches ne dépassant pas en moyenne 25 à 30. Cette réforme communale devait avoir une forte répercussion sur la composition de la Chambre haute, celle-ci étant élue par les représentants des communes, en y introduisant des libéraux et des social-démocrates à côté de la droite jusqu'alors toute-puissante (1).

Dorénavant, le prolétariat suédois pourra faire sentir sa force non seulement dans la deuxième Chambre, mais même dans le Sénat, jusqu'alors monopole du privilège capitaliste, et y faire pénétrer les siens.

Dans ces dernières années, le Parti avait eu à lutter contre une déviation représentée par le groupe dit des « jeunes socialistes », sorte de groupement syndicaliste-anarchiste, dont le chef, Hinke Bergegren, publiait un petit journal, *Brand*, surtout rempli d'attaques contre les principaux militants. Dans son Congrès tenu en mai 1908, à Stockholm, le Parti décidait, par 227 voix, contre 69, de ratifier la proposition du Conseil National tendant à exclure du Parti les chefs du mouvement dissolvant.

En même temps, le socialisme suédois précisait les principaux points de son programme minimum et se préparait pour la grande bataille économique entre les Syndicats et le Capital, qui déjà s'annonçait et qui devait éclater l'année suivante. Il votait tout son programme minimum, et notamment la résolution suivante contre l'alcoolisme :

Lutte contre l'alcoolisme par l'enseignement donné dans tous les établissements d'enseignement public, au sujet de la nature et des effets de l'alcool sur l'individu et sur la race, ainsi que par une législation qui, par ce qu'on a appelé le *veto local* (faculté des municipalités *d'interdire absolument* dans leur ressort la vente de l'alcool) et autres dispositions effectives, sera apte à enrayer l'alcoolisme.

---

(1) Rapport présenté au Congrès de Copenhague par le Parti Ouvrier Social Démocrate Suédois, page 2.

III. — La grève générale de 1909.

Dès l'été 1908, se produisaient les prodromes de la grande lutte de l'année suivante, dans les transports, où les patrons importaient des *jaunes* anglais. Quelques « jeunes-socialistes » déséquilibrés firent usage de la dynamite contre le navire « Amalthea », où étaient logés les briseurs de grève, dans le port de Malmo, et un jaune fut tué. Immédiatement toute la presse bourgeoise poussa des cris de fureur, rendant tout le mouvement ouvrier responsable de l'attentat. Ses auteurs furent condamnés à mort, mais avant la décision suprême, au printemps 1909, l'opinion publique s'était calmée suffisamment pour qu'une pétition de grâce, issue du groupe social-démocrate au Parlement, put recueillir des signatures nombreuses même dans les milieux parlementaires bourgeois, et le roi commua la peine en travaux forcés à perpétuité.

En septembre avaient lieu les élections générales — encore sous l'ancien système électoral — et quoique le gouvernement eut lancé comme mot de ralliement le cri de « guerre au socialisme! » et que la droite eut essayé d'effrayer l'opinion avec les « violences socialistes », le Parti remportait une très belle victoire, doublant sa représentation parlementaire, qui passait de 16 à 33 mandats, tandis que la droite était réduite de 118 à 85 sièges et que les libéraux en avaient 105.

On songea à la constitution d'un ministère libéral, dans lequel on eut placé comme « otage » socialiste un ou deux élus du Parti. Mais celui-ci déclara avec force être décidé à refuser toute participation au pouvoir, tout en étant prêt à soutenir les libéraux contre la droite s'ils faisaient des réformes. En même temps, le crédit grandissant du socialisme s'affirmait par l'adhésion éclatante au Parti du maire de

Stockholm, Lindhagen, une des personnalités politiques les plus estimées du pays.

Mais alors commença la lutte économique formidable qui repoussa à l'arrière-plan « les conflits secondaires des possédants » et des partis qu'ils représentent.

Les capitalistes suédois, toujours très combattifs et prêts à dire aux travailleurs, tel le grand employeur du drame de Bjornson *Au-dessus des forces humaines:* « Plutôt que de céder, qu'on amène les canons », avaient placé à la tête de leur association un patron de combat, M. de Sydow, ancien préfet de police de Stockholm. Ce personnage précipita le conflit dans les conditions suivantes :

Le lock-out général serait déclaré si certains conflits de moindre importance n'étaient pas immédiatement résolus selon les exigences patronales. Il était dit dans leur missive que les ouvriers avaient, malgré la situation difficile, exigé des augmentations de salaires que l'industrie n'était pas en état de supporter. La vérité était que 632 ouvriers seulement avaient engagé la lutte en vue de règlements de salaire, et ceux-ci visaient soit au *statu quo*, soit, à une seule usine, à un relèvement de salaire, mais celui-ci s'arrêtant à 5 0/0 au-dessous de ce que payait partout ailleurs l'industrie en cause. Par contre, les patrons avaient commencé des lock-outs contre 5.720 ouvriers pour imposer des *réductions* de salaire. Les menaces patronales de lock-out général sous prétexte que les ouvriers troublaient la paix du travail restent donc une hypocrisie insolente (1).

Ces menaces s'adressaient d'abord à 80.000 ouvriers, puis à 83.000, enfin à 100.000 autres, qui risquaient d'être atteints par les lock-outs de solidarité. La classe ouvrière ne pouvait s'incliner : sa capitulation eut été la faillite du mouvement syndical. *Elle répondit aux menaces de lock-out général* par une *grève plus générale encore.*

Dans tout le pays les ouvriers décidèrent avec enthousiasme d'obéir au mot d'ordre; la grève générale, et les patrons ayant, le 2 août, expulsé un nouveau contingent d'ouvriers, ce qui portait le chiffre des sans-travail à 80,000, *la grande grève* commença partout le 4 août.

(1) Rapport au Congrès de Copenhague, déjà cité, page 14.

Ses débuts furent brillants. Vue dans son ensemble, toute l'industrie était arrêtée, ainsi que, partiellement, les moyens de transport local; les non-syndiqués se joignirent au mouvement dans une proportion bien plus grande qu'on n'avait osé l'espérer, et toute cette levée en masse de la classe industrielle de Suède eut lieu partout dans un ordre imposant. Les chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones fonctionnaient, ainsi que les services déjà cités. Néanmoins, la grève lock-out embrassait depuis le premier jour 300.000 ouvriers environ, dont 90.000 non-syndiqués et 10.000 « jaunes » (2).

C'était *le plus gigantesque conflit ouvrier qu'on eut encore vu* — le plus vaste même qu'on ait jamais vu — dans aucun pays, puisque des grèves plus nombreuses, comme celle des mineurs anglais en 1911, se produisirent dans des pays beaucoup plus importants et représentaient, par conséquent, une bien moindre proportion de la classe ouvrière.

Toute la presse bourgeoise fit immédiatement rage contre les grévistes. Du lock-out provocateur de M. de Sydow, on ne disait mot. Journaux libéraux et journaux conservateurs ne trouvaient d'indignation que contre les ouvriers qui, par leur grande grève « avaient attaqué la société ».

La fureur de la classe bourgeoise était surtout excitée par le magnifique élan de solidarité qui avait entraîné dans la grève des ouvriers municipaux, employés de tramways et autres, qui, par leurs contrats, s'étaient engagés « à ne jamais faire grève ». Mais leur colère ne connut plus de limite lorsque les typographes, qui ne faisaient pas partie de la Confédération, et « étaient liés » par des contrats, décidaient, le 9 août, de se joindre au mouvement.

La démonstration de la force ouvrière était éclatante, et la frayeur de la classe possédante extrême. Partout régnait le calme le plus absolu, grâce à la discipline que faisait régner les Syndicats et à *l'interdiction absolue de la vente de l'alcool* qu'ils avaient demandé et obtenu des autorités.

La direction suprême, côté ouvrier, se trouvait centralisée

(1) Rapport au Congrès de Copenhague, déjà cité, page 10

entre les mains du Secrétariat national sous la présidence de Herman Linquist. La direction locale était entre les mains de 549 Commissions de grève. Le trait d'union principal entre la direction et les combattants était le journal *Svaret* (la Réponse), journal de la grande grève, publié par Gehrard Magnusson, tiré journellement depuis le 10 août jusqu'au 6 septembre à 150.000 exemplaires. Les journaux ouvriers ne paraissant pas, *Svaret* était la seule expression du point de vue ouvrier, mais aussi une expression fidèle et homogène.

Le Gouvernement qui, au début, avait prétendu vouloir rester neutre, prenait bientôt violemment parti contre les ouvriers. Grâce au concours de la « garde bourgeoise » composée de briseurs de grève amateurs de la bourgeoisie, grande et moyenne, mêlés d'individus appartenant à la lie de la population, qui s'offraient pour conduire les tramways et voitures, aux quelques employés de bureaux et rédacteurs qui parvinrent à faire reparaître quelques misérables feuilles, composées de la façon la plus primitive, il prétendit bientôt avoir enrayé la grève, dont chaque jour la presse et les agences proclamaient et télégraphiaient à travers le monde la déroute. Et cependant, le recensement fait par la Centrale syndicale, le 10 août, 8 jours après la déclaration de la grève, donnait le même nombre de grévistes qu'au premier jour, et le 20, après 18 jours de grève générale, ils étaient encore 275.000 !

Un magnifique élan de solidarité s'était produit en faveur des travailleurs suédois dans toute l'Internationale. En Norvège et en Danemark, c'était par centaines et par centaines de milliers de francs qu'on souscrivait pour les frères scandinaves engagés dans cette lutte contre le patronat. D'Allemagne seulement venait plus de *un million et demi de francs de souscriptions.*

Au total, plus de 4 millions et demi de francs furent réunis à l'étranger, tandis qu'une somme égale était réunie par le prolétariat de Suède.

Cependant les patrons et le gouvernement montraient clairement qu'ils ne voulaient pas de médiation et escomptaient la désagrégation de l'organisation ouvrière. Ces plans échouèrent, car après un mois de bataille, sentant l'impossibilité de la continuer sur un front aussi vaste, les Syndicats décidaient de la limiter graduellement à un champ plus restreint. Le 13 novembre, l'association patronale de M. de Sydow déclarait le lock-out terminé pour les grands établissements métallurgiques où il se prolongeait encore :

Ainsi finit, sans qu'aucune des parties engagées ait pu s'attribuer la victoire définitive, cette lutte monstre, la lutte sans comparaison la plus grande que la classe ouvrière suédoise ait eu à soutenir, dans son genre et de par son étendue par rapport à la grandeur du pays, jusqu'ici sans égale dans l'histoire du prolétariat moderne. Elle fut menée du côté des ouvriers comme une *lutte défensive* qu'ils avaient été contraints à accepter, et il est évident qu'elle a nécessité de grands sacrifices et entraîné un fléchissement et du nombre et des ressources matérielles des organisations. Mais son but le plus important, épointer l'arme du lock-out et ôter aux patrons le goût de s'en servir à tout propos, paraît être atteint. Il n'y a guère de doute que les patrons ont appris que cette arme n'est pas du tout irrésistible, comme bon nombre d'entre eux se le figuraient, et qu'on ne peut pas refuser à des organisations ouvrières comme celles de la Suède une influence très considérable sur les modalités des conditions du travail, quand ces organisations ont pu, dans des circonstances économiquement et politiquement si défavorables et ayant pour ainsi dire toute la société contre elles, sortir de la lutte nullement abattues, voire même victorieuses sur une partie du champ de bataille.

La preuve la plus certaine de l'insuccès des plans patronaux se trouve dans la tentative des partis qui les représentent de transporter la lutte sur le terrain parlementaire. Ils essayaient de faire voter des textes sur les contrats collectifs où on parlait des grèves comme d'un « danger public ». Mais ici l'action socialiste fit complètement échouer les tentatives des ennemis de la classe ouvrière.

Au sortir de cette terrible lutte, le socialisme suédois montre qu'il n'avait rien perdu de ses forces. Les élections pour

les Conseils généraux élus sur la nouvelle base, en 1910, lui donnait 125 sièges et enfin, en 1911, il remportait aux élections pour le Riksdag, une magnifique victoire, doublant une fois encore sa représentation qui atteignait 64 députés.

IV. — Les forces du Parti.

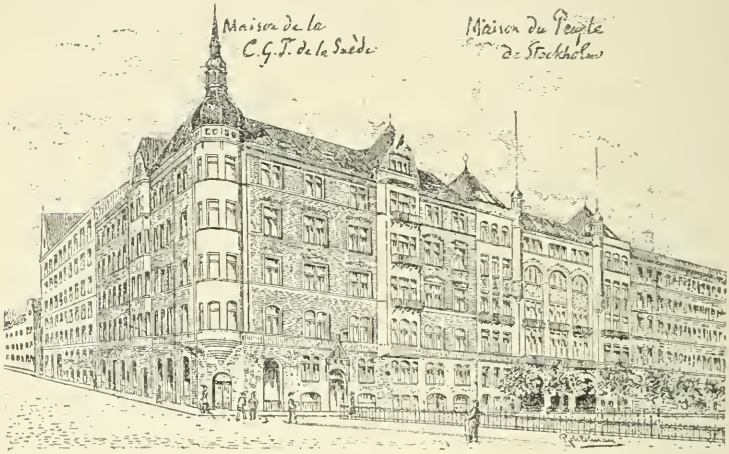
Le *Parti Ouvrier Social-Démocrate* de Suède comptait en 1911, 64,000 membres, dont 5,000 femmes. Depuis 20 ans, sa montée a été continue, depuis 8,000 membres qu'il avait en 1899, pour atteindre jusqu'à 130,000 membres en 1908. Pour expliquer la baisse ensuite, il faut tenir compte de ce fait que jusqu'alors les membres du Parti comprenaient tous les membres des syndicats, tandis que le Congrès de 1908 décida que les syndiqués pourraient déclarer individuellement s'ils désiraient ou non adhérer au Parti. D'autre part, les terribles souffrances de la grève de 1909 amenèrent une importante diminution du nombre des syndiqués, mais la force du Parti n'en était en rien atteinte, ainsi que le montrèrent depuis les élections.

La cotisation de chaque adhérent à l'organisme central est de 1 fr. 25 par an.

Les revenus du Parti montant en moyenne à 87,000 couronnes, son trésor peut, en conséquence, distribuer 33,000 couronnes à la propagande, en plus des 15,000 couronnes destinées aux tracts et des 19,000 couronnes affectées aux frais du Congrès. Les subventions à ceux des journaux qui ne font pas leurs frais, sont de 29,000 couronnes en moyenne.

La *presse* du Parti est riche et puissante. Elle comprend huit quotidiens, dont le principal est le *Social-Demokraten*, paraissant à Stockholm, et dirigé par Branting. Les autres quotidiens paraissent à Malmoë, Gothenbourg, Gavle, à Norrhoping, à Halsingborg, à Sundsvalle. Leur vente totale est de 110,000.

Elle comprend en outre 5 journaux paraissant 4, 3 et 2 fois par semaine, dont le *Norrskensflammam* (l'*Aurore Boréale*), qui paraît en pleine Laponie, sous le Cercle polaire. Au total, la presse du Parti a 150,000 abonnés. (Comme en Alle-



Maison du Peuple de Stockholm

magne, on ne connaît guère en Suède que la vente par abonnement, généralement à la semaine).

Le Parti édite une revue mensuelle théorique *Tiden* (Le *Temps*); un organe de la jeunesse socialiste *Fram* (*En Avant !*); un organe pour les femmes *Morgonbris* (*La Brise Matinale*). D'autre part, les syndicats ont 30 journaux, tous d'inspiration socialiste avec un tirage total de 205,000.

Une des caractéristiques du mouvement suédois est dans ces magnifiques *Maisons du Peuple*. La plus belle est celle de Stockholm, qui a coûté plus d'un million et demi de francs. C'est un bâtiment imposant qui comprend de vastes salles de réunions, les bureaux du *Sozial-Demokraten*, l'imprimerie du Parti, son administration et celle de la Confédération syndi-

cale, la plus grande bibliothèque populaire de la capitale suédoise. A Malmoë, la Maison du Peuple comprend, en outre, un « Parc du Peuple » grandiose. Beaucoup de Maisons du Peuple suédoises possèdent des parcs semblables — il en existe au moins une vingtaine. Parmi ces forteresses du prolétariat scandinave, il faut citer celle d'Helsingborg, qui n'a pas coûté moins de 800,000 francs.

La participation des socialistes suédois à la *lutte électorale*, s'est traduite par une montée constante de ses forces, même après les plus grandes épreuves économiques, ainsi que le montre la statistique suivante :

ANNÉES	VOIX	ÉLUS
1902	8.751	4 sièges sur 165 députés
1905	26.083	17 — —
1908	54.004	33 — —
1911	173.000	64 — —

Naturellement, il faut tenir compte dans l'augmentation du chiffre des voix socialistes de 1908 à 1911, de l'accession aux urnes par le nouveau mode de scrutin de centaines de milliers de citoyens qui étaient jusque-là privés du droit de vote. Mais il n'en demeure pas moins que la Suède est actuellement, avec la Finlande, le pays du monde où le prolétariat a la plus forte représentation au sein du Parlement national.

Les élus socialistes suédois sont presque tous des travailleurs manuels. En dehors de Branting, qui est docteur en philosophie, on ne compterait pas parmi leurs 64 élus, plus d'une demi-douzaine d'intellectuels. En revanche, nous y relevons les noms du camarade Lindquist, secrétaire de la Confédéra-

tion syndicale; Blomberg, le secrétaire général des ouvriers de la Métallurgie; Lindley, le secrétaire de la Fédération des Transports; Persoun, le « leader » de la Fédération des maçons et toute une série de militants des organisations des mineurs, des peintres, des mécaniciens, des typographes, des cordonniers, des métallurgistes. Il n'est pas jusqu'à la circonscription ultra-septentrionale qui comprend les grandes mines de Laponie, qui ne soit représentée par un ouvrier mineur de la région.

LINDQUIST
Secrétaire général
de la C. G. T. suédoise
Photo Edstrœm, Stockholm

Le Parti, depuis la réforme électorale, est parvenu à faire entrer 12 de ses représentants dans l'antique Assemblée du privilège aristocratique qu'est le Sénat suédois.

Les SYNDICATS, qui sont étroitement unis avec le Parti, ont eu une montée continue de 46,000 membres, qu'ils comptaient en 1899, quand fut créé la *Confédération générale des Syndicats*. Celle-ci compta jusqu'à 162,000 membres en 1908. Après le lock-out, ses forces avaient baissé à 120,000, mais depuis elles ne cessent de grandir. Les principales organisations sont la Fédération des ouvriers d'usine et manouvriers, qui compte 45,000 membres; la Fédération des métallurgistes, qui en compte 40,000.

Hors de la Confédération nationale, mais pourtant de tendance social-démocrate, sont la Fédération des employés des chemins de fer de Suède — 25,000 — et la Fédération des typographes — 6,000 membres.

Le nombre total des ouvriers effectivement syndiqués fut officiellement estimé, en 1909, à 200.000 — non compris environ 10,000 membres de l'Union ouvrière « jaune », et les quelques milliers disséminés dans les Syndicats autonomes. Ceci correspond à près de 50 *pour cent* de la population active de l'industrie, des mines et des transports (l'agriculture et l'industrie forestière non comprises.)

Mais il est probable qu'à l'heure actuelle, le chiffre total des syndiqués atteint 220,000.

La Fédération des Coopératives, très étroitement unie au mouvement socialiste et ouvrier, comprend 450 Sociétés, avec 78,000 membres. Son organe, *Kooperatoren*, a un tirage de 15,000. En célébrant en 1909, son dixième anniversaire, l'organisation centrale de la Coopération suédoise soulignait l'affinité essentielle existant entre elle et les autres expressions du mouvement ouvrier. Son Magasin de Gros faisait alors un chiffre d'affaires annuel de 4,400,000 couronnes.

Sur ce terrain, comme sur tous les autres, c'est une leçon d'action méthodique et harmonieuse que nous donne le mouvement suédois et Branting pouvait donner cette forte conclusion *unitaire* de son expérience et de celle de ses vaillants camarades de lutte :

Mais plus les ouvriers serrent de près la vieille société, plus les luttes deviennent âpres, car les capitalistes suédois ont eux aussi appris, par l'exemple de la classe ouvrière, la puissance de l'organisation. La lutte gigantesque de 1909 aurait été impossible sans les organisations fortement développées *des deux côtés*. Il sera donc, pour l'avenir, d'autant plus nécessaire que la classe ouvrière utilise simultanément tous les moyens propres à précipiter son émancipation, qu'elle s'organise sur le terrain politique, pour entrer au Parlement et dans l'administration des communes, et sur le terrain syndical pour accroître son influence sur les conditions du travail, qu'elle se serve de la coopération pour améliorer aussi de cette manière sa situation économique, tout en s'imprégnant toujours plus profondément de la morale socialiste de solidarité humaine aussi bien que de la science socialiste. Par tous ces chemins, nous voulons continuer la marche en avant, vers les nouvelles luttes plus grandes encore qui

nous attendent, avec la conviction ferme que la Section suédoise de la grande famille de l'Internationale ouvrière saura occuper avec fierté sa place dans la lutte commune pour la libération de l'Humanité entière.

Et c'est la conclusion que nous pouvons tirer nous-mêmes de ce chapitre, en appliquant les paroles de Branting, non seulement aux résultats magnifiques obtenus par les socialistes suédois, mais à la moisson que tout le socialisme scandinave présente au prolétariat international. Il n'en est pas de plus riche, ni de plus belle.

CHAPITRE VIII

LE PARTI DÉMOCRATE SOCIALISTE DE FINLANDE

I. — Le milieu politique et social.

Par le tempérament de ses militants, la forme de son organisation, ses affinités électives, le mouvement finlandais aurait dû être placé par nous dans le chapitre que nous avons consacré au socialisme scandinave — aux Congrès généraux duquel il participe d'ailleurs à côté des Partis danois, norvégien et suédois. Par les conditions de sa lutte politique, l'ennemi commun et la commune lutte contre le même oppresseur, il se rattache au socialisme russe.

Nous avons préféré lui consacrer un chapitre à part, que justifie au reste et son originalité vigoureuse et sa force exceptionnelle — qui fait de ce petit peuple de trois millions d'habitants, répandu sur un vaste territoire plus grand que la France, avec une population très peu dense et un climat fort rigoureux, qui rendent souvent la propagande très difficile, la nation du monde entier ou le socialisme a réuni proportionnellement à la population totale, le plus grand nombre de suffrages, la plus forte représentation parlementaire, où il est le plus près de comprendre la *majorité absolue* de toute la population.

La Finlande fit jadis partie de la Suède; lorsqu'en 1809, elle fut conquise par l'Empire russe, le tsar Alexandre I^r réunit en grande pompe sa Diète, à Borga, et devant les représentants de la nation finlandaise assemblés, jura solennellement que lui et ses successeurs respecteraient toujours

sa Constitution et ses libertés. Ces engagements furent constatés dans le traité de Fredericksham en 1809. Et c'est ainsi que pendant près d'un siècle, ce petit peuple put se développer paisiblement, partie intégrante de l'Empire russe, mais avec sa pleine autonomie politique, administrative, judiciaire, sa douane et son système monétaire propre. Le tsar, cruel tyran de 120 millions de Russes, Polonais, Caucasiens, Sibériens, était en Finlande un paisible Grand-Duc, strictement constitutionnel.

Mais cette situation ne pouvait durer : après une pratique presque centenaire, à partir de la fin du XIXe siècle, craignant sans doute que le spectacle des libertés finlandaises ne fut d'un exemple dangereux pour ses autres sujets, le misérable Nicolas II commence la série de ses attentats contre les droits de la Finlande, violant cyniquement ses propres serments, ceux de ses ancêtres et les traités signés par eux. Ce fut d'abord le régime du général Bobrikoff, nommé gouverneur du Grand Duché à partir de 1894, avec le but avoué de supprimer la Constitution finlandaise au nom de la « souveraineté russe ».

Mais la révolution russe surgit et, en octobre 1905, le prolétariat finlandais proclamait, lui aussi, la grève générale. Bobrikoff tombait et le 4 novembre, le tsar annonçait le retour à « l'ordre légal ». Mais trois ans après, la révolution russe est vaincue et Stolypine recommence la série des attentats contre les libertés de la Finlande.

Dorénavant, toute l'action du socialisme dans le pays est à nouveau dominée par cette préoccupation, sans qu'il renonce pour cela un seul instant à sa besogne de parti de classe, groupant, organisant et éduquant les masses populaires.

L'organisation socialiste finlandaise fut créée dès 1890 et définitivement constituée le 17 juillet 1899 à Abo, sous le titre de *Suomen tyovaen puolue* (Parti Ouvrier de la Finlande), avec un programme inspiré de celui de la démocratie socialiste allemande élaboré à Erfurt. Dans ses Congrès,

tenus en 1901, à Vyborg, et en 1903, à Forssa, le nouveau parti établissait sa constitution et prenait son titre définitif de *Sosiaalidemokraathinen puolue Suomessa* (Parti Démocrate-Socialiste de Finlande) (1).

Lors de sa fondation, il comptait 6,000 membres. Les adhérents atteignaient 8,200 en 1903, et 13,500 à la fin de la même année. L'année suivante, il dépassait 16,000. Son action était à cette époque tout entière consacrée à la réforme électorale de la Diète, ou Parlement du grand duché, dont la constitution avait encore le caractère moyen-âgeux du système des quatre Etats, la « chevalerie et la noblesse », le clergé, les propriétaires terriens et les habitants des villes. Parmi ceux-ci, presque tous les prolétaires étaient privés du droit de vote.

Par un effort à la fois vigoureux et méthodique, poursuivi avec un indomptable courage, le socialisme finlandais est parvenu à faire transformer ce système antique et ultra-conservateur en un régime électoral qui est sans conteste le plus libéral et le plus démocratique de toute l'Europe, et peut-être du monde entier, puisqu'il comporte le suffrage universel direct de *tous les adultes des deux sexes*, avec la *représentation proportionnelle*.

Le peuple finlandais ne conquit pas ses droits politiques sans des luttes âpres et assez prolongées. Il multiplia les manifestations :

Le premier dimanche de juin était le jour de démonstration générale pour notre pays. Les membres du Parti et de grandes masses de gens sympathiques se réunissent alors dans les villes, sur les places publiques et dans les rues. Les cortèges solennels se déploient lentement en démonstration à travers les rues principales des villes et des villages les plus reculés, musique et drapeau en tête, passent devant les églises et les habitations des fonctionnaires et des grands propriétaires à la campagne et se dirigent vers le lieu de réunion déterminé

(1) Rapport au Congrès international d'Amsterdam, page 150.

d'avance et orné de drapeaux rouges. Là on prononce les discours de circonstance, l'on chante et l'on se réjouit du beau temps, symbole des belles idées... (1).

Il fallut encore la grève générale à deux reprises, en avril et en octobre 1905 — en avril, à Helsingfors seulement, 30,000 ouvriers abandonnaient le travail, — la tourmente révolutionnaire russe, la force grandissante du Parti et la menace d'une nouvelle grève générale pour arracher à l'ancienne Diète le 29 mai 1906, le vote de la réforme électorale complète qui donnait le droit de vote à 1,399,000 Finlandais et Finlandaises. Le nombre des députés était de 200, dont 199 élus par le système de la R. P. Les femmes étaient éligibles. Entre temps, l'organisation du Parti avait grandi, magnifiquement. A la fin de 1905, il comptait 45,000 membres, dont 9,500 femmes; dans son Congrès d'Oulu, en octobre 1906, 462 groupes et 70,000 membres cotisants étaient représentés. Ce Congrès eut à s'occuper, chose curieuse, de la participation ministérielle. Le gouvernement de Nicolas II, qui était alors décidé à éviter à tout prix des difficultés du côté du grand duché, avait appelé un membre du Parti, J.-K. Kari, à faire partie du gouvernement finlandais. Le Congrès décida son exclusion et étant donné la puissance de sa presse, estima qu'il ne pouvait admettre non plus la collaboration d'un membre du Parti à la presse bourgeoise.

Les premières élections législatives de mars 1907 permirent de constater la puissance atteinte par le mouvement socialiste en Finlande. Le Parti ne réunit pas moins de 329,946 voix et conquerrait 80 *sièges sur* 200, soit plus des 2/5 de tous les mandats de la nouvelle Diète.

A Pétersbourg, on fut naturellement très mécontent de ce résultat, mais il fallait d'abord finir de noyer dans le sang la révolution russe avant de s'attaquer à la Finlande. Cela

(1) Rapport au Congrès de Stuttgart (L'Internationale Ouvrière et Socialiste), page 156.

ne tarda pas. En avril 1908, la Diète ayant voté la proposition socialiste blâmant le Gouvernement, constitué par le Sénat, pour « sa complaisance aux exigences du Gouvernement russe », notamment en permettant à la police russe de pourchasser sur le territoire finlandais, des réfugiés russes, Stolypine faisait signer par le tsar la dissolution de la Diète.

Avant que les nouvelles élections eussent lieu, l'autocratie portait un nouveau coup aux libertés finlandaises, par un ukase en date du 2 juin, déclarant que dorénavant les affaires finlandaises et, notamment les décisions de la Diète, ne seraient pas soumises directement à l'empereur, mais devraient passer par les ministres russes.

En réponse à ce nouvel abus de la force, le peuple finlandais, aux élections de juillet 1908, donnait une nouvelle et éclatante victoire aux socialistes, tandis que celui des partis bourgeois qui avaient fait le plus de compromissions avec les dirigeants tsaristes, le parti vieux-finlandais, perdait des voix. Les socialistes avaient réuni 310.000 voix, ce qui représentait une plus forte proportion encore de voix (38,4 0/0) et avaient 83 mandats, soit 3 de plus, dont 13 occupés par des femmes.

La nouvelle Diète n'avait pas siégé depuis six mois lorsque la brutalité des tyrans pétersbourgeois devait à nouveau s'exercer contre elle. Pour le discours prononcé par son président, à la réouverture de la session de 1909, elle était à nouveau dissoute.

Visiblement, M. Stolypine espérait lasser la résistance du peuple finlandais et par ses élections sans cesse renouvelées, discréditer la représentation nationale. La Finlande répondait à ces calculs scélérats en donnant 337.000 suffrages, c'est-à-dire 39 0/0 du corps électoral aux candidats socialistes, avec 84 élus, dont 12 femmes, et la quasi-unanimité des sièges aux partis défendant les libertés nationales.

Entre l'admirable petit peuple et son oppresseur, la lutte inégale continue cependant. Le tsarisme prétendit imposer,

sans examen, à la Diète le vote d'une somme de 20 millions de marks pour l'armée russe. La Diète refusa courageusement, malgré les propositions de compromission formulées par les « Vieux Finlandais ».

Pour la quatrième fois en trois ans, le peuple finlandais était appelé à voter. Après de longues hésitations, le Sénat, composé de « Vieux Finlandais », remettait alors sa démission au tsar — qui le remplaça purement et simplement par des fonctionnaires russes. La lutte continuait.

Aux élections de février 1910, le peuple finlandais, inébranlable dans la défense de ses droits et en même temps plus décidé que jamais à en confier la garde aux socialistes, plutôt qu'aux partis démocratiques bourgeois, donnait 316,000 voix aux candidats du Parti — ce qui, étant donné le nombre moindre des votants, représentait la proportion la plus forte que le socialisme eut jamais obtenu — 40 o/o avec deux mandats de plus — soit 86, dont 10 députées.

Le nouveau Parlement n'eut pas une existence plus longue que les précédents. A nouveau, il était dissous à la fin de 1910. Les élections de janvier montraient l'indomptable volonté finlandaise, décidée à lasser ses bourreaux. Elle donnait 320,000 voix aux socialistes, un mandat de plus (87), et une proportion encore plus forte de voix socialistes : 41 o/o.

II. — L'organisation du Parti.

La force organisée du Parti socialiste-démocrate de Finlande est actuellement de 71,000 membres, dont 54,000 hommes et 17,000 femmes, groupés dans 1,127 groupes ou unions. Le nombre de ses adhérents au moment de l'enthousiasme de la période révolutionnaire russe avait été plus élevé, atteignant en 1906, environ 85,000 membres, dont 65,000

(1) Rapport du Parti finlandais au Congrès de Copenhague, page 12.

Les députées socialistes à la Diète de Finlande.

hommes et 18,900 femmes. Il y a eu depuis une légère décroissance numérique, mais non un recul du Parti.

Les circonstances et la fièvre de la lutte politique avaient amené un contingent d'éléments non prolétariens qui, lorsque le combat des classes leur apparut à nouveau, retournèrent aux partis de la petite bourgeoisie. Mais, en réalité, il y a eu croissance constante de la conscience socialiste des masses finlandaises, de leur organisation et de leurs ressources, ainsi que le montre le rapport présenté au Congrès de Copenhague :

Les organisations augmentent constamment en puissance et le mouvement, grâce à une propagande très intensive, devient toujours plus important. Nos Unions locales couvrent la Finlande entière. Partout dans les villes et les campagnes, on ouvre des bibliothèques ouvrières et des salles de lecture. Chaque année le nombre des Maisons du Peuple augmente. Les journaux socialistes, fondés il y a quelques années, ont conquis un grand nombre de lecteurs et possèdent actuellement plusieurs imprimeries. Les recettes annuelles des organisations suivent continuellement une marche ascendante.

Les groupes qui possédaient 129 Maisons du Peuple en 1906, en avaient 226 en 1907, et 370 en 1908. Leurs recettes annuelles qui étaient de 1,080,000 marks en 1906, atteignaient 2,400,000 marks en 1907, et 3,331,000 en 1908.

Les bibliothèques des Unions possèdent plus de 70,000 volumes représentant une valeur de plus de 100,000 marks. Le Parti a créé une école, des cours de propagande dans chaque district électoral.

Il possède 4 fonctionnaires permanents rétribués, et chaque district électoral possède un secrétaire permanent et un propagandiste.

Le mouvement socialiste féminin est important ; il est représenté par la *Fédération des Femmes socialistes*, qui comprend 150 sections comptant environ 3,000 membres, et s'occupe surtout de la propagande parmi les ouvrières. Elle s'est particulièrement consacrée aux questions d'éducation, de religion, d'antimilitarisme. La Fédération des Femmes a

préparé dans ses Congrès plusieurs propositions législatives (entre autres sur l'assurance maternelle, l'entretien des enfants abandonnés, l'instruction obligatoire, la situation légale de la femme mariée). Sous ses auspices ont été créées des écoles du dimanche pour les enfants et un journal socialiste pour l'enfance, *Ihaune* (l'Idéal).

Le Parti compte également une importante *Fédération de la Jeunesse socialiste*, qui comptait, lors de son dernier Congrès, 106 groupes, avec 10,000 adhérents. Elle a un organe hebdomadaire, *Tuohus* (Le Flambeau).

Les Unions du Parti comprennent également 195 *Sociétés dramatiques*. De l'une d'elles, « le Théâtre Ouvrier » d'Helsingfors, est sorti le « Théâtre Populaire » de la capitale finlandaise, qui reçoit une subvention de 25,000 marks de l'Etat. Il comprend 60 *Sociétés de chant*, 79 *Sociétés de sport*.

On voit quelles œuvres puissantes le prolétariat finlandais, luttant dans des conditions politiques particulièrement difficiles, a fait surgir par son propre effort — et cela dans un pays où 57 0/0 de la population est employée dans l'agriculture!

Comme on comprend l'exclamation douloureuse du secrétaire du Parti, après avoir énuméré ces magnifiques résultats : « *Et tout cela deviendrait la proie des pandores russes!* »

La PRESSE socialiste finlandaise est importante. Elle comprend 5 quotidiens appartenant au Parti, dont le plus important est le *Tyomiës* (l'Ouvrier), paraissant à Helsingfors, et qui a une vente de 27,000. Les 4 autres sont : le *Kansan Lehti* (le Journal du Peuple), paraissant à Tammersfors; le *Socialisti*, à Albo; le *Tyo* (Le Travail), à Vyborg; et le *Kansan Tahto* (la Volonté du Peuple), à Uleaborg; 11 journaux tri-hebdomadaires, dont le tirage total est d'environ 100,000; un journal satirique illustré, *Kurikka* (La Massue), tiré à 6,000; l'organe des femmes socialistes, *Tyolaisnainen* (l'Ouvrière).

En outre, le Parti possède trois organes en langue suédoise pour les travailleurs de langue suédoise, qui constituent 25 groupes, avec un millier de membres, et dont le principal organe est la *Folktribunen* (La Tribune du Peuple).

Le Parti a publié des traductions finlandaises de tous les principaux écrits socialistes. Une traduction finlandaise du « Capital » de Marx se poursuit aux frais de l'État finlandais, sur un vote de la Diète. Il publie un calendrier illustré à 50.000 exemplaires, ainsi que plusieurs albums littéraires et du Premier Mai.

III. — L'organisation syndicale et coopérative.

L'organisation syndicale est moins forte que l'organisation politique, ce qui se comprend dans un pays où le prolétariat industriel ne représente qu'une minorité. On y compte environ 36.000 syndiqués. Les recettes totales annuelles des caisses centrales des Syndicats étaient de 405.000 marks, les dépenses de 396,000 marks, et l'avoir social de 271,000 marks.

Le journal des Syndicats, le *Suomen Ammattijarjesto* (Union Centrale des Syndicats finlandais), tire à 4.000. En outre, les ouvriers du bois, les typographes, les cheminots, les dockers, les relieurs, les peintres, les maçons, les boulangers, les scieurs et les métallurgistes, ont leurs journaux propres. L'ensemble de leur tirage monte à 20.000.

Les Syndicats finlandais ont fait des recherches statistiques intéressantes sur la durée du travail, le salaire, la proportion entre les loyers et le salaire.

Dans leur dernier Congrès, les Syndicats ont ainsi précisé leur attitude à l'égard du Parti :

Seul le *Parti Democrate Socialiste représente et peut représenter en Finlande les vrais intérêts des ouvriers* dans le domaine de la législation et pour cela les *Associations professionnelles doivent accorder pleine assistance au Parti Démocrate-Socialiste.*

Vu que le mouvement ouvrier professionnel doit être le plus possible unitaire et que l'on ne devient democrate-socialiste et membre

du Parti que par conviction, le Congrès est d'avis que seuls *ceux des membres des Associations professionnelles doivent faire partie du Parti qui sont vraiment socialistes* et que les Associations professionnelles *ne peuvent exercer aucune contrainte* sur leurs adhérents pour les obliger à s'affilier au Parti.

Le seul fait qu'ils soient amenés à voter une semblable résolution en apparence « neutraliste » montre combien les rapports entre les syndiqués et le Parti sont étroits. Les uns et les autres participent, d'ailleurs, ensemble aux Congrès socialistes internationaux.

Le mouvement coopératif est important. Il ne comprend pas moins de 180,000 coopérateurs, groupés dans les Coopératives tant de consommation que de production agricole, faisant un chiffre d'affaires annuel de 89 millions de marks.

On compte 7.812 entreprises coopératives (506 Coopératives de consommation, 384 caisses, 354 fermes coopératives, 169 Sociétés pour l'achat des machines agricoles.

Les Coopératives finlandaises sont neutres et ne semblent pas avoir avec le mouvement ouvrier des rapports aussi étroits que les autres Coopératives scandinaves.

IV. — La force politique du Parti et son action parlementaire.

Nous avons déjà indiqué l'importance des résultats obtenus sur le terrain électoral par le socialisme finlandais. La statistique suivante les présente en quelques chiffres saisissants :

ANNÉES	VOIX SOCIALISTES	ÉLUS	POURCENTAGE des voix socialistes
1907	329.000	80	36.7
1908	310.000	83	38.4
1909	336.000	84	39.8
1910	317.000	86	40.0
1911	320.000	87	41.0

Ce dernier chiffre de 320.000 électeurs socialistes fut recueilli sur un chiffre total de 799,000 votants ; ce qui fait qu'il représente la plus forte proportion de suffrages socialistes recueillis à ce jour. On a vu d'ailleurs que malgré la diminution du nombre des votants le pourcentage des électeurs socialistes n'a cessé de s'accroître.

Sur le *terrain municipal* existe encore un ancien système électoral censitaire qui rend très difficile le succès des candidats socialistes. Une loi établissant le suffrage universel a bien été votée par la Diète, mais le tsar a jusqu'ici refusé de la promulguer. Malgré cela, le Parti compte 396 élus municipaux.

A la Diète, ou Parlement finlandais, la fraction socialiste, qui constitue près de la moitié de l'Assemblée, a montré une grande activité réformatrice. Il faut citer son action en faveur des nombreux et très malheureux petits fermiers, qu'on appelle les *Torpari*, dont on évalue le nombre à 70.000, et le vote de son projet de loi fixant à 50 ans la durée du bail pour les nouvelles occupations, abolissant le paiement des fermages en corvées, et surtout son œuvre importante dans le domaine de la législation ouvrière (interdiction du travail des enfants au-dessous de 14 ans, limitation à 10 heures de la journée de travail, repos hebdomadaire dominical de 30 heures, interdiction du travail des femmes en couches, disposition stipulant que chaque ouvrier disposerait à l'usine d'un espace minimum de 10 mill. car. afin d'éviter les accidents ; développement important de l'inspection du travail, etc.)

Les socialistes ont participé dans une large mesure au vote de la législation qui met la Finlande à l'avant-garde de la croisade anti-alcoolique. La loi votée par la Diète défend complètement en Finlande la vente, la fabrication et l'importation de toutes boissons alcooliques contenant plus de 2 o/o d'alcool.

Mais cette loi, comme tout le travail de réforme de la Diète finlandaise, s'est heurtée à un obstacle insurmontable :

l'opposition du cabinet ministériel russe, qui se prépare maintenant à détruire toute cette œuvre de civilisation. Le gouvernement du tsar a, en effet, complété sa besogne sinistre en faisant voter par sa « Douma introuvable » une loi cynique faisant tomber la plupart des questions finlandaises sous la compétence de ce simili « Parlement » russe, dans lequel la Finlande aurait dorénavant 4 représentants. La Diète se trouverait ainsi ramenée au rôle d'un simple organe d'administration provinciale sans importance.

Voici à quelle violation du droit de tout un peuple aboutit ce nationalisme russe « sanglant et crasseux », suivant la vigoureuse expression d'un de nos camarades finlandais. Plus que jamais l'avenir du mouvement ouvrier en Finlande est par conséquent lié, à l'avenir, au développement et à la revanche du prolétariat russe.

CHAPITRE IX

LE SOCIALISME EN RUSSIE

HISTORIQUE DU MOUVEMENT

I. — Les origines.

L'immense empire russe, peuplé de 130 millions d'êtres humains, couvrant près d'un sixième de la superficie totale du globe, nous offre l'exemple le plus typique du caractère universel du mouvement socialiste moderne et de sa croissance vigoureuse sous les régimes les plus opposés et même là où ses adeptes sont littéralement traqués comme des bêtes fauves.

A vrai dire, nous trouvons l'idée socialiste mêlée intimement à toutes les luttes du peuple russe, pour sa libération, depuis un demi-siècle. Si les premiers combattants de la liberté russe, les *Décabristes* en 1825, étaient seulement nourris de la tradition républicaine et jacobine de la Révolution française, dans le mouvement libéral que nous voyons se dessiner ensuite vers 1858-1860, au début du règne d'Alexandre II, la pensée socialiste est tout de suite brillamment représentée par le grand et généreux Tchernichewsky, « économiste génial », ainsi que l'appelle Marx, le véritable ancêtre du socialisme russe. Sa propagande lui valut la déportation en Sibérie, où il resta vingt ans et d'où l'intrépide révolutionnaire Lopatine — le traducteur russe du « Capital » — devait chercher, mais en vain, à le faire évader.

La période de « libéralisme » du règne d'Alexandre II dura peu. Bientôt, la réaction recommençait à sévir et les

premières organisations révolutionnaires secrètes se constituaient : « la Jeune Russie » en 1861, « Terre et Liberté » en 1862, etc. L'action de ces petits groupes fut d'ailleurs très faible et leurs adhérents très peu nombreux.

II. — Les premiers groupements : L'idylle pacifique.

Dans les années qui suivirent, après la répression tragique de la Commune et pendant que se développait au milieu des convulsions internes l'Internationale, les idées socialistes, sous une forme un peu vague et mystique, mais très fervente, pénètrent dans des couches plus profondes de la jeunesse intellectuelle et effleurent le prolétariat et la paysannerie.

Deux courants existent alors : l'idée de la propagande pacifique, de l'éducation méthodique et lente des masses rurales d'une part. Elle est surtout représentée par Pierre Lavroff, un jeune savant, sorti, comme les *Décabristes*, des rangs supérieurs de l'armée : colonel d'artillerie et professeur à l'Ecole de Guerre. En 1868, il était déporté dans le gouvernement de Voldga, d'où il s'échappait deux ans après, grâce à l'habileté de Lopatine. Dès 1873, il fondait à Zurich la revue socialiste *Vperiëd* (*En Avant !*) puis venait habiter Paris, où il demeura jusqu'à sa mort, en 1900.

Le grand adversaire de Marx dans l'Internationale, Michel Bakounine, oppose d'autre part à la propagande pacifique, l'idée du « révolutionnarisme instinctif » des masses rurales, qu'il croit prêtes à répondre au premier appel des militants. Ce fut la grande période où « on allait vers le peuple ». Avec un idéalisme admirable, des jeunes gens, des jeunes filles, appartenant à toutes les classes de la société, depuis un prince Kropotkine, sorti de la plus haute noblesse de Moscou, jusqu'à des fils de simples paysans, abandonnaient par milliers, honneurs et profits pour aller vivre d'une âpre vie

de privations au milieu des moujicks et des ouvriers. Tous les instincts les plus nobles de la nature humaine brillaient dans cette enthousiaste jeunesse. Personnification de l'abnégation, le propagandiste ne veut rien pour lui-même, il sacrifie tout à la cause. Les moyens d'action sont essentiellement pacifiques : il attend la victoire finale de la seule expansion des idées nouvelles.

Ces doux rêves se brisèrent contre l'implacable réalité : le peuple idéalisé se composait de foules profondément inconscientes et souvent hostiles. Le Gouvernement réprimait comme des tentatives de révolte dangereuse, les efforts les plus innocents du propagandiste pour éduquer simplement les masses. Des excès de toute espèce sont commis contre les prisonniers politiques. Le moindre geste de propagande entraîne la déportation en Sibérie.

Dès 1877, les militants tentent de répondre à la répression par des manifestations publiques. La plus importante fut celle qui eut lieu à Pétersbourg, au début de 1878, sur la place de Kazan, devant la célèbre cathédrale. C'est là que se révéla le talent d'orateur et l'énergie du jeune et déjà remarquable militant Georges Plekhanoff, qui devait, quelques années plus tard, constituer le Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie, dont il est aujourd'hui le théoricien le plus respecté.

III. — Le terrorisme et la " Narodnaïa ".

La répression devient plus féroce encore : 770 révolutionnaires étaient arrêtés vers la même époque à Pétersbourg, et 99 étaient condamnés à la déportation en Sibérie. La sentence rendue par le Sénat venait d'être soumise au tsar, le 23 janvier 1879, lorsqu'une jeune fille, d'origine noble, Vera Sassoulitch, tirait un coup de revolver sur le général Trépov préfet de police de Pétersbourg, qui avait fait torturer un

prisonnier politique. Quoique le général eut été grièvement blessé, la Cour d'assises, deux mois après, acquittait Vera Sassoulitch, qui parvint ensuite à gagner la Suisse.

L'idée du *terrorisme* couvait depuis quelque temps parmi les militants : non qu'elle eût été adoptée volontiers par les révolutionnaires. Mais elle leur apparaissait comme la conséquence fatale de la répression gouvernementale et des conditions terribles de la lutte en Russie.

L'attentat de Vera Sassoulitch, — qui devait, chose curieuse, participer en 1884 à la fondation du Parti Social-Democrate, lequel renonça le premier au terrorisme — fut comme un signal. Il dissipa les dernières hésitations et quoique la lutte ne fut pas tout de suite systématisée sous cette forme, les attentats se multipliaient. Ils visent souvent les mouchards. Bientôt le terrorisme devient une méthode, le « grand moyen de lutte de la révolution contre l'autocratie ».

Aux petits groupes isolés se substitue une organisation centraliste, la célèbre *Narodnaia Volia* (Volonté du Peuple) qui allait étonner le monde par son audace. Ce premier parti révolutionnaire russe ne comprenait cependant qu'une poignée de combattants intrépides. Les masses populaires restèrent toujours indifférentes ou hostiles à son action. Dans son beau livre la « Russie Souterraine », un des plus célèbres acteurs de ce drame, Serge Stepniak, a fait l'historique émouvant de cette période romantique du mouvement révolutionnaire. Son point culminant fut atteint le 1er mai 1881, lorsque l'engin de Grinevitzky frappa mortellement le tsar Alexandre II, après quatre tentatives infructueuses, dont la plus célèbre avait été celle de Hartman et Sophie Perowskaïa, contre le train impérial près de Moscou. Tous les régicides furent condamnés à mort. Ils firent face à l'échafaud sans un moment de faiblesse : Jeliabow, Sophie Perowskaïa, Kibaltchilch, Rissakow et Mikhailow, moururent en héros en proclamant leur foi socialiste et révolutionnaire.

Cependant, au lendemain même de l'avènement du nou-

veau tsar, dans une mise en demeure émouvante, le Comité Exécutif de la « Narodnaia » précisait les conditions dans lesquelles il menait cette lutte terrible :

Soyez-en sûr, écrivait-il à Alexandre III, le jour même où le pouvoir suprême cessera d'être arbitraire, le jour où vous paraîtrez fermement décidé à exécuter ce que vous prescrirait la volonté et la conscience du peuple, vous pourrez débarrasser les rues de vos espions qui déshonorent le Gouvernement, laisser vos escortes dans leurs casernes et déraciner vos potences, qui démoralisent le peuple.

Lorsque ces conditions normales seraient réalisées :

...une lutte pacifique d'idées remplacerait les violences qui nous sont bien plus antipathiques qu'à vos propres serviteurs, violences auxquelles la seule nécessité nous a actuellement réduits.

Le terrorisme, en un mot, n'est qu'un moyen extrême aux mains d'un peuple qui n'a aucun autre moyen de combattre ses tyrans. Il posait comme conditions nécessaires à sa cessation, l'amnistie, la convocation d'une Chambre élue au suffrage universel, la liberté de la presse, etc...

Alexandre III répondit en confiant au féroce Ignatiew, le soin d'exercer une répression impitoyable. L'autocratie savait bien que la « Narodnaïa » n'avait pas derrière elle les masses et qu'il lui serait facile de décimer ces maigres bataillons. Il en fut bien ainsi. Parmi les plus intrépides combattants, les uns étaient bientôt tous morts, les autres en Sibérie. Il ne restait des premiers organisateurs et militants que Vera Figner qui, vers 1882, était parvenue à réorganiser le Parti dans le Sud. Dénoncée par l'agent provocateur Degaïew, elle était enfermée pendant 25 ans à Schlusselbourg, où était déjà emprisonné Lopatine. La découverte de la trahison de Degaïew porta le coup de grâce à la « Narodnaïa ».

IV. — De la "Narodniaïa" au mouvement moderne.

Une période de sombre compression et de morne silence suivit les années agitées de 1878 à 1882. Les éléments libéraux que l'action de la « Narodnaïa » avaient galvanisés retom-

bèrent à leur ancienne apathie. Tout le règne d'Alexandre III s'écoula sans vie politique ou sociale, dans le silence de la terreur.

Cependant, en Russie, comme dans le monde entier, l'évolution économique allait créer des conditions nouvelles et faire surgir les éléments rénovateurs. Alors que l'agitation héroïque que nous venons de retracer était seulement le fait d'une élite ardente — fatalement impuissante — ce sont les masses mêmes qui vont maintenant s'ébranler.

Dès 1878, une petite organisation prolétarienne éphémère avait été créée à Pétersbourg, par le menuisier Kaltourine, qui se confondit ensuite avec les terroristes. Les grèves de la métallurgie, vers 1880, n'eurent pas davantage de lendemain. Mais c'est plusieurs années plus tard qu'un vaste mouvement allait surgir du sein de l'industrie, sans cesse plus développée, sous l'impulsion du ministre Witte, dont la politique protectionniste aida puissamment cette évolution. La première grande grève qu'ait connue la Russie, éclatait en 1885, à Moscou, dans les vastes usines de Sawa Morossof. C'était, par une étrange ironie de la destinée, ce même industriel qui devait, quinze ans plus tard, rendre d'énormes services au Parti social-démocrate, auquel il avait adhéré, en payant de sa personne et de sa bourse.

Vera Figner

Ces premières grèves eurent pour résultat immédiat la création d'une législation ouvrière, fixant un âge minimum pour

l'emploi des enfants dans l'industrie, réglementant les amendes et établissant une inspection du travail — fonctionnant d'ailleurs d'une façon très insuffisante, là où même elle n'est pas restée lettre morte.

C'est peu après qu'au premier Congrès socialiste international de Paris, en 1889, Plekhanoff prononçait ces paroles prophétiques « que la révolution politique en Russie triompherait grâce au mouvement ouvrier, ou ne triompherait pas ».

A partir de 1890, les nouvelles aspirations du prolétariat russe prennent la forme d'une organisation spécifiquement socialiste. Au lieu de l'ancienne méthode de conspiration et de terrorisme, elle s'inspire de l'exemple et des leçons du mouvement ouvrier universel : c'est de l'action même des masses prolétariennes organisées qu'elle attend la victoire.

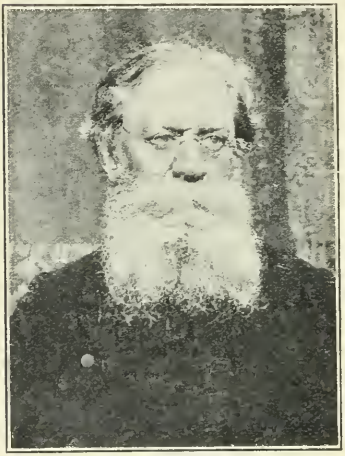
Le Parti Ouvrier Social-Démocrate, fondé en 1884, en Suisse, par quatre anciens combattants de la « Narodnaïa », Plekhanoff, Vera Sassoulitch, Deutsch et Axelrod, devait faire prendre corps à ces nouvelles méthodes de lutte, directement inspirées des enseignements de Marx et d'Engels. De la bataille héroïque de la période précédente, il avait appris la nécessité de la lutte politique contre le tsarisme, que dans tous ses efforts d'émancipation, la classe ouvrière devait toujours rencontrer sur son chemin.

Les premiers disciples de Plekhanoff furent des étudiants qui propagèrent dans les masses ouvrières les idées marxistes. Leurs efforts se rencontrèrent avec ceux de la jeunesse ouvrière. De petits cercles se constituèrent un peu partout en Russie, dont l'action fut considérable sur les vastes luttes économiques qui allaient se produirent.

Les premières grandes démonstrations eurent lieu en Pologne, à Varsovie et à Lodz, à l'occasion du 1er Mai, en 1891 et en 1892. En 1893 et 1894 toute une série de grèves se déclarent dans la Russie centrale, à Moscou et à Pétersbourg. Mais c'est surtout à partir de l'avènement de Nicolas II, en 1894, que les événements vont se précipiter, après qu'on se

fut aperçu que le nouveau tsar était aussi réactionnaire que son père et ne justifiait à aucun degré les illusions qu'on s'était d'abord faites sur son « libéralisme ».

En mai 1895, se produisait à Pétersbourg la grève la plus importante qu'on eut encore vue en Russie, à laquelle prenait part 35,000 ouvriers du Textile. Elle avait été préparée et elle fut dirigée par « l'Union de combat pour l'affranchissement de la classe ouvrière », fondée par les social-démocrates, Martof et Lenine. Le mouvement se renouvela l'année suivante et le gouvernement, inquiet, promit de fixer un maximum légal de la journée de travail. Le 2 juin 1897, celle-ci était fixée à 11 heures 1/2 par un ukase impérial.



Pierre Lavroff

En 1898, le P. O. S. D. était officiellement constitué. Une tendance excessive à l'organisation purement économique et qui négligeait la lutte politique, l'*économisme* est alors prédominante dans ses rangs. Les événements devait en avoir facilement raison. La nécessité de conquérir la liberté politique apparaissait bientôt à nouveau primordiale.

Vers la même époque, se reformait, se réclamant de la tradition de la « Narodnaïa », le Parti socialiste révolutionnaire, dont le leader intellectuel est Lavroff. Il reprenait l'ancien point de vue à la fois terroriste et populiste des « Narodnistes ». Il recruta surtout ses adhérents parmi les intellectuels, les membres des professions libérales et les paysans. Conformément à la méthode des anciens socialistes russes, la

nouvelle organisation attendait beaucoup de son programme agraire et des « tendances socialistes latentes », qu'elle apercevait dans la propriété communiste paysanne, avec le *Mir*. Sur la base de la socialisation immédiate de la terre, — considérée comme utopique par les social-democrates — les socialistes révolutionnaires espéraient entraîner les millions de paysans dans le camp de la révolution.

Les social-democrates soutenaient, au contraire, qu'il est impossible de supprimer les phases nécessaires de l'évolution. Ils estiment que le communisme primitif doit disparaître pour faire place aux formes capitalistes modernes de la production, avant qu'il ne soit possible de réaliser le socialisme.

Mais l'action principale du P. S. R. fut le terrorisme, la méthode de « désorganisation gouvernementale » par des attentats répétés contre les plus féroces des dirigeants. Le premier fut celui de l'étudiant Karpovitch, qui tua, en 1901, le ministre de l'instruction publique, Bogoliepow.

Systématiquement, son « Organisation de Combat » préparait des attentats dont les plus importants coûtèrent la vie au redoutable « dictateur », le sinistre Plehve (15 juillet 1904) et au grand duc Serge (4 février 1905). Toute cette phase de la lutte révolutionnaire, si elle pouvait souvent apparaître comme une satisfaction morale pour la conscience humaine outragée par les atrocités de dirigeants tortionnaires, si elle avait un caractère extrêmement dramatique, en raison de son romantisme même, n'était cependant que d'une importance minime à côté du mouvement profond des masses.

Les grèves revêtaient, en effet, de plus en plus, un caractère d'opposition fondamental au régime, caractère sans cesse accentué par les représailles du tsarisme. Dans l'espoir de faire dévier le mouvement, il favorise les tentatives du préfet de Moscou, Zoubatow, pour créer une sorte de syndicalisme tsariste. Mais l'action des agents provocateurs échoua complètement dans ce domaine de l'action collective et à la

fin de 1903-1904, le mouvement ouvrier avait pris une ampleur sans précédent.

Des grèves formidables éclatent dans tout le Sud de la Russie : à Odessa, à Bakou, à Moscou.

V. — La guerre et la révolution.

Au même moment, la guerre éclatait avec le Japon. Pendant la première phase du conflit, le mouvement révolutionnaire avait semblé décroître. Sous cette tranquillité apparente on sentait grandir le mécontentement formidable de toute la Russie, nourri par les révélations chaque jour plus écrasantes sur la corruption du régime, éclairé par la lueur des catastrophes de Mandchourie, — de Moukden à Tsouchima.

La bourgeoisie libérale et les étudiants, dont l'agitation n'avait cessé de grandir depuis plusieurs années et qui se trouvaient à partir de 1901 en conflits presque journaliers avec la police et les cosaques, comme le prolétariat lui-même, conçoivent la nécessité d'une reconstruction totale de l'édifice gouvernemental. D'autre part, sous l'influence du mouvement ouvrier, la paysannerie s'agite de plus en plus et à ses revendications agraires traditionnelles, ajoute des revendications politiques.

Les intrigues du célèbre pope Gapone — demeuré une étrange énigme psychologique — favorisées au début par le gouvernement pour créer à Pétersbourg une sorte de syndicalisme à la Zubatow, aboutit à donner au prolétariat de la capitale l'organisation professionnelle légale qui encadrera les masses. Celles-ci s'étaient enrôlées dans la nouvelle organisation qui, bientôt, entra en conflit avec le patronat. Ce fut ainsi que se produisit, en décembre 1904, la vaste grève des usines Poutilow, bientôt étendue à tous les ouvriers de Pétersbourg.

G. PLEKHANOFF.
Fondateur du Parti Ouvrier Social-Démocrate russe.

Photo L.-L. Tricam, Genève.

Sous l'influence des militants démocrates-socialistes, le prolétariat joint alors à ses demandes purement économiques des revendications politiques. Son action se combine avec celle de la démocratie bourgeoise des Zemstvos (Conseils généraux) dont l'agitation n'avait cessé de grandir depuis la mort de Plehve.

Toute cette agitation atteint son point culminant en la journée tragique du 22 janvier 1905, qui marque le début de la Révolution. Après ces fusillades du prolétariat pétersbourgeois, une fermentation intense se manifeste. Le 17 février, le grand duc Serge est tué à Moscou. Les grèves et les démonstrations appuyées par presque toutes les classes de la population se succèdent. Pour se faire une idée de l'atmosphère de sympathie dont elles étaient entourées, il suffit de rappeler, par exemple, que les grands industriels de Moscou consentirent à payer les salaires de leurs ouvriers qui prenaient part à ces démonstrations.

Le mouvement cumula dans la *grève générale* d'octobre 1905, qui, par l'arrêt des chemins de fer, l'interruption des communications postales et télégraphiques, l'absence d'éclairage dans les cités, paralysa toute la vie sociale, parut sur le point d'entraîner le soulèvement d'une partie de l'armée et détermina la première grande capitulation de l'autocratie par le Manifeste du 18/30 octobre. Ainsi, le mouvement ouvrier s'était seul trouvé capable de porter des coups décisifs à l'effroyable tyrannie.

C'est à ce moment que se constituèrent dans les grandes cités et principalement à Pétersbourg et à Moscou, les *Conseils des délégués ouvriers*, presque tous dirigés par des militants démocrates-socialistes et dont l'influence fut à un moment telle, qu'on la déclarait plus grande que celle du gouvernement. A côté de « l'Union des Unions », formée par les représentants des professions libérales, mais à un degré bien supérieur, ces organismes purement prolétariens jouèrent un rôle décisif pendant l'orage révolutionnaire. Ce rôle prépondé-

rant joué par la classe ouvrière et son attitude révolutionnaire provoquèrent un recul général de la bourgeoisie.

C'étaient les « Cadets » (constitutionnels-démocrates), sorte de radicaux-socialistes russes, qui renonçaient à l'attitude combattive, adoptée par eux au début et qui devaient en arriver à répudier dans la 3e Douma, toute solidarité avec les « partis extrêmes ». C'était, d'autre part, les éléments les plus modérés de la grande bourgeoisie et de la propriété foncière, qui constituaient le « Parti octobriste » (se réclamant du manifeste du 30 octobre) dont l'action purement gouvernementale se repose sur la fiction des promesses constitutionnelles du tsarisme.

Cependant, la tempête continuait : pour répondre à la répression gouvernementale, une nouvelle grève générale organisée hâtivement et d'une façon inopportune éclatait en décembre 1905. Elle entraînait la grande insurrection de Moscou, conduite surtout par les Social-Démocrates, et qui fut réprimée dans le sang par le féroce amiral Doubassow.

Au même moment, les provinces baltiques se soulevaient, proclamant pendant un moment un gouvernement républicain indépendant ; Rostov, tout le bassin du Donetz, tout le Caucase, une grande partie de la Sibérie, s'insurgeaient presque partout sous l'inspiration des militants socialistes. Des révoltes agraires éclataient innombrables sur tous les points de l'Empire : les socialistes révolutionnaires s'efforçaient de les organiser.

Partout la révolution fut écrasée. L'insurrection de Cronstadt, la rebellion des marins du *Kniaz Potemkine*, tous les soulèvements de l'armée et de la flotte dans lesquels les deux organisations P. O. S. D. et P. S. R. jouèrent également un rôle prépondérant, furent étouffés.

La réaction bientôt se manifeste implacable. Elle a recours à la lie de la population des grandes villes, aux « apaches » et autres « bossiaks » pour constituer les fameux « Cent Noirs » et « l'Union du Peuple russe », qui organisent, dans

d'ignobles « pogromes », le massacre des juifs et des intellectuels et semer la haine contre les Finlandais, les Arméniens, les Polonais. Ils sont ouvertement protégés par les gouvernants dans leurs pires excès — et par le tsar lui-même.

C'est par dizaines de milliers qu'il faut compter les mili-

Groupe Social-Démocrate a la 1re Douma

tants des organisations socialistes qui, de 1905 à 1908, furent fusillés et pendus ; par centaines de milliers ceux qui furent emprisonnés ou déportés en Sibérie.

La lutte se continue dans le domaine politique. Elle se caractérise par une bataille acharnée menée dans et autour du « Parlement » russe, — la Douma — seul résultat acquis après le grand effort de la révolution. On sait quelle fut la courte carrière de la 1re Douma, dans laquelle le principal rôle fut joué par les grands parlementaires du parti cadet — les Moromtseff, les Roditchev, les Petrunkevitch, les Dolgorouki, — comme aussi par les députés des paysans constitués en « Parti du Travail », les Anikine et les Aladine. Les organisations socialistes s'étaient officiellement abstenues de parti-

ciper aux élections de la 1re Douma, en raison de son mode d'élection et de l'insuffisance de ses attributions. Néanmoins, 18 membres du Parti social-démocrate y avaient été élus et y formaient son groupe parlementaire.

Le tsarisme ne tarda pas à répondre à l'action de la Douma en « mettant la baïonnette à l'ordre du jour », par la dissolution de la 1re Douma. Ses membres libéraux et travaillistes essayaient, mais en vain, d'organiser par le Manifeste de Vyborg, l'appel à la nation. Leur effort fut impuissant et bientôt l'activité des partis d'opposition se tournait tout entière vers la campagne électorale pour la nouvelle Douma, à laquelle tous participaient très énergiquement.

VI. — Le Socialisme à la 2e Douma.

Ses résultats permirent de constater combien l'action socialiste avait pénétré profondément les masses de l'immense empire. Etant donné que celles-ci n'ont plus eu depuis cette époque de possibilité d'exprimer leurs convictions et leurs aspirations, il nous faut souligner les résultats de cette dernière grande consultation du peuple russe.

Dans la deuxième Douma, le Parti Ouvrier Social-Democrate apparut comme la plus importante des organisations socialistes russes. Il ne comptait pas moins de 66 députés et ce furent eux qui jouèrent dans l'opposition le rôle central. D'autre part, le Parti socialiste révolutionnaire avait un groupe de 35 élus, auxquels se joignirent les 3 députés arméniens, élus de leur organisation révolutionnaire nationale, le « Dachnakzoutioun ». Il y avait, en outre, 66 députés appartenant aux groupes « travaillistes », « populistes » — de tendances socialistes plus ou moins confuses. C'est dire que sur 500 députés que comptait la 2e Douma, 170, soit plus du tiers, représentaient des tendances socialistes, dont 104 étaient les élus des deux partis socialistes reconnus par l'Internationale.

Dans leur lutte contre l'autocratie, les socialistes et, en particulier la fraction social-démocratique, par la bouche de Zeretelly et Djaparidze, députés du Caucase, et d'Alexinsky, député de Pétersbourg, joua dans cette 2e Douma le même rôle prépondérant que les Cadets dans la première.

Aussi ce fut-il contre eux que le Gouvernement de Stolypine dirigea ses coups principaux. Pour se débarrasser et de la deuxième Douma et des social-démocrates, il prétendit avoir découvert un complot militaire de la fraction social-démocratique du Parlement, complot qui avait été machiné de toutes pièces par des agents provocateurs du gouvernement, ainsi que l'ont prouvé des révélations ultérieures.

G. Alexinsky
Député social-démocrate
de Saint-Pétersbourg à la 2e Douma

Comme la Douma refusait naturellement de se déshonorer en livrant ses membres social-démocrates au gouvernement, celui-ci procédait le 2/15 juin 1907 à sa dissolution trois mois après sa première réunion. Les élus social-démocrates devaient être condamnés quelques mois après à cinq ans de travaux forcés pour leur prétendu complot.

Le lendemain, par un impudent coup d'État, le premier ministre de Nicolas II modifiait la loi électorale, en violation des « lois fondamentales » d'octobre, par lesquelles le tsar avait solennellement juré qu'aucun changement de la loi électorale ne pouvait s'opérer sans la volonté expresse des Chambres : la Douma et le Conseil de l'Empire.

VII. — La réaction et la 3e Douma.

La contre-révolution triomphait. Par la nouvelle législation électorale, l'immense majorité du peuple russe était presque complètement dépouillée de tout droit de vote, au profit d'une poignée de privilégiés. Dorénavant, les députés sont nommés dans le chef-lieu de chaque gouvernement ou de région *par un collège électoral spécial* formé d' « électeurs » nommés eux-mêmes par les représentants de différentes curies.

Il y a la curie des propriétaires fonciers, qui se réunissent en Congrès de district pour nommer leurs électeurs; il y a aussi le Congrès des volosts, pour désigner les électeurs de la curie des paysans.

Les villes sont divisées en deux curies : dans la première se trouve la minorité des riches propriétaires d'immeubles et d'établissements de commerce; dans la deuxième, les petits propriétaires et toutes les catégories des locataires, pensionnaires d'Etat, petits fonctionnaires, etc., auxquelles des articles de loi extrêmement obscurs et arbitrairement interprétés accordent le droit électoral. Les élections des députés sont donc indirectes, à deux, à trois, et pour les paysans même, à quatre degrés.

C'est par des filtrations successives que les délégués, les fondés de pouvoir, les représentants des différents Congrès et des curies arrivent enfin aux collèges électoraux pour élire *dans leur milieu* des députés. Veut-on savoir quel sera le nombre de personnes qui seront chargées ainsi de nommer la Douma ? Il faut alors consulter la liste suivante, qui se rapporte à la Russie d'Europe :

Gros propriétaires terriens	2.594	électeurs
Gros propriétaires urbains	738	—
Petits propriétaires urbains	570	—
Paysans	1.113	—
Ouvriers des villes	112	—

En tout 5,127 électeurs pour nommer des députés qui sont censés représenter toute la Russie d'Europe. Sur ce nombre, la moitié appartient à la classe des nobles, dont le nombre, dans toute la Russie, ne dépasse pas cent trente mille; et l'autre moitié appartient à toutes les autres classes, dont le nombre est supérieur à 130 millions ! De sorte qu'un seul « électeur » pour les nobles vaut 1,000 « électeurs » pour les autres classes !

Rien d'étonnant que dans ces conditions, la *Troisième Douma* ait été par excellence la « Chambre introuvable » de l'autocratie, la « Douma Noire ». Cependant, le tsarisme n'avait pu y empêcher l'élection de 17 socialistes démocrates à côté de 25 travaillistes et d'une soixantaine de cadets.

La réaction coula à pleins bords. Assurée de l'appui de la finance européenne, ayant obtenu, grâce au concours de la haute banque française et allemande, un nouvel emprunt de plus d'un milliard, l'aristocratie s'en donne à cœur de joie. Elle se flatte d'avoir définitivement noyé dans le sang des meilleurs de ses fils le socialisme et la révolution. Du moins a-t-elle incontestablement retardé sa chute fatale et arrêté pour quelques années les progrès de la conscience socialiste des masses.

Mais un mouvement qui a atteint la puissance et l'ampleur du socialisme en Russie, ne peut être détruit par la répression — si féroce soit-elle.

Après être apparu avec la force que nous avons rappelée dans les consultations générales du peuple russe en 1906-1907, il ne peut être qu'un moment ralenti dans sa marche en avant, qu'il est fatalement appelé à reprendre bientôt avec une puissance accrue.

L'exposé qu'on va lire des forces qu'il a conservées, après la plus formidable tourmente qu'ait jamais connu parti révolutionnaire, après une saignée beaucoup plus atroce encore que celle du prolétariat français en 1871, montre qu'après quelques années de recueillement et de réorganisation, il comptera

à nouveau parmi les plus puissants corps de la grande armée socialiste internationale.

LES ORGANISATIONS SOCIALISTES DE RUSSIE

I. — Le Parti Ouvrier Social-Démocrate.

Le Parti Ouvrier Social-Démocrate est, incontestablement, la plus importante des organisations socialistes de Russie, celle qui est en contact le plus intime avec le prolétariat lui-même, dont il encadre presque tous les éléments conscients, — le groupement le plus directement inspiré de la méthode et de l'expérience du socialisme international.

Nous avons retracé ses origines, rappelé sommairement son rôle pendant la Révolution de 1905 à 1907, la part prépondérante qu'il prit à l'organisation de la grève générale, aux Conseils des délégués ouvriers (1), aux travaux de la 2e Douma. Après l'orage révolutionnaire et « les coups terribles de la plus cruelle des contre-révolutions », il apparaît comme ayant conservé une force respectable, avec laquelle le tsarisme doit chaque jour compter, alors que les autres organisations ont été presque complètement anéanties.

Les conditions de la lutte ont à nouveau obligé le P.O.S.D. à adopter l'ancienne forme secrète pour ses organisations, le seul fait de se proclamer membre du Parti, exposant tout adhérent à la déportation en Sibérie. On ne peut, par conséquent, que donner des indications assez approximatives sur les forces dont il dispose à l'heure actuelle. Un certain nombre d'éléments permettent cependant de les apprécier.

Au dernier Congrès national, tenu par le P. O. S. D., 5

(1) Ainsi 80 o o des membres des Conseils des délégués ouvriers poursuivis, déclaraient appartenir au Parti Ouvrier Social-Démocrate (Rapport du Parti au Congrès de Copenhague, page 53).

Londres, en mai 1907 — Congrès dans lequel étaient représentés directement tous les groupements social-démocrates de tout l'Empire — on évalua à 150.000 le nombre des citoyens organisés représentés par 305 délégués de 145 organisations. Environ 43 o/o des délégués étaient des ouvriers venus directement de l'usine ou de l'atelier ; 48 o/o des militants obligés de vivre clandestinement, des « illégaux ». Ce Congrès comprenait des éléments appartenant à toutes les nationalités de l'Empire. On n'y comptait pas moins de 90 délégués appartenant à la race juive, qui a donné au mouvement socialiste et révolutionnaire de Russie, tant de militants intrépides et de doctrinaires savants ; 119 étaient des « Grands Russiens », 38 des Polonais, 31 des Georgiens (du Caucase), 30 des Lettons (des provinces Baltiques), 7 des « Petits Russiens », 3 des Arméniens, 2 des Allemands, 2 des Esthoniens. Il y avait en outre, 1 Tartare, 1 Russien-blanc, 1 Ossiate, 1 Grec, 1 Lithuanien. « Quant aux représailles gouvernementales subies par les délégués, écrit le Parti dans son rapport au Congrès de Copenhague, on peut dire qu'il a battu le record des Congrès de tous les partis dans tous les pays : les 305 délégués avaient eu à subir au total 711 mises en accusation et *une moyenne d'une année de prison* avait été faite par chaque délégué, dont 5 avaient été condamnés à mort. »

Les militants social-démocrates les plus connus sont : Georges Plekhanoff, Lenine, Axelrod, Kaméneff, Martoff, Dahn, Mexinsky, Stiekloff, De Bogdanoff, Lunchkhasky, Razanoff, Martinoff, Masloff. Le plus grand écrivain de la Russie contemporaine, Maxime Gorky, lui a apporté son adhésion.

Les ressources du Parti ont naturellement beaucoup varié avec les conditions de la lutte politique. Pendant la période où il lui fut possible d'avoir une existence semi-légale, son budget annuel se chiffra par centaines de milliers de francs. A l'heure actuelle, il est évidemment dans l'impossibilité de recueillir d'une manière régulière les cotisations de ses adhérents.

Nous avons déjà dit avec quelle force le Parti s'était affirmé au dernier scrutin, où il fut possible au prolétariat russe de faire entendre avec éclat sa voix, en janvier 1890. Ses candidats, souvent unis dans le « bloc de l'extrême gauche », constitué par les organisations socialistes et populistes (social-démocrates, socialistes-révolutionnaires et populistes) obtenaient des centaines de milliers de voix. La « curie ouvrière », où le Parti luttait seul, était entièrement acquise par lui et élisait 23 députés relevant de lui. Toute une série de grandes cités donnaient, d'autre part, la victoire aux candidats de la Social-Démocratie : ainsi, Tiflis, Batoum, Koutaïs, Krasnojarsk, Libau, Ekaterinburg, et jusqu'à la lointaine Irkoustk, capitale de la Sibérie ! Au total, elle obtenait 55 élus relevant directement de ses organisations et 11 élus qui demandèrent à être admis à son groupe parlementaire. De ces 55 élus directs, 17 avaient été élus sans aucun accord électoral, 22 sur des listes de coalition révolutionnaire-populiste, 14 sur des listes de coalition de tout la gauche *(cadets compris)*. Parmi ses élus, 27 étaient des prolétaires venus directement de l'usine au Palais de Tauride. Les plus connus et les plus brillants furent les deux députés du Caucase, Zentilly et Djaparidzé.

Maxime Gorky

Le système électoral monstrueux, établi par Stolypine par son coup d'État du 3/17 juin 1907, ne permettait pas au prolétariat russe d'obtenir, même à un degré atténué, une représentation sérieuse dans la troisième Douma. Fallait-il,

dans ces conditions, renoncer à participer aux élections ? Une partie de l'opinion socialiste le pensait et les socialistes révolutionnaires notamment, répandirent le mot d'ordre : « Boycottons la Douma ! »

Les social-démocrates furent d'un avis opposé. Si misérable que fut un système électoral qui donnait à 230 électeurs de la « curie des propriétaires » fonciers le même droit qu'à 60,000 paysans et à 125,000 ouvriers, qui enlevait la plus grande partie de leur représentation à la Sibérie, au Caucase — qui avait élu une majorité de 60 o/o de députés de gauche, dont un tiers étaient des social-démocrates, — la majorité du P. O. S. D. estima qu'il devait prendre part aux élections pour la Troisième Douma. Malgré la terreur gouvernementale, malgré le découragement des masses après la dispersion des deux premières Doumas et le mépris de la volonté populaire montré par le Gouvernement, le Parti conquit 17 sièges, dont il devait en conserver 13. Les 6 députés que la « curie ouvrière » avait conservés étaient des social-démocrates. En outre, le Parti avait triomphé en Lethonie, à Riga, dans le Caucase, en Sibérie et dans la province de l'Oural. L'expérience montrait, et l'avenir surtout prouva, que les social-démocrates avaient eu raison de participer aux élections, même ainsi sophistiquées — en l'absence d'autres moyens. L'abstention, contrairement à ce qu'avait espéré ses partisans, apparut non comme une arme d'éducation révolutionnaire, mais comme « un moyen d'effacement volontaire ».

De 1907 à 1912, pendant les cinq années de son existence sans grandeur, la Troisième Douma a vu se dresser inlassablement le petit groupe social-démocrate, prenant l'initiative de toutes les résistances à l'arbitraire du régime, galvanisant l'opposition de gauche, découragée, diminuée et souvent apathique — seul centre de l'action socialiste, qu'il n'était pas possible au gouvernement de détruire :

La fraction socialiste de la Douma se trouve dans une situation particulièrement difficile. Elle a comme mission de défendre la révo-

lution et le socialisme dans un « Parlement » de contre-révolution, dans une Douma de propriétaires fonciers et capitalistes, à une époque de décadence sociale et d'indifférence démocratique.

Cependant, s'appuyant sur l'avant-garde de la classe ouvrière, elle accomplit sa tâche avec honneur. Elle devient de plus en plus le centre, le porte-parole naturel non seulement de la classe ouvrière, mais de toutes les revendications démocratiques de la révolution. Dans toutes les questions de politique courante, elle s'oppose non seulement à la réaction tsariste, mais aussi au libéralisme bourgeois, dont une fraction, les Octobristes, est l'alliée directe du Gouvernement, et l'autre, les Cadets, après s'être déclarée « l'opposition de Sa Majesté », a rompu totalement avec la démocratie et se traîne à la remorque de la première (1).

La participation de la « Fraction » aux débats parlementaires a souvent été très remarquée — encore que la dispersion dans l'exil, l'emprisonnement, la déportation en Sibérie, la mort eussent empêché les social-démocrates d'envoyer à la Douma leurs plus brillants militants. Le député de Tiflis, Pogrovsky, s'est fait un nom, par ses interventions brillantes lors des interpellations à propos des persécutions contre les Syndicats, sur l'affaire Azeff — dont nous parlerons plus loin — à propos de l'invasion russe en Perse, etc., comme aussi un autre député du Caucase, Tchecheïze. Tous les efforts des social-démocrates en faveur de la législation ouvrière se sont heurtés à la mauvaise volonté d'une majorité composée de grands industriels et grands propriétaires.

Le P. O. S. D. est intervenu dans différentes élections partielles, malgré les difficultés énormes que lui oppose la loi électorale. C'est ainsi que dans une élection à Pétersbourg, son candidat réunit le quart environ des 25,000 électeurs admis à exprimer leur opinion — sur une population de deux millions d'habitants.

Sur le *terrain municipal*, il a obtenu quelques résultats, malgré le système ultra-censitaire qui existe pour les Conseils

(1) Rapport au Congrès de Copenhague, pages 133 et 134.

municipaux et les Zemstvos (Conseils généraux), et qui est tel qu'à Pétersbourg, sur deux millions d'âmes, 14,000 gros propriétaires ont seuls le droit de vote. Dans diverses municipalités du Caucase, à Tiflis, à Batoum et aussi à Riga, il est parvenu à faire élire quelques représentants.

La *presse* du P. O. S. D. eut un magnifique essor pendant la courte période où il lui fut possible de publier des organes légaux. A Pétersbourg, à Moscou, à Odessa, à Poltava, à Kazan, à Tiflis, à Vilna, à Charkow, à Kostroma, à Koursk, dans dix autres cités paraissaient alors de grands quotidiens socialistes, tirant à des centaines de milliers d'exemplaires.

Le principal était le *Natchalo* (l' « Aurore ») publié dans la capitale par des écrivains social-démocrates de grand talent.

Le rapport du Comité central au Congrès de Londres, constatait, en outre, que du 1er mai 1906 au 1er mai 1907, le Parti seul avait édité 1,100.000 exemplaires de brochures. Selon un bibliographe russe réputé, le nombre des publications social-démocratiques parues de 1905 à 1907 dépasse 1,600, représentant des millions d'exemplaires. Le *Manifeste des Communistes* de Marx et d'Engels paraît simultanément en 6 éditions tirées en tout à 1 million d'exemplaires (1).

A l'heure actuelle, la presse socialiste a été cruellement décimée par la répression gouvernementale : elle est à nouveau réduite à des feuilles hebdomadaires ou mensuelles clandestines. L'organe central du Parti, le *Social-Démocrate* paraît à Paris. Il publie, en outre, un organe ouvrier, *Pravda*, tiré à 8,000 exemplaires. Les Comités d'Odessa, Moscou, Nicolaïeff, Tiflis, Bakou ont leurs organes locaux, tirés dans des imprimeries secrètes.

Le Parti a créé pour ses propagandistes une école socialiste à l'étranger, dont les principaux professeurs furent Lénine,

(1) Un opuscule écrit par l'auteur de ces lignes sur le *Socialisme au Japon*, traduit par Vera Sassoulitch, et publié en deux éditions à Pétersbourg et à Odessa, fut vendu à 200.000 exemplaires.

Kamineff, Ch. Rappoport, par laquelle ont passé environ 40 militants ouvriers, envoyés par leurs organisations.

L'ORGANISATION SYNDICALE, généralement créée et dirigée par les militants social-démocrates (sauf dans quelques régions où les socialistes-révolutionnaires ont eu la plus forte influence), avait atteint une remarquable extension pendant la période de demi-liberté de 1905 à 1907. Elle compta alors plusieurs centaines de milliers de syndiqués. Les typographes seuls comptaient 30.000 syndiqués, les métallurgistes 27.000. La situation a naturellement bien changé.

Impossible de faire ici le récit de toutes les persécutions, de toutes les vexations dont les Syndicats sont l'objet. Il suffit de dire que pendant l'année 1908 le nombre des Syndicats dissous dépasse le nombre des Syndicats autorisés. A Moscou, en 1906 et 1907, 706 statuts de Syndicats furent soumis aux autorités pour l'autorisation. Résultat : en ce moment, il n'y a dans cette ville que 16 Syndicats.

On voit souvent, en Russie, tous les Syndicats d'une ville (exemple Ekaterinoslav) interdits par voie administrative, d'un seul coup. Les amendes payées par les Syndicats seraient de nature à ruiner ceux de n'importe quel pays. De 72 organes syndicaux, il n'en reste en 1908 que 10. Pendant les derniers mois de 1908, 80 Syndicats ont été dissous et 27 organes supprimés (1).

Malgré tout, il restait au début de 1910, en Russie, 200 syndicats avec environ 40.000 membres. A Pétersbourg seulement, il en restait encore 20 avec 10,000 membres, ayant un budget de dépenses principales de 40,000 roubles, à Moscou 16 avec 7,000 membres. Des syndicats existaient encore à Bakou, Tiflis, Odessa, Vilna, Ekaterinoslaw, etc. En 1909, avaient paru 216 numéros de 34 journaux corporatifs. La presse syndicale lutte héroïquement pour son existence, mais les amendes, les poursuites et les interdictions rendent sa situation extrêmement pénible.

Ont leurs organes : les ouvriers en métaux, les ouvriers tex-

(1) Rapport au Congrès de Copenhague, page 133.

tiles (à Pétersbourg et à Moscou), les tailleurs, les ouvriers des usines de naphte (à Bakou), les ouvriers d'Odessa, de Kiew, etc... Cette presse ne s'enferme pas dans le domaine corporatif. Elle publie fréquemment des articles socialistes.

Voici, d'autre part, un tableau des grèves, pendant les trois dernières années, sur lesquelles nous possédons des données statistiques :

CAUSES DE GRÈVES	1906	1907	1908
1. Salaires	2.584	967	441
2. Durée du travail.	689	341	141
3. Conditions du travail . . .	967	474	187
4. Causes politiques	3.645	2.744	558

L'énorme proportion de grèves ayant un but politique montre à la fois les conditions de vie intolérable faite au prolétariat russe et l'importance que cette arme de la grève a dans ses mains — encore qu'après les années d'extrême tension révolutionnaire nous le voyons ensuite y recourir moins souvent.

Le Mouvement Coopératif a eu également une extension considérable, à partir de 1906. Moins persécuté par les dirigeants que le mouvement politique et le mouvement syndical, il paraît avoir mieux résisté à la tempête contre-révolutionnaire, en affectant d'ailleurs d'accentuer son caractère neutraliste. D'importantes Sociétés avaient été constituées par les social-démocrates, dans les centres industriels, sur les bases de la coopération rochdalienne. A Pétersbourg, à Kharkow, à Bakou, notamment, elles groupaient des milliers d'adhérents. Leur nombre diminua ensuite, soit à la suite des vexations du

pouvoir, soit à cause des échecs partiaux éprouvés après les espérances exagérées qui avaient été conçues dans l'enthousiasme du début.

Cependant, ce mouvement a depuis repris avec une grande force. D'après des statistiques récentes, on ne compterait pas à l'heure actuelle moins de 5,000 Sociétés coopératives en Russie, groupant un million de membres, ayant un chiffre d'affaires annuel de 120 millions de francs et comprenant quatre fédérations d'achat à Moscou, Varsovie, Saint-Pétersbourg et Kiew. Celle de Moscou seule grouperait 400 Sociétés, avec un chiffre d'affaires annuel de 6 millions de francs. Au Congrès coopératif international de Hambourg, en 1910, il y avait une nombreuse délégation russe, ayant à sa tête le citoyen Totomiantz, qui a longtemps milité dans le Parti Social-Démocrate.

L'activité des éléments socialistes et prolétariens organisés par la Social-Démocratie s'est encore manifestée par leur participation à divers autres groupements et Congrès : au *Congrès des Universités Populaires;* au *Congrès des femmes;* au *Congrès des médecins des fabriques et des usines;* au *Congrès anti-alcoolique;* au *Congrès contre la prostitution.* Dans toutes ces Assemblées, la représentation des social-démocrates était importante, constituait des « groupes ouvriers » qui présentaient des rapports, formulaient des résolutions, formulaient une tactique, en un mot faisaient perdre à ces Congrès leur caractère spécial pour leur donner un caractère politique et social général.

Le gouvernement tsariste ne pouvait tolérer un pareil scandale. Par oukase spécial, il interdit aux syndicats d'organiser des délégations de cette espèce. A la veille du Congrès anti-alcoolique, les délégués élus par les ouvriers de Pétersbourg étaient arrêtés, ainsi qu'un des députés social-démocrates à la Douma.

Une autre forme de l'intervention de la classe ouvrière dans la vie politique du pays consiste dans le vote de réso-

lutions par des réunions ouvrières et qu'on envoie à la « Fraction » de la Douma. Sous cette forme fut organisée la campagne contre les exécutions capitales, la protestation contre les persécutions des syndicats, enfin la protestation contre l'étranglement des libertés finlandaises. L'action publique est d'ailleurs hérissée de difficultés pour les socialistes.

Des réunions publiques ayant un caractère politique ne sont pas tolérées par le Gouvernement; des comptes rendus des députés social-démocrates à leurs mandants ne sont même pas autorisés par la police. Des réunions syndicales sont admises exceptionnellement et sous le contrôle d'un commissaire présent à la réunion. Elles sont, pour la plupart, dissoutes (1).

Le P. O. S. D. comprend diverses « annexes », organisations régionales ou nationales autonomes qui, constituées sur les mêmes bases doctrinales que lui, adhèrent directement à lui.

C'est d'abord le Bounde (« l'Union »), organisation des ouvriers juifs de Lithuanie, de Pologne et de Russie. On sait que la population israélite totale de l'Empire russe dépasse 6 millions d'âmes. Elle comprend pour la plus grande partie des prolétaires de la petite et de la moyenne industrie, principalement répandus dans les districts de Bielostock, de Kovno et de Minsk, de Varsovie, de Wilno. Le socialisme y compte depuis longtemps déjà des militants d'un extrême dévouement et d'une rare combativité.

Le « Bounde » est l'une des plus anciennes et des plus solides organisations social-démocratiques de Russie, puisqu'il remonte à septembre 1897. C'est un groupement à la fois politique et économique, qui a réuni jusqu'à 40 et 50.000 membres, et dont le budget annuel a parfois dépassé 30 et 40.000 francs. Il a constitué dans son milieu spécial une série de syndicats des ouvriers en soie, des casquettiers, des cuirs et

(1) Rapport au Congrès de Copenhague, page 129.

peaux. Sa propagande en ydish, le patois judéo-allemand parlé par les prolétaires juifs de Pologne et de Russie, s'est traduite par la publication de brochures et de manifestes tirés à des centaines de milliers d'exemplaires, et des journaux tels que l'*Arbeitterstimme* (le Temps des Travailleurs), le *Judisher Arbeiter* (L'Ouvrier Juif), le *Fabriksblœttel* (journal des fabriques), etc.

Quoique très affaibli par la répression et les terribles massacres antisémites fomentés par le tsarisme, le *Bounde* est demeuré une des forces vives de la révolution en Russie.

La Social-Démocratie lettone est l'organisation socialiste des provinces baltiques (Courlande et Livonie) où la population se partage en prolétaires et paysans de race finnoise et hauts barons allemands, principaux soutiens du régime tsariste dans la région. Le mouvement révolutionnaire fut particulièrement fort dans ces provinces, où les socialistes, un moment maîtres du pouvoir, avaient proclamé, en 1906, la République. Aussi la répression des troupes russes, appelées et dirigées par les barons allemands, fut effroyable. Tout le pays fut mis à feu et à sang, et dans les prisons de Riga, capitale de la province, les pires atrocités furent commises contre les détenus politiques. Au commencement de 1910, dans une seule prison de la ville, on comptait 135 détenus politiques, condamnés ensemble à 1.022 années de prison ou de travaux forcés.

La Social-Démocratie lettone, qui était l'une des plus florissantes organisations socialistes de l'Empire, a, naturellement, été cruellement décimée par la persécution. Les huit organisations du district, qui comptaient encore 16.000 membres en 1907, étaient réduites à 5.000 membres en 1908 et 3.500 membres en 1909. Depuis cette époque, elle a eu plutôt tendance à voir augmenter le nombre de ses adhérents. Ses recettes étaient d'environ 65.000 francs en 1907. Elles n'étaient plus que de 20.000 francs en 1908, et de 12.000 francs en 1909.

En dehors de ses groupements de Russie, la Social-Démocratie lettone compte 15 groupes en Europe occidentale et fédération d'émigrés lettons aux États-Unis, qui compte 1,000 membres et envoie fréquemment le produit de collectes faites en Amérique.

La Social-Démocratie lettone a un organe central périodique clandestin, *Zilna* (la lutte), tiré en moyenne à 3 à 4.000 exemplaires, en langue lettone. Elle a publié en russe un organe de propagande révolutionnaire dans l'armée, *Golos Soldata* (la Voix du Soldat).

Le Comité central, dit le rapport au Congrès de Copenhague, imprima des revues pour un total de 561,000 exemplaires et des manifestes pour un total de 1,149,000 exemplaires. Ces derniers parurent en langue lettone 836,000 exemplaires; en langue russe 244,000 (12,000 étaient spécialement imprimés pour les militaires); en langue lithuanienne 52.000 exemplaires; en langue allemande 9.500 exemplaires; en langue juive (ydish) 3,000 exemplaires. Toute la littérature est imprimée dans des imprimeries secrètes illégales. Mais vers la fin de 1909, après plusieurs arrestations dans les imprimeries secrètes, après de grands sacrifices d'hommes et d'argent (10 camarades furent condamnés à 63 années de travaux forcés, 9 camarades à 18 années de prison de forteresse, 17 camarades à l'exil perpétuel en Sibérie) on décida de faire imprimer l'organe central à l'étranger et de n'imprimer en Lettonie que les manifestes paraissant de temps à autre.

Aux élections pour la troisième Douma, malgré la terreur gouvernementale et l'inique système de vote, les travailleurs de Riga parvinrent à élire leur candidat, le camarade Preedkaln, qui fut élu avec 6,300 voix, quoiqu'il eut été jeté en prison pendant la période électorale, pour le « délit politique » d'être candidat socialiste.

Il existe à Riga 9 syndicats avec 5.000 membres, qui publient deux organes *Arodneeks* (Le « Syndiqué »), en langue lettone, et le *Travailleur du Livre baltique*, en allemand. Toutes les organisations syndicales sont dirigées par des socialistes.

La Social-Démocratie de Pologne et de Lithuanie est l'une des deux organisations socialistes polonaises; l'autre, qui est plus importante et plus ancienne, est le « Parti Socialiste Polonais », dont nous parlerons plus loin. La Social-Démocratie se distingue principalement de lui par son attitude dans la question de la revendication de l'indépendance nationale. Cependant, dans ces dernières années on a constaté un rapprochement croissant de la Social-Démocratie de Pologne et la fraction non terroriste, dite « de gauche », du Parti Socialiste Polonais et on peut escompter à l'heure actuelle leur fusion, sans doute prochaine, sur un programme transactionnel.

II. — Le Parti Socialiste Révolutionnaire.

Le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire fut créé dans les conditions que nous avons décrites plus haut vers 1900-1901, par la fusion des groupes socialistes du Nord et du Midi, fondés quelques années avant, et qui se réclamaient des traditions du premier grand mouvement révolutionnaire russe de la « Narodnaïa » — ayant comme lui pour moyens d'action principaux l'agitation agraire et le terrorisme.

Le « P. S. R. » a incontestablement exercé pendant toute la période révolutionnaire une réelle influence sur les masses rurales, dont les social-démocrates se désintéressaient peut-être trop. A la veille du coup d'Etat de Stolypine contre la deuxième Douma, son projet de loi agraire, qui réclamait la socialisation de la terre sans rachat et à condition d'une distribution égalitaire des droits de tous à la jouissance de cette terre, avait été signé par 105 députés, dont 70 députés paysans.

A cette époque, le P. S. R. avait 38 élus parlementaires, dont 15 étaient des paysans. Il comptait des milliers de Cercles et de Comités, et, dans son rapport au Congrès inter-

national de Stuttgart, il énumérait avec fierté, en plus de 300 pages, l'action de ses organisations répandues sur toute la surface immense de l'Empire, constituées par 11 fédérations régionales du Centre, de la Volga, du Nord, de l'Oural, du Nord-Ouest, de l'Ukraine, du Midi, du Caucase et de la Transcaucasie, de la Sibérie, de l'Azov-Don et jusque du Turkestan. Il faisait valoir sa propagande paysanne, en d'innombrables « Confréries » de moujicks, qu'il se flattait de pénétrer de sa doctrine « conforme à la traditionnelle possession communale du sol » qu'ils avaient connue pendant des siècles. Il est difficile de dire dans quelle mesure le P. S. R. ne s'illusionnait pas sur le « communisme instinctif » du paysan russe. L'avenir a semblé démontrer dans une large mesure que s'il réclame *la terre*, comme les paysans de partout c'est surtout à titre individuel. La répression, si cruelle qu'elle ait été, les pendaisons, les fusillades, les déportations, ne suffisent pas à expliquer la victoire du gouvernement — même appuyé par toute la Haute Banque européenne — s'il avait vraiment rencontré en face se lui des masses agrariennes prêtes à pleinement comprendre l'idéal socialiste.

ROUBANOVITCH
Délégué du Parti Socialiste Révolutionnaire au Bureau International
Photo Em. Galland-Rosières

Quoi qu'il en soit, la répression s'est exercée implacable contre les militants du P. S. R. comme des autres fractions et a partout dissipé ses groupements. Son délégué au Bureau International, Roubanovitch, bien connu des militants fran-

çais, pouvait écrire récemment au citoyen Bruce Glasier, qui lui demandait le nombre des membres de son Parti à l'heure actuelle (pour son excellent *Socialist Year Book*) : « le seul chiffre que je puisse vous donner c'est celui des membres du Parti prisonniers du tsar, confinés dans des forteresses, des geôles ou déportés. Je ne l'évalue pas à moins de *30.000,* dont 10.000 femmes ».

Dans son rapport au Congrès international de Stuttgart, en 1907, le P. S. R. disait à ce propos :

Voilà deux ans que la révolution russe puise dans le pays le meilleur de ses forces, qu'elle fait périr sans pitié dans les prisons, en Sibérie, à l'échafaud. Les militants disparaissent pour faire place à d'autres qui ont eu à peine le temps de se développer et de prendre des forces. On périt non seulement dans les combats sanglants, mais aussi en maniant une presse typographique, en vendant des livres, en distribuant des journaux ou des placards, en parlant dans les meetings, en faisant des conférences, en causant dans les réunions, en organisant les ouvriers, les paysans, la jeunesse. Manifestations, grèves, boycottage, tout entraîne des victimes, coûte du sang. La durée moyenne de l'existence d'un Comité est de un à deux mois; celle de l'existence d'un journal de un à deux numéros. La prison et la saisie absorbent tout et tout exige des forces et des dépenses nouvelles (1).

Aux yeux des socialistes internationaux, le P. S. R. a surtout la gloire d'être le Parti qui a fourni à la Révolution ses pures figures de héros terroristes, les Sazonow, les Kalaieff, les Guerchouni et cent autres lutteurs intrépides de la « Boievaia organisatsia » (organisation de combat).

Sa tactique terroriste est cependant apparue aujourd'hui aux plus confiants comme une erreur fatale, à la lueur des révélations stupéfiantes faites à Paris à la fin de 1908 et au début de 1909 par un vieux militant révolutionnaire, lui-même plutôt partisan du terrorisme, Wladimir Bourtseff, qui établit

(1) Rapport du P. S. R. au Congrès de Stuttgart, dans l'*Internationale socialiste*. Vol. I. page 405.

par des preuves décisives que le chef mystérieux et tout puissant de l'organisation de combat, Evno Azeff, n'avait pas cessé d'être un instrument aux mains de la police russe, un *agent provocateur* depuis la formation même de ce fameux groupe terroriste. Par conséquent le terrorisme, que tant de révolutionnaires naïfs avaient pris pour l'arme décisive de combat contre l'autocratie, était entre ses propres mains un simple instrument de son règne.

Au reste, ces révélations n'étaient pas nécessaires pour ceux qui avaient déjà compris que la tactique terroriste s'opposait de façon irréductible à la conception même du socialisme telle qu'elle est sortie de la critique géniale de Marx. Le mouvement ouvrier mondial, pénétré profondément de ses enseignements, ne voit d'affranchissement possible pour l'humanité que dans l'effort collectif des masses organisées. Dans le grand drame de la lutte des classes, le socialisme contemporain ne connaît qu'un seul héros : la masse anonyme qui peine et qui combat, dans le sein de laquelle les sacrifices sont d'autant plus grands qu'ils sont plus ignorés. Là s'élaborent dans les organismes nouveaux créés par la classe ouvrière les valeurs morales et intellectuelles qui assumeront demain la direction du monde.

Au contraire, l'individualisme social attend tout de l'effort des héros, des « surhommes », d'une poignée de combattants se dressant « à l'avant-garde du genre humain » sans responsabilité, mais pénétrés de leur « mission ». Le terrorisme procède directement de cette conception. De même que l'anarchisme — dont il diffère d'ailleurs par ses fins politiques — il crée inévitablement chez ses partisans une psychologie particulière, faite du « culte des héros », à laquelle se mêle un certain dédain pour l'action terne et grisâtre des masses.

Cependant, les conditions de la lutte en Russie, le pouvoir oppressif effroyable de l'autocratie et l'inertie des masses, qui semblait irrémédiable, ont paru pendant longtemps fournir une justification historique particulière au terrorisme.

C'est ainsi que Marx suivait avec enthousiasme la lutte prodigieuse engagée de 1879 à 1882 par la poignée de héros de la « Narodnaïa Volia » contre le pouvoir centralisé du plus vaste empire du monde, et que Engels et lui écrivant, en 1881, une préface pour une nouvelle édition du *Manifeste Communiste*, parlaient du tsar Alexandre II « qui n'était plus à Gatchina que le prisonnier de guerre de la Révolution ».

C'est l'incontestable mérite des écrivains social-démocrates d'avoir porté la lumière de la critique marxiste sur le problème du terrorisme, et d'avoir montré que s'il pouvait au premier abord apparaître donner satisfaction à la conscience humaine outragée par les bourreaux du peuple, en réalité « ses succès apparents et superficiels ne faisaient que retarder les progrès de la conscience ouvrière en la détournant de l'œuvre féconde d'organisation des masses pour l'amener à des moyens de lutte aventureux » (1).

Quoi qu'il en soit, les révélations de l'affaire Azeff portèrent un coup terrible au P. S. R. D'autant plus qu'un grand nombre de ses principaux militants avaient défendu avec acharnement, et jusqu'au dernier moment, le sinistre policier, dans lequel ils voyaient un grand révolutionnaire. Devant le tribunal révolutionnaire chargé d'élucider l'affaire, et composé de Kropotkine, Vera Figner et Lopatine, à maintes reprises Bourtzeff avait pris figure d'accusé, calomniateur d'un « admirable lutteur... ». Un Congrès spécial pour « liquider l'affaire Azeff » dut être convoqué en avril 1909. Pour la première fois on vit s'y dessiner à l'intérieur du Parti une forte réaction contre le terrorissme, auquel le P. S. R. paraît devoir de plus en plus renoncer (2).

Aujourd'hui, il paraît de plus en plus s'adonner à la pro-

(1) Article de Martoff, dans le *Social-Democrate*.

(2) Nous renvoyons le lecteur désireux d'approfondir cette étrange histoire du plus grand traître que le mouvement révolutionnaire ait connu, à notre livre, écrit en collaboration avec G. Silber, *Terroristes et Policiers; Azeff, Harting et Cie*, publié en 1909, à la librairie Juven.

pagande dans les masses et à la création de groupes, nécessairement clandestins, dans les campagnes et les cités. C'est ainsi qu'il a réorganisé ses groupements dans la région de Pétersbourg, de Moscou, de l'Ukraine et de la Tauride. En revanche, la région du Volga qui, dans la période révolutionnaire avait joué un rôle si important, et où le P. S. R., comme le P. O. S. D., comptait de nombreux adhérents, a été dévastée par la répression, et le P. S. R. n'a pas pu s'y réorganiser.

Catherine Brechkovsky
Militante
du Parti Socialiste Révolutionnaire
Photo Mandelkern

Le P. S. R. a à sa tête un *Comité Central*, composé de ses principaux militants et dont l'un des plus influents est Victor Tchernoff, qui rédigea son organe officiel, le *Znamia Trouda* (le Drapeau du Travail). Il publie en outre *Terre et Liberté*, une revue populaire pour les paysans, la *Cause du Peuple*, pour les ouvriers, parmi lesquels il possède un certain nombre d'adhérents dans la région de Pétersbourg.

Le P. S. R., qui compte beaucoup d'adhérents aisés appartenant aux professions libérales, a d'importantes ressources financières, qui lui ont permis de faire une propagande considérable par le livre et la brochure. C'est ainsi qu'il répandait, du 1er juin 1909 au 1er juin 1910, 54,000 exemplaires de périodiques, 22,000 exemplaires de brochures et de recueils, soit 250,000 feuilles imprimées.

Une Commission spéciale d'importation clandestine des publications du Parti en Russie a été organisée par le Comité central; les dépenses

du Comité central pour l'édition, le transport, et les divers services de l'organisation pendant la même période (1er juin 1909 au 1er juin 1910) ont été de près de 80,000 roubles (212,000 francs).

Sur les publications éditées par les Comités régionaux, nous ne pouvons donner, vu le caractère clandestin de ces Comités, que des indications d'ordre très général. Le Gouvernement a découvert et anéanti, pendant les trois dernières années (1907 à 1910) un grand nombre d'imprimeries clandestines : souvent on y arrêtait non seulement les imprimeurs, mais aussi la rédaction tout entière.

Sept Comités régionaux (ceux de la Transcaucasie, du Nord, l'Union sibérienne, l'Union de la Tauride, les Comités de l'Ukraine, du Nord-Ouest et de l'Oural) ont édité 13 périodiques ayant un tirage maximum de 5,000... Au total 25 organisations du Parti ont édité 37 périodiques, sans compter les publications du Comité central (1).

Il a également publié jusqu'en 1910, à Paris, un périodique de renseignements sur son action, en langue française, la *Tribune Russe*, depuis peu reparue, sous la direction de Roubanovitch. Si le contact du P. S. R. avec le mouvement prolétarien est moins intime que celui du P. O. S. D.— encore qu'il ait à Pétersbourg réuni à diverses reprises un assez grand nombre de voix dans les usines — il a incontestablement exercé une grande action sur les « Unions des Officiers », « l'Union des Soldats et Marins ». En juillet 1912, un certain nombre de marins de la flotte de la Mer Noire étaient arrêtés et condamnés par les Conseils de guerre pour affiliation à ces organisations formées par le P. S. R., dont l'influence s'est également fait sentir sur les organisations des Postes et Télégraphes et des Chemins de fer (2).

Le P. S. R. n'eut pas de représentant à la troisième Douma, étant donné qu'il avait préconisé l'abstention aux élections pour sa nomination. Il a cru devoir persister dans cette tactique aux élections pour la quatrième Douma, qui ont eu lieu en novembre 1912.

---

(1) Rapport du Parti Socialiste Révolutionnaire au Congrès de Copenhague, page 21.

(2) Rapport du Parti Socialiste Polonais (Fraction révolutionnaire) au Congrès de Copenhague, page 5.

III. Le Parti Socialiste Polonais.

Le Parti Socialiste Polonais, généralement désigné par ses initiales P. P. S. (Parti Polonais Socialiste) — initiales placées dans un ordre qui semble symboliser sa préoccupation nationale, est une des plus anciennes organisations socialistes de l'Empire russe. Dès 1883 on trouve des traces de son activité dans la région de Varsovie, alors de beaucoup la plus industrielle de tout l'Empire.

Le P. P. S. depuis sa fondation, a toujours placé à la base de toute son action la lutte pour le rétablissement de l'indépendance nationale de la Pologne, continuant ainsi la tradition de tous les partis démocratiques nationaux qui, depuis le démembrement de cette nation infortunée, à la fin du XVIIIe siècle, n'ont pas cessé de formuler cette revendication en tête de leur programme. Il prétend se rattacher à tous les héros nationaux qui, depuis Kosciusko, confondirent toujours dans un même sentiment leur haine de l'oppresseur étranger et leurs aspirations démocratiques. N'est-ce pas, disent-ils, la tradition de tous ces grands patriotes polonais du XIXe siècle, pour la cause desquels le peuple de Paris se soulevait en 1848, et qui en retour donnait vingt ans plus tard à la Commune ses meilleurs généraux, les Dombrowski et les Wroblewsky, héros à la fois de l'indépendance polonaise et du premier soulèvement révolutionnaire du prolétariat ?

On sait que sur les 23 millions de Polonais, le plus grand nombre est actuellement partagé entre trois États : 12 millions se trouvent en territoire russe, 5 millions en territoire autrichien, 4 millions en territoire prussien. Près de 2 millions ont enfin émigré en Amérique.

Aussi le P. P. S. s'étend-il également sur la Pologne russe,

autrichienne et prussienne. Nous n'étudierons pour le moment que son organisation dans la Pologne russe, « le grand-duché de Varsovie ».

Nous avons déjà indiqué la longue controverse qui depuis plus de vingt ans met aux prises les socialistes du P. P. S. qui considèrent que « la tâche immédiate du prolétariat polonais est de renverser la domination russe dans les terres polonaises » et qui croient que « seule la suppression du joug étranger ouvrira au prolétariat polonais la voie vers sa complète émancipation » et les social-démocrates polonais qui soutiennent que le prolétariat polonais doit purement et simplement joindre ses efforts à ceux du prolétariat russe pour poursuivre avec lui le renversement du tsarisme.

C'est égalemeent ce dernier point de vue qui est adopté par le Bounde — dans une large mesure — une organisation polonaise.

Cette situation du mouvement polonais — encore plus divisé que le mouvement russe — a encore été compliquée depuis cinq ans par la scission qui s'est produite au sein du P. P. S. entre deux fractions qui s'intitulent l'une « *fraction révolutionnaire* », et l'autre « *fraction de gauche* ».

Cette dernière, en répudiant le terrorisme, en reprochant à l'autre section du Parti la prédominance donnée par lui à la lutte nationale, en affirmant sa volonté de lutter côte à côte avec le prolétariat russe, ne se trouve plus séparée que par des nuances infimes de la Social-Démocratie polonaise et du Bounde, avec lesquels elle vient de former une alliance étroite pour les dernières élections à la quatrième Douma, que la fraction révolutionnaire prétendait boycotter. Cette coalition de forces socialistes est même parvenue à remporter une remarquable victoire à Varsovie où, pour la première fois, le siège a été conquis par un socialiste, Jagello.

Dans son Congrès secret tenu en juin dernier à Varsovie et auquel assistaient 33 délégués, la *fraction de gauche* s'est particulièrement félicitée de son activité sur le terrain éco-

nomique, où, d'accord avec les syndicats, elle a fait aboutir plusieurs grèves importantes. Elle a, d'autre part, organisé, pour protester contre les abominables massacres dont avait été récemment victimes les travailleurs de la Léna, en Sibérie, une grève générale de 24 heures, qui a réuni à Varsovie et à Lodz, plus de 30,000 ouvriers.

Le Congrès a ainsi précisé sa tactique :

La tâche la plus importante qui s'impose au Parti est de créer une forte et vaste organisation, qui pourrait suffire à toutes les besognes créées par la vie et le mouvement ouvrier dans toutes leurs formes.

L'action électorale doit être un des moyens d'étendre l'influence du Parti et d'approfondir la conscience socialiste et révolutionnaire ;

Le Parti doit organiser à propos de toutes questions politiques et sociales intéressant le mouvement ouvrier, des actives campagnes politiques et la campagne pour la liberté des coalitions en est la plus pressée ;

Le Parti doit prendre l'initiative et organiser la lutte économique et en même temps démontrer à la masse ouvrière que seulement les Syndicats professionnels, libres et fonctionnant régulièrement et en contact immédiat avec la masse, peuvent conduire une action méthodique et efficace. C'est dans ce but que le Parti doit faire un effort considérable pour créer des organisations et une presse professionnelle *légale ;*

Le Parti doit, dès que la nouvelle loi sur les assurances ouvrières sera promulguée, tout en démontrant les vices profonds de cette réforme, appeler la classe ouvrière à tâcher de prendre dans ses mains la gestion de ces Caisses et de faire de ces institutions les noyaux d'action de la classe ouvrière ;

Les Coopératives de consommation, les institutions d'instruction, la presse périodique doivent toutes servir, outre leur but immédiat, comme moyens de propagande de classe et d'organisation socialiste.

La « *fraction révolutionnaire* » prétend être aujourd'hui tout l'ancien P. P. S., depuis que l'autre fraction a, dit-elle, dans son action, « renoncé à l'indépendance de la Pologne, idée principale de l'ancien P. P. S. »

Quoiqu'il en soit, elle ne groupe évidemment qu'une faible fraction des éléments que le P. P. S. comprenait avant la scission, puisqu'il comptait alors (en 1907) 23,000 camarades

organisés, alors que cette fraction n'en accuse plus que 3,500. Il est évident, d'ailleurs, que la répression gouvernementale et le fléchissement du mouvement révolutionnaire à sa suite, en Pologne, comme sur tous les points de l'Empire, sont aussi des causes certaines de cette diminution de forces.

La fraction révolutionnaire du P. P. S. a publié un grand nombre de journaux et de brochures dans ses imprimeries secrètes. Un coup assez sérieux lui a été porté par la découverte par la police, en septembre 1909, de son imprimerie centrale, qui possédait un moteur électrique.

Son principal organe est le *Rabotnik* (L'Ouvrier). Il faut encore citer le *Lodzianin* (Journal de Lodz); le *Gornik* (Le Mineur); *Na Barykady* (Aux Barricades), à Varsovie; *Brzask* (L'Aurore); la *Gazetta Ludowa* (Journal du Peuple), etc...

Cette fraction polonaise qui a pratiqué avec acharnement le boycottage de la Troisième Douma, a une confiance quelque peu exagérée dans le terrorisme et a constitué une « organisation de combat ». Elle se flatte dans son rapport au Congrès de Copenhague, « d'avoir ainsi supprimé 175 instruments de l'autocratie, dont 67 mouchards ». D'autre part, 41 de ses membres furent fusillés sur les décisions des Conseils de guerre de 1907 à 1910, et des centaines d'années de travaux forcés, de prison préventive, de déportation furent infligées à des militants.

D'après les chiffres qu'elle fournissait dans son dernier rapport officiel, la « fraction révolutionnaire » du P. P. S. avait eu des recettes s'élevant pour les trois années de 1907 à 1910, tant pour « l'organisation de combat » que pour ses autres œuvres, à 335,000 francs, tandis que les dépenses atteignaient 327,949 francs, laissant par conséquent un solde de 7,206 francs. (1).

(1) Rapport au Congrès de Copenhague, page 13.

IV. — L'avenir du Socialisme en Russie.

Après, peut-être même avant le Gouvernement tsariste, le plus redoutable ennemi du socialisme russe en général et de la Social-Démocratie en particulier, ce sont certainement ses *divisions intestines,* dont on ne retrouve, heureusement, l'équivalent dans aucune autre grande section de l'Internationale ouvrière — la « nation amie et alliée », la France, ayant fait son « unité » quoiqu'elle n'ait encore pût, à l'heure actuelle, établir des rapports amicaux entre ses organismes centraux, politiques et syndicaux.

Non seulement nous constatons en Russie l'existence de deux organisations principales, sans compter le P. P. S., mais dans le sein même de ces organisations et surtout du P. O. S. D., la plus importante, nous voyons se produire des luttes, des déchirements déplorables.

Chez les socialistes-révolutionnaires, les controverses ont eu surtout pour origine la question du terrorisme. En pleine crise révolutionnaire, nous les voyons ainsi se diviser en *maximalistes* et *minimalistes.* Ces derniers étaient, en fait, l'immense majorité du Parti, tandis que les maximalistes constituaient une petite fraction dont le penchant exclusif pour la violence et les soi-disant « expropriations » — aboutissant purement et simplement au brigandage — faisait en réalité un groupement anarchiste. Opposé au programme minimum, à l'action parlementaire, refusant de reconnaître les décisions des organismes centraux du Parti, le groupe maximaliste en fut finalement exclu et disparut à peu près complètement depuis. L'affaire Azeff suscita également d'assez profondes discussions dans le P. S. R., sans aboutir à des scissions.

Chez les social-démocrates, la division se produit dès le

début de la révolution, dans leur deuxième Congrès de 1905, mais surtout au cours des Congrès tenus à Stockholm en 1906 et à Londres en 1907, entre la fraction des *bolcheviki* (majoritaires), ayant comme principal représentant, Lenine, et les *mencheviki* (minoritaires) dont les leaders étaient Plekhanoff, Martoff et Dahn. Cette dernière fraction avait été, en effet, mise en minorité dans les premiers débats sur la tactique — d'où son nom. Encore que ses représentants, dans les grandes controverses du mouvement international eussent plutôt la réputation d'être des doctrinaires et des intransigeants, peu tendres au libéralisme et aux partis « avancés » de la bourgeoisie, il se trouva que leurs adversaires majoritaires leur reprochèrent dans le mouvement russe d'être des modérés, trop bienveillants pour les Cadets et autres libéraux.

Plekhanoff et ses amis soutenaient que dans la révolution, qui ne pouvait être qu'une révolution bourgeoise, réalisant les conditions de vie politique et sociale de l'Europe occidentale, le moteur principal du mouvement c'était la bourgeoisie, le rôle du prolétariat étant celui d'une extrême gauche accentuant et accélérant le mouvement général, mais en se gardant bien de trop effrayer cette bourgeoisie, de crainte de la pousser dans les bras de la réaction. Les minoritaires n'attendaient rien ou peu de chose du « populisme » paysan. Il voyait, au contraire, dans le monde rural une masse réactionnaire.

Les *majoritaires,* au contraire, pensaient que la révolution s'accomplirait à l'aide des forces prolétariennes et paysannes réunies. Sans cesse ils préconisaient le soulèvement armé. Ils opposaient la situation révolutionnaire de fait des paysans à l'attitude anti-révolutionnaire et conciliatrice à l'égard du tsarisme des libéraux, qui jamais pendant toute la période révolutionnaire n'avaient abandonné l'idée monarchiste.

Naturellement, le doctrinarisme particulier des Russes, accentué encore par la prédominance des éléments intellec-

lectuels dans chacune des fractions socialistes russes — même dans le P. O. S. D. — fit que chaque fraction poussait à l'extrême sa thèse. A des moments décisifs de la révolution, ces controverses funestes assurèrent la victoire du tsarisme.

Depuis, ces deux courants principaux ont encore abouti à la formation de deux tendances extrêmes, les *otsovistes* (« qui demandent le rappel » des élus à la Douma), exagérant encore la tendance des majoritaires et opposés à toute participation à l'action parlementaire et les *liquidateurs*, groupement « revisionniste », exagérant la tendance minoritaire, se déclarant contre tout parti social-démocrate illégal et clandestin.

Malgré tout, la situation du socialisme russe est moins sombre que ces divisions ne la fait paraître. Du reste, le développement et les leçons de la vie ont toujours raison du dogmatisme étroit et du sectarisme stérile. Le mouvement ouvrier se développe. L'industrie russe a repris sa marche en avant. Dès maintenant, le nombre des prolétaires agglomérés dans ses immenses usines se chiffre par millions et numériquement le prolétariat russe, quoique beaucoup moins important que la paysannerie, égale en nombre le prolétariat de maints grands pays, celui de la France, par exemple.

Déjà on aperçoit les signes certains d'un réveil général de cette classe ouvrière si héroïque et dont les sacrifices à la grande Cause ne se comptent plus. Les démonstrations grandioses qui se sont produites sur tous les points de l'Empire à l'occasion du 1er Mai dernier, pour protester contre les massacres de la Lena, plus récemment pour protester contre les bruits de conflagration européenne, démonstrations qui, à Saint-Pétersbourg seulement, réunissait plus de 100.000 manifestants, nous sont un sûr garant que la révolution russe n'est pas morte. Plus significatif encore fut le vote de la Curie ouvrière dans les élections de novembre dernier pour la quatrième Douma. A Pétersbourg, notamment, elle donna la majorité absolue aux candidats démocrates-socialistes.

Le prolétariat meurtri, décimé, foulé aux pieds, a conservé toute sa foi en l'Idée Nouvelle. Comme l'admirable héroïne de Gorky, dans son beau roman socialiste, *La Mère*, après la

La Forteresse de Schlusselbourg où sont enfermés les détenus politiques

charge des cosaques, ramasse la hampe du drapeau rouge, brisé, déchiqueté par les soldats du tsar et, au-dessus d'eux, l'élève bien haut comme le symbole indestructible de ses espoirs, les travailleurs russes se lèvent à nouveau pour les luttes décisives de demain. Ils ont aujourd'hui goûté le fruit amer de l'expérience et les leçons du passé ne sont pas perdues pour eux.

CHAPITRE X

LE SOCIALISME EN AUTRICHE-HONGRIE

Section I

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AUTRICHIENNE

I. — Au-dessus et malgré la lutte des races.

La monarchie « dualiste » d'Autriche-Hongrie comprend, en fait, l'Autriche ou Cisleithanie (en deça de la Leitha) et la Hongrie ou Transleithanie (au delà de la Leitha), deux États complètement distincts, chacun avec son gouvernement, son Parlement, son armée, ses lois à lui, unis seulement en la personne du monarque de la dynastie des Habsbourg, qui règne sur les deux pays, et dont la Cour est à Vienne.

Aussi a-t-on souvent dit que l'Autriche-Hongrie n'était qu'une « expression géographique » et non un État dans le sens ordinaire du mot. Mais ceci est vrai non seulement de l'ensemble de la monarchie, mais même de chacune des deux grandes parties qui la composent, auxquelles il faut ajouter la Bosnie et l'Herzégovine, qui n'ont été rattachées ni à l'une ni à l'autre fraction de l'Empire, même depuis leur annexion officielle en 1908.

L'Autriche proprement dite est elle-même un conglomérat de races complètement différentes et violemment antagonistes : des Germains, des Slaves, des Latins, qui se divisent : les Slaves, en Tchèques, Polonais, Slovènes et Ruthènes ; les Latins, en Italiens et en Roumains. Les luttes de races, rendues plus acerbes par les antagonismes de langues et de « cultures », jouent un rôle tellement considérable dans

ce pays qu'il pourrait paraître absolument utopique et fou de vouloir réunir en un seul parti des éléments appartenant à ces sept ou huit « nations », dont la lutte paraît former toute la trame de l'histoire autrichienne depuis près d'un siècle. Leur bataille est d'autant plus âpre, ainsi que l'écrivaient les secrétaires du Parti socialiste autrichien dans leur rapport au Congrès de Copenhague, « qu'aucune de ces nationalités n'est assez forte pour pouvoir dominer de ses propres forces, mais que chacune veut le faire » et qu'en conséquence « elles s'entredéchirent mutuellement dans une lutte sauvage ».

Ce miracle véritable d'unir dans un seul parti les travailleurs de ces sept nationalités, la Démocratie Socialiste l'a accompli, grâce à l'admirable force organisatrice qu'est pour le prolétariat l'idée socialiste — capable de faire comprendre à des prolétaires qu'on a appris depuis leur enfance à se haïr, qu'ils ont tous les mêmes intérêts — grâce aussi à l'incomparable tacticien et diplomate qu'est le leader du socialisme autrichien, Victor Adler qui, depuis sa fondation, l'a conduit de victoires en victoires.

Pour parvenir à ce résultat, le Parti Ouvrier Social-Démocrate d'Autriche a su se donner un organisme unitaire très souple, ayant à la fois un programme commun, une tactique commune, un Comité exécutif commun et un même groupe parlementaire, et, conformément aux nécessités résultant de la situation d'une Autriche polyglotte, d'organisations nationales diverses, dont chacune jouit, dans une mesure considérable, d'une autonomie qui lui permet d'agir et de s'organiser, dans les limites du programme commun et de la tactique fixée d'un commun accord. Ainsi, la « Social-Démocratie de l'Autriche constitue une *petite Internationale*, dont le base de tactique et de principe est l'autonomie nationale et la confédération internationale » (1). L'autonomie de chaque

(1) Rapport du Parti Ouvrier Social-Démocrate d'Autriche au Congrès de Stuttgart, page 112.

organisation nationale est la garantie de l'unité et de l'entente internationale du Parti.

Cependant, l'œuvre unificatrice poursuivie était si complexe, si difficile, que des heurts — habilement suscités ou envenimés par les différents partis bourgeois nationaux — devaient fatalement se produire. C'est ainsi que sur la question de savoir si les Syndicats tchèques devaient continuer à adhérer à l'organisme syndical central de Vienne ou s'ils devaient à l'organisme syndical central de Vienne ou s'ils devaient constituer un organisme central national à Prague, un long et douloureux conflit s'est élevé, qui a eu sa répercussion prolongée au dernier Congrès socialiste international à Copenhague, et qui a rempli de joie les ennemis de la classe ouvrière et du socialisme. Cependant, ce conflit entre Tchèques et Allemands s'est limité sur le terrain syndical; il faut espérer qu'il sera bientôt apaisé. C'est, en tout cas, l'unique antagonisme qui se soit produit, l'accord restant absolu entre les autres nationalités, notamment entre les Allemands et les Polonais.

II. — Historique du mouvement.

Le mouvement socialiste autrichien passa à ses débuts, de 1881 à 1888, par une période de luttes intestines entre les deux fractions qui existaient alors, les « modérés » quelque peu « possibilistes », et les « radicaux », qui avaient des tendances tant soit peu anarchisantes. L'une et l'autre fraction étaient, d'ailleurs, également traquées sans merci par un gouvernement ultra-réactionnaire, qui s'inspirait à l'égard des socialistes de la méthode bismarckienne.

C'est à cette époque que le socialisme autrichien recueillait la précieuse adhésion de Victor Adler. Celui-ci, alors qu'il venait de s'établir à Vienne comme médecin spécialiste des maladies infantiles, avait tout d'abord adhéré, avec son ami Pernerstorfer — lui aussi bientôt un des plus brillants mili-

tants du Parti — au groupe de jeunes intellectuels qui s'efforçait d'élargir la politique du parti radical allemand d'Autriche, en l'orientant vers les réformes démocratiques et sociales. Ensemble ils avaient rédigé pour ce parti son programme de Linz, dans lequel il formulait ses nouvelles conceptions. Bientôt cependant Adler se rendait compte de l'incapacité et du mauvais vouloir du radicalisme bourgeois. Il comprit qu'on ne pouvait attendre d'effort sérieux de rénovation sociale que de l'action de classe du prolétariat. Engels, avec lequel Adler et son ami Kautsky — l'éminent théoricien du socialisme allemand est autrichien d'origine — furent alors en rapports étroits, exerça sur son esprit une profonde influence et détermina son adhésion pleine et entière au marxisme. Adler se consacra alors tout entier à la réalisation de l'unité du socialisme autrichien. Pour y préparer les esprits, il fondait, en 1886, à Vienne, un journal hebdomadaire, *die Gleichheit* (l'Egalité), qui devait plus tard se transformer en quotidien sous le titre d'*Arbeiter Zeitung*, et devenir l'organe central du Parti et sans doute à l'heure actuelle l'organe socialiste de langue allemande le plus brillamment rédigé.

En 1888, au Congrès de Hainfeld, Adler voyait le succès couronner ses efforts, et c'est comme représentant d'un parti socialiste unifié qu'il participait, l'année suivante, au premier Congrès international de Paris.

A partir de 1893, le nouveau Parti commence la longue et ardente bataille qu'il poursuivra jusqu'en 1907 pour arracher le suffrage universel à la fois à une orgueilleuse aristocratie réactionnaire et cléricale, acharnée à la défense de ses privilèges, et à une bourgeoisie soi-disant libérale, mais en réalité profondément égoïste et aussi hostile aux revendications prolétariennes. S'inspirant de l'exemple fécond que venait de donner le mouvement belge — auquel le mouvement autrichien ressemble assez par ses méthodes et son esprit — le Parti autrichien proclamait la grève générale et parvenait

ainsi à arracher la première réforme électorale de 1897, qui, dans la vieille constitution féodale, introduisait un commencement de droit démocratique. Aux 353 députés élus par une loi électorale de privilèges, en « curies » diverses de possédants, on ajoutait une « curie populaire » de 72 députés, élus au suffrage universel. Le Reichrath, jusque-là si calme, devint tumultueux, les différentes « nationalités » commencèrent à se livrer dans son sein à des combats furieux. L'obstruction fut élevée à la hauteur d'une science par les différents partis bourgeois antagonistes, tandis que les socialistes poursuivaient avec ténacité leur lutte pour obtenir le suffrage universel pur et simple. Aux élections de 1901, la démocratie socialiste obtenait plus de 750.000 voix dans la « curie populaire », ce qui ne lui donnait cependant que 10 députés, quoiqu'elle eut obtenu 14 o/o du chiffre total des voix (5.700.000). Sur ces 10 députés, il y avait 7 Tchèques, 2 Allemands et 1 Polonais.

En même temps, les militants socialistes autrichiens poursuivaient méthodiquement l'œuvre d'organisation socialiste et syndicale et créaient leur presse quotidienne et leurs Coopératives. A son Congrès de Vienne, en 1901, le Parti revisait son programme, ce qui donnait lieu à d'assez vifs débats, mais aboutissait finalement à l'acceptation par tous des textes nouveaux proposés.

A partir de 1903, la lutte reprenait pour le suffrage universel pur et simple avec une énergie accrue. Le Congrès réuni à Vienne en octobre 1905 était tout entier consacré à la préparation de cette grande bataille, et portait comme point principal à son ordre du jour la *grève générale*. Or, par une remarquable coïncidence, au même moment le prolétariat russe, par le même moyen, remportait sa première grande victoire sur le tsarisme, et c'est au milieu d'une séance de leur Congrès — le 30 octobre — que les socialistes autrichiens apprenaient la capitulation de l'autocratie et la publication du manifeste du tsar.

Cette nouvelle fut le signal d'une action décisive. Le moment était impressionnant. Les délégués se levèrent, entonnèrent leurs chants de bataille et firent la promesse solennelle d'aller jusqu'au bout, quelle que fut l'issue de la lutte. Le même soir, plus de 30,000 ouvriers et ouvrières se réunirent dans une démonstration grandiose devant le Parlement et le Hofburg (Palais impérial) (1).

Ainsi se vérifiait une fois de plus cette « interdépendance » croissante de l'action socialiste des différents pays et la répercussion profonde dans le monde entier des victoires comme des défaites du socialisme dans chaque pays. Les prolétaires russes avaient non seulement lutté pour eux-mêmes, mais avaient servi en même temps la cause de leurs frères les prolétaires autrichiens. Bientôt l'Empire fut le théâtre d'une profonde agitation. Meetings et démonstrations grandioses se succédaient sans relâche dans la capitale et dans tous les principaux centres de province. Souvent des collisions se produisaient avec la force armée. Il y eut un grand nombre de blessés et le sang coula à Vienne et dans plusieurs autres cités.

Cependant le ministre Gautsch, qui avait déclaré avec morgue quelques mois auparavant que le suffrage universel était une « impossibilité » ne tarda pas à capituler devant la formidable « action directe » des masses. Dans le courant de novembre, on apprit pour la première fois qu'il n'y aurait plus d'élections nouvelles avant la réforme électorale.

Mais le Parti social-démocrate ne s'endormait pas sur ses lauriers. Le jour de la rentrée du Reichrath, le 28 novembre 1905, il organisa d'un bout à l'autre de l'Empire le chômage général. Toutes les usines s'arrêtèrent, tous les chantiers furent déserts. A Vienne, 250.000 prolétaires, hommes et femmes, défilèrent pendant des heures, en rangs compacts, devant le Parlement, au milieu des centaines de drapeaux rouges du Parti et des bannières de corporations. Une députation

(1) Rapports au Congrès socialiste international de Stuttgart. Vol. II. page 107.

ouvrière remit au Président du Conseil et aux Présidents des deux Chambres leur pétition pour le suffrage universel.

Le même jour, le Président du Conseil, baron Gautsch, annonçait au Reichrath le dépôt d'un projet de loi ayant pour base le suffrage universel pur et simple, sans falsification belge du vote plural, qu'on avait songé un moment à y introduire.

En février 1906, le projet de loi était déposé. Il accordait le droit de vote à tous les sujets autrichiens âgés de 24 ans et ayant au moins un an de domicile. La Social-Démocratie avait réclamé le vote des femmes, six mois de domicile et 21 ans d'âge.

Néanmoins le projet provoqua une résistance désespérée des hobereaux et de la haute bourgeoisie, et la lutte continua dans tout le pays. A plusieurs reprises, le ministère, effrayé par l'assaut des privilégiés, esquissait un mouvement de recul, mais on voyait aussitôt l'agitation du monde du travail prendre une telle acuité, devenir si fébrile, que les gouvernants se hâtaient d'affirmer à nouveau leur « ferme désir » de faire aboutir la réforme. Cependant en juin la résistance des possédants était devenue si acharnée qu'à nouveau le Parti envisagea le recours à la grève générale. L'alarme fut extrême dans les sphères gouvernementales. L'ordre de mobilisation pour l'occupation des gares, des fabriques, était donné, Vienne était inondée de troupes.

Mais la menace de la grève générale suffit. Le 21 juillet, la Commission parlementaire aboutissait à un accord sur la répartition des mandats par nationalités — la plus grande difficulté à vaincre. A l'automne, les ennemis de la réforme tentèrent à nouveau d'introduire le vote plural. 150.000 ouvriers vinrent clamer devant la Chambre du privilège leur volonté de repousser toute réforme frelatée. Le 1er décembre, le projet était voté par la Chambre des députés.

Restait à obtenir l'adhésion de la Chambre des Seigneurs — centre de la résistance à la réforme, mais centre déjà

fort affaibli. Cependant, on pouvait encore craindre de sa part une résistance acharnée. L'empereur François-Joseph comprit que l'avenir de l'Etat autrichien et son existence même étaient en jeu. Pour obtenir le consentement des hobereaux, il prit l'engagement de ne plus créer, comme par le passé, de nouvelles fournées de pairs — le seul moyen que le pouvoir central ait d'obtenir une majorité dans des Chambres héréditaires — et moyennant cette promesse les seigneurs capitulèrent.

Les élections générales qui eurent lieu en mai 1907, montrèrent la magnifique croissance du socialisme autrichien et la placèrent au point de vue du chiffre des suffrages socialistes exprimés, au deuxième rang en Europe — immédiatement après l'Allemagne et avant la France (1). — Il obtenait en effet 1.047.000 suffrages et 87 élus, dont 511.000 pour les socialistes allemands, avec 50 députés, 400.000 pour les Tchèques, avec 24 députés, 63.000 pour les Polonais, avec 6 élus, 28.607 pour les Ruthènes, avec 2 élus, 21.551 pour les Italiens, avec 5 élus. Les socialistes slovènes avaient 13.754 voix, et les Roumains 860, mais aucun élu. Dans les districts allemands, les socialistes avaient à eux seuls près du tiers du chiffre total des suffrages exprimés. Avec 87 élus sur 516, la représentation parlementaire du socialisme autrichien était la plus forte de toute l'Europe.

La victoire de la démocratie socialiste dépassait même ses forces réelles. Elle avait bénéficié de son rôle directeur dans la lutte pour le suffrage universel et avait obtenu beaucoup de voix d'éléments démocratiques, plus ou moins nationalistes, qui ne s'étaient pas assimilé vraiment les idées socialistes. On devait s'en apercevoir quatre années plus tard, aux élections générales de 1911.

Sous l'impression de la grande victoire des socialistes, les

(1) Nous avons depuis dépassé nos camarades autrichiens, mais alors, aux élections de 1906, nous avions obtenu 896.000 suffrages, soit 145.000 de moins qu'eux.

partis bourgeois se coalisèrent contre eux, et on vit, dans ce pays où les luttes de nationalités avaient jusque-là dominé toute la politique, bourgeois allemands, tchèques et polonais, oubliant pour un moment leurs violentes luttes, se coaliser dans le ministère Beck. Le mot d'ordre était « isoler la Social-Démocratie! » Mais en même temps un progrès était réalisé, au point de vue du développement des institutions parlementaires et de la démocratisation de la vie publique. Le ministère reflétait fidèlement la majorité parlementaire. « Des petits-bourgeois et des paysans occupaient les bancs ministériels réservés jusqu'alors aux féodaux orgueilleux et aux bureaucrates étrangers au peuple » (1).

C'est ainsi que les élus socialistes purent arracher au ministère Beck, contre lequel ils formaient, avec le groupe des paysans Ruthènes, la seule opposition, toute une série de réformes importantes, que nous exposerons plus loin. Bientôt cependant les luttes reprenaient, de plus en plus âpres, entre les différents éléments nationaux formant la majorité du ministère. Son maintien devint tout à fait impossible quand les mêmes partis, qui s'étaient coalisés dans le Parlement pour combattre le socialisme, « eurent jeté simultanément dans les masses, dans l'espoir de le mieux combattre, la torche incendiaire du chauvinisme » (2).

Une réaction s'ensuivit. Dans les sphères dirigeantes, on réclamait un « gouvernement fort » et, en même temps que tombait le ministère Beck, l'Autriche était entraînée dans la voie militariste et impérialiste, par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine et les projets de construction de « Dreadnougths ».

Contre cette nouvelle vague de réaction et de chauvinisme,

---

(1) Rapport sur l'« Action parlementaire du Parti Ouvrier Social-Démocrate d'Autriche » au Congrès de Copenhague, page 1.
(2) Rapport sur l'« Action parlementaire du Parti Ouvrier Social-Démocrate d'Autriche » au Congrès de Copenhague, page 3.

le socialisme autrichien combattit courageusement. Il protesta contre les conditions dans lesquelles le comte d'Aerenthal avait préparé le « coup de l'annexion », « ébranlant la solidité du régime jeune-turc auquel se rattachent les espérances d'un développement salutaire des conditions de la péninsule balkanique ». (Déclaration lue par les membres du Parti aux Délégations austro-hongroises, formées par les délégués des deux Parlements d'Autriche et de Hongrie.)

Pendant l'été de l'an dernier, Vienne fut le théâtre d'une formidable agitation contre la vie chère, qui dégénéra même, à certains moments, en émeute sanglante.

Aux élections de 1911, la recrudescence des passions nationalistes faisait particulièrement sentir ses effets dans diverses parties de l'Empire, et notamment à Trente et Trieste, dans les provinces italiennes, où le Parti perdit trois sièges. Dans l'Autriche allemande plusieurs sièges furent également perdus dans les campagnes, mais à Vienne même la victoire socialiste fut magnifique. Le Parti enlevait 20 sièges sur 33 que compte la grande cité, alors qu'auparavant il n'en avait que 10. Au total il recueillait 1.060.000 voix, soit 19.000 de plus qu'en 1907 et conquerrait 82 sièges, soit 5 de moins.

III. — L'organisation socialiste autrichienne.

L'organisation souple et forte que la Social-Démocratie d'Autriche s'est donnée à son Congrès de 1897, reconnait 7 organisations nationales autonomes, les social-démocraties ALLEMANDE, TCHÈQUE, POLONAISE, RUTHÈNE, SLOVÈNE, ITALIENNE.

Chacune d'entre elles possède ses groupements propres, reliés entre eux dans un Comité central, et tient ses Congrès particuliers. Elles sont confédérées ensemble, de telle sorte que dans cet État ravagé par les luttes nationales, le prolétariat socialiste de toutes les nationalités livre sa lutte des

classes dans une solidarité fraternelle et forme une armée étroitement unie et toujours prête à la bataille.

La plus importante de ses fractions nationales est la SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE D'AUTRICHE. Viennent ensuite les organisations des Tchèques de Bohême et des Polonais.

A leur Congrès de Reichemberg, en 1909, les socialistes allemands d'Autriche se sont réorganisés sous une forme plus centralisée et plus vigoureuse. Pour échapper aux tracasseries de la législation réactionnaire, ils avaient été jusque-là groupés en « Sociétés libres » qui, tout en ne comprenant que des socialistes, n'avaient pour ainsi dire pas de liens organiques avec le Parti. Une forme d'organisation aussi fragile ne remplissait pas les besognes d'agitation et d'éducation qui s'imposaient à elle.

L'action des élus parlementaires ayant amélioré la législation, il devenait possible de se réorganiser en faisant de chaque section du Parti la base de son organisation, ce qui fut décidé. A la tête du Parti se trouve le Comité exécutif, élu à chaque Congrès, avec un secrétariat qui est composé des citoyens Victor Adler et Ferdinand Skaret.

La réorganisation a donné d'excellents résultats, puisque le nombre des membres du Parti, qui était de 112.000 avant le Congrès de Reichemberg, atteignait 126.000 membres en 1910, et *146.000* en 1911 — derniers chiffres que nous possédions — dont 18.000 femmes.

L'organisation des *femmes* date de 1907 et elle a tout de suite pris une rapide extension. Elle poursuit une campagne vigoureuse pour le suffrage universel *complet* et a organisé d'imposantes démonstrations *suffragistes*. Elle possède un organe, *die Arbeiterinnen Zeitung* (le Journal des Ouvrières), rédigé par sa principale militante, la citoyenne Baader, et dont le tirage dépasse 20.000.

Après les Belges, ce sont les Autrichiens qui ont constitué les premiers groupements de *jeunesse socialiste* — dès 1893.

L'Union des Jeunes Ouvriers a maintenant 170 groupes, comprenant 8.000 membres. Elle est soutenue moralement et matériellement par le Comité exécutif du Parti et toutes les organisations syndicales. Elle édite une magazine mensuelle, *Der Jugendliche Arbeiter* (le Jeune Ouvrier), organise des conférences éducatives pour ses membres, bataille pour la réforme de l'apprentissage et de la législation pour la protection des apprentis. Leur effort a déjà donné des résultats féconds en procurant au Parti et aux Syndicats de nombreux militants de valeur.

Comme les Partis socialistes d'Allemagne et de Belgique, le Parti socialiste autrichien s'est particulièrement préoccupé ces temps derniers de *l'éducation socialiste* de ses membres. Comme dans ces deux pays, c'est de concert avec les Syndicats qu'il a organisé un travail d'éducation systématique pour ses militants. Depuis septembre 1909, il paraît un organe spécial de ses œuvres, le *Bildungsarbeit* (le Travail d'éducation). Ce travail d'éducation intense a été organisé sur presque tous les points du pays. Sa principale institution est l'*Ecole Ouvrière* de Vienne, où l'on enseigne deux fois par semaine et pour quatre semestres consécutifs, l'économie politique, l'histoire du socialisme, le droit constitutionnel et ouvrier. Les Syndicats ont consenti pour ces œuvres d'importants sacrifices financiers.

A côté de Victor Adler, un des combattants les plus aimés, les plus estimés et les plus influents de toute l'Internationale, dont nous avons déjà dit l'œuvre admirable de propagande, et dont le Parti fêtait, le 23 juin dernier, à Vienne, en un banquet fraternel, les 60 ans, il faut citer parmi les principaux militants du Parti social-démocrate allemand d'Autriche : Pernerstorfer, qui a été vice-président du Reichrath, et parmi les autres élus qui ont joué le rôle le plus brillant : Ellenbogen, Seitz, Renner, Ferdinand Skaret ; parmi les autres militants les plus distingués : Fritz Austerlitz, Adolf Braun, brillants collaborateurs de l'*Arbeiter Zeitung* ; Hueber, l'énergique se-

crétaire général de la Centrale syndicale : Beer, le secrétaire de la Fédération des métallurgistes ; la citoyenne Baader, organisatrice des femmes.

Les social-démocrates allemands d'Autriche possèdent une puissante *presse*, comprenant 26 journaux, dont 2 quotidiens, 4 paraissant trois fois, 9 deux fois par semaine, et 11 hebdomadaires. Le principal de leurs organes est l'*Arbeiter Zeitung*, le quotidien bien connu de Vienne, que Victor Adler dirige depuis sa fondation, et dont le tirage dépasse 80,000.

PERNERSTORFER
Ex-Vice-Président socialiste du Reichrath
Photo Meurisse, Paris

En dehors de ces 26 journaux, des organes spéciaux des femmes et des jeunes, le Parti possède une revue socialiste théorique, *Der Kampf* (la Lutte) ; un organe pour les œuvres d'éducation de la classe ouvrière, le *Bildungsarbeit* (le Travail d'éducation) ; une revue consacrée à la lutte contre l'alcoolisme, *Der Abstinent* (l'Abstinent) ; un organe de caricature, *Glühlichter* (les Feux Follets) et plusieurs journaux sportifs. D'autre part, l'organisation syndicale, qui agit en pleine harmonie et accord avec le Parti, ainsi qu'on le verra plus loin, possède 50 journaux corporatifs.

La force politique de la social-démocratie allemande d'Autriche s'est traduite aux dernières élections par un chiffre de 541.000 voix contre 513.000 en 1907, et 47 députés au Reichrath impérial.

Dans les différentes *Diètes*, ou Parlements régionaux, sub-

siste encore un système électoral inique contre lequel le prolétariat autrichien a poursuivi une lutte acharnée depuis qu'il a conquis le suffrage universel pour le Parlement central. Malgré leur système électoral monstrueusement censitaire, il possède, à la Diète de la Basse-Autriche 6 mandats, à celle de Corinthie 1 mandat, dans celle de Salzbourg 2 mandats, dans celle de la Haute-Autriche 1 mandat, dans celle de Styrie 5.

Malgré les stipulations aussi réactionnaires du droit électoral *municipal* autrichien, le Parti est parvenu à conquérir 1.275 mandats. Dans 17 communes généralement peu importantes, il a même pu conquérir la mairie.

L'action des socialistes dans les *municipalités* a été féconde. Dans bien des cas, il a fallu leur arrivée pour instaurer une administration régulière dans la commune, une tenue de livres et une comptabilité normale, sans que cela les empêche de se consacrer plus particulièrement aux questions spécifiquement ouvrières comme à l'organisation des services publics. Ils se sont particulièrement attachés au perfectionnement de l'enseignement.

Après la social-démocratie allemande, c'est le Parti Ouvrier Social-Démocrate Tchèque qui est la plus importante fraction nationale du socialisme autrichien. Le mouvement socialiste tchèque est certainement de tous les mouvements socialistes slaves celui qui est organisé de la manière la plus compacte. La Bohême et la Moravie, qui constituent son champ d'action, sont une des régions de l'Europe où le prolétariat est le plus solidement organisé sur tous les terrains. C'est d'ailleurs par excellence une région de grande industrie. Malheureusement, la lutte acharnée que se livrent dans ce pays, depuis des siècles, Slaves et Germains a eu sa répercussion même dans la classe ouvrière, ainsi qu'on le verra dans les pages suivantes. C'est la seule ombre au tableau brillant que nous offre le pays tchèque.

Le Parti tchèque est par excellence un parti ouvrier. Presque tous ses adhérents, les neuf dixièmes de ses militants

D. V. ADLER.

sont des prolétaires, sortis hier de l'atelier ou y travaillant encore. C'est pourquoi d'ailleurs il est si étroitement uni au mouvement syndical et pourquoi la question de l'adhésion de ses syndicats, soit à la Centrale de Vienne, soit à celle de Prague a pour lui une si haute importance.

Le Parti Ouvrier social-démocrate tchèque ne compte pas moins de 130,000 membres, répartis dans 2,400 groupes, ce qui représente une croissance de plus de 30,000 membres pendant ces trois dernières années et de plus de 100,000 membres depuis dix ans. La cotisation est de 20 centimes par mois pour l'organisme central, dont les recettes étaient en 1911, de 80,000 francs.

Le Parti compte 18,000 femmes, qui prennent une part très active à toutes les manifestations de la vie du Parti. Leur rôle fut particulièrement important dans les démonstrations contre la vie chère, qui réunissaient en août et septembre 1910, plus de 100,000 manifestants dans les rues de Prague, contre l'accroissement des charges militaires et les impôts directs.

L'organisation de la *Jeunesse Socialiste* est puissante : elle compte près de 12,000 membres, dont environ deux tiers de jeunes gens et un tiers de jeunes filles. Elle s'exerce sur les jeunes conscrits qui, par milliers, arborent la cocarde rouge ou se rendent aux opérations d'incorporation en vêtements noirs. Ces démonstrations valent aux jeunes socialistes tchèques des condamnations à 2 et 5 jours d'arrêt, dès leur arrivée au régiment, mais n'arrêtent pas leur ardeur militante.

On sait quel développement ont atteint les fameuses sociétés de gymnastique bourgeoises et chauvines, des « Sokols », organisées par la bourgeoisie tchèque dans un esprit purement nationaliste. En face des Sokols, le Parti a dressé des *Sociétés de gymnastique socialistes* qui, grâce à la ténacité des militants, sont aujourd'hui des organisations importantes, contenant plus de membres que les groupes de jeunesse proprement

dits. En 1910, elles étaient déjà au nombre de 372, comprenant plus de 15,000 membres. Elles s'efforcent d'être « une école modèle pour l'émancipation corporelle et intellectuelle des jeunes travailleurs (1).

La *presse* socialiste tchèque comprend 26 journaux : 3 quotidiens, dont le *Pravo Lidu* (Le Droit du Peuple), à Prague; le *Delnické Listy* à Vienne (où vivent plus de 150,000 Tchèques), 1 paraissant trois fois par semaine, 3 deux fois et les autres hebdomadaires. Il y a 42 journaux syndicaux, tous rédigés par des membres du Parti. Celui-ci possède, en outre, une revue doctrinale *Akademie*.

La situation de ces journaux n'est pas toujours commode en présence des persécutions du pouvoir. D'après le rapport présenté au Congrès de Copenhague, ils avaient été dans les deux années précédentes confisqués 311 fois et dans 56 cas, les rédacteurs avaient été poursuivis, dans 45 cas condamnés à des semaines ou des mois de prison.

Le Parti possède, en outre, un *Comité d'édition*, qui a édité les œuvres théoriques des principaux militants et publié la traduction en tchèque de presque toutes les œuvres de Marx, des calendriers, des manifestes pour le 1er Mai et les autres fêtes et un grand nombre de brochures — 580,000 exemplaires en 1908-1909.

Pendant ces deux années, la social-démocratie tchèque avait organisé 57 réunions, dont 783 furent dissoutes ou interdites; 1,845 camarades tchèques furent poursuivis, dont 1,337 condamnés ensemble à 12 ans, 8 mois et 4 jours de prison, et 6,293 couronnes d'amende. Les forces électorales du Parti ont subi une légère diminution aux élections de 1911, du fait du courant chauvin déchaîné. Il a réuni 365,000 voix. En revanche, il a conquis 26 mandats, soit deux de plus qu'en 1907. Tous les élus socialistes tchèques, à trois ou

(1) Rapport du Parti Ouvrier Social-Démocrate Tchèque au Congrès de Copenhague, page 13.

quatre exceptions près, sont des anciens ouvriers, secrétaires de syndicats ou de groupes. Les plus connus sont les citoyens Anton Nemec et Soukup, qui représentent les socialistes de Bohême au Bureau socialiste international.

Aux élections pour la Diète de Bohême, malgré le système censitaire, le Parti a conquis deux sièges et à la Diète de Moravie, 5 sièges.

Dans les élections municipales, en dépit du grand nombre de travailleurs privés du droit de vote, les socialistes ont conquis 162 sièges, dont 15 mandats de « chefs de communes » ou maires, 12 de « chefs de districts ».

La lutte des « nationalités » entre Tchèques et Allemands a pris une extrême acuité en Bohême, encore accrue du fait que la grande industrie et le grand commerce sont aux mains des Allemands, les partis non-socialistes étant, par conséquent, composés presque exclusivement de petits bourgeois. Quelles qu'aient pu être les difficultés regrettables que par contre-coup ces luttes ont eu sur le mouvement syndical, sur le terrain politique et au Parlement, en particulier, l'accord a été toujours maintenu entre les élus socialistes tchèques et allemands.

Le Parti Social-Démocrate Polonais d'Autriche est la troisième grande fraction du socialisme autrichien. Sa force numérique, quoique beaucoup moins grande que celle des Allemands et des Tchèques, est encore importante et la part qu'il a pris depuis dix ans aux principales luttes du prolétariat d'Autriche a été considérable.

C'est ainsi qu'au moment de la lutte pour le suffrage universel, en novembre 1905, la grève fut générale dans ses principaux centres, à Cracovie, Lemberg, Stanislav, Jaroslav, etc. Sur toutes les grandes places flottait le drapeau rouge, et non seulement toutes les fabriques et ateliers, mais les tramways et fiacres avaient été immobilisés et les théâtres fermés.

Ce n'est qu'à la demande spéciale du Parti, que les ouvriers

des chemins de fer, ainsi que les ouvriers municipaux du gaz et de l'électricité ne cessèrent pas le travail « parce qu'on ne voulait pas tirer toutes nos cartouches à la fois » (1).

Le Parti social-démocrate polonais est partagé en cinq circonscriptions et comprend 120 organisations locales. Dans ses rapports, il ne fournit pas d'indication exacte sur le nombre de ses membres, mais les syndicats qui, en fait, sont intimement liés au Parti, comptent 30,000 membres. L'organisation des femmes socialistes compte 1,500 membres.

La *presse* comprend 5 journaux, dont 2 quotidiens : *Naprzod* (« En Avant ! »), à Cracovie, et *Glos* (« La Voix »), à Lemberg; 2 hebdomadaires: *Prawo Ludu* (« Le Droit du Peuple »), à Cracovie, et le *Robotnik Slaski* (« L'Ouvrier Silésien »), à Teschen en Silésie; le *Volksstimme* (« La Voix du Peuple »), en jargon juif à Lemberg.

Il possède un organe spécial pour la propagande parmi les femmes, le *Glos Kobiet* (« La Voix des Femmes »). Il existe 10 journaux syndicaux (des typos, cheminots, métallurgistes, mineurs, ouvriers du bâtiment, ouvriers textiles, des tabacs, du bois, confiseurs et tailleurs), rédigés dans un esprit purement socialiste. L'ensemble du tirage des journaux socialistes de la Pologne autrichienne est de 45,000.

Le Parti a obtenu aux élections dernières pour le Reichrath, 90,000 voix. Il a 8 élus, dont 6 élus par la Galicie et 2 par la Silésie. Parmi eux se trouvent ses deux militants les plus connus, les citoyens Ignace Daszinsky (avec Adler, l'orateur socialiste le plus écouté du Reichrath), et Herman Diamand, qui le représente au Bureau international.

L'action du Parti Social-Démocrate d'Ukraine s'étend sur la fraction de la population ruthène qui fait partie de l'empire autrichien (on sait que la plus grande partie de l'Ukraine appartient à la Russie). Il fut créé en 1897 et a fait une active

(1) Rapport du Parti au Congrès de Stuttgart. Vol. II de l'*Internationale*, page 122.

propagande dans un milieu surtout peuplé de paysans, ouvriers agricoles et petits paysans très misérables et parmi lesquels on compte jusqu'à 70 et 80 o/o d'illettrés. Lors du mouvement de 1905-1906, il réunit dans des districts purement agraires, tels que le Haraz, jusqu'à 25,000 paysans qui, sous les plis du drapeau rouge, acclamèrent les orateurs socialistes dans de vastes meetings tenus souvent à quelques kilomètres de la frontière russe.

L'organe central est la *Wola* (« La Liberté »), paraissant à Lemberg. Le Parti possède, en outre, *Zemla i Wola* (« Terre et Liberté », à Czernovitz en Bukovine, et le *Czerwonyz Prapor* (« Le Drapeau rouge »), à Zbaraz.

Il a conquis deux sièges au Reichrath et réuni plus de 30,000 voix.

Le Parti Socialiste Italien d'Autriche exerce son action à Trieste et dans la région de langue italienne des bords de l'Adriatique, constituant ce que les patriotes transalpins ont toujours appelé « l'Italia irredenta » (l'Italie non rendue). Aussi le sentiment chauvin indigène, contre lequel doivent lutter les socialistes, est-il un fort obstacle à leur action. Néanmoins, aux élections de 1907, le Parti remportait une très belle victoire, enlevant 5 sièges et réunissant 21,000 voix. Aux élections dernières, le retour offensif dû sentiment nationaliste et la coalition de tous les éléments anti-socialistes contre nos amis leur fit perdre 2 sièges sur 5, le chiffre des voix restant cependant sensiblement le même.

Les socialistes italiens d'Autriche ont un organe quotidien *Il Lavoro* (« Le Travailleur »), publié à Trieste. Leur principal militant est le citoyen Pittoni, qui est l'un des élus socialistes de Trieste.

La Social-Démocratie Slovène est encore très faible. Son action s'étend parmi ces populations de race slave, du Sud de l'Empire, qui peuplent principalement les provinces de Styrie et d'Illyrie et s'étendent jusqu'aux bords de l'Adriatique. Ils sont de même race que les Croates, qui eux, font

partie du royaume de Hongrie. Les socialistes slovènes, s'ils n'ont conquis aucun siège au Parlement, ont néanmoins réuni près de 15,000 voix aux dernières élections.

La Social-Démocratie Roumaine d'Autriche est la plus faible, et de beaucoup, des sept fractions nationales du socialisme autrichien. En fait, l'immense majorité des Roumains de l'Empire habitent la Transylvanie, qui fait partie de la Hongrie et non de l'Autriche.

Les socialistes roumains d'Autriche possèdent cependant une petite organisation qui, aux dernières élections pour le Reichrath, a réuni environ un millier de suffrages.

IV. — L'action générale du Socialisme autrichien.

La réunion de ces sept groupements nationaux constitue le Parti Ouvrier social-démocrate d'Autriche, qui, aux dernières élections de 1911, a réuni 1,060,000 voix, ce qui, pour une population de 27 millions d'habitants, représente une des forces socialistes les plus considérables du monde — plus du quart du chiffre total des votants qui était de 3,700,000.

Les 82 élus socialistes autrichiens qui sont presque tous d'anciens ouvriers, et pour la plus large part les secrétaires de leurs organisations syndicales, représentent le Parti le plus important de l'Empire. Cependant, la distribution parfois inégale des circonscriptions et les hasards du scrutin d'arrondissement, ont donné une plus forte représentation au parti des cléricaux soi-disant « sociaux », dont la section la plus connue est constituée par les antisémites de Vienne, dont le chef, le fameux Lueger, fut longtemps bourgmestre.

La « fraction » se décompose ainsi : 49 Allemands, 26 Tchèques, 6 Polonais, 3 Italiens et 2 Ruthènes, constituant 5 sections nationales réunies dans « l'Union internationale des députés social-démocrates ».

Dans toutes les questions économiques, sociales, de culture intellectuelle et politique, écrit dans son rapport au Congrès de Copenha-

gue, le Comité exécutif du groupe, l'Union internationale constitue une unité absolue, agissant en bloc, d'après les décisions de la majorité de ses membres, tandis que dans les questions nationales, les groupes de chaque nationalité jouissent d'une autonomie parfaite. Mais l'unité d'action de l'Union a pu être sauvegardée jusqu'à présent, même dans les questions nationales importantes (1).

Cette unité d'action s'était manifestée avec une force particulière, ainsi qu'on l'a déjà vu, dans leur lutte pour le suffrage universel et depuis dans leurs efforts communs pour maintenir la paix, lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Elle a été particulièrement vigoureuse et résolue dans la campagne admirable poursuivie en novembre et décembre 1912 pour le maintien de la paix et contre toute intervention de la monarchie du Danube dans le conflit balkanique. Dans le domaine de la législation sociale, l'Union est parvenue à faire déposer par le Gouvernement un projet de loi sur la réforme de l'assurance contre la maladie (l'étendant aux ouvriers agricoles, aux ouvriers à domicile et aux domestiques), un vaste projet introduisant en Autriche l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, réformant la loi d'assurance contre les accidents, etc...

Le plus grand obstacle à tout travail de réforme sociale en Autriche sont les luttes nationales. Elles fournissent sans cesse aux représentants des intérêts capitalistes une occasion, saluée avec joie, de troubler toute œuvre réformatrice. Notre tâche principale a donc été de sauvegarder l'unité de l'Union Social-Democratique et de son activité dans un milieu du chauvinisme le plus échevelé. A une époque de luttes acharnées les représentants du prolétariat de toutes les nations de l'Autriche sont restées fidèlement unies. Des difficultés extérieures et intérieures ont rendu notre travail difficile. Mais l'expérience qui nous est venue par le travail en commun nous permet d'espérer que finalement la solidarité internationale des prolétaires de toutes les nations se montrera encore et toujours plus forte que toutes les séductions du nationalisme.

---

(1) Rapport sur l'action parlementaire du Parti Ouvrier Social-Democratique d'Autriche au Congrès de Copenhague, page 1

En Autriche où les luttes des classes sont entrecroisées, compliquées, obscurcies par les antagonismes nationaux, la solidarité internationale de la classe ouvrière ne saurait n'être qu'une phrase souriante pour jours de fête; il faut qu'elle se manifeste comme une force vivante et agissante dans le travail de tous les jours.

Ces conclusions signées en commun par Victor Adler, Pernerstorfer, Seitz, Seliger, pour le groupe des élus allemands; Nemec, Soukup, Tomasek pour les Tchèques; Daszinsky et Diamand pour les Polonais; Pittoni pour les Italiens; Wityk pour les Ruthènes, montrent que sur le terrain socialiste politique du moins l'union de tous les éléments si hétérogènes qui composent l'Autriche a été maintenue — contre vents et marées.

V. — Les organisations économiques et le Parti.

L'organisation syndicale autrichienne est très puissante. Cependant, après avoir atteint près d'un demi-million de syndiqués, exactement 482,000 en 1908, il y eut, par suite de la crise économique, un léger recul les années suivantes et le chiffre actuel des syndiqués était au 1er janvier 1912, de 422,000 adhérents à la Centrale Syndicale ou Confédération de Vienne, et 40,000 adhérents à la Centrale tchèque.

Si le mouvement socialiste politique a été organisé en Autriche sur la base de l'autonomie des différents groupements nationaux, il avait été, en revanche, admis jusqu'à ces dernières années qu'il convenait que le mouvement syndical pour la lutte économique directe contre le patronat fut centralisé et concentré au sein d'une organisation syndicale centrale, la Commission générale de tout l'Empire. Cependant, dès 1897, seuls de toutes les nationalités de l'Empire, les Tchèques prétendaient réclamer sur le terrain syndical, comme sur le terrain politique, leur pleine et entière autonomie. Ces prétentions ne prirent une allure formelle, le conflit ne devint

aigu que lorsque la Conférence syndicale internationale d'Amsterdam, en 1905, eut refusé de reconnaître la Centrale tchèque et déclaré ne connaître qu'une seule Confédération syndicale en Autriche, celle dont le siège était à Vienne.

Les Tchèques refusèrent d'accepter cette décision et déclarèrent que « la croissance de notre organisation syndicale dépendant du travail et de la concordance avec les organisations politiques, nous ne voulons pas que nos organisations syndicales soient dominées par un autre esprit et administrées par des membres d'une nationalité autre que la nôtre ».

La question fut finalement portée devant le Congrès international de Copenhague qui, tout en déclarant que « dans les Etats polyglottes, les Syndicats unis doivent *tenir compte des besoins linguistiques* et de culture de leurs membres », affirma que « *toute tentative pour morceler les syndicats internationalement unis, en parties nationalement séparatistes, va à l'encontre des résolutions prises par l'Internationale à Stuttgart* ». Cette résolution fut votée à l'unanimité de toutes les nations représentées — sauf les Tchèques et les Finlandais.

Si la majorité des syndiqués tchèques reste adhérente à la Centrale de Vienne, la minorité formée autour de la Centrale de Prague a jusqu'ici refusé de s'incliner devant les décisions de l'Internationale et trouve son principal appui dans la Social-Démocratie tchèque.

Quoi qu'il en soit, la Centrale Syndicale de Vienne groupe la grande majorité des syndiqués, ainsi qu'on vient de le voir.

Les organisations comprenant 422,000 syndiqués, avaient, au 1er janvier 1912, un revenu de 9,200,000 couronnes, soit environ 18,584,000 francs.

La caisse de grève, en y comprenant les excédents de 1910, est montée à 5,049,000 couronnes, soit 10,148,000 francs, dont 400,000 couronnes (soit 804,000 francs) avaient été dépensés pour soutenir les luttes de l'année précédente. L'encaisse totale était de 13,145,000 couronnes, soit 25,421,000 fr.

Les journaux corporatifs de la Centrale sont au nombre de 107, dont 50 allemands, 44 tchèques, 8 polonais, 1 slovène, 1 ruthène et 3 italiens. Leur tirage total se répartissait ainsi :

JOURNAUX	TIRAGE	POURCENTAGE du tirage total
Journaux allemands	318.700	67.89
— tchèques	118 380	25.22
— polonais	21.350	4.56
— italiens	16.200	1.33
— slovènes	3.800	0.80
— ruthènes	1.000	0.21
TOTAL	469.430	100.00

Les *rapports* entre la Centrale syndicale de Vienne et le Parti socialiste sont étroits et très cordiaux. Ils sont d'ailleurs comme en Allemagne et dans tous les pays de l'Europe centrale et septentrionale, assurés d'abord par cette admirable *union personnelle,* qui fait que tous les militants de l'une des organisations appartiennent en même temps à l'autre.

Le secrétaire même de la Confédération de Vienne, le citoyen Hueber, déclarait à cet égard, dans son rapport au Congrès de Copenhague :

Les relations entre les Syndicats et le Parti sont, malgré les minutieuses divisions du travail entre les deux organisations qui, du reste, jouissent de droits absolument égaux, de nature à constituer une garantie du mouvement ouvrier socialiste en Autriche. *Les Syndicats centralisés partent du principe que les travailleurs doivent dans l'Autriche, nationalement morcelée, plus que partout ailleurs,*

être social-démocrates, parce que salariés, et pour pouvoir mener avec succès la lutte immédiate des classes contre les exploiteurs (1).

Et le secrétariat du Parti déclare, de son côté : « les relations entre le parti politique et les syndicats sont ce qu'elles ont toujours été, c'est-à-dire *excellentes* ».

La Centrale Syndicale de Prague, d'après les renseignements qu'elle fournit, compterait 69,000 syndiqués, mais, d'autre part, elle ne compte là-dessus que 40,925 adhérents appartenant à des « syndicats tchèques homogènes ».

Hueber
Secrétaire de la C. G. T. autrichienne

Les recettes de ces unions s'élevaient à 920,000 couronnes en 1909, leurs dépenses à 694,000 couronnes. Elles dépensèrent 131,000 couronnes pour les grèves. Leur encaisse pour le fond de résistance était de 438,000 couronnes.

L'Organisation Coopérative autrichienne est importante et étroitement unie au mouvement socialiste, par les liens de l' « Union personnelle ». Son principal militant, le citoyen Karpeles, est un militant actif du Parti. Elle comprenait, en 1909, 485 Sociétés avec 250.000 membres. De ces coopératives 335 sont allemandes, 22 tchèques, 30 polonaises, 17 italiennes, 10 slovènes et 1 roumaine.

Le chiffre d'affaires de ces coopératives était de 62.000,000

(1) Rapport de la Commission syndicale d'Autriche au Congrès de Copenhague page 2.

couronnes. Le chiffre d'affaires du Magasin de Gros était de 16 millions de couronnes en 1911.

Outre les coopératives de consommation, il faut citer parmi les coopératives de production les nombreuses coopératives de boulangerie, notamment la grande boulangerie ouvrière de Vienne, le « Hammerbrotwerk » qui produit 45,000 pains par jour.

Il existe, en outre, comme pour les syndicats, un MOUVEMENT COOPÉRATIF TCHÈQUE autonome, et qui est uni par des liens plus étroits que le mouvement autrichien au Parti. Il compte 125 Sociétés avec 30,000 membres, faisant un chiffre d'affaires annuel d'environ 15,000,000 de couronnes. L'Union centrale publie un bulletin *Druzstevnik* (« Le Coopérateur »), destiné aux fonctionnaires de coopératives et un journal *Prukopnik* (« Le Pionnier »), avec un tirage de 15,000 pour les Sociétés. Le Magasin de Gros tchèque, ayant à sa tête le citoyen Jaros, fondé le 1er septembre 1909, faisait dès sa première année, un chiffre d'affaires de plus d'un million de couronnes. Une partie des Coopératives tchèques versent une fraction de leur trop-perçu pour les syndicats et le Parti.

SECTION II

LE SOCIALISME EN HONGRIE

I. — Le milieu politique et social.

La monarchie hongroise ou transleithanie comprend la Hongrie proprement dite, la Transylvanie, la Croatie-Esclavonie et enfin la « ville libre » de Fiume — au total 20 millions d'habitants. C'est surtout un pays agricole, dont l'immense plaine du moyen Danube est une des plus riches en céréales de l'Europe. La propriété y est formidablement concentrée entre les mains de quelques milliers de grands pro-

priétaires, nobles magyars, la principale race du pays, d'origine mongolique ou finnoise, et qui comprend environ 11 millions d'âmes — à côté de 6 millions de Slaves, Croates et Esclavoniens et de 3 millions de Latins-Roumains de Transylvanie.

D'après le dernier cadastre, sur 22,773,000 arpents que comprend le pays, 11,903,246 arpents sont aux mains de 3,768 grands propriétaires, qui, à eux trois mille sept cents, possèdent un million d'arpents de terre de plus que les 2,123,000 petits propriétaires, qui en ont 10,870,000 arpents.

Le reste de la population agricole est composée de cinq millions d'ouvriers n'ayant absolument aucune propriété. Plus de la moitié des 2 millions de « petits propriétaires » ne possédant pas 5 arpents, sont en fait, obligés de gagner leur vie la plus grande partie de l'année, en louant leur force-travail aux grands *magnats*. Les terres de ceux-ci et celle des grands prélats, évêques et archevêques catholiques, qui ont également d'immenses domaines, sont inaliénables et ne peuvent pas par conséquent être acquises.

A côté de son énorme prolétariat agricole, la Hongrie compte, principalement dans la région de sa capitale, Buda-Pest, grande cité de plus d'un million d'habitants, une très forte agglomération industrielle. Au total, on y compte environ 2 millions et demi de salariés vivant de l'industrie.

En dehors de la Russie, il n'est pas de pays en Europe où le prolétariat soit aussi opprimé, aussi complètement privé des droits politiques les plus élémentaires qu'en Hongrie. La cruelle oligarchie des grands magnats montre qu'il est possible à une aristocratie d'imposer à la masse du peuple, sous les apparences d'un régime constitutionnel, une tyrannie aussi lourde que celle d'une monarchie absolutiste elle-même. La classe dirigeante hongroise, l'orgueilleuse caste des comtes et autres nobles magyars, appuyée sur la moyenne bourgeoisie, n'a cependant conquis sa puissance actuelle que dans une lutte désespérée contre la monarchie de Vienne, en 1848.

alors que son populaire leader, Louis Kossuth, était placé dans le cœur de tous les « avancés » d'Europe, aux côtés de Garibaldi, de Mazzini, de Lincoln, des insurgés de Pologne et d'Irlande, et des autres grands démocrates de l'époque. Son fils, François Kossuth, a été, comme ministre, l'un des plus cyniques et des brutaux tyrans que la classe ouvrière ait rencontré en face d'elle dans son effort désespéré pour sa liberté politique et économique.

Cette lutte entre l'oligarchie magyare et la monarchie des Habsbourg, forme toute la trame de l'histoire politique de la Hongrie depuis plus d'un demi-siècle. Vaincus en 1849, lorsque François-Joseph eut appelé à son secours les Russes, pour rétablir à Budapest sa souveraineté, les magnats ne tardaient pas à reprendre l'avantage et à obtenir la constitution de cette monarchie « dualiste » où l'empereur d'Autriche n'est plus en Transylvanie, que le roi constitutionnel de Hongrie. Le conflit reprend seulement de temps à autre, sur des questions telles que l'organisation de l'armée, dont les Magyars voudraient voir complètement établir l'autonomie et que la Cour de Vienne veut au contraire maintenir comme une simple fraction de l'armée impériale. Dans cette lutte, le parti de la Cour, composé d'une fraction des magnats et d'une partie de la bourgeoisie et des éléments non-magyars, les slaves du royaume opprimés par les Magyars, essaie d'obtenir l'appui du prolétariat, en lui promettant quelques droits, qu'il s'empresse d'ailleurs de ne pas lui donner dès qu'il a repris l'avantage. Et il n'est pas jusqu'à l'autre parti, comprenant le gros des magnats, et les groupements cléricaux de la moyenne et de la petite bourgeoisie qui, renversé du pouvoir, ne s'efforce à son tour, de prendre des allures démocratiques, après avoir foulé aux pieds, sans merci, le prolétariat.

II. — La naissance du Parti et sa lutte pour le suffrage universel.

Depuis longtemps déjà, des petits groupements socialistes ont vu le jour en Hongrie, et le prolétariat français n'oubliera jamais que l'un des plus nobles militants de la Commune de Paris, son ministre du travail, Leo Franckel, était un ouvrier bijoutier d'origine juive, de Budapest, qui constitua dans sa patrie les premières organisations socialistes.

Mais c'était de « petits groupements de conspirateurs », soumis à l'espionnage constant de la police, auxquels la moindre activité publique était interdite. Ce n'est qu'à partir de 1903, que le PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE HONGROIS fait son apparition sur la scène politique, sans cesser cependant d'être privé de toute existence légale.

De sa naissance à ce jour, toute l'action du socialisme hongrois a un double but. D'abord et avant tout la conquête de ses droits politiques, dont le prolétariat est totalement privé dans ce pays, où sur 100 habitants, il y a 6 électeurs, dont pas un prolétaire. La revendication du suffrage universel, beaucoup plus longue et plus pénible à obtenir qu'en Autriche, rencontrant en face d'elle la résistance obstinée et violente des magnats ou des gouvernants rétrogrades, forme encore l'essence de l'action politique du socialisme hongrois.

D'autre part, il poursuit l'organisation syndicale de ces millions d'ouvriers agricoles de la grande plaine du Danube, dont la situation est encore tout près de l'antique servage et parmi lesquels cependant le socialisme organisé recrutera bientôt d'innombrables bataillons. L'oligarchie hongroise le sait bien : aussi s'efforce-t-elle de l'entraver par tous les moyens.

Tout au cours de la période qui s'étend de 1903 à 1912, la lutte s'est poursuivie acharnée autour de la question du suffrage universel. Le Parti socialiste, dans l'impossibilité, étant donné le régime censitaire, d'entrer lui-même dans la bataille électorale, s'est efforcé d'obliger les candidats des autres partis à prendre à cet égard des engagements nets et précis.

Les principaux partis de l'oligarchie magyare, le « parti de l'indépendance », ou parti Kossuth, dont les principaux éléments avec des hommes tels que le comte Apponyi, sont nettement cléricaux, le « parti du Peuple » — purement clérical — ayant à sa tête un autre magnat, le comte Zichy, forment alors avec les quelques vestiges du « parti indépendant de 1848 », le parti Just (le seul élément sincèrement démocrate), le fameux groupement de la « Coalition » qui entre en lutte violente avec le gouvernement Fjervary-Kristoffy, appuyé sur la Cour de Vienne et une partie des magnats, tels que le comte Tisza.

Aux élections de 1905, le Parti oblige la majorité des candidats élus, 214 sur 413, à se prononcer en faveur du suffrage universel. Mais on verra le cas que cette majorité fit de ses promesses.

Cependant le ministère, violemment combattu par la Coalition, annonce qu'il va introduire un projet de loi en faveur du suffrage universel. Le Parti décide alors de l'appuyer, malgré la fureur de la Coalition. Le 15 septembre 1905, 100,000 travailleurs hongrois défilaient en masses profondes devant la Chambre des députés de Budapest, clamant leur volonté de conquérir le suffrage universel.

Mais, entre temps, le ministère auquel la Coalition avait voté sa défiance à la Chambre des députés et à la Chambre des Magnats, démissionne. Le 19 février 1906, le Parlement était dissous et le bruit courût que le monarque allait introduire le suffrage universel par décret.

Mais la monarchie des Habsbourg et l'oligarchie hongroise

préférèrent s'entendre. La Coalition promit d'accorder tous les crédits que l'empereur voudrait pour l'augmentation de l'armée. Ses leaders devinrent tous ministres, avec François Kossuth comme président du Conseil. Ils promirent, en prenant le pouvoir, un système « donnant des droits politiques à toutes les classes de la société... et ils n'eurent pas de plus grand souci que de ne pas tenir leurs engagements ».

Les socialistes décidèrent cependant de redoubler d'énergie pour la réforme électorale, et résolurent de recourir, comme moyen ultime, à la grève générale.

Cependant, le ministère de la Coalition commençait à faire régner contre la classe ouvrière organisée, un régime de terreur, digne de la Russie. Le ministre de la justice, le « panamiste » Polonyi, traquait sans merci les syndicats d'ouvriers agricoles, qui avaient pris à cette époque une superbe expansion. Les districts « rebelles » étaient placés sous la dictature de la gendarmerie, tandis qu'à Budapest même, les « cosaques » policiers commettaient contre les ouvriers de la grande industrie les pires excès. Cyniquement, Polonyi avait déclaré que le moment était venu « de régler les comptes des agitateurs sans-patrie ». En quelques mois, on ne compta pas moins de 5,000 ouvriers agricoles emprisonnés pour propagande syndicale.

Un seul juge prononçait des condamnations s'élevant ensemble à 36,000 jours de prison contre des moissonneurs syndiqués d'une commune qui refusaient de travailler de 4 heures du matin à 9 heures du soir, pour des salaires de famine. Un décret du ministre de l'intérieur, le comte Jules Andrassy, permettait aux juges serviles du gouvernement de pénétrer à chaque instant dans les organisations ouvrières, d'assister à toutes leurs réunions et séances, quand ils le voulaient, en un mot, de rendre leur fonctionnement impossible.

Ces procédés ignobles des soi-disant « défenseurs de la liberté » furent impuissants dans les grandes villes, contre les travailleurs de l'industrie. En revanche, ils parvinrent à tuer

l'organisation des ouvriers agricoles, qui, au début de 1907, avait groupé 50,000 syndiqués.

Tout au cours de l'année 1908, la lutte continuait par de grandes démonstrations dans les rues de Budapest, pour le suffrage universel, réprimées d'une manière sanglante par la police et la magistrature. En même temps, le Gouvernement allait jusqu'à supprimer les syndicats des cheminots et des métallurgistes de Budapest. La classe ouvrière de la capitale répondait par une grève générale de 24 heures, à laquelle participait 60.000 travailleurs.

Cependant, Victor Adler faisait connaitre aux socialistes hongrois le monstrueux projet de « réforme » électorale élaboré par les gouvernants et qui donnait 3 voix aux plus riches, 2 voix à la bourgeoisie moyenne, 1 voix à une petite fraction de la classe ouvrière et 1/10e de voix à chacun des millions d'ouvriers agricoles ne sachant pas lire ou écrire. A une semblable loi, le Parti décidait qu'il répondrait par la grève générale.

Cependant ce projet divisait la Coalition, ses éléments petits bourgeois le trouvant par trop favorable à la grande propriété terrienne. En même temps il se heurtait de nouveau à la Couronne, dans ses projets chauvins de banque nationale autonome et de régime douanier séparé. Au début de 1910, ce gouvernement tombait. Sauf pendant la période d'horribles persécutions du ministère Bauffy, en 1900, jamais la classe ouvrière n'avait subi semblable régime.

Voici le tableau des persécutions subies par les travailleurs socialistes hongrois pendant dix ans, et en particulier pendant les trois années du gouvernement de la « Coalition » :

ANNÉES	DURÉES DES PEINES			MONTANT DES AMENDES
	Années	Mois	Jours	
1899-1900	35	1	18	26.846 couronnes
1900-1901	2	8	29	3.465 —
1901-1902	—	1	19	840 —
1902-1903	—	5	—	2.677 —
1903-1904	28	6	14	25.827 —
1904-1905	41 (1)	8	19	18.519 —
1905-1906	8	11	11	5.560 —
1906-1907	2	8	12	2.990 —
1907-1908	25	1	6	74.978 —
1908-1909	36	5	15	23.730 —
1909-1910	27	8	15	11.740 —

Le soi-disant « parti libéral », s'appuyant sur la Cour de Vienne, ayant à sa tête le comte Ruen-Hedervary, puis le comte Tisza et M. Lukacs, prit le pouvoir. Il prétendit vouloir réaliser le suffrage universel, mais après deux années de pouvoir, il n'a pas à l'heure actuelle fait davantage à cet égard que ses prédécesseurs. Ceux-ci, mis en minorité aux élections générales, ont engagé contre lui une lutte furibonde, notamment à propos de la loi militaire proposée par le ministère nouveau, sur les incitations de Vienne.

On se souvient des scènes d'une violence extraordinaire, dont la Chambre des députés hongrois fut le théâtre l'été dernier, et comment pour venir à bout de l'obstruction de la Coalition, le comte Tisza, devenu président de la Chambre, fit expulser *manu militari* les principaux chefs de la coalition.

(1) Dont 23 années octroyées aux malheureux ouvriers agricoles victimes de la répression sanglante de Elesder.

La brutalité sans mesure des gouvernants actuels a valu quelques sympathies à leurs adversaires, mais on ne peut oublier leurs propres méfaits.

Cependant, dans la « Coalition », un élément, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, semble sincèrement démocrate. C'est le parti dont M. Just est le leader, qui s'est efforcé de se rapprocher du prolétariat et d'imposer à ses alliés de la Coalition, le suffrage universel. Un groupe d'intellectuels et de professeurs appartenant au même milieu a constitué un parti républicain, qui a rencontré tout de suite de vives sympathies dans les milieux socialistes du pays. Au cours des grandes démonstrations faites contre le gouvernement et pour le maintien de la paix de l'Europe le 24 novembre 1912, à Budapest, la presse signala des cris nombreux et inaccoutumés de : « Vive la République ! » Plus que jamais cependant, les travailleurs hongrois comptent par-dessus tout sur eux-mêmes pour conquérir la réforme électorale, car en dehors du petit groupe républicain et du parti Just, la classe ouvrière n'a aucune raison de se confier aux prétendus « défenseurs de la liberté », qui lorsqu'ils étaient au pouvoir foulèrent aux pieds tous ses droits.

III. — L'organisation socialiste et syndicale.

Ainsi que l'écrirent nos camarades, le socialisme en Hongrie est « aussi peu légal que l'organisation des camarades russes » (1). Aussi, pour s'organiser, il lui a fallu se servir de l'intermédiaire du mouvement syndical légal — du moins pour les ouvriers de l'industrie — qui a d'ailleurs été tout entier créé et développé par les socialistes.

Le Parti compte donc comme membres affiliés, tous les syndiqués, affiliés à la Commission générale ou Confédération de Budapest. Celle-ci organise pour chaque adhérent la

(1) Rapport de la Social-Démocratie Hongroise au Congrès de Copenhague, page 22.

perception des cotisations pour le Parti, qui constituent une partie de la cotisation versée par chaque syndiqué à son organisation. Chaque syndicat constitue une section du Parti. Chaque adhérent paie une cotisation de 4 hellers (5 centimes) par semaine, dont 2 hellers pour l'organisation locale et 2 hellers pour l'organisation centrale.

C'est dire que les rapports entre les syndicats et le Parti sont, en fait, aussi étroits que possible, aussi étroits qu'en Belgique ou en Angleterre. Le Parti comprend donc 27 syndicats nationaux, comprenant à un moment 769 sections, dont beaucoup ont dû être suspendues cependant en raison des persécutions.

Le mouvement ouvrier socialiste et syndical hongrois est tout récent et n'a pu se constituer sérieusement qu'à partir de 1903. La statistique suivante des syndiqués, en même temps membres du Parti le montre :

ANNÉES	MEMBRES	RECETTES	DEPENSES	EN CAISLE
		En Couronnes	En Couronnes	En Couronnes
1901	9.999	—	—	58.920
1902	15.270	—	—	68.311
1903	41.138	873.880	201.089	141.002
1904	53 169	846.820	706.520	667.056
1905	71.173	1.131.000	878.367	896.793
1906	129.332	1.680.059	1.330.208	1.246.043
1907	130.120	1.944.233	1.819.480	1.136.176
1908	102.054	1.762.106	1.932.224	1.194.058
1909	85.266	1.506.637	1.421.116	1.279 579

Nous ne possédons pas le détail des forces syndicales socialistes pour 1910 et 1911, mais à cette dernière date, le chiffre en était de 86,476, dont 6,000 femmes.

On voit qu'après le splendide essor qui, de 1901 à 1909, donna une croissance de 120,000 syndiqués en 6 ans, il y a eu un recul à partir de cette époque, à la suite des terribles persécutions gouvernementales et aussi de la crise économique. Il semble bien que le mouvement ascendant reprenne. Il est en tous cas certain que dès que la classe ouvrière hongroise aura conquis des conditions normales de développement et les droits politiques élémentaires, son organisation syndicale reprendra, avec une nouvelle vigueur, sa magnifique croissance des premières années du siècle.

Il existe depuis assez longtemps déjà en Hongrie, un *mouvement coopératif,* aux mains des partis bourgeois, et en particulier des cléricaux et des magnats. Le Parti s'est efforcé de créer des organisations coopératives ouvrières, dont plusieurs sont en pleine prospérité. Ainsi, la « Coopérative générale de consommation » à Budapest, compte 9,000 membres et fait un chiffre d'affaires de plus d'un million de couronnes.

Le Parti hongrois n'est pas divisé en « nationalités ». Mais pour rendre possible une propagande intensive parmi les ouvriers non-magyars, il a créé des Comités d'organisation pour chaque nationalité. Il y a tendance à décentraliser la propagande. Le Parti démocrate hongrois a créé, comme les partis socialistes voisins, les œuvres auxiliaires nécessaires. C'est *l'éducation socialiste* pour former des militants capables, avec cours sur la doctrine, l'histoire, les sciences naturelles, l'économie politique, l'hygiène, l'art, la politique sociale, le programme du Parti, le mouvement ouvrier à l'étranger, le mouvement syndical, etc... Pendant les six mois d'hiver, il y eut ainsi 492 conférences organisées dans 44 organisations de Budapest et 17 villes de province.

C'est le *mouvement socialiste féminin* des ouvrières qui est en pleine voie de développement, ainsi que le mouvement de la *Jeunesse ouvrière*, qui tint récemment son Congrès national, auquel participaient 12 villes avec 37 délégués. Elle s'est spécialement occupée de la question des apprentis.

Si la classe ouvrière hongroise n'a aucune représentation dans le domaine parlementaire, elle a en revanche conquis dans 15 *municipalités*, où le régime électoral est un peu moins réactionnaire, 196 mandats. Ce sont généralement des petites villes. A Budapest même, le système électoral prive de toute représentation le vaste prolétariat de la plus grande agglomération industrielle de la Hongrie. L'action du Parti s'est cependant fait sentir dans les vastes réalisation d'*habitations ouvrières*, poursuivies sur une large échelle par la municipalité bourgeoise et dont le ministère de la Coalition arrêta en partie le développement. Elle a également abouti au vote du principe d'une importante boulangerie communale.

La *presse* socialiste, malgré les vexations du pouvoir est déjà importante. Elle comprend le *Nepszawa*, l'organe central, qui paraît en magyar à Budapest, et qui, depuis 1905, est devenu quotidien. C'est aujourd'hui un des journaux les plus importants de la capitale hongroise. Le Parti y possède également un organe central hebdomadaire, en langue allemande, la *Volksstimme* (« La Voix du Peuple »), pour les nombreux travailleurs de langue allemande qu'on compte dans la région. Il possède une revue scientifique mensuelle *Sozialismus;* un organe central croate-serbe, *Narodni Glas* (« La Voix du Peuple »), à Agram, capitale de la Croatie; deux organes mensuels en langue roumaine *Adeverul* et *Glasul Popopuleri*, pour la propagande en Transylvanie; un organe slovaque, *Slovenké Rabotniké Novine*, paraissant toutes les semaines à Pozsony ou Presbourg, dans la même ville pour les travailleurs de langue allemande, le *Westungarische Volksstimme*, paraît trois fois par semaine; le *Volkswille*, hebdomadaire à Temesvar, dans le sud-est, où se trouve une forte colonie ouvrière germanique; le *Kassai Munkas* paraît hebdomadairement à Kassa ou Kaschau, dans la région des Karpathes.

Le prolétariat hongrois, avec le système électoral monstrueux qu'il subit, qui ne donne pas le droit de vote à six

personnes sur cent habitants et à moins d'un ouvrier sur cent, est dans l'impossibilité d'entrer dans la lutte électorale. Il est certain qu'avec le suffrage universel, le socialisme hongrois obtiendra une importante représentation de ses forces dans un Parlement où à l'heure actuelle, il ne compte pas un seul représentant.

L'importance numérique du prolétariat hongrois, la dure oppression qu'il subit, comme la misère qu'il endure — la moyenne des salaires dans l'industrie est de moins de 2 couronnes par jour et si on comptait en 1907, plus de 3,600 suicides, causés presque tous par la misère, le nombre des émigrants vers l'Amérique était de 209,000! — la conscience croissante qu'il prend de ces droits, surtout l'exemple fécond des prolétariats d'Autriche, d'Allemagne, de Pologne et de Russie même qui l'entourent, sont là pour lui montrer qu'en dehors du socialisme, il n'est point de salut pour les travailleurs.

CHAPITRE XI

LE SOCIALISME EN ITALIE

I. — Historique du Parti.

Les premières organisations socialistes furent constituées en Italie par des républicains « humanitaires », disciples de Mazzini et de Garibaldi, qui formaient, vers 1872, des sections de l'Internationale. Elles constituaient à Rome la « Fédération italienne de l'Internationale », dont les membres étaient fortement imbus des conceptions anarchistes de Bakounine, qu'elles soutenaient dans sa lutte contre le Conseil Général, et sous l'influence duquel plusieurs coups de main insurrectionnels étaient alors tentés, n'aboutissant à d'autres résultats qu'au massacre de malheureux paysans qui y prenaient part.

En 1882, l'extension du droit de vote convertit à l'action politique l'un des principaux militants de l'anarchisme primitif, Andrea Costa, et, en même temps, se formait à Milan un *Parti Ouvrier* corporatif qui, tout en se proclamant « étranger à tout parti politique et religieux », avait, en fait, un programme minimum socialiste. Il donna la vie aux premières organisations syndicales constituées à Milan et les soustrait à l'action des radicaux. Mais il ne tarda pas, vers 1888, à se diviser en « corporativistes » et socialistes et à se dissoudre.

Le mouvement est encore inorganique et confus, mais déjà bouillonnent des forces de révolte populaire. Ainsi se produit l'agitation prolongée pour arracher à sa cruelle geole Amilcare Cipriani. A peine revenu de la Nouvelle-Calédonie,

que lui avait valu sa participation à la Commune, aux côtés de Flourens, l'intrépide combattant s'était vu condamner à dix ans de bagne pour sa participation à un soulèvement paysan. A sept reprises différentes, des collèges électoraux envoyaient siéger ce « républicain-révolutionnaire » au Parlement. A sa septième élection, la « Maison de Savoie », qu'il ne devait jamais cesser de poursuivre de sa haine, et ses ministres, désemparés, décidaient de libérer Cipriani.

Entre temps, se réunissaient des Congrès d'associations ouvrières, surtout des mutualités, dans lesquelles entraient en lutte les différents courants qui se partagent alors la classe ouvrière italienne démocrates bourgeois, mazziniens, corporativistes, anarchistes et socialistes. Le septième de ces Congrès, tenu en 1891, à Milan, se prononçait en faveur de la constitution du *Parti des travailleurs italiens*, qui comprenait pêle-mêle des mazziniens, des socialistes et des anarchistes. A son deuxième Congrès, réuni en 1892 à Gênes, les délégués socialistes décidaient de se réunir en Congrès séparé, en dehors des anarchistes et des républicains mazziniens, pour former le Partito Socialista Italiano (Parti Socialiste Italien), dont l'existence commence, par conséquent, à cette date. A côté d'Andrea Costa, le doyen du mouvement, le socialisme italien acquiert vers cette époque deux leaders d'une grande valeur : Philippo Turati, un avocat de talent, que l'étude des doctrines marxistes avait arraché aux puérilités de l'anarchisme, et qui publiait depuis 1891, à Milan, une revue de socialisme théorique, la *Critica Sociale*, dont l'influence fut considérable dans le milieu des intellectuels. Enrico Ferri, professeur de criminalogie déjà célèbre, premier disciple de Lombroso, jusqu'alors député radical, démissionnait peu après pour se représenter comme socialiste Pendant 18 ans, il sera un de ses plus brillants militants.

On était alors en pleine terreur réactionnaire avec Crispi, et le Parti à peine constitué, fut dissous par lui et décida à son Congrès secret, tenu en 1894 à Parme, pour ne pas don-

ner prise aux persécutions, de n'admettre que des adhésions individuelles. Bientôt l'orage réactionnaire passé et Crispi renversé, le Parti reprenait son développement normal jusqu'aux événements dramatiques de 1898, avec l'émeute de Milan, suivie d'un répression féroce et de l'arrestation des principaux militants, dont quelques-uns cependant parvinrent à gagner l'étranger. Parmi les emprisonnés se trouvait Turati, dont l'esprit dans la prison évolua très fortement vers de nouvelles méthodes de lutte. Devant les résultats déplorables de l'insurrectionnalisme, il estima que dans un pays aussi arriéré au point de vue économique et politique que l'Italie, il fallait d'abord constituer « un milieu démocratique » et pour cela s'allier avec les partis avancés de la bourgeoisie. C'était le « réformisme » qui, à partir de cette époque, va entraîner la majorité des élus italiens, et auquel s'oppose la fraction « révolutionnaire ».

Le problème ainsi posé prenait une acuité toute particulière à partir de 1901, lorsque le groupe parlementaire, composé depuis les élections de cette même année, de 32 députés, décidait d'appuyer de ses votes le gouvernement de Giolitti, qui venait de prendre le pouvoir avec un programme « avancé » proclamant notamment « sa neutralité dans les conflits entre le capital et le travail », et qui était violemment attaqué par les réactionnaires. C'était l'époque où le mouvement d'organisation des paysans prenait une magnifique extension, groupant dans la « Fédération Nationale des travailleurs de la terre » jusqu'à 200.000 paysans de l'Émilie, de la Toscane, de la Lombardie, des Romagnes, remportant une série de victoires sur les propriétaires non préparés aux nouvelles formes de la lutte des classes. Le « réformisme » s'appuyait principalement sur ses éléments, dont il proclamait que sa tactique était seule capable de favoriser le développement. Au Congrès d'Imola en 1902, les réformistes remportaient une complète victoire.

Deux ans après, la situation s'était déjà fortement modi-

fiée : l'expérience libérale s'était terminée sans que le gouvernement eut réalisé aucune des réformes promises et souvent sans qu'il eut même respecté les libertés ouvrières. Le réformisme dégénérait, d'autre part, en ministérialisme systématique. Au Congrès de Bologne, tenu en avril 1904, une forte réaction se dessinait contre la déviation des principes socialistes essentiels.

Contre Turati, Ferri se proclame le représentant de l'intransigeance socialiste, non seulement en Italie, mais au Congrès international de Paris, en 1900. En 1902, il fonde, à Rome, une brillante revue doctrinale, *Il Socialismo,* qui pendant quatre ans, s'oppose à la *Critica Sociale.*

Quatre fractions se dessinaient, en effet, dans le Congrès de Bologne ; *réformistes* proprement dits, avec Turati, Bissolati, Costa, Bonomi, Trèves, puis, à leur gauche, des *unitaires transigeants*, avec Rigola, qui se déclaraient contre la participation ministérielle mais acceptaient les alliances avec la gauche, tout en se déclarant contre l'appui systématique donné aux gouvernants. Prétendant se placer à gauche de ceux-ci, les *unitaires intransigeants*, avec Enrico Ferri, affirmaient des choses sensiblement semblables en un langage légèrement différent. Enfin, à l'extrême gauche, les *révolutionnaires* manifestaient leur méfiance de toute l'œuvre des réformes « dont il fallait laisser l'exécution aux gouvernements bourgeois ». En fin de compte, les réformistes se ralliaient à l'ordre du jour Rigola et les révolutionnaires à l'ordre du jour Ferri, qui était voté par 16.304 voix, contre 14.844 à l'ordre du jour Rigola. Ainsi, au milieu d'une grande confusion et de beaucoup de verbalisme, le Parti italien indiquait sa volonté de réagir contre le « réformisme ». Mais, composé en très fortes proportions d'intellectuels, il se divisait et se subdivisait d'une manière bien factice et qui montrait déjà son manque d'équilibre prolétarien.

Cependant, le mouvement ouvrier et paysan, après les victoires faciles du début, entrait dans l'ère des difficultés.

D'autre part, chaque grève ou manifestation était l'occasion, surtout dans le Midi, de nouvelles fusillades, perpétrées sans l'ombre d'une hésitation, sur des populations très émotives, souvent violentes et inorganisées, par des fonctionnaires et des gouvernants sans scrupules. A un nouveau massacre, le Parti décidait, d'accord avec les Syndicats, de répondre par la grève générale, en septembre 1904. Son succès fut énorme; dans plus de 900 villes et villages, l'arrêt du travail fut absolu, et la frayeur de la bourgeoisie fut très grande. Pendant quelque temps, les tueries ouvrières furent plus rares. Mais, d'autre part, le gouvernement décidait, peu après, de dissoudre la Chambre, et, aux élections générales, le Parti éprouvait un échec partiel, augmentant le chiffre de ses voix, mais perdant 5 sièges. En fait, il n'avait rien perdu de son influence.

Cependant le ministère Giolitti qui, depuis deux ans, était devenu l'adversaire acharné des socialistes, tombait et, en 1906, en présence d'un ministère Sonnino, comprenant plusieurs députés radicaux, la majorité du groupe revenait à sa tactique ministérialiste, ce qui provoquait à nouveau une vive crise dans le Parti.

Entre temps, de nouveaux massacres ouvriers s'étaient produits, non dans le « Sud ignorant et fanatique », mais en plein Turin, capitale du Piémont. Sur le refus d'une enquête parlementaire par le gouvernement et la Chambre, les élus socialistes démissionnaient, en appelant au pays, tandis que la grève générale était en même temps proclamée. Elle n'eut pas le même succès qu'auparavant, et exaspéra seulement les bourgeois et petits-bourgeois contre les socialistes. En même temps la division était à son comble dans le Parti, paralysant son action. Une fraction de la gauche révolutionnaire s'était, depuis peu, proclamée « syndicaliste », se réclamant d'une doctrine nouvelle mi-anarchiste, mi-socialiste, qui en Italie n'avait pas, comme en France, des causes historiques particulières, mais était purement et simplement une cons-

truction idéologique d'un certain nombre d'intellectuels, tels que le professeur napolitain Arturo Labriola; apparaissant d'autre part cependant — aussi bien qu'en France — comme une réaction fatale contre le parlementarisme excessif d'une fraction socialiste. Chose amusante d'ailleurs, les syndicalistes italiens, les Labriola, les Leoni, les Orano, qui reprochaient au Parti d'être composé d'un trop grand nombre d'éléments non prolétaires, étaient tous eux-mêmes des intellectuels, car, ainsi que l'écrit le rapport du Parti au Congrès de Stuttgart :

La doctrine syndicaliste en Italie n'est pas sortie des syndicats et par là elle a l'aspect d'une nouvelle manifestation de ce que les syndicalistes appellent le « politicantismo », la « politicaille ».

Les socialistes démissionnaires étaient, dans ces conditions troubles, mal placés devant le corps électoral. Vivement combattus par Giolitti, qui venait de reprendre le pouvoir, ayant contre eux beaucoup d'éléments petits-bourgeois que la nouvelle grève générale avait tourné contre le socialisme, et le parti clérical conseillant pour la première fois aux catholiques d'aller aux urnes, ils perdirent quatre sièges.

C'est peu de temps après que le Parti tenait son Congrès à Rome (en septembre 1906). Ferri y formulait ce qu'il appela d'un terme assez nébuleux, *l'intégralisme*, mais qui n'était en fait que la conception synthétique du socialisme, également éloigné de la corruption ministérialiste et de la folie syndicaliste, la « conception des humbles et des hommes d'action », suivant l'heureuse formule de Morgari, qui en avait été le premier propagandiste. En une longue résolution, quelque peu empreinte de verbalisme, mais contenant cependant de vigoureuses affirmations, il déclarait notamment :

Le Parti socialiste a pour principes généraux : le but dernier de la socialisation des moyens de production, la méthode de la lutte des classes et la conception d'une gradualité dans le devenir du socialisme au sein même de la société bourgeoise.

Dans ce but, le Parti socialiste se sert des moyens légaux, mais

se réserve l'usage de la violence, lorsque les classes dominantes ne lui permettent pas l'usage de ces mêmes moyens légaux.

Il proclamait, d'autre part, contre les réformistes :

Le Parti déplore l'abandon de la propagande des principes généraux, et repousse la collaboration au pouvoir avec engagements, les alliances systématiques avec les partis qui ont avec lui des affinités d'autant plus que ceux-ci sont séparés de lui par l'affirmation claire et actuelle du but final dépassant les buts transitoires ;

Ensuite contre les syndicalistes :

Il repousse aussi l'usage fréquent et excessif de la grève générale, l'appel insistant à la violence, qui dérange et arrête le travail pratique des organisations prolétariennes ; l'exaltation de l'action directe, présentée comme discrédit et non comme intégration de l'action représentative ; la prémisse anti-étatique, quand elle signifie discrédit ou rejet de la législation sociale et négation d'un Etat socialiste.

Cette résolution aujourd'hui encore conserve un réel intérêt parce qu'elle est inspirée de la pensée et de l'expérience du socialisme international, et que son esprit est resté, dans une large mesure, celui du Parti tout entier — après que son auteur même a cessé d'être socialiste — fut votée au Congrès de Rome par 24.047 suffrages contre 5.278 à l'ordre du jour syndicaliste de Labriola. Les réformistes s'étaient finalement ralliés à la motion intégraliste par crainte, en s'affirmant, de montrer leur faiblesse croissante et aussi par goût de l'équivoque doctrinale.

Au Congrès de Florence, en 1908, les syndicalistes, dont l'action se bornait de plus en plus à une critique stérile, sortaient du Parti et ne tardaient pas à apparaître, une fois qu'ils ne reposaient plus sur sa force, comme un élément tout à fait insignifiant. Leur désarroi doctrinal et le caractère factice de ce mouvement apparaissaient dans l'attitude lamentable de leurs leaders, Arturo Labriola et Orano, en présence de la guerre de Tripolitaine, qu'on les voyait approuver comme une manifestation de la « vitalité nationale ».

La lutte cependant continuait entre la majorité du Parti et sa droite réformiste. De celle-ci se détachent de plus en plus, à partir du Congrès de Florence, ceux qui, avec Turati, Trèves et la « gauche réformiste », sentent le besoin « de se rapprocher des masses prolétariennes », tandis qu'au contraire le ministérialisme de Bissolati, Bonomi, Podrecca, Cabrini et d'Enrico Ferri, complètement modifié, devenait aigu. Sollicité d'entrer dans le cabinet de Giolitti, Bissolati s'y refusait encore, mais sous le seul prétexte qu' « il ne voulait pas quitter son veston socialiste » pour se plier au cérémonial de la Cour, imposé à tout ministre de la monarchie. La déclaration de guerre à la Turquie et l'approbation donnée à la Chambre à ce brigandage particulièrement cynique par la droite réformiste précipita le dénouement. Le premier, Enrico Ferri quittait le Parti, donnait sa démission de député, et se faisait réélire, comme « indépendant », dans sa circonscription de Gonzague.

La crise aboutissait, au début de juillet 1912, au Congrès de Reggio-Emilia, à des débats tumultueux et véhéments, au cours desquels l'attitude de Bissolati et de ses amis, leur participation à plusieurs démonstrations chauvines, provoquait la réprobation de la grande majorité des délégués, y compris la « gauche réformiste », qui, cependant, demandait qu'on votât seulement un blâme aux « réfractaires ». Par 12,590 voix contre 8,735 au blâme et 1,957 abstentions, le Parti se prononçait en faveur de l'exclusion de Bissolati, Bonomi, Podrecca et Cabrini.

Les quatre députés exclus étaient suivis par douze autres élus parlementaires, parmi lesquels on relève avec étonnement le nom de Nofri, l'organisateur des cheminots, et Canepa, le directeur du *Lavoro*, de Gênes. Ces éléments annoncent la fondation d'un « Parti socialiste réformiste » dont la destinée paraît devoir être celle de nos propres « socialistes indépendants », encore que par leur honnêteté et leur sincérité, des hommes comme Bissolati et Cabrini ne puis-

sent être comparés à nos Briand et à nos Millerand. Mais les mêmes causes produisent les mêmes effets, et l'honnêteté individuelle d'hommes politiques, sortis du droit chemin socialiste, ne peut les empêcher de devenir complètement étrangers aux besoins et aux aspirations du prolétariat — jusqu'au jour où ils arrivent à le brimer, voire à le fusiller.

II. — L'organisation du Parti et sa presse.

On ne saurait trouver de preuve plus irréfutable des erreurs du mouvement italien et de son état de malaise que ce fait que *seul* de tous les grands mouvements socialistes du monde, il nous offre le fâcheux spectacle d'une diminution presque continue des forces organisées du Parti depuis huit ans — alors que *partout* ailleurs nous avons constaté la croissance forte et continue, souvent formidable de l'organisation politique du prolétariat, arrêtée seulement dans les pays de despotisme sanglant comme la Russie par les persécutions du pouvoir.

Alors que le Parti socialiste italien était passé de 19.000 adhérents en 1900 à 37.000 en 1902 et avait réuni dans ses rangs, en 1904, 45.000 membres cotisants, que ce chiffre était encore de 40.000 en 1908, au Congrès de Florence, il descend à 30,000 en 1910, à 25,000 en 1912!

Il faut ajouter que l'augmentation de la carte, portée de 60 centimes à 1 fr. 50, par le Congrès de Florence, dans un pays où les salaires sont très bas, a contribué à la diminution du nombre des cotisants, mais elle ne suffit certes pas à l'expliquer entièrement, pas plus que la perte de membres qu'il a subi en Sicile, à la suite des terribles tremblements de terre de 1908.

D'après la statistique faite il y a quelques années, le Parti comptait la majorité de ses adhérents dans les régions agricoles de l'Émilie, où il avait 12.600 membres sur 38.000

qu'il comprenait alors ; venait ensuite le Piémont, la Lombardie, la Toscane, la Vénitie, la Ligurie et la Marche. Voici, au reste, cette intéressante statistique :

	RÉGIONS	HABITANTS	SECTIONS	MEMBRES	TOTAL des Sections	TOTAL des Membres
Italie septentrionale	1. Piémont . . .	3.317.000	183	6.169		
	2. Ligurie . . .	1.077.000	51	1.486		
	3. Lombardie . .	4.282.000	173	5.599		
	4. Vénitie	3.134.000	74	2.070		
	5. Emilie	2.445.000	367	12.667		
					848	27.991
Italie centrale	6. Toscane. . . .	2.549.000	149	4.539		
	7. Marche. . . .	1.060 000	59	1.458		
	8. Ombrie	667.000	31	869		
	9. Lazio.	1.196.000	19	937		
	10. Abruzzes . . .	1.441.000	18	447		
					276	8.250
Italie méridionale	11. Campagne .	3.160.000	19	481		
	12. Basilitica . . .	490 000	9	196		
	13. Pouilles. . . .	1.959.000	30	559		
	14. Calabre. . . .	1.441.000	10	157		
					68	1.393
Iles	15. Sicile.	3.529.000	32	679		
	16. Sardaigne. . .	791.000	5	102		
					37	781
	TOTAL GÉNÉRAL.				1.229	38.415

La répartition de ces forces organisées dans les différentes régions du pays — encore qu'elles aient diminué — paraît bien être demeurée la même. On voit que toutes les forces

vives sont dans les riches régions industrielles et agricoles du Nord; dont 14 millions d'habitants sur les 33 millions que compte l'Italie, comprennent près des trois quarts des membres du Parti. Tout le Sud — le poids mort qui pèse sur toute la vie politique et sociale de la péninsule — avec ses 11 millions d'habitants (y compris la Sicile et la Sardaigne) ne comprend pas la vingtième partie des cotisants du Parti.

L'une des plus grandes faiblesses du Parti italien réside certainement dans la proportion extraordinaire d'éléments non-prolétaires qu'il compte dans ses rangs, et surtout dans ses sphères dirigeantes — députés et principaux militants. Même dans la masse des membres du Parti, on ne comptait pas, d'après une statistique curieuse faite en 1904 (et la situation paraît s'être plutôt accentuée dans le même sens) plus de 25 à 30 o/o d'ouvriers, 15 à 20 o/o de fermiers et artisans, tandis qu'on comptait l'énorme proportion de 50 à 60 o/o de personnes appartenant à des professions libérales, des étudiants, des propriétaires, des industriels et des commerçants.

Dans les Congrès nationaux, la prédominance des éléments non-prolétariens est encore bien plus grande. Robert Hunter, le distingué historien socialiste américain, dont nous avons déjà à plusieurs reprises cité l'excellent livre, *Socialist at Work*, observe, dans son chapitre consacré à l'Italie et au Congrès de Rome en 1906, auquel il assista, que non seulement des leaders tels que Ferri, Labriola et Turati étaient des intellectuels, mais que même les délégués des Syndicats, des Coopératives ouvrières appartenaient à la même catégorie, et il ajoute :

Presque tous les orateurs étaient des hommes originaires de la bourgeoisie, hommes de grande intelligence et talent. Ils étaient certes sincèrement démocrates et dévoués, mais leur complète domination sur le Congrès donnait cette impression qu'il y a quelque chose de morbide dans le mouvement italien et donne à penser qu'il devra y avoir quelques importants et complets changements dans le Parti

lui-même, avant qu'il ne devienne une organisation vraiment socialiste (1)

Cet état de choses est évidemment causé dans une large mesure par ce qu'un autre écrivain anglo-saxon, Bruce Glasier, appelle « l'état arriéré de l'éducation de la classe ouvrière italienne » (2), mais il a été aussi causé par la législation qui, en n'attribuant aucune indemnité parlementaire aux élus, a obligé un prolétariat trop faible pour payer lui-même ses députés — telles les classes ouvrières allemandes et anglaises — a choisir uniquement ses représentants parmi les membres du Parti appartenant aux classes moyennes (3).

L'organisation du Parti est « unitaire » et centralisée. Dans chaque localité existent des groupes ou des sections du Parti, qui se constituent avec un minimum de 10 adhérents et avec le consentement de l'organisme central.

A la tête du Parti se trouve la DIRECTION, composée de 9 membres, dont 7 non-députés, élus à chaque Congrès national, le rédacteur en chef de l'*Avanti!* journal central du Parti (et qui est lui-même désigné par le Congrès) et un député désigné par ses collègues du groupe parlementaire. Il y a en outre deux secrétaires, un politique et un administratif, sans droit de vote dans la section. Le secrétaire actuel du Parti est le citoyen Ciotti, et le siège du Parti 87, Via del Seminario, à Rome.

La direction suprême du Parti appartient au CONGRÈS NATIONAL, qui, à la différence des Congrès de la plupart des autres pays, ne se réunit que tous les deux ans. Les délégués y votent avec un nombre de voix correspondant au chiffre des membres du Parti qu'ils représentent, de telle sorte que le total des voix émises représente à peu près le chiffre total des cotisants socialistes.

---

(1) *Socialists at Work*, by Robert HUNTER, New-York, Macmillan, page 34.
(1) *The Socialist Year Book for 1912*, by Bruce GLASIER, page 111.
(3) La loi récemment votée par le Parlement italien qui établit le suffrage universel, accorde en même temps une indemnité de 6.000 francs aux députés. Elle pourra être utile aux socialistes, s'ils savent s'en servir.

La Presse socialiste se compose tout d'abord de cinq quotidiens, dont le principal est *l'Avanti,* organe central du Parti, longtemps placé à Rome, capitale officielle du pays, mais loin des centres socialistes du Nord, et qui demeura toujours un organe dont la vie était languissante. Il a été transporté à Milan, au milieu des masses ouvrières de la Lombardie et du Piémont, agrandi et transformé au prix d'un gros effort du Parti et des organisations ouvrières, qui souscrivaient 500.000 francs d'obligations. Le journal est au capital de un million, dont la moitié est constituée par 500.000 francs d'actions d'apport, remises aux mains du Comité directeur du Parti, et l'autre moitié souscrite par les organisations et les militants. C'était l'ami de Turati, Claudio Trèves, un des élus « réformistes de gauche » de Milan qui avait été alors placé à sa tête. Mais à la suite du vote du Congrès de Reggio, il s'est retiré pour laisser la place au citoyen Mussolini, un des représentants de la fraction révolutionnaire.

Affiche de Propagande de *l'Avanti*

Le tirage de *l'Avanti,* depuis qu'il est à Milan, dépasse 45,000. Cependant, le journal a encore un important déficit mensuel.

Les autres quotidiens sont la *Guistizia* (la Justice), à Reggio, Emilie, le *Provinciadi Mantova,* à Mantoue, et *Il Lavoro* (le Travailleur), à Gênes. Mais ce dernier est maintenant un organe du parti réformiste.

Le Parti possède 120 hebdomadaires. Les plus importants sont : l'organe satirique l'*Asino*, publié à Rome, et dont le tirage dépasse 100.000 ; la *Propaganda*, à Naples ; *Il Grido del Popolo* (le Cri du Peuple), à Turin. Il faut citer aussi *Le Seme* (la Semence), petit journal de propagande illustré, très simple, tirant d'ordinaire à 30.000 et parfois (au 1er mai par exemple) à 80 et 100.000. L'organe théorique, la *Critica Sociale*, revue bi-mensuelle, publiée sous la direction de Turati, continue à paraître à Milan.

Les socialistes italiens ont à l'étranger un certain nombre d'organes, en Suisse, aux États-Unis et au Brésil. Dans ce dernier pays ils possèdent même un quotidien appelé également l'*Avanti*, et qui paraît à Sao-Paulo.

III. — Les forces électorales du Socialisme italien.

Voici quels ont été les résultats obtenus par le socialisme dans les élections pour la Chambre italienne depuis 17 ans :

ANNÉES	NOMBRE DE VOIX	ÉLUS
Elections de 1895	76.000	10
— 1897	135.000	16
— 1900	175.000	32
— 1904	320.000	28
— 1909	338.000	39

On voit que malgré toutes ses divisions et ses faiblesses, le socialisme italien a présenté, depuis sa première participation à la lutte électorale, une croissance ininterrompue de ses forces, même lorsque le nombre de ses députés diminuait. C'est là, malgré tout, un fait réconfortant. A l'heure actuelle, par suite des exclusions et des démissions du dernier Con-

grès, ses 39 élus de 1909 sont réduits au nombre de 23. Tous ses élus appartiennent au Nord et au Centre de l'Italie, sauf deux, élus dans le Sud.

Voici, d'autre part, d'après son rapport à Copenhague, les résultats obtenus au point de vue *municipal* :

En 1907 surtout, mais aussi après cette époque, notre Parti a prouvé sa force et son importance à l'occasion des élections municipales et provinciales, non seulement moyennant l'augmentation de nos suffrages, mais aussi par la conquête de plusieurs communautés, par la pénétration de nos représentants dans les Conseils de plusieurs provinces du Nord et du Centre de l'Italie et, notamment, par la conquête — obtenue en s'alliant aux autres partis de la démocratie — des administrations municipales, dont plusieurs appartiennent aux villes les plus importantes et les plus renommées d'Italie, Rome et Florence par exemple, et Gênes dont la victoire éclatante de ces derniers jours (1).

Au total, 127 cités ont des maires socialistes, et on compte 3.339 élus socialistes municipaux.

IV. — Le Parti et les organisations économiques.

Le mouvement SYNDICAL a pour organisme central la *Confédération Générale du Travail,* qui s'est substituée, en 1906, au « Secrétariat central de Résistance », et compte environ 340.000 syndiqués. Elle a à sa tête un Comité National et un Comité exécutif qui résident à Turin. Tous ses éléments principaux appartiennent au Parti socialiste, et son secrétaire général est le citoyen Rigola, qui est un des élus du Parti. Sur les progrès de la C. G. T. et sur les rapports des deux organismes, le rapport du Secrétariat déclare :

L'organisation ouvrière de l'Italie augmente sensiblement, guidée par un esprit de discipline exemplaire, suivant les délibérations du Congrès de la Confédération Générale du Travail qui s'est tenu

(1) Rapport du Parti Socialiste Italien au Congrès de Copenhague, page 4.

quelques semaines avant le Congrès National du Parti, à Modena, en 1908.

La C. G. T. agit presque partout d'un commun accord avec le Parti dont elle partage les principes de lutte économique, tout en étant neutre en matière de programmes politiques (2).

Elle le prouvait, lors de la période de tension diplomatique qui précédait la guerre des Balkans, en organisant, à Milan, un grand meeting présidé par Rigola, de la C. G. T., et où les citoyens Turati et Compère-Morel députés italien et français, prenaient la parole.

Cependant, il faut noter que plusieurs des militants de la C. G. T. italienne, notamment Cabrini et Nofri appartiennent à la droit réformiste du Parti, exclus ou démissionnaires au dernier Congrès de Reggio-Emilia.

Le mouvement COOPÉRATIF est également fortement influencé par les socialistes. Dans son rapport au Congrès de Stuttgart, le Secrétariat du Parti constatait que sur les 9 directeurs de la *Ligue des Coopératives italiennes*, 7 appartenaient au Parti. Les journaux socialistes quotidiens de Reggio-Emilia et de Gênes sont subventionnés par les coopératives de ces villes, et la grande Coopérative de Turin, lors de l'émission des obligations de l'*Avanti!* afin de remettre sur pied et de développer le quotidien central du Parti, souscrivait à elle seule pour 75.000 francs d'actions.

La C. G. T., la Ligue des Coopératives et la Fédération des Sociétés de secours mutuels, ont conclu une entente au sujet de la propagande à mener ensemble pour des buts communs.

V. — Le mouvement italien et son avenir.

Il est peu de pays en Europe où le socialisme réponde plus à une nécessité, — dans son aspect sentimental et humanitaire tout au moins, — que dans cette antique terre italienne, si belle et si riche, dans ce pays auréolé de tant de souvenirs historiques glorieux — où vit un des prolétariats les plus misérables du monde, plongé dans un état de détresse et

(1) Rapport du Parti Socialiste Italien au Congrès de Copenhague, page 5.

victime de privations telles qu'on cite des districts où les conseils de revision doivent exempter du service jusqu'à 76 o/o des conscrits pour faiblesse organique causée par insuffisance de nutrition, et où près d'un quart de million des habitants émigrent tous les ans vers des pays d'outre-Atlantique pour ne pas mourir de faim.

Et cependant, il est peu de pays dans le monde, quoique le mouvement y soit déjà vieux de près d'un demi-siècle, qui nous offre l'exemple d'une classe ouvrière aussi faible, aussi peu consciente, aussi mal organisée, d'un Parti socialiste aussi divisé — paraissant l'un et l'autre aussi loin de cette maturité économique et politique qui seule permettra aux travailleurs de prendre en mains la production et l'échange.

Tous les défauts que notre propre mouvement socialiste français a présenté pendant si longtemps et dont il demeure encore dans une bien moindre mesure affligé, semblent se présenter dix fois plus sensibles dans ce malheureux mouvement italien; luttes intestines inexpiables, divisions en tendances extrêmes et violemment opposées, personnalisme, des conflits, prédominance extravagante des éléments intellectuels, méconnaissance des leçons de l'expérience socialiste internationale, aboutissant à la pire déviation ministérialiste parlementaire d'un côté, au plus absurde antiparlementarisme de l'autre. Enfin, pour couronner le tout, déchaînement à travers le pays du plus triste chauvinisme, frénésie « patriotique » causée par l'une des plus odieuses expéditions coloniales que nation capitaliste ait jamais entreprise, et acquiescement donné à cette piraterie de Tripoli par une partie des socialistes, par plus du tiers de leur groupe parlementaire! Par son ministérialisme comme par son « syndicalisme » antiparlementaire, la deuxième grande nation latine semble nous offrir, comme un exemplaire exagéré, une caricature de nos propres faiblesses. Et reprenant le mot de Bebel, à Amsterdam, sur l'état du socialisme français en

1904 — on peut dire que l'Italie de 1912 offre aux socialistes des autres pays « tout le contraire d'un modèle ».

Et cependant, cette impression pessimiste ne peut nous empêcher de reconnaître les côtés intéressants du socialisme italien, son puissant mouvement paysan — le plus fort certainement de tous les mouvements agrariens socialistes du monde — le développement réconfortant de ses organismes ouvriers de Lombardie et de Piémont, la force que la coopération et le syndicat y ont atteint. Comme aussi l'idéalisme révolutionnaire dont il sut à maintes reprises faire preuve, notamment dans son mouvement contre le voyage du tsar en 1904, dans ses grèves générales de 1904 et 1905, et qui vient une fois de plus de se manifester dans la réaction généreuse contre ceux de ses membres qui avaient approuvé le brigandage tripolitain et dont son dernier Congrès a prononcé l'exclusion.

Antonio Labriola

Si la prédominance en son sein des éléments intellectuels est incontestablement une grande faiblesse du mouvement, de telle sorte que Robert Hunter pouvait écrire « qu'en Italie au lieu de l'union, de l'éducation et de l'organisation, le Parti n'apporte au prolétariat que les querelles, les « tendances », le « coupage des cheveux en quatre », les personnalités de quelques intellectuels bourgeois » ; on ne peut cependant oublier ce que le mouvement non seulement d'Italie, mais de partout, doit à la vigueur doctrinale, aux qualités de clarté lumineuse, et à l'ingéniosité d'esprit d'un certain

nombre d'intellectuels éminents que le socialisme italien a rallié à sa bannière — à Antonio Labriola, l'illustre philosophe et économiste, auquel nous devons de remarquables « Essais sur la Conception Matérialiste de l'Histoire » et qui a été trop tôt enlevé au socialisme universel, dont il fut l'un des plus brillants théoriciens, à Enrico Ferri même, donc la défection actuelle ne peut nous faire oublier les services qu'il rendit pendant près d'un quart de siècle au mouvement et en particulier la part qu'il prit, en 1904, à Amsterdam, à l'établissement de l'unité socialiste française.

Bientôt d'ailleurs, tout permet de l'espérer, le socialisme italien entrera dans une période de renouveau. Le développement économique de la péninsule, d'une part, et de l'autre, l'adoption du suffrage universel appelant à la vie politique 4 millions de prolétaires qui en étaient jusqu'ici exclus, sont des facteurs qui peuvent être décisifs pour l'avenir de la classe ouvrière italienne.

D'ores et déjà le Parti socialiste, en dépit des exclusions et des démissions de son Congrès de Reggio-Emilia, a gagné ces mois derniers plus de 2,000 membres. Débarrassé de ses scories, fortifié d'un riche afflux de sang prolétarien, le Socialisme italien reprendra bientôt dans le mouvement ouvrier et socialiste international, la place à laquelle son passé, ses traditions, la claire, vive et brillante intelligence de son peuple lui donne droit.

CHAPITRE XII

LE SOCIALISME IBÉRIQUE

Section I

LE SOCIALISME EN ESPAGNE

I. — Le milieu.

L'Espagne, demeurée fort retardataire au point de vue économique comme au point de vue politique et social, a jusqu'ici offert un champ peu favorable à l'expansion du socialisme. La grande majorité de sa population est encore agricole, les formes modernes de la production se sont très peu développées en dehors de quelques centres.

Il ne nous est pas possible d'entrer ici dans l'examen des causes historiques de la stagnation économique de ce pays. Il suffit de rappeler l'influence néfaste qu'eut sur l'Espagne la découverte de l'Amérique et l'unique préoccupation qui en résulta chez ses habitants : extraire à tout prix de l'or des nouvelles terres, sans aucun souci de développer le commerce et l'industrie nationale. Politiquement le pays est demeuré sous la lourde domination des moines et des militaires, qui l'ont jusqu'ici conduit de désastres en désastres, jusqu'à la perte de tout son immense empire colonial, ont paralysé son développement économique et ont maintenu dans la plus complète ignorance la majorité de ses habitants.

Cependant, dans ces dernières années surtout, il est incontestable que d'importants progrès économiques se sont produits en Espagne, qui indiquent que là aussi les forces d'expansion du capitalisme sont irrépressibles. Il suffit de

prendre les derniers chiffres de ses exportations et de ses importations et de noter notamment les importations croissantes de machines agricoles et d'engrais, le développement des voies ferrées que, de plus en plus, on dédouble — devant l'absolue insuffisance de l'ancien et primitif système de la voie unique. Parmi les régions du pays qui ainsi échappent le plus aux conditions arriérées, il faut citer d'abord les provinces basques et particulièrement la région de Bilbao, dans le Nord, où s'est produit d'importants progrès industriels avec de vastes mines et d'immenses usines métallurgiques ; les Asturies et la Galicie ; Madrid, où l'organisation ouvrière, politique et économique, a atteint un haut degré, et enfin la Catalogne et sa capitale Barcelone, très commerçante et très industrieuse. C'est dans ces régions justement qu'a grandi le mouvement socialiste — à Bilbao et à Madrid surtout — tandis qu'à Barcelone les conditions particulières dans lesquelles s'est produite à l'origine la propagande et l'influence néfaste des idées anarchistes, paralysaient son développement normal aboutissant à de lamentables convulsions, d'où le prolétariat est sorti chaque fois plus affaibli.

II. — Aperçu historique.

L'Espagne connut un premier mouvement utopiste avec Sagrario de Veloy, un disciple et ami de Fourier, qui, vers 1848, réunissait 5 millions pour faire construire un phalanstère. Les persécutions gouvernementales vinrent à bout assez rapidement de ces premières et naïvement généreuses tentatives de rénovation sociale.

Vers 1868 commença le mouvement moderne, avec la fondation de sections de l'Internationale, qui, malheureusement, tombèrent tout de suite sous l'influence de Bakounine et de ses partisans, dont le plus actif en Espagne était le député italien Fanelli. Celui-ci, d'ailleurs, fit pour l'Internationale en Espagne une propagande spéciale et éminemment tendan-

cieuse. Il se bornait à expliquer l'organisation de l'Internationale et à prêcher l'abstention politique, sans faire connaître les doctrines du socialisme moderne (1). En face de ces éléments se dressait bientôt cependant le petit groupe fidèle aux doctrines du Conseil Général, qui s'intitula « Nouvelle Fédération Madrilène » dont l'un des initiateurs fut Paul Lafargue, réfugié en Espagne après la Commune et l'un des premiers membres Francisco Mora. Ce sont ces éléments qui résolurent la fondation du *Parti Socialiste Ouvrier*, décidé en principe en 1873, fondé en fait en 1879, et ne comprenant alors qu'une petite poignée de militants parmi lesquels un jeune ouvrier typographe d'une remarquable intelligence et d'une rare énergie, Pablo Iglesias, qui, bientôt, sera le véritable créateur du socialisme espagnol.

Francisco Mora
Fondateur de l'Internationale
en Espagne

Il fallut au nouveau groupement une admirable ténacité pour venir à bout de tous les obstacles qui s'opposaient à son développement. A côté d'un pouvoir violemment hostile et qui l'obligeait à employer pour ses groupements la forme clandestine, il rencontrait l'opposition violente de l'élément anarchiste, auquel se rattachait alors la grande majorité des éléments révolutionnaires de la péninsule.

(1) Voir l'étude sur « Le Socialisme en Espagne », de Mario Antonio, parue en juin 1903 dans le *Mouvement Socialiste*.

Malgré l'enthousiasme et l'abnégation de ses militants, les progrès du mouvements furent très lents. En 1885 il ne comptait encore que quatre groupes à Madrid, Guadalajara, Barcelone et Malaga. Cependant, en 1886, il parvenait à créer son premier organe hebdomadaire, *El Socialista* (le « Socialiste »), sous la direction de Pablo Iglesias. En 1888, le Parti tenait son premier Congrès national à Barcelone, avec 18 délégués, représentant 20 groupes et adoptait son programme, conforme aux revendications générales de l'Internationale.

Graduellement, ses Congrès suivants, tenus à Bilbao (1890), Valence (1892), Madrid (1894), Madrid (1899), montraient le progrès lent mais sûr de ses forces en même temps que le Parti précisait davantage sa méthode.

Parallèlement à lui, marchant en pleine harmonie avec lui, se développait l'*Union générale des travailleurs,* la centrale syndicale socialiste qui, en face des syndicats déviés de la droite ligne prolétarienne par l'anarchisme, proclamait son attachement et sa fidélité aux principes de l'Internationale.

En même temps se posait l'important problème de l'attitude du socialisme en face des partis avancés de la bourgeoisie et surtout des républicains. Ceux-ci, soit sous l'espèce centraliste représentée par Salmeron et Castelar, l'ancien Président de la République espagnole, laquelle ne vécut qu'un an, de 1872 à 1873, soit sous l'espèce fédéraliste, représentée par Pi y Margall, avaient avec eux la plus grande partie des masses populaires, en voie d'émancipation, qui voyaient en eux les adversaires sincères de la réaction et de la monarchie.

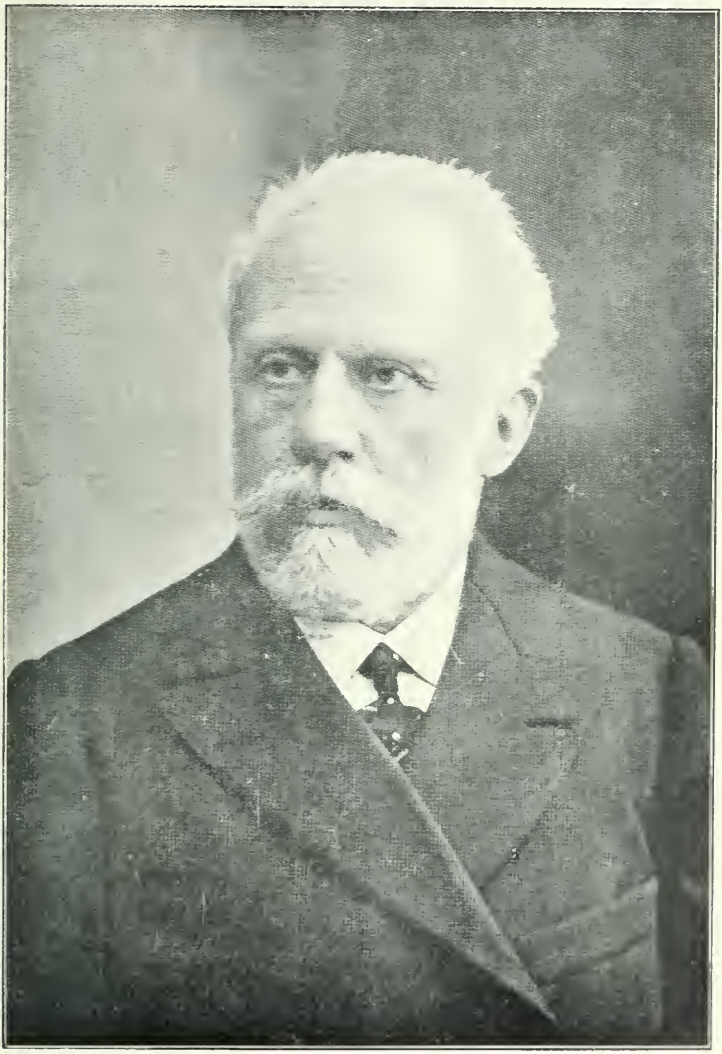
Préoccupé d'affirmer très rigoureusement son caractère de classe, le socialisme espagnol, voulant ouvrir les yeux des travailleurs sur l'insuffisance et souvent même la nocivité de l'action des républicains bourgeois, adopta à leur égard, dans la première période de son existence, une attitude de raide froideur, voire d'hostilité telle que républicains et anarchistes proclamaient alors à l'envie que le

Parti ouvrier socialiste « faisait le jeu de la monarchie ». Cette sotte calomnie reçut bientôt, d'ailleurs, des événements, le démenti le plus éclatant.

En Catalogne, où l'anarchisme s'était jusque-là partagé, avec les républicains jacobins ou fédéralistes, la confiance des masses, un mouvement socialiste avait grandi, vers 1908, qui avait pour organe *El International*, fondé par un jeune et énergique militant, Fabra Ribas. Lorsqu'en 1909, se produisit, à propos de la nouvelle aventure coloniale de la monarchie au Maroc, et devant les provocations du gouvernement ultra-conservateur de MM. Maura et La Cierva, le mouvement insurrectionnel de Barcelone, l'assassinat pseudo-juridique du naïf et utopique martyr de la libre-pensée, le libertaire Francisco Ferrer, on trouva les socialistes au premier rang des adversaires les plus courageux et les plus déterminés du régime « alphonsiste ». Et encore que l'activité de Ferrer se fut toujours développée en dehors de toute action socialiste et syndicale, préoccupé qu'il était de « régénérer le monde par l'éducation », les socialistes n'ont pas cessé de lutter pour obtenir la revision de l'abominable comédie judiciaire dont il avait été victime. Les événements de Barcelone atteignirent, d'ailleurs, plusieurs militants du Parti, dont plusieurs, parmi lesquels Fabra Ribas, vivent depuis en exil à l'étranger.

Fabra Ribas

Cette situation a amené le Parti à modifier quelque peu sa



PABLO IGLESIAS.

tactique antérieure et, tout en maintenant strictement son organisation de classe, il conclut une coalition avec les différents partis républicains, « l'Alliance républicaine socialiste » dont la liste commune obtenait, en 1910, une éclatante victoire à Madrid. Parmi ses élus, se trouvait Pablo Iglesias, premier élu du prolétariat organisé dans le Parlement espagnol, où le vétéran du socialisme ibérique tient très dignement sa place.

III. — L'Organisation du Parti.

Le Parti Ouvrier Socialiste Espagnol compte actuellement environ 198 groupes, répandus sur toute la surface du pays, comprenant environ 12,000 membres. Les groupements les plus importants sont ceux de Madrid et de la région de Santander et de la Biscaye, principalement à Bilbao et Vigo. Il a à sa tête un Comité national dont le président est Iglesias et le secrétaire Amalio del Rey. Le Parti a dix journaux hebdomadaires. *El Socialista,* à Madrid, est son organe central. Il sera très prochainement (1er mars) transformé en quotidien, environ 50,000 francs ont déjà été réunis dans ce but par le Parti. Il possède une revue hebdomadaire illustrée, la *Vida Socialista,* excellemment rédigée par les citoyens Alvarez Angulo et Corrales. Parmi ses autres journaux, les plus importants sont la *Lucha de Clases* à Bilbao, la *Justicia Sociale* en Catalogne à Reus, *l'Adelante !* (En avant !) dirigé à Valladolid par l'ancien capitaine d'artillerie Perez Solis, la *Aurora Social* à Oviedo, la *Solidaridad* à Vigo, l'*Obrero Balear* (l'Ouvrier des Baleares) à Palma, dans l'île de Majorque.

L'organisation de la Jeunesse socialiste fait de grands progrès. Leur Fédération comprend 52 groupes avec 2,500 membres.

La vitalité du socialisme espagnol s'est particulièrement

affirmée dans ces dernières années par la création de la magnifique *Maison du Peuple* de Madrid. C'est un ancien et imposant palais ducal que les syndicats et le Parti à Madrid ont racheté pour en faire leur « Casa del Pueblo » (Maison du Peuple). Son achat et sa transformation n'ont pas coûté moins d'*un million* de francs. L'exemple de Madrid a soulevé la noble émulation d'autres localités et plusieurs autres villes ont ou sont en train de réaliser leurs Maisons du Peuple. Tous les ans, le Parti célèbre, avec un éclat plus considérable, la fête du 1er Mai. A Madrid, notamment, le nombre des manifestants, l'importance du cortège avec ses centaines de drapeaux, ne laisse pas que de produire une profonde impression sur l'opinion.

Le mouvement des SYNDICATS est en pleine expansion. L'*Union General de Trobajadores* (Union Générale des Travailleurs), la Centrale syndicale, est le bras économique du Parti, comme le Parti est son bras politique. Malgré les difficultés énormes qu'elle a rencontrées sur sa route, des 3,000 membres qu'elle contenait en 1889, lors de sa fondation, qui n'étaient encore que 6,000 en 1896, 26,000 en 1900, 32,000 en 1902, 37,000 en 1904, 34,000 en 1906, elle atteignait 42,000 en 1910, et en 1911, après l'adhésion de l'important syndicat national des cheminots, plus de 150,000. Elle est aujourd'hui la seule grande organisation nationale des Syndicats espagnols, tandis que de l'ancien mouvement « syndicaliste » anarchiste, dont le centre était Barcelone, il ne reste plus que de petits groupements insignifiants.

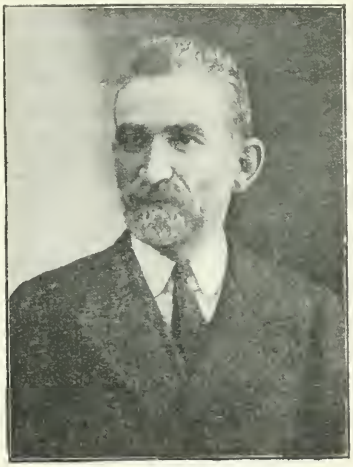
Tous les militants qui sont à la tête de l'Union sont des socialistes; son secrétaire général, Vicente Barrio, est un vieux militant du Parti.

Le mouvement COOPÉRATIF, encore qu'assez récent, est en plein progrès. A côté des sociétés neutres de Barcelone, une série de coopératives socialistes ont été créées dans d'autres centres et, notamment, à Madrid, où la *Maison du Peuple* est en même temps que le centre syndical et politique le siège

d'importants magasins coopératifs qui font dès maintenant des centaines de milliers de francs d'affaires par an.

D'autres coopératives ouvrières et socialistes ont été créées à Bilbao, Oviedo, Eibar, Vigo, Algesiras, Santander.

Sur le terrain ÉLECTORAL, le socialisme espagnol n'a pas cessé de voir grandir ses forces, d'une marche lente, mais sûre et qui est d'autant plus remarquable que les obstacles qu'il rencontre sont plus grands. Le moindre ne provient pas des mœurs électorales détestables qui existent en Espagne, avec le système bien connu des « caciques », chefs souverains dans chaque circonscription ou village, et qui, selon les ordres du gouvernement du moment, distribuent les sièges à ses créatures. A côté de cela, il faut compter avec l'inconscience d'un corps électoral, formé pour les deux tiers d'illettrés.



VICENTE BARRIO
Secrétaire de l'Union Générale des Travailleurs
(C. G. T. espagnole)

De 5,000 voix qu'il avait recueillies en 1891, le Parti passa pourtant à 14,000 en 1896, à 23,000 en 1898, à 26,000 en 1904, à 23,000 en 1907.

Il est plus difficile d'évaluer depuis, d'une manière exacte, les voix socialistes, aux élections de 1912 notamment, où presque partout ses candidats figuraient sur des listes « d'alliance républicaine-socialiste. A Madrid seulement, Iglesias a ainsi obtenu plus de 40,000 voix, dont il semble bien que plus de la moitié sont des suffrages purement socialistes.

Le Parti compte des élus dans plus de 40 *municipalités*

et dans deux Conseils provinciaux. Sa représentation est particulièrement importante à Bilbao et dans le Conseil municipal de la capitale même du pays.

IV. — L'Avenir du Socialisme en Espagne.

Le Parti Ouvrier Socialiste espagnol a compris, dès sa fondation, la mission qui lui incombait : former des militants sérieux, enthousiastes, pleins d'abnégation et pleinement conscients, écartant la vaine phraséologie, la démagogie et l'appel systématique à la violence, tous les procédés puérils et vains dont le mouvement ouvrier de la péninsule avait été rassasié jusqu'à l'écœurement, par ses premiers propagandistes anarchistes.

Il est parvenu à de remarquables résultats. Malgré les difficultés extrêmes qu'il rencontrait, le Parti Ouvrier Socialiste est aujourd'hui un élément important et respecté de la vie politique et sociale de l'Espagne.

Incontestablement, il a maintenant encadré toute la partie militante de ces masses ouvrières qui lui échappaient jadis et sans cesse il augmente d'autre part le nombre de ces travailleurs conscients.

« L'Union générale des travailleurs » est devenue une puissante organisation économique, seule reconnue, à juste titre, comme la Centrale syndicale d'Espagne, par l'Internationale syndicale de Berlin. Profondément internationalistes, socialistes et syndiqués d'Espagne ont toujours largement compris leur devoir de solidarité, réunissant par exemple, lors de la révolution russe, plus de 6,000 francs de souscriptions, malgré la modicité de leurs ressources et de leur organisation.

Dans les grandes campagnes poursuivies au cours de ces dernières années contre la réaction, contre l'expédition marocaine, les socialistes ont joué un rôle de premier ordre dans la coalition républicaine-socialiste, aux côtés de l'illus-

tre écrivain Perez Galdoz et de ses autres collègues. Iglesias a partout occupé une large place et rencontré un accueil enthousiaste. Ce vieux militant est aujourd'hui, ainsi que l'écrit à juste titre le rapport du Parti au Congrès de Copenhague, considéré par les républicains mêmes qui jadis l'avait le plus combattu « comme l'un des hommes politiques les plus honnêtes et les plus dévoués du pays ».

Il faut espérer, d'ailleurs, que sans cesser de mener ce combat énergique contre les forces du passé, contre la réaction militaire et cléricale, si redoutable en Espagne, il sera bientôt possible à nos amis d'Outre-Pyrénées, de reprendre leur action sous une forme plus autonome. Il leur faut éviter un confusionnisme qui si souvent fut dans d'autres pays un grave danger pour le socialisme. La force de leur discipline et de leur organisation, la netteté de leurs principes leur permet, il est vrai, de réduire actuellement ce péril au minimum.

Section II

LE SOCIALISME AU PORTUGAL

I. — Historique du mouvement.

Le milieu économique et politique portugais a longtemps été très peu favorable au développement d'un mouvement socialiste. Économiquement le pays, ruiné par ses gouvernants, demeurait fort arriéré ; politiquement le gouvernement clérical monarchique qu'il subissait ne cessait de persécuter et de traquer les propagandistes socialistes. D'autre part, comme dans la plupart des pays latins, aux formes économiques anciennes, le Portugal voyait une partie de ses premiers militants ouvriers subir l'influence néfaste et dissolvante de l'anarchisme.

Le « Parti démocrate socialiste portugais » était fondé dès

1876, comme branche de l'Internationale, par des militants espagnols qui, sous la direction de Paul Lafargue, avait constitué en face des groupement bakouninistes une Fédération Madrilène, inspirée des conceptions marxistes. Puis pendant de longues années le mouvement végéta. Un de ses premiers et plus dévoués propagandistes fut Azedo Gnecco. C'est sous son inspiration qu'était fondé, il y a vingt ans, à Lisbonne, une coopérative, la *Lusitania*, dont les militants attendaient beaucoup. Malheureusement, elle fit bientôt de mauvaises affaires, et son échec porta un coup douloureux au naissant mouvement socialiste portugais qui dorénavant végéta et ne fut même plus représenté dans les Congrès socialistes internationaux, jusqu'à la révolution de juin 1911 et à la proclamation de la République.

Depuis cette époque un véritable renouveau se produit. Une fois le pouvoir corrompu des Bragance renversé et la liberté politique conquise, le problème économique devait nécessairement se poser au premier plan — ce qui n'a pas manqué.

II. — L'organisation du Parti.

Le Parti socialiste du Portugal a repris aujourd'hui sa marche en avant. Tout en proclamant bien haut sa volonté de défendre le régime républicain contre les complots et les incessants retours offensifs de la réaction qu'on a vu se produire depuis un an et demi, il entend mettre les républicains bourgeois en face de leurs responsabilités et les obliger à faire droit aux revendications ouvrières. C'est ainsi qu'une série de grèves importantes se sont produites dans le pays, qui n'ont pas laissé parfois d'affoler les gouvernants nouveaux.

Les socialistes portugais avaient depuis quelque temps déjà plusieurs journaux hebdomadaires, notamment *A Voz do Povo* (la Voix du Peuple) à Porto, et l'*Avanti* à Barreiro, et

également des organes corporatifs à tendance socialiste, dont le plus important était le journal des ouvriers des tabacs.

Depuis le mois de mai 1912, le Parti socialiste possède à Lisbonne son organe quotidien, *O Socialista,* qui est dirigé fort habilement par un jeune militant, le citoyen Pedro Muralha.

Aux élections qui ont eu lieu pour la Chambre des députés, au lendemain de la révolution, le socialisme portugais a conquis son premier élu parlementaire. C'est Porto, la grande cité du Nord de la République, qui a envoyé à la Chambre le citoyen Manoel Jose da Silva, ouvrier typographe.

Les groupements socialistes et syndicaux de Porto ont élevé une « Casa do Povo » (Maison du Peuple).

Le mouvement *syndical* portugais est encore très faible. Les influences anarchisantes, venues d'Espagne, lui ont été jusqu'ici funestes. Il y a tout lieu d'espérer, aujourd'hui, alors que le mouvement ouvrier espagnol s'est dégagé de ces tendances paralysantes pour accepter le point de vue du mouvement ouvrier et syndical moderne et international, que le Portugal ne tardera pas à le suivre et verra se développer, lui aussi, une puissante organisation.

CHAPITRE XIII

LE SOCIALISME DANS LES BALKANS

Le milieu et les conditions.

Dans cette région si profondément troublée par de multiples haines de races et de religions, qui paraissent y tout dominer, tout effacer devant elles, et qui ont déchaîné la conflagration sanglante que l'Europe vient de voir se produire avec horreur et angoisse, l'idée d'une civilisation plus haute et plus noble est cependant représentée par un mouvement socialiste qui est né et qui a grandi dans cinq des États de la péninsule sur six — en Roumanie, en Bulgarie, en Serbie, en Grèce et en Turquie. Seul le minuscule Montenegro, barbare, sans commerce et sans industrie, ne connaît pas jusqu'ici la moindre agitation socialiste.

Le socialisme dans les Balkans trouve son origine d'abord, comme partout, dans le développement des formes modernes de la production, dans la naissance d'un prolétariat industriel qui en résulte fatalement et dans la conscience croissante que ce prolétariat prend de ses intérêts de classe. On y a vu aussi dans l'élite de la jeunesse universitaire s'exercer profondément l'influence intellectuelle du mouvement socialiste de l'Occident. Souvent même l'action socialiste ne se produisit, à l'origine, que sous cette deuxième forme — chez les jeunes gens appelés à poursuivre à Paris, Genève ou Berlin leurs études — avant qu'il n'y eût encore de prolétariat proprement dit apte à former les cadres d'un mouvement authentique de revendication socialiste. C'est ce qui explique d'ailleurs le caractère éphémère et quelque peu artificiel des premières organisations qui naquirent dans la péninsule, — il y

a parfois près d'un quart de siècle — surtout parmi les intellectuels.

On peut dire que cette phase est aujourd'hui généralement dépassée et que le socialisme, quoique encore faible, a incontestablement déjà des racines profondes dans la classe ouvrière des Balkans et en particulier dans les prolétariats de Bulgarie, de Serbie, de Roumanie et de plusieurs des centres importants de ce qui a été jusqu'ici la Turquie d'Europe. C'est que ces pays sont entrés dans une période de développement capitaliste, qui ne pourra que s'intensifier à la suite des derniers événements et que par conséquent on y trouve réunies les conditions nécessaires de croissance d'un mouvement ouvrier sérieux.

D'autre part, en face des luttes inexpiables qui, pendant de longues années, ont jeté les uns contre les autres Grecs et Bulgares, Serbes et Bulgares, Turcs et Bulgares, Grecs et Turcs, les socialistes ont les premiers dans la péninsule lancé l'idée féconde de *l'entente, de la Confédération des Peuples balkaniques*, seule capable de servir, dans le respect des droits de toutes les races et de toutes les nationalités, leur intérêt commun, et en même temps de les dresser en un bloc solide en face des ambitions et des convoitises menaçantes des grandes Puissances — en particulier de la Russie et de l'Autriche.

Dès 1909, se tenait à Belgrade un *Congrès socialiste interbalkanique* qui, « à l'idéal sanglant qui fait disposer le sort des peuples par la guerre et marchandent leurs droits et leurs territoires », opposait « l'union étroite de tous les peuples des Balkans et du proche Orient, sans distinction de race ou de religion » dans une « république fédérative de tous les États balkaniques, y compris la Roumanie et la Turquie ».

De ce magnifique programme, les gouvernants bourgeois et les roitelets ambitieux de Bulgarie, Serbie, Grèce et Monténégro ont seulement tiré l'idée d'une coalition agressive contre la Turquie, dont les gouvernants avaient d'ailleurs multiplié les fautes. Ils ont laissé à l'écart la Roumanie, gouvernée par

son hobereau prussien, Charles de Hohenzollern, et qui est demeuré un simple instrument de la politique autrichienne, en face des auxiliaires de la politique du tsarisme russe. Une terrible guerre en ait résulté et on sait les dangers qu'elle a fait courir à la paix du monde — dangers non encore dissipés complétement à l'heure où nous écrivons.

Au lendemain de cette horrible boucherie, après les horreurs du choléra, des massacres, de la famine et les 150.000 cadavres jetés au Moloch militariste, aucune autre solution humaine et logique ne se présente encore aux belligérants épuisés, que la réalisation de cette Confédération, que les socialistes seuls avaient eu la clairvoyance de préconiser et de défendre depuis des années et qui devra tôt ou tard se réaliser si on ne veut aboutir à des catastrophes plus graves encore.

Section I

LE SOCIALISME EN ROUMANIE

I. — Le milieu politique et social.

La Roumanie est formée des anciennes principautés de Moldavie et de Valachie, auxquelles le traité de Berlin ajouta la province mi-turque, mi-bulgare de la Dobroutja, en compensation des terres roumaines de Bessarabie dont s'emparait la Russie et de la Transylvanie, que conservait l'Autriche-Hongrie.

C'est — d'après les répartitions territoriales existant avant la guerre actuelle — le plus important des Etats balkaniques, avec ses 7 millions d'habitants. C'était, en même temps le plus riche, le plus prospère. Du moins si on n'examine que les chiffres de son commerce (qui dépassent le milliard) l'étendue de son réseau de voie ferrée, ses lignes télégraphiques

et téléphoniques. Mais, ainsi que l'écrit à ce propos notre ami Racowsky, dans son vibrant petit livre *La Roumanie des Boyards* (1), la Roumanie du moins peut servir de confirmation à ces paroles paradoxales en apparence, mais profondément vraies de Destut de Tracy : « les pays riches sont ceux où les habitants sont pauvres et les pays pauvres ceux où les habitants sont riches ». La Roumanie est par excellence le pays de la grande propriété agricole, une nation dans laquelle une petite oligarchie possède d'immenses domaines, dans une vaste plaine extrêmement fertile, la plaine danubienne, où vivent dans une extrême misère et un véritable esclavage 6 millions de paysans « taillables et corvéables à merci », et dont l'oppression paraît encore plus cruelle que celle des moujicks russes.

D'après les derniers recensements, il y a en Roumanie 4,171 grands propriétaires possédant ensemble 3,789,000 hectares de terre de culture, soit 47,53 0/0 du territoire arable, soit en moyenne 900 hectares chacun, tandis que 1,015,000 petits propriétaires possédaient ensemble 3,319,000 hectares. La plupart des possesseurs des grands domaines, des *latifundia* roumains, pratiquent l' « absentéisme », vivant dans l'oisiveté et laissant à de grands fermiers le soin d'exploiter leurs domaines. Ceux-ci forment entre eux des sortes de trusts, possédant des centaines de milliers d'hectares (2) et exploitant à leur tour, de la manière la plus cruelle, les paysans.

La misère de ces millions de paysans est effrayante. Sur 1,000,000 de maisons de village, rapporte Racowsky, il n'y en a que 74,000 qui soient construites en pierre ou en briques, alors que 296,000 sont construites en bois, 583,000 en argile et que 300,000 paysans vivent dans des *bordéi*, trous creusés dans la terre et dont le nombre est de 54,000 ! La plupart des habitations proprement dites, n'ont qu'une seule chambre, dans

(1) *La Roumanie des Boyards*, par C. Racowsky. Giard et Brière, 1900.
(2) Idem, pages 7 à 19.

laquelle la lumière entre par la porte ou par l'unique fenêtre, dont la vitre est remplacée par du papier. De statistiques, relevées dans l'étude de Racowsky, il résulte que le budget journalier d'une famille de sept à huit personnes, n'est pas supérieur à 40 ou 50 centimes. Dans les meilleures années, le paysan souffre de la faim chronique (1). Près de la moitié des enfants meurent avant d'atteindre l'âge de 7 ans.

A côté de ces paysans, une autre classe de parias est constituée par les 300,000 juifs que compte la Roumanie et qui subissent un statut juridique particulièrement inique, puisque contraints au service militaire et aux obligations et aux charges des autochtones, ils sont en même temps considérés comme des « étrangers » — mais des étrangers « non protégés », puisqu'ils ne peuvent réclamer en leur faveur aucune intervention d'un Etat quelconque. Sans cesse ils sont placés sous la menace d'expulsion d'un pays, où leurs familles sont souvent établies depuis des siècles. Une fraction de ces juifs roumains constitue une petite et moyenne bourgeoisie composée notamment de fermiers des boyards. Elle attire ainsi sur sa tête les haines des paysans, habilement attisées par les dirigeants, tandis que la grande majorité est composée de prolétaires et de petits artisans.

A côté de ces premiers éléments de la population roumaine s'est développé dans ces dernières années un prolétariat industriel, notamment à la suite de la croissance de l'industrie pétrolifère.

Paysans, salariés industriels et juifs subissent la domination avide et cruelle d'une petite oligarchie de boyards « cherchant par tous les moyens possibles, y compris le vol, la fraude et le crime, la satisfaction de ses désirs et de ses instincts ». (Racowsky.)

La situation politique est naturellement la traduction exacte de cette situation économique. Sous les apparences men-

(1) Idem, pages 43 à 45.

teuses d'une constitution très « démocratique », toute la puissance est concentrée entre les mains d'une petite minorité de privilégiés : 45,000 électeurs décident du sort de 7 millions de Roumains, tous les députés sont de grands propriétaires ou des avocats, médecins, professeurs, industriels, dont les intérêts sont identiques ou qui sont à leur service. Abstraction faite de dissidences passagères, la vie politique se borne à la lutte artificielle entre libéraux et conservateurs, les deux partis « rotatifs », comme on disait jadis au Portugal, chacun d'entre eux revenant tour à tour au pouvoir et chacun d'eux composé d'une petite camarilla de profiteurs.

A la tête du système, le roi Carol en est le digne chef. Ce hobereau prussien, devenu le plus riche des boyards roumains, et possédant plus de 130,000 hectares de terres et de forêts, exerce un ascendant considérable sur les politiciens bourgeois corrompus qui dominent le pays. Il est le digne représentant et défenseur de leurs intérêts de classe.

II. — Historique du mouvement.

Le premier mouvement socialiste roumain naquit il y a vingt-cinq ans environ, parmi les intellectuels surtout, professeurs, étudiants, avocats, etc., sous l'influence personnelle d'un certain nombre de réfugiés russes, dont le plus éminent, Dobrogeanu Gherea est demeuré le plus célèbre théoricien marxiste des pays balkaniques. Entre 1890 et 1899, toute une « brillante jeunesse » intellectuelle formait les cadres de l'état-major de cette armée socialiste — sans soldats — malgré cela constituant un Parti, fondant à Bucarest un organe quotidien *Lumea Nova* (la lumière nouvelle). Mais il n'y avait pas à proprement parler à cette époque de prolétariat roumain et la vaste plèbe agraire, maintenue dans la pire servitude et la plus complète ignorance, ne pouvait être atteinte que très difficilement par la propagande.

La petite cohorte des « jeunes généreux », c'est ainsi que

modestement ils s'étaient eux-mêmes qualifiés, se lassa bien vite d'une agitation infructueuse. Bientôt ils passèrent en masse au camp bourgeois, se faisant acheter par les libéraux, qui se montrèrent d'autant plus généreux en mandats et en prébendes, qu'ils croyaient que les renégats avaient derrière eux des forces importantes. Les uns, comme M. Mortzun devenu ministre des travaux publics dans le cabinet libéral, d'autres comme MM. Nadejde, Diamandy se contentaient de mandats de députés, de places de directeurs des journaux officieux, tandis que M. Ataniasiu, délégué au Congrès de Londres en 1896, devenait préfet et, en cette qualité, devait se signaler bientôt par ses mesures brutales contre la classe ouvrière.

Le lecteur socialiste français qui a encore présent à l'esprit la douloureuse crise amenée par de semblables trahisons, sur une plus vaste échelle, dans notre pays de 1900 à 1905, peut se figurer quelle fut la démoralisation et la désorganisation qui en résulta en Roumanie. Les défections des « jeunes généreux » (!) étaient d'autant plus honteuses qu'ils avaient choisi pour trahir le moment où M. Ferrekidé, un ministre cynique, avec la complicité d'une magistrature sans scrupule, faisait condamner à des peines infamantes pour « escroquerie » des militants socialistes qui propagandisaient dans les campagnes, et dont l' « escroquerie » consistait dans la vente de brochures socialistes à des paysans « qui ne savaient pas lire » !

Au début de 1900, le gouvernement roumain pouvait se vanter d'avoir, par la corruption et la persécution combinées, anéanti tout mouvement socialiste dans le royaume. Même ceux des anciens militants qui ne trahissaient pas à proprement parler, perdaient tout espoir dans le développement d'un mouvement socialiste spécifique et tel Constantin Mille, un des fondateurs du Parti, se ralliait à une conception démocratique radicale, tout en continuant d'ailleurs à défendre les travailleurs et à critiquer la répression gouver-

nementale dans son journal *Adeverul,* demeuré le plus important organe de l'opinion avancée.

Bientôt cependant, le mouvement ressuscita à la profonde stupéfaction des classes dirigeantes. L'industrie se développait et des syndicats ouvriers se constituaient en face des « corporations obligatoires » que le gouvernement avait constituées dans la petite et moyenne industrie pour soustraire les ouvriers à la propagande socialiste et qui étaient des syndicats mixtes dont les dirigeants étaient une nouvelle bureaucratie parasitaire composée de petits patrons et d'ouvriers déclassés. Ces « corporations obligatoires », détestées par les ouvriers, constituèrent bientôt un excellent motif d'agitation pour la « Commission générale des Syndicats » qui s'était constituée à Bucarest et qui, en janvier 1907, organisait dans les rues de la capitale une démonstration à laquelle des milliers d'ouvriers prenaient part.

Un militant originaire de la Dobroutja, le Dr Christian Racowsky, après avoir longtemps vécu à l'étranger, notamment en France, en Allemagne et en Russie, où il avait participé activement à l'agitation socialiste et où il avait laissé de vives sympathies, rentrait en Roumanie et se consacrait tout entier à la réorganisation du mouvement socialiste. Bientôt dans de nombreuses cités, des groupements se reconstituaient, agissant en pleine harmonie avec les Syndicats qui étaient composés des mêmes éléments. Toute la fureur des classes dirigeantes se concentrait contre Racowsky considéré comme « l'auteur de tout le mal », dont on allait jusqu'à comploter l'assassinat, et dont on devait essayer ensuite de se débarrasser par des moyens plus « modernes ». Cependant, vers la même époque le paysan roumain, dont nous avons sommairement montré les conditions de vie atroces, était acculé à la révolte du désespoir, à une sorte de jacquerie, qui éclata en mars 1907 et qui avait eu à l'origine, dans une large mesure, pour cause les excitations des renégats du socialisme contre les fermiers juifs. Naturellement le mouvement dé-

passa bien vite ce caractère antisémite étroit. Ainsi que l'écrit Racowsky « la barrière artificielle que la propagande antisémite avait réussi à établir entre fermiers juifs et fermiers et propriétaires chrétiens, s'écroulait devant la logique des faits » (1).

Le mouvement agraire fut noyé dans le sang. La répression fut horrible et, de l'aveu même des gouvernants, « l'ordre rétabli », en quelques semaines, coûta 15.000 cadavres.

Le nouveau Parti socialiste, concentré dans les centres urbains, n'avait eu aucune influence sur ce mouvement purement instinctif, dont les violences inconscientes ne pouvaient aboutir qu'à la plus cruelle répression. Les gouvernants n'en prétendirent pas moins que les socialistes en étaient responsables. On mobilisa les syndiqués, on arrêta les militants, on saisit l'organe du Parti, *Rominia Muncitoare* (la « Roumanie ouvrière »), on expulsa nombre de militants d'origine juive, notamment le poète Barbou Lajareanou (2). Mais le couronnement de ces mesures persécutrices fut l'invraisemblable querelle « juridique » cherchée à Racowsky. Sous prétexte que sa province natale, la Dobroutja, lors de sa naissance, en

Ch. Racowsky
Délégué de la Roumanie au Bureau Socialiste International

(1) *La Roumanie des Boyards*, p. 52.
(2) Rapport des organisations ouvrières et socialistes de Roumanie au Congrès de Stuttgart dans l'*Internationale Ouvrière et Socialiste*, vol. II, p. 147.

1877, n'était pas encore annexée à la Roumanie, on prétendit qu'il était « étranger » — encore qu'il fut conseiller général et officier de réserve (comme médecin militaire) dans l'armée roumaine.... Et on l'expulsa de son propre pays, au mépris de toutes les règles du droit international. Cette monstruosité « juridique » que même les membres de la Cour de cassation de Bucarest n'avaient pas hésité à couvrir, provoqua de violentes protestations dans tout le pays au cours des années 1908, 1909 et 1910, protestations auxquelles prirent part, avec toutes les organisations socialistes et syndicales, des personnalités des partis bourgeois qui tenaient à se désolidariser d'avec le gouvernement « libéral-démocrate », qui s'était rendu coupable de ces méfaits, notamment M. Mille, rédacteur en chef de l'*Adeverul*, démocrate sincère, et une fraction du parti conservateur, dont l'organe l'*Opinia* proclamait : « l'expulsion du Dr Racowsky est une lâcheté politique sans précédent ». Revenu au pouvoir en 1910, le parti conservateur décida d'ailleurs de se dégager d'un acte qui apparaissait comme étant aussi maladroit que scandaleux, et l'extraordinaire « expulsion » de Racowsky fut rapportée.

III. — L'Organisation socialiste et syndicale.

On conçoit que le mouvement socialiste et syndical de Roumanie, réorganisé seulement dans ces cinq à six dernières années, après avoir été cruellement éprouvé par la trahison, puis en butte à la répression des gouvernants, dont l'arbitraire le plus monstrueux se cache sous le masque d'un constitutionnalisme libéral, n'a pu atteindre une organisation bien solide. Ses progrès sont cependant incontestables et constants.

Le Parti Social-Démocrate de Roumanie se compose de cercles qui ont été constitués à Bucarest, Galatz, Braïla, Jassy, Campina, Ploesci, tous centres industriels et commerciaux du royaume.

Ils ont environ 3,000 membres et publient un organe hebdomadaire *Rominia Muncitoare* (la « Roumanie Ouvrière ») dont le tirage est de 3 à 4,000 environ.

En outre, a paru pendant une certain temps, pour la région de Braïla, Galatz et Costantza, *Dezrobirea* (l'Emancipation). Le Parti a publié de nombreuses brochures, des traductions en roumain des pages les plus célèbres de Marx, Engels, Kautsky et des principaux militants de l'Internationale. Au moment du « Jubilé » du royaume, célébré avec éclat par les classes dirigeantes, il publia sous le titre caractéristique « Quarante ans de misère, d'esclavage et de honte », une sanglante critique de la domination de l'oligarchie régnante. Cette brochure fut répandue à des milliers d'exemplaires.

Le Parti compte toujours dans ses rangs le théoricien marxiste estimé, d'origine russe, Dobrogeanu Gherea, ce vétéran dont nous avons déjà parlé et qui publiait récemment sous le titre « Neoiobegia » (le Néo-servage) une vigoureuse étude de la question agraire en Roumanie et des devoirs qu'elle impose au socialisme, dans un pays où la société est encore « en deçà de la domination capitaliste » (»).

Les Syndicats organisés autour de la « Commission générale des Syndicats » groupent environ 12,000 travailleurs. Ils ont tenu à éviter, dès le début, de prendre un caractère corporatif étroit et ont été organisés et inspirés par les idées du socialisme; dans leurs statuts, ils ont spécifié que les principes conducteurs de la lutte syndicale étaient la lutte des classes, l'internationalisme et, comme but final, la suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme. Syndicats et cercles socialistes marchent absolument d'accord, la main dans la main, divisant simplement le travail entre eux (1).

En présence des derniers événements des Balkans et à la veille de la déclaration de guerre, le Parti social-démocrate

---

(1) *Mouvement Socialiste*, décembre 1911, « le Parti Socialiste et la Question agraire en Roumanie », par Ch. Racowsky, p. 335.
(2) Voir le rapport au Congrès de Stuttgard, p. 139.

roumain joignait ses efforts à ceux de tous les socialistes de la péninsule pour protester contre les hontes de la guerre. Le 7 octobre 1912, il organisait sur tous les points du pays de grandes réunions pour la paix.

L'impossibilité pour lui de pénétrer jusqu'ici dans un Parlement du privilège, élu par une poignée d'électeurs riches ou aisés, ne permet pas de mesurer la force politique réelle du socialisme roumain, qui est entré dans une période de progrès certains.

Section II

LE SOCIALISME EN BULGARIE

I. — Le milieu : les origines du mouvement.

A la différence de la Roumanie, la Bulgarie, comme d'ailleurs la Serbie, est surtout un pays de petite propriété agricole où la grande propriété ne joue qu'un rôle secondaire et où le cadre politique et social est beaucoup plus démocratique. Des cinq millions d'habitants du royaume, la grande majorité est composée de petits propriétaires.

D'autre part le pays qui est en pleine expansion économique et politique voit augmenter sans cesse sa population urbaine et se développer son industrie. La race bulgare est visiblement pleine de vitalité et les derniers événements n'étaient pas nécessaires pour qu'on en eut l'impression très nette. L'État, sous la direction du très ambitieux « tsar » Ferdinand, s'est efforcé de développer les forces productives, de couvrir le pays de réseaux de chemins de fer, et d'améliorer les autres moyens de communication. En un mot, il s'efforce de justifier l'appellation du « Japon de l'Europe orientale », qu'on a donnée au petit royaume.

La Bulgarie est un État constitutionnel, centralisé, ayant une assez forte bureaucratie et des institutions militaires très développées, dont, à part cela, la constitution est assez démocratique. Elle a une seule Chambre, le « Sobranié », élu pour cinq ans au suffrage universel de tous les citoyens mâles et majeurs. Le capitalisme et le socialisme « qui le suit comme l'ombre suit le corps » sont également d'origine étrangère en Bulgarie. L'un et l'autre furent importés peu de temps après la séparation de la Bulgarie du grand empire ottoman, fermé et féodal, et son entrée dans la civilisation européenne.

Comme en Roumanie d'ailleurs, le socialisme surgit de très bonne heure comme une « plante de serre chaude » sans racines véritables, avant qu'il n'y eut aucun prolétariat industriel important dans le pays. Ici plus encore que chez leurs voisins du nord, les socialistes puisèrent toutes leurs premières notions chez les Russes, et cela se comprend d'autant mieux que les langues bulgares et russes sont absolument similaires.

On a pu appeler Georges Plekanoff le « père du socialisme bulgare ». C'est par ses écrits et par les traductions russes de Marx et d'Engels que, à partir de 1888-1889, pénètrent chez les intellectuels surtout, les étudiants, même les lycéens et aussi les instituteurs, les notions essentielles du socialisme.

C'est en 1891 que le mouvement débute avec deux fractions antagonistes : « l'Union Social-Démocrate » et le « Parti Social-Démocrate ». En 1894, il réalisait son unité, malheureusement précaire, dans le *Parti Ouvrier Social-Démocrate*. Il eut de suite une expansion prématurée et qui explique dans une large mesure les difficultés et les divisions par lesquelles il n'a pas cessé de passer depuis. Dès 1895, il réunissait 3,000 voix et conquerrait 2 sièges au Parlement. En 1899, il avait 8,000 voix et 6 mandats ; en 1902, 20,000 voix et 8 mandats. Il avait alors 75 groupes et 3,000 membres. Malheureusement, la plus grande partie de ses suffrages et une

grande partie de ses adhérents venaient de milieux ruraux où on n'avait que des notions très vagues des fins socialistes, tandis que dans les centres urbains le nombre de voix recueillies et de militants organisés était insignifiant. Les adhésions apportées surtout par les petits propriétaires n'étaient que provisoires et bientôt on perdit une partie des voix obtenues. En même temps des antagonismes assez profonds se produisaient au sein du Parti, entre ceux qui craignaient de le voir dégénérer en un parti démocratique bourgeois et affectaient une rigide intransigeance doctrinale et ceux qui, avec Sakasoff, se réclamaient plus ou moins de tendances « revisionnistes » de l'Occident. En 1903, la scission se produisit entre socialistes « larges » et socialistes « étroits ». Elle n'a malheureusement pas cessé depuis cette époque, paralysant dans une large mesure les progrès du mouvement en Bulgarie et ayant même des répercussions fâcheuses sur le mouvement socialiste des autres régions de la péninsule, où il est cependant partout uni en un seul Parti.

Ces divisions ont d'ailleurs, dans une large mesure, pour cause des luttes personnelles, l'étroitesse dogmatique des uns, comme une trop grande tendance au compromis chez les autres.

Chacune des deux fractions prétendait conserver le titre du Parti. En 1905, une autre scission se produisait chez les « Etroits » entre « socialistes-conservateurs » ou doctrinaires et « socialistes-libéraux ». En 1909, les « libéraux » fusionnaient avec les « larges » qui dorénavant s'intitulèrent en outre « unifiés ». Mais entre Larges unifiés et Etroits (fraction « conservatrice ») la division demeurait. Elle était d'autant plus funeste qu'elle aboutissait à la création de deux mouvements syndicaux se rattachant réciproquement à l'une ou l'autre fraction, se combattant violemment et allant jusqu'à se reprocher de part et d'autre, de faire, en temps de grève, le jeu du patronat (1). En 1910, le Bureau Socia-

(1) Voir les rapports des deux fractions au Congrès de Copenhague (1910).

liste International tentait de mettre un terme à cette situation et d'amener un rapprochement, sous les auspices de Racowsky, très estimé de tous les socialistes bulgares, mais le dévoué militant roumain échouait dans sa mission en présence de l'intransigeance des Etroits.

Il faut espérer cependant que les derniers événements si graves que vient de traverser leur pays feront comprendre à tous les socialistes bulgares le devoir qui s'impose à eux de respecter les décisions de l'Internationale et de réaliser enfin leur unité définitive et complète, sur le terrain politique comme sur le terrain économique. La communauté de la lutte menée contre la guerre par l'une et l'autre fraction, le courage montré par le leader des Larges, J. Sakasoff, dans la protestation qu'il éleva en faveur de la paix, au milieu d'une assemblée enivrée de chauvinisme, doivent faire comprendre aux socialistes bulgares combien leurs divisions sont futiles et funestes.

II. — Les deux organisations.

Le socialisme bulgare se divise en deux organisations socialistes nationales qui toutes les deux s'intitulent Parti Ouvrier Social-Démocrate.

La plus importante, le *Parti Ouvrier Social-Democrate* (Unifié) comptait, à la fin de 1911, 49 groupes avec 3.123 membres, non compris 38 sociétés athlétiques avec un millier de membres. D'après les statistiques minutieuses faites par le Parti lui-même de l'âge de ses adhérents, il apparaît que la moitié avait de 21 à 25 ans, et les neuf dixièmes moins de 40 ans, ce qui montre combien le socialisme attire à lui en Bulgarie les nouvelles générations.

Les socialistes bulgares en général, mais la fraction « far-

ge » en particulier, puisent une grande partie de leurs forces dans le milieu des instituteurs et des autres petits fonctionnaires, dont les organisations corporatives sont fortement influencées par eux. Aussi, d'après une statistique faite en 1910 — ils avaient alors 2,427 adhérents — ceux-ci se répartissaient en 720 ouvriers de la petite industrie, 139 ouvriers de la grande industrie, 285 employés de commerce, 157 petits cultivateurs, 156 artisans, 196 membres des professions libérales, 774 instituteurs et petits fonctionnaires.

L'organe central du Parti est la *Rabotnitcheska Bulgaria* (la « Bulgarie Ouvrière ») qui a 3,000 abonnés. En outre, trois revues *Savremennik* (le « Contemporain »), *Savremenna Misal* (la « Pensée contemporaine ») et *Delo* (la « Cause ») sont publiées par des membres du Parti. Depuis un an le Parti possède un quotidien *Narod* (le Peuple) paraissant à Sofia. Son « Calendrier populaire rouge » a un tirage de 20,000. Les recettes annuelles sont d'environ 35,000 francs et les dépenses légèrement inférieures.

L'autre fraction, le *Parti Ouvrier Social-Democrate* (« Etroits ») comptait, en 1910, 2,286 membres, répartis dans 56 sections, et comprenait 1,680 ouvriers de la petite ou de la grande industrie, 280 fonctionnaires, 257 petits patrons. En outre, il comptait 17 sociétés ouvrières de gymnastique avec 420 adhérents, 16 associations d'éducation socialiste avec 450 adhérents. Ses recettes étaient de 56,000 francs, ses dépenses de 46,000 francs. Cette fraction du Parti publie un organe hebdomadaire le *Rabonitchevski Vestnik* (le Journal Ouvrier) ayant 3,500 abonnés et un *Calendrier rouge* tiré à 18,000.

Les divisions des socialistes bulgares ont eu, ainsi que nous l'avons indiqué, leur répercussion immédiate sur le mouvement SYNDICAL. Aussi existe-t-il deux Centrales syndicales et des groupements s'y rattachant.

La Ligue générale des Syndicats, correspondant à l'organisation des « Larges » a environ 4,000 adhérents. Mais,

en outre, s'y rattachent les organisations professionnelles des employés de l'État :

Ligue des instituteurs bulgares	4.349	membres
Ligue des cheminots.	2.241	—
Ligue des employés des P. T. T.	1.119	—
Ligue des employés administratifs de l'Etat.	1.279	—
Ligue des employés des Financees	1.100	—
Soit en tout. . . .	10.088	membres

Les Syndicats et ligues corporatives inspirées par les « Larges » ont leurs organes, qui sont : *Saznanié* (La Conscience), organe de la Ligue des Instituteurs; tirage 4,000 exemplaires); *Jéléznitcharsko Saznanié* (La Conscience des employés de chemin de fer) organe de la Ligue sous le même nom, 3,000 exemplaires); *Télégrafo-postensko Saznanié* (La Conscience des employés des Postes et Télégraphes); *Solidarnost* (La Solidarité), organe des employés administratifs communaux et d'Etat), 2,000 exemplaires; *Balgarsky Pétchatar* (Le Typographe bulgare), organe de la Ligue des ouvriers d'imprimerie), 800 exemplaires; *Chivachka Borba* (La Lutte des ouvriers en confections), 750 exemplaires; *Darvodélsky Rabotnik* (L'Ouvrier ébéniste), organe de l'Association des ouvriers en bois; *Kojodèl* (Le Tanneur), organe de l'Association des ouvriers en tannerie et chaussures, 600 exemplaires.

Les organisations syndicales des fonctionnaires bulgares ont mené une lutte particulièrement énergique contre les prétentions autocratiques de l'État capitaliste. Dans son rapport au Congrès de Copenhague, le Comité central du Parti Social-Démocrate unifié écrivait à ce propos :

Durant l'année écoulée, les organisations des employés d'Etat formant une fédération à elles, « *La Ligue des Ligues* », ont mené une lutte énergique contre l'Etat personnifié par son gouvernement, en vue de l'amélioration de la situation des employés d'Etat et pour déjouer la mise en vigueur d'un projet de loi réactionnaire ayant

pour auteur le gouvernement actuel et dirigé contre les organisations des employés d'Etat; la « Ligue des Ligues » se préparait pour une *grève générale;* sa lutte, soutenue énergiquement par le Parti Ouvrier Social-Democratique unifié, ainsi que par la Ligue générale des Syndicats, a été couronnée de succès : le projet de loi réactionnaire a été retiré, les conditions matérielles des employés d'Etat ont été, en partie, améliorées et, sous la pression de la lutte collective, une *Commission parlementaire spéciale* a été nommée pour s'occuper en général de la situation des employés d'Etat.

La deuxième Centrale, l'*Union générale des Syndicats*, correspond à la fraction des Etroits; elle a environ 5,000 membres répartis dans des organisations, dont les plus importantes sont celles des « Ouvriers d'Usines », avec 610 membres; des « Ouvriers du Cuir », avec 590 membres; du Tabac, 590 membres; des Tailleurs, 420 membres, etc. Ils ont, en outre, une « Union d'Instituteurs social-démocrates » ayant 800 membres et une « Union de Fonctionnaires » avec 350 membres.

Ces Unions ont des organes professionnels dont les plus importants sont le *Kogcaro Obouchtar* (l'Ouvrier sur Cuir), *Geleznitchar* (le « Cheminot »), le *Telegrapho-Pochtensky Vestnik* (Journal des Agents des P. T. T.), le *Textilen Rabotnik* (l'Ouvrier du textile).

Nous avons exposé les succès importants mais quelque peu artificiels que le socialisme bulgare remporta sur le terrain ÉLECTORAL, dans sa première phase. Il eut jusqu'à 8 élus au Sobranié en 1902, avec 20,000 suffrages. Mais une grande partie des éléments venus ainsi un peu à la légère au Parti l'abandonnèrent; il perdit tous ses sièges au Parlement et vit diminuer dans une grosse proportion le nombre de ses suffrages.

Bientôt cependant des progrès se manifestèrent à nouveau. En 1908, les socialistes « Larges », à eux seuls, posaient 23 candidatures et réunissaient 10,000 voix.

En 1911, à la suite de la transformation de la Bulgarie en royaume, des élections avaient lieu pour l'élection d'un

« grand Sobranié » constitutionnel, dont le nombre des membres devait être le double de celui des assemblées législatives ordinaires — 426 au lieu de 211. Ces élections donnèrent cinq élus aux socialistes « Larges », dont Sakasoff, élu à Sofia et un élu aux « Etroits », Wlaskowsky. Les « Larges » avaient obtenu 18,300 suffrages et les « Etroits » 13,000, soit en tout 31,300 voix socialistes, ce qui est le chiffre de voix le plus élevé que le socialisme bulgare eut connu à ce jour.

Peu après, pour l'élection du Sobranié ordinaire, qui comptait 211 sièges, en septembre 1911, les socialistes ne gardaient plus un seul mandat par suite des coalitions des partis bourgeois contre eux, mais réunissaient environ 25,500 voix pour les deux fractions réunies. Mais en juin 1912, à une élection complémentaire à Sofia, Sakazoff était élu. Et ainsi la voix de l'Internationale socialiste pouvait, trois mois après, se faire entendre par sa bouche à la veille de la conflagration sanglante contre laquelle il s'élevait avec un noble courage, malgré les menaces et les violences d'une majorité affolée de chauvinisme.

Sur le terrain MUNICIPAL, les deux fractions socialistes ont obtenu, en septembre 1911, d'assez importants succès. Il en fut particulièrement ainsi à Sofia, la capitale du pays et son plus important centre industriel où la R. P. était appliquée pour la première fois. Sur 30 conseillers que compte la municipalité de Sofia, les socialistes « Larges » ont conquis 7 sièges, de telle sorte qu'ils sont le parti le plus important de l'assemblée municipale, après la coalition gouvernementale qui n'en a que 11. Les socialistes « Etroits » en avaient de leur côté obtenu 2.

Tous ces progrès, tous les résultats heureux de leur propagande sont paralysés par leur déplorable division. Non seulement elle a abouti à cette constitution de deux partis rivaux, mais aussi à ce fait, presque unique dans le monde, de la création de deux Centrales syndicales antagonistes qui,

réciproquement, s'accusent de trahison, voire de « jaunisse ». Il faut espérer que cette situation aussi lamentable qu'anormale ne tardera pas à disparaître. Elle ne peut que paralyser les progrès d'un mouvement socialiste et syndical qui, en dehors de cette cause certaine de faiblesse, a fait preuve d'une réelle vitalité et a, dès maintenant, profondément pénétré l'esprit des masses.

A l'heure où nous écrivons, le socialisme bulgare traverse une phase particulièrement pénible, au milieu des désastres innombrables causés par la guerre. L'organe quotidien des « Larges » *Narod,* a vu sa publication suspendue par décision de l'autorité militaire et 90 pour cent des membres du Parti sont sous les drapeaux.

Mais le mécontentement populaire qui ne manquera pas de suivre cette horrible boucherie, et les désillusions qu'elle fera naître dans l'esprit des foules, un moment enivrées du plus grossier chauvinisme, offriront bientôt un terrain particulièrement favorable à la propagande des socialistes — pourvu qu'ils sachent s'unir pour en profiter.

Section III

LE SOCIALISME SERBE

I. — Le milieu : Historique du mouvement.

Comme la Bulgarie, la Serbie est essentiellement un pays de petite culture, peuplé de paysans propriétaires de leur sol et jouissant d'une certaine indépendance. Les mœurs y sont plus démocratiques que dans n'importe lequel des États des Balkans, mais en même temps la production capitaliste y est presque partout dans l'enfance et les conditions économiques fort arriérées. Il y a encore peu de centres importants. La capitale, Belgrade, a environ 70,000 habitants.

Politiquement, la constitution de 1889 est assez libérale et la plus grande partie du corps électoral se rattache aux deux franctions radicales : les Jeunes et les Vieux radicaux, et le peuple serbe, depuis qu'il s'est affranchi du joug turc, a toujours su mettre à la raison ses monarques trop ambitieux et s'affranchir de l'absolutisme.

Pour être électeur, il faut payer au moins 15 francs d'impôts directs par an. Aussi, sur 1,200,000 habitants majeurs, 548,000 seulement possédaient le droit de vote en 1910.

Les premiers groupements socialistes et syndicaux datent des années 1899-1900. Ils furent constitués principalement à Belgrade. Auparavant il n'existait qu'une société d'éducation ouvrière, sorte d'Université populaire à préoccupations sociales. Les premières tentatives des socialistes serbes pour faire vivre et développer leurs organisations furent pénibles. Le pays était alors en plein régime personnel, subissant le gouvernement tyrannique du roi Alexandre Obrenovitch et de la reine Draga. On sait comment cette situation aboutissait, en mai 1903, à la sanglante révolution de palais qui coûtait la vie aux deux souverains et ramenait sur le trône le représentant de l'autre dynastie nationale, les Karageorgewitch, Pierre Ier, qui rétablissait la constitution de 1889. Dorénavant le mouvement socialiste et ouvrier va pouvoir se développer normalement.

Le 20 juillet 1903 était fondé le *Parti Social-Démocrate de Serbie*. Il adopta comme base de son action le programme d'Erfurt. Quelques semaines après, il participait pour la première fois à la bataille électorale et, luttant sur son terrain de classe, obtenait 2,548 voix et gagnait un siège à Kragouïevatz. Aux élections suivantes, en juin 1905, il réunissait 2,608 voix et s'il perdait le siège qu'il avait d'abord eu, il en gagnait deux autres à Belgrade et à Pirot. Un an après, aux élections municipales, les socialistes obtenaient des succès importants à Belgrade et dans plusieurs centres.

Méthodiquement, le Parti poursuit dorénavant sa propa-

gande, constituant des groupes dans tous les principaux centres, fêtant avec éclat le Premier Mai à Belgrade et dans plusieurs autres villes, s'efforçant de développer l'organisation syndicale, luttant contre le déchaînement de l'esprit chauvin et nationaliste, exacerbé par les brimades que sa puissante voisine septentrionale, la monarchie austro-hongroise, ne cesse d'exercer sur la Serbie. Cette situation devient particulièrement difficile lorsqu'à la fin de 1908, la Cour de Vienne procède à l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, pays peuplés en majorité de Serbes et dont la Serbie devait par conséquent faire dorénavant son deuil.

II. — L'Organisation ouvrière et socialiste.

Le Parti Social-Démocrate de Serbie a environ 35 groupements ayant un peu plus de 2,000 membres.

Son organe central, le *Radnitchke Novine* (le « Journal Ouvrier »), qui est en même temps l'organe central des syndicats, paraît trois fois par semaine à Belgrade. Il a 5,000 abonnés. A Kragouïevatz, le Parti possède un organe hebdomadaire le *Radnèk* (« l'Ouvrier ») qui tire à 1,200. Il a une revue théorique bi-mensuelle *Borba* (La Lutte) qui tire à 1,200.

La liberté de la presse est relativement assez grande en Serbie. Il n'existe ni censure préventive, ni confiscations constantes comme en Autriche. La confiscation n'a lieu que pour « excitation du peuple à la révolte ». Malgré cela, la persécution gouvernementale atteint de temps à autre les militants et pour la publication du rapport présenté au Congrès par le Comité directeur du Parti, la rédaction du *Radnitchke Novine* fut condamnée à 6 ans et 2 mois de prison et 6,000 francs d'amende.

L'organisation syndicale, qui est concentrée dans l'*Union Centrale des Syndicats*, est intimement liée avec le Parti qui est « son bras politique ». Entre les deux organisations poli-

tique et économique de la classe ouvrière serbe, l'harmonie de l'action est absolue. Les organisations syndicales qui avaient atteint près de 6,000 membres en 1907, ont subi, dans les années suivantes, une crise pénible causée par le malaise économique qui est résulté dans le peuple de la « guerre des tarifs » poursuivie par l'Autriche et d'autant plus pénible pour la Serbie, que celle-ci est jusqu'ici étouffée dans ses frontières terrestres, entre l'Autriche et la Turquie, sans aucun débouché maritime.

Les Syndicats serbes organisèrent, au cours des dernières années, une série de mouvements revendicatifs importants et qui ont été en grande partie couronnés de succès, malgré les tracasseries et les brutalités policières dont les grévistes étaient systématiquement victimes. Ainsi, la grève des mineurs de la Serbie orientale aboutissait à l'envoi de troupes, comme la grande grève des ouvriers des raffineries de Belgrade, qui se termina par une fusillade des ouvriers.

Pendant longtemps les progrès du Parti Social-Démocrate de Serbie, sur le terrain électoral, quoique constants, furent cependant lents. Mais aux dernières élections du 13 avril 1912, ils ont été plus importants et montrent que le socialisme est devenu une force réelle dans ce petit pays.

Alors que jusque là, l'action du Parti ne s'était portée que sur les villes, il réussit cette fois à pénétrer dans les campagnes et à y obtenir des résultats considérables. Quoi qu'il n'eut engagé la lutte que dans six arrondissements, il obtient 25,000 voix, ce qui lui permet de dire, dans le rapport qu'il adressait sur ces élections au Bureau Socialiste International, « que si le Parti avait pu lutter dans les 17 arrondissements, il eut obtenu 50,000 voix ». Or, il faut dire que le parti gouvernemental n'en réunit que 180,000 et le principal parti de l'opposition 100,000, de telle sorte que le socialisme représente, dès maintenant, près du septième du corps électoral serbe.

Cependant, malgré le nombre des ses suffrages qui lui don-

nait droit à une représentation parlementaire beaucoup plus nombreuse, le système majoritaire aboutit à ne lui accorder que les deux sièges qui avaient été déjà occupés par les camarades Laptchevitch et Kazlerovitch. Le secrétaire du Parti, Douchan Popovitch, donne, sur les conditions dans lesquelles s'est livrée cette dernière bataille, les intéressantes indications que voici :

Notre propagande parmi les paysans n'a pas été faite de tirades démagogiques, de promesses fallacieuses et de mensonges intéressés. Non, elle a été purement socialiste, marxiste, révolutionnaire. Notre succès a été la récompense d'une propagande intensive, à laquelle celle des partis bourgeois ne se peut comparer. Pendant les six semaines qu'a duré la lutte électorale, nous avons publié et dispersé dans les masses 400.000 feuilles de propagande, traitant les questions politiques actuelles et les problèmes essentiels du socialisme. Ensuite, nous avons publié cinq brochures sur des questions diverses et tenu un grand nombre de réunions dans toutes les villes et villages. En un mot, nous avons secoué les masses indifférentes et galvanisé les masses découragées.

Après ce succès, nous allons continuer de toutes nos forces la lutte et la propagande pour le socialisme international et libérateur (1).

Ajoutons que la Social-Democratie serbe a élevé, à Belgrade, une fort belle *Maison du Peuple,* qui est évaluée à 200.000 francs.

III. — Les Socialistes serbes contre la guerre.

Quelques mois après, les socialistes serbes, comme ceux des autres partis de la péninsule, étaient mis durement à l'épreuve des faits. Trop faibles encore pour pouvoir empêcher la terrible boucherie qui se préparait, ils firent du moins entendre, par la bouche de Laptchevitch à la Skoupchtina serbe, comme par celle de Sakazoff au Sobranié bulgare, la virulente et courageuse protestation du prolétariat.

---

(1) Rapport sur les élections d'avril 1912, dans le *Bulletin du Bureau Socialiste International*, n° 8, page 73.

A la séance du 12 octobre 1912, l'élu socialiste de Belgrade s'éleva en termes éloquents contre le conflit imminent, terminant par ces paroles prophétiques :

Nous sommes hostiles à la guerre entre les peuples des Balkans, non seulement parce que cette guerre sera sanglante et horrible, parce qu'elle ruinera les Balkans, mais à cause des répercussions qui se produiront et dont les perspectives paraissent terribles, même si actuellement les grandes puissances ne se sont pas entendues au sujet du partage des Balkans.

Dans le cas où cette entente ne serait pas créée définitivement, la guerre ne manquera pas de provoquer une intervention des grands Etats capitalistes intéressés et cette intervention peut signifier une conflagration générale de l'Europe, une effusion colossale de sang, la disparition de conquêtes politiques et économiques, dues à l'effort des générations antérieures qui ont travaillé pendant des siècles à les réaliser.

Si la guerre générale ne se déclare pas, il est à craindre que les grandes puissances ne poursuivent quand même sur nos ruines leurs désirs de conquêtes territoriales et de sujétion...

Au lieu de la guerre entre peuples balkaniques qui paralyseraient nos forces et ouvriraient la voie aux conquérants capitalistes, nous demandons : le développement intérieur de toutes les nationalités et de tous les pays dans les Balkans; le relèvement des forces économiques et *culturelles;* l'union des peuples balkaniques dans une communauté fraternelle sous la forme de République fédérative et démocratique pour le bonheur de toutes les nationalités des Balkans et pour résister à la puissance oppressive du capitalisme européen (1).

La guerre qui, malgré tous les efforts des socialistes, a éclaté dans les Balkans a justifié toutes les appréhensions que formulait Laptchevitch. Comme en Bulgarie — et plus encore — ses répercussions ont été particulièrement cruelles sur l'organisation du Parti. D'après un rapport envoyé le 5 janvier 1913 au Bureau Socialiste International, le Parti socialiste serbe se trouvait dans une situation critique. Tous ses membres ayant été mobilisés, il s'est trouvé privé de

(1) Discours prononcé à la Skoupchtina de Serbie le 7 octobre 1912, publié dans le *Bulletin du Bureau Socialiste International*, n° 9 page 27.

toutes ses ressources habituelles. Ses fonds de réserve et ceux de son organe ont été complètement épuisés et il se demandait anxieusement comment il parviendrait à payer les prochaines échéances d'amortissement de la Maison du Peuple de Belgrade.

Section IV

LE SOCIALISME EN GRECE

I. — Le milieu et les origines.

Les conditions économiques, en Grèce, sont presque partout encore dans la période pré-capitaliste et dans les quelques régions du pays où l'industrie et le capitalisme se sont développés, il apparaît bien que la mentalité de la classe ouvrière est beaucoup plus arriérée qu'en Serbie, en Bulgarie ou même en Roumanie. Alors que dans ces pays, depuis un certain nombre d'années déjà, la connaissance des idées doctrinales du socialisme existe, chez un certain nombre d'intellectuels et dans une fraction de la classe ouvrière en Grèce il semble bien que, jusqu'à ces derniers temps, aucun mouvement socialiste stable et conscient ne se soit manifesté dans le prolétariat.

Il y a cependant plus d'un quart de siècle que la propagande des idées socialistes était commencée en Grèce par un riche et généreux intellectuel idéaliste et quelque peu utopiste, le professeur Platon Drakoulès, qui depuis n'a pas cessé d'y consacrer toutes ses forces et ses ressources.

C'est en 1885 qu'il fondait, à Athènes, une revue mensuelle, *Arden*, et qui traduisait en grec l'éloquent « Appel aux Jeunes » de Kropotkine. On raconte même que la lecture des brûlantes pages du révolutionnaire russe enthousiasma le jeune prince héritier, qui avait alors 17 ans.... Mais le socialisme se propose de convertir, d'éveiller la conscience

de classe des prolétaires, plutôt que la générosité éphémère des princes du sang. Et, après avoir été représenté au premier Congrès international de Paris, en 1889, le socialisme grec sembla être disparu de la scène politique pour de longues années.

Cependant, le 1er mai 1893, Drakoulès parlait devant de nombreux auditeurs à Athènes, et aux élections de 1893 obtenait 4,000 voix dans les circonscriptions de Patras et Athènes. En 1901, il fondait une revue *Erevna* (La Recherche) et peu après une « Ligue des classes ouvrières de Grèce ». Il était élu, peu de temps après, au Parlement grec, où il siégea plusieurs années.

Lorsqu'en 1909 se produisit l'insurrection militaire, celle-ci s'appuya, dans une certaine mesure, sur les éléments socialistes ou à demi-socialistes qui s'étaient manifestés à la suite de la propagande de Drakoulès sur un programme de « lutte contre la ploutocratie ». Le très habile politicien bourgeois qu'est l'actuel Premier Ministre grec, M. Venizelos, est d'ailleurs parvenu à canaliser en partie ce mouvement et à le faire servir à ses fins, en même temps qu'il contribuait à la formation de la coalition balkanique contre la Turquie — inspirée de l'idée lancée par les socialistes, d'une confédération de *toutes* les nations de la péninsule, ramenant cette idée généreuse, déformée, à la mesure des misérables ambitions et convoitises des différents petits États.

M. Venizelos a, d'ailleurs, rendu hommage aux socialistes dans un de ses récents discours, reconnaissant « l'existence en Grèce d'un courant socialiste ».

II. — L'Organisation socialiste.

Encore qu'il y eut eu différents mouvements spasmodiques que nous avons indiqués, depuis 26 ans, il n'y avait pas, jusqu'à ces temps derniers, le Parti socialiste prolétarien, proprement dit, en Grèce.

Le 1er mai 1911 fut fondé un Parti Socialiste ayant à sa tête un Conseil central de 18 membres. Il a actuellement un millier de membres. Ses revenus, pour l'année dernière, étaient d'environ 5,000 francs, ses dépenses d'environ 13,000, le déficit de 7,000 francs étant comblé par Drakoulès, le fondateur du Parti.

Son organe hebdomadaire *Erevna* tire à 4,000, dont 1,500 sont vendus et 2,500 distribués pour la propagande.

L'organisation *syndicale* est encore dans l'enfance, quoi qu'il existe un assez grand nombre de groupements corporatifs. D'après un rapport adressé en juillet 1911 au Bureau Socialiste International, il n'y en avait pas moins de 45.

Un commencement d'organisation socialiste et syndicale paraît s'être manifesté à Volo, Larissa et Patras, en Céphalonie et à Ithaque. Aux dernières élections de mars 1912, pour le Parlement hellénique, Platon Drakoulès, bien que battu, ne recueillit pas moins de 12,000 voix dans la circonscription d'Attique — sur 48,000 électeurs — il faillit être élu dans la circonscription formée par les deux îles de Céphalonie et d'Ithaque. Il n'y eut pas d'autre candidature du Parti.

On peut espérer que le socialisme grec se développera maintenant d'une façon régulière et normale et qu'entrant enfin en contact avec le mouvement plus conscient des autres États balkaniques, il pourra jouer un rôle utile dans l'action de nos camarades de la péninsule.

Section V

LE SOCIALISME EN BOSNIE-HERZÉGOVINE

Quoiqu'ayant été détachées de l'Empire ottoman dès le traité de Berlin et définitivement annexées à l'Empire austro-hongrois en 1908, la Bosnie et l'Herzégovine sont une partie

intégrante de la péninsule des Balkans et par leur situation géographique et par leurs habitants, chrétiens serbes ou musulmans turcs.

Sous la domination de la monarchie des Habsbourg, ces deux anciennes provinces ottomanes se sont beaucoup développées au point de vue économique, surtout au cours de ces dernières années. Alors qu'elles étaient tout récemment encore purement agraires, l'industrie commence maintenant à y grandir, principalement dans la capitale, Serejavo, et avec elle une classe ouvrière consciente, qui s'est organisée sur le double terrain politique et syndical, constituant des organisations nationales autonomes.

Le Parti Social-Démocrate de Bosnie-Herzégovine compte à l'heure actuelle environ 2,500 membres. Son secrétaire est le citoyen Brauko Hrisafovic, qui est en même temps son délégué au Bureau Socialiste International. Il a un organe hebdomadaire *Glas Slobode* publié à Serejavo. D'autre part, la Centrale syndicale, groupée autour de sa Commission générale, comptait à la fin de 1912, 6,869 syndiqués, ce qui représentait depuis deux années seulement un gain de près de 2,000 syndiqués.

Les travailleurs de Bosnie-Herzégovine subissent des conditions politiques fort oppressives, les gouvernements de Vienne et de Budapest ayant une tendance évidente à traiter les provinces orientales en colonies plutôt qu'en partie intégrante de l'Empire. La plupart des manifestations contre la guerre qu'ils tentèrent d'organiser au cours des années 1911 et 1912 furent interdites par le gouverneur impérial, malgré les demandes faites à Vienne par les élus socialistes autrichiens.

Le Parti social-democrate de Bosnie-Herzégovine a participé aux deux conférences interbalkaniques à Belgrade et a affirmé son adhésion au but commun des partis socialistes de la péninsule d'une République fédérative démocratique des Balkans.

Section VI

LE SOCIALISME DANS LA TURQUIE D'EUROPE

I. — Le milieu politique et social.

Ainsi que le disait le citoyen Laptchevitch, dans son remarquable discours devant la Skoupchtina serbe en octobre dernier, « la population de Turquie porte sur ses épaules un vivant et un mort : le capitalisme qui l'écrase de charges et prétentions, et le féodalisme qui ne donne aucune possibilité de développement des forces productives ».

Lorsque, après quarante années d'une domination sanguinaire, appuyée sur ce féodalisme dont parlait Laptchevitch, le sinistre tyran Abdul-Hamid fut renversé, en 1908, on put espérer que la Turquie allait se développer normalement, suivant les lois de l'évolution sociale et politique moderne, et qu'une transformation graduelle et une « européanisation » du vaste empire théocratique allait se produire pacifiquement. Mais ces deux forces hostiles que signalait Laptchevitch, d'une part, le capitalisme européen avec ses financiers rapaces qui se sont, depuis près d'un demi-siècle, abattus comme une nuée d'oiseaux de proie sur ce pays et qui l'épuisent, d'autre part, les anciens féodaux ottomans et aussi le nationalisme étroit d'un grande partie des réformateurs Jeunes-Turcs, ont paralysé l'œuvre de transformation de ce malheureux pays, tandis qu'au dehors les convoitises de ses voisins allaient précipiter les événements et en faire bientôt — du moins pour ce qui est de son domaine européen — une nouvelle Pologne.

Economiquement la Turquie en est demeurée presque partout à un mode de production pré-capitaliste. Sous le régime hamidien, l'incurie, la corruption ont paralysé tout développement des forces économiques, et c'est ainsi, par

exemple, que la plus grande partie de son vaste domaine asiatique est encore presque complètement dépourvu de voies ferrées et même souvent de routes carrossables. Partout l'industrie est encore dans l'enfance et la grande production capitaliste fait à peine son apparition sur certains points et dans certains domaines, comme la régie impériale des tabacs.

II. — Les organisations socialistes.

La plus importante des organisations ottomanes rattachées à l'Internationale est l'organisation révolutionnaire arménienne le Daschnakzoutioun, dont le terrain d'action est presque exclusivement la Turquie d'Asie. Nous l'étudierons donc plus loin dans notre chapitre sur le « Socialisme en Asie ».

Dans ce qui a été jusqu'ici la Turquie d'Europe, et dont la plus grande partie est appelée, dans un avenir prochain à faire partie intégrante de la Bulgarie, de la Serbie et de la Grèce, le centre socialiste de beaucoup le plus important est Salonique.

Salonique a été le centre d'un mouvement politique et social important. Berceau du mouvement Jeune-Turc, c'est d'elle que partit la révolution contre-hamidienne de juillet 1908, comme, six mois après, la résistance à la contre-révolution tentée par le maître de Yldiz-Kiosk. C'est également dans ce grand port de la mer Egée que s'est développé et qu'a grandi, dans ces cinq à six dernières années, un fort intéressant et important mouvement socialiste, groupé autour de la Fédération Socialiste et Ouvrière de Salonique comprenant des travailleurs de toutes les nombreuses races qui peuplent la cité : juifs-espagnols (les plus nombreux), bulgares, grecs, turcs, serbes, etc. Régulièrement depuis plusieurs années, la classe ouvrière salonicienne a participé, dans de grandes démonstrations, à la manifestation du 1er mai. Lors de la mort de Ferrer et dans un certain

nombre d'autres occasions semblables, elle communiait avec le prolétariat des autres pays dans son action internationale. Chacune de ces manifestations mobilisait des masses imposantes : les derniers meetings contre la guerre réunissaient 8 à 10.000 manifestants.

D'autre part, dans une série de grèves, les ouvriers de Salonique, malgré la mauvaise volonté des dirigeants, obtenaient d'importantes augmentations de salaire. Aux premières élections pour le Parlement ottoman, l'un des sièges de Salonique était conquis par les socialistes. C'était en effet le citoyen Vlakoff, un macédonien bulgare, qui était élu. Seule la pire pression électorale et une fraude éhontée pouvaient lui faire perdre son siège aux élections détestablement truquées que les dirigeants — pour le malheur du pays — « firent » en 1912. La Fédération socialiste de Salonique s'est attachée à poursuivre, dans les différentes langues parlées par les habitants de la cité, une propagande méthodique des idées socialistes, et rien n'est plus curieux que ses manifestes, publiés par exemple pour le 1er mai, en cinq ou six langues — turc, bulgare, « ydish » espagnol, grec et français (on parle beaucoup français à Salonique).

Dans ces derniers temps, les persécutions des gouvernants turcs, puis la guerre, ont naturellement beaucoup entravé l'action de nos amis de Salonique, et c'est ainsi qu'un de leurs principaux militants, le citoyen Benaroya, sous prétexte qu'il était d'origine bulgare, fut expulsé par les gouvernants turcs. Il n'est pas douteux que dans le nouvel État dont ils feront partie — et qui sera probablement la Bulgarie — les travailleurs organisés de Salonique n'apportent un appoint considérable au mouvement socialiste.

A côté de la Fédération de Salonique, il nous faut citer le *Groupe d'Etudes sociales* de Constantinople, constitué à Constantinople, principalement parmi les ouvriers grecs-ottomans, au lendemain de la révolution jeune-turque, quoique les dirigeants eussent refusé de lui donner l'auto-

risation légale. Ce groupement possède un petit journal en langue grecque l'*Ergatis* (l'Ouvrier), qui a réussi à élargir le petit cercle de militants du début et s'est activement employé à l'éducation et à l'*organisation syndicale* des masses ouvrières de la grande cité du Bosphore. C'est ainsi qu'il organisa d'abord deux syndicats, des tailleurs et des ouvriers en parapluies. Ces derniers purent, grâce à leur organisation, conquérir, dans ces derniers temps, une augmentation de salaires de 20 o/o et réduire leurs heures de travail de 12 à 9. Dans la suite, furent constitués des syndicats des *ouvriers du port,* des *meuniers,* des *confiseurs,* des *menuisiers,* des *tapissiers,* des *relieurs,* des *employés,* des *typographes,* des *tailleurs pour dames,* des *coiffeurs* (1).

En dehors de ces deux groupements de Salonique et de Constantinople et du Parti arménien, quelques tentatives de propagande et de groupement socialistes se sont produits sur différents autres points de la Turquie d'Europe, notamment dans la Vieille Serbie, à Uskub, où existaient plusieurs organisations corporatives.

D'autre part, il faut signaler l'influence exercée par plusieurs militants étrangers, notamment Parvus, un réfugié russe qui habite depuis trois ans Constantinople et qui fut longtemps un des écrivains et des économistes les plus estimés de la Social-Democratie allemande, et un français, le citoyen Coupette, l'un et l'autre collaborateurs du journal le *Jeune-Turc,* publié en langue française, à Constantinople, par un groupe de libéraux. Ce journal s'honora en défendant contre ses amis politiques le droit de coalition et de grève, qui avait été brutalement contesté à la classe ouvrière par le ministre des travaux publics, Djavid bey, dans un discours d'ailleurs fort maladroit, qui fit le plus grand tort à son parti.

---

(1) Rapport du Groupe d'Etudes Sociales de Constantinople au Bureau Socialiste International dans le *Bulletin du Bureau,* n° 8, pages 68 et 69.

CHAPITRE XIV

LE SOCIALISME EN ASIE

Ses conditions de développement.

Dans l'antique continent asiatique, où naquit la civilisation, dans ces contrées immenses, berceau de l'humanité, que sont l'Asie Mineure, l'Inde, la Chine, la Perse, le Japon, le progrès économique et social parut pendant longtemps comme paralysé. La production et l'échange, les idées et les mœurs, les institutions politiques et les conceptions philosophiques et morales semblaient à jamais figées dans les formes anciennes. C'étaient par excellence les pays du despotisme et de la servitude des masses. Jamais, pouvait-on croire, le Socialisme, ni la Démocratie ne pénétreraient dans ces immenses multitudes, ployées par des siècles et des siècles d'esclavage, ne connaissant d'ailleurs ni la grande industrie, ni la vie moderne.

Mais là comme partout se vérifie d'une remarquable manière l'exactitude des lois du développement historique des nations découvertes par Marx et Engels, il y a plus d'un demi-siècle. Le capitalisme moderne étend son emprise formidable sur ces immenses régions du globe, il envahit la Chine, le Japon, l'Inde, la Perse, la Turquie d'Asie et, avec lui, toutes les idées, tous les besoins modernes d'indépendance et de liberté, et leur conclusion naturelle et inévitable : le Socialisme.

Section I

LE SOCIALISME EN ARMÉNIE

I. — Le milieu

L'antique Arménie, dont le territoire s'étend pour la plus grande partie à l'intérieur des frontières de la Turquie d'Asie — de l'Anatolie — comprend également une portion du territoire de l'Empire russe, dans le Caucase, et les provinces septentrionales de la Perse.

Les conditions de vie et de développement du peuple arménien, demeurées encore presque partout purement agraires, en même temps que les luttes effroyables de race et de religion qui, dans ces mêmes régions, le mettent partout aux prises — lui aryen et chrétien — avec les musulmans, kurdes, turcs et tartares, contre lesquels il combat depuis un quart de siècle désespérément pour échapper à une complète extermination, constituent autant de conditions politiques et économiques peu favorables au développement du socialisme. C'est cependant l'honneur des Arméniens, ou du moins de la fraction militante et révolutionnaire de ce malheureux peuple, d'avoir depuis longtemps proclamé son attachement aux principes du Socialisme international. Même « lorsqu'il aurait été chimérique, dans un pays où n'existait pas les droits les plus élémentaires de sécurité de la vie et des biens, où les moyens de production et les voies de communication étaient encore dans un état primitif, de poursuivre des fins socialistes immédiates » (1), les organisations révolutionnaires arméniennes affirmaient leur adhésion au but commun du prolétariat uni-

(1) Voir dans le *Mouvement Socialiste* du 15 janvier 1901, l'article de Mikaely : La Crise Arménienne et le Monde Socialiste «.

versel. La plus ancienne et la plus importante de ces organisations est le « Daschnakzoutioun » la « Fédération » constituée vers 1890, à Genève, par des étudiants arméniens, russes surtout, qui étend ses ramifications à l'Arménie turque, à l'Arménie russe et à l'Arménie persane, et adhère au Bureau socialiste international depuis que celui-ci a été constitué.

II. — Dans l'Arménie turque.

Nous allons examiner son action dans chacun des trois pays sur lesquels il s'étend.

Le Daschnakzoutioun est évidemment au premier degré une organisation défensive et militante de la race arménienne, menacée sans cesse des plus atroces tueries. Il a pris à tâche dès sa formation d'armer la population de l'Arménie turque et de la rendre capable de résister aux agressions permanentes des sauvages hordes kurdes ou des réguliers turcs. Dans les montagnes du Sassoun ses héroïques « fédaïs »(1) zeitouniotes ont tenu tête avec un courage indomptable aux armées du Grand Assassin Abdul-Hamid. Au moment des grands massacres où périrent 200,000 êtres humains, en 1896, le « Daschnakzoutioun » répondait à Constantinople par l'assaut de la Banque ottomane, envahie par une poignée de révolutionnaires armés de bombes et ainsi touchait au cœur la haute finance européenne, alliée et complice de Hamid.

Les mêmes révolutionnaires arméniens prirent une part considérable à la révolution de 1908 en Turquie et à la chute du Sultan Rouge. Dès 1902, s'élevant au-dessus de tout préjugé de race ou de religion, ils s'étaient efforcés d'unir dans un Congrès, à Paris, les partis d'opposition de l'Empire ottoman, aussi bien musulmans que chrétiens. Sous leur influence

(1) *Fédaïs* signifie « celui qui se sacrifie ».

les éléments jeunes-turcs renonçaient à leur idée de l'« évolution légalitaire », préconisée par Ahmed-Riza dans son organe, le *Mechveret*, pour passer à l'action révolutionnaire indispensable. En janvier 1908 se tenait à Paris un nouveau Congrès des « fractions révolutionnaires de l'Empire ottoman ». Cette fois, le principe d'une révolution violente était unanimement adopté : une vaste conspiration se prépara. A Van, à la veille même de la révolution, le gouvernement saisissait plus d'un millier de fusils et un million de cartouches. Quelques jours après, l'armée turque de Macédoine se soulevait et Abdul-Hamid capitulait, accordant une constitution à l'Empire ottoman. On sait comment il fut, quelques mois après, détrôné, après une tentative de contre-révolution.

Dans le nouveau régime, dont ils avaient été parmi les fondateurs, et dont ils ont toujours défendu depuis les conquêtes, les Arméniens, comme les autres fractions non-turques de la population, comme les groupements socialistes de Salonique, se heurtaient aux conceptions nationalistes étroites, au jacobinisme et à l'autoritarisme d'une partie des jeunes-turcs imprégnés de conceptions féodales et semi-capitalistes.

Au nouveau Parlement ottoman, les élus socialistes arméniens étaient amenés à défendre, avec le député socialiste de Salonique, Vlakoff, le droit de coalition de la classe ouvrière menacé par les gouvernants jeunes-turcs. Ceux-ci avaient été très effrayés par l'éveil des masses :

Les antagonismes de classes, étouffés sous l'ancien régime, se réveillèrent soudainement et dès que le mot magique de « liberté » retentit dans les villes industrielles, les grèves éclatèrent de toutes part, comme un déchaînement d'ouragan ; les masses travailleuses, chrétiennes et musulmanes, ouvriers d'usines et de fabriques de tabac, papier, prolétaires de mines, employés de chemins de fer, de tramways, de ports, d'imprimeries, la plupart inorganisés, abandonnèrent le travail, demandant l'amélioration de leur sort, causant une douloureuse surprise aux dirigeants de la Jeune Turquie qui, pendant les vingt années de leurs pérégrinations occidentales, n'ont malheureusement rien appris de l'expérience des peuples avancés

et ont toujours ignoré et fui les mouvements de la nouvelle Internationale (1).

Les députés arméniens Zorab et Vartakes appuyèrent éloquemment Vlakoff dans sa réponse au ministre Djavid bey et dans la défense des idées socialistes.

L'organisation du « Daschnakzoutioun » fut, jusqu'à la révolution, composée surtout de petits groupes de partisans, comprenant une « bande mobile ou volante » et assistée des groupes suivants :

Un *Groupe militant*, au nombre de 30 à 50 hommes, chargés de rester toujours à l'intérieur du village pour le défendre en cas d'attaque; un *Groupe auxiliaire* ou « financier », chargé de trouver les ressources matérielles; un *Groupe militaire*, pour procurer des armes; un *Groupe de femmes*, chargé spécialement d'assurer le transport des lettres, la correspondance entre les différentes localités.

Depuis la révolution, ces groupes se sont réorganisés sous une forme appropriée aux conditions modernes. Ils comprennent actuellement des :

1. Groupes politiques ou militants;
2. Unions de paysans;
3. Syndicats professionnels;
4. Unions coopératives (coopératives de consommation);
5. Unions d'intellectuels.

Voici ce que le rapport du Parti du Congrès de Copenhague indiquait sur leur activité :

Les groupes d'intellectuels sont chargés de la propagande orale et écrite. Ils publient des journaux, créent des salles de lecture et des bibliothèques, organisent des meetings, souvent avec la participation des démocrates jeunes-turcs. A l'ordre du jour de ces nombreuses réunions figure presque toujours l'épineuse *question de races*. Sans cesse, les camarades prêchent la solidarité des peuples et l'entente de tous les sincères constitutionnalistes, en face du danger permanent de la contre-révolution.

---

(1) Rapport présenté au Congrès de Copenhague par le « Daschnakzoutioun », p. 19.

Mais les questions sociales ne sont point négligées. Les « daschnakzakans » sont convaincus que les réformes sociales et agraires, l'amélioration du sort des grandes masses musulmanes sont le moyen le plus efficace pour gagner ces masses ignorantes à la cause de la constitution et pour neutraliser une fois pour toutes les intrigues réactionnaires. Et nous développons sans cesse cette thèse fondamentale dans nos publications et nos meetings.

Dans les Unions paysannes, comme dans les Coopératives et les Syndicats, nos propagandistes cherchent à éveiller la conscience de classe parmi les travailleurs et à les préparer pour les luttes futures. Ils leur apprennent à entrevoir et à comprendre, au-dessus des intérêts immédiats et en dehors de la satisfaction des besoins quotidiens, l'idéal final des luttes émancipatrices : le Socialisme (1).

Aux élections de 1908, dans la plate-forme électorale du « Daschnakzoutioun » figuraient, entre autres :

1. Socialisation de toutes les terres appartenant à la Couronne.

2. Remaniement radical du système fiscal ; institution de l'impôt progressif sur les revenus et les successions.

3. Assurance par l'État contre les fléaux naturels.

4. Réglementation du travail (limitation de la durée, abolition du travail de nuit pour les femmes et les enfants ; interdiction du travail pour les enfants de moins de 15 ans ; assurance aux frais de l'État et des patrons contre les accidents, la maladie, la vieillesse et le chômage).

Ce programme peut sembler modeste aux Européens, mais ce sont « les premiers tâtonnements de la Démocratie et du Socialisme dans le sombre labyrinthe de l'Empire ottoman. »

Le Daschnakzoutioun, sur les 11 députés que l'Arménie avait dans le seul Parlement régulièrement élu que la Turquie ait eu jusqu'ici, en comptait 4 ; un cinquième député socialiste arménien appartenait à l'autre organisation, le *Hentchak*, constitué vers la même époque que le Daschnakzoutioun, et qui a également, depuis son origine, toujours affirmé son

(1) Ouvrage cité, page 29 et 29.

adhésion aux principes socialistes. Avec Vlakof, ils constituaient donc un groupement de 6 élus socialistes.

Il faut ajouter que les 6 autres élus arméniens, quoique n'adhérant pas à l'Internationale, subissaient très fortement l'influence du « Daschnakzoutioun ».

La Presse de l'organisation révolutionnaire arménienne comprend d'abord son organe mensuel central et théorique, le *Droschak* (le Drapeau), publié à Genève; un grand quotidien, l'*Azadamart* (la Lutte pour l'Emancipation), paraissant à Constantinople; le *Harradj* (En Avant), paraissant bi-hebdomadairement à Erzeroum; l'*Hayrenik* (la Nation) hebdomadaire des colonies arméniennes des Etats-Unis, à Boston. En outre, le « Daschnakzoutioun » possède en Arménie persane un organe bi-hebdomadaire, *Aravot* (le Matin), paraissant à Tabriz.

Parmi les brochures et les autres publications ou volumes qu'il a publiés et qui montrent la propagande faite par lui, ayant pour auteurs soit des militants du Parti, comme Warandian, Aknouni (Malounian), qui dirige en même temps son organe quotidien, *Azerdamart*, soit des militants du Parti socialiste révolutionnaire russe ou de l'Internationale, citons : Araratsky, V., *Les partis politiques en Russie; Lettre de socialiste;* Abegh, *Système électoral démocratique;* Aknouni, *Vers la lutte;* Andranick, *Instructions militaires;* Chichko, L., *Le programme agraire et le socialisme scientifique* (trad. du russe); *Programme minimum;* Douman, *Organisation de la Défense;* Jaurès, J., *La propriété bourgeoise et son expropriation future* (extrait d'un discours); Kajak, *La Fédération;* K. Kautsky, *La question nationale en Russie;* F. Lassalle, *L'essence de la Constitution;* Nicolaïeff, *Coopération;* Schahatun, *Fédéralisme et principes démocratiques;* Tadavos, *La grande Révolution;* Tchernoff, V., *A propos de la théorie de la lutte de classe* (trad. du russe); *Prolétariat et paysans;* Toptchian, *Syndicats professionnels;* Vandervelde, Emile, *La situation de la classe ouvrière en Belgique;* Waran-

dian, *La régénération du peuple, notre rôle et nos devoirs; Organisation de la Défense; Le parti « Daschnakzoutioun »* (Programme et tactique); *Le Spencérianisme devant la conception du monde moderne; La Vendée Tartare; Milices populaires;* Zac, *La terre et le capitalisme* (trad. du russe); Zavarian, *Décentralisation.*

En dehors du « Daschnakzoutioun », nous avons déjà indiqué qu'il existait une organisation révolutionnaire arménienne, le *Hentchak*, qui, dès 1890, organisait des manifestations à Constantinople, lesquelles eurent un grand retentissement.

Les Hentchakistes avaient un élu au Parlement ottoman. Ils possèdent notamment un groupe d'étudiants socialistes, à Constantinople, qui est assez actif, et des groupements d'émigrés aux Etats-Unis, dans le Massachussets.

III. — Dans l'Arménie russe.

Il y a un million et demi d'Arméniens habitant le Caucase russe. C'est là que fut, ainsi que nous l'avons indiqué, le berceau du « Daschnakzoutioun ». C'est chez les intellectuels arméniens de Tiflis — soit dans leur pays, soit en Suisse — comme chez les ouvriers arméniens de Bakou et de Tiflis, que l'organisation est née. Les principaux militants, Warandian, Malounian, le poète Aharonian, sont, d'ailleurs, Arméniens russes.

Dès l'origine, ces éléments se sont naturellement heurtés au régime tsariste. Le bureaucrate russe, comme le pacha hamidien, haïssait chez les intellectuels arméniens l'esprit d'indépendance et de liberté, il détestait d'une manière générale l'esprit de progrès et les conceptions hardies et novatrices de ce peuple, qui en font par excellence le représentant de la culture moderne et de la civilisation occidentale en Orient. Le mot fameux du prince Lobanof, ministre des affaires étrangères du tsar, lors des grands massacres hami-

diens, auquel on parlait des visées moscovites sur l'Arménie, est caractéristique : « Oui, disait-il, nous voulons l'Arménie... mais sans les Arméniens.! »

Et c'est ainsi que, lors de la révolution russe, en 1905 et 1906, pour répondre au mouvement enthousiaste du Caucase, où, dans un élan grandiose, Russes, Arméniens et Géorgiens acclamaient la cause de la liberté et arboraient partout le drapeau rouge de l'Internationale, cet « éternel ennemi de l'émancipation » qu'est le tsarisme organisait systématiquement une contre-révolution, avec l'aide de la « Vendée tartare », créant une diversion sanglante avec des masses tartares fanatisées et des « pogromes » d'Arméniens, qui étaient le digne pendant des pogromes de Juifs dans le restant de l'Empire.

Grâce à son organisation et à son énergie, après dix-huit mois de luttes sanglantes, le « Daschnakzoutioun » parvint à repousser ces hordes fanatisées, mais ce ne fut que pour se voir en butte aux persécutions féroces du gouvernement russe, qui entama contre le parti révolutionnaire arménien un procès monstre, dans lequel furent impliqués plus de cinq cents militants du Daschnakzoutioun, dont le poète Aharonian. Son emprisonnement prolongé pendant un an et demi provoqua de virulentes protestations de la part des plus éminents esprits de l'Occident et notamment du grand écrivain français Anatole France, qui obligèrent les bureaucrates russes à le mettre en liberté provisoire. Le Sénat impérial jugea finalement plus de cent « inculpés », qui furent condamnés à de cruelles peines d'emprisonnement ou à la déportation en Sibérie. Dans la lutte contre le tsarisme, le Daschnakzoutioun arménien se rapprochait par sa tactique du Parti socialiste révolutionnaire russe, adoptant notamment la résolution suivante :

L'assemblée plénière du « Daschnakzoutioun » constate ; 1° que la *conscience socialiste* des grandes masses prolétariennes et paysannes, tout en étant une force merveilleuse et redoutable, ne suffit ce-

pendant pas pour détruire la puissante machine du despotisme; 2° que cette conscience doit avoir pour corollaire la *préparation révolutionnaire* ou militaire, afin de pouvoir résister au baïonnettes.

Les masses doivent être armées — du moins en partie — elles doivent être préparées, éduquées militairement pour l'offensive comme pour la défensive.

La dernière fois où il fut possible aux populations de l'Empire russe de faire entendre vraiment leur voix, aux élections pour la deuxième Douma, le « Daschnakzoutioun » subit au Caucase, comme toutes les organisations socialistes de Russie, la crise douloureuse causée par la féroce répression tsariste. En dehors de lui existe la *Social-démocratie arménienne,* qui fut constituée en 1905, sur la base du programme du Parti Ouvrier Social-Démocrate russe, et qui compte une certain nombre d'adhérents dans les villes industrielles du Caucase, et notamment parmi les nombreux ouvriers des usines pétrolifères de Bakou, où elle réunit, vers 1906, près de 3.000 adhérents, constitua des Syndicats, publia des journaux, *Kiank* (la Vie) et *Dzain* (la Voix) à Bakou où elle publia même pendant quelque temps un organe quotidien, *Banor* (l'Ouvrier), supprimé par le gouvernement russe.

IV. — Dans l'Arménie persane.

Le « Daschnakzoutioun » s'étend également sur la Perse, où il a pris dans ces dernières années, une part importante à la lutte pour la liberté et le régime constitutionnel. Ainsi qu'on le verra plus loin, le centre de cette lutte a été la province septentrionale d'Aderbeidjan, dont Tabriz est la capitale, et où les Arméniens sont nombreux. C'est à un d'entre eux, à un membre de la « Fédération » auquel les constitutionnalistes persans firent appel pour diriger leurs forces. Yeprim (ou Efrem) qu'on appela parfois le « Garibaldi de la Perse », sous le titre de préfet de police de Téhéran, fut, en réalité, l'âme de la lutte révolutionnaire contre la

Vendée persane, les tribus réactionnaires ayant comme chef et inspirateur l'ancien shah Mohamed-Ali, et appuyé sur la Russie. Lorsque Yeprim mourut, au début de cette année passée, il fut pleuré par toute la Perse émancipée. Ce révolutionnaire arménien, d'origine chrétienne, avait été l'idole de tous les musulmans persans pénétrés des idées libérales et démocratiques.

A Tabriz, et dans tout l'Aderbeidjan, aux côtés de Sakar khan et des social-démocrates persans, les militants arméniens ont joué un rôle important, et de nombreux « fidaïs » sont restés sur les champs de bataille de la liberté persane. Au Medjliss, ou Parlement de Téhéran, il y eut un député socialiste arménien, membre du « Daschnakzoutioun », lequel possédait à Tabriz un organe bi-hebdomadaire, l'Aravot (*le Matin*).

Section II

LE SOCIALISME EN PERSE

I. — Les origines du mouvement.

Ce n'est pas un des faits les moins extraordinaires de ces dernières années que l'éveil à la vie démocratique de l'antique peuple d'Iran, l'apparition d'un esprit ardent de liberté et d'indépendance chez ces musulmans de Perse qu'on nous dépeignait comme endormis à jamais dans une apathie séculaire et un traditionnel respect de l'autorité absolue de leurs dirigeants. Contre la tyrannie du Shah, un remarquable mouvement révolutionnaire s'est produit, ayant son origine dans la province septentrionale d'Aderbeidjan, limitrophe du Caucase russe. Il a profondément subi l'influence des éléments ardents qui y dominèrent pendant toute la révolution russe et en particulier celle des Social-Démocrates caucasiens, qui

furent l'âme de l'énergique groupe social-démocrate de la deuxième Douma, avec leurs élus Zeretelly et Djaparidze.

Un social-démocrate russe, le citoyen Pavlovitch, qui a publié des monographies extrêmement documentées de la révolution persane et qui connaît d'ailleurs à fond toutes les questions caucasiennes, a décrit ainsi le milieu où est né le mouvement persan :

La vieille culture persane, la vie recluse du pays, ont subi une évolution pendant les derniers temps. La tyrannie du shah, l'incurie d'une administration tombée entre les mains des khans et des mollahs, avaient amené la ruine de ce pays, autrefois si glorieux. La division du pays en petites principautés et khanats a empêché le développement de l'industrie intérieure, et le commerce fut accaparé par les capitalistes étrangers. Jusqu'à présent, la Perse ne possède ni chemins de fer, ni fabriques, ni usines.

Le capital étranger, en ruinant le pays, a fini par créer une situation telle que la population ne se trouve composée que de l'élément féodal, c'est-à-dire de khans ignorants ou corrompus d'une part, et de paysans misérables, d'ouvriers dégradés par une extrême misère d'autre part. En raison de l'oppression des khans et du Shah, les commerçants et les pauvres qui cherchaient à gagner leur vie, ont été contraints de quitter la Perse pour aller au Caucase ; les marchands persans faisaient le commerce des produits de l'industrie nationale, les ouvriers travaillaient dans les usines et fabriques russes, tout en conservant des relations avec leur patrie. En Transcaucasie, en Russie, en dehors de leur pays, les *Persans s'assimilaient de nouvelles mœurs, s'initiaient au nouveau régime, s'appropriaient de nouvelles idées, une nouvelle culture et de nouvelles conceptions* (1).

Ainsi des cercles libéraux et constitutionnalistes commencèrent à se former en Perse, bientôt un mouvement révolutionnaire se développa, comprenant surtout avec les artisans et les ouvriers conscients, les commerçants et les mollahs, le clergé mulsuman chiite, très pauvre, formant un véritable prolétariat intellectuel qui lutta avec le plus d'âpre volonté pour la constitution.

---

(1) *Revue du Monde Musulman* (février 1911) : « Le Caucase et la Révolution persane, par M. Pavlovitch, page 325.

II. — La lutte pour la Constitution et le rôle des socialistes.

En 1905, le shah Mouzaffer Eddin, sous l'influence des événements de Russie, donnait une constitution à la Perse. Mais quelques années après, son fils Mohamed Ali, qui lui succédait, s'inspirant également de la situation russe, où la réaction venait de triompher et prenant comme conseiller le colonel des cosaques Liakoff, dispersait brutalement le Medjliss ou Parlement persan, dont l'édifice était bombardé et à moitié détruit par les cosaques féroces de Liakoff. Tout était mis à feu et à sang et un certain nombre de députés massacrés. Mais alors la résistance révolutionnaire s'organisait à Tabriz où s'étaient réfugiés les députés du Medjliss détruit. La grande cité de l'Aderbeidjan ne tardait pas à se soulever sous la direction de trois militants, l' « outlaw » Sattar Khan, le terrassier Baghir Khan, le jardinier Karb-Housseine. En même temps les socialistes russes du Caucase et en particulier les Comités social-démocrates de Tiflis et Bakou décidaient d'apporter tout leur appui aux révolutionaires persans. Ils donnaient ainsi une immense popularité à l'idée socialiste en Perse et amenait à elle l'élite des combattants de la liberté.

Une série de détachements révolutionnaires d'ouvriers, de techniciens et de réservistes social-démocrates russes, malgré la surveillance rigoureuse du gouvernement tsariste, passaient la frontière et porteurs d'armes nombreuses et d'explosifs venaient se joindre aux défenseurs de Tabriz. Aussi à partir de cette époque, les social-démocrates furent-ils populaires entre tous, dans les milieux constitutionnalistes persans. L'organisation de Bakou envoyait à Tabriz 22 membres de la milice qui apportaient avec eux 40 fusils, du système Berdan, quelques milliers de cartouches et près de 50 bombes toutes prêtes. Ils eurent à parcourir à pied plus de 300 kilomètres à travers le pays gardé par les réactionnaires. Les

social-démocrates russes qui allèrent ainsi au devant de la mort pour lutter pour la liberté persane, payèrent souvent de leur vie leur dévouement et leurs sacrifices. Un certain nombre furent tués dans les combats qui suivirent, ils étaient moins à plaindre que ceux qui tombaient vivants aux mains des réactionnaires : 7 furent ainsi pris après le combat de Sophiani, torturés et ensuite brûlés vifs (1).

Cependant bientôt le gouvernement russe décidait d'intervenir directement et de mettre un terme à l'insurrection de Tabriz, où le rôle joué par les socialistes russes l'inquiétait tout particulièrement. Le général Snarki passait la frontière et entrait dans Tabriz où il commettait les pires atrocités.

Mais pendant ce temps, les révolutionnaires persans, quelques social-démocrates russes et le révolutionnaire arménien Yeprim s'emparaient de Recht, autre centre important, tandis que les tribus Backhtiaris, qui n'ont pas cessé de défendre avec courage et résolution la cause de la liberté, maîtres d'Ispahan, s'unissaient bientôt à eux et s'emparaient de Téhéran, où Mohamed Ali était détrôné, les députés au Medjliss délivrés et la Constitution rétablie.

III. — Les Social-Democrates persans.

Nul ne contribua à ce succès autant que le petit groupement des socialistes persans. Dans toutes ces luttes pour la liberté politique, l'organisation ou « andjouman » qui s'était constituée sous le nom de Parti Social-Démocrate de Perse joua un rôle considérable. Sattar Khan, Baghir-Khan, les héros de Tauris étaient parmi ses adhérents. Plusieurs des députés au Medjliss et des combattants actuels de la révolution persane en font partie.

Voici le curieux manifeste que le Parti lançait au lendemain de la victoire des constitutionnalistes, dès 1908, et qui fut distribué par milliers dans tout le pays :

(1) *Revue du Monde Musulman*, article cité page 328.

Que tous les pauvres s'unissent! Nous Social-Démocrates, défenseurs de l'Islam en Perse, souhaitons la bienvenue, en ce grand jour de la déclaration de la Constitution persane, à tous les amis de la liberté, à quelque nationalité qu'ils appartiennent. Nous souhaitons spécialement la bienvenue aux oulémas et aux marchands, zélés travailleurs de la cause populaire et de l'Islam en Perse, qui ont fait le sacrifice de leurs biens et de leurs vies pour atteindre ce but sacré.

Voilà pourquoi nous dressons le drapeau rouge de la liberté et pourquoi nous ne permettrons pas à une poignée d'hommes, ennemis de la justice, de couvrir du voile de leurs intérêts égoïstes les brillants rayons de la Constitution que nous avons obtenue avec tant de difficultés et au prix de notre sang.

Vivent les amis de la liberté et de la Constitution!

Que le mépris et la défaite soit l'apanage des égoïstes.

LES SOCIAL-DÉMOCRATES PERSANS, *défenseurs de l'Islam.*

Ce manifeste qui montre, ainsi que l'observe M. Pavlovitch, l'influence du clergé musulman sur la révolution persane, porte en même temps l'empreinte assez naïve de conceptions socialistes encore plutôt vagues. .

Les circonstances politiques et économiques, la lutte désespérée que le peuple persan poursuit pour le maintien de sa liberté et de son indépendance nationale, à la fois contre la réaction intérieure et contre la menace croissante de l'absolutisme russe, aidé de l'Angleterre grâce à la détestable diplomatie de cet étrange « libéral » qu'est le ministre des affaires étrangères britannique, Sir E. Gray, ne sont pas de nature à favoriser le développement de la conscience socialiste en Perse. Les appels publiés cependant par le Bureau International depuis cette époque, l'accent socialiste si net qu'on y sent montre que là aussi le Socialisme « est venu pour rester » et qu'il deviendra bientôt une force avec laquelle on devra compter (1).

---

(1) Nous ne pouvons que renvoyer nos lecteurs qui désireraient étudier plus à fond la révolution persane au beau livre du professeur Browne de l'Université de Cambridge. *The Persian Revolution* (1905-1909).

Section III

LE SOCIALISME EN SIBÉRIE

I. — Ses origines. — Pendant la Révolution.

Dans cette immense dépendance de l'Empire russe, qui couvre 12 millions de kilomètres carrés, soit 24 fois la superficie de la France, et dont la population est inférieure à celle de la Belgique, le tsarisme n'a pas cessé depuis un demi-siècle d'exiler les plus vaillants et les plus nobles fils de la terre slave. Depuis Tchernichewsky jusqu'aux militants de la révolution de 1905-1907, le flot des déportés s'est sans arrêt déversé sur les régions les plus glacées et les plus sauvages de la Sibérie.

Cependant la Sibérie n'est plus uniquement « le cachot vaste et noir » du tsar, dont jadis parlait Hugo. A côté de ses gigantesques plaines incultes et inhabitables, elle comprend des régions riches et dont le climat, pendant une partie de l'année, est assez tempéré. C'est là que ce sont développés le commerce et l'industrie, dans des centres tels que Tobolsk, Tomsk et surtout dans la lointaine capitale orientale, Irkoutsk, grande cité de 70,000 habitants, reliée aujourd'hui au monde par le Transsibérien et qui est un centre industriel important — le grand marché où aboutit tout le commerce de la Sibérie orientale, de la Mongolie et de la Chine septentrionale.

Des centaines de milliers de socialistes et de révolutionnaires russes, et avant eux les insurgés polonais connurent l'exil en Sibérie. Beaucoup s'en échappent ou leur peine terminée rentrèrent en Europe. Un certain nombre de déportés demeura dans le pays et influença fortement la mentalité de ses habitants. Comme chez nous, la Guyane sous

l'Empire, alors qu'elle était le lieu de déportation des républicains, la Sibérie a, depuis très longtemps, été pénétrée d'un ardent esprit de revendication et d'opposition au régime tsariste.

Pendant la révolution, en 1905 et 1906, tous les centres sibériens furent le théâtre de manifestations révolutionnaires imposantes. Des groupements du Parti Socialiste Révolutionnaire, comme du Parti Ouvrier Social-démocrate se créaient à Irkoustk, Krasnoïarsk, Tomsk, Omsk, Tchita. A Krasnoïarsk, comme d'ailleurs dans plusieurs autres centres, on avait proclamé à la fin de 1905 et au début de 1906 la *République sibérienne*. La répression fut impitoyable et l'effroyable grillade de Tomsk où les bandes noires appuyées par les troupes, incendièrent le théâtre rempli de socialistes et de révolutionnaires et brûlèrent vivants tous les assistants est demeuré l'épisode le plus tragique de cette terrible période.

Actuellement, des groupes du Parti Ouvrier Social-Démocrate existent à Irkoutsk, Tomsk, Krasnoïarsk, et dans la plupart des stations du Transsibérien. Toutes les organisations socialistes sibériennes sont « illégales » et secrètes, ce qui naturellement ne nous permet pas d'indiquer les noms de leurs militants, en dehors des élus. Nous pouvons cependant citer leur principal théoricien, Nicolas Rojkoff, ancien professeur à l'Université de Moscou, historien et économiste marxiste réputé, qui, déporté, participe activement au mouvement à Irkoutsk.

C'est surtout à Irkoutsk que la force du mouvement socialiste apparaît comme incontestable. Cette cité, la plus grande et la plus importante de la Sibérie, est en même temps un centre intellectuel dont l'Université compte des professeurs réputés.

La classe ouvrière et les intellectuels n'ont pas cessé, malgré l'écrasement de la révolution, d'y demeurer fidèles au Parti Social-Démocrate. A la deuxième Douma, le député

d'Irkoutsk était le Dr Mandelberg, un des militants les plus écoutés du groupe parlementaire social-démocrate, qu'il représentait au Congrès International de Stuttgart. Dans le discours éloquent qu'il prononçait alors devant la Conférence interparlementaire, l'élu d'Irkoustk montrait par ses fières paroles, la netteté de ses conceptions socialistes :

Lorsque, déclara-t-il, à Pétersbourg, à la tribune de la Douma, nous combattions le despotisme et luttions pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour l'émancipation de la Russie — nous défendions une cause qui n'est pas seulement la nôtre — nous luttions pour une cause commune à tous les Social-Démocrates, à tous les prolétaires, nous défendions la cause du prolétariat du monde entier, puisque la classe ouvrière ne compte dans le monde entier aucun ennemi aussi féroce et cruel que l'autocratie despotique. La lutte que nous soutenons contre le gouvernement tsariste est en même temps la lutte pour le triomphe de la grande cause du prolétariat mondial!

Menacé d'une condamnation semblable à celles qui frappèrent ceux de ses collègues de la deuxième Douma que le tsarisme put saisir, Mandelberg vit maintenant en exil à l'étranger.

Irkoustk n'était d'ailleurs pas le seul centre sibérien qui eut élu des socialistes à la deuxième Douma. La Sibérie occidentale était également représentée par deux social-démocrates, les citoyens Vinogradoff et Golovanoff. Ils furent compris dans l'infâme procès machiné par Stolypine contre les députés social-démocrates, accusés d'avoir organisé un prétendu « complot militaire ». L'un fut condamné aux travaux forcés, l'autre à la déportation perpétuelle.

Malgré ces persécutions terribles, la Sibérie est demeurée une des régions de l'Empire la plus irréductiblement attachée au Socialisme et à la Révolution.

A la 3e Douma, sa représentation totale bien réduite par la nouvelle loi électorale du 3 juin 1907, comprenait encore cependant deux élus démocrates socialistes, les citoyens Bieloussof, député d'Irkoutsk et Tchilikine, député de la province de l'Amour. Ces deux élus entrèrent d'ailleurs en con-

flit avec le Parti, qui ne les représenta pas aux élections de novembre 1912.

Celles-ci ont été l'occasion d'une nouvelle et plus forte affirmation socialiste de la Sibérie.

A la 4e Douma, on ne compte pas moins de *trois députés social-démocrates sibériens*. Ce sont les citoyens *Mankoff*, député d'Irkoutsk : *Rysleff*, député de l'Amour et *Roussanoff*, député de Vladivostock, de la région du Pacifique et de l'Oussouri.

Les socialistes sibériens, malgré les rigueurs du pouvoir, étaient parvenus à faire paraître un organe quotidien, régulièrement à Irkoutsk, mais il a été supprimé et les organisations ont dû, à nouveau, user des publications illégales et des imprimeries clandestines pour exprimer leurs idées. Plusieurs écrivains social-démocrates d'Irkoutsk collaborent aux journaux « impartiaux » de gauche de la région.

A côté de la Sibérie, une autre vaste annexe de l'immense empire des tsars possède des éléments socialistes. C'est le Turkestan qui, avant de se voir ravir toute représentation par le coup d'État de Stolypine, avait choisi comme député socialiste à la 2e Douma, le citoyen Nalivkine.

Section IV

LE SOCIALISME EN CHINE

I. La Révolution de 1911 et ses origines

Un événement prodigieux a fait, en 1911, de l'antique « Empire du Milieu », si longtemps considéré comme à jamais figé dans une immobilité vingt fois séculaire, une grande république démocratique. Ainsi, une fois de plus, apparaissent combien présomptueuses et fausses les théories

des « sociologues » réactionnaires, qui prétendaient pour toujours consigner au progrès politique et social l'entrée de vastes régions du globe, où, selon eux, jamais la démocratie politique et à plus forte raison la démocratie socialiste, ne pourraient prendre racine. La place nous fait ici défaut pour étudier dans toutes ses conséquences incalculables ce grand événement historique, dont notre camarade Bruce Glasier écrit dans son *Socialist Year Book,* « qu'il ne s'est rien passé de plus important pour le genre humain et la civilisation depuis la chute de l'Empire romain ou l'établissement du christianisme ».

L'influence des idées de l'Occident et surtout des Etats-Unis où vivent tant d'émigrants chinois, la préoccupation d'assurer le maintien de l'indépendance nationale en face des convoitises des grandes Puissances d'Europe ou d'Amérique, enfin le développement économique et industriel intense qui déjà se manifeste dans le sud et le centre du pays, paraissent avoir été les trois facteurs déterminants de la complète transformation politique de cet immense pays de 400,000,000 d'âmes.

Dès le début du mouvement qui a abouti à la grande révolution politique de l'année dernière, on sent l'influence des idées socialistes et communistes, souvent quelque peu confuses et utopiques, mais cependant très profondes chez un grand nombre de militants chinois. D'innombrables sociétés secrètes, les « Lotus blancs », les « Lanternes flamboyantes », après avoir organisé tout au cours du siècle dernier une série d'insurrections mal connues de l'Europe et cruellement réprimées par la dynastie mandchoue, arrivaient à la renverser au bout de longs et minutieux préparatifs, qui commencèrent après la guerre désastreuse contre le Japon en 1894. Le rôle principal a été joué par les fils des commerçants, qui étudiant au Japon, aux Etats-Unis et en Europe y puisaient les idées nouvelles et la haine du régime que la dynastie mandchoue, ses vice-rois et ses mandarins corrom-

pus imposaient à leur malheureux pays de plus en plus devenu, d'autre part, une riche proie pour les capitalistes européens et américains qui se partageaient ses chemins de fer et ses mines.

Deux sections principales s'étaient constituées dans le mouvement chinois, les « réformistes » et les « révolutionnaires ». Le leader de ceux-ci était Sun-Yat-Sen, un énergique jeune médecin, né en 1867 à Canton, de parents convertis au christianisme par des missionnnaires américains. En 1895, il tentait d'organiser à Canton une insurrection qui échouait et devait s'exiler en Europe. Sa tête était mise à prix et plus d'un million promis par les gouvernants à celui qui l'amènerait, mort ou vivant, à Pékin. C'est dans ces conditions qu'il était attiré et gardé à l'ambassade chinoise de Londres. Il fallut l'intervention énergique de Lord Salisbury, alors premier ministre anglais, pour obliger ces astucieux diplomates à relâcher leur proie.

Il ne cessa d'ailleurs pas de continuer avec une indomptable énergie son action et sa propagande dans toutes les cités d'Asie, d'Europe ou d'Amérique, où il y avait des émigrants chinois, réunissant des fonds, — il voulait amasser 12 millions pour son trésor de guerre — et faisant passer des armes à ses partisans en Chine. Parfois il rencontrait des dévouements extraordinaires et il a raconté que fréquemment de modestes émigrants donnaient toute leur fortune pour la cause.

Nous ne pouvons ici retracer son rôle prépondérant dans la révolution, et les conditions dans lesquelles, alors que les Républicains étaient partout victorieux et que Sun-Yat-Sen semblait devoir prendre le pouvoir, il s'effaça devant l'ancien premier ministre de l'impératrice, le rusé et positif Yuan-Shi-Kaï qui est actuellement président de la République chinoise. Il semble bien que Sun-Yat-Sen et ses amis durent alors s'incliner devant le veto du Japon et de la Russie, dont les gouvernants réactionnaires avaient vu avec la plus

grande inquiétude la révolution chinoise, et aussi devant la pression de la Haute Banque américano-européenne, dont Yuan-Shi-Kaï est l'homme de confiance.

II. — Les tendances socialistes.

Sun-Yat-Sen depuis longtemps s'est proclamé socialiste et pendant son long séjour en Angleterre il fut fréquemment en rapport avec Keir Hardie. Au lendemain de la révolution, il déclarait :

Il y a maintenant bien des années qu'à quelques-uns nous nous sommes réunis au Japon pour y fonder le parti révolutionnaire. Nous nous étions mis d'accord sur ces trois grands principes : 1° que la Chine fut un peuple libre ; 2° que le peuple eut la direction suprême du gouvernement ; 3° que le peuple eut la direction suprême de la production des richesses. Maintenant que j'ai réalisé mes deux premiers buts, il me reste à accomplir le troisième, la transformation sociale.

Et dans une autre conférence, faite peu avant la révolution à Tokio, il déclarait :

Le socialisme entend transformer les choses, égaliser la richesse et la pauvreté. Les opinions diffèrent sur les moyens d'atteindre ce but. *Une chose est certaine, c'est que les nations d'Europe et d'Asie auront bientôt leur révolution sociale.*

Il ne prévoyait pas sans doute une aussi prochaine victoire de la révolution politique en Chine, qui devait nécessairement précéder de plus vastes transformations sociales. Il semble bien d'ailleurs que les idées socialistes de Sun-Yat-Sen soient quelque peu utopiques et vagues, mais il ne nous paraît pas juste de dire « qu'il ramène tout son socialisme à l'impôt unique d'Henry George » (1).

Quoi qu'il en soit, diverses informations récentes ont annoncé que sous les auspices de Sun-Yat-Sen, un Parti Socia-

(1) Cette opinion est soutenue dans un article d'ailleurs intéressant de la *Vie Ouvrière* du 5 janvier 1913, de M. H. Havel sur « La Révolution chinoise ».

LISTE CHINOIS avait été constitué qui, aux premières élections qui viennent d'avoir lieu pour le Parlement, n'aurait pas moins de 20 députés. Ce parti, d'après un télégramme publié le 15 décembre 1912, par le *Daily Citizen*, a tenu un Congrès à Nanking, auquel 3,000 délégués ont pris part. Le programme adopté serait analogue à celui de « l'Independant Party anglais ».

Il se donne comme premiers buts le développement des institutions représentatives et de l'autonomie municipale, sur des bases purement démocratiques, la démocratisation du pays, la propagande des principes socialistes et l'organisation syndicale des travailleurs.

Un Comité exécutif de 39 membres a été établi et la fondation d'un grand quotidien le *Républicain Chinois* décidé, dont Sun-Yat-Sen est l'inspirateur. Dans ses premiers numéros, ce journal a publié des articles de plusieurs militants occidentaux et notamment de Victor Berger, le député de Milwaukee au Congrès de Wasington.

Il nous faut évidemment attendre encore quelque temps pour juger de l'action, des conceptions et de l'influence des socialistes chinois. Mais il ne paraît pas douteux que, favorisé par le développement économique intense, qui ne peut manquer de suivre la transformation politique actuelle, le socialisme ne soit appelé à devenir bientôt, dans la plus ancienne et la plus nombreuse nation du monde, un vaste et puissant parti.

SECTION V

LE SOCIALISME AU JAPON

I. — Le milieu économique et politique.

En même temps qu'il s'ouvrait à la civilisation occidentale et par un *processus* fatal, le Japon se développait avec une prodigieuse rapidité au point de vue industriel. Il y a

un demi-siècle il ne connaissait encore que la petite industrie. Depuis 1885, il n'a pas acheté pour moins de 120,000,000 de francs de machines à l'Europe ou à l'Amérique. L'industrie textile s'est particulièrement développée. A Osaka, le Manchester du Japon, on trouve des usines de 4 et 5,000 ouvriers. La production de la houille a cru dans les mêmes proportions. De même la métallurgie, les produits chimiques.

Des millions de cheminées d'usines s'élèvent à Osaka, à Tokyo, à Kyoto, dans l'ancien pays idéalisé par Pierre Loti, comme la terre mièvre et un peu factice des » mousmés » et des chrysanthèmes.

La naissance de la grande industrie s'est accompagnée, pour le prolétariat japonais, d'une somme terrible de souffrances, résultat d'une exploitation qui rappelle, par sa dureté, les faits les plus atroces qu'on trouve à l'origine de la grande industrie anglaise et que Marx a stigmatisés dans le *Capital* (1).

On sait comment le Japon, à mesure qu'il avançait dans le sens de la civilisation occidentale, adoptait aussi les institutions politiques de l'Occident. La Constitution établie en 1899 a créé un Parlement composé de deux Chambres, la Chambre des Représentants et la Chambre des Pairs. Mais le système d'élection de la Chambre « populaire » est outrageusement censitaire. Sur 18 millions de Japonais ayant au moins 25 ans et susceptibles de voter, 700,000 seulement peuvent exercer leurs droits politiques.

En outre la Constitution proclame, par son article 29, « liberté de parler, d'écrire, d'imprimer ses opinions ». Nous verrons que ce n'est là qu'une odieuse hypocrisie et que cette liberté n'existe à aucun degré pour ceux qui déplaisent au gouvernement et surtout pour les socialistes, traqués aujour-

(1) Un militant socialiste allemand, le citoyen Fritz Kummer, ouvrier mécanicien fort intelligent mais d'un esprit quelque peu amer — il a lui-même pris le pseudonyme de *Chagrin*, qui est la traduction exacte de son nom — a publié un aperçu curieux du Japon et des misères de son prolétariat qui a été traduit en français sous le titre : *Au Pays du Soleil Levant* (Rivière, éditeur).

d'hui dans le « progressif » Japon, autant que dans son adversaire d'hier la rétrograde Russie.

C'est en 1887, que nous trouvons la première trace d'une agitation socialiste ou plutôt semi-socialiste au Japon avec la propagande des idées d'Henry George. Peu après, dans le monde universitaire et notamment à l'Université de Tokyo, les doctrines du socialisme d'État faisaient des prosélytes. En appelant l'attention publique sur les questions socialistes, elles contribuaient à préparer la voie au socialisme proprement dit. C'est à partir de 1890 qu'apparaît, pour la première fois au Japon, le socialisme moderne. Le *Manifeste des Communistes* est traduit en japonais et, en 1897, se forme à Tokyo, une « Association socialiste », dont les fondateurs sont J. Sen Katayama, qui depuis n'a pas cessé d'être, malgré toutes les difficultés et toutes les persécutions, le principal propagandiste de l'idée nouvelle dans « l'Empire du Soleil Levant », et le professeur Iso Abe, qui avait été professeur d'économie politique dans un collège fondé par l'homme d'État libéral, le comte Okuma.

J. Sen Katayama
Fondateur du Socialisme au Japon

Katayama, comme Sun-Yat-Sen, est chrétien. C'est un fait assez curieux que la propagande des missionnaires protestants en Extrême-Orient, ait, dans ces deux cas importants, créé chez leurs néophytes un état d'esprit qui paraît avoir été au début plus propre à l'acceptation des idées socialistes que celui qui existait chez la plupart des boudhistes.

Dès le début, les socialistes japonais se consacrèrent tout entiers au développement de l'organisation syndicale. Sous l'ancien régime et dans le stade pré-capitaliste de la production, le système des *guildes* était très répandu, ressemblant fort à nos anciennes corporations. Le premier syndicat moderne de salariés fut le « Syndicat des ouvriers du fer » fondé en 1889 et qui était surtout pénétré des conceptions « paix sociale ». Son objet principal, d'ailleurs bientôt abandonné, était de réunir 20,000 yen pour constituer un atelier coopératif. L' « Union fraternelle des Travailleurs », fondée en 1897, marque un progrès, on n'y parle plus d'harmonie entre le capital et le travail. Elle réunit jusqu'à 5,700 membres en 1899.

Mais la plus puissante des organisations ouvrières du Japon était « l'Association des Mécaniciens de la Compagnie des Chemins de fer du Nippon », fondée en 1898 et dont l'organisation est due surtout aux efforts de Katayama. Elle conduisait, en 1900, une grève victorieuse qui eut un grand retentissement. Sur un mot d'ordre télégraphié de Tokyo, avec un ensemble parfait, 450 mécaniciens et chauffeurs cessaient le travail et imposaient à la Compagnie l'élévation du salaire demandé. La direction dut reprendre huit ouvriers renvoyés sur dix.

De 1900 à 1904, le socialisme japonais connut sa période la plus prospère, avec une demi-tolérance du gouvernement. En 1898, le *Kodo Sekai* (le Monde ouvrier), un hebdomadaire paraissant sur 8 pages, avait été fondé par Katayama, avec une page en anglais. Il rencontrait un appui particulièrement précieux chez des militants comme Kinoshita, Iso Abe, Kawakaoni, Kotoku et Sakai.

En 1901, ils fondaient le *Skakai Minshuto* (Parti démocrate socialiste) qui publiait, dans le *Kodo Sekai*, son programme rédigé par Iso Abe, inspiré du *Manifeste des Communistes* et conçu en termes très objectifs. L'émotion soulevée par l'énoncé des revendications socialistes fut néanmoins très grande

dans les milieux officiels et le lendemain le réactionnaire président du Conseil, vicomte Katsura, décidait la suppression du nouveau parti, ce qui provoqua cependant de vives protestations dans la presse. Quelques semaines après, les principaux militants poursuivis étaient acquittés par le tribunal de Tokyo et en appel frappés seulement d'une amende.

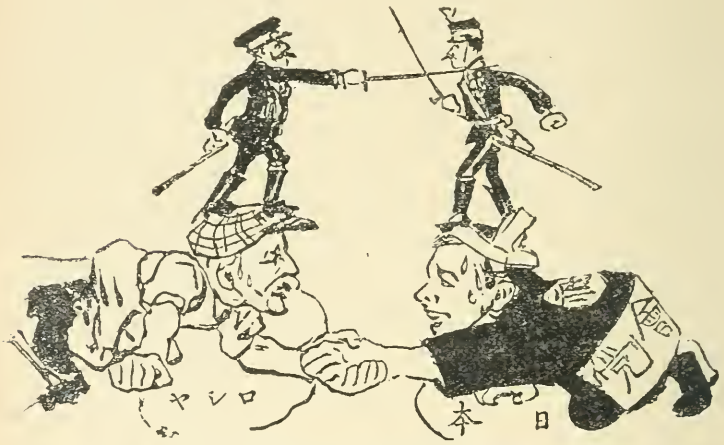
La propagande continuait cependant et, en 1902, le *Kodo Sekai* était transformé en quotidien sous le titre de *Naigwai Shimpo* (« Nouvelles Internationales »), mais le manque de ressources financières ne permit pas à Katayama de continuer sa publication et le journal reparut comme hebdomadaire. « L'Association socialiste » de Tokyo fondait un « Kingsley Hall », sorte d'Université populaire et de Maison du Peuple dans le populeux faubourg de Kauda.

En 1903, le *Kodo Sekai* changeait de titre pour s'intituler *Shakai Shuzi* (« le Socialiste »). Mais l'action et l'influence des socialistes s'exerçaient également très fortement à cette époque par les grands quotidiens bourgeois démagogiques de Tokyo et d'Osaka, notamment le *Yorozu Tchoho*, auquel collaboraient entre autres les socialistes Kotoku et Sakai; le *Niroku*, auquel collaborait Nisikawa; le *Mainitchi* avec Kinoshita, qui en même temps que des campagnes chauvines poursuivaient à boulets rouges la « ploutocratie » et la corruption des grands politiciens capitalistes. Au Congrès international d'Amsterdam, le prolétariat japonais était pour la première fois représenté par Katayama. On sait comment il vota pour la résolution de Dresde et la tactique de classe.

Mais la guerre éclatait avec la Russie en 1904 et les socialistes qui, seuls, osaient se dresser contre le débordement du chauvinisme, allaient bientôt connaître toutes les persécutions du pouvoir.

Au lendemain de la signature de la paix de Portsmouth, un mouvement mi-révolutionnaire et mi-chauvin d'une extrême violence éclata à Tokyo. Pendant 48 heures la populace déchaînée fut maîtresse de la grande cité. Tous les Com-

missariats et postes de police furent incendiés. La loi martiale fut proclamée et on supprima le nouveau journal socialiste *Chokugen,* encore qu'il fut partisan résolu de la paix. En même temps, pour les articles publiés dans l'*Heimin Shimboun* (le Journal du Peuple), un vaillant petit hebdomadaire



L union des prolétaires russe et japonais, malgré la guerre et les excitations militaristes.

(Heimin Shimboun du 17 février 1904.)

Kotoku et Nishikawa étaient condamnés à cinq et sept mois de prison.

Cependant, à la suite de la guerre et des désillusions de la paix de Portsmouth, une réaction se produisait contre le gouvernement conservateur et militariste de Katsura. Un ministère libéral reprenait le pouvoir. Les socialistes purent respirer un peu. Et en février 1906 un Parti socialiste était à nouveau officiellement constitué, mais un mois après il était aussitôt interdit.

En janvier 1907, les socialistes japonais essayaient à nouveau de faire paraître un quotidien l'*Heimin Shimboun*. Son succès fut très grand, mais en août il était supprimé. Les socialistes étaient dorénavant soumis sans cesse aux vexations et à l'arbitraire de la police. Au sujet du pouvoir extraordinaire de celle-ci dans « l'Empire du Soleil Levant » et de ses abus, Fritz Kummer écrit dans son curieux petit volume ces observations caractéristiques :

La police est en mesure d'étouffer même la tentative de mépris de l'autorité ou de désobéissance. Son organisation forme une armée extrêmement puissante de l'autocratie dominante. Les villages, les villes sont dotés d'une police d'État strictement centralisée. Si vous vous trouvez dans un endroit quelconque, dans une gare, une mine, une fabrique ou une île, partout vous vous heurtez à un policier aux aguets. Il vous interroge sur toutes les choses inimaginables, puis renseigne par téléphone le bureau dont il dépend. Souvent on a le personnage sans cesse sur les talons. Même dans les maisons publiques, on est tenu de noter les adresses et de consigner par écrit les dépenses des clients et de tenir le compte à la disposition de la police. En vertu du règlement, les propriétaires des établissements de ce genre sont tenus, s'ils en sont requis, de faire pénétrer la police dans une chambre attenante à celle d'un hôte pour qu'elle le puisse surveiller (1).

Malheureusement le gouvernement militariste et conservateur de Katsura avait repris le pouvoir :

Dorénavant, écrit Katayama dans son rapport au Congrès de Copenhague, nous fûmes traqués comme de véritables criminels et suivis sans trève par des détectives. L'autorité supprima tout organe des socialistes ; aucun socialiste ne fut autorisé à donner des meetings ; les livres furent confisqués ; les socialistes furent partout troublés dans leurs occupations et les employeurs révoquèrent les socialistes.

Cette persécution poussa de jeunes camarades à aller à l'extrême par désespoir, et quelques-uns devinrent des partisans de l'action directe, voire même des anarchistes. Ce coup de barre vers des solutions radicales causa une rupture dans les rangs socialistes, et l'autorité, aussi bien que la presse, subventionnée naturellement par les

(1) *Au Pays du Soleil Levant*, par F. Kummer, p. 48.

capitalistes, nous fit passer pour de terribles anarchistes et traiter comme de dangereux criminels (1).

Et c'est dans ces conditions que Kotoku et un certain nombre de ses camarades, affolés et exaspérés par les persécutions et les emprisonnements, dévièrent complètement vers l'anarchisme et fournirent aux gouvernants l'occasion cherchée de machiner un vaste procès pour complot contre la personne du mikado et la famille impériale. On sait comment le procès aboutit à la condamnation à mort de Kotoku, de sa femme et de 22 de leurs camarades, dont le plus grand nombre furent exécutés, malgré les protestations de l'opinion européenne, à juste titre émue des conditions dans lesquelles avait été jugé le Ferrer japonais. Katayama écrit à ce propos dans son rapport au dernier Congrès :

Récemment, quelques anarchistes furent accusés d'avoir voulu, par des bombes explosives, tuer le chef de la nation. Ils ont été arrêtés et, depuis lors, on arrêta des socialistes sous prétexte de complicité. Nous, socialistes marxistes, nous luttons pour les principes du socialisme international. Mais le complot de la bombe exaspéra les autorités et elles en prirent prétexte pour traquer à tout prix les anarchistes. La même attitude est adoptée envers tout socialiste dans ce pays.

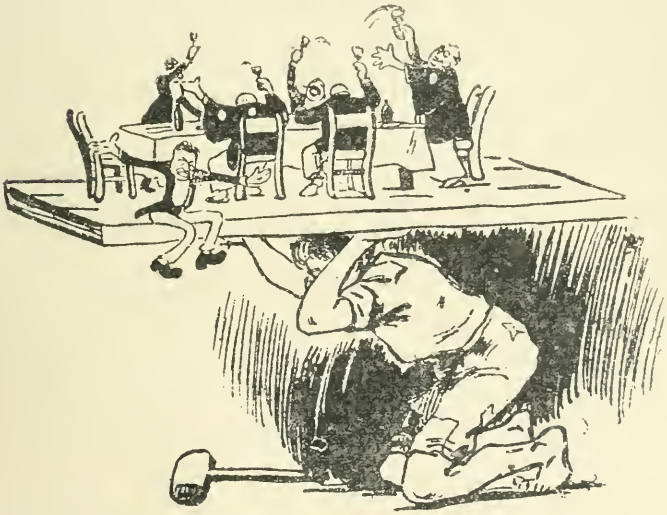
II. — La situation actuelle.

En butte aux persécutions cruelles du pouvoir, affaibli par la scission des éléments qu'a dévoyé la violence anarchiste ou « syndicaliste », le socialisme japonais, auquel toute existence légale est refusée, continue à vivre et à lutter héroïquement pour l'existence. Katayama écrit :

Nous n'avons pas le droit d'association, il nous est défendu de fonder un Parti socialiste, et tandis que la liberté de la parole et d'association sont garanties à toutes fins par la Constitution impériale, nous autres, socialistes, nous sommes privés de ces droits.

(1) Bulletin du Bureau Socialiste International.

Tout se passe en secret devant les tribunaux et dans les prisons. Toute personne une fois arrêtée et dont on reste sans nouvelles, est certainement gardée en prison. C'est un fait bien connu que notre tribunal de police est l'endroit le plus brutal qui existe au Japon. Ici, au tribunal de police, les brutalités sont chose courante et des personnes arrêtées sont souvent maltraitées, injuriées et parfois tuées,



Le travailleur en cariatide soutenant la société capitaliste
(Heimin Shimboun, du 28 février 1904.

et il y a précisément maintenant deux cas de meurtre aux bureaux de police. Le bruit court que l'un de ceux qui sont condamnés à l'emprisonnement est atteint de tuberculose, si bien que, graduellement, il devra mourir en prison. Que ce soit la vérité ou non, nous ne voulons pas l'affirmer, mais c'est un fait que, une fois en prison, un socialiste devient tuberculeux.

La prison japonaise est l'endroit le plus corrompu et le plus malpropre du monde : lits-sacs, poux et vermine. Les abus de toute

espèce imaginable sont mis en pratique dans la prison pour satisfaire les fonctionnaires des prisons.

Malgré cet état de choses, le mouvement ouvrier continue :

La classe ouvrière du Japon est la classe la plus opprimée. Les travailleurs y vivent encore en l'état d'oppression féodale. Mais ils se sont éveillés à mesure que leur existence devenait malaisée et ils se sont rendus compte de leur force.

Nous avons à Tokio quelques Unions, telles que celles des imprimeurs, des charpentiers de navire et des « sawyers ». Par moment, il y a quelque lutte : Il y a quelques jours à peine, 2,000 ouvriers d'un chantier maritime à Jokosuka luttèrent pour obtenir une augmentation de salaire de 30 o/o, ils obtinrent 10 o/o d'augmentation ; il y a plusieurs socialistes parmi les ouvriers métallurgistes.

Le projet de loi sur les fabriques a été enterré par le parti libéral à la dernière session de la Diète. C'était un projet du gouvernement et depuis lors celui-ci a fait une enquête sur la matière dans l'intention d'introduire un projet à la prochaine session de la Diète, où il sera discuté plus amplement. Actuellement, les ouvriers ne sont protégés par aucune espèce de loi. Et les travailleurs doivent cependant subir la lourde responsabilité de leurs travaux. Ils sont responsables des accidents causés par les imperfections d'une machine ou par une négligence imputable aux employeurs! Et ils sont poursuivis et punis pour un crime qui, à proprement parler, n'est pas le leur. Pareil état de choses ne durera pas longtemps. Le socialisme sera bientôt compris par eux (1).

Il n'est pas douteux que l'exemple de la Chine, où la démocratie politique tout au moins vient de remporter une si extraordinaire victoire, ne soit un stimulant puissant aux socialistes japonais, dont Katayama continue à publier l'organe, maintenant mensuel l'*Heimin Shimboun*, en même temps qu'un développement capitaliste sans cesse plus intense fait aujourd'hui de ses îles si belles, chantées par les poètes et les romanciers, la noire usine de l'Asie.

---

(1) Rapport au Congrès de Copenhague dans le Bulletin du Bureau Socialiste International.

Nous n'avons pas consacré d'étude au Socialisme dans l'Inde étant donné qu'il n'existe pas à proprement parler à l'heure actuelle de mouvement ouvrier et socialiste dans ce pays.

Il faut cependant mentionner que le Parti nationaliste hindou, qui combat avec beaucoup d'énergie et de dévouement pour libérer le pays de la domination de l'étranger, compte dans ses rangs des socialistes. C'est ainsi qu'au Congrès de Stuttgart, la citoyenne Cama, qui en même temps qu'une ardente patriote est une adhérente à l'Internationale, parut sur la tribune du Congrès et y déploya le drapeau de l'indépendance hindoue, et qu'au Congrès de Copenhague participa le citoyen Krishma. Il existe en outre des syndicats ouvriers à Calcutta et Bombay.

Des groupements socialistes ont existé dans les Iles Philippines, mais nous n'avons pas pu nous procurer à cet égard de renseignements précis.

De même une Fédération Socialiste du Tonkin et de la Cochinchine a adhéré par intermitence à la Section Française de l'Internationale. Elle paraît d'ailleurs ne comprendre que des fonctionnaires français.

CHAPITRE XV

LE SOCIALISME EN AUSTRALASIE

SECTION I

LE MOUVEMENT AUSTRALIEN

I. — Le milieu.

Les grandes communautés anglo-saxonnes d'Australasie, les six Etats de l'Australasie : la Nouvelle Galles du Sud, Victoria, le Queensland, l'Australie méridionale, l'Australie occidentale, la Tasmanie et la Nouvelle Zélande, constituent deux nations nouvelles, la « République d'Australie » et la « Puissance de Nouvelle Zélande », sous la suzeraineté, purement théorique en somme, de la couronne d'Angleterre. En fait leur indépendance est à peu près complète et elles se gouvernent elles-mêmes en pleine souveraineté.

Leur domaine est immense : l'Australie est presque aussi étendue que toute l'Europe et cependant ne compte encore que six millions d'habitants. Elle représente une société très moderne ayant atteint un haut degré de civilisation, de culture et de bien-être : il n'y a pas de pays au monde où la mortalité soit aussi faible.

Depuis 1901, les six Etats d'Australie ont constitué une Fédération ou « Commonwealth » avec un Parlement fédéral, tandis que chaque Etat conservait en même temps son autonomie avec son Parlement particulier.

Economiquement, l'Australie compte deux éléments importants : la classe ouvrière des grandes cités très nombreuse — la majorité des habitants vit dans ses centres ur-

bains — et les fermiers et agriculteurs voués à l'élevage, dont l'importance est considérable. L'Australie, avec ses pâturages plantureux, est un des pays du monde les plus riches en bétail. Politiquement, la pleine démocratie a été réalisée avec le suffrage universel des deux sexes, le referendum et la législation directe, l'élection des deux Chambres par le suffrage populaire.

La classe ouvrière de ces belles régions des Antipodes est une des mieux partagées. Ses conditions matérielles et morales d'existence, grâce à la puissance politique et économique qu'elle a conquise, sont très supérieures à celles des travailleurs de la vieille Europe ou même de la jeune Amérique, dominée par les trusts.

II. — Historique du mouvement.

Dès la fondation des colonies australiennes, un esprit de revendication, hardi et vigoureux, animait la classe ouvrière et la journée de huit heures y était déjà conquise il y a un demi-siècle. En 1881, le premier candidat ouvrier indépendant était élu par la circonscription de Balmain au Parlement de la Nouvelle Galles du Sud et, dorénavant, le mouvement pour la représentation ouvrière grandit sans cesse. En 1887, une « Ligue socialiste » était formée dans l'esprit de la Ligue socialiste anglaise formée vers la même époque à Londres par William Morris et ses amis, tandis que, peu après, des militants apportaient de la métropole les conceptions du nouveau Parti Ouvrier Indépendant, que venait de créer en Angleterre Keir Hardie.

Au lendemain de la grande grève des tondeurs de laine et des ouvriers des ports, en 1891, et de son échec, les travailleurs australiens, inspirés de l'exemple de l'Angleterre, décidaient de porter tout leur effort sur le terrain politique. Ils constituaient les *Partis du Travail* des différents Etats. Des « Ligues du Travail » étaient formées et décidaient d'in-

tervenir dans les batailles électorales où tout de suite elles obtinrent de sérieux résultats. A la même époque, le célèbre livre de Bellamy « En l'an 2000 » avait un gros succès dans tout le pays et pénétrait le mouvement ouvrier d'aspirations socialistes.

La Ligue socialiste, fondée en 1887, créait en 1895 un hebdomadaire à Sydney, *The Socialist*, qui ensuite s'appela *The People*. Le problème le plus important qui se posait à ce petit groupement, comme à ceux qui s'étaient constitués vers la même époque dans les Etats de Victoria ou du Queensland, était de préciser leur attitude en face du Parti du Travail, qui avait encadré dès cette époque la grande majorité des ouvriers de la colonie. Fallait-il « maintenir autant que possible une attitude de critique courtoise envers le mouvement du Travail puisque essentiellement un mouvement de la classe ouvrière » (1), et s'efforcer de « lui apprendre à connaître les conditions économiques de la société », en un mot le pénétrer d'idées socialistes ? Fallait-il, au contraire, suivant la tactique de la Ligue socialiste de la Nouvelle Galles du Sud, adopter à son égard une attitude de franche hostilité, le poursuivre de critiques virulentes et le considérer comme adversaire du socialisme ?

La première attitude de pénétration, analogue à celle de Keir Hardie en Angleterre, fut surtout représentée par les militants de Victoria et du Queensland. Tom Mann — il avait émigré en Australie de 1898 à 1908 — fut pendant longtemps, à Melbourne, le principal défenseur de cette méthode dans le Parti socialiste constitué dans l'Etat de Victoria, avec J.-P. Jones qui, en même temps qu'un socialiste très dévoué et très conscient, était l'un des élus du Parti du Travail au Parlement de Victoria. Ils partaient l'un et l'autre de cette conception, que « les représentants travaillistes avaient été envoyés

(1) Rapport présenté au Congrès d'Amsterdam (1904), par le Club Socialiste International de Sydney, pages 119 et 120.

au Parlement, *en opposition à chacune des sections ploutocratiques, sur un programme élaboré par les organisations industrielles et politiques des ouvriers,* que s'ils n'étaient pas encore spécifiquement socialistes, *ils l'étaient dans leurs tendances, tandis que les hommes et les femmes les plus actifs de ces organisations étaient des socialistes conscients* (1) »

Au contraire, la tactique d'opposition intransigeante au Parti du Travail des militants de la Nouvelle Galles du Sud — assez fâcheusement influencés par la tendance étroite et fanatique des De Leonistes américains — dressait un réquisitoire constant contre « les travaillistes, renouvelée récemment encore par eux dans leur rapport au Congrès de Copenhague :

Le Labour Party, déclarent ils, ne se déclare pas socialiste d'une manière claire et non équivoque. Il ne l'enseigne pas. Il est différent de toute autre espèce de groupement de la classe ouvrière dans le monde en ce sens qu'il ne crée pas de mouvement socialiste, ne fait paraître aucun livre socialiste, ne résoud aucun problème socialiste. Il n'est pas international, il n'est pas antimilitariste; il n'est pas marxiste. En politique et en pratique, il fait du libéralisme sous un nouveau nom; ses paroles et son idéal sont d'essence bourgeoise.

Le prochain conflit en Australie aura lieu entre le Travaillisme et le Socialisme (2).

Lorsqu'en juin 1907 les différentes organisations purement socialistes d'Australasie — y compris la Nouvelle Zélande — fusionnèrent au sein de la *Fédération Socialiste d'Australasie,* ce fut cette dernière tactique qui l'emporta. Une résolution draconienne fut adoptée, sous l'influence des Néo-Gallois, déclarant que « Aucun membre de la Fédération ne prendrait part aux élections comme candidat d'un Parti du Travail Australien ou d'un autre Parti non socialiste pour un mandat parlementaire ou municipal quelconque ».

A la suite de ce vote, un certain nombre de socialistes

(1) Rapport du Parti Socialiste de Victoria présenté au Congrès de Stuttgart dans l'*Internationale Ouvrière et Socialiste*, page 87.

(2) Rapport au Congrès de Copenhague, page 65 du Bulletin du Bureau Socialiste International.

partisans de la méthode contraire, notamment Jones, député de Melbourne, se retirait de la Fédération. Celle-ci a depuis, de plus en plus, pratiqué une tactique intransigeante. Suivant Tom Mann dans ses dernières évolutions — partiellement tout au moins — elle a manifesté son adhésion à des tendances « industrialistes », combinant une action politique très sectaire avec des déclarations quelque peu « syndicalistes ».

Il faut regretter que ces éléments ardents et convaincus n'aient pas compris le rôle qu'ils pouvaient utilement jouer à l'intérieur du Parti du Travail, dont ils auraient fortement accentué l'évolution vers le socialisme. Ils lui auraient épargné certainement des fautes — qu'ils exploitent actuellement contre lui — sans bénéfice pour l'ensemble du mouvement ouvrier, qui reste attaché dans son immense majorité aux travaillistes.

Le Parti du Travail, qui depuis la création du Parlement de la « République australienne » y était apparu comme une grande force politique, a obtenu aux élections de 1910 une victoire grandiose sur les deux partis bourgeois combinés, conquerrant la majorité dans les deux Parlements. Dès 1904, il était le plus important des trois grands partis d'Australie et un ministère travailliste, ayant à sa tête le citoyen Watson, avait pris le pouvoir ; en 1908, le citoyen Fisher lui avait succédé, mais sa situation était instable puisqu'il pouvait être renversé par la coalition des deux partis capitalistes. Depuis 1910, il possède la majorité absolue dans les deux Chambres.

III. — La force politique de la classe ouvrière australienne.

Le Parti du Travail australien, comme le Parti du Travail britannique, n'est pas *spécifiquement socialiste*, les conceptions fondamentales du Socialisme international ne sont pas placées à la base de son action et de sa propagande ;

plus encore que pour le « travaillisme » anglo-saxon, nous trouvons mêlé à son action des préoccupations extra-socialistes, la revendication nationale « de faire prédominer une Australie blanche », un protectionnisme accentué, des tendances au socialisme d'Etat, telles que le révèle la législation d'arbitrage obligatoire en matière de grève, qu'il a toujours préconisée, malgré les difficultés survenues dans son application.

Il constitue néanmoins, incontestablement, une *organisation de classe,* un parti ouvrier — et le seul dans le monde qui soit à l'heure actuelle maître du pouvoir politique, puisque c'est un ministre *travailliste* qui est à la tête du gouvernement central du « Commonwealth ». Le premier ministre, Andrew Fisher, est un ancien ouvrier mineur d'origine écossaise qui jadis travailla dans les mines du Lancashire aux côtés de Keir Hardie et de Robert Smillie.

Aux dernières élections d'avril 1910 pour le Parlement fédéral, le Parti du Travail Australien obtenait 678,000 voix sur 1,322,000 suffrages exprimés, soit la majorité absolue du nombre des votants. Il obtenait 40 sièges sur 75 à la Chambre des Représentants et 22 sur 36 au Sénat.

Voilà du reste la répartition des sièges dans les deux Chambres du Parlement fédéral australien :

	Chambre	Sénat
Parti du Travail	40	22
Fusionnistes (Libéraux et conservateurs ayant fusionné)	31	14
Indépendants	4	—
Totaux	75	36

Dans les Parlements des six Etats, le Parti du Travail a également une forte représentation. Dans trois d'entre eux, la Nouvelle Galles du Sud, l'Australie méridionale et l'Australie occidentale, le Parti du Travail a la majorité sur les partis bourgeois combinés. Il a au total 162 députés et 16 sé-

nateurs. Voici du reste les forces des partis dans chacun des États australiens :

Chambres des États

	Parti du Travail	Parti bourgeois	Total des Députés
Nouvelle Galles du Sud	46	44	90
Victoria	19	46	65
Queensland	29	43	72
Australie du Sud	22	20	42
Australie Occidentale	34	16	50
Tasmanie	12	18	30
	162	179	195

Sénats des États

	Parti du Travail	Parti bourgeois	Total des députés
Nouvelle Galles du Sud	»	51	51
Victoria	3	31	34
Queensland	2	42	44
Australie du Sud	4	14	18
Australie Occidentale	7	23	30
Tasmanie	»	18	18
	16	179	195

Le mode d'élection des Sénats d'État est très peu favorable à la classe ouvrière — contrairement à ce qui est du Sénat fédéral.

Le Parti du Travail est constitué par les « Labour leagues » qui fonctionnent à côté des trades-unions, mais ne sont que l'incarnation des mêmes organisations économiques sur le terrain politique.

La *presse* travailliste est beaucoup moins forte que sa représentation politique, surtout sa presse quotidienne. Aussi s'est-il beaucoup préoccupé de la développer dans ces dernières années. Il possède trois quotidiens, le *Barrier Daily Truth* à Broken Hill, le *Daily Herald* à Adélaïde et le *Daily Post* à Hobart, en Tasmanie.

Mais ce ne sont là que des quotidiens locaux, et il se prépare activement à établir un quotidien central, paraissant dans la vaste cité de Melbourne — qui compte actuellement près d'un million d'habitants et où l'opinion ouvrière est livrée à l'influence de la presse bourgeoise. Les grandes organisations syndicales du pays avaient, dès le début de 1912, souscrit 1,500,000 francs pour ce grand organe, appelé à lutter contre les grands et puissants journaux capitalistes l'*Argus* et l'*Age*.

En dehors de ces quotidiens, le Labour Party possède un certain nombre d'hebdomadaires. Les principaux sont le *Worker* (Sydney), le *Worker* (Brisbane), le *Labour Call* (Melbourne), le *Northern Miner*, etc.

Ces organes sont tous plus ou moins pénétrés de conceptions socialistes. Le plus satisfaisant à cet égard est certainement le *Worker*, de Brisbane, la capitale du Queensland, dont le Parti du Travail et le leader David Bowman sont des socialistes déclarés.

A côté du Parti du Travail existe la Fédération Socialiste Australasienne, dont nous avons déjà indiqué l'esprit et les tendances. Elle possède un certain nombre de groupes à Melbourne, Sydney, Broken Hill, Willington et dans plusieurs autres villes et a environ un millier d'adhérents tant en Australie qu'en Nouvelle Zélande. Elle n'a pas d'élus dans les différents Parlements du « Commonwealth ».

Elle a présenté des candidats en opposition violente à ceux du Parti du Travail, notamment dans la Nouvelle Galles du Sud, entre autres son secrétaire Holland, qui obtint 746 voix à Sydney sur 4,800 votants.

Elle a trois journaux : *The Socialist* à Melbourne, l'*International Socialist* à Sydney et le *Commonwealth* en Nouvelle Zélande.

La Fédération Socialiste Australasienne a beaucoup participé aux grandes grèves qui, en dépit de la législation d'arbitrage, se sont produites pendant ces dernières années en

Australie. Voici ce qu'elle déclarait elle-même à ce sujet dans son rapport au Congrès de Copenhague :

Réellement, la part de travail la plus forte de la S. F. A. a été sa participation aux troubles industriels et dans ce domaine, on peut l'affirmer sans contredit qu'elle a été puissante. Dans les grands soulèvements de ces trois dernières années, elle s'est trouvée aux avant-postes. Ces soulèvements comprenaient la grève des employés de tramways à Sydney (où les trams sont propriété gouvernementale). Le lock-out des mineurs de Broken-Hill et la grève du charbon de Newcastle. Les membres de la S. F. A. étaient parmi les leaders de la première ; Tom Mann était l'organisateur pour les mineurs de Broken-Hill ; et H.-E. Holland alla en prison inculpé de sédition à propos de son vaillant travail dans le même conflit ; d'autres camarades, qui furent jugés et acquittés, appartenaient à la S. F. A. Après cinq mois (la sentence était de deux ans), Holland a été relâché de la prison, et il s'est promptement jeté dans la mêlée lors du remarquable soulèvement de Newcastle — remarquable par ses développements sensationnels et, entre autres, par le dépôt du projet de loi du gouvernement de l'État, élaboré dans le but de prévenir les grèves et emprisonner les grévistes, ainsi que les efforts déterminés de certains membres travaillistes pour briser la grève et forcer les mineurs à capituler. Peter Bowling, président de la Fédération des employés des mines charbonnières, et d'autres, se trouvent toujours en prison depuis cette grève.

Les Syndicats ou Trades-Unions australiennes sont puissamment organisés : en fait, la presque unanimité des salariés est organisée et même les servantes et domestiques ont formé une organisation solide.

Au total le nombre des syndiqués est de 350,000. L'Australie, avec le Danemark, compte la plus forte proportion de syndiqués du monde entier — 85 pour cent environ. La plupart des trades-unions sont confédérées dans la Fédération Ouvrière Australienne, qui forme en même temps la base du Parti du Travail.

A Melbourne, Sydney, Adelaïde, Brisbane et dans un certain nombre d'autres grandes cités, les Unions possèdent de magnifiques « Maisons de Syndicats » qu'elles ont édifié avec leurs seules ressources et qui sont le centre du mouvement.

IV. — L'Œuvre accomplie.

Quoi que l'on puisse penser et dire des faiblesses théoriques et des erreurs du Labour Party Australien, il n'en demeure pas moins que, grâce à son influence surtout, la classe ouvrière a conquis en Australie des avantages moraux et matériels dont on ne trouve nulle part ailleurs dans le monde l'équivalent.

Parmi les réformes qu'il a préconisées et fait aboutir, il en est certes qui appellent de fortes réserves, ainsi le fameux arbitrage obligatoire en cas de grève, que le prolétariat organisé d'Europe et d'Amérique a si unanimement repoussé. Il faut reconnaître cependant que le ministère Andrew Fisher a tenté en ces temps derniers de très méritoires efforts pour améliorer cette loi, en proposant de faire édicter par le législateur que la Cour suprême n'aurait plus le pouvoir de modifier les décisions des Cours d'arbitrage fixant le salaire d'une industrie pour tout le pays. Il a en même temps proposé des textes de loi permettant au Parlement du « Commonwealth » de nationaliser toute industrie ou commerce devenu en fait un monopole capitaliste.

Voici du reste les intéressantes explications que le citoyen Jones, député de Melbourne, nous fournissait il y a un an et demi pour l'*Humanité* sur les remarquables projets du gouvernement ouvrier australien, au lendemain du referendum populaire qui venait, malheureusement, de les repousser par 735,000 voix contre 488,000 :

— Quel était, demandons-nous tout d'abord à Jones, l'objet du referendum?

— Il était appelé à régler le sort de deux bills ou projets de loi présentés aux chambres fédérales par notre Premier Ministre ouvrier Fisher et votés par elles. Pour devenir lois, selon notre Constitution, ils devaient être, en effet, ratifiés par le referendum populaire.

Le fonctionnement de l'arbitrage

Le premier « bill » concernait notre législation d'arbitrage obligatoire en cas de grève, que vous connaissez. La Haute Cour, qui est notre cour suprême, a déclaré illégales les décisions des cours d'arbitrage, taxant *pour toute industrie, dans toute l'Australie, le taux du salaire.* Vous comprenez bien que, sans ce pouvoir cependant, les décisions des cours d'arbitrage ne gênent pas du tout la classe capitaliste et sont sans aucun effet. Le gouvernement ouvrier proposait donc de déclarer que les décisions des cours d'arbitrage seraient dorénavant *sans appel,* rendues en dernier ressort. En un mot, on enlevait à la Haute Cour le pouvoir de briser les décisions favorables à la classe ouvrière.

— Et la deuxième proposition?

Pour la nationalisation des monopoles

— Elle était encore plus importante. Il s'agissait de conférer au Parlement fédéral le droit de *nationaliser* toutes les grandes industries dans lesquelles « la concurrence n'existant plus, le monopole a été réalisé au bénéfice de quelques hommes riches au détriment de la collectivité ».

— Mais voilà un programme audacieux et le Labour Party australien n'est pas socialiste....

— Pas « spécifiquement »! Mais il s'engage de plus en plus, voyez-vous, dans la bonne voie. C'est la logique même des événements qui l'y conduit. Nos dernières lois sociales réduisant la durée du travail, élevant les salaires, ont provoqué une tentative scélérate des potentats capitalistes pour prendre leur revanche et retrouver leurs profits en étranglant le consommateur ouvrier dans toutes les industries où ils bénéficient du monopole.

C'est alors que, pour briser ce monopole capitaliste, nous avons estimé qu'il n'y avait pas d'autre moyen que la nationalisation.

Notre Premier Ministre ouvrier, mon ami Fisher, un esprit remarquable, qui n'est pas un pur socialiste, mais cependant un homme de plus en plus pénétré de nos tendances et de notre méthode, a été normalement amenée à déposer ces propositions de loi, toutes pénétrées de l'esprit socialiste.

— Et à quoi attribuez-vous leur échec?

Une violente campagne capitaliste

— A des causes diverses, mais dont la plus importante est évidemment la furieuse campagne menée par la classe capitaliste, qui a « donné » cette fois avec une rage dont nous n'avons pas eu, jusqu'ici, d'exemple en Australie.

« On a transplanté chez nous les mœurs des trusts américains et des millions ont été dépensés dans cette campagne par les adversaires du Parti du Travail. Ajoutez à cela que, malgré sa puissante organisation économique et politique, la classe ouvrière des antipodes n'a pas de quotidien. Toute la presse quotidienne des sept États a marché contre nous.

« D'autre part, il ne faut pas se dissimuler qu'il est très difficile d'obtenir de l'électeur qu'il vote toujours de même lorsqu'il s'agit de s'affimer sur un principe abstrait et non plus pour des hommes qu'il connait et qui l'ont depuis longtemps conduit à la bataille.

« Enfin, nos ennemis ont fait appel au sentiment particulariste, en disant que nous voulions enlever aux États leurs libertés pour renforcer de façon disproportionnée les pouvoirs du Parlement et du gouvernement fédéral. Cela était très habile. »

— Et que va faire maintenant le ministère Fisher? Certains journaux bourgeois de Londres insinuent qu'il va lui falloir dissoudre les Chambres, puis se retirer?

La situation du ministère travailliste

— Jamais de la vie! Nous avons le pouvoir et nous entendons le garder. Le Parlement actuel a encore dix-huit mois à vivre. Évidemment, la majorité travailliste et le ministère, qui est son expression, sont affaiblis. Leurs projets repoussés au referendum se trouvent ajournés. D'autres viendront.

« Mais ceux-ci mêmes seront repris lors des élections générales de 1913. On demandera aux électeurs de répondre au referendum en même temps qu'ils renouvelleront le Parlement. Ainsi ils seront appelés à se prononcer à la fois sur les idées et les hommes du Labour Party. » (1).

Il faut cependant ajouter qu'il est d'autres initiatives des gouvernants australiens qui paraissent avoir été beaucoup

(1) *l'Humanité* du 1er Mai 1911.

moins heureuses. Ainsi l'établissement d'une sorte de conscription dans les colonies, tentative dont les libres Anglo-Saxons des Antipodes ont été généralement très peu enthousiastes et qui a même un important mouvement de « résistance passive » de jeunes gens qui déclaraient qu'ils refusaient « d'apprendre à tuer ».

De même l'application de la loi sur l'arbitrage a donné lieu parfois à des mesures brutales contre des ouvriers en grève et à de bien fâcheux conflits. Malgré tout, le Labour Party Australien est en pleine expansion et évolue de plus en plus vite vers la doctrine et la méthode du Socialisme international. Aux yeux de la presse bourgeoise, il est d'ores et déjà qualifié sans cesse de socialiste. Lui-même ne paraît pas s'effrayer de son évolution et de ses conséquences puisqu'il a voté à son dernier Congrès son adhésion au Bureau Socialiste International et que, pour la première fois, il sera représenté au Congrès de Vienne.

La puissance du mouvement ouvrier australien est d'autant plus remarquable, qu'ainsi que le dit Glasier, dans son *Socialist Yeard Book*, il est « une manifestation spontanée de la conscience de la classe ouvrière ». « Le mouvement australien, observe-t-il justement, résulte moins d'un sentiment de misère et de servitude que d'une liberté et d'une volonté consciente, car il n'est peut-être pas de pays civilisé où les travailleurs aient été, en somme, aussi peu déprimés et où, par conséquent, ils aient été aussi peu poussés à la révolte par les conditons du régime capitaliste que dans les Etats australiens...

Sans cesse, d'ailleurs, la lutte paraît devoir être plus âpre dans ce « Paradis ouvrier » — à mesure que la puissance du capitalisme s'accroît et que de vastes trusts se constituent, comme en Amérique, pour réduire à leur merci la masse des populations et des consommateurs.

Section II

LE MOUVEMENT EN NOUVELLE ZÉLANDE

La Nouvelle Zélande composée de deux grandes îles, ayant à peu près la superficie de l'Angleterre, paraît faire partie de l'Australie. En réalité, les côtes du continent australien sont à plus de 1,500 kilomètres de ses rivages. Aussi constitue-t-elle un tout homogène, un « Dominion » (puissance) autonome, qui n'a pas adhéré au Commonwealth australien.

Comme en Australie, la classe ouvrière a obtenu d'importantes améliorations sociales et, depuis ses origines, une tradition constante de réformes sociales hardies et étendues a animé les gouvernants.

I. — Les organisations.

C'est ainsi qu'ont été réalisé le journée de huit heures, l'assurance d'Etat sur la vie, la nationalisation des chemins de fer et de nombreuses mines, des retraites ouvrières de 15 francs par semaine à 65 ans, suffrage universel des hommes et des femmes. Ces îles, dont le climat est extrêmement tempéré et salubre, ne connaissent pas de véritable misère et le chômage n'y est qu'une exception. Comme en Australie, on a établi l'arbitrage obligatoire en cas de grève — cette législation y fut même établie auparavant. Elle n'a pas laissé que de donner quelques mécomptes à la classe ouvrière, dont une fraction très militante combat aujourd'hui avec beaucoup d'énergie cette législation.

Le Parti du Travail néo-zélandais est beaucoup moins vigoureux et ancien que celui de l'Australie. Les politiciens radicaux, plus ou moins impérialistes, qui ont gouverné la colonie depuis un quart de siècle, ont su très habilement s'at-

tacher les éléments les plus intelligents de la classe ouvrière et empêcher le développement d'un puissant mouvement autonome de la classe ouvrière. C'est ainsi que le Premier ministre, démagogue et chauvin, mais aussi réformateur social hardi, qu'était M. R. J. Seddon, avait su garder la confiance des masses ouvrières pour son groupe « Liberal-travailliste ».

Dans ces dernières années cependant cette situation s'est assez fortement modifiée.

Le Parti du Travail, ayant comme base la Fédération des Trades-Unions, s'est constitué en organisme autonome. Il comprend actuellement 35 sections ou Unions, principalement dans les centres principaux : Aukland, Wellington, East Coast, Canterbury, Otajo et Southland.

Aux dernières élections il a fait élire deux députés au Parlement de l'Etat. Il possède un certain nombre d'élus municipaux et la municipalité de Chrischurch. Son organe est le *Weekly Herald*.

Depuis trois ans, en partie à la suite du séjour de Tom Mann et de plusieurs socialistes des Etats-Unis, un Parti Socialiste de la Nouvelle Zélande s'est constitué, qui, comme la « Fédération Australienne », est en opposition assez vive avec le Parti du Travail. Mais le Parti Socialiste néo-zélandais a réalisé des progrès beaucoup plus rapides et, aux dernières élections de décembre 1911, il faisait élire deux de ses membres au Parlement du « Dominion ». Il possède plusieurs groupes dont le nombre d'adhérents croît assez régulièrement et un organe, *The Revolutionnary Socialist*.

Le mouvement syndical néo-zélandais, qui compte environ 50,000 syndiqués, se divise actuellement en deux fractions. D'une part la *Fédération des Trades-Unions* avec environ 35,000 syndiqués et qui représente les idées moyennes du trade-unionisme anglo-saxon ; d'autre part la *Fédération du Travail*, constituée en 1908, surtout par les mineurs de Waihi

et du nord du pays qui représentent un élément très combatif. Ils comptent actuellement 15,000 syndiqués et sont pénétrés de conceptions socialistes et « industrialistes ». Leur organe, le *Maoriland Worker,* est un journal très militant publié à Wellington, paraissant hebdomadairement en 16 pages et qui fait une active propagande socialiste. Dans son dernier Congrès, tenu à Wellington en juillet 1912, la Fédération du Travail de la Nouvelle Zélande décida de participer au prochain Congrès socialiste international et adopta la motion Vaillant-Keir-Hardie contre la guerre.

Mais le débat le plus intéressant se produisit à propos de la participation de la Fédération à l'action politique.

Comme nous l'indiquions plus haut, nulle part dans le monde anglo-saxon, le confusionnisme « libéral-ouvrier » n'eut autant de partisans que dans ces terres lointaines des Antipodes, où il se compliquait de chauvinisme impérialiste.

Au Congrès de Wellington, on a pu voir tout le terrain parcouru depuis quelques années. Une forte majorité s'est prononcée en faveur d'une action politique de classe, suivant le mode du Parti du Travail anglais.

Mais il y a mieux : une résolution des mineurs de Waihi, proclamant que la classe ouvrière néo-zélandaise devait *reconnaître comme son expression politique* le Parti socialiste et limiter l'action de la Fédération du Travail au terrain économique, obtint 50 voix contre 94.

Enfin le Congrès décida de câbler à Ben Tillett l'entière solidarité des prolétaires des Antipodes avec leurs camarades des transports londoniens engagés dans une grande lutte. Il adopta enfin une déclaration de principes animée de l'esprit le plus nettement socialiste, proclamant dès l'abord que « la classe ouvrière et la classe capitaliste n'ont rien de commun ».

En Nouvelle Zélande, comme dans tout le monde anglo-saxon, une remarquable évolution du prolétariat se produit vers les conceptions et les méthodes les plus nettes du Socialisme international.

CHAPITRE XVI

LE SOCIALISME DANS L'AFRIQUE DU SUD

I. — L'Afrique du Sud après la guerre

Une fois que l'impérialisme, traduction idéologique des besoins d'expansion du capitalisme, fut parvenu à ses fins dans l'Afrique du Sud et que, par « sa guerre » sanglante et ruineuse pour l'Angleterre, il fut parvenu à supprimer les deux petites Républiques boers, dont les institutions et la mentalité pré-capitalistes étaient un obstacle à ses convoitises, le pays fut livré aux entreprises du haut capitalisme.

D'ailleurs, avec un admirable sens des réalités politiques et un libéralisme clairvoyant, quelques années à peine après la terrible guerre, l'Angleterre conférait leur pleine autonomie aux anciennes Républiques boers, à l'intérieur de la « Fédération Sud-Africaine » constituée par la réunion des colonies du Cap, du Natal, de l'Orange, du Transwaal et de la Rhodésie, sur le modèle du « Commonwealth » australien. Et c'était l'un des principaux chefs de la résistance à l'Angleterre, le général boer Botha, qui devenait le Premier Ministre de la nouvelle « Puissance » de l'Empire britannique.

La grande majorité de la population de l'Afrique du Sud est composée de noirs, Cafres, Zoulous, Hottentots, employés et exploités aux plus dures conditions dans les plantations des blancs — anglais ou boer-hollandais.

Mais dans les grands centres, et principalement à Johannesburg, la grande cité commerçante du Transwaal, qui compte actuellement plus de 150.000 habitants, comme à Capetown

et dans les autres villes, un prolétariat assez nombreux s'est constitué qui n'a pas tardé à prendre conscience de ses intérêts et à constituer des organisations.

II. — Les organisations ouvrières et socialistes

Depuis de nombreuses années déjà, la Fédération sociale démocrate anglaise comptait un groupe à Capetown ; divers groupements s'étaient ultérieurement constitués à Durban, Johannesburg, Bloemfontein, sous les auspices de la même organisation ou du Parti ouvrier indépendant.

Il constituait le Parti du Travail Sud-Africain, qui comprend à l'heure actuelle treize sections, notamment dans les villes de Johannesburg, Capetown, Durban, Kimberley, Prétoria et Bloemfontein. Aux élections générales de 1910, il conquerrait 4 sièges sur 121 que comprend le Parlement de l'Afrique du Sud.

D'autre part, aux élections municipales d'octobre 1911, le Parti du Travail de Johannesburg remportant un succès important, faisant élire 11 sur 16 des candidats qu'il avait présentés. Comme le Conseil n'a que 30 membres, on voit que les élus des travailleurs y sont plus d'un tiers de l'Assemblée. D'autre part, 4 candidats travaillistes ont également été élus au Conseil municipal de Prétoria.

Le principal organe du Parti et des Syndicats, *The Voice of Labour* (La Voix du Peuple), paraissant à Johannesburg, est un journal animé de conceptions socialistes à tendances « industrialistes ». En outre, paraît *the Worker* (l'Ouvrier), à Durban, et le petit groupe socialiste de Capetown publie *the Cape Socialist*. Notons la résolution intéressante votée par le Labour Party sud-africain à sa dernière conférence annuelle, par laquelle il a décidé d'admettre les noirs dans les Trades-Unions, pourvu qu'ils travaillent aux mêmes conditions que les blancs.

Les trades-unionistes groupés dans le Parti du Travail sud-africain sont au nombre de 75,000.

En dehors de l'Afrique méridionale, il n'existe guère, sur le vaste continent africain de mouvement ouvrier et socialiste, ni même de conditions propres à le voir naître, chez des peuples encore à demi-barbares, et où les formes primitives de la production et de l'échange dominent complètement.

Dans la région la plus avancée, en Egypte, quelque propagande a été faite au Caire et à Alexandrie, par le socialiste grec Drakoulès. En outre, quelques-uns des éléments du jeune parti nationaliste égyptien ont manifesté des sympathies pour les idées socialistes et l'organisation ouvrière. Un de ses principaux militants, Farid bey, a participé à la formation de plusieurs syndicats au Caire. Mais il n'y existe pas, à notre connaissance, d'organisation socialiste.

Nous avons laissé en dehors de notre cadre les organisations socialistes d'Algérie et de Tunisie, qui doivent trouver place dans le volume consacré aux Fédérations du Parti socialiste français.

CHAPITRE XVII

LE SOCIALISME AUX ÉTATS-UNIS

I. — Les origines du mouvement.

Il n'est pas de sol qui, pendant longtemps, ait paru aussi ingrat pour la semence des idées socialistes que celui de la grande République américaine. Quoique l'on y découvre depuis bien longtemps déjà des manifestations de l'activité socialiste, nulle part le rôle joué par le socialisme dans la vie politique nationale ne fut aussi minime jusqu'au début du XXe siècle.

L'Amérique fut le champ d'expérience choisi par la plupart des grands utopistes du siècle dernier, ou leurs principaux disciples. C'était de l'autre côté de l'Atlantique seulement, que les expérimentateurs sociaux pouvaient trouver d'immenses étendues de terrains à bas prix — voire pour rien — éloignées des influences corruptrices du vieux monde bourgeois et aussi un pays jouissant de libertés politiques et religieuses inconnues de la vieille Europe.

Sans parler des nombreuses communautés religieuses telles que les « Harmonistes », les « Séparatistes », les « Perfectionnistes », les « Shakers » chez lesquels le communisme était moins un but social poursuivi qu'un moyen d'organisation en vue du salut religieux à accomplir, c'est aux États-Unis que nous voyons se produire les seules tentatives sérieuses de réalisation des grandes utopies de Owen, de Fourier, de Cabet. C'est dans l'Indiana qu'Owen fondait, en 1825, l'usine modèle de la « Nouvelle Harmonie », c'est dans le Texas et l'Iowa, que furent constituées en 1849 et que vécu-

rent, avec beaucoup de tribulations jusqu'en 1895, les colonies communistes françaises des Icariens de Cabet.

Les tentatives des Icariens et des Owenistes n'eurent jamais un caractère autochtone; leurs adhérents étant presque exclusivement français et anglais. En revanche, les Etats-Unis virent de 1840 à 1846, toute une efflorescence du fouriérisme à laquelle participèrent quelques-uns des esprits les plus distingués de la République, en ce temps. C'est ainsi que le phalanstere de la « Brook farm » compta au nombre de ses sociétaires le philosophe Emerson, l'historien W.-H. Canning, le poète Henry-D. Thoreau, des hommes politiques et des écrivains tels qu'Horace Greeley, Brisbane, Charles-A. Dana. Des centaines de phalanstères furent constitués dans les Etats de New-York, du Wisconsin, de la Pensylvanie et vers la même époque, Victor Considérant fondait dans le Texas sa colonie de « la Réunion ».

Naturellement, ces colonies échouèrent, car « le temps des Robinson Crusoë individuels ou sociaux est passé. Le développement industriel des siècles a créé une grande interdépendance économique entre les hommes et a fait de l'humanité un seul corps », écrit à ce propos dans sa belle « History of Socialism in the United States », notre ami Morris Hillquitt. Et il ajoute justement que « ce caractère indivisible de l'organisme social est le roc contre lequel sont venues se briser les expériences communistes ». On ne pouvait dans une société marchande, créer des organismes sociaux se suffisant à eux-mêmes, leurs adhérents étant fatalement soumis aux lois de la concurrence, comme producteurs et comme consommateurs.

Du moins l'observateur social peut-il tirer de leurs expériences d'intéressantes constatations, notamment des colonies icariennes qui, seules, durèrent assez pour fournir des indications sérieuses. Contrairement à l'assertion si souvent répétée des économistes bourgeois, selon laquelle la concurrence serait le seul stimulant de l'esprit d'initiative, tous ceux qui

ont étudié la vie des colonies ont reconnu l'esprit ingénieux, l'habileté, le sens des affaires de leurs habitants. Le savant professeur Ely, de l'Université du Wisconsin, a constaté l'ardeur de tous au travail, malgré son caractère fier et libre; Nordhoff, dans ses *Communistic Societies of the United States,* raconte l'étonnement de ceux des colons auxquels il demandait « comment vous arrangez-vous avec les paresseux ?» La question ne s'était même pas posée à eux.

Les règles de l'hygiène étaient généralement observées très strictement. La propreté régnait dans les colonies et les habitants de toutes étaient très tempérants. Il apparaît, en outre que la vie n'y était pas ennuyeuse ou monotone. Les habitants s'efforçaient toujours d'introduire le plus de variété possible dans leurs habitudes et leurs occupations, suivant l'excellent principe de Fourier. Les habitants des colonies étaient gais. On a constaté que la maladie faisait peu de ravage parmi eux et le nombre est grand des Icariens qui atteignirent 80 ou 90 ans. On ne cite pas un seul cas de suicide ou de folie parmi eux.

II. — Le mouvement moderne : La longue période stérile.

Il n'y a aucun rapport de filiation entre les colonies communistes du milieu du XIXe siècle et le mouvement socialiste moderne aux États-Unis. On trouve les premières traces de celui-ci à partir de la guerre de Sécession et surtout après celle-ci, parmi les émigrants allemands. De 1868 à 1875 des sections de l'Internationale furent ainsi constituées, comprenant aussi des Français, réfugiés de la Commune, des Italiens, des Polonais et des Russes. L'influence de ces éléments sur la classe ouvrière américaine, encore peu nombreuse et jouissant de conditions économiques brillantes, est absolument nulle.

Le SOCIALISTE LABOR PARTY (Parti Ouvrier socialiste), qui

s'organisa à la fin de 1877, n'eut pas, pendant plus de vingt ans, un caractère différent. Etrangers à la langue et aux idées du pays, ses 2 ou 3.000 adhérents, presque tous à New-York et dans quelques grands centres, n'exerçaient aucune influence, restaient en fait en dehors de la vie politique nationale et ainsi que l'a écrit spirituellement un des plus distingués membres du Parti, A.-M. Simons, beaucoup d'entre eux « se contentaient de disserter autour de pots de bière sur la philosophie de Marx et la bêtise des ouvriers américains ». Dès 1878 cependant, ces réfugiés allemands, parmi lesquels se trouvait l'ami de Marx et d'Engels, A. Sorge, le dernier secrétaire de l'Internationale, fondaient un quotidien de langue allemande, le *New Yorker Voskszeitung*, qui a traversé à peu près sans encombre tous les orages et, doyen de la presse socialiste américaine, compte actuellement au nombre des plus vieux journaux de la « Cité Empire », mais dont l'influence, nécessairement, ne put jamais se faire sentir que dans la colonie allemande.

Outre l'indifférence foncière des travailleurs américains et les conditions économiques contraires, les socialistes avaient à lutter alors contre l'anarchisme qui, de 1880 à 1887, avait encore une grande influence parmi les émigrants allemands, parmi lesquels se trouvait J. Most. Mais les tragiques événements de Chicago — centre de ce mouvement — en 1887, la condamnation à mort de sept militants socialistes anarchisant, d'ailleurs innocents, rendus responsables d'attentats à la dynamite, commis sans doute par des provocateurs, leur exécution, amena la disparition presque complète de l'anarchisme aux États-Unis.

Le mouvement des « Greenbacks » (qui demandaient le cours forcé du papier monnaie au dos vert ou green back, émis pendant la guerre de Sécession), la propagande de Henry George, et surtout le *populisme* de l'Ouest, furent les premières manifestations purement américaines de tendances vaguement socialistes, en tous cas « anticapitalistes ». Cha-

cun de ces mouvement procédait plus ou moins de préoccupations agrariennes plutôt qu'industrielles. On sait que la doctrine d'Henry George, notamment, s'attaque avant tout au monopole des propriétaires fonciers, contre lesquels il veut établir la « single tax », l'impôt unique. En 1886, la popularité de George était si grande qu'un « parti ouvrier unifié » se constituait pour soutenir sa candidature à la mairie de New-York. Il obtenait 68,000 voix contre 90.000 au candidat démocrate et 60,000 à Roosevelt, dont ce fut le début dans la vie politique. Les socialistes avaient soutenu George « non en raison, mais en dépit de sa doctrine » disait le *Volkszeitung*. Ils ne tardèrent d'ailleurs pas à se brouiller avec les georgistes et tentèrent de s'affirmer en parti indépendant. Le résultat fut pitoyable, car ils ne recueillirent que 3.000 voix dans tout l'État de New-York aux élections de 1888. A partir de 1890, une peu de vie nouvelle sembla s'insufler au S. L. P., qui fit paraître un hebdomadaire de langue anglaise, *The People*, et, dans son Congrès, tenu l'année précédente, à Chicago, s'était efforcé de rattacher le mouvement aux traditions nationales en prenant pour base la « Déclaration de l'Indépendance » de 1778.

Pour la première fois les socialistes prenaient part aux élections de 1892 et recueillaient 21.000 voix dans toute la République, dont 14.000 dans l'État de New-York. A partir de cette époque, le mouvement va croître d'une façon continue, quoique encore très lente, jusqu'en 1898. Aux élections parlementaires (pour le Congrès) de cette année, le S. L. P. atteignait 82.000 suffrages.

Entre temps, il s'était produit parmi les hardis et libres fermiers de l'Ouest américain le mouvement *populiste*. Il réclamait principalement à son origine l'établissement du monométallisme argent qui aurait permis aux fermiers endettés de se libérer avec un numéraire déprécié, puis, sous l'influence de Bellamy et de sa théorie « nationaliste », il réclamait, plus ou moins clairement, la nationalisation des grands

monopoles. Aux élections de 1892 les populistes obtenaient un million de suffrages, et en 1894 plus de 1.500.000. C'était un mouvement confus, aux aspirations incertaines, mais qui traduisait la révolte croissante du petit producteur agricole indépendant, écrasé par la puissance formidable et sans cesse croissante des grands trusts — le nouveau phénomène économique décisif de la vie sociale des Etats-Unis. Le populisme, manquant de doctrine précise, fut, d'ailleurs bientôt accaparé par le parti démocrate, celui des deux partis bourgeois américains qui prétendait se rapprocher le plus de ses aspirations — grâce à l'éloquence et à la popularité de son candidat Bryan, qui, dans un discours célèbre devant la Convention ou Congrès du parti démocrate, avait parlé de « l'humanité clouée depuis des siècles sur une croix d'or ». Beaucoup des populistes les plus avancés étaient des éléments tout préparés pour la prochaine propagande socialiste.

III. — Le nouveau milieu économique.

Pendant la plus grande partie du siècle dernier, les conditions mêmes du développement d'un mouvement socialiste n'existaient pas aux Etats-Unis. L'Union américaine, « la nation des hommes libres, la terre des braves » comprenait surtout des millions de paysans propriétaires, et l'industrie était encore un facteur tout à fait secondaire de la production nationale. Plus tard, si l'industrialisme commence à se développer puissamment, sa prospérité même lui permet d'accorder de hauts salaires à un prolétariat récemment formé et d'éléments tellement hétérogènes — par la langue, la race et les mœurs — que la formation chez lui d'une conscience de classe était chose presque impossible.

La « frontière » de l'Ouest était, d'ailleurs, pour le capitalisme américain une perpétuelle soupape de sûreté par la-

quelle il se débarrassait des individualités les plus énergiques des grandes cités de l'Est. Au lieu de prendre la tête de leur classe, d'aider à son organisation révolutionnaire, tous ces éléments parmi les travailleurs américains, se dirigeaient vers cette « frontière » où l'abondance illimitée, semblait-il, de terres inoccupées permettait à chacun d'aspirer sans difficulté à la propriété du sol et à la liberté.

Mais la population ne cessait de s'accroître avec une rapidité formidable, sans cesse grossie par le flot de millions d'immigrants que l'Europe occidentale d'abord, puis l'Europe orientale, déversaient sur le Nouveau Monde. De 23 millions d'habitants, elle était passée à 76 millions en 1900, à 90 millions en 1910. En même temps, le capitalisme, pleinement développé, met la main sur toutes les immenses richesses du pays.

En 1830, la richesse totale de la nation est évaluée à 35 milliards de francs, répandus sans très grandes inégalités entre ses habitants. En 1910 elle est estimée à 476 milliards de francs, et là-dessus on estime que 250.000 personnes possèdent à elles seules 335 milliards, soit 71 o/o, que 8.000.000 possèdent 120 milliards, tandis que tout le restant de la nation n'a pas en tout 2 milliards de francs pour sa part!

En même temps, la classe ouvrière devient de plus en plus nombreuse, des industries colossales se créent à Chicago, en Pensylvanie, dans l'Ohio, le Missouri, toute la Nouvelle Angleterre. La concentration et la centralisation des capitaux s'opèrent avec une puissance sans cesse accrue, dans des trusts énormes, qui représentent des centaines de millions, voire des milliards, dirigés par quelques potentats: Carnegie « roi de l'acier », Vanderbilt « roi des chemins de fer », Astor « roi de la bâtisse », Armor « roi des conserves de viandes », Morgan « roi de l'Océan », avec, comme couronnement, la fortune colossale de 5 milliards de francs de John Rockefeller « roi des pétroles ».

L'antagonisme des classes se développe, en conséquence,

sous des formes sans cesse plus aiguës, plus brutales. D'abord uniquement sous la forme économique, dans les vastes grèves de Latimer, en 1891, Homestead en 1892, surtout la grande grève des cheminots à Chicago, en 1894, où se révèle un remarquable militant, E. V. Debs, secrétaire de l'Union des mécaniciens-chauffeurs de la région du Centre et de l'Ouest. L'intervention brutale de la police et de l'armée, aux ordres des patrons, la proclamation de l'état de siège, l'arrestation et la condamnation de Debs à six mois de prison pour « mépris de la Cour » — résistance à une « injonction » ou ordonnance d'un juge au service des trusts — eurent un profond retentissement dans la classe ouvrière. Elle était encore bien loin cependant de comprendre le socialisme, mais celui-ci allait acquérir dans ces luttes un militant d'élite, un leader véritablement américain, jouissant d'un énorme crédit dans le prolétariat de la grande République. Dans la prison de Woodstock, où la haine capitaliste l'avait enfermé, un de ses amis, un jeune ouvrier typographe d'origine allemande, de Milwaukee, Victor Berger, lui faisait parvenir les œuvres de Marx. Entré en prison simple trade-unioniste, Debs en sortit socialiste révolutionnaire convaincu.

En 1897 il constituait une nouvelle organisation avec Victor Berger, le Parti Social-Démocrate, qui, après quelques tâtonnements, acceptait les principes du socialisme international. A la différence de l'ancien mouvement, celui-ci comprenait une forte proportion d'éléments véritablement « américains », parlant la langue du pays, comprenant ses idées et ses mœurs.

Cependant un problème grave et complexe, analogue à celui qui s'est posé de l'autre côté de l'Océan aux socialistes anglais, se présentait aux socialistes américains. Dans l'un et l'autre pays, le socialisme n'avait pas créé à son image, et avec ses militants, le mouvement syndical, ainsi que c'était presque partout le cas sur le Continent européen. Il s'était, au contraire, trouvé en présence, dès son entrée dans la vie,

d'un grand et puissant mouvement syndical, plus ancien que lui et généralement très peu sympathique à ses efforts. Ceci était encore plus le cas du trade-unionisme américain que du trade-unionisme anglais. On y rencontrait même — parfois — ce qui ne fut jamais le cas en Angleterre, des leaders ouvriers trahissant consciemment leur classe et foulant aux pieds ses intérêts économiques immédiats aussi bien que ses intérêts politiques.

Le Socialist Labor Party, dans lequel l'influence prédominante depuis plusieurs années, appartenait à un militant d'origine française, Daniel de Leon, voulut tout d'abord s'emparer du mouvement trade-unioniste américain. Il échoua dans cette entreprise prématurée et maladroitement conduite. Il estima alors qu'il n'y avait plus rien à en attendre. Dans son Congrès de 1896 il le déclarait « désespérément corrompu » et décidait d'entamer une guerre au couteau contre les fakirs (charlatans) leaders trades-unionistes. En face des vieilles et puissantes trades-unions, groupant toute la classe ouvrière organisée sur le terrain économique, il prétendait dresser des Unions « socialistes », la « *Socialist Trade and Labor Alliance* ». Cette tactique funeste, qui aboutissait à diviser irrémédiablement la classe ouvrière et à dresser contre le socialisme des centaines de milliers de trades-unionistes, à la grande satisfaction de leurs chefs conservateurs, entraînait, en juillet 1899, une complète scission dans le S. L. P. entre deleonistes et anti-deleonistes.

IV. — Fondation du Parti Socialiste.

Immédiatement s'opérait un rapprochement entre le Parti social-démocrate de Debs et la fraction anti-deleoniste du S. L. P.. En 1900 leur fusion complète s'opérait au Congrès d'Indianapolis au sein du nouveau Socialist Party, qui présentait comme candidat aux élections présidentielles de l'année Debs pour la présidence, et Job Harriman pour la vice-

présidence, et adoptait tout un programme d'action socialiste. Malgré une organisation rudimentaire et hâtive, le nouveau parti réunissait 98.000 voix, tandis que les éléments du S. L. P. fidèles à De Leon n'en conservaient que 34,000. C'était en tout 132.000 suffrages réunis par le socialisme, chiffre bien modeste encore, mais montrant néanmoins que le mouvement commençait enfin à prendre racine dans le sol américain.

Une nouvelle et vaste crise allait largement favoriser sa croissance. Ce fut la grande grève des mineurs de Pensylvanie, de mai à octobre 1902. Aux élections de novembre pour le Congrès, le Parti socialiste réunissait 223.000 voix, tandis que le S. L. P. de léoniste en obtenait 50,000, soit 227,000 voix en tout.

Désormais, les progrès du socialisme américain ne se démentent plus. Il a cessé d'être une importation étrangère, un « produit bon pour l'Europe monarchique » mais dont on n'avait que faire dans la « libre Amérique ». Il est devenu autochtone, et la grande majorité de ses militants, au lieu d'être des Allemands ou des Russes ignorant la langue du pays, sont de véritables Américains sachant parler à leurs compatriotes le langage qu'ils comprennent. Dès 1903, quelque temps avant sa mort, le sénateur Marcus Hanna, le grand *boss* ou leader du parti républicain, dont l'influence avait été prédominante sous la présidence de Mac Kinley, déclarait que le combat futur de la politique américaine serait non plus la lutte factice et superficielle entre républicains et démocrates — les deux grands partis bourgeois des Etats-Unis — mais entre le républicanisme capitaliste et le socialisme.

Graduellement le Parti socialiste créait les organes nécessaires de son action, augmentait son influence dans tous les domaines de la vie américaine, obligeant la presse bourgeoise, qui avait prétendu jusque-là ignorer jusqu'à son existence, à lui consacrer journellement des colonnes, attirant à lui toute l'élite de la jeunesse intellectuelle, recueillant dans le milieu

trade-unioniste, qui lui avait été jusque-là le plus hostile, des adhésions importantes et nombreuses, renforçait d'une façon constante son organisation.

Aux élections de 1904, Debs, qui était à nouveau son porte-drapeau, voyait le chiffre de ses voix monter à 408.000. A vrai dire, la candidature ultra modérée de Parker chez les démocrates avait valu à Debs un certain nombre de suffrages peu conscients d'éléments populistes, qu'il n'était pas assuré de garder. On le vit bien l'année suivante, où le vote socialiste « se tassait » en quelque sorte à 331.000 voix pour le Parti socialiste, tandis que les de leonistes en réunissaient 20.000. La marche ascensionnelle reprenait aux élections présidentielles de 1908. En dépit de la vague de « radicalisme » qui avait passé sur tous les pays bourgeois, et qui se manifestait non seulement dans les déclarations du candidat démocrate Bryan et du candidat républicain Taft, mais encore dans la campagne démagogique du « Parti du Peuple » créé par Hearst, en dépit de la dépression industrielle et de l'attitude hostile de la Fédération Américaine du Travail, le Parti obtenait 424,000 voix.

Entre temps, il menait une grande et généreuse campagne, dont le résultat fut une nouvelle preuve de son influence grandissante. Dans l'Ouest lointain, la lutte des classes avait pris une allure particulièrement aiguë et dramatique entre la « Fédération des mineurs de l'Ouest », très combattive, très révolutionnaire, pénétrée d'idées socialistes, et les grands potentats des trusts. Ceux-ci, pour décapiter le mouvement, ne trouvèrent rien de mieux que d'accuser les leaders de la Fédération, Moyer, Haywood et Petitbone, d'un attentat à la dynamite dans lequel avait péri le gouverneur de l'Idaho, Steunenberg. Arrêtés en pleine nuit, Haywood et ses camarades, avaient été arrachés de leur Etat, le Colorado, et transportés dans l'Idaho, où l'on ne complotait rien de moins que leur condamnation à mort par un jury trié sur le volet. En dépit de l'attitude scandaleuse du Président Roosevelt, pre-

nant parti contre les accusés, la magnifique campagne menée par le Parti aboutit à une magnifique victoire. Malgré les pires manœuvres de l'accusation, le jury de Boise City acquitta les trois militants, dont le plus connu, Haywood, se consacra dorénavant entièrement à la propagande socialiste. La classe capitaliste n'avait pu renouveler en 1907 le coup de Chicago en 1887. Il y avait une classe ouvrière assez puissante maintenant pour empêcher de tels crimes.

L'année 1910 vit une série de victoires retentissantes du socialisme américain telle que la bourgeoisie d'Europe se décida à reconnaître son existence et sa force grandissante. Il enlevait ainsi la municipalité de Milwaukee, grande cité de 400.000 âmes. Et, aux élections générales pour le Congrès, en novembre, pour la première fois il élisait un des siens, Victor Berger, comme député au Congrès pour la ville de Milwaukee. Le même Etat de Wisconsin envoyait 12 députés socialistes au Parlement local, et 2 autres socialistes au Sénat. Il élisait pour la première fois des députés dans 6 autres Parlements d'Etat. Au total le Parti obtenait 607.000 voix. Il était indiscutable que le socialisme était devenu dans l'immense République une force avec laquelle il fallait compter, la grande force de l'avenir — d'un avenir prochain.

L'ORGANISATION SOCIALISTE

I. — Les forces organisées du Parti Socialiste.

Lorque l'unité fut réalisée, en 1901, à Indianapolis, entre les quatre cinquièmes des éléments organisés de l'Union Américaine, au sein du Socialist Party, ses forces totales atteignaient à peine 70.000 cotisants et son organisation s'étendait tout au plus à une vingtaine d'Etats. Six ans après, en 1907, le Parti comptait 1,900 groupes et sections, répandus dans 39 Etats ou territoires. Il a aujourd'hui 5,000 sections

Eugène-Victor DEES.

Photo Marceau.

réparties dans 46 États sur les 48 que compte l'immense République, avec 125,000 membres cotisants. Non seulement ses sections s'étendent sur tout le territoire propre de l'Union, mais il compte toute une Fédération dans les régions glacées de l'Alaska, des groupes dans les îles Hawaï ou Sandwich en Océanie, à Porto-Rico, à Cuba, à Panama (parmi les ouvriers américains employés au grand canal) et jusqu'en Asie, aux Philippines.

La statistique suivante fait, au reste, ressortir avec force les progrès de l'organisation du Parti socialiste :

ANNÉES	MEMBRES DU PARTI	ANNÉES	MEMBRES DU PARTI
1903	15.975	1908	41.751
1904	20.763	1909	41.479
1905	23.327	1910	58.011
1906	26.784	1911	84 716
1907	29.270	1912	125.826

On voit par ces chiffres que, en moins d'une année, de février 1911 à février 1912, le Parti socialiste a augmenté de près de 50.000 le nombre de ses adhérents : c'est le signe le plus certain des magnifiques progrès qu'il fait actuellement dans tout le pays.

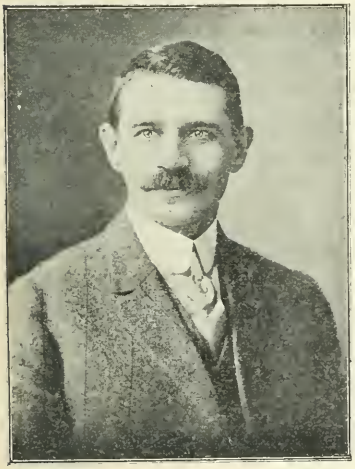
D'après une enquête faite au début de 1908 dans les sections du Parti sur les origines de ses membres, 67 o/o appartenaient à la classe ouvrière, 18 o/o sont des fermiers propriétaires ou locataires de leurs fermes, 7 o/o aux professions libérales et 8 o/o à la petite bourgeoisie. Sur les 125.000 membres, on compte environ 10.000 femmes.

Les recettes annuelles varient beaucoup suivant que l'année donne lieu à des élections présidentielles et demande, par conséquent, un effort national plus grand, ou qu'il ne

s'agit que des dépenses ordinaires de l'administration du Parti et de la propagande normale. Sur les cotisations perçues dans chaque groupe, 25 centimes par membre et par an sont envoyés normalement à l'organisme central. De ce chef le Parti recueillait en 1910 50.000 francs. Mais ces chiffres sont dépassés bien des fois, quand il y a une élection nationale. C'est ainsi qu'en 1908, alors que le Parti n'avait encore que 48,000 membres, le Secrétariat de Chicago avait un budget de recettes de 95,000 dollars, soit de 425,000 francs, sur lesquels, il est vrai, 41,000 dollars, soit 205,000 francs avaient été réunis pour l'organisation du fameux *Train Rouge,* de Debs, dont nous parlerons plus loin, et qui coûta 125.000 francs.

Le siège central du Parti est à Chicago, 11, Market Street, où il possède de vastes locaux et où il emploie une nombreuse équipe de dactylographes, de statisticiens, de scribes de toute espèce. Grâce à la magnifique organisation qui lui a été donnée par Mahlon Barnes, un ancien ouvrier cigarier de Philadelphie, qui occupa longtemps le poste de *secrétaire national,* et auquel a succédé le citoyen John Work, la propagande poursuivie sur tous les points de l'immense territoire de l'Union a acquis une incroyable puissance. Notre ami Marius Moutet, conseiller général du Rhône, qui eut l'occasion de visiter, il y a quelques années déjà, les bureaux de Washington Street, fut émerveillé de l'esprit de méthode en même temps que de l'activité prodigieuse qui y régnait. De chaque Etat de l'Union arrivaient sans cesse les renseignements sur la force du Parti, ses progrès, la situation locale, les efforts à tenter, etc. Le moindre groupe de tel village du Far-West, de Californie ou du Texas, possède son dossier spécial, dans d'innombrables casiers, et une immense carte de la République, plantée de centaines de petits drapeaux rouges indiquait d'un seul coup d'œil tous les points du pays où s'exerce l'action du socialisme organisé. Un service de librairie formidable fonctionne à côté.

L'organisation du Parti socialiste des États-Unis se rapproche assez de celle du socialisme français, quoique laissant moins de place au vote par « personnes interposées » : au centre, le Secrétariat national; ensuite le *Comité National Exécutif*, élu par les suffrages de tous les adhérents au Parti, et qui comprend 9 membres, dont les plus connus sont Victor Berger, ex-député de Milwaukee; Haywood, le héros des événements du Colorado que nous avons rapportés, et



MORRIS HILLQUIT

VICTOR L. BERGER
Photo Kelin, Milwaukee

qui représente actuellement dans le socialisme américain la tendance très révolutionnaire et quelque peu « syndicaliste », quoique très fidèle au Parti, reconnaissant la nécessité de l'action politique; Morris Hillquitt, l'historien du mouvement, un de ses militants les plus influents et son représentant au Bureau Socialiste International; A.-M. Simons, le spécialiste de la question agraire. Il se réunit tous les deux ou trois mois. Ensuite vient le *Comité National* proprement dit, qui comprend un délégué par État, avec un délégué en

plus par 2.000 cotisants. Etant donné les distances formidables que doivent parcourir les délégués, il ne se réunit que très rarement et prend ses décisions par correspondance.

Cette extrême difficulté, étant donné les dépenses énormes et le temps nécessaire pour assembler les représentants des 46 Etats, a entraîné le Parti socialiste américain à faire un fréquent usage du *referendum,* au moyen duquel il prétend placer directement entre les mains de tous ses membres le pouvoir suprême dans le Parti. Dans toutes les questions importantes, ceux-ci sont ainsi consultés. Il faut d'ailleurs observer que cette méthode n'est pas sans offrir des inconvénients, étant donné que très souvent la proportion des membres du Parti qui prend part au vote est assez faible, parfois inférieure même à 50 o/o du chiffre total. En dehors de son organisation régulière par Etats, le Parti socialiste des Etats-Unis a constitué des *organisations spéciales pour chacune des principales nationalités,* nationalités dont on trouve des centaines de milliers et des millions de représentants dans cette immense Babel moderne. Ces organisations sont analogues à nos « groupements d'originaires » à Paris — mais avec une importance centuplée. A son dernier Congrès, tenu à Indianapolis, le Parti a donné une institution définitive à ces groupements en adoptant les conclusions du rapporteur, Louis Goaziou, un militant d'origine française. Il stipule que 5 groupes au moins de socialistes parlant une autre langue que l'anglais, auront le droit de former une Fédération nationale, avec un secrétaire particulier, sous le contrôle du Secrétariat national du Parti.

Toute Fédération nationale « d'originaires » comprenant au moins 500 membres a droit à un bureau particulier au siège du Parti, avec une subvention de 140 à 75 francs par semaine pour le traitement de son secrétaire. Le Parti ne reconnaît qu'une Fédération nationale par langue.

Plusieurs de ces organisations existaient d'ailleurs depuis longtemps déjà et possèdent une forte organisation. Ainsi

l'organisation socialiste *finlandaise américaine,* qui possède un magnifique immeuble et a plusieurs propagandistes appointés; l'organisation *scandinave;* l'organisation *polonaise,* malheureusement divisée en deux fractions, prolongement des querelles d'Europe; l'organisation *tchèque;* l'organisation *italienne;* l'organisation *slave du Sud,* etc. Une organisation *franco-canadienne-belge* est en formation.

Le but de ces organisations étrangères est de mettre les immigrants, dont la plupart ignorent tout de leur nouvelle patrie, en contact avec le mouvement socialiste américain. Leur rôle ne s'étend pas au delà d'une génération, les fils des immigrants étant après ce laps de temps presque toujours complétement « américanisés ». Toutes ont d'importants organes hebdomadaires, voire quotidiens, ainsi qu'on le verra plus loin. Elles se tiennent aussi fréquemment en contact avec les Partis socialistes de leurs pays d'origine, notamment les Russes, les Polonais et les Finlandais, et leur font parvenir des subsides souvent considérables.

II. — La presse socialiste.

Un indice très sûr de la croissance du mouvement socialiste aux Etats-Unis se trouve dans le magnifique développement de sa presse — d'autant plus remarquable que l'Amérique est sans conteste le pays du monde qui compte la plus puissante presse capitaliste, la mieux outillée, avec laquelle il est très difficile d'entrer en concurrence.

Au début de l'année, le Parti socialiste des Etats-Unis possédait 3 quotidiens de langue anglaise, le *Call* (l'Appel) à New-York, le *Daily Socialist* à Chicago, et le *Daily Register* à Lead, dans le Dakota du Sud. Dans le cours de l'année il a mis sur pied, à Milwaukee, un quatrième et puissant quotidien, le *Milwaukee Leader,* pour lequel 500,000 francs ont été réunis par la classe ouvrière du Wisconsin, et qui tire déjà à 60,000, et l'*Alarm,* à Belleville, dans l'Illinois. D'autre

part, le *Daily Socialist*, devenu, dans un récent conflit, l'organe des Syndicats du Livre de la région dans leur lutte contre le trust des journaux, a vu son tirage, jusqu'alors très minime, atteindre parfois 250,000 exemplaires et a modifié son titre — mais non son esprit — en celui de *Chicago Evening News*, plus neutre mais plus accessible au public américain. Toute cette presse quotidienne de langue anglaise date de cinq ans.

WARREN
Rédacteur en chef de l'*Appeal to Reason*

D'autre part, le Parti possède 6 quotidiens en langues étrangères, dont 2 en tchèque, le *Sprabedlnort*, à Chicago, et le *Americk Delnike Listy*, à Cleveland; 2 en allemand, le *Volkszeitung* de New-York (déjà vieux de près d'un quart de siècle), et le *Tageblatt*, à Philadelphie; 1 polonais, le *Dziennik Ludowy*, à Chicago; et 1 en jargon juif, le *Worwaerts*, de New-York, dont le tirage actuel est de plus de 100.000.

Mais la principale force de la presse socialiste américaine est encore dans ses hebdomadaires, qui sont au nombre de près de 200. Le plus important est le fameux *Appeal to Reason*, publié dans une petite ville du Far-West, à Girard dans le Kansas, et dont le succès a été prodigieux. Par une propagande endiablée, grâce à sa forme très originale et très américaine, son esprit audacieux et ses campagnes retentissantes, grâce aussi au prix très bas de son abonnement (2 fr. 50 par an), ce journal a atteint aujourd'hui un tirage de près de 500.000, comprenant presque exclusivement des

abonnés. Il a fait différents « numéros spéciaux », notamment à propos des attentats de la magistrature contre les organisations ouvrières et socialistes, qui ont atteint un tirage d'un million et plus.

Parmi les autres périodiques les plus brillants, il faut citer le *Social-Democratic Herald*, de Milwaukee, le *Free Press* (bi-hebdomadaire), à New-Castle en Pensylvanie, *The Farmer's Journal*, publié par les fermiers socialistes du Texas; le *Cleveland Citizen*, à Cleveland dans l'Ohio, etc.

Parmi les nombreux hebdomadaires de langue étrangère, il faut citer : à Chicago, le *Proletarec*, en slovaque; le *Revyen*, en danois; *La Parola de Socialista*, en italien; du *Werker Welt*, en juif; le *Radnicka Straza*, en croate; le *Neues Leben*, en allemand. A New-York, le *Rabotnik*, en polonais; *The Russian American-Worker*, en russe; le *Zunkunft*, en juif.

Il existe également un organe hebdomadaire français, *L'Union des Travailleurs*, publié à Charleroi, en Pensylvanie, sous la direction du citoyen Goaziou.

Le Parti a plusieurs périodiques illustrés et théoriques. Il faut citer l'*International Socialist Review*, de Chicago, devenu dans ces dernières années l'organe de l'extrême gauche et qui suit maintenant plutôt l'actualité que les questions de doctrine. Il est publié par la maison d'édition Charles Kerr, de Chicago, à laquelle le mouvement est redevable de la publication d'une quantité énorme de volumes et de brochures socialistes, et notamment la première traduction anglaise complète du « Capital », de Marx; les œuvres de tous les écrivains de l'Internationale, et notamment les traductions (faites fréquemment pour la première fois en anglais) des principales œuvres d'Engels, Kautsky, Antonio Labriola, W. Liebknecht, Paul Lafargue, et quelques-unes des meilleures œuvres des jeunes écrivains socialistes américains.

A Girard, la maison d'édition de l'*Appeal to Reason*, publie depuis un an un périodique illustré, dirigé par A.-M.

Simon, *The Coming Nation* (La Nation de demain), très brillant et dont le tirage dépasse 100,000.

III. — Le Parti Ouvrier Socialiste de De Leon.

A côté de la grande organisation du Parti socialiste, il nous faut mentionner une deuxième section du mouvement, infiniment moins importante et dont la situation depuis dix ans, est plutôt stagnante, quand elle ne marque pas une décroissance de ses forces. C'est la fraction du SOCIALIST LABOR PARTY (Parti ouvrier socialiste), qui resta en dehors de l'unification de 1901 et qui, avec Daniel de Léon, est demeurée fidèle à sa politique de lutte violente contre les grands syndicats ouvriers. Elle constitue, en réalité, aujourd'hui, plutôt une petite secte qu'un parti politique proprement dit et ses forces sont limitées à New-York et à quelques autres grands centres.

En fait, le S. L. P. consacre presque toute son activité à critiquer violemment, à attaquer sans mesure le Parti socialiste, ce qui explique sa défaveur après des masses. C'est ainsi que ses rapports aux trois derniers Congrès internationaux d'Amsterdam, de Stuttgart et de Copenhague n'apportent l'indication d'aucun travail socialiste positif, mais sont uniquement consacrés à des diatribes contre le P. S., à essayer de diminuer la valeur de ses succès et à donner une importance disproportionnée à ses plus légers échecs partiels. En revanche, aucun de ces trois documents ne fournit la moindre indication sur le nombre des membres du S. L. P., sur son organisation et son action de propagande dans le pays, sur ses forces dans les différents Etats.

Autant qu'on peut en juger, il semble que le S. L. P. a de 2,000 à 3,000 membres, répandus dans une centaine de

groupes. Il possède un journal quotidien à New-York, le *Daily People,* sur les conditions d'existence duquel nous manquons absolument de données précises, et qui, cependant, vit depuis huit ans; un hebdomadaire de langue anglaise, le *Weekly People,* et trois hebdomadaires de langue étrangère, en allemand, suédois et slovaque.

Le S. L. P. qui, après la scission de 1899, réunissait 33,408 voix aux élections de 1900, voyait le chiffre de ses voix remonter à un moment à 53,000 en 1902, descendre successivement à 33,546 en 1904, à 20,265 en 1906, enfin a 14,000 — dans toute la République ! — en 1908. Ce chiffre est remonté à 34,000 en 1910, chiffre autour duquel il semble décidément tourner.

Nous avons indiqué plus haut que Daniel de Léon avait constitué en 1896, contre l'organisation syndicale régulière, une « Socialist Trade and Labor Alliance », organisation « syndicale socialiste », dont le succès fut négatif et qui disparut en 1905, lorsque se constituèrent les *Industrial Workers of the World* (ouvriers industriels du monde), organisation syndicale « industrialiste » et révolutionnaire dont nous parlerons plus loin et dans laquelle des De Léonistes vinrent fusionner. Ils ne tardèrent d'ailleurs pas à y créer une scission et ce groupement est actuellement partagé en deux ou trois fractions, dont l'une a leurs préférences.

Au lendemain du Congrès d'Amsterdam, et à nouveau lors du Congrès de Stuttgart, le S. L. P. sembla soudainement désireux de réaliser l'unité avec le S. P. Celui-ci se montra peu enthousiaste de la proposition et proposa purement et simplement aux « De Leonistes » d'entrer dans le S. P. Il est évident que sur cette base l'unification était difficile. Encore que le S. L. P. ne joue pas un rôle bien important et que son action soit à peu près ignorée des masses, il serait à souhaiter dans l'intérêt même de l'ensemble du mouvement que le Parti socialiste des Etats-Unis fit quelques sacrifices d'amour-propre pour en finir avec ce petit schisme

qui ne peut que nuire à la propagande, en particulier à New-York, où le S. L. P. a ses principales forces.

IV. — Les résultats obtenus.

Dans les pays anglo-saxons, en Angleterre et aux Etats-Unis, on ne connaît pas le deuxieme tour de scrutin et, en conséquence, le vote socialiste y revêt un caractère, beaucoup plus net que dans les autres pays, d'opposition absolue à tous les partis bourgeois, d'affirmation « spécifiquement » socialiste.

Alors que le candidat socialiste n'a encore presque partout aucune chance d'élection, l'électeur tenté de voter pour lui se voit sans cesse reprocher par les autres partis de « perdre sa voix » et de vouloir ainsi « faire passer le plus mauvais » des deux candidats bourgeois. Pour donner quand même son vote au candidat de sa classe, sans avoir aucune possibilité de reporter ensuite son bulletin sur le candidat d'un autre parti « avancé », il faut à l'électeur une volonté très ferme et une conscience socialiste très nette.

En outre, les Etats-Unis n'ayant depuis leur fondation jamais connu d'autre régime que la République, avec des institutions très démocratiques, — sauf le pouvoir monstrueux des Cours de justice, qui ont le droit de déclarer « anti-constitutionnelle » et par conséquent de casser toute législation votée par les Chambres — il n'a pu y avoir en Amérique comme dans la vieille Europe, des luttes pour le suffrage universel, la conquête des droits politiques, luttes qui ont si puissamment contribué à unir les prolétaires belges, autrichiens, russes ou allemands.

Les progrès étonnants réalisés depuis dix ans par le socialisme dans un pays où les écrivains bourgeois prétendaient avec suffisance qu'il ne pénétrerait jamais, sont d'autant plus remarquables.

Voici, à cet égard, la statistique des voix recueillies par les socialistes américains depuis 22 ans :

ANNÉES	VOIX SOCIALISTES		TOTAL
1888	2.068	» »	2.068
1890	13.704	» »	13.704
1892	21.512	» »	21.512
1894	30.028	» »	30.020
1896	36.275	» »	36.275
1898	82.204	» »	82.204
	Parti Socialiste	Parti Ouvrier Socialiste (De Leoniste)	
1900	96.931	33.605	130.336
1902	223.494	53.756	277.257
1904	408.230	33.546	441.776
1906	331.043	20.265	351.308
1908	424.488	14.021	438.509
1910	607.674	34.115	641.789

Nous donnons dans le grand tableau ci-contre, le vote par États dans toutes les élections depuis 1900. Avec quelques fléchissements contingents, on voit que la progression est presque partout ininterrompue. D'une manière absolue, le chiffre de voix le plus élevé, obtenu aux élections de 1910, est réuni dans le grand État industriel de l'Ohio : il atteint 62.356 voix. Immédiatement après vient un autre grand État très industrialisé : la Pensylvanie, avec 59.630 voix, puis vient l'Illinois, dont Chicago est la capitale, avec 49,896 voix. L'État de New-York occupe seulement le 4e rang avec 48,982 voix, chiffre encore bien faible, si on tient compte de la population considérable de l'État, et des 30 ans de propagande faite dans ce milieu ingrat. Le Wisconsin, avec 40,053

voix, représente proportionnellement au chiffre total des votants, la plus forte proportion de voix socialistes. C'est là que se trouve la grande cité de Milwaukee, conquise par le Parti en 1910, et perdue cette année, mais ainsi qu'on le verra plus loin, avec un chiffre de voix plus considérable que deux ans auparavant.

Non moins remarquable fut le résultat obtenu dans les régions agricoles de l'Ouest, tels que l'Oklahoma, constitué tout récemment en Etat, où les voix socialistes ont passé en quatre années de 1906 à 1910, de 4,000 à 24,000; le Kansas, où elles ont été de 8 à 16,000; la Californie, où elles ont monté de 17,000 à 47,000.

Mais à côté du résultat comme voix, les batailles électorales de ces dernières années ont donné au socialisme américain ses premiers *élus:* Victor Berger, élu à Milwaukee, dans le Wisconsin, pour le Congrès ou Parlement fédéral de Washington; 12 élus à la Chambre et 2 élus au Sénat du Wisconsin; un élu dans chacun des Parlements du Massachussets, du Dakota du Nord, du Minnesota, de l'Etat de New-York, de la Pensylvanie et du Rhode-Island.

A la Chambre des Représentants, Victor Berger s'est immédiatement fait une place considérable et les projets de loi déposés par l'unique élu socialiste en faveur des retraites ouvrières, sur le travail des femmes et des enfants, pour la nationalisation des chemins de fer, télégraphes et téléphones (qui appartiennent en Amérique à l'industrie privée) ses interventions vigoureuses contre l'action du gouvernement américain au Mexique, pour le suffrage des femmes, pour les grévistes de Lawrence, dans le Massachussets, ont eu un profond retentissement dans tous le pays, comme aussi les exposés magistraux de la doctrine socialiste qu'il a fait entendre pour la première fois dans le Palais du Congrès, devant ses collègues surpris, mais très attentifs. Son action en faveur des grévistes de Lawrence, et l'exposé qu'il fit de la répression brutale qu'ils avaient subi, était qualifié « d'ap-

pui d'une valeur incalculable » par les éléments cependant de tendances « syndicales », de l'*International Socialist Review*.

D'autre part, une série de victoires plus importantes encore ont été remportées par le Parti aux élections municipales. C'était, outre une série de petits centres du Massachussets, du Montana, de l'Ohio, du Colorado et de la Pensylvanie, la grande cité de Milwaukee, peuplée pour la plus grande partie d'ouvriers d'origine allemande, mais déjà très « américanisés », qui était conquise au milieu de 1910, par la liste du Parti, ayant à sa tête Emile Seidel, un ouvrier mouleur d'une remarquable intelligence et qui devait montrer les plus remarquables qualités administratives comme premier magistrat de cette grande ville de 400,000 habitants. La plus scandaleuse corruption régnait dans l'administration de Milwaukee. Seidel et ses camarades nettoyèrent complètement ces écuries d'Augias capitalistes. En l'espace de deux ans, ils réalisèrent toutes les régies contre lesquelles le Parlement de l'État ne s'éleva pas, réformèrent complètement le système des impôts, en frappant fortement les riches exonérés frauduleusement, établirent les tarifs syndicaux pour tous les ouvriers et employés de la ville, préparèrent la municipalisation de la fourniture du charbon, de la glace, des carrières pour les routes, réorganisèrent tout le système des égouts, préparèrent de tous les côtés de nouveaux parcs, des bibliothèques.

E. Seidel
Photo R. Miller, Milwaukee

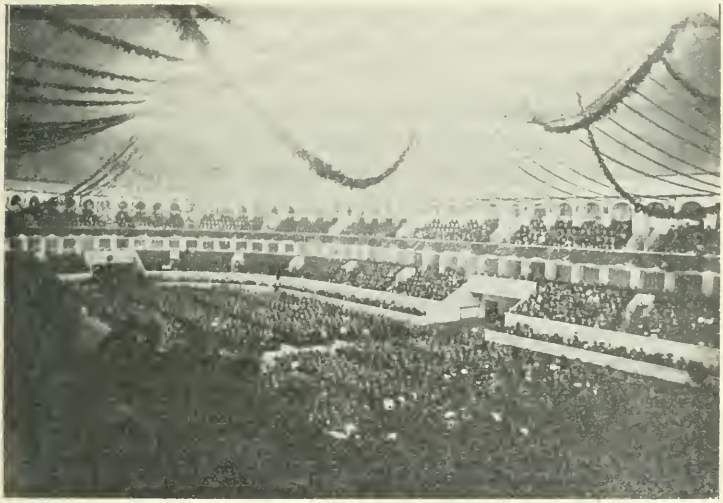
Mais la presse bourgeoise et les intérêts capitalistes menacés, surtout les grands fournisseurs qui avaient profité des tripotages de l'ancien maire Rose, commencèrent une campagne extraordinaire de calomnie contre la municipalité socialiste. Seidel avait trouvé un budget en déficit de 216,000 dollars (1,080,000 francs). Il bouclait le sien dès le début de 1912, avec un excédent. La presse capitaliste des Deux-Mondes n'en répandait pas moins le bruit que les « socialistes avaient ruiné Milwaukee » et cette ineptie s'étalait en toutes lettres dans des journaux capitalistes de Paris, tels que le *Temps*, l'*Echo de Paris* et la *Liberté*.

On raconta que les socialistes avaient causé un tel dommage à l'industrie de la grande cité, que celle-ci en avait été gravement atteinte. En fait, les usines de Milwaukee qui employaient 105,000 salariés hommes ou femmes en 1909, en occupaient 114,000 en 1911. Le capital engagé dans l'industrie locale qui se montait à 229 millions de dollars (soit 1 milliard 145 millions de francs) atteignait après deux ans d'administration socialiste 250 millions de dollars (soit 1 milliard 290 millions de francs).

Mais en 1910, Milwaukee n'avait été conquise qu'en raison de la division des partis bourgeois qui avaient obtenu l'un 20,500 voix et l'autre 11,346, soit en tout 31,845, contre 27,600 obtenues par les socialistes. Aux élections de mai 1912, ces partis se coalisèrent cyniquement, malgré leurs antagonismes soi-disant « irréductibles ». Après une campagne d'une violence inouïe, ils parvinrent à reprendre la municipalité, mais les socialistes soi-disant « écrasés » avaient obtenu 31,000 voix, soit plus de 3,000 de plus que deux ans auparavant. Au reste, des sociologues, des économistes aussi irréductiblement opposés au socialisme que le professeur Eliot, président de l'Université Haward, ont rendu un hommage éclatant à l'administration socialiste de Milwaukee, et le professeur Graham Brooks déclara que les socialistes « avaient donné la meilleure, la plus propre et la plus satis-

faisante administration municipale que Milwaukee eut jamais eue » (1).

Au reste les victoires remportées dans une série d'autres élections municipales tout au cours de l'année 1911 et depuis



Un meeting socialiste monstre a Milwaukee (Avril 1912)

en 1912, montrent le cas que la classe ouvrière et l'opinion publique américaine font des campagnes menées contre les socialistes de Milwaukee.

Successivement, ils conquéraient les cités de *Butte*, dans le Montana; de *Berkeley*, siège de l'Université de Californie, près de San Francisco, enfin de *Shenectady*, dans l'État de New-York, ville de 70,000 habitants, où les socialistes, ayant

(1) Voir le remarquable *Municipal Campaign Book*, publié par l'organisation socialiste de Milwaukee, et qui contient 225 pages de texte compact, bourré de statistiques et de citations irréfutables.

à leur tête le pasteur Georges Lunn, remportaient un éclatant succès. En Pensylvanie, *Reading* et *Newcastle* étaient enlevées, ainsi que *Colombus* dans l'Ohio. Dans le grand centre métallurgique de Pittsburg, le nombre de leurs voix représentait une augmentation de 100 pour 100. Quelques mois auparavant, dans la grande cité du sud de la Californie, Los Angeles, le candidat du Parti à la mairie, Job Harriman, ardemment soutenu par tous les syndicats ouvriers n'échouait que par suite de l'étrange coup de théâtre de l'affaire Mac Namara, les militants d'Indianapolis, dont l'innocence avait été jusque-là soutenue par toute la classe ouvrière et dont Harriman était l'un des avocats. Brusquement, ils s'avouèrent coupables du terrible attentat à la dynamite commis un an auparavant à Los Angeles, contre le journal *jaune,* le *Times,* du fameux « mangeur de syndicats », le général Otis, et pour lequel ils étaient poursuivis. Néanmoins, Harriman réunit 50,000 suffrages, dont au moins 28,000 suffrages féminins (en Californie, ainsi que dans les Etats d'Utah, Idaho, Colorado et Washington, les femmes ont conquis le droit de vote dans toutes les élections).

Toute la presse bourgeoise devait reconnaître « la vigoureuse offensive socialiste » (1).

D'après une statistique faite en février 1912 et, par conséquent, incomplète à l'heure où nous écrivons, le Parti socialiste compterait 1,039 élus municipaux, dont 57 maires, 145 aldermen ou adjoints, 55 juges de paix (ils sont élus en Amérique par le suffrage universel), 15 juges de police (également élus), 155 administrateurs des Conseils des écoles.

---

(1) Expression de M. F. du Tessan dans un article de l'*Opinion*, du 6 juillet 1912 intitulé : *La Vague socialiste aux Etats-Unis.*

V. — Les tendances du Parti et son dernier Congrès.

Du 13 au 21 mai 1912, le Parti a tenu son Congrès national à Indianapolis. Dans son adresse inaugurale, Morris Hillquit souligna les remarquables progrès accomplis depuis le Congrès qui se réunit dans la même cité, 11 années auparavant, alors que le Parti ne comptait pas 10,000 membres en tout et n'avait ni force, ni influence. Il avait depuis « porté bien haut le drapeau du socialisme international dans ce pays », sans jamais en rien cacher. Il estima à 3 millions le nombre des socialistes américains, hommes ou femmes, électeurs ou non électeurs (on compte des milliers d'immigrants, résidant depuis longtemps parfois aux Etats-Unis, qui ne se sont pas encore fait naturaliser par suite de négligence ou d'ignorance des formalités légales), et montra toutes les raisons que les socialistes avaient d'être pleinement confiants en l'avenir.

Les principaux débats s'engagèrent à propos des rapports du Parti avec les syndicats, de la question agraire, enfin des méthodes violentes préconisées par la petite fraction « extrémiste », à tendances plus ou moins syndicalistes antiparlementaires.

La position du Parti en face des trades-unions fut magistralement définie par Job Harriman, et c'est à l'unanimité que fut votée une résolution où après avoir constaté que le mouvement ouvrier « avait fait ces dernières années des progrès merveilleux, augmenté en nombre, concentré sa puissance et augmenté son action en amalgamant des syndicats similaires de métier dans des organisations d'industrie », ajoutait :

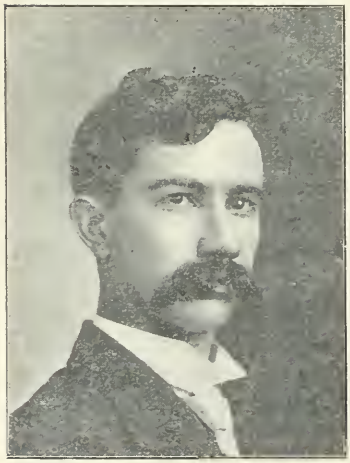
Le Parti n'a ni le droit, ni le désir d'intervenir dans les controverses qui peuvent se produire à l'intérieur du mouvement syndical

sur des questions de forme d'organisation ou de la technique de la lutte industrielle, mais s'en remet aux Syndicats eux-mêmes du soin de résoudre ces questions.

Les socialistes appellent l'attention de leurs frères des unions ouvrières sur l'importance vitale de l'organisation des inorganisés, et en particulier des immigrants et autres non qualifiés qui, négligés, seraient la plus grande menace pour le progrès et le bien-être de la classe ouvrière. Ils sont prêts à apporter tous leur appui aux unions dans cette tâche.

En face du pouvoir formidable des capitalistes américains et de leur étroite union politique et économique, les travailleurs de ce pays ne peuvent gagner leurs batailles que par une forte conscience de classe, une organisation étroitement unie sur le terrain économique, un puissant et combattif parti sur le terrain politique et une attaque combinée des deux organisations contre l'ennemi commun.

Cette résolution fut votée à l'unanimité — acceptée avec enthousiasme par Haywood, aussi bien que par Hillquit et Berger.



A. M. Simons

Sur la question agraire, le Congrès adopta à l'unanimité également, après un vif débat, les termes du rapport de A.-M. Simons, le grand spécialiste de la question des fermiers dans le mouvement socialiste américain.

Après avoir constaté l'influence croissante du capitalisme et du machinisme dans l'agriculture, il proposait tout un programme de réformes immédiates comprenant :

1° La nationalisation des fabriques de machines agricoles ; 2° L'imposition à leur pleine valeur locative de toutes les terres non cultivées par leur propriétaire ; 3° Interdiction au gouvernement fédéral, des

Etats ou des cités, d'aliéner leurs domaines, et accroissement continu de ce domaine par achat, confiscation, imposition et autres moyens avec organisation et exploitation collective de ces domaines; 4° Développement aussi parfait que possible de la technique de ces fermes publiques, pour les semis, les engrais, l'élevage des animaux; 5° Formation de coopératives agricoles avec l'appui de l'Etat; 6° Nationalisation de l'assurance contre les maladies du bétail, des végétaux, les calamités naturelles et les insectes; 7° Organisation syndicale systématique des fermiers et des ouvriers agricoles.

Sur la question de la tactique de la violence systématique, le Congrès vota par 191 voix contre 90 la résolution suivante :

Tout membre du Parti qui s'oppose à l'action politique ou préconise le crime, le sabotage ou toute autre forme de violence systématique comme le moyen d'action de la classe ouvrière pour réaliser son émancipation, sera exclu du Parti.

L'action politique est interprétée comme étant la participation aux élections pour les fonctions publiques et l'œuvre législative et administrative pratique, sur la base du programme du Parti socialiste.

Beaucoup de ceux qui avaient voté contre la résolution, ont déclaré la repousser simplement parce qu'elle leur paraissait inutile. Aucun de ceux qui la combattit ne se prononça en faveur du sabotage ou de l'antiparlementarisme.

Le Congrès vota enfin le programme et la « plate-forme » ou déclaration de principes du Parti pour les élections présidentielles de novembre 1912.

Voici le début de ce vigoureux et éloquent document dû, pour la plus grande part, à la plume d'un des écrivains les plus distingués du Parti, Charles-Edward Russell, de New-York :

Les représentants du Parti socialiste, assemblés en convention à Indianapolis, déclarent que le système capitaliste a survécu à l'accomplissement de sa mission historique et est devenu absolument incapable de résoudre les problèmes qui confrontent la société moderne. Nous dénonçons la décadence, l'incompétence et la corruption de ce système suranné comme la source de la misère et de la souffrance qui accablent les masses ouvrières.

Sous ce système, l'outillage industriel de la nation est tombé aux mains d'une ploutocratie qui arrache aux producteurs un tribut de plusieurs milliards de dollars par an. Sans crainte de toute résistance organisée, cette puissance étend ses mains aux doigts crochus vers les richesses de la nation qui n'ont pas encore été développées — la terre, les mines, les forêts et les sources de force motrice de tous les Etats de l'Union.

Malgré la multiplication des machines qui épargnent le labeur humain, et diminuent le coût de la production, la part des producteurs devient de plus en plus minime et le coût de la vie tend constamment à s'accroître. La prospérité tant vantée de cette nation n'existe que pour la classe capitaliste. Pour le reste de la nation, elle se résume en plus de souffrance et de misère. Le coût élevé de l'existence se ressent dans chaque demeure. Des millions d'ouvriers ont vu la puissance d'achat de leur salaire diminuer jusqu'à un point où l'existence n'est plus qu'une lutte désespérée pour se procurer le strict nécessaire à la vie.

Des multitudes de chômeurs encombrent le pavé des villes ou vagabondent d'un Etat à l'autre, attendant que la bonne volonté de leurs maîtres leur ouvre la porte des usines.

Les fermiers de chaque Etat sont volés par les prix constamment augmentés des machines aratoires et par l'extorsion des frais de transport et d'entreposage honteux.

La concentration capitaliste détruit sans merci la classe des petits négociants et force ses membres à prendre place avec le prolétariat dans la classe de ceux qui sont dépourvus de toute propriété. Ce despotisme industriel sans âme ni pitié force le peuple américain à se soumettre à un joug d'oppression et de misère.

La plate-forme analyse ensuite les vaines tentatives de réformes des gouvernants bourgeois et en montre la futilité. D'ailleurs aucun président, républicain ou démocrate, n'a sérieusement menacé la ploutocratie, dont « l'impudence et la puissance se sont accrues sous Cleveland, comme sous Mac Kinley, sous Roosevelt, comme sous Taft ». A tous ces maux, il n'y a qu'un remède, le socialisme :

Nous déclarons qu'il est impossible pour le peuple américain de subir plus longtemps ce régime, et nous proposons d'y mettre fin. Nous déclarons qu'il est le produit d'un système économique où le but de toute industrie est le profit personnel au lieu du bien-être de la société tout entière. Nous déclarons, en outre, qu'à tous ces

maux, il n'y a d'autre remède que le socialisme qui se propose de donner comme but à la production le bien-être général et permettra à chaque travailleur de recevoir le produit intégral de son travail.

La société est divisée en deux groupes ennemis, basés sur leurs intérêts matériels respectifs. Fondamentalement, cette lutte est le conflit de deux classes, dont l'une, la classe capitaliste, est propriétaire des moyens de production et d'échange, tandis que l'autre, la classe ouvrière, n'est autorisée à se servir de ces instruments qu'aux termes imposés par les propriétaires.

Tout parti politique est l'expression des intérêts d'une classe économique. Tous les partis politiques à l'exception du Parti socialiste, représentent un groupe de la classe dominante. Leurs conflits politiques ne sont que l'expression des rivalités superficielles de ces groupes, sous l'impulsion de ce qui reste de la concurrence. Quelle que soit leur conclusion, ces conflits ne signifient rien pour la classe ouvrière. Peu importe que les démocrates ou les républicains triomphent dans le domaine politique, la classe capitaliste domine le domaine économique.

Le Parti socialiste est l'expression des intérêts économiques des travailleurs. Ses défaites sont leurs défaites et ses victoires sont leurs victoires. Il est fondé sur la science moderne et sur les lois du développement organique des sociétés. Il propose avant tout, que puisque de nos jours toutes les nécessités sociales sont socialement produites et satisfaites, les moyens de production et de distribution soient la propriété sociale de la nation et qu'ils soient contrôlés démocratiquement par elle.

En présence des agressions politiques et économiques du capitalisme, la seule sauvegarde du prolétariat est son organisation économique et sa puissance politique. Par l'usage conscient et intelligent en tant que classe de ces deux moyens, il peut résister avec succès à ses maîtres, briser les chaînes de l'esclavage du salariat et se préparer pour la société future qui suivra la disparition du capitalisme. Appréciant l'importance d'une organisation de classe dans tous les domaines le Parti socialiste engage les salariés, les fermiers locataires et tous les producteurs en général à s'organiser pour l'action politique et économique, et il s'engage à les aider tous dans leurs luttes pour la justice économique.

La défaite ou le triomphe du Parti de la classe ouvrière dans cette nouvelle lutte pour la liberté sera la défaite ou le triomphe de la cause de la masse du peuple aussi bien que la défaite ou le triomphe du gouvernement populaire. Ainsi le Parti socialiste se présente à la nation, comme le parti de la révolution du jour présent, qui marque la transition de l'individualisme économique au

socialisme, de l'esclavage du salariat à la coopération libre, de l'oligarchie capitaliste à la démocratie industrielle.

Cette déclaration de principes était suivie de l'énumération des réformes immédiates réclamées par le Parti, et qui sont sensiblement les mêmes que celles qui constituent le programme minimum de la plupart des partis socialistes du monde.

Enfin pour porter ce message au peuple américain, le Congrès désigna ses porte-drapeaux. Une fois de plus, il choisit pour la présidence E.-V. Debs, incomparable agitateur et propagandiste, et pour la vice-présidence, l'intègre et énergique ex-maire de Milwaukee, Emile Seidel.

VI. — Les Trades-Unions américaines et le Socialisme.

Le mouvement syndical américain, quoique moins ancien que le mouvement syndical anglais, a cependant plus encore que lui conservé jusqu'à ces tout derniers temps, les caractéristiques du vieux trade-unionisme corporatif du milieu du XIXe siècle. Il n'avait d'ailleurs guère compris, jusqu'aux dernières années du XIXe siècle, que les ouvriers de métier qualifiés, ayant conquis de hauts salaires et appartenant surtout à la petite et à la moyenne industrie. Ce n'est guère que vers 1896-97 que les masses ouvrières de la grande industrie vont s'organiser.

Quoique les organisations syndicales américaines eussent à ce moment un demi-siècle d'existence, ce n'est guère qu'à partir de 1877-1880 que nous voyons le mouvement prendre une réelle importance. La vogue fut d'abord tout entière aux « Chevaliers du Travail », sorte de franc-maçonnerie ouvrière, fortement centralisée et qui, après une période de prospérité où elle groupa jusqu'à 3 et 400,000 travailleurs,

déclina rapidement, jusqu'à n'être plus qu'un élément insignifiant.

A partir de 1881, nous voyons se constituer et grandir un nouvel organisme central l'AMERICAN FEDERATION OF LABOR (la Fédération américaine du Travail), qui ne va pas tarder à concentrer dans ses rangs la grande majorité des forces syndicales des Etats-Unis. Elle compte, lors de sa fondation, moins de 50,000 adhérents. Elle grandit lentement jusqu'en 1893, où elle atteint cependant déjà le chiffre de 275,000 syndiqués. De 1893 à 1897, elle demeure stationnaire ou même décroît quelque peu, pour se retrouver en 1898 avec 278,000 membres. De 1897 à 1904, sa progression est formidable ; en 1902, elle atteint le chiffre de un million de membres et dépasse un million et demi en 1904. Il y a ensuite un recul jusqu'en 1907, et la marche ascensionnelle reprend pour atteindre en 1911, 1.750,000 syndiqués. Voici au reste, la statistique qui nous a été fournie par le secrétariat même de l'A. F. of L. :

ANNÉES	SYNDIQUÉS	ANNÉES	SYNDIQUÉS
1897	264.825	1905	1.494.300
1898	278.016	1906	1.454.200
1899	349.422	1907	1.538.970
1900	548.321	1908	1.586.885
1901	787 537	1909	1.482.872
1902	1.024.399	1910	1.562.112
1903	1.465.800	1911	1.761.835
1904	1.676.200	1912	1.972.000

Il faut ajouter que ces chiffres ne comprennent pas la totalité des ouvriers syndiqués des Etats-Unis. En dehors des *Industrial Workers of the World* (ouvriers industriels du

monde), la petite organisation constituée par les socialistes les plus révolutionnaires et qui ne compte guère que 30 à 40,000 membres, il existe un certain nombre d'organisations professionnelles non adhérentes à l'A. F. of L., notamment la plupart des nombreux syndicats de cheminots que compte l'Amérique. On évalue à environ 700,000 ces syndiqués non confédérés, ce qui donnerait un total de 2,500,000 syndiqués aux Etats-Unis.

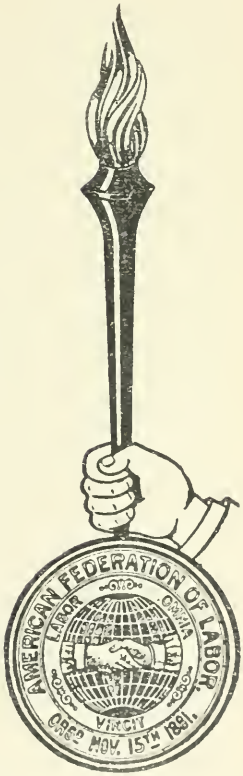
La Fédération américaine du Travail a été constituée et est demeurée jusqu'ici sous l'influence prédominante des vieux trades-unionistes conservateurs, sortis des unions d'ouvriers qualifiés qui, au début, formaient le gros de ses troupes, adversaires acharnés du socialisme et d'une action politique de classe, qui aiment à se réclamer orgueilleusement du trade-unionisme « pur et simple ». Leurs moyens d'action exclusifs sont la grève, conçue sous la vieille forme corporative étroite, et beaucoup plus encore les Commissions d'arbitrage, concluant des contrats à longue échéance avec le patronat.

Ce sont aussi ces moyens excellents de lutte ouvrière dont l'Amérique a eu l'initiative, le *boycottage* des produits fabriqués par des non-syndiqués et le *label* apposé sur les marchandises sorties d' « unions-shops » (ateliers employant exclusivement des syndiqués).

Le label central de l'A. F. of L. elle-même est aujourd'hui universellement connu. La C. G. T. française s'en est inspiré vingt ans plus tard dans la confection de son propre label.

Mais l'essence de la tactique des trades-unionistes de la vieille école qui dirigent l'A. F. of L., c'est la paix sociale, la reconnaissance du régime capitaliste et la participation à des œuvres comme la fameuse « Fédération Civique » où ils siègent à côté de grands patrons et capitalistes, tels que Carnegie et autres représentants de centaines de millions de capitaux. Ces leaders du vieil unionisme, des hommes, comme Samuel Gompers, un ancien ouvrier cigarier, organisateur

d'ailleurs sagace, mais anti-socialiste acharné, qui depuis sa fondation est à la tête de l'A. F. of L.; Morrison, un ancien typographe, son secrétaire général : John Mitchell, longtemps à la tête des « United Mine Workers of America » (la Fédération des mineurs américains). Pendant bien des années, ils furent absolument hostiles à toute participation à l'action politique, sous quelque forme que ce fut. Soudainement, à la veille des élections de 1906, Gompers et ses amis formulaient « un cahier des griefs ouvriers », relevant la mauvaise volonté apportée par le Congrès à accorder satisfaction aux demandes ouvrières et annonçant qu'ils allaient « punir leurs ennemis et récompenser leurs amis ». Incapables de s'élever jusqu'à une politique de classe, ils entendaient par là se prononcer pour tel candidat bourgeois contre tel autre. En fin de compte, cette politique aboutit à engager l'A. F. of L. aux élections de 1908, en faveur du candidat démocrate Bryan. Cette année même, elle renouvela cette tactique qui ne lui a cependant donné que les plus médiocres résultats, en faveur du candidat démocrate Woodrow Wilson, élu comme on le sait, à la Présidence.



Label de la Fédération américaine du Travail

Mais de plus en plus la poussée socialiste s'opère à l'intérieur de l'A. F. of L., à mesure que le socialisme pénètre plus profondément les masses ouvrières. Dans le très intéressant rapport qu'il adressait à ce propos au Congrès de

Copenhague — malheureusement traduit en un français barbare — Morris Hillquit écrivait il y a deux ans déjà :

Les informations incomplètes ramassées récemment par le Comité exécutif national indiquent qu'environ 20,000 membres du Parti (sur 41,000 en 1909) sont également membres des syndicats ouvriers. Ces hommes sont répandus dans toutes les industries et on peut dire, sans exagération, qu'il y a à peine une organisation syndicale qui n'ait pas quelques socialistes parmi ses adhérents. Malheureusement ces socialistes ne se sont pas servi des occasions qui s'offraient à eux.

Se trouvant minorité et désespérant de convertir leurs compagnons conservateurs au socialisme, ils tournent souvent leur attention vers la propagande générale du socialisme et *se contentent de l'affiliation passive aux syndicats.* C'est un grave erreur. *Les socialistes sont généralement parmi les membres les plus intelligents des syndicats* et ceux qui comprennent le mieux les questions qui, chaque jour, se présentent à eux. *Ils faudraient qu'ils mettent leur intelligence et leur savoir-faire au service de leurs organisations.* Ce n'est pas par la critique incessante, ni par la répétition des phrases socialistes que nous pouvons atteindre à la même influence dans le mouvement syndical que nos camarades d'Europe, mais par un zèle syndical, constant et intelligent. *Nous ne devons pas abandonner la direction* aux éléments conservateurs ou douteux, ou bien condamner tout le mouvement syndical, parce que ces fonctionnaires sont corrompus. En même temps ce serait une grave erreur pour les socialistes placés hors des syndicats de vouloir se mêler de leur administration. *Ni le Parti, ni ses membres, en tant que tels, ne doivent essayer de diriger le mouvement syndical du dehors.*

De plus en plus les socialistes placés à l'intérieur du mouvement syndical américain se sont inspirés de ces sages conseils et ils commencent à en recueillir les fruits. On ne compte pas moins de 800,000 syndiqués, dont les organisations corporatives, dans leurs Congrès nationaux, se sont prononcées à l'heure actuelle en faveur de motions préconisant « la socialisation des moyens de production et d'échange », comme « le seul moyen de donner aux travailleurs le produit intégral de leur travail ». De ce nombre est la puissante organisation des « United Miners » qui ne compte pas moins de 400,000 syndiqués et dans laquelle Mitchell a de plus en plus perdu de son influence longtemps néfaste.

Son dernier Congrès le mettait en demeure de sortir de la « Fédération Civique » et déléguait au Congrès international des mineurs, tenu en juillet 1912, à Amsterdam, trois socialistes connus comme tels, les citoyens Walker, Lackey et Gerber. Ce dernier fut même candidat du Parti aux élections pour le Congrès de novembre dernier et obtint un nombre de suffrages imposant.

D'autre part, la magistrature bourgeoise américaine, dans son acharnement contre les organisations ouvrières, semble vouloir elle-même obliger les plus récalcitrants des trades-unionistes à venir vers le socialisme. C'est ainsi que tout récemment encore, et pour la seconde fois, les juges de la Cour Suprême du district de Columbia, condamnaient à six mois de prison Gompers, Morrison et Mitchell pour « mépris de la Cour », parce qu'ils avaient, malgré une « injonction » contraire du tribunal, publié dans leur liste de boycottage le nom d'une grande « firm » de Saint-Louis, la « Buck Stove and Range C° »,

Dans toutes les grandes batailles économiques, le contraste est éclatant entre l'attitude des partis bourgeois et celle du Parti socialiste qui, seul, soutient de toutes ses forces les ouvriers en lutte contre le patronat. La grande grève textile, l'hiver dernier à Lawrence, dans le Massachussets, en fut un nouvel exemple. L'organisation des *Industrial Workers of the World* y exerçait une forte influence, mais ainsi que le constatait l'*International Socialiste Review*, organe « industrialiste » :

Tandis que les I. W. W. avaient la responsabilité directe de la grève, le Parti socialiste réunit la plus grande partie des fonds recueillis et nécessaires pour empêcher les grévistes d'être réduits par la famine (200,000 sur 335.000). La presse du Parti, en particulier le *New York Call* projetta la lumière sur Lawrence de telle sorte que les brutalités des autorités, au lieu d'aider les patrons, eurent un effet contraire. Et le député Berger, travailla la main dans la main avec Haywood et apporta une aide d'une valeur incalculable en montrant au public américain, du haut de la tribune de Washington, les pré-

tentions des usiniers protectionnistes qui soutenaient que, grâce à la protection douanière, il payaient de hauts salaires à leurs ouvriers (1).

Et c'est ainsi que les grévistes de Lawrence, malgré leur division en 20 nationalités différentes, remportèrent une éclatante victoire. La même campagne a été faite tout récemment à travers le pays par le Parti socialiste, en faveur de deux militants de Lawrence, Ettor et Giovannitti, contre lesquels la classe capitaliste a machiné un complot semblable à celui dont fut jadis victime Haywood, ou à celui qui coûta la vie aux « martyrs de Chicago ». Et là encore, dans ce cas, comme dans celui de Haywood, l'action socialiste vient de sauver les militants menacés (2).

Si le mouvement syndical des Etats-Unis est un des plus puissants du monde, en revanche, on n'y trouve pas pour ainsi dire de *mouvement coopératif*.

Quelques Sociétés ont été cependant constituées ces temps derniers, par les socialistes à New-York, à Chicago et à Milwaukee. En outre, un mouvement coopératif d'une certaine importance paraît se dessiner depuis quelques années déjà chez les noirs des Etats du Sud.

VII. — L'influence socialiste dans la littérature, la propagande théorique.

Un signe des plus intéressants de l'influence grandissante du socialisme dans la vie nationale, se trouve dans la faveur croissante dont jouissent auprès du grand public les écrivains socialistes.

Le socialisme américain a produit, dans ces dernières années, toute une brillante lignée de jeunes sociologues, dont les écrits constituent de très intéressantes contributions à la

(1) *International Socialist Review*, avril 1912, page 679.

(2) On avait prétendu rendre responsable Ettor et Giovanniti du meurtre d'une gréviste, tuée en réalité par la soldatesque, dont les excès au cours de cette longue bataille furent dans la " libre Amérique " digne de la Russie.

littérature socialiste international. Les plus grands éditeurs de New-York, entre autres la célèbre maison Macmillan, n'ont pas hésité à publier leurs œuvres.

Citons les beaux livres de Hillquitt : « l'Histoire du Socialisme aux Etats-Unis » ; « le Socialisme en théorie et en pratique » ; de Robert Hunter : « Les Socialistes à l'œuvre » de John Spargo : « Les Eléments du Socialisme », et la « Vie de Karl Marx » ; de M.-J. Ghent : « Les Masses et les Classes », et « Notre bienfaisante féodalité » ; de A.-M. Simons : « Le Fermier américain », et « Les Forces sociales de l'Histoire américaine » ; de L. Boudin : « Le Système théorique de Karl Marx » ; de G. Myers : « L'Histoire des grandes fortunes américaines » et « L'Histoire de la Cour Suprême des Etats-Unis » ; de William English Walling : « Le Message de la Russie » et « Le Socialisme tel qu'il est » ; de Ernest Untermann (qui a traduit en anglais le deuxième et le troisième volume du « Capital ») : « Economie marxiste », « Science et Révolution ».

A ces noms déjà célèbres dans le public américain, il faut ajouter celui du brillant journaliste Charles-Edward Russell, qui a apporté depuis cinq ans au Parti l'adhésion de son fier talent et auquel on doit, entre autres, une « Histoire des grands chemins de fer ».

Dans le domaine de la fiction, les deux premiers écrivains américains, Jack London, le vigoureux romancier californien et Upton Sinclair, l'auteur de la célèbre *Jungle,* sont membres du Parti socialiste et sont pénétrés de l'idée nouvelle. On se souvient de l'énorme retentissement qu'eut la *Jungle,* cette peinture extrêmement vigoureuse et réaliste de la vie des immigrants qui travaillent dans les énormes usines du « Beef Trust » à Chicago et, en particulier, du scandale que fit la révélation des falsifications des fabriques de conserves de viande. Sinclair a depuis publié une série d'autres romans socialistes également traversés du plus noble idéalisme révolutionnaire. Jack London dont « l'Appel de la

forêt » a paru en français avec une préface très élogieuse de Paul Bourget, est aussi un socialiste ardent. Il a publié une série de romans inspirés de ces préoccupations telles que la « Force des forts », le « Talon d'airain » et un livre de polémique « La Guerre des Classes ».

Le mouvement compte aussi de vives sympathies chez des poètes. tels que Edwin Markham, le chantre du travail, le continuateur de Walt Whitman ; Ernest Crosby, le disciple de Tolstoï ; Ella Wheeler Wilcow.

Upton Sinclair
Auteur de *La Jungle*

Il compte parmi ses adhérents, Ernest Poole, un des plus brillants conteurs de la littérature américaine moderne.

Le Parti socialiste s'est d'ailleurs spécialement occupé de la propagande dans le milieu des intellectuels. C'est ainsi que dès 1905, Mme Carrie Rand, belle-mère de l'ancien pasteur socialiste, Georges Herron, léguait le revenu d'un fonds d'environ 1 million de francs pour l'établissement d'une institution destinée à l'enseignement du socialisme et des sciences sociales. Sous la direction d'Algernoon Lee, un jeune écrivain d'une grande culture et d'une intelligence remarquable, la *Rand School of Social Science* a été ainsi créée à New-York. Nombre d'étudiants y reçoivent une instruction systématique d'un corps enseignant, comprenant plusieurs professeurs d'universités réputés et de conférenciers socialistes connus.

Il faut citer parmi les premiers, le professeur Seligman,

de l'Université Haward de New-York, qui, sans accepter toutes les conceptions socialistes, s'est cependant rallié avec éclat à la thèse du matérialisme économique de Marx, sur laquelle il a publié un livre récemment traduit et publié en France.

Il faut encore signaler dans le même ordre d'idée, la propagande poursuivie par l'*Intercollegiate Socialist Society*, comprenant 49 groupes d'étudiants socialistes répandus dans 40 Universités et 9 écoles supérieures des Etats-Unis, notamment dans la vieille et fameuse Université Harward, à New-York, comme dans les Universités Princeton, Yale, Cornell, Michigan. A la tête de cette Fédération, se trouve un Comité comprenant des militants ayant obtenu leurs « grades » dans les principales universités. Son président est Phelps Stokes, gradué de Yale, un des jeunes écrivains de talent que compte le Parti.

VIII. — La dernière campagne présidentielle.

On se fait difficilement idée de ce qu'est dans la vie politique et sociale des Etats-Unis une élection présidentielle. Qu'on imagine un territoire presque aussi étendu que celui de toute l'Europe, un peuple de près de cent millions d'habitants, chez lequel pendant six ou sept mois se poursuit une agitation électorale endiablée, dans laquelle tous les électeurs de la République sont appelés à se prononcer entre les programmes et les candidats des grands partis qui prétendent à la magistrature suprême du pays, à cette présidence, dont les fonctions ont une toute autre envergure que chez nous, puisque le Président de la République américaine a, en fait, avec toutes les prérogatives du nôtre, celles d'un président du Conseil des ministres — d'un président du Conseil que les Chambres ne peuvent renverser, et qui pendant quatre années n'a d'autre contrôle que celui de l'opinion publique, plus influente, il est vrai, aux Etats-Unis que dans n'importe quel

autre pays, si ce n'est en Angleterre. Il faut ajouter que le régime fédéraliste tempère dans une large mesure l'autorité du Président en donnant à chacun des 48 Etats une large autonomie, avec un Parlement spécial et ce Président au petit pied qu'est son gouverneur — également élu au suffrage universel.

La masse des électeurs — 16 millions de votants en 1912 — qu'il faut atteindre, les distances énormes à parcourir, représentent pour les partis engagés dans cette formidable bataille des dépenses colossales que les deux grands partis capitalistes, les républicains et les démocrates, étaient seuls capables de supporter jusqu'à ces temps derniers. Lorsqu'un tiers parti apparaissait dans la lutte — tel les *greenback* en 1880 et 1884, et les populistes en 1892 et 1896 — ce n'étaient que d'éphémères manifestations d'irritation des masses, auxquelles succédait toujours la lutte traditionnelle des deux grandes fractions bourgeoises, dont le programme était plus versatile aux Etats-Unis que partout ailleurs, aucun parti ne représentant toujours et essentiellement telle ou telle fraction de la classse capitaliste ni d'anciennes traditions moyenâgeuses et monarchiques. Chacun d'entre eux prenait tour à tour figure de « parti avancé », « luttant contre la réaction » ou « la ploutocratie ».

Le parti républicain, après avoir débuté avec Lincoln comme l'idéaliste représentant de la lutte contre l'esclavage des noirs, était devenu à la fin du XIXe siècle le parti de la conservation capitaliste avec les Mac Kinley et les Marcus Hanna. Au contraire, l'ancien parti de l'esclavage, était devenu, avec Bryan, le prétendu « champion de la démocratie ». Il avait cependant conservé, dans l'Est surtout, une aile droite composée d'éléments aussi serviles à l'égard de la ploutocratie que les plus conservateurs des républicains. Cette fraction l'emportait en 1904 en faisant désigner comme candidat à la présidence le juge Parker.

Mais l'influence du socialisme n'a pas tardé à s'exercer,

décisive, et à pousser de l'avant les deux partis bourgeois. Ce fut d'abord, au sein du parti républicain, la fraction de gauche, des « insurgents », ayant à sa tête le sénateur La Follette, du Wisconsin — l'Etat où le socialisme était justement le plus développé — qui entama une grande croisade contre les monopoles et demanda la nationalisation des richesses naturelles. Le président Roosevelt, démagogue sans scrupules, mais remarquable « agitateur », ne tarda pas à se déclarer lui aussi pour la « lutte contre les trusts » — sans leur faire, d'ailleurs, le moindre mal pendant ses quatre années de présidence. D'autre part, les « avancés » reprenaient le dessus chez les démocrates, et Bryan devenait à nouveau leur leader.

Pour les élections de novembre dernier il assurait le choix de son candidat, le professeur Woodrow Wilson, du New-Jersey, tandis que chez les républicains, Roosevelt se séparait avec éclat de son parti, qu'il accusait de capitulation devant les Trusts, pour créer un nouveau parti « progressiste », dont il fut le candidat pour la Présidence contre Taft, président sortant et candidat de la « vieille garde ».

Ce trouble et cette confusion de la vie politique américaine, ces divisions profondes des partis bourgeois, donnaient aux socialistes un excellent terrain d'agitation, et permettait de penser que les élections de 1912 seraient pour eux l'occasion de progrès plus considérables que tous ceux qu'ils avaient réalisés aux précédentes élections présidentielles. Lors de celles de 1908, une initiative remarquable fut prise par eux, celle d'organiser une tournée à travers toute l'Union par train spécial — tout comme les grands partis bourgeois. Ce fut le fameux « Train Rouge », comprenant trois vastes wagons, un pour l'installation du candidat, le camarade Debs, et ses compagnons de voyage, orateurs du Parti, journalistes, administrateurs ; un deuxième rempli de brochures, de « tracts », de manifestes, qu'on distribuait partout ; un troisième pour les militants qui désiraient accom-

pagner Debs dans sa tournée. Entre le 30 août et le 2 novembre le « Train Rouge » traversa tout le continent, de l'Atlantique au Pacifique, et Debs et ses compagnons parlèrent dans 33 villes, petites et grandes, dans 33 Etats. L'organisateur de la tournée, Stephen Reynolds, évalua à 800,000 le nombre des auditeurs devant lesquels les orateurs du Parti exposèrent les principes socialistes.

Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, le Parti avait réuni 205,000 francs pour le « Train Rouge » sur lesquels 125,000 furent dépensés.

Cette année, quoique ayant décidé de ne pas recommencer l'expérience du « train rouge » qui, malgré ses résultats intéressants, représentait une trop grosse dépense proportionnellement à son utilité, le Parti socialiste avait décidé de tenter un effort financier plus vaste encore. Il avait décidé de réunir pour la campagne 500,000 dollars pour son « fonds central » (soit 2.500,000 francs) et il semble bien qu'il soit parvenu à réunir cette somme formidable, à laquelle viendra s'ajouter une somme peut-être égale dépensée par les organisations de chaque Etat. Le « Comité national pour la campagne » avait tiré à 26 millions d'exemplaires une brochure à 16 pages contenant le résumé de la doctrine socialiste et de ses moyens d'action. Il publia en outre à des millions d'exemplaires en toutes langues des manifestes et « leaflets ». Les deux candidats du Parti ont pris la parole dans 90 grandes villes et cités du pays. Parmi les nombreux orateurs du Parti qui leur ont apporté leur appui, se trouvait Keir Hardie, le vaillant militant anglais, qui donna son concours dans 15 immenses réunions d'un bout à l'autre de la République. La communauté de langue permet fréquemment aux militants anglais de participer à la propagande en Amérique. Naturellement, le principal fardeau de la campagne reposait sur Debs, qui, à 57 ans, avait accepté vaillamment, pour la quatrième fois, la lourde mission que le Parti lui avait confiée.

Le porte-drapeau du socialisme américain est d'origine française. Son père, Jean-Daniel Debs, et sa mère, Marguerite-Marie Batterich, étaient originaires de Colmar, en Alsace (alors française). Ils émigrèrent aux Etats-Unis au milieu du siècle dernier. Leur fils, Eugène-Victor (ainsi appelé en l'honneur de Hugo, dont son père était un grand admirateur), naquit en 1855 à Terre-Haute, dans l'Indiana, où il a toujours résidé. Nous avons déjà rappelé son rôle célèbre dans la grande grève de Chicago, en 1894, et la part qu'il prit à la fondation du Parti socialiste. Un écrivain socialiste belge de talent, le citoyen Hubert Langerock, qui habite depuis plusieurs années en Amérique, a donné, dans le *Peuple* de Bruxelles, un portrait attachant de E.-V. Debs, rappelant les vers célèbres de son ami le poète Whitcomb Riley :

And there's Gene Debs — a man, at stands
And jest holds out in his two hands
As warm a heart as ever beat.

Ce qui peut se traduire : « Et voici Eugène Debs, avec un cœur aussi chaud que jamais on n'en vit battre et tel qu'un homme pourrait à peine le tenir dans ses deux mains ». Et Langerock ajoutait :

Le Parti comptait des hommes capables en grand nombre, qui auraient fait de splendides candidats : Job Harriman, le grand ouvrier de l'unité prolétarienne par la coopération des groupes socialistes et des syndicats ; Ch.-E. Russell, l'historien de la concentration capitaliste ; Emile Seidel, la personnification du socialisme constructif, à la fois pratique et audacieux. Mais tous étaient des spécialistes, qui avaient surtout fait parler d'eux dans un domaine préféré. C'est pourquoi plutôt que de risquer le soupçon même d'un désaccord, la Convention désigna Debs au premier tour.

Et Langerock exposait en termes excellents les raisons qui expliquent la popularité de Debs dans le prolétariat américain :

Pour ceux qui aiment surtout dans le mouvement socialiste l'idéalisme révolutionnaire, Debs reste sous une forme humaine la réali-

sation de leur idéal. Dans ses grandes harangues, il maintient toujours au premier plan cet esprit d'audace et de bravoure qui coûte quelquefois la vie à l'individu.

Le héros favori de Debs, c'est John Brown, le soldat héroïque de la lutte contre l'esclavage noir, l'homme qui perdit la vie dans un futile effort, en enlevant les armes contenues dans l'arsenal de Harpers Ferry, mais dont la mémoire inspira les milliers de soldats de la Guerre civile qui, au milieu de leurs souffrances et de leurs misères, chantaient quand même leur hymne de bataille : « John Brown est mort, mais son esprit est resté vivant ». Dans toutes les tourmentes, politiques et industrielles, Debs a toujours été au premier rang, toujours le plus exposé, toujours prenant pour sa tâche l'œuvre la plus dure et la besogne la plus ingrate.

Comme homme il est la bonté, la générosité et la tendresse personnifiées, il aime les enfants, il mène une vie simple, il fait des amis de ses adversaires les plus acharnés.

Sa vie de famille est idéale. « Lorsque je suis fatigué, dit-il, Kate et moi nous échangeons nos tâches. Elle écrit mes lettres et je fais la cuisine et tous deux nous formons un excellent substitut l'un pour l'autre ».

Cet homme, a la bonté simple et quelquefois naïve, est le plus grand orateur des Etats-Unis. Aucun homme d'Etat ne se sert de la langue anglaise avec plus de talent. Ses discours sont remarquables par la beauté musicale de la phrase, par l'émotion profonde et sincère qui vibre dans ses appels et par la forme lapidaire et incisive de la critique. Ses discours sont cités dans les manuels de rhétorique de toutes les écoles à côté de ceux de Lincoln.

Pour la quatrième fois aujourd'hui, il s'apprête à conduire les troupes socialistes à l'assaut du régime capitaliste.

Ce qu'il y a de plus noble dans l'œuvre de notre vaillant lutteur, c'est son désir soutenu de bâtir en tant que socialiste une œuvre plus vaste que sa personnalité et par le fait indépendante de celle-ci. Il est réellement grand parce qu'il a toujours tenté de bâtir un Parti plus grand que lui-même et indépendant de toute personnalité, un Parti né des aspirations révolutionnaires d'une classe et où le principe est supérieur à l'individu.

A l'heure où nous terminons ce chapitre, nous ne possédons pas encore le détail des résultats obtenus dans la grande bataille présidentielle américaine par nos camarades. Ils ne sont, en effet, pleinement connus que plusieurs mois après les élections. Mais d'ores et déjà, il apparaît que Debs

a eu près de 900,000 voix, soit plus du double du chiffre réuni à la précédente élection présidentielle de 1908.

Pour apprécier à son exacte valeur ce résultat, il faut tenir compte de ce fait que à côté du chiffre de voix obtenu par Debs et qui représente les suffrages socialistes pleinement conscients, on peut évaluer à plus du double — à 2.000.000 de voix au moins — le nombre des citoyens à tendances « socialisantes », qui ont voté pour Roosevelt qui, dans sa fougueuse campagne démagogique, n'avait pas hésité à adopter presque tout le programme minimum du Parti socialiste, rendant ainsi un éclatant hommage à l'efficacité de son action.

D'autre part, il n'est pas douteux que dans la majorité obtenue par le président élu, Woodrow Wilson, on ne compte aussi des centaines de milliers de suffrages d'électeurs, en voie de révolte contre la domination capitaliste.

Le vote purement socialiste a été particulièrement imposant dans la grande « Cité des Vents » : Chicago a donné plus de voix à Debs qu'à Taft et l'un des candidats du Parti, au poste d'attorney, est arrivé à 100.000 voix, serrant de près les représentants des partis bourgeois. En revanche, Victor Berger a été battu — à une faible majorité — à Milwaukee. De toute manière, il n'est pas douteux que le socialisme américain peut aujourd'hui figurer à côté des socialismes allemand, belge, français, anglais, autrichien, russe et scandinave comme une des grandes forces de l'Internationale. Bientôt peut-être il les devancera tous.

Voix recueillies dans chaque État par le Parti Socialiste des États-Unis.

ÉTATS	1900	1902	1904	1906	1908	1910	1912
Alabama	928	2.312	853	389	1.399	1 633	3.019
Arkansas	27	»	1 816	2 164	5 842	9 196	8.153
Californie	7.572	9 597	29 533	17 515	28 659	47 809	81 000
Colorado	684	7 177	4.301	16 928	7 974	9 603	16 418
Connecticut	1.029	2.804	4.543	3 008	5.113	12 176	20.056
Delaware	57	»	146	149	240	556	556
Floride	603	»	2 337	2 530	3.747	10.204	4 806
Georgie	»	»	197	98	584	224	1.028
Idaho	»	1.567	4.954	5.011	6 400	5 791	11 960
Illinois	9 687	20 167	69.225	42 005	37 711	49 896	81.278
Indiana	2.374	7 111	12 013	7 824	13 476	19 632	36 937
Iowa	2.742	6 360	14 847	8 901	8 287	9 685	16 967
Kansas	1.605	4 078	15 194	8 786	12 420	16 994	26 807
Kentucky	770	1 683	3 602	1 819	4 185	5 239	11.647
Louisiane	»	»	995	603	2 538	706	5 249
Maine	878	1.973	2 106	1 553	1 758	1 641	2 541
Maryland	908	499	2 247	3.106	2 323	3 924	3 996
Massachussets	9 716	33 629	13 604	20 699	10.781	14 444	12 616
Michigan	2.826	4 271	8 711	5 994	11 568	10 608	23.211
Minnesota	3.605	5 113	11 692	14.445	14 527	18 363	27 505
Mississipi	»	»	393	173	978	23	2 061
Missou i	6.128	5 335	13 009	11 528	15.431	19 957	28.148
Montana	708	3 131	5.676	4 638	5.855	5 412	10 855
Nebraska	823	3 157	7 412	3 763	3 524	6.721	10 216
Nevada	»	»	925	1 251	2 103	3 637	4 500
New-Hampshire	790	1 037	1 090	1 011	1 299	1 072	1 980
New-Jersey	4 609	4 511	9 587	7 766	10 233	10 134	15.961
New-York	12 869	23.400	36 883	25 948	38.151	48 982	59 000
Caroline du Nord	»	»	124	»	345	437	3 800
Dakota du Nord	518	1.245	1 017	1 689	2.421	5.111	6 740
Ohio	4 847	14 270	36 260	18 432	33 795	62 356	89 930
Okhahoma	815	1.963	4 443	4 040	21 779	24 709	42 262
Oregon	1.485	3 771	7 651	17 033	7 399	19 465	13 342
Pensylvanie	4.831	21.910	31.863	18 736	33 913	59 630	89 915
Rhode Island	»	»	956	416	1 365	529	2.049
Caro ine du Sud	»	»	22	32	101	70	164
Dakota du Sud	169	2 738	3 138	2.542	2 846	1 675	4.192
Tennessee	410	»	1 354	1 657	1.870	4 571	3.292
Texas	1.845	3 615	2.791	3.065	7 870	11 538	24 806
Utah	717	3.069	5.767	3.010	4 895	4 889	9.023
Vermont	371	»	844	512	547	1.067	928
Virginie	145	155	218	»	255	387	820
Virginie Occidentale	268	»	1.572	2.611	3 679	8 152	10.131
Washington	2.006	4.739	10 023	8 717	14 177	15 994	15 336
Wisconsin	7.095	15 970	28 220	24 916	28.164	40.052	34 120
Wyoming	»	552	1.077	1.827	1.715	2.155	2.760
TERRITOIRES							
Arizona	»	510	1.344	1.995	1 912	»	3 144
Nouveau Mexique	»	»	162	211	1 056	»	2 859
TOTAUX	96.931	223 494	408 230	331 043	424 488	607 674	898 645

Vote total du Parti Socialiste des États-Unis en 1912. . . . 898.645

Vote du Parti Ouvrier Socialiste (fraction de De Leon). . . 29 000

Vote socialiste total des États-Unis (1912). . . 927.645

CHAPITRE XVIII

LE SOCIALISME AU CANADA

I. — Ses origines et ses conditions de développement.

Le « Dominion » ou « Puissance » du Canada — libre colonie autonome de l'Empire britannique, comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou l'Afrique du Sud — couvre un territoire presque aussi grand que l'Europe entière, situé entre l'Atlantique et le Pacifique. Il comprend dans sa région septentrionale, à l'est et à l'ouest, d'immenses étendues de terres glacées, stériles et inhabitables, parmi lesquelles cependant on a découvert au nord-ouest, sur les confins de l'Alaska américain, les mines d'or les plus riches de l'univers, celles du Klondyke, où des centres urbains se sont aujourd'hui élevés comme par enchantement.

Mais en dehors de ces régions le Canada compte des provinces très vastes, comprenant quelques-unes des terres les plus fertiles du monde et qui, dès maintenant, jouent un rôle de premier ordre dans la production mondiale des céréales. Sans les blés innombrables du marché de Winnipeg — le Chicago canadien — la crise de la vie chère aurait été bien plus redoutable encore dans ces dernières années.

L'industrie se développe surtout dans la partie anglaise du vieux Canada, dans la province d'Ontario, dans la nouvelle Ecosse, à un moindre degré à Québec et à Montréal, dans le Canada français; au centre ouest dans le Manitoba et sa capitale Winnipeg et à l'autre extrémité du continent sur la rive du Pacifique, dans la région minière de la Colombie bri-

tannique. Ce sont les mêmes régions qui ont vu naître les premières organisations ouvrières et socialistes du « Dominion ».

Cet immense pays n'a pas sept millions d'habitants, dont quatre millions parlent l'anglais et trois millions le français, le vieux français du XVIIIe siècle. Ces Canadiens français en sont d'ailleurs restés aux idées de l'ancienne France catholique et monarchiste, quelque peu modifiées cependant par l'influence sans cesse plus pénétrante du capitalisme moderne et des grands trusts américains qui de plus en plus dominent le Canada. L'action du clergé catholique est encore tellement exclusive et oppressive dans les régions de la province de Québec, que le développement de la conscience de classe des ouvriers d'origine française en a été très retardé.

C'est dans la *Colombie britannique* que se sont constituées les premières organisations ouvrières et socialistes sérieuses, parmi les nombreux mineurs de la région. Elles furent dès l'origine animées d'un esprit très vigoureux et combattif, proclamant leur adhésion au socialisme révolutionnaire le plus intransigeant. Malgré cela elles obtenaient en 1903 un siège au Parlement de Vancouver sur le nom du secrétaire de leur organisation syndicale, le citoyen Hawthortwaite, dans le district de Nanaimo. Quatre ans après, en 1907, les mêmes groupements conquerraient trois sièges dans le Parlement de la Colombie britannique et un grand nombre de voix dans plusieurs circonscriptions où leurs candidats avaient échoué.

Vers la même époque, le mouvement commençait à se développer dans l'*Ontario,* principalement dans sa capitale Toronto, où le candidat socialiste à la mairie réunissait 8,200 voix.

Il n'était pas bientôt jusqu'à la capitale du Canada français, Montréal, qui ne voyait un éveil de la conscience ouvrière. A leur grande indignation ses évêques omnipotents voyaient leurs ouailles ouvrières — Français ou Irlandais —

prendre part, fraternellement confondus avec des ouvriers d'origine anglo-saxonne et protestante, à la Fête internationale du 1er Mai.

II. — Les organisations ouvrières et socialistes.

Malheureusement le mouvement socialiste canadien ne s'est pas montré jusqu'ici capable de réaliser son unité. Il a paru être un terrain particulièrement favorable à la culture du sectarisme le plus étroit, à la division des socialistes en fractions et sous-fractions, plus intransigeantes les unes que les autres et également impuissantes en raison même de leurs divisions et de leur étroitesse.

C'est ainsi qu'il existe actuellement dans le « Dominion » un Parti Socialiste du Canada, un Parti Social-Démocrate et un Parti Socialiste de l'Amérique du Nord. Ainsi que l'observe malicieusement notre camarade Bruce Glasier, dans son *Socialist year book*, ce dernier parti, comme son titre grandiloquent permettait de le deviner, comprend un seul groupe (1). Plusieurs de ces groupements refusaient d'adhérer au Bureau International, qui n'était pas assez « pur » pour eux.

D'autre part, un Parti du Travail, selon le mode britannique, a été constitué dans plusieurs centres, à Montréal, dans le Manitoba et son action paraît s'étendre sur le mouvement syndical, qui a jusqu'ici subi beaucoup l'influence néfaste de Gompers et des dirigeants conservateurs de la *Fédération Américaine du Travail*, laquelle comprend le Canada « dans sa juridiction », quoique les syndicats canadiens constituent en même temps une Fédération nationale de Trades-Unions. Son centre est Ontario.

Le Parti Socialiste de la Colombie britannique — à l'autre extrémité du Continent — encore qu'un peu trop

(1) *Socialist year book*, page 86.

intransigeant, a néanmoins fait une sérieuse et profonde besogne. Il possède le seul journal socialiste qui ait tenu depuis de longues années déjà, dans le « Dominion », le *Western Clarion* (le « Clairon de l'Ouest »), publié hebdomadairement à Vancouver et rédigé avec beaucoup de vigueur.

Aux dernières élections pour le Parlement central d'Ottawa un siège a été conquis par les socialistes de la Colombie britannique et un autre par le candidat travailliste à Montréal. En outre, un siège a été obtenu depuis par un socialiste dans l'un des États nouvellement créés du Dominion, l'Alberta.

Aux élections municipales de Toronto un socialiste, James Simpson, a été élu avec 9,000 voix. Le mouvement se développe dans le Manitoba où paraît un organe inspiré de la tactique de l'I. L. P. anglais, *The Voice* (la Voix) à Winnipeg.

Il ne paraît pas douteux que le socialisme canadien, dès qu'il aura unifié quelque peu sa tactique et son organisation, ne soit appelé à devenir une force réelle dans le Dominion. Il jouit de l'avantage précieux du voisinage et de la communauté de langue avec le mouvement socialiste si vivant et si riche de la grande République yankee. Il faut seulement lui souhaiter d'emprunter à cette dernière son activité intellectuelle et sa vitalité débordante, plutôt que ses divisions et les fantaisies idéologiques et sectaires dont il a jusqu'ici pratiqué d'une manière exclusive l'exportation au Canada — malgré toutes les murailles douanières que les « patriotes impérialistes » du Dominion maintiennent des deux côtés du « border » (la frontière).

CHAPITRE XIX

LE SOCIALISME DANS L'AMÉRIQUE LATINE

Ses conditions de naissance et de développement.

Le milieu politique et social, les mœurs, les idées, la culture sont très différents dans l'Amérique centrale et méridionale latine de ce qu'ils sont dans l'Amérique du Nord, anglo-saxonne. D'une manière générale, les conditions économiques sont très arriérées dans la plupart de ces républiques. Il n'y a guère que l'Argentine, le Chili, le Mexique et le Brésil où l'on trouve un développement capitaliste, d'importantes agglomérations urbaines, une industrie qui commence à grandir et un prolétariat qui se constitue et prend graduellement conscience de lui-même. Cette évolution paraît d'ailleurs appelée à s'accélérer beaucoup dans des temps très rapprochés. Le capitalisme colossal de la grande république « yankee » cherche sans cesse de nouveaux champs d'expansion ; déjà il a dans une large mesure envahi le Mexique et l'Amérique centrale. Dans l'Argentine et le Brésil, des progrès importants se sont produits dans ces dernières années. Des forces économiques se manifestent dans ces deux républiques, dont le domaine est immense et les richesses naturelles incomparables. Tout permet d'escompter une transformation économique rapide de l'Amérique latine, l'amenant à un haut degré de développement économique et social, équivalent à celui de la grande république du nord du continent.

Section I

LE MOUVEMENT MEXICAIN

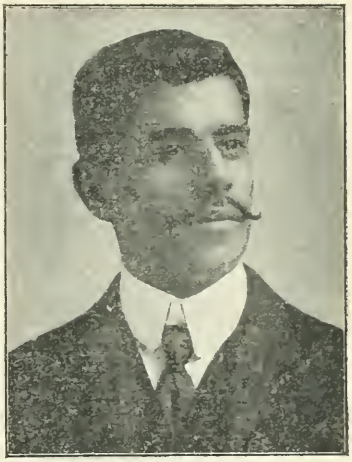
Le Mexique nous offre un exemple remarquable du contraste qui peut exister dans un Etat moderne entre les apparences démocratiques de sa constitution politique et la situation sociale véritable de l'immense majorité de ses habitants.

Le Mexique en effet, sous la forme républicaine, est un Etat essentiellement oligarchique où la grande majorité des travailleurs, des malheureux ouvriers agricoles ou *peones*, vit dans un véritable esclavage. Politiquement, le pays a subi pendant trente ans une brutale dictature, sous le régime du féroce président Diaz, dont les réélections successives n'étaient qu'une pure comédie.

C'est surtout à partir de 1908 que l'attention de l'opinion aux Etats-Unis d'abord, ensuite en Europe, fut attirée sur les conditions terribles que subissent la majorité de la population de ce grand pays, dont la superficie est près de quatre fois celle de la France, mais qui n'a que 14 millions d'habitants.

Une série d'articles retentissants furent publiés dans l'*American Magazine* par M. John Kenneth Turner, un écrivain de talent et de beaucoup de courage, sous le titre le « Mexique barbare ». Il montrait que sous l'autocratie de Diaz vivait un peuple de *peones* horriblement malheureux et exploités. Les détails atroces fournis par Turner, sur les souffrances des ouvriers et paysans mexicains, prouvaient qu'en réalité l'*esclavage* existait toujours au Mexique et le pire des esclavages. Couramment des malheureux, dans le Yucatan notamment, étaient achetés comme du bétail, par des maîtres qui pouvaient impunément les frapper, les torturer et même les tuer, sans avoir à craindre aucune intervention des autorités, sous les auspices desquelles fonctionne d'ailleurs tout le système.

Un mouvement révolutionnaire composé d'éléments très divers et ayant à sa tête un grand propriétaire, Francisco Madero, se forma à partir de 1907 sous le nom de Parti libéral. Il comprenait, à côté de démocrates aux conceptions encore imprécises, ou simplement mus par des ambitions politiques égoïstes, un certain nombre de socialistes et de révolutionnaires. Les uns avaient des conceptions doctrinales assez nettes, tels Sarabia, Gutierrez de Lara et c'est grâce à eux que les socialistes des Etats-Unis intervinrent activement en faveur du mouvement mexicain et empêchèrent leurs dirigeants de traquer et de livrer au sinistre Diaz les libéraux mexicains réfugiés à Los Angeles. Malheureusement il se trouvait parmi les éléments avancés du parti libéral un certain nombre d'esprits chimériques et sans culture théorique qui formèrent un groupement anarchiste, autour de Magon et de son journal *Régénération*. Leur action a été néfaste.



SARABIA
Socialiste mexicain

Il y a un an et demi environ, le mouvement révolutionnaire triomphait. Diaz était renversé et Madero devenait président de la République. Mais le petit groupe « Magoniste » décidait de « continuer la révolution » jusqu'à ce qu'il eut obtenu la réalisation du « communisme libertaire », qu'il prétendait instaurer, de suite, au Mexique et notamment dans l'Etat de la Basse-Californie.

Au contraire, les éléments socialistes, et notamment Sara-

Lia, ont accepté dans une large mesure le nouveau régime. D'informations parvenues l'été dernier, il ressortait que ces militants avaient constitué un PARTI SOCIALISTE MEXICAIN. Mais nous manquons d'éléments pour apprécier son importance et son action à l'heure actuelle. Il ne paraît pas douteux en tous cas, que sous la poussée de l'évolution économique et l'influence du grand mouvement socialiste voisin des Etats-Unis, une organisation sérieuse de la classe ouvrière mexicaine, si exploitée, ne se constitue d'ici peu et ne prenne bientôt une rapide extension.

SECTION II

LE SOCIALISME AUX ANTILLES

Il ne nous appartient pas ici de parler du mouvement existant dans les colonies françaises de la Martinique et de la Guadeloupe, dont l'étude viendra naturellement dans le volume de l'*Encyclopédie* consacré aux Fédérations du Parti socialiste français. Notons simplement qu'il comprend à la *Martinique* surtout, une organisation et des militants dévoués, qui ont conquis des sièges dans un certain nombre de Conseils municipaux, et l'un des sièges législatifs de la colonie occupé par notre ami Joseph Lagrosillière. De même, la Guyane française possède depuis longtemps un noyau de militants et fut l'une des premières circonscriptions à être représentée au Parlement par un socialiste, le regretté Franconie.

En dehors des Antilles françaises, il existe des embryons d'organisations socialistes dans les anciennes Antilles espagnoles, qui forment l'une CUBA, une république indépendante, et l'autre PORTO-RICO, une colonie les Etats-Unis. A Porto-Rico, un mouvement ouvrier existe, qui, sous la direction de Santiago Iglesias, adhérait, il y a une dizaine d'années, à la

fois à la Fédération Américaine du Travail — sous les auspices de laquelle un certain nombre de syndicats ont été constitués — et au Parti socialiste. Cette dernière adhésion semble avoir été quelque peu théorique et Santiago Iglesias et ses amis paraissent avoir surtout employé leurs efforts à créer et à faire des organisations trades-unionistes des ouvriers porto-ricains.

A Cuba, le mouvement quoique nouveau, fait de rapides progrès. On sait comment l'île fut délivrée en 1897 de la cruelle domination espagnole. Mais cela a été pour retomber sous la lourde oppression du capitalisme américain, qui s'exerce facilement dans un milieu de gouvernants et de journaux corrompus et sans principes.

Le Parti Socialiste Cubain a été constitué, il y a deux ans, par les militants des syndicats. Il a son siège central à La Havane, via San Raphaël, 86. Son organe hebdomadaire s'appelle *El Socialista,* qui commence à pénétrer sérieusement dans la classe ouvrière cubaine.

En outre, des syndicats publient *La Terra* et *Via Libre,* petits organes pénétrés de l'esprit revendicatif.

Le *Parti Socialiste Cubain* est adhérent au Bureau Socialiste International. En raison du développement économique de la grande et riche île, il paraît devoir y jouer un rôle important.

Section III

LE SOCIALISME AU BRÉSIL

Le Brésil est un pays immense : le plus vaste de l'Amérique du Sud. Dans tout le continent américain, les Etats-Unis seuls sont un peu plus étendus — en y comprenant l'Alaska. Le Brésil couvre, en effet, 8 millions de kilomètres carrés, soit 16 fois la superficie de la France. Cette ancienne colonie portugaise qui pourrait nourrir deux cents millions d'habi-

tants, en compte à peine 18. Néanmoins, elle possède plus des deux tiers de la population de l'Amérique du Sud.

Economiquement, le Brésil est surtout une nation agricole, dont les richesses naturelles sont immenses, surtout le café. Elle fournit les trois quarts de la production mondiale. En outre, le pays se développe, au point de vue industriel, malgré ses convulsions internes, causées principalement par les luttes sanglantes entre ces divers clans de grands propriétaires, compliquées, comme dans la plupart des républiques de l'Amérique latine, par des coups de force ou « pronunciamentos » de ses généraux politiciens.

Quoique la grande majorité de la population des Etats-Unis du Brésil soit composée du mélange de l'ancienne population indienne avec les colons portugais, on y compte également, à côté de cette race fort robuste, un grand nombre d'Italiens dans l'Etat de Bahia et d'Allemands dans l'Etat de Sao-Paulo.

Il n'existe pas à proprement parler actuellement de mouvement socialiste au Brésil en dehors des éléments italiens et allemands, mais ceux-ci ont les uns et les autres constitué des organisations importantes. C'est ainsi que paraît déjà depuis longtemps un quotidien socialiste italien à Bahia, l'*Avanti*, et qu'à Sao-Paulo, il existe également un quotidien de langue allemande, le *Vorwærts*. Dans les deux Etats, des groupements assez actifs existent et des organisations syndicales et politiques ont été constituées.

A Rio-de-Janeiro, il existe également un embryon de mouvement et un certain nombre de syndicats.

Section IV

LE SOCIALISME DANS L'URUGUAY

La très commerçante et prospère petite république de l'Uruguay — elle n'a pas 200,000 kilomètres carrés — a une population de un million d'habitants, vivant surtout de l'élevage du bétail. Elle est, sans conteste, l'État sud-américain le plus foncièrement démocratique et dont la législation sociale s'inspire le plus de préoccupations réformatrices. C'est ainsi que sous la direction de son président actuel, M. Battle y Ordinez, toute une législation ouvrière très complète a été votée ; la peine de mort supprimée et des mesures efficaces prises pour réduire le pouvoir du clergé, qui longtemps pesait lourdement sur ce beau pays, comme sur son immédiat voisin, l'ancien domaine des jésuites, le Paraguay.

Toute une série de nationalisations importantes ont été réalisées : les assurances sur la vie, l'incendie et la propriété ont été rachetées par l'État. Cette population, composée en majorité de *gauchos* — ces bergers, cavaliers incomparables qui mènent dans leurs *ranchos* une vie très rude — ont un tempérament très fier et un vif goût de leur indépendance. La capitale du pays, Montevideo, est, d'autre part, une très belle cité de 300,000 habitants, dont le commerce et l'industrie se développent rapidement.

C'est là surtout que s'est constitué dans ces dernières années le Parti Socialiste de l'Uruguay, qui a conquis en 1911 son premier siège à la Chambre des députés, laquelle compte 60 membres. L'élu des socialistes de l'Uruguay est le Dr Emilio Frugoni, professeur à l'Université de Montevideo, qui représente au Parlement une des circonscriptions de la capitale.

Le Parti a un organe hebdomadaire, fort bien rédigé, *El Socialista*, qui paraît également à Montevideo.

Section V

LE SOCIALISME DANS L'ARGENTINE

I. — Le milieu.

Le mouvement dans l'Argentine est le plus ancien et le plus important des mouvements socialistes de l'Amérique latine. Dans cette vaste république de près de trois millions de kilomètres carrés, dont la population totale n'atteint pas celle de la Belgique, vit déjà un nombreux prolétariat composé, pour une part, de *gauchos* dans les vastes plaines ou paissent des millions de moutons et de bœufs, et de l'autre, d'ouvriers d'origines italienne, espagnole, française et belge, vivant surtout dans la vaste capitale de la république, Buenos-Ayres, peuplée de plus d'un million d'habitants, — soit près d'un cinquième de la population totale du pays.

L'Argentine, comme le Mexique, quoique à un moindre degré, nous offre l'exemple de la domination brutale d'une petite oligarchie de grands propriétaires sur l'ensemble de la population, sous les apparences d'une république démocratique. Contre la classe ouvrière, qui veut s'organiser et revendiquer ses droits, cette poignée de ploutocrates n'hésite pas à recourir aux moyens les plus brutaux et à la répression la plus féroce.

Le pays est d'ailleurs en plein essor économique. La bourgeoisie y a, dans ces dernières années, multiplié les grands travaux, les voies ferrées. Plusieurs crises financières terribles à la suite des imprudences d'une classe grisée par sa rapide croissance, sont venues à plusieurs reprises bouleverser la république. Mais celle-ci paraît actuellement sortie de ses épreuves et appelée à devenir dans un avenir prochain une des grandes nations commerciales du monde.

II. — L'organisation ouvrière et socialiste.

L'ignorance des masses, le caractère hétéroclite de la population ouvrière, composée surtout d'immigrants de races et de langues complètement différentes, et souvent hostiles, dont les antagonismes sont perfidement entretenus par la classe dirigeante, constituent des obstacles multiples au développement du mouvement socialiste argentin. Celui-ci fut créé principalement par des immigrants français, allemands et italiens. Parmi les militants qui participèrent à la fondation des premières organisations, nous trouvons le citoyen Émile Dumas, aujourd'hui député du Cher, et alors ouvrier mécanicien à Buenos-Ayres, et le citoyen Achille Cambier, qui, dans la suite, fut le délégué de l'Argentine au Bureau Socialiste International.

C'est en 1896 que le Parti Socialiste Argentin fut définitivement créé, dans un premier Congrès tenu à Buenos-Ayres. C'est à cette occasion qu'il adopta sa déclaration de principes et se donna un programme minimum, inspiré des conditions locales. Depuis cette époque, il tint régulièrement ses Congrès — il en a actuellement eu dix.

Sa première participation à la lutte électorale ne lui apporta que 134 voix. Malgré de très grandes difficultés, après une période de stagnation de sept à huit années, il finit cependant pas se développer et progresser régulièrement, ainsi que le montre la statistique suivante :

134	voix en	1896	et aucun élu.
105	—	1898	—
135	—	1900	—
165	—	1902	—
1.257	—	1904	et 1 élu.
3.495	—	1906	—
5.178	—	1908	—
7.000	—	1910	—
32.000	—	1912	et 2 députés.

Les progrès ainsi réalisés par le Parti Socialiste Argentin étaient d'autant plus remarquables qu'ils se produisaient en dépit de la corruption politique dominante, de la falsification éhontée du suffrage universel par l'oligarchie régnante et au

BUREAUX DU JOURNAL SOCIALISTE LA « VANGUARDIA » SACCAGÉS PAR LES BANDES NATIONALISTES

milieu des convulsions d'un mouvement ouvrier mal équilibré, fâcheusement influencé par les éléments inconscients — chez lequel les violences impulsives de quelques militants « syndicalistes » anarchisants, servaient de prétexte et d'occasion aux répressions sauvages du pouvoir. C'est ainsi qu'éclatait en novembre 1905, une grève générale de protestation contre la répression sanglante de la grève de Ravaio et qu'ultérieurement, le préfet de police de Buenos-Ayres était tué par un militant exaspéré, ce qui amena de nouvelles mesures

brutales et le vote d'une législation draconienne contre les organisations ouvrières.

Au cours de l'année 1910, on vit des « bandes noires », à la manière russe, opérant sous la protection ou tout au moins avec la complicité tacite de la police de Buenos-Ayres, mettre à sac les bureaux de l'organe du Parti, la *Vanguardia,* ainsi d'ailleurs que le journal anarchiste la *Protesta Humana.*

Aussi le Congrès international de Copenhague s'élevait-il dans une résolution virulente contre « l'oligarchie qui, en Argentine, falsifie systématiquement la consultation du suffrage universel, foule aux pieds les lois » et « maintient le peuple dans un état d'oppression barbare, lui offrant le spectacle déprimant de l'anarchie ». Et le rapporteur Ellenbogen flétrissait « la jeune bourgeoisie argentine rapidement parvenue, grâce à ses domaines agraires, dont la fortune s'édifie avec rapidité », et qui « traite le mouvement ouvrier d'après une méthode d'extrême brutalité, abolie depuis longtemps en Europe, et entrave d'une manière révoltante les organisations et les réunions ».

Le Parti Socialiste Argentin a néanmoins réalisé dans ces dernières années des progrès importants, auxquels a beaucoup contribué la belle tournée de conférences faites en 1911, dans la République, par Jaurès. Ils ont été couronnés par l'éclatante victoire que le Parti a remporté aux élections du 7 avril 1912, pour la Chambre des députés. Pour la première fois depuis de nombreuses années, à Buenos-Ayres tout au moins, l'élection se faisait dans des conditions régulières et la loi établissant le vote obligatoire pour tous les citoyens âgés d'au moins 18 ans, avait amené plus de cent mille électeurs aux urnes dans la grande cité de Buenos-Ayres. Là-dessus, au scrutin de liste, les socialistes réunirent pour leurs deux élus, Alfredo Palacios, le premier député socialiste qu'eut eu la République dès 1904, et le Dr Juan Justo, élu pour la première fois, respectivement 32,000 et 23,000 suffrages.

Les deux élus socialistes sont des militants respectés et auxquels nos adversaires même rendent hommage en raison de la rectitude de leur vie et de leurs convictions qui offrent le plus grand contraste avec les palinodies et les trahisons des politiciens bourgeois du pays. Palacios est un orateur

Dr. Alfredo L. Palacios
Député de Buenos-Ayres

Dr. Juan B Justo
Député de Buenos-Ayres

éloquent, et le Dr Justo un théoricien de valeur, dont la principale étude a été récemment traduite en français avec une préface de Jaurès.

Le Parti a également engagé en 1912 la lutte pour le Sénat, où son candidat, le poète Manuel Ugarte, obtint 14,000 voix.

Il compte actuellement 53 sections et 4,000 cotisants. Il possède depuis 1905, un quotidien la *Vanguardia* (« l'Avant-Garde »), qui paraît sur grand format et a un tirage de 75,000. Nous avons rappelé plus haut l'agression sauvage dont il fut l'objet en 1910, à la suite de laquelle il vit les machines de son imprimerie mises en pièces, et tout le matériel saccagé. Effrayée elle-même de ce qu'elle avait laissé

faire, la police de la capitale argentine offrit de dédommager le journal socialiste des pertes matérielles importantes qu'il avait éprouvé du fait du vandalisme des « étudiants patriotes » et autres réactionnaires forcenés, pourvu que nos camarades consentissent à ne pas ébruiter et dénoncer l'attentat dont ils avaient été victimes.

Malgré la modicité de leurs ressources, les socialistes argentins refusèrent avec fierté ce compromis humiliant et les progrès magnifiques réalisés deux ans après par le Parti, ont montré qu'ils avaient eu raison de ne pas désespérer du réveil du prolétariat argentin.

La *Vanguardia* a une librairie qui a publié un grand nombre de brochures et d'ouvrages doctrinaux. Elle publie une revue socialiste bi-mensuelle, la *Vida Nueva* (« La Vie Nouvelle »), qui tire à 3.000. Le Parti possède, en outre, divers hebdomadaires : *El Trobajo* (Le Travail), à Junin ; *La Palanca* (Le Levier), à Pergamino, et la *Antorcha Socialiste* (Le Flambeau socialiste).

Le système électoral municipal de Buenos-Ayres n'a pas permis jusqu'ici aux socialistes d'y pénétrer. En revanche, ils ont conquis des mandats dans diverses municipalités de province.

Le mouvement socialiste argentin compte dans ses rangs un certain nombre de personnalités éminentes du milieu universitaire argentin, et ses principaux militants : Justo, Palacios, Ugarte, sont des intellectuels très estimés. Mais il offre le défaut fréquent aux mouvements socialistes des pays latins, de ne pas être assez un mouvement ouvrier, encadré et dirigé par des hommes sortis de la classe ouvrière. Cet état de choses fâcheux a pour résultat et en même temps pour excuse, l'état inorganique et chaotique du MOUVEMENT SYNDICAL ARGENTIN.

Celui-ci a été jusqu'ici accaparé par les éléments anarchistes, aussi est-il très faible et divisé en deux fractions rivales, la *Fédération nationale du Travail*, purement anarchiste, et

la *Confédération argentine du Travail,* qui se réclame du syndicalisme antiparlementaire des dirigeants de la C. G. T. française. Non seulement ces deux organisations n'ont qu'une très faible influence économique réelle, mais quoique également imbues de préjugés contre l'action politique, elles ne parviennent pas à s'entendre entre elles et un Congrès pour amener leur fusion qui s'est tenu en novembre 1912 à Buenos-Ayres, après trois jours de débats orageux, parvint seulement à souligner les divergences de vues existant entre « syndicalistes purs » et anarchistes.

Il faut espérer que ces controverses stériles auront pour résultat d'arracher le mouvement syndical argentin à son état retardataire et que la Confédération comprendra la nécessité d'évoluer dans le sens du mouvement ouvrier moderne.

A côté des syndicats, il existe un assez important mouvement MUTUALISTE, dont la principale organisation est l'Association Obrera de Secorros Mutuos (« Association ouvrière de secours mutuels ») qui compte 5.000 membres.

Des boulangeries COOPÉRATIVES ont été formées par les socialistes dans la banlieue ouvrière de Buenos-Ayres, à Barracas et à Banfield. Le mouvement ouvrier et socialiste argentin est en somme en plein développement et autorise les plus grands espoirs. Dès que la classe ouvrière de cette République aura atteint conscience et maturité, elle se pressera en masse dans ses rangs.

SECTION VI

LE SOCIALISME AU CHILI

La République chilienne, d'une étrange conformation, — s'étendant interminablement sur une mince bande de 150 à 200 kilomètres de largeur, sur une longueur de plus de 4,000 kilomètres — est un des Etats de l'Amérique latine

qui s'est le plus développé économiquement et dont la prospérité est la plus grande. Il est relativement assez peuplé, puisque comptant 5 millions d'habitants. Son industrie importante est surtout celle de l'extraction du salpêtre, dont il possède dans le Nord, les plus importantes mines du monde. Il est également riche, dans la même région, dont Iquique est la capitale, de cuivre, de guano et de nitrate. C'est dans ces régions, ainsi que dans le centre, dans sa capitale Santiago et son port Valparaiso, que s'est agglomérée aujourd'hui une importante classe ouvrière.

Le mouvement socialiste chilien prend son origine dans le *Parti démocrate* constitué en 1887, mais dont l'initiateur lointain, Francisco Bilbao, pour avoir fondé une « Société d'égalité », était condamné en 1850 comme « blasphémateur ». Il conquit dès 1900 un siège au Parlement, sur le nom de Gutierrey, élu à Santiago, mais son programme n'était pas spécifiquement socialiste. Un élément socialiste actif s'efforça, à partir de 1906, d'amener le Parti démocrate à adhérer au Bureau Socialiste International, et à se déclarer socialiste. Au début de 1912, ces militants décidèrent de se constituer en PARTI OUVRIER SOCIALISTE CHILIEN proprement dit, sur la base des résolutions des Congrès socialistes internationaux dans la région des grandes mines du Nord, qui comptent plus de 80,000 ouvriers, autour d'Iquique. Le Parti y possède un organe hebdomadaire *El Despertar de los Trabajodores,* dont le directeur est le citoyen Luis E. Recabarren, ouvrier typographe. Aux élections de mai 1912, il fut élu au Parlement, mais ne put siéger, parce qu'il refusa de prêter serment à une constitution, que les gouvernants violent sans cesse au détriment des travailleurs.

Dans la province de Parana, les groupements du Parti démocrate se sont également déclarés socialistes, c'est eux qui constituèrent même le noyau du Parti Ouvrier socialiste chilien.

La classe ouvrière du Chili est en plein développement.

Elle crée des syndicats, des coopératives et s'organise sur le double terrain politique et économique. De plus en plus, les éléments du Parti démocrate, qui possède actuellement trois quotidiens et de nombreux hebdomadaires, paraissent devoir venir nettement au socialisme. La tournée de propagande que doit faire prochainement dans toute l'Amérique espagnole, et notamment au Chili, Pablo Iglesias, le militant respecté et le vétéran du socialisme dans l'ancienne métropole des républiques sud-américaines, contribuera certainement, dans une large mesure, aux progrès du socialisme chilien.

FORCES SOCIALISTES
du Monde entier

PAYS	VOIX	Syndiqués	Coopérateurs	MEMBRES du Parti	JOURNAUX quotidiens	Autres (1) JOURNAUX	ÉLUS parlementaires	Pourcentage	ÉLUS régionaux Diètes ou Parlements d'États
Finlande (1911)....	320.000	27.000	180.000	70.000	1	17	87 (s' 200)	43,50	»
Suède (1911).....	173.000	200.000	78.000	60.000	9	7	64 (- 230)	38,70	»
Allemagne (1912)..	4.238.000	2.647.000	1.200.000	970.000	89	5	110 (- 397)	27,71	222 (s' 1.677)
Belgique (1912)....	580.000	160.000	150.000	»	1	»	39 (- 111)	35. 2	»
Danemark (1910)...	98.700	123.000	200.000	17.000	13	20	24 (- 114)	21,06	»
Autriche (1911)....	1.060.000	151.000	280.000	256.000	7	49	82 (- 516)	15,31	»
France (1910).....	1.106.000	700.000	350.000	72.000	5	13	71 (- 581)	13,01	»
Norvège (1912).....	120.000	54.000	»	26.000	8	16	»	»	»
Suisse (1911).....	105.000	93.000	150.000	27.000	»	»	15 (- 189)	8,82	212 (s' 2.907)
Italie (1909).....	338.000	650.000	300.000	30.000	2	»	13 (- 508)	8,16	»
Hollande (1909)....	82.000	128.000	128.000	8 781	»	»	7 (- 100)	7. »	»
Gde-Bretagne (1912)	505.000	2.892.000	2.661.000	110.000 / 1.430.000 (2)	2	»	42 (- 670)	6,27	»
Russie (1912).....	15.000	»	1.000.000	10.000	2	»	15 (- 442)	3 10	»
Espagne (1910).....	»	150.000	»	»	»	11	1 (- 405)	» 24	»
Turquie (1910).....	»	»	»	»	1	»	6 (- 196)	3.06	»
Grèce (1910).....	12.000	»	»	»	»	1	» (- 358)	»	»
Serbie (1912).....	25.000	»	»	»	»	1	2 (- 160)	1.24	»
Croatie (1912).....	»	»	»	»	»	»	1 (- 131)	»	»
Bulgarie (1911)....	25.000	17.000	»	1.600	1	»	»	»	»
Bosnie.....	»	»	»	2 000	»	»	»	»	
Hongrie (1912).....	»	86.000	648.000	»	1	7	7 (- 53)	13, »	
Luxembourg.....	»	»	»	»	»	1	»	»	
Portugal.....	»	»	»	»	1	3	1 »	»	
Canada.....	»	»	»	»	»	1	2 (- 213)	0,47	
Etats-Unis.....	900.000	2.500.000	»	120.000	14	200	»	»	27
Cuba.....	»	»	»	»	»	3	»	»	»
Uruguay.....	»	»	»	»	»	1	1 (- 50)	1,70	
Chili.....	18.000	»	»	»	»	2	5 (- 107)	1.60	
Brésil.....	»	»	»	»	»	»	»	»	
Argentine.....	55.000	50.000	»	1.000	1	2	2 (- 120)	»	
Australie (Lab. Par.)	678.000	350.000	»	125.000	3	21	10 (- 75)	51, 9	162 (s' 319)
Nouvelle-Zélande...	18.000	50.000	»	»	»	»	1 (- 80)	5, »	»
Perse.....	?	»	»	»	»	»	3 »	»	
Chine.....	?	»	»	»	»	»	23 (?)	»	»
Japon.....	»	»	»	»	»	1	»	»	»
Afrique du Sud....	»	»	»	»	»	1	»	»	»
Algérie.....	2.500	»	»	»	3	1	»	»	»
Tunisie.....	»	»	»	»	2	»	1 (- 121)	3, 3	
Totaux.....	10.528.200	10.838.000	7.315.000	3.372.384	172	161	681		623

(1) Compris tri hebdomadaires, bi-hebdomadaires, hebdomadaires, non compris les organes des syndicats.

(2) Le premier chiffre indique le total des membres groupés dans les organisations socialistes, I. L. P., B. S. P. et Fabiens ; le second, les adhérents du Labour Party.

(3) Etant donné le système compliqué d'élection de la Douma, par curies et à plusieurs degrés, il n'est pas possible de connaître exactement le nombre des électeurs socialistes. Qu'il suffise, à cet égard, de constater notre majorité absolue dans les « curies ouvrières ».

CONCLUSION

Arrivé au terme de cette longue et cependant encore trop rapide analyse du mouvement socialiste mondial, le lecteur ne manquera pas d'être frappé de son caractère essentiel — sur lequel nous attirons, dès l'abord, toute son attention : l'unité profonde et impressionnante des conceptions maîtresses de ces millions d'hommes appartenant à toutes les races, à toutes les nationalités, ayant les origines ethniques et aux formations intellectuelles les plus variées.

Sur tous le capitalisme a mis sa profonde empreinte, les préparant également à la compréhension des formes nouvelles de la production et de l'échange, à la civilisation prochaine — plus grande et plus belle — qui donnera enfin à tous les hommes la possibilité de vivre de cette vie intellectuelle, physique et morale, qui est aujourd'hui le lot d'une poignée de privilégiés.

Là même où la grande industrie et le capitalisme n'ont pas encore pénétrés le rayonnement intellectuel du Socialisme, la grandeur et la beauté de son idéal amènent à sa conception les esprits les plus généreux et les plus hardis ; leur propagande enthousiaste précède le développement économique et social auquel le socialisme répond.

Mais partout le capitalisme étend ses tentacules gigantesques, partout la grande industrie pénètre : de hautes cheminées se dressent innombrables, tout là-bas au fond de l'Orient mystérieux, autour des antiques temples boudhistes, shintoïstes ou brahmanistes ; des nuages de fumée noire cachent la blancheur immaculée du Fujiyama ou s'élèvent au-dessus des temples de Vichnou, de Confucius ou des palais des anciens Incas.

Les sirènes des usines, le bruit des machines, le flot des salariés entrant ou sortant d'immenses établissements tex-

ti'es ou métallurgiques ou des trous sombres de la mine, viennent distraire et troubler le sage disciple de Confucius ou le brahmane hindou, absorbés par leurs constructions métaphysiques ou plongés en des rêveries désabusées.

C'est la vie moderne, détruisant du charme et de la poésie, supprimant beaucoup de pittoresque et d'originalité — mais riche, elle aussi, de la débordante vitalité de ses *Villes tentaculaires,* chantées par le grand poète belge Verhaeren. Ce sont les nouvelles formes sociales, apportant tout de même, en fin de compte, au genre humain, à travers de cruelles souffrances et de terribles épreuves, la certitude de plus de dignité, de bien-être, de liberté pour tous, créant enfin les conditions nécessaires de réalisation de cette société de producteurs libres, si longtemps rêvée par les poètes, et pour laquelle sont tombés tant de martyrs et tant de héros.

Le mouvement ouvrier et socialiste universel, groupant dans le monde 11 à 12 millions d'électeurs, 11 millions de syndiqués, 8 millions de coopérateurs ouvriers, 3 millions et demi de militants organisés dans le Parti ; ayant près de 700 élus parlementaires, des dizaines de milliers d'élus municipaux, ayant plus de 200 grands organes quotidiens, est sans cesse davantage pénétré des mêmes principes, ayant partout unifié par dessus les océans et les continents sa doctrine, sortie des enseignements de ses grands philosophes, riche de « toute la science de l'époque », avec Marx et Engels, riche de l'universelle pratique de la classe ouvrière, tend aussi à unifier dans une même mesure sa tactique.

De plus en plus ce sont les mêmes questions qui partout se posent à l'attention des militants et des organisations. Et les expériences déjà faites dans les divers domaines, par chaque pays, fournissent de nouvelles et précieuses indications aux socialistes des autres parties de la planète

C'est au mouvement des pays germaniques et anglo-saxons que l'Internationale doit surtout d'avoir compris les vertus fécondes de l'organisation économique, aussi bien que poli-

tique. C'est par eux que les pays latins et slaves apprennent qu'un mouvement ouvrier vigoureux et sain doit tirer surtout de son propre sein les éléments appelés à former ses cadres. Ce « manuélisme » — non réduit à une théorie exclusive et stupide — mais fait de la confiance de la classe ouvrière en elle-même, en Angleterre, en Allemagne, dans les pays scandinaves, en Belgique, en Autriche, en Bohême, est un des indices les plus sûrs de la maturité des prolétariats de ces nations.

C'est de ces sections également que les autres fractions de l'Internationale peuvent apprendre surtout la valeur intrinsèque des moyens politiques, de l'action électorale, du suffrage universel et du parlementarisme — sérieusement contrôlés et encadrés par un grand parti ouvrier, dont les mandataires peuvent être les employés, voire les « hommes de confiance », mais jamais les dirigeants, ni les maîtres irresponsables; ayant pour contre-poids nécessaire un vaste et puissant mouvement syndical et coopératif, dans lequel s'élaborent les institutions de la société de demain.

C'est en revanche, des pays latins que le mouvement universel de la classe ouvrière aura surtout appris la valeur des armes qui constituent, dans l'arsenal prolétarien, le complément nécessaire de l'action politique et parlementaire — de la grève générale ou de masse en particulier, dont on a tant *parlé* chez nous, mais qui ne devient guère réalité redoutable que lorsqu'elle est *employée* efficacement en Autriche, en Belgique, en Russie, en Angleterre, par un Parti et des Syndicats unis fraternellement — ou qu'elle pèse comme la suprême menace du prolétariat allemand sur le Kaiser et ses hobereaux.

D'une manière universelle, la classe ouvrière a condamné une tactique, qui en se couvrant du masque d'une complète « autonomie », aboutirait à opposer l'une à l'autre, comme deux ennemies, son organisation politique et son organisation économique. Partout où le mouvement prolétarien est

sain et vivace, il réalise l'harmonie de ses groupements par *l'union personnelle,* en plaçant dans les mêmes mains la direction de son arme politique et de son arme économique. Là où cette entente n'a pas été réalisée, le mouvement en subit un profond dommage — aussi bien le mouvement syndical que le mouvement politique. Il suffit de comparer la faiblesse relative de l'organisation syndicale et politique française et italienne à la puissance du mouvement socialiste et syndical d'Allemagne, de Scandinavie ou d'Autriche, pour s'apercevoir de la vérité de cet axiome Fatalement, notre organisation en France devenant plus grande et plus forte, réalisera, elle aussi, cette harmonie nécessaire.

« Πόλεμος πατήρ πάντων » — « la lutte est la mère de toutes choses », proclamait, il y a plus de deux mille ans, le grand philosophe grec, Héraclite.

Dans la mesure où le prolétariat se pénètre de cette grande loi qui gouverne les mondes et les sociétés, dans la mesure où il combat d'un même cœur, avec un même élan, sur le terrain politique, syndical, coopératif, municipal, et tire un enseignement fécond de chacune de ses batailles quotidiennes pour celles du lendemain, il rapproche le jour de son affranchissement définitif.

BIBLIOGRAPHIE

Sur les Congrès internationaux.

Les Congrès socialistes internationaux; Ordres du jour et résolutions, publié par le Bureau Socialiste International de Bruxelles, Bruxelles 1902.

Les comptes rendus sommaires des Congrès internationaux de Paris (1889), *Bruxelles* (1892), *Zurich* (1893), *Londres* (1896), *Paris* (1900).

Le sixième Congrès socialiste international (Amsterdam 1904) compte rendu analytique publié par le Bureau Socialiste International, Bruxelles 1904.

Le septième Congrès Socialiste international, tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907, compte rendu analytique publié par le Bureau Socialiste International, Bruxelles 1908.

Le huitième Congrès Socialiste International, tenu à Copenhague du 28 août au 3 septembre 1910, publié par le Bureau Socialiste International, Gand 1911.

Bulletin périodique du Bureau Socialiste International, publié à Bruxelles, depuis 1909; 9 numéros parus ayant de 12 à 130 pages chacun.

La tactique socialiste et les décisions des Congrès internationaux, par Edgard Milhaud, Paris, Bellais 1905.

Die Internationale, par Gustave-Jaeckh, Leipzig 1904.

Les Congrès ouvriers, par L. de Seilhac, Paris, Colin 1899.

Le Socialisme et le mouvement social du XIXe *siècle,* par W. Sombart, Paris, Giard et Brière 1901.

SUR L'ORGANISATION DES PARTIS ET SYNDICATS

I. Ouvrages généraux.

L'Organisation socialiste et ouvrière en Europe, Amérique et Asie, publiée par le Bureau Socialiste International. Bruxelles 1904.

L'Internationale Ouvrière et Socialiste, rapports soumis au Congrès socialiste international de Stuttgart, en deux volumes, publiés par le Bureau Socialiste International, Bruxelles 1907.

Rapports sur le mouvement ouvrier et socialiste, soumis par les Partis affiliés au Congrès Socialiste International de Copenhague (21 fascicules), Bruxelles 1910.

Socialist Year Book, publié par Bruce Glasier, Manchester 1913.

Socialists at Work, by Robert Hunter, New-York Macmillan 1908.

Socialism in theory and pratice, by M. Hillquit, New-York, Macmillan 1909.

Le Mouvement socialiste, revue bi-mensuelle internationale, nombreux articles et monographies publiés de 1899 à 1905.

La Revue Syndicaliste, revue mensuelle dirigée par Albert Thomas, de 1905 à 1909.

Le Socialisme à l'étranger, par J. Bardoux, Gidel, Goraï, Isambert, Louis-Jaray, avec préface d'A. Leroy-Beaulieu, Paris, Alcan 1909.

Le Mouvement socialiste en Europe, par Th. de Wyzewa, Paris 1892.

Syndicalism, par J.-H. Harley, Londres, Dodge 1912.
Syndicalism, par J. Ramsay Mac Donald, London, Constable 1912.
Syndicats et Parti, les Expériences étrangères publiées par la *Revue Syndicaliste,* Paris, Cornély 1906.

BELGIQUE

Comptes rendus des Congrès du Parti Ouvrier Belge (1885 à 1912).
J. Destrée et Vandervelde : Le Socialisme en Belgique. Paris, Giard et Brière 1903.
Louis Bertrand. Histoire du Socialisme et de la Démocratie en Belgique, Bruxelles 1908.
L'Avenir Social, revue mensuelle du P. O. B.
E. Vandervelde. « La question agraire en Belgique ».
— Les « Villes tentaculaires ».
— « L'Exode rural et le retour aux champs.»
— « Le Collectivisme et l'évolution industrielle ».
Dr G. Barnich. « Le régime clérical en Belgique ». Em. Rossel, éditeur, Bruxelles 1912.
L. Varlez. *La Fédération ouvrière gantoise* (publié par le Musée Social), Paris 1898.

ANGLETERRE

Comptes rendus des Congrès du Labour Party de 1901 à 1912, Londres The Labour Party.
Comptes rendus des Congrès de l'Indépendant Labour Party, de 1892 à 1912.
The historical basis of Socialism in England, par H.-M. Hyndman, Londres 1883.
Socialism in England, par Sydney Webb, Londres, Sonnenschein 1893.

Le Socialisme en Angleterre, par A. Metin, Paris, Alcan 1898.

Le Trade-Unionisme en Angleterre, par P. de Rousiers, Paris, Colon 1899.

Ramsay Mac Donald. Socialism and Society, Londres 1908.

Hyndman. « Record of an adventurous life », London, Macmillan 1911.

Fabian tract (Recueil de 110 brochures publiées par la Société Fabienne), London 3 Clements's Imm 1912.

Socialist Review (de 1907 à 1913), Manchester.

Dritish Socialist (anciennement *Social-Democrat*), de 1897 à 1913, Londres.

The Socialist Annual, edited by Th. Rolhstein, Londres 1913.

Le Syndicalisme anglais, par F. Fagnot, Paris, Bellais 1903.

Histoire du Trade-Unionisme, par Sydney et Beatrice Webb (traduction A. Metin), Paris, Giard et Brière 1897.

Industrial Democracy a study in trade-unionism. 2 vol. Londres, Longmans 1902.

La Cooperation en Grande-Bretagne, par Beatrice Potter Webb, traduit par Raoul Briquet, Paris, Cornély 1905.

Les Equitables Pionniers de Rochdale, par C.-Y. Holyoake, traduit par Mme V. Godin, Gand 1902.

The Decline of british industry, par Th. Rothstein, London 1903. (Cet intéressant petit livre a été traduit par Ernest Lafont, dans le *Mouvement Socialiste* de 1904).

« *Daily News* » Year Book for 1913.

« *Daily Mail* » Year book for 1913.

L. Cazamian. L'Angleterre moderne, Paris, Flammarion 1911.

ALLEMAGNE

KARL KAUTSKY. Le Programme socialiste (programme d'Erfurt), Paris, Rivière 1910.

K. MARX. Lettre sur le programme de Gotha, Paris, G.-Jacques 1901.

ALBERT MILHAUD. « *La Démocratie Socialiste. Allemande* », Paris, Alcan 1903.

K. KAUTSKY. « La Question agraire, Paris, Giard et Brière 1900.

— « La politique agraire du Parti socialiste », Paris, Giard et Brière 1903.

FRANZ MEHRING. Geschichte der Deutschen Sozialdemokratie ; 4 volumes, Stuttgart, Dietz 1903.

BEBEL. « Ma Vie » (Mémoires).

CH. ANDLER. *Introduction au « Manifeste communiste »*, Paris, Bellais 1900.

Die Neue Zeit, revue hebdomadaire de la Social-Democratie allemande, de 1885 à 1913, Stuttgart, Dietz.

Sozialistische Monatshefte, de 1894 à 1913, Berlin. J. Bloc.

JULES HUET. En Allemagne : « Rhin et Westphalie », Paris, Fasquelle 1909.

— « De Hambourg aux marches de Pologne, Paris, Fasquelle 1910.

— « Berlin », Fasquelle 1910.

— « La Bavière et la Saxe », 1911.

Compte rendu des Congrès du Parti (« Protokoll »).

HOLLANDE, SUISSE, PAYS SCANDINAVES

Rapports aux Congrès d'Amsterdam, de Stuttgart et Copenhague.

Comptes rendus des Congrès.

Annales de la Régie directe (1908 à 1912), Genève.

AUTRICHE-HONGRIE

Rapports aux Congrès d'Amsterdam, de Stuttgart et Copenhague.

Comptes rendus des Congrès de la Sociale-Democratie allemande d'Autriche.

RUSSIE

Rapport du Parti Social-Democrate Ouvrier de Russie au Congrès de Copenhague (1910).

Rapport du Parti Socialiste Polonais au Congrès de Copenhague (1910).

C. Stiekhfof. La fraction social-democrate à la 3e Douma. Paris Rivière 1913.

Jean Longuet et G. Silber. *Terroristes et policiers* (Azev, Harting et Cie), Paris, Juven 1908.

C.-H. Perris. *Russia in Revolution,* Londres, Chapman 1905.

William English Walling. *Russia's Message,* New-York, Funk et Wagnales 1909.

Semenoff. « Une page de la contre-révolution russe » (les Pogromes), Paris, Stok 1906.

P.-L. La Chesnais. La Révolution russe et ses résultats 1904-1908), Paris, Mercure de France 1909.

G. Alexinsky. La Russie moderne, Paris, Flammarion 1912.

S. Stepniak. « La Russie souterraine », Paris 1885.

BALKANS

Rapports des Partis socialistes de Roumanie. Bulgarie, Serbie, Grèce, Turquie aux Congrès d'Amsterdam. Stuttgart et Copenhague (1904 à 1910).

Ch. Racowsky. La Roumanie des Boyards, Paris, Giard et Brière 1909.

ASIE

Rapport du Parti révolutionnaire arménien « Daschnakzoutioun » au Congrès de Copenhague (1910).

Revue du monde musulman « Le Caucase et la révolution persane, par Pavlovitch (février 1911).

The Persian Revolution, par le professeur Brown, Cambridge 1911.

Rapport au Congrès de Copenhague, par J.-S. Katayama (1910).

Le Socialisme au Japon, par Jean Longuet (Revue des 1er et 15 juin 1904).

Au pays du soleil levant, par F. Kummer, Paris, Rivière 1911.

AUSTRALASIE

Rapports présentés au Congrès d'Amsterdam, Stuttgart et Copenhague, par les organisations socialistes de Victoria et de la Nouvelle Galle du Sud.

Le Socialisme sans doctrines, par A. Metin, Paris, Alcan 1904.

ETATS-UNIS

Rapports du Parti socialiste des Etats-Unis aux Congrès de Stuttgart et Copenhague.

Morris Hillquit. *History of Socialism in the United States,* New-York, Funk et Wagnalls 1912.

A.-M. Simons. *Social forces in American history,* New-York, Mac Millan 1911.

A.-M. Simons. *The American farmer,* Chicago Kerr 1903.

International Socialist Review, de 1904 à 1913, Chicago, Charles Kerr.

L. Vigoureux. *La Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord,* Paris, Armand Colin 1899.

The Working class movement in America, par Dr Edward and E. Marx Aveling.
Municipal Campaign book of Milwaukee, Milwaukee 1912.
Socialist Campaign book, Chicago 1908.
W. English Walling. *Socialism as it is*, New-York, Mac Millan 1912.
G. Myers. *The story of freat american fortunes*, Chicago, Charles Kerr 1908.
G. Myers. *History of the United States Supreme*, Court Chicago 1912.

AMÉRIQUE DU SUD

Rapports présentés par le Parti socialiste de l'Argentine aux Congrès de Stuttgart et de Copenhague.
Rapport présenté par le Parti démocrate du Chili, au Congrès de Stuttgart.
La Vida Socialista (revue mensuelle).

TABLE DES MATIÈRES

Avis de la Direction.

Pages

Introduction 1

PREMIÈRE PARTIE

L'Internationale, son Historique, ses Congrès.

CHAPITRE I. — **La fin de la vieille Internationale** (1872-1876) 13

CHAPITRE II. — **Les tentatives d'organisation internationale** (1876 à 1889) 16

CHAPITRE III. — **Le Congrès de Paris** (1889) 19

CHAPITRE IV. — **La période constitutive de l'Internationale** 23

I. Le Congrès de Bruxelles 23
II. Le Congrès de Zurich 26
III. Le Congrès de Londres 32

CHAPITRE V. — **La période organique de l'Internationale** 38

I. Le Congrès de Paris 38
II. Le Congrès d'Amsterdam 43
III. Le Congrès de Stuttgart 53
IV. Le Congrès de Copenhague 63
V. Le Congrès extraordinaire de Bâle 70

DEUXIÈME PARTIE

Le Bureau Socialiste International.

CHAPITRE I. — **Le Bureau Socialiste International** 85

I. La constitution de l'organisme central 85
II. Le Secrétariat et le Comité exécutif 87
III. Les réunions plénières du Bureau 89
IV. La Commission interparlementaire 93
V. L'organisation des Congrès 94

TROISIÈME PARTIE

Le Mouvement socialiste international.

Pages

CHAPITRE I. — **Le Parti Ouvrier Belge** 99

Section I. — *Historique du mouvement* 100

I. Les origines 100
II. Fondation du parti ouvrier 101
III. La première lutte pour la réforme électorale 104
IV. Les élections de 1894 et la R. P. 106
V. Les événements de 1902 et la période de recueillement . 109
VI. Les élections de juin 1912 et la prochaine lutte 112

Section II. — *L'organisation du Parti Ouvrier* 115

I. Ses forces numériques 115
II. Le Conseil Général 116
III. La coopération socialiste. Les maisons du peuple . . . 118
IV. La presse. Les œuvres éducatives. L'école socialiste. . . 121
V. L'organisation syndicale 123

Section III. — *La force numérique du socialisme belge* . . . 125

I. Les résultats électoraux 125
II. Les élus parlementaires et municipaux 127
Tableaux des élections de la Chambre (1908, 1912). 130 à 133

CHAPITRE II. — **Le socialisme en Angleterre** 134

Section I. — *Aperçu historique* 134

I. Les origines du mouvement 134
II. Le trade-unionisme conservateur 136
III. Fondation de la « Social-Democratic Federation » 137
IV. Le nouvel unionisme et la fondation de « L'Indépendant Labour Party » (1889-1893) 141
V. Les Trades-Unions décident de former un parti politique 147
VI. Le Labour Party et les élections de 1906 150
VII. Le mouvement des grèves de 1911-1912 et la situation actuelle 152

Section II. — *Les organisations politiques du prolétariat britannique* 157

I. « L'Indépendant Labour Party » 157
II. « Le British Socialist Party » 163
III. « La Fabian Society » et les autres petits groupements . . 170
IV. « Le Labour Party » 174

Pages

Section III. — *Les organisations économiques du prolétariat anglais* 184

I. Les Trades-Unions 184
II. Le mouvement coopératif. 187
III. Vers l'unité ouvrière et socialiste 189

CHAPITRE III. — **La Démocratie Socialiste Allemande** 192

Section I. — *Le milieu*. 192

I. Le milieu économique 192
II. Le milieu politique 196
III. Les partis politiques bourgeois 198

Section II. — *Aperçu historique* 202

I. Les origines 202
II. La campagne de Lassalle, le parti d'Eisenach ; les luttes des deux fractions 204
III. La guerre de 1870-1871 et les socialistes allemands. . . . 212
IV. Réalisation de l'unité ; le Congrès de Gotha 215
V. La lutte de Bismarck contre le socialisme : les lois d'exception. 217
VI. La période organique : les luttes internes ; le programme d'Erfurt. 222
VII. La victoire de 1903 : 227
VIII. Les élections de 1907 : l'échec socialiste et la marche en avant. 229

Section III. — *L'organisation de la Social-Démocratie* 231

I. Le Parti 231
II. L'organisation des femmes et des jeunes 237
III. La presse. 240
IV. Les œuvres d'éducation. 244
V. Les syndicats. 249
VI. Les maisons des syndicats 254
VII. Le Parti et les syndicats. 257
VIII. Les coopératives 260

Section IV. — *La force politique du socialisme allemand* . . . 262

I. La montée continue. 262
II. Les élections de 1912 266
III. Les sièges conquis 271
IV. La représentation dans les Landtags. 275
V. Les élus municipaux 277

Pages

Section V. — *La méthode de la Social-Démocratie Allemande.* 278
I. Le programme 278
II. La tactique 283
III. L'internationalisme et la Social-Démocratie 286

Chapitre IV. — **Le mouvement socialiste en Hollande.** 290
I. Historique 290
II. L'organisation du parti ouvrier social-démocrate 295
III. Les syndicats et le Parti. 298

Chapitre V. — **Le Socialisme Luxembourgeois** 301
I. Le milieu. 301
II. Le mouvement socialiste 302

Chapitre VI. — **Le Socialisme Suisse.** 304
I. Le milieu politique et social 304
II. Historique du mouvement 305
III. L'organisation du Parti. 307
IV. Les forces politiques du Parti. 309

Chapitre VII. — **Le Socialisme Scandinave** 313
Section I. — *La Démocratie Socialiste Danoise* 314
I. L'organisation du Parti. 314
II. La force électorale 317

Section II. — *Le Socialisme en Norvège* 323
I. Historique du parti ouvrier. 323
II. L'organisation du Parti. 325
III. Les résultats électoraux. 327
IV. Les syndicats et le Parti. 329

Section III. — *Le Parti Ouvrier Social Démocrate de Suède.* . 330
I. Historique : les origines. 330
II. Les socialistes empêchent la guerre avec la Norvège. . . 333
III. La grève générale de 1909. 336
IV. Les forces du Parti 341

Chapitre VIII. — **Le Parti Démocrate Socialiste de Finlande.** . . 347
I. Le milieu politique et social 347
II. L'organisation du Parti. 352
III. L'organisation syndicale et coopérative 355
IV. La force politique du Parti et son action parlementaire. 356

Pages

CHAPITRE IX. — **Le Socialisme en Russie** 359

I. Les origines. 359
II. Les premiers groupements : l'idylle pacifique 360
III. Le terrorisme et la « Narodnaïa ». 361
IV. De la « Narodnaïa » au mouvement moderne 363
V. La guerre et la révolution 368
VI. Le socialisme à la 2e Douma 372
VII. La réaction et la 3e Douma 374

Les organisations socialistes de Russie 376

I. Le Parti Ouvrier Social Démocrate 376
II. Le Parti Socialiste Révolutionnaire 388
III. Le Parti Socialiste Polonais. 395
IV. L'avenir du socialisme en Russie 399

CHAPITRE X. — **Le Socialisme en Autriche-Hongrie** 403

Section I. — *La Social-Démocratie Autrichienne* 403

I. Au-dessus et malgré la lutte des races. 403
II. Historique du mouvement 405
III. L'organisation socialiste autrichienne 412
IV. L'action générale du socialisme autrichien. 422
V. Les organisations économiques et le Parti. 424

Section II. — *Le Socialisme en Hongrie* 428

I. Le milieu politique et social 428
II. La naissance du Parti et sa lutte pour le suffrage universel 431
III. L'organisation socialiste et syndicale.. 436

CHAPITRE XI. — **Le Socialisme en Italie**. 441

I. Historique du Parti. 441
II. L'organisation du Parti et sa presse. 449
III. Les forces électorales du socialisme italien 454
IV. Le Parti et les organisations économiques. 455
V. Le mouvement italien et son avenir. 456

CHAPITRE XII. — **Le Socialisme Ibérique** 460

Section I. — *Le Socialisme en Espagne*. 460

I. Le milieu. 460
II. Aperçu historique 461
III. L'organisation du Parti. 465
IV. L'avenir du socialisme en Espagne 468

Pages

Section II. — *Le Socialisme au Portugal* 469
I. Historique du mouvement 469
II. L'organisation du Parti. 470

CHAPITRE XIII. — **Le Socialisme dans les Balkans** 472
Section I. — *Le Socialisme en Roumanie*. 474
I. Le milieu politique et social. 474
II. Historique du mouvement 477
III. L'organisation socialiste et syndicale. 481

Section II. — *Le Socialisme en Bulgarie* 483
I. Le milieu : les origines du mouvement 483
II. Les deux organisations 486

Section III — *Le Socialisme Serbe*. 491
I. Le milieu : historique du mouvement. 491
II. L'organisation ouvrière et socialiste. 493
III. Les socialistes serbes contre la guerre 495

Section IV. — *Le Socialisme en Grèce* 497
I. Le milieu et les origines 497
II. L'organisation socialiste 498

Section V. — *Le Socialisme en Bosnie-Herzégovine*. 499

Section VI. — *Le Socialisme dans la Turquie d'Europe*. . . . 501
I. Le milieu politique et social 501
II. Les organisations socialistes 502

CHAPITRE XIV. — **Le Socialisme en Asie** 505
Section I. — *Le Socialisme en Arménie* 506
I. Le milieu. 506
II. Dans l'Arménie turque 507
III. Dans l'Arménie russe. 512
IV. Dans l'Arménie persane. 514

Section II. — *Le Socialisme en Perse*. 515
I. Les origines du mouvement. 515
II. La lutte pour la Constitution et le rôle des socialistes. . 517
III. Les social-démocrates persans. 518

Section III. — *Le Socialisme en Sibérie*. 520
I. Ses origines. — Pendant la Révolution 520

Pages

Section IV. — *Le Socialisme en Chine* 523

I. La révolution de 1911 et ses origines 523
II. Les tendances socialistes 526

Section V. — *Le Socialisme au Japon* 527

I. Le milieu économique et politique 527
II. La situation actuelle 534

CHAPITRE XV. — **Le Socialisme en Australie** 538

Section I. — *Le mouvement australien* 538

I. Le milieu 538
II. Historique du mouvement 539
III. La force politique de la classe ouvrière australienne . . . 542
IV. L'œuvre accomplie 547

Section II. — *Le mouvement en Nouvelle-Zélande* 551

I. Les Organisations 551

CHAPITRE XVI. — **Le Socialisme dans l'Afrique du Sud** 554

I. L'Afrique du Sud après la guerre 554
II. Les organisations ouvrières et socialistes 555

CHAPITRE XVII. — **Le Socialisme aux États-Unis** 557

I. Les origines du mouvement 557
II. Le mouvement moderne : la longue période stérile . . . 559
III. Le nouveau milieu économique 562
IV. Fondation du Parti Socialiste 565

L'organisation socialiste 568

I. Les forces organisées du Parti Socialiste 568
II. La presse socialiste 573
III. Le Parti Ouvrier Socialiste De Leon 576
IV. Les résultats obtenus 578
V. Les tendances du Parti et son dernier Congrès 585
VI. Les Trades-Unions Américaines et le socialisme 590
VII. L'influence socialiste dans la littérature, la propagande théorique 596
VIII. La dernière campagne présidentielle 599
Tableau des voix recueillies dans chaque État par le Parti Socialiste des États-Unis 606

Pages

CHAPITRE XVIII. — **Le Socialisme au Canada** 607

I. Les origines et ses conditions de développement . . . 607

II. Les organisations ouvrières et socialistes 609

CHAPITRE XIX. — **Le Socialisme dans l'Amérique latine** 611

Ses conditions de naissance et de développement. . . . 611

Section I. — *Le mouvement mexicain* 612

Section II. — *Le Socialisme aux Antilles* 614

Section III. — *Le Socialisme au Brésil* 615

Section IV. — *Le Socialisme dans l'Uruguay* 617

Section V. — *Le Socialisme dans l'Argentine* 618

I. Le milieu. 618

II. L'organisation ouvrière et socialiste. 619

Section VI. — *Le Socialisme au Chili* 624

Bibliographie.

TABLE

des

Planches Hors-Texte en Noir

	Pages
La Solidarité internationale	1
4e Congrès de la Vieille Internationale, à Bâle (1869)	12
Congrès socialiste international d'Amsterdam (Août 1904)	48
Les principaux délégués au Congrès socialiste de Stuttgart (1907)	56
Bureau Socialiste International (1904)	88
Bureau du Secrétariat du Bureau Socialiste International de Bruxelles	90
Bureau du Secrétariat du Bureau Socialiste International de Bruxelles	94
Karl Marx (1864)	96
Emile Vandervelde	112
Keir Hardie	144
Le Congrès du Parti du Travail	176
Karl Marx (1878)	204
Wilhelm Liebknecht	208
Auguste Bebel	224
Karl Kautsky	280
P. Troelstra	296
Les députées socialistes à la Diète de Finlande	352
G. Plekhanoff	368
Dr V. Adler	416
Pablo Iglesias	464
Eugène-Victor Debs	568

ERRATA

Lire :	Au lieu de :
Page 13, ligne 15.	
le *suisse-français James Guillaume*	du « Français James Guillaume »
Page 101, ligne 11.	
Guillaume de Greef	« Guillaume Greef ».
Page 120.	
portrait de *Bergmans*, secrétaire de la Commission générale des Syndicats	d' « Anseele »
Page 124.	
portrait d'*Anseele*	« Bergmans »
Page 156, ligne 18.	
l'*action directe*	l' « action économique »
Page 266.	
Toute cette page, sauf les 4 dernières lignes, doit trouver sa place à la page 260, à la fin du sous-chapitre consacré aux Rapports des Syndicats et du Parti.	
Page 330, ligne 18.	
une *puissante aristocratie*	une « puissante autocratie »
Page 371, ligne 31.	
Zeretelli	« Zentelly »
Page 415.	
portrait de Pernerstorfer, *vice-président*	« ex-vice-président » du Reichrath
Page 566, ligne 12.	
273.000 voix	« 227.000 »
Page 592, ligne 7.	
2.700.000	« 2.500.000 »

L'Emancipatrice (Imp comm.), 3, rue de Pondichéry. Paris. — 5304-2-13.

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

HX
21
E6
t.5

Encyclopedie socialiste,
syndicale et cooperative de
l'Internationale ouviere

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 11 10 05 14 013 2